SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

VOLUME XV **1923** **NUMÉROS 1, 2 et 3**

TABLE DES MATIÈRES

Pages

No. 388. — Autriche et Tchécoslovaquie :

Accord commercial, signé à Prague le 4 mai 1921 13

No. 389. — Grande-Bretagne et Norvège :

Arrangement supplémentaire à l'Arrangement provisoire conclu à Christiania le 15 juillet 1921, au sujet de la navigation aérienne, signé à Christiania le 22 février 1923 159

No. 390. — Norvège et Suède :

Echange de Notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Christiania, les 25 mai 1921, 24 avril et 5 mai 1922 165

No. 391. — Etats-Unis du Mexique et Suède :

Echange de Notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Mexico, les 28 juillet et 17 octobre 1922 179

No. 392. — Finlande, Norvège et Russie des Soviets :

Arrangement spécial concernant les relations télégraphiques entre les trois pays. Signé à Riga, le 19 septembre 1921. 191

No. 393. — Paraguay et Uruguay :

Convention destinée à simplifier et à faciliter la procédure en matière de commissions rogatoires, signée à Assomption, le 28 février 1915 195

No. 394. — Albanie et Italie :

Arrangement concernant les relations postales, signé à Tirana le 4 décembre 1922, avec Protocole final, signé à Tirana le 5 décembre 1922 203

No. 395. — Albanie et Italie :

Convention télégraphique, signée à Tirana le 4 décembre 1922 213

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME XV **1923** **NUMBERS 1, 2 and 3**

TABLE OF CONTENTS

Pages

No. 388. — Austria and Czechoslovakia :

Commercial Agreement, signed at Prague, May 4, 1921 13

No. 389. — Great Britain and Norway :

Agreement supplementary to the Provisional Agreement concluded at Christiania, July 15, 1921, relating to Air Navigation, signed at Christiania, February 22, 1923 159

No. 390. — Norway and Sweden :

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. Christiania, May 25, 1921, April 24 and May 5, 1922 165

No. 391. — United States of Mexico and Sweden :

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. Mexico, July 28, October 17, 1922 ... 179

No. 392 .— Finland, Norway and Soviet Russia :

Special Agreement concerning telegraphic relations between the three countries. Signed at Riga, September 19, 1921 191

No. 393. — Paraguay and Uruguay :

Convention for the purpose of simplifying and facilitating procedure by way of Letters Rogatory, signed at Asuncion, February 28, 1915 195

No. 394. — Albania and Italy :

Postal Agreement signed at Tirana, December 4, 1922 with Final Protocol, signed at Tirana, December 5, 1922 203

No. 395. — Albania and Italy :

Telegraphic Convention signed at Tirana, December 4, 1922 213

Pages

No. 396. — France et Hongrie :

Convention au sujet du règlement des dettes hongroises envers les ressortissants français visées par l'article 231 du Traité de Trianon, signée à Paris le 31 janvier 1921 221

No. 397. — Roumanie et Tchécoslovaquie :

Convention commerciale, signée à Bucarest le 23 avril 1921 235

No. 398. — Empire Britannique, France, Italie et Japon :

Décision prise par la Conférence des ambassadeurs au sujet des frontières orientales de la Pologne. Paris, le 15 mars 1923 259

No. 399. — Ethiopie et Grèce :

Traité de Commerce, signé à Addis-Ababa le 18 février 1922 267

No. 400. — République Argentine et Italie :

Convention relative à la réciprocité dans le paiement des indemnités dues aux ouvriers en cas d'accident de travail, signée à Buenos-Ayres le 26 mars 1920 271

ANNEXE VI. — *Présentations à l'enregistrement, adhésions, signatures, ratifications postérieurement échangées, etc.* 281

No. 13. — Convention radiotélégraphique internationale, signée à Londres, le 5 juillet 1912.

Accessions... 282

No. 74. — Convention postale universelle, signée à Madrid le 30 novembre 1920.

Ratifications 282

No. 75. — Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, signé à Madrid le 30 novembre 1920.

Ratifications 292

No. 76. — Arrangement concernant le service des mandats de poste, signé à Madrid, le 30 novembre 1920.

Ratifications 292

No. 77. — Convention concernant l'échange des colis postaux, signée à Madrid, le 30 novembre 1920.

Ratifications 292

No. 78. — Arrangement concernant le service des recouvrements, signé à Madrid, le 30 novembre 1920.

Ratifications 294

No. 79. — Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques, signé à Madrid le 30 novembre 1920.

Ratifications, adhésion 294

Pages

No. 396. — France and Hungary :

Convention with regard to the settlement of Hungarian debts to French nationals, as provided for by Art. 231 of the Treaty of the Trianon, signed at Paris, January 31, 1921 221

No. 397. — Roumania and Czechoslovakia :

Commercial Convention signed at Bucarest, April 23, 1921 235

No. 398. — British Empire, France, Italy and Japan :

Decision taken by the Conference of Ambassadors with regard to the Eastern frontiers of Poland. Paris, March 15, 1923 259

No. 399. — Ethiopia and Greece :

Commercial Treaty, signed at Addis Ababa, February 18, 1922 267

No. 400. — The Argentine Republic and Italy :

Convention regarding reciprocity in the payment of workmen's accident compensation signed at Buenos Ayres, March 26, 1920 271

ANNEX VI. — *Presentations for Registration, Adhesions, Signatures, Ratifications subsequently exchanged, etc.* 281

No. 13. — International Radiotelegraph Convention, signed at London, July 5, 1912.

Accessions 283

No. 74. — Universal Postal Convention, signed at Madrid, November 30, 1920.

Ratifications 283

No. 75. — Arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value, signed at Madrid, November 30, 1920.

Ratifications 293

No. 76. — Arrangement concerning Money Orders, signed at Madrid, November 30, 1920.

Ratifications 293

No. 77. — Convention concerning the exchange of Postal Parcels, signed at Madrid, November 30, 1920.

Ratifications 293

No. 78. — Arrangement concerning payment on Delivery, signed at Madrid, Nov. 30, 1920.

Ratifications 295

No. 79. — Arrangement concerning subscriptions to newspapers and periodicals, signed at Madrid, November 30, 1920.

Ratifications, adhesion 295

Pages

No. 80. — Arrangement concernant le service des virements postaux, signé à Madrid le 30 novembre 1920.

Ratifications 296

No. 119. — Accord additionnel à l'Accord sur l'échange des colis postaux, conclu les 10-26 mai 1904, entre les Administrations postales de la Grande-Bretagne et d'Irlande et l'Administration postale de la Suède, signé à Londres le 2 avril 1920 ; à Stockholm le 3 mars 1920.

Présentation à l'enregistrement par la Suède 296

No. 125. — Accord entre les Gouvernements britannique et danois concernant les sinistres maritimes. Londres, 28 septembre 1918 et 21 janvier 1921.

Echange de notes y relatif 298

No. 140. — Traité entre les Principales Puissances alliées et associées et la Roumanie, signé à Paris le 9 décembre 1919.

Ratification 300

No. 163. — Accord au sujet de la répartition définitive de la flotte marchande austro-hongroise. Londres, les 25 septembre 1919, 13-15 octobre 1919 et 1er juin 1921.

Echange de notes relatif à la confirmation de cet Accord 302

No. 170. — Protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.

Signatures, ratification 304

No. 171. — Convention et Statut sur la liberté du transit. Barcelone, le 20 avril 1921.

Ratifications, accessions 304

No. 172. — Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international. Barcelone, le 20 avril 1921

Ratifications, accessions, adhésions 306

No. 173. — Protocole additionnel à la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international. Barcelone, le 20 avril 1921.

Ratifications, accessions, adhésions 308

No. 174. — Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime. Barcelone, le 20 avril 1921.

Entrée en vigueur, ratification, adhésion 308

No. 222. — Convention internationale de l'opium, signée à La Haye le 23 janvier 1912.

Signatures, ratifications 310

No. 255. — Convention relative à la non-fortification et la neutralisation des Iles d'Aland, signée à Genève le 20 octobre 1921.

Ratification 310

No. 269. — Convention internationale pour la répression de la Traite des femmes et des enfants, ouverte à la signature à Genève du 30 septembre 1921 au 31 mars 1922.

Ratifications, adhésion 310

Pages

No. 80. — Arrangement concerning the Service of Postal Cheques, signed at Madrid, November 30, 1920.

Ratifications ... 297

No. 119. — Agreement additional to the Agreement for the Exchange of postal parcels concluded on May 10-26, 1904, between the Post Office of Great Britain and Ireland and the Post Office of Sweden, signed at London, April 2, 1920, at Stockholm, March 3, 1920.

Presentation for registration by Sweden ... 297

No. 125. — Agreement between the British and Danish Governments respecting Matters of Wreck. London, September 28, 1918, and January 21, 1921.

Exchange of Notes relating thereto ... 299

No. 140. — Treaty between the Principal Allied and Associated Powers and Roumania, signed at Paris, December 9, 1919.

Ratification ... 301

No. 163. — Agreement with regard to the Ultimate Disposal of Austro-Hungarian Merchantships. London, September 25, 1919, October 13-15, 1919, and June 1, 1921.

Exchange of Notes relating to the confirmation of this Agreement... ... 302

No. 170. — Protocol of signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16, 1920.

Signatures, ratification... ... 305

No. 171. — Convention and Statute on freedom of transit. Barcelona, April 20, 1921.

Ratifications, accessions ... 305

No. 172. — Convention and Statute on the Regime of navigable Waterways of international concern. Barcelona, April 20, 1921.

Ratifications, accessions, adhesions ... 307

No. 173. — Additional Protocol to the Convention on the Regime of navigable waterways of international concern. Barcelona, April 20, 1921.

Ratifications, accessions, adhesions ... 309

No. 174. — Declaration recognising the Right to a Flag of States having no Sea-coast. Barcelona, April 20, 1921.

Entry into force, ratification, adhesion ... 309

No. 222. — International Opium Convention, signed at The Hague January 23, 1912.

Signatures, ratifications ... 311

No. 255. — Convention relating to the non-fortification and neutralisation of the Aaland Islands, signed at Geneva, October 20, 1921.

Ratification ... 311

No. 269. — International Convention for the suppression of the Traffic in Women and Children, opened for signature at Geneva, from September 30, 1921, to March 31, 1922.

Ratifications. Adhesion ... 311

Pages

No. 270. — Arrangement postal entre le Danemark et la Finlande avec un règlement d'exécution se référant à cet Arrangement, signés à Helsingfors le 19 mai, et à Copenhague le 22 mai 1922.

Présentation à l'enregistrement par la Finlande 312

No. 274. — Traité entre l'Allemagne et le Danemark relatif au règlement des questions soulevées par suite du transfert au Danemark de la souveraineté sur les territoires du Slesvig du Nord, signé à Copenhague le 10 avril 1922.

Echange de notes y relatif 312

No. 280. — Accord entre la Grande-Bretagne et l'Etat serbe-croate-slovène relatif à la destination définitive à donner aux tonnages ex-autrichien et ex-hongrois, signé à Paris le 29 juillet 1921.

Echange de notes y relatif 319

No. 334. — Reconstruction de l'Autriche. Protocole No. 1 (Déclaration), signé à Genève le 4 octobre 1922.

Adhésion 320

No. 335. — Reconstruction de l'Autriche. Protocole No. 2, signé à Genève le 4 octobre 1922.

Adhésions 320

No. 355. — Arrangement relatif à la délivrance des certificats d'identité aux réfugiés russes, signé à Genève le 5 juillet 1922.

Adhésions 322

No. 357. — Arrangement conclu entre le Gouvernement de la Colonie des « Straits Settlements » et celui des Indes Orientales Néerlandaises, concernant l'échange des colis postaux, signé à Batavia le 26 mai, à Singapore le 2 juin 1922.

Article IV de cet Arrangement revisé 322

No. 5 *a*. — Arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, signé à Madrid le 14 avril 1891, revisé à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911.

Adhésion 324

No. 7 *a*. — Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, signée à Paris le 20 mars 1883, revisée à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911, avec son protocole de clôture.

Accession 326

No. 23 *a*. — Convention pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, signée à Genève le 6 juillet 1906.

Adhésions, position de la Hongrie 326

No. 24 *a*. — Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, signée à Berne le 26 septembre 1906.

Adhésion 330

Pages

No. 270. — Postal Agreement between Denmark and Finland together with the regulations for carrying out this Agreement, signed at Helsingfors, May 19, at Copenhagen, May 22, 1922.

Presentation for registration by Finland 312

No. 274. — Treaty between Germany and Denmark concerning the settlement of questions arising out of the transference to Denmark of Sovereignty in North Sleswig, signed at Copenhagen, April 10, 1922.

Exchange of Notes relating thereto 312

No. 280. — Agreement between Great Britain and the Serb-Croat-Slovene State respecting the final disposal of ex-Austrian and ex-Hungarian tonnage, signed at Paris, July 29, 1921.

Exchange of Notes relating thereto 318

No. 334. — Restoration of Austria. Protocol No. 1 (Declaration), signed at Geneva, October 4, 1922.

Adhesion... 321

No. 335. — Restoration of Austria. Protocol No. 2, signed at Geneva, October 4, 1922.

Adhesions 321

No. 355. — Arrangement with regard to the issue of certificates of identity to Russian Refugees, signed at Geneva, July 5, 1922.

Adhesions 323

No. 357. — Agreement between the Governments of the Colonies of the Straits Settlements and Netherlands East India for the exchange of postal parcels, signed at Batavia, May 26, at Singapore, June 2, 1922.

Revised Article IV of this Agreement 323

No. 5 *a*. — Agreement concerning International Registration of Trade-Marks, signed at Madrid, April 14, 1891, revised at Brussels on December 14, 1900, and at Washington on June 2, 1911.

Adhesion 325

No. 7 *a*. — International Convention for the Protection of Industrial Property signed at Paris, March 20, 1883, revised at Brussels on December 14, 1900, and at Washington on June 2, 1911, together with the Final Protocol annexed thereto.

Accession... 327

No. 23 *a*. — Convention for the amelioration of the condition of the Sick and Wounded of Armies in the Field, signed at Geneva, July 6, 1906.

Adhesions, position of Hungary 327

No. 24 *a*. — International Convention prohibiting the use of white (yellow) phosphorus in manufacture of matches, signed at Berne, September 26, 1906.

Adhesion 331

Pages

No. 26 *a.* — Protocole final de la Conférence internationale de 1886, concernant l'unité technique des chemins de fer, signée à Berne le 15 mai 1886, modifié le 18 mai 1907 et le 14 décembre 1912.

Position de la Hongrie 332

No. 35 *a.* — Arrangement concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises, signé à Madrid le 14 avril 1891, revisé à Washington le 2 juin 1911.

Adhésion 338

No. 36 *a.* — Protocole final de la Conférence internationale de 1886 concernant la fermeture des wagons devant passer en douane, signé à Berne le 15 mai 1886, et Protocole additionnel du 18 mai 1907.

Position de la Hongrie 338

No. 39 *a.* — Convention télégraphique, signée à Lisbonne le 11 juin 1908.

Adhésion 340

No. 40 *a.* — Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève, signée à La Haye le 18 octobre 1907.

Adhésion 340

No. 41 *a.* — Convention télégraphique entre la Belgique, la France et les Pays-Bas, signée le 27 décembre 1890.

Abrogation 340

ERRATA 343

Pages

No. 26 *a.* — Final Protocol of the International Conference of 1886 regarding the technical Standardisation of Railways, signed at Berne, May 15, 1886, amended May 18, 1907, and December 14, 1912.

Position of Hungary 333

No. 35 *a.* — Arrangement for the prevention of false indication of origin on goods, signed at Madrid, April 14, 1891, revised at Washington, June 2, 1911.

Adhesion 339

No. 36 *a.* — Final Protocol of the International Conference of 1886 regarding the Sealing of Railway Trucks subject to customs inspection, signed at Berne, May 15, 1886, and Additional Protocol of May 18, 1907.

Position of Hungary 339

No. 39 *a.* — Telegraph Convention, signed at Lisbon, June 11, 1908.

Adhesion... 340

No. 40 *a.* — Convention for the adaptation of principles of the Geneva Convention to Naval War, signed at The Hague, October 18, 1907.

Adhesion... 340

No. 41 *a.* — Telegraph Convention between Belgium, France and the Netherlands, signed December 27, 1890.

Abrogation 340

ERRATA 343

N° 388.

AUTRICHE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Accord commercial signé à Prague le 4 mai 1921.

AUSTRIA AND CZECHOSLOVAKIA

Commercial Agreement signed at Prague, May 4, 1921.

TEXTE TCHÈQUE — CZECH TEXT.

No. 388. — OBCHODNÍ DOHODA[1] MEZI ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKOU A REPUBLIKOU RAKOUSKOU, PODEPSANÁ V PRAZE DNE 4. ČERVNA 1921.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque, communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie au nom des deux Parties contractantes. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 27 février 1923.

Vláda ČESKOSLOVENSKÉ REPUBLIKY a vláda REPUBLIKY RAKOUSKÉ, prodchnuty jsouce vzájemným přáním podporovati vývoj styků mezi Československem a Rakouskem, usnesly se uzavříti k tomu cíli až do sjednání konečné obchodní smlouvy tuto prozatímní obchodní dohodu a jmenovazy svými plnomocníky :

VLÁDA ČESKOSLOVENSKÉ REPUBLIKY :

pana Dr. Rudolfa HOTOWTZE, ministra obchodu a ministra pověřeného správou Úřadu pro zahraniční obchod a

pana Dr. Václava SCHUSTERA, mimořádného vyslance a splnomocněného ministra ;

VLÁDA REPUBLIKY RAKOUSKÉ :

pana Dr. Richarda RIEDLA, mimořádného vyslance a splnomocněného ministra,

kteří, vyměnivše své plné moci a shledavše je v dobré a náležité formě, dohodli se na tomto :

Článek 1.

1. S příslušníky, lod'mi a zbožím, plodinami a průmyslovými výrobky jedné smluvní strany nebude na území druhé strany nepříznivěji nakládáno než s příslušníky, lod'mi, zbožím, plodinami a průmyslovými výrobky státu třetího.

2. Předchozí ustanovení nedotýká se zvláštních zákonů, nařízení a předpisů, které jsou nebo budou vydány v záležitostech obchodu, živností, policie a všeobecné bezpečnosti a vztahují se všeobecně na veškeré cizince.

Článek 2.

1. S příslušníky smluvních stran nebudiž navzájem, pokud se týče nastupování a provozování obchodů a živností nepříznivěji nakládáno než s příslušníky kteréhokoli státu jiného.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Prague le 4 novembre 1922.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 388. — HANDELSÜBEREINKOMMEN[1] ZWISCHEN DER TSCHECHO-SLOWAKISCHEN REPUBLIK UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH, GEZEICHNET IN PRAG DEN 4. MAI 1921.

German and Czechoslovak official texts forwarded by the Minister for Foreign Affairs of Czechoslovakia on behalf of the two Contracting Parties. The registration of this Agreement took place on February 27, 1923.

DIE REGIERUNG DER TSCHECHOSLOVAKISCHEN REPUBLIK und DIE REGIERUNG DER REPUBLIK ÖSTERREICH von dem gleichen Wunsche beseelt, die Entwicklung der Beziehungen zwischen der Tschechoslovakei und Österreich zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Behufe bis zum Abschluss eines endgültigen Handelsvertrages folgendes vorläufiges Handelsübereinkommen zu schliessen und zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DIE REGIERUNG DER TSCHECHOSLOVAKISCHEN REPUBLIK :

Herrn Dr. Rudolf HOTOWETZ, Handelsminister und mit der Führung des Aussenhandelsamtes betrauten Minister, und

Herrn Dr. Wenzel SCHUSTER, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister.

DIE REGIERUNG DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Herrn Richard RIEDEL, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister

welche, nachdem sie ihre in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten sich mitgeteilt, über folgendes übereingekommen sind :

Artikel 1.

1. Die Angehörigen, die Schiffe und die Waren, Natur- oder Gewerbeerzeugnisse eines der vertragschliessenden Teile werden in den Gebieten des anderen nicht ungünstiger behandelt werden, als die Angehörigen, Schiffe, Waren, Natur- oder Gewerbeerzeugnisse eines dritten Staates.

2. Durch die vorstehende Bestimmung soll den besonderen Gesetzen, Verordnungen und Vorschriften, welche in den Gebieten der vertragschliessenden Teile in Bezug auf Handel, Gewerbe, Polizei und allgemeine Sicherheit bestehen oder in Hinkunft erlassen werden und auf alle Fremden allgemein Anwendung finden, kein Eintrag geschehen.

Artikel 2.

1. Die Angehörigen der vertragschliessenden Teile sollen gegenseitig in Bezug auf den Antritt und den Betrieb von Handel und Gewerbe nicht ungünstiger behandelt werden, als die Angehörigen irgend eines anderen Staates.

[1] The exchange of ratifications took place at Prague, November 4, 1922.

2. Při návštěvě trhů a veletrhů budiž s příslušníky druhé strany nakládáno právě tak, jako s příslušníky vlastními, pokud se prokáží legitimací vyhotovenou dle připojeného vzoru (příloha A) úřady státu, jemuž náležejí.

3. Předchozí ustanovení nevztahují se na živnost lékárnickou, na činnost obchodních dohodců (sensalů) a na provozování živností kočovných, včetně podomního obchodu.

4. S příslušníky žádného z obou států nebudiž v budoucnosti co do jejich osobního právního postavení, jich majetku movitého a nemovitého, jejich práv a zájmových účastenství navzájem nepříznivěji nakládáno než s příslušníky kteréhokoli státu třetího. Budou míti volnost provozovati své obchody na území druhé strany sami nebo provozováním pověřiti osobu vlastní volby, nejsouce v těchto směrech podrobeni jiným omezením než těm, která jsou stanovena všeobecně platnými zákony a nařízeními dotyčného území.

5. Budou míti ke všem soudům a úřadům druhé strany volný a neobmezený přístup, budou moci používati k ochraně svých zájmů zmocněnců a zástupců od nich samých volených, nepodléhajíce při tom jiným omezením než těm, která jsou stanovena všeobecnými zákony a nařízeními dotyčného území, a bude s nimi v každém ohledu právě tak nakládáno, jako s příslušníky kteréhokoli státu jiného.

6. Akciové a jiné obchodní, průmyslové nebo peněžní společnosti, v to počítajíc společnosti pojišťovací, které na území jedné strany mají své sídlo a dle zákonů této strany po právu trvají, mají býti oprávněny uplatňovati také na území druhé strany, zachovávajíce tam platné zákony i nařízení, všechna svá práva a obzvláště vésti před soudem procesy jako žalobci nebo žalovaní.

7. Příslušníci obou stran, v to počítajíc obchodní společnosti, společenstva a podobná sdružení, nemají platiti z provozování obchodu a živností na území druhé strany žádných jiných nebo vyšších daní, dávek nebo poplatků, než které vymáhány jsou od domácích.

8. Při vyměřování dávek všeho druhu z obchodu a živností nebude míti původ zboží vyskytujícího se v těchto podnicích sám o sobě za následek nepříznivějšího vyměřování těchto dávek.

Článek 3.

1. Akciové společnosti, které byly před 28. říjnem 1918 se sídlem v jednom z obou státních území zřízeny a již před tímto dnem v území druhého státu obchody pravidelně provozovaly, jsou povinny během 3 měsíců po tom, co tato dohoda nabude působnosti, zažádati u příslušného úřadu druhého státu, pokud žádosti takové již nepodaly, o připuštění ku provozování obchodu nebo v téže lhůtě provozování obchodů v tomto státě zastaviti. Dokud nebudou žádosti vyřízeny, mohou dotyčné společnosti provozovati obchody v dosavadním rozsahu na základě dřívějšího oprávnění. Společnosti tyto mají zaplatiti admisní poplatek pouze ze zvýšení svého akciového a obligačního kapitálu, provedeného po 28. říjnu 1918. Jejich obchodní provoz podléhá všeobecným předpisům, platným v dotyčném státním území, pro všechny ostatní cizozemské podniky stejného druhu.

2. Ustanovení předchozího odstavce neplatí pro banky a pojišťovací společnosti.

3. Připuštění akciových a jiných obchodních nebo průmyslových společností (vyjma banky a pojišťovací společnosti), které v území jedné strany jsou po právu zřízeny a chtějí svůj obchodní provoz po nabytí působnosti této dohody na území druhé strany rozšířiti a potřebují k tomu zvlášt-

2. Beim Besuche der Märkte und Messen sollen die Angehörigen des anderen Teiles, ebenso wie die eigenen Angehörigen behandelt werden, soferne sie sich durch eine von den Behörden des Staates, dem sie angehören, ausgestellte Legitimation nach dem beigeschlossenen Muster (Anlage A) ausweisen können.

3. Auf das Apothekergewerbe, das Handelsmakler- (Sensalen-) Geschäft und den Gewerbebetrieb im Umherziehen einschliesslich des Hausierhandels finden die vorstehenden Bestimmungen keine Anwendung.

4. Die Angehörigen jedes der beiden Teile werden in Hinkunft gegenseitig in Bezug auf ihre persönliche Rechtsstellung, ihr bewegliches und unbewegliches Eigentum, ihre Rechte und Interessen nicht ungünstiger behandelt werden, als die Angehörigen irgend eines dritten Staates. Sie werden die Freiheit haben, ihre Geschäfte im Gebiete des anderen Teiles selbst zu führen, oder deren Führung einer Person eigener Wahl zu übertragen, ohne in diesen Beziehungen anderen Beschränkungen als solchen zu unterliegen, welche durch die allgemein gültigen Gesetze und Verordnungen des betreffenden Gebietes festgesetzt sind.

5. Sie werden bei allen Gerichten und Behörden des anderen Teiles freien und ungehinderten Zutritt haben, sich zur Wahrung ihrer Interessen der von ihnen selbst gewählten Anwälte oder Vertreter bedienen können, ohne dabei anderen als den allgemeinen durch die Gesetze und Verordnungen des betreffenden Gebietes festgestellten Beschränkungen zu unterliegen und werden in jeder Hinsicht ebenso behandelt werden, wie die Angehörigen irgend eines anderen Staates.

6. Aktiengesellschaften und andere kommerzielle, industrielle oder finanzielle Gesellschaften einschliesslich der Versicherungsgesellschaften, welche in den Gebieten des eines Teiles ihren Sitz haben und nach dessen Gesetzen rechtlich bestehen, sollen auch in den Gebieten des anderen Teiles gegen Beobachtung der daselbst geltenden einschlägigen Gesetze und Verordnungen befugt sein, alle ihre Rechte geltend zu machen und namentlich vor Gericht als Kläger oder Beklagte Prozesse zu führen.

7. Die Angehörigen jedes der beiden Teile, einschliesslich der Handelsgesellschaften, Genossenschaften und ähnlichen Vereinigungen werden für die Ausübung von Handel und Gewerbe im Gebiete des anderen Teiles keine anderen oder höheren Steuern, Abgaben oder Gebühren als jene zu entrichten haben, die von den Einheimischen eingehoben werden.

8. Bei Bemessung von Abgaben aller Art von Handel und Gewerbe wird die Herkunft der in diesen Betrieben vorkommenden Waren an sich nicht eine ungünstigere Bemessung dieser Abgaben zur Folge haben.

Artikel 3.

1. Aktiengesellschaften, die vor dem 28. Oktober 1918 mit dem Sitze in einem der beiden Staatsgebiete errichtet worden sind, und bereits vor diesem Tage im Gebiete des anderen Staates regelmässig Geschäfte betrieben haben, sind verpflichtet, binnen drei Monaten nach Inkrafttreten dieses Übereinkommens bei der zuständigen Behörde des anderen Staates sofern sie ein solches Gesuch bisher nicht eingebracht haben, um die Zulassung zum Geschäftsbetriebe anzusuchen, oder binnen derselben Frist den Geschäftsbetrieb in diesem Staate aufzulassen. Bis zum Zeitpunkte der Erledigung der Gesuche können die fraglichen Gesellschaften auf Grund ihrer früheren Berechtigung ihre Geschäfte im bisherigen Umfange weiter betreiben. Diese Gesellschaften haben die Admissionsgebühr lediglich von der nach dem 28. Oktober 1918 stattgefundenen Erhöhung ihres Aktien- und Obligationenkapitals zu entrichten. Ihr Geschäftsbetrieb unterliegt den für alle anderen ausländischen Unternehmungen gleicher Art in dem betreffenden Staatsgebiete geltenden allgemeinen Vorschriften.

2. Die Bestimmungen des vorgehenden Absatzes finden keine Anwendung auf Banken und Versicherungsgesellschaften.

3. Für Aktiengesellschaften und andere kommerzielle und industrielle Gesellschaften (mit Ausnahme von Banken und Versicherungsanstalten), die in dem Gebiete des einen Teiles rechtlich bestehen, ihren Geschäftsbetrieb nach dem Inkrafttreten dieses Übereinkommens auf das Gebiet

ního připuštění, řídí se dle zákonů a nařízení v dotyčném státním území platných ; společnosti takové mají však v tomto i v každém jiném směru požívati stejných práv jako právně uznané stejné společnosti kteréhokoli jiného státu.

Článek 4.

1. Živnostenská oprávnění, nabytá před působností této obchodní dohody a dosud nezaniklá, trvají nadále.

2. Měl-li některý živnostenský závod, nacházející se na území jedné strany, před 28. říjnem 1918 na území druhé strany vedlejší závod nebo sklad, má do tří měsíců po nabytí působnosti této smlouvy zažádati pro tyto pobočné závody o vystavení živnostenského listu, u živností koncesovaných o udělení potřebné koncese. Vystavení živnostenského listu nebo udělení koncese nebude v tomto případě odepřeno, nebyl-li předmět podniku změněn ; také nebude vymáháno splnění požadavků, jež se prokazují při zřízení nového závodu, a placení poplatků, jež se při novém zřízení mají platiti.

Článek 5.

Obě smluvní strany se zavazují dbáti zákonů a nařízení platných na území druhé strany a příslušnými úřady jim řádně oznámených, jež upravují používání okrskových pojmenování k označení původu vín a pálených lihových nápojů vyrobených na území druhé strany nebo používání místního označení původu piva vyrobeného na tomto území. Dovoz, vývoz, prodej, nabízení nebo vůbec uvádění do obchodu výrobků, opatřených označeními, jež se příčí těmto zákonům a nařízením, bud'tež zakázány a patřičnými opatřeními potlačovány.

Článek 6.

1. Zboží, plodiny zemské a výrobky průmyslové jedné smluvní strany nebudou podrobeny při dovozu do území druhé smluvní strany ani vyšším ani jiným clům neb dávkám, včetně všech vedlejších poplatků a přirážek než oněm, které jsou vybírány z výrobků neb zboží kterékoli jiné země.

2. Za průmyslové výrobky území jedné smluvní strany pokládají se také předměty vyrobené zpracováním cizozemských látek v zušlecht'ovacím řízení.

3. Z vývozu do území druhé strany nesmějí býti vybírána vyšší ani jiná vývozní cla nebo dávky než z vývozu stejného zboží do kteréhokoli jiného státu.

4. Obě smluvní strany se dále zavazují, že při dovozu a vývozu nebude vůči druhé straně ani v jiném směru postupováno jinak nebo nepříznivěji, než jak se postupuje vůči kterémukoli třetímu státu. To platí zvláště o celních předpisech a jejich provádění, o postupu při zkoumání a analyse, dováženého zboží, o podmínkách placení cel a poplatků, zařadění do sazeb a jejich výkladů a o provádění monopolů.

5. Aby ve vzájemném obchodním styku bylo zajištěno nejpříznivější nakládání a zároveň, aby se předešlo veškerému zneužití, mohou obě strany požadovati, aby zemské plodiny a

des anderen Teiles auszudehnen wünschen und hiefür einer besonderen Zulassung bedürfen, erfolgt die Zulassung gemäss den für das betreffende Staatsgebiet bestehenden Gesetzen und Verordnungen, doch sollen sie in dieser wie in jeder anderen Beziehung dieselben Rechte geniessen, wie die als rechtlich bestehend anerkannten gleichartigen Gesellschaften irgend eines dritten Staates.

Artikel 4.

1. Gewerberechte, die vor dem Inkrafttreten dieses Handelsübereinkommens erworben wurden und bisher nicht erloschen sind, bleiben aufrecht.

2. Wenn ein im Gebiete des einen Teiles gelegener Gewerbebetrieb im Gebiete des anderen Teiles Zweigetablissements oder Niederlagen vor dem 28. Oktober 1918 besass, hat er für diese Zweigbetriebe um die Ausstellung eines Gewerbescheines, bei konzessionierten Gewerben um die Erteilung der erforderlichen Konzession innerhalb von drei Monaten nach Inkrafttreten dieses Vertrages einzuschreiten. Die Ausstellung des Gewerbescheines oder die Erteilung der Konzession wird in diesem Falle nicht verweigert werden, wenn der Gegenstand des Betriebes nicht geändert wurde ; auch wird die Befreiung von den bei der Neuerrichtung eines Betriebes nachzuweisenden Erfordernissen und von den im Falle der Neuerrichtung zu entrichtenden Gebühren eintreten.

Artikel 5.

Jeder der vertragschliessenden Teile verpflichtet sich, die ihm durch die zuständigen Behörden regelrecht bekanntgegebenen, in dem Gebiete des anderen Teiles geltenden Gesetze und Verordnungen zu beobachten, wodurch der Gebrauch von Gegenbezeichnungen zur Bezeichnung der Herkunft von in dem Gebiete des anderen Teiles erzeugten Weinen und gebrannten geistigen Getränken oder der Gebrauch von örtlichen Herkunftsbezeichnungen für in diesem Gebiete erzeugtes Bier geregelt wird. Die Ein- und Ausfuhr, der Verkauf, das Feilhalten oder überhaupt das Inverkehrsetzen von Erzeugnissen, die diesen Gesetzen und Verordnungen zuwiderlaufende Bezeichnungen tragen, sind zu untersagen und durch entsprechende Massnahmen zu unterdrücken.

Artikel 6.

1. Die Waren, Natur- und Gewerbeerzeugnisse des einen Teiles sollen bei der Einfuhr nach dem Gebiete des anderen Teiles weder höheren noch anderen Zöllen oder Abgaben einschliesslich aller Nebengebühren und Zuschläge unterworfen werden, als denjenigen, die von den Erzeugnissen oder Waren irgend eines anderen Landes erhoben werden.

2. Als Gewerbserzeugnisse der Gebiete eines der vertragschliessenden Teile werden auch die daselbst durch Verarbeitung ausländischer Stoffe im Veredelungsverkehr erzeugten Gegenstände angesehen werden.

3. Für die Ausfuhr nach den Gebieten des anderen Teiles dürfen weder andere noch höhere Ausfuhrzölle oder Abgaben erhoben werden, als für die Ausfuhr der gleichen Ware nach irgend einem anderen Staate.

4. Jeder der vertragschliessenden Teile verpflichtet sich ferner, die Ein- und Ausfuhr im Verkehr mit dem anderen Teile auch in jeder anderen Hinsicht keiner anderen oder ungünstigeren Behandlung zu unterwerfen, als sie irgend einem dritten Staate gegenüber angewendet wurde. Dies gilt insbesondere hinsichtlich der Zollvorschriften und ihrer Handhabung, des Vorganges bei der Untersuchung und Analysierung der zur Einfuhr gelangenden Waren, der Bedingungen für die Bezahlung der Zölle und Gebühren, der Klassifikation und Auslegung der Tarife und der Handhabung der Monopole.

5. Um dem gegenseitigen Handelsverkehr die meistbegünstigte Behandlung zu sichern und gleichzeitig jedem Missbrauch derselben vorzubeugen, können die beiden Teile verlangen, dass die

průmyslové výrobky druhé smluvní strany byly při dovozu do celního území provázeny osvědčením o původu.

6. Ve styku mezi oběma smluvními stranami bude nejvýhodnější celní nakládání s předměty, které mají pro vývozní zemi větší hospodářskou důležitost, vázáno na osvědčení původu jen tehdy, je-li toho z důležitých obchodně-politických důvodů třeba.

7. Ustanovení tohoto článku nevztahují se na zvláštní úlevy, které byly poskytnuty sousedním státům k usnadnění styku pro některé části hranic a pro obyvatele některých území.

Článek 7.

Vnitřní dávky vybírané na území jedné smluvní strany na čímkoliv účet, jež zatěžují nebo budou zatěžovati výrobu, úpravu nebo spotřebu nějakého zboží, nesmějí postihovati výrobky druhé strany pod žádnou záminkou více nebo tíže než domácí výrobky stejného druhu.

Článek 8.

1. Průvoz osob, zboží, železničních vozů, lodí, člunů a poštovních zásilek z území nebo do území jednoho z obou států územím druhého státu jest vzájemně svobodný, a to jak po silnicích a železnicích, tak i po splavných vodních cestách a průplavech.

2. Průvoz jest osvobozen ode všech cel a dávek a nesmí býti nijak zbytečně zdržován nebo omezován.

3. Obě smluvní strany si vyhrazují podrobiti průvoz zákazům neb omezením v těchto případech :

a) z důvodů veřejné bezpečnosti ;

b) z důvodů zdravotních a veterinářské policie, zvláště aby bylo zabráněno rozšiřování zvířecích nákaz a aby byly chráněny užitkové rostliny, zejména proti hmyzu a jiným škůdcům, a to podle uznaných mezinárodních zásad a podle vždy právě platných zvláštních úmluv.

4. Nikdy však nebude průvoz podrobován zákazům nebo omezením, která by současně a stejně neplatila za stejných předpokladů také pro všechny ostatní země.

5. Zákazy nebo omezení nesmějí překážeti provozu v širším rozsahu, než jak toho vyžaduje bezpodmínečně účel zákazu.

6. Ustanovení o svobodném průvozu platí rovněž pro průvozní zásilky v přepravě lomené, pokud jest zaručeno zachování bezpečnostních opatření, nutných k zamezení toho, aby zboží nezůstávalo v tuzemsku.

7. I nadále budou zachovávána ustanovení, v celních předpisech obsažená, o zacházení s průvozními zásilkami jakož i zákonné předpisy o přepravě zboží, které jest podrobeno nějaké vnitřní dávce nebo státnímu monopolu. Průvoz takového zboží smí býti však pouze potud ztížen nebo omezen, pokud je nutno, aby bylo zajištěno vybírání vnitřní dávky se zboží v zemi zůstávajícího nebo zabezpečen účel monopolu.

8. Železniční správy obou smluvních států budou vyjednávati, zda a za jakých podmínek mohly by býti přepravované náklady doprovázeny soukromými osobami. O těchto průvodčích platí všeobecné předpisy o osobní dopravě, v obou státech platné.

in ihr Zollgebiet zur Einfuhr gelangenden Natur- und Gewerbeerzeugnisse des anderen Staates von einem Ursprungszeugnisse begleitet werden.

6. Im Verkehre zwischen den vertragschliessenden Teilen wird die meistbegünstigte Zollbehandlung für solche Gegenstände, die für das Ausfuhrland von grösserer wirtschaftlicher Bedeutung sind, nur dann von der Beibringung eines Ursprungsnachweises abhängig gemacht werden, wenn hiefür ein dringendes handelspolitisches Bedürfnis vorliegt.

7. Auf die besonderen Begünstigungen, welche Nachbarstaaten zur Erleichterung des Verkehres für gewisse Grenzstrecken und für Bewohner einzelner Gebietsteile zugestanden werden, finden die Bestimmungen dieses Artikels keine Anwendung.

Artikel 7.

Innere Abgaben, die im Gebiete des einen der vertragschliessenden Teile, gleichgültig für wessen Rechnung erhoben werden und die Herstellung, die Zubereitung oder den Verbrauch einer Ware belasten oder belasten werden, sollen die Erzeugnisse des anderen Teiles unter keinem Vorwande höher oder in lästigerer Weise treffen, als die einheimischen Erzeugnisse der gleichen Art.

Artikel 8.

1. Die Durchfuhr von Personen, Waren, Eisenbahnwagen, Schiffen, Booten und Postsendungen aus oder nach dem Gebiete des einen der beiden Staaten durch das andere Staatsgebiet, ist gegenseitig frei und zwar sowohl auf Strassen und Eisenbahnen, als auch auf schiffbaren Wasserläufen und Kanälen.

2. Die Durchfuhr bleibt von allen Zöllen und Abgaben frei und darf keinen unnützen Verzögerungen oder Beschränkungen unterworfen werden.

3. Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, die Durchfuhr in folgenden Fällen Verboten oder Beschränkungen zu unterwerfen :

a) aus Rücksichten auf die öffentliche Sicherheit,

b) aus Gründen der Gesundheits- und Veterinärpolizei, insbesondere zur Verhinderung der Verbreitung von Tierseuchen und zum Schutz von Nutzpflanzen, namentlich gegen Insekten und andere Schädlinge, alles dies nach Massgabe der anerkannten internationalen Grundsätze und der jeweils zwischen ihnen bestehenden besonderen Vereinbarungen.

4. In keinem Falle wird jedoch die Durchfuhr verboten oder Beschränkungen unterworfen werden, die nicht gleichzeitig und in gleicher Weise auch auf die Durchfuhr aller anderen Länder, bei denen die gleichen Voraussetzungen zutreffen, Anwendung finden.

5. Die Verbote oder Beschränkungen dürfen den Verkehr nicht in einem weitergehenden Umfange behindern, als dies durch den Zweck des Verbotes unbedingt erforderlich ist.

6. Die Bestimmungen über die freie Durchfuhr finden auch auf die Durchfuhrsendungen im gebrochenen Verkehr Anwendung, sofern die Erfüllung der zur Vermeidung des Verbleibens der Ware im Inlande notwendigen Sicherheitsmassnahmen gewährleistet ist.

7. Die Beobachtung der in den Zollvorschriften enthaltenen Bestimmungen über die Behandlung von Durchfuhrsendungen sowie der gesetzlichen Vorschriften über den Verkehr mit Waren, welche den Gegenstand einer inneren Abgabe oder eines Staatsmonopols bilden, bleibt unberührt. Die Durchfuhr solcher Waren darf jedoch nur insoweit erschwert oder behindert werden, als es durch die Sicherung der Erhebung der inneren Abgabe von den im Inlande verbleibenden Waren oder des Monopolzweckes bedingt ist.

8. Die Eisenbahnverwaltungen der beiden Vertragsstaaten werden Verhandlungen pflegen, ob und unter welchen Bedingungen Güter bei der Beförderung durch Zivil personen begleitet werden dürfen. Auf die Begleitpersonen finden die in jedem der beiden Staaten geltenden allgemeinen Vorschriften über den Reiseverkehr Anwendung.

Článek 9.

1. Vzájemná přeprava mezi územími obou smluvních stran může býti omezena dovozními a vývozními zákazy pouze :

a) jestliže podle článku 8. této smlouvy jest zákaz průvozu přípustný ;

b) pro předměty státního monopolu, jakož i proto, aby byly provedeny zákazy nebo omezení, týkající se cizího zboží, jež byly anebo budou vydány vnitřním zákonodárstvím o výrobě, odbytu, dopravě nebo spotřebě domácího zboží stejného druhu v tuzemsku ;

c) v jiných případech tehdy, vyžaduje-li toho ohled na panující mimořádné poměry a není-li to vyloučeno zvláštními úmluvami o tom jednajícími.

2. Dovozní a vývozní zakazy neplatí také o přepravě, stran níž bylo článkem 11. odst. 1., lit. *a)* a *b)* a odst. 2. a 3. téhož článku vysloveno osvobození od dovozních a vývozních cel, avšak bez újmy celních předpisů, jimiž se zajišťuje zpětný dovoz a vývoz.

3. Rovněž mohou býti dováženy a vyváženy vzorky, které podle článku 10. této dohody s sebou mají obchodní cestující beze zření na platící zákazy, jestliže bude dána dostatečná záruka, že vzorky nezůstanou v zemi, do níž jsou dováženy, nýbrž že po skončení cesty budou opět vyvezeny.

4. Cestovní věci a předměty k osobní potřebě cestujících, které tito s sebou vezou, budou při dovozu a vývozu bez zvláštního povolení odbavovány bez újmy celních předpisů o tom platných.

5. Obě smluvní strany nevydají ani nepodrží pro vzájemný dovoz a vývoz nijakých dovozních a vývozních zákazů neb omezení, které by se nevztahovaly stejně na dovoz a vývoz stejného zboží ve styku s kterýmkoli jiným státem, u něhož jsou stejné předpoklady ; avšak shodují se v tom, že tato ustanovení nevztahují se na povolování výjimek a úlev, které jsou poskytovány proti platným zákazům dovozním a vývozním na jednotlivé žádosti, aniž na dohody, jimiž jeden ze smluvních států zajišťuje některému třetímu státu poskytování takových výjimek a úlev pro určité kontingenty zboží pod titulem vzájemně podmíněných výhod.

Článek 10.

1. Kupci, továrníci a jiní živnostníci, kteří předloží živnostenský list legitimační, vydaný příslušným úřadem domovské země, na důkaz toho, že jsou ve státě, ve kterém bydlí, oprávněni k provozu obchodu a živnosti a tamtéž platí zákonné daně a dávky, budou oprávněni na území druhé smluvní strany osobně neb cestujícími, kteří jsou v jejich službách, nakupovati zboží u kupců nebo v otevřených prodejních místnostech, nebo u osob zboží vyrábějících, nebo sbírati zakázky u kupců neb jiných osob, v jejichž živnostenském závodě upotřebuje se zboží nabízeného druhu, aniž by za to musili platiti další daně nebo dávky.

2. Živnostenským legitimačním listem opatření kupci nebo živnosníci a v jejich službách jsoucí obchodní cestující smějí sice míti s sebou vzorky, ne však zboží.

Artikel 9.

1. Eine Beschränkung des gegenseitigen Verkehres zwischen den Gebieten der vertragschliessenden Teile durch Ein- und Ausfuhrverbote darf nur stattfinden :

a) in den Fällen, in denen nach Artikel 8 dieses Vertrages ein Verbot der Durchfuhr zulässig ist ;

b) für Gegenstände von Staatsmonopolen, sowie zu dem Zwecke um hinsichtlich fremder Waren Verbote oder Beschränkungen durchzuführen, die durch die innere Gesetzgebung für die Erzeugung, den Vertrieb, die Beförderung oder den Verbrauch gleichartiger einheimischer Waren im Inlande festgesetzt sind oder festgesetzt werden ;

c) in anderen Fällen dann, wenn dies mit Rücksicht auf die herrschenden ausserordentlichen Verhältnisse für erforderlich erachtet wird und nicht durch besondere hierüber getroffene Vereinbarungen, ausgeschlossen ist.

2. Auf den Verkehr, für den durch Artikel 11, Absatz 1, lit. *a)* und *b)*, sowie durch Absatz 2 und 3 des Artikels 11 die Befreiung von Ein- und Ausfuhrzöllen ausgesprochen wird, finden auch Ein- und Ausfuhrverbote keine Anwendung, jedoch unbeschadet der Zollvorschriften zur Sicherung der Wiedereinfuhr und Wiederausfuhr.

3. Ebenso können die Muster, welche Geschäftsreisende im Sinne des Artikels 10 dieses Abkommens mit sich führen, ohne Rücksicht auf die bestehenden Verbote ein- und ausgeführt werden, wenn genügende Sicherheit dafür geleistet wird, dass die Muster nicht in dem Lande, in das sie eingeführt werden, verbleiben, sondern nach Beendigung der Reise wieder ausgeführt werden.

4. In der Einfuhr und Ausfuhr sind unbeschadet der hierüber bestehenden Zollvorschriften Reiseeffekten und für den persönlichen Bedarf der Reisenden mitgeführte Gegenstände ohne besondere Bewilligung abzufertigen.

5. Die vertragschliessenden Teile werden für die gegenseitige Ein- und Ausfuhr keinerlei Verbote oder Beschränkungen erlassen oder beibehalten, welche sich nicht in gleicher Weise auf die Ein- und Ausfuhr der gleichen Ware im Verkehr mit irgend einem anderen Lande, bei dem die gleichen Voraussetzungen zutreffen, erstrecken. Es besteht jedoch Einverständnis darüber, dass diese Bestimmung sich nicht auf Bewilligung von Ausnahmen und Erleichterungen, die gegenüber den bestehenden Ein- und Ausfuhrverboten in Erledigung von Einzelansuchen gewährt werden oder auf Vereinbarungen erstrecken, durch die einer der beiden vertragschliessenden Teile einem dritten Staate unter dem Titel gegenseitig bedingter Zugeständnisse die Gewährung solcher Ausnahmen oder Erleichterungen für bestimmte Warenkontingente zusichert.

Artikel 10.

1. Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, welche sich durch Vorlegung einer von den zuständigen Behörden des Heimatlandes ausgefertigten Gewerbelegitimationskarte darüber ausweisen, dass sie in dem Staate, wo sie ihren Wohnsitz haben, zum Betriebe von Handel und Gewerbe berechtigt sind und daselbst die gesetzlichen Steuern und Abgaben entrichten, sollen befugt sein, in dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles persönlich oder durch in ihrem Dienste stehende Reisende bei Kaufleuten oder in offenen Verkaufsstellen oder bei solchen Personen, welche die Waren erzeugen, Wareneinkäufe zu machen oder bei Kaufleuten oder anderen Personen, in deren Gewerbebetrieb Waren der angebotenen Art Verwendung finden, Bestellungen aufzunehmen, ohne hiefür eine weitere Steuer oder Abgabe entrichten zu müssen.

2. Die mit einer Gewerbelegitimationskarte versehenen Kaufleute oder Gewerbetreibenden und die in ihren Diensten stehenden Handlungsreisenden dürfen wohl Warenmuster, aber keine Waren mit sich führen.

3. Živnostenské legitimační listy budou vyhotovovány dle vzorce, uvedeného v příloze B). K vyhotovení jich příslušnými jsou živnostenské úřady I. stolice. Každé ze smluvních stran je ponecháno na vůli, vybírati dle vlastního uznání mírný poplatek za vyhotovení.

4. Živnostenským legitimačním listem opatření kupci nebo živnostníci (obchodní cestující) nesmějí pro jiné kupce neb živnostníky, než kteří jsou v listu jmenováni, ani obchody uzavírati, ani zprostředkovati. Smějí pouze cestujíce zakázky na zboží hledati a koupě uzavírati.

5. Ohledně formalit všeho druhu, kterým takoví kupci nebo živnostníci (obchodní cestující) na územích smluvních stran jsou podrobeni, zajišťují si obě strany úpravu, jež nebude nepříznivější než ona, která bude přiznána kterémukoli jinému národu.

6. Vzorky od obchodních cestujících s sebou vzaté neb jim napřed neb za nimi poslané, clu jinak podléhající, zprošťují se oběma stranami poplatků příchodních i odchodních, prokáže-li se totožnost při dovozu a při opětném vývozu, který se má státi během přiměřené lhůty u téhož neb jiného celního úřadu, při čemž označení totožnosti, připojená v zemi domovské, budou na území druhé smluvní strany uznávána.

7. Opětný vývoz vzorků musí v obou zemích při dovozu býti zaručen složením cla nebo zajištění.

8. Obchodní cestující nemusí býti vyclení osobně přítomen, nýbrž může předložiti živnostenský legitimační list prostřednictvím jiné osoby.

Článek II.

1. Dočasné osvobození od dovozních a vývozních dávek přiznává se za podmínek, ustanovených pro takováto záznamní řízení celními zákony obou smluvních stran, pro tyto předměty :

a) předměty, určené k opravě, aniž by tím byla podstatně změněna jejich povaha a jejich obchodní pojmenování ;

b) upotřebené a označené pytle a nové dřevěné sudy, jež se dovážejí z území druhé smluvní strany, aby byly opět naplněné vyvezeny, jakož i vnější obaly, vyvážené do území druhé smluvní strany k naplnění, jejichž zvláštní proclívání při zpětném dovozu po naplnění padá na váhu ;

c) zboží (s výjimkou požívatin), které se dováží na trhy nebo veletrhy nebo na prodej na nejisto mimo trhy a veletrhy, jakož i dobytek, dopravovaný na trhy do území druhé smluvní strany ; to platí pro všechny tyto předměty, vyvezou-li se zpět ve lhůtě předem stanovené.

2. Od cla jsou osvobozeny v obchodě obvyklé vnější obaly zboží, pokud se nevyclívají se zbožím, nebo pokud nejsou podrobeny zvláštnímu nakládání podle platných celních předpisů, dále zpět dovážené prázdné vnější obaly, které, jak se prokáže, byly upotřebeny k vývozu zboží, a konečně upotřebené označené dřevěné sudy, jestliže byly ohlášeny k plnění a zpětnému vývozu po naplnění, o jejichž upotřebení není pochyby.

3. Zboží (s výjimkou předmětů monopolních a požívatin), jehož lze upotřebiti jen jako vzorků nebo na zkoušku, nebudou podrobeny dovozním a vývozním dávkám.

3. Die Gewerbelegitimationskarten sind nach dem in der Anlage B enthaltenen Muster auszufertigen. Zu ihrer Ausfertigung sind die Gewerbebehörden I. Instanz zuständig. Jedem der vertragschliessenden Teile bleibt vorbehalten, nach Befinden eine mässige Gebühr für die Ausfertigung zu erheben.

4. Die mit einer Gewerbelegitimationskarte versehenen Kaufleute oder Gewerbetreibenden (Handlungsreisende) dürfen für andere als die in der Karte genannten Kaufleute oder Gewerbetreibenden Geschäfte weder abschliessen noch vermitteln. Sie dürfen ausschliesslich im Umherreisen Bestellungen suchen und Ankäufe machen.

5. Hinsichtlich der Formalitäten aller Art, denen solche Kaufleute oder Gewerbetreibende (Handlungsreisende) in den Gebieten der vertragschliessenden Teile unterworfen sind, sichern sich beide Teile eine Behandlung zu, welche nicht ungünstiger sein wird, als die, welche irgend einer Nation zugestanden worden sein sollte.

6. Für die von Handlungsreisenden mitgeführten oder ihnen voraus- oder nachgesandten an sich zollpflichtigen Muster wird im Falle des Nachweises der Nämlichkeit bei der Einfuhr und der binnen einer angemessenen Frist über dasselbe oder ein anderes Zollamt erfolgenden Wiederausfuhr beiderseits Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben zugestanden, wobei die im Heimatlande angelegten Nämlichkeitsbezeichnungen in dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles anerkannt werden.

7. Die Wiederausfuhr der Muster muss in beiden Ländern bei der Einfuhr durch die Hinterlegung des Zollbetrages oder durch Sicherstellung gewährleistet werden.

8. Der Handelsreisende muss der Zollbehandlung nicht persönlich beiwohnen, sondern kann die Gewerbelegitimationskarte durch eine andere Person vorweisen lassen.

Artikel 11.

1. Eine zeitweilige Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben wird unter den für derartige Vormerkverkehre in den Zollgesetzen der vertragschliessenden Teile vorgesehenen Modalitäten bezüglich folgender Gegenstände zugestanden :

a) Gegenstände, welche bestimmt sind, ausgebessert zu werden, ohne dass ihre Natur und ihre Benennung im Handel eine wesentliche Veränderung erfährt :

b) gebrauchte, bezeichnete Säcke und neue Fässer aus Holz, welche aus dem Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles eingeführt werden, um gefüllt wieder ausgeführt zu werden, sowie äussere zum Füllen in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teiles ausgeführte Umschliessungen, deren gesonderte Verzollung bei der Rückeinfuhr in gefülltem Zustande in Betracht kommt ;

c) Waren (mit Ausnahme von Verzehrungsgegenständen), welche auf Märkte oder Messen gebracht oder auf ungewissen Verkauf ausser dem Mess- oder Marktverkehr versendet werden, sowie Vieh, das auf Märkte in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teiles gebracht wird ; für alle diese Gegenstände, wenn sie binnen einer im voraus zu bestimmenden Frist unverkauft zurückgeführt werden.

2. Handelsübliche äussere Umschliessungen von Waren, sofern sie nicht mit der Ware zu verzollen sind oder nicht einer anderen besonderen Behandlung nach den jeweiligen Zollvorschriften unterliegen, ferner zurücklangende leere, äussere Umschliessungen, nachdem sie nachweislich zur Ausfuhr von Waren gedient haben, und gebrauchte bezeichnete Fässer aus Holz, wenn sie zum Füllen und zur Wiederausfuhr im gefüllten Zustande erklärt werden und kein Zweifel über ihre Bestimmung obwaltet, bleiben zollfrei.

3. Waren (mit Ausnahme von Monopol- und Verzehrungs-Gegenständen), die sich lediglich zum Gebrauch als Muster oder Proben eignen, werden Eingangs- und Ausgangsabgaben nicht unterliegen.

4. Obě smluvní strany se shodují v tom, že ve vzájemném styku v bodech svrchu uvedených nemá býti nepříznivěji postupováno než vůči kterémukoliv jinému státu v těchže případech.

Článek 12.

Integrující součást této obchodní dohody tvoří a zůstanou tak dlouho v platnosti jako ona sama zvláštní dohody, sjednané o těchto předmětech :

a) O úlevách v drobném pohraničním styku (příloha a) ;
b) o vzájemné podpoře při proclívání, při zamezování, stihání a trestání celních přestupků a vzájemné právní pomoci v trestních věcech celních (příloha b) ;

c) o zvířecích nákazách (příloha c) ;
d) o vzájemném uznání vysvědčení o zkouškách zboží (příloha d) ;
e) o vzájemném uznání zkušebných značek ruční střelné zbraně (příloha e).

Článek 13.

1. S příslušníky obou smluvních stran, jakož i s jich veliteli lodí, jich zbožím, lod'mi a čluny bude se nakládati ve všech přístavech a na všech vnitrozemských vodních cestách obou území v každém ohledu stejně jako s vlastními státními příslušníky, jich veliteli lodí, zbožím, lod'mi a čluny. Vyhražuje se zvláštním úmluvám, pokud lodi jedné smluvní strany budou moci obstarávati pravidelné lodní spojení mezi přístavy druhé strany.

2. Bude-li zařízena státní služba pro vlek lodí po vodě neb na potahové scestce na přírodních neb umělých vodních cestách aneb bude-li uděleno soukromým podnikům výlučné právo k provozování vlečné lodní služby po vodě neb na potahové scestce, budou plavidla a výrobky druhé smluvní strany, pokud se týče odbavení jakož i stanovení a vybírání poplatků za vlek úplně postavena na roveň plavidlům a výrobkům vlastního území. Smluvní strany zavážou dále podniky, jimž budoucně udělí koncese k provozování vlečné lodní služby po vodě neb na potahové scestce, aby za stejných předpokladů nečinily žádných rozdílů při vyměření a vybírání poplatků za vlek mezi plavidly a výrobky vlastního území a území druhé smluvní strany.

3. Lodní cejchovní listy budou na základě zvláštního ujednání mezi smluvními stranami vzájemně uznávány.

Článek 14.

1. Příslušníkům druhé smluvní strany dovoluje se za stejných podmínek a poplatků jako příslušníkům vlastního státu používati silnic a jiných cest, průplavů, zdýmadel, převozů (prámů), mostů a mostních otvorů, přístavů a přístavišť, označení a osvětlení splavné dráhy, lodivodní služby, jeřábů a váh, skladišť, zařízení k záchraně a uschování lodního zboží a pod., pokud tato zařízení aneb ústavy jsou určeny pro veřejnou dopravu, při čemž nerozhoduje, zda-li jsou spravovány státem, obcemi neb veřejnými korporacemi či soukromníky.

2. Poplatky mohou býti vybírány jen tehdy, bylo-li takových zařízení a ústavů skutečně použito.

4. Es besteht Einverständnis, dass auf dem gegenseitigen Verkehr zwischen den vertragschliessenden Teilen in allen obigen Belangen keine ungünstigere Behandlung angewendet werden soll, als jene, welche irgend eine andere Nation in demselben Belange geniesst.

Artikel 12.

Die über folgende Gegenstände abgeschlossenen besonderen Übereinkommen gelten als integrierende Bestandteile dieses Handelsübereinkommens und bleiben solange in Geltung wie dieses:

a) Über die Erleichterung des kleinen Grenzverkehres (Anlage a);
b) über die gegenseitige Unterstützung bei der Zollabfertigung, über die Verhütung, Verfolgung und Bestrafung von Übertretungen der Zollvorschriften und über die gegenseitige Rechtshilfe in Zollstrafsachen (Anlage b);
c) über ein Tierseuchenübereinkommen (Anlage c);
d) über die gegenseitige Anerkennung von Warenprüfungszeugnissen (Anlage d);
e) Über die gegenseitige Anerkennung der Prüfungszeichen auf Handfeuerwaffen (Anlage e).

Artikel 13.

1. Die Angehörigen der beiden vertragschliessenden Teile geniessen ebenso wie ihre Schiffsführer, ihre Güter, Schiffe und Boote in allen Häfen und auf allen Binnenwasserstrassen der beiderseitigen Gebiete in jeder Hinsicht die gleiche Behandlung wie die eigenen Staatsangehörigen, deren Schiffsführer, Güter, Schiffe und Boote. Inwieweit Schiffe des einen vertragschliessenden Teiles regelmässige Schiffsverbindungen zwischen den Häfen des anderen Teiles unterhalten dürfen, bleibt besonderen Vereinbarungen vorbehalten.

2. Im Falle der Einrichtung eines staatlichen Schlepp- oder Treidel-Betriebes auf natürlichen oder künstlichen Wasserstrassen oder der Erteilung eines ausschliesslichen Rechtes zum Betriebe der Schleppschiffahrt oder Treidelei an Privatunternehmungen, werden die Fahrzeuge und Erzeugnisse des anderen vertragschliessenden Teiles hinsichtlich der Abfertigung sowie hinsichtlich der Bemessung und Erhebung der Schlepp- oder Treidel-Löhne mit den Fahrzeugen und Erzeugnissen der eigenen Gebiete vollkommen gleich behandelt werden. Die vertragschliessenden Teile werden ferner Unternehmungen, denen sie künftig eine Konzession zum Betriebe der Schleppschiffahrt oder Treidelei erteilen sollten, verpflichten, unter gleichen Voraussetzungen hinsichtlich der Bemessung und Erhebung der Schlepp- und Treidel-Löhne keinen Unterschied zwischen Fahrzeugen und Erzeugnissen der eigenen Gebiete und solchen des anderen vertragschliessenden Teiles zu machen.

3. Die beiderseitigen Schiffseichscheine werden nach Massgabe der zwischen den vertragschliessenden Teilen noch zu treffenden besonderen Vereinbarungen anerkannt.

Artikel 14.

Die Benützung der Kunststrassen und sonstigen Wege, Kanäle, Schleusen, Fähren, Brücken und Brückenöffnungen, der Häfen und Landungsplätze, der Bezeichnung und Beleuchtung des Fahrwassers, des Lotsenwesens, der Krane und Wageanstalten, der Niederlagen der Anstalten zur Rettung und Bergung von Schiffsgütern u. dgl. m., insoweit die Anlagen oder Anstalten für den öffentlichen Verkehr bestimmt sind, soll, gleichviel ob dieselben vom Staate, von Gemeinden oder von öffentlichen Körperschaften oder von Privatberechtigten verwaltet werden, den Angehörigen des anderen vertragschliessenden Teiles unter gleichen Bedingungen und gegen gleiche Gebühren wie den Angehörigen des eigenen Staates gestattet werden.

2. Gebühren dürfen nur bei wirklicher Benützung solcher Anlagen und Anstalten erhoben werden.

3. Cestné (mýto) za dopravu přes zemskou hranici na cestách, které spojují území obou smluvních stran mezi sebou aneb s cizinou, nesmí býti v poměru délky trati vyšší než obnáší při dopravě omezené na vlastní území.

Článek 15.

1. Na železnicích nebudiž v dopravě osobní a zavazadlové, pokud jde o výpravu, přepravní poplatky a veřejné dávky související s přepravou, rozlišováno mezi obyvateli území patřících stranám sjednávajícím smlouvu, splní-li stejné podmínky.

2. Se zásilkami zboží, podanými v Rakousku a přepravovanými buď do Československé republiky nebo Československou republikou do třetího státu, nebude, budou-li splněny stejné podmínky, nakládáno na železnicích v Československé republice, ani pokud jde o vypravení, ani pokud jde o přepravní poplatky nebo veřejné dávky související s přepravou, nepříznivěji než se zásilkami zboží stejného druhu, podanými v Československé republice nebo ve třetím státě a přepravovanými v témže směru a na téže dopravní trati. Totéž bude platiti na rakouských železnicích pro zásilky zboží, podané v republice Československé a dopravované buď do Rakouska nebo Rakouskem do třetího státu. Tato zásada platí vzájemně též pro zásilky zboží, jež byly jinými dopravními prostředky dopraveny přes hranice do území druhé smluvní strany a tam podány na železnicích. Pro dopravu zásilek zboží stejného druhu z území druhé smluvní strany budtež pro použití železničních tarifů, slev, poplatků přepravních, anebo jinakych výhod bezúčinny tyto podmínky :

a) Podmínka, aby zboží bylo domácího původu ; této podmínce se rovná požadavek, aby zboží bylo označováno takovým způsobem, který je nepříz tupný pro zboží stejného druhu druhé smluvní strany ;
b) podmínka, aby zboží bylo podáno v určitém místě, leč že by šlo o podmínku, že zboží nutno přivésti po vodě ;
c) podmínka, že surovina nebo polotovar pro zboží požívající výhody byly přepraveny buď zcela nebo z části po tuzemských tratích.

3. Tato ustanovení se nevztahují na tarifní slevy, poskytované pro účely dobročinné, kulturní a obecného blaha, k zdolání přechodné obzvláštní nouze, pro osobní a nákladní převozy vlastní ozbrojené moci, pro osoby činné ve veřejné službě, ve službě železniční jakož i v příbuzných povoláních a pro příslušníky jejich rodin, rovněž i pro služební zboží domácích dopravních podniků. Shoda je i v tom, že mohou býti omezeny slevy jízdného na drahách nižšího řádu (drobných, místních a pouličních drahách), které slouží v prvé řadě cizineckému ruchu na příslušníky přilehlých obcí, v místě usedlé.

Článek 16.

Pro osobní a nákladní dopravu budtež pořízeny přímé tarify podle skutečné potřeby.

Článek 17.

1. Jak ve vzájemné sousední tak i v průvozní přepravě nebude zásadně dávána přednost zboží, podanému ve vlastním sáttě před zbožím, podaným v území druhého smluvního státu.

3. Wegegelder für einen die Landesgrenze überschreitenden Verkehr dürfen auf Strassen, die zur Verbindung der Gebiete der vertragschliessenden Teile unter sich oder mit dem Auslande dienen, nach Verhältnis der Streckenlänge nicht höher sein als für den auf das eigene Staatsgebiet beschränkten Verkehr.

Artikel 15.

1. Auf den Eisenbahnen soll im Personen- und Gepäckverkehr hinsichtlich der Abfertigung, der Beförderungspreise und der mit der Beförderung zusammenhängenden öffentlichen Abgaben bei Erfüllung der gleichen Bedingungen kein Unterschied zwischen den Bewohnern der Gebiete der vertragschliessenden Teile gemacht werden.

2. In Österreich aufgelieferte, nach der Tschechoslowakischen Republik oder durch die Tschechoslowakische Republik nach einem dritten Staate zu befördernde Gütersendungen werden bei Erfüllung der gleichen Bedingungen auf den Eisenbahnen in der Tschechoslowakischen Republik weder in Bezug auf die Abfertigung, noch hinsichtlich der Beförderungspreise oder der mit der Beförderung zusammenhängenden öffentlichen Abgaben ungünstiger behandelt werden als gleichartige in der Tschechoslowakischen Republik oder in einem dritten Staate aufgelieferte Gütersendungen in derselben Richtung und auf derselben Verkehrstrecke. Das gleiche wird auf den österreichischen Eisenbahnen für in der Tschechoslowakischen Republik aufgelieferte Gütersendungen gelten, die nach Oesterreich oder durch Oesterreich nach einem dritten Staate befördert werden. Dieser Grundsatz findet wechselseitig auch Anwendung auf Gütersendungen, die mit anderen Beförderungsmitteln über die Grenze in die Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles gebracht und dort auf die Eisenbahnen aufgeliefert werden. Folgende Bedingungen für die Anwendung der Eisenbahntarife, Ermässigungen der Beförderungspreise oder sonstigen Begünstigungen sollen für den Verkehr der gleichartigen Gütersendungen aus den Gebieten des anderen vertragschliessenden Teiles unwirksam sein :

a) die Bedingung der inländischen Herkunft des Gutes ; die Forderung einer solchen Bezeichnung des Gutes, die einem gleichartigen Gute des anderen vertragschliessenden Teiles nicht zugänglich ist, ist dieser Bedingung gleichzuhalten ;

b) die Bedingung der Aufgabe am Orte, es sei denn, dass es sich um die Bedingung der Anbringung der Güter mittels Schiff handelt ;

c) die Bedingung, dass der Rohstoff oder das Halbfabrikat für das begünstigte Gut ganz oder zu einem Teile auf inländischen Strecken befördert worden ist.

3. Die vorstehenden Bestimmungen beziehen sich nicht auf Tarifermässigungen, die für milde, kulturelle und Wohlfahrtszwecke, zur Bekämpfung eines vorübergehenden besonderen Notstandes, für Personen- und Gütertransporte der eigenen Wehrmacht, für im öffentlichen Dienst, im Eisenbahndienst sowie in verwandten Berufen tätige Personen und deren Familienangehörige sowie für Dienstgüter der heimischen Verkehrsunternehmungen gewährt werden. Auch besteht Einverständnis darüber, dass auf Bahnen niederer Ordnung (Kleinbahnen, Lokalbahnen, Strassenbahnen), die vorwiegend dem Fremdenverkehr dienen, Fahrpreisermässigungen auf ortsansässige Angehörige der anliegenden Gemeinden beschränkt werden können.

Artikel 16.

Für den Personen- und Güterverkehr sollen nach Massgabe des tatsächlichen Bedürfnisses durchgehende Tarife hergestellt werden.

Artikel 17.

1. Bei der Beförderung wird sowohl im gegenseitigen Nachbar-, als auch im Durchfuhrverkehr grundsätzlich keine Bevorzugung der im eigenen Staate aufgelieferten Güter gegenüber den in den Gebieten des anderen vertragschliessenden Teiles aufgelieferten Gütern stattfinden.

2. Smluvní státy budou k tomu působiti, aby bylo vyhověno potřebám průběžné dopravy mezi jejich územím jakož i dopravy z území jedné strany do jinych států přes území druhé strany tím, že se zřídí příznivá připojení vlaková pro osobní a nákladní dopravu a že si obě strany vyjdou, pokud možno, vstříc v dopravní a přepravní službě.

3. Potřebám vnitrozemní dopravy a potřebám vývozu do území druhé strany pro zboží téhož druhu vyhoví se zásadně stejným přídělem vozů. To však platiti bude teprve od té chvíle, až budou rozděleny a správám státních drah v obou státech sjednávajících smlouvu dány k službám nejméně dvě třetiny společného obvozu. Až do té doby nebudou přidělovány nepříznivěji vozy pro vývoz do území druhé strany sjednávající smlouvu než pro vývoz do států jiných.

Článek 18.

1. Pro osobní a nákladní dopravu mezi železničními stanicemi ležícími v území jedné strany, pořídí se, je-li možna doprava ta ve hranicích tohoto území po železnici bez přerušení, tarify v zákonné měně tohoto území i tehdy, když pro onu dopravu použité železniční spojení je bud' zcela nebo z části v provozu dráhy, která sídlí na území druhé strany.

2. V dopravě mezi výpravnami obou stran, které jsou blízko hranic, smějí býti uhrazeny poplatky, splatné v osobní a nákladní dopravě, zákonným platidlem oné strany, v jejímž území se platí, i když tarif zní na měnu druhé strany ; rovněž je přípustno platiti zákonným platidlem druhé strany, zní-li tarif na měnu toho území, kde se platí.

3. Příjem platidel zde upravený nemá nikterak předbíhati ujednáním zúčastněných železničních správ o odúčtování.

Článek 19.

1. Pro nákladní dopravu mezi Československou republikou a Rakouskem platí neobmezeně ustanovení mezinárodní úmluvy o železniční nákladní dopravě ze dne 14. října 1890[1] se změnami a doplňky dodatečného ujednání ze dne 16. července 1895[2] a doplňovací úmluvy ze dne 16. června 1898[3] i ze dne 19. září 1906[4].

2. Mimo to má býti usilováno o to, aby ustanovení této mezinárodní úmluvy platila pokud možná nezměněně i pro mezistátní nákladní dopravy s třetími státy, na kterých jest Československá republika a republika Rakouská zúčastněna.

[1] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XIX, page 289.
[2] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXIV, page 562.
[3] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXV, page 184.
[4] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome III, page 920.

2. Die vertragschliessenden Teile werden dahin wirken, dass den Bedürfnissen des durchgehenden Verkehres zwischen ihren Gebieten sowie zwischen den Gebieten des einen Teiles und dritten Staaten über die Gebiete des anderen Teiles durch Herstellung günstiger Zugsanschlüsse für den Personen- und Güterverkehr sowie durch tunlichstes Entgegenkommen in verkehrs-und transportdienstlicher Beziehung Rechnung getragen werde.

3. Bei der Wagengestellung wird den Bedürfnissen für den Binnenverkehr und die Ausfuhr nach den Gebieten des anderen vertragschliessenden Teiles für Güter der gleichen Art grundsätzlich gleichmässig Rechnung getragen werden. Dies soll jedoch erst dann in Wirksamkeit treten, sobald mindestens zwei Drittel des gemeinsamen Wagenparkes aufgeteilt sein und den Staatseisenbahnverwaltungen der beiden vertragschliessenden Staaten zur Verfügung stehen werden. Bis dahin wird bei der Gestellung der Wagen für den Ausfuhrverkehr nach den Gebieten des anderen vertragschliessenden Teiles in nicht ungünstigerer Weise vorgegangen werden, als bei der Gestellung der Wagen für den Ausfuhrverkehr nach dritten Staaten.

Artikel 18.

1. Für den Personen- und Güterverkehr, der zwischen Eisenbahnstationen, die in dem Gebiet des einen Teiles gelegen sind, innerhalb dieses Gebietes mittels ununterbrochener Bahnverbindung stattfindet, werden die Tarife in der gesetzlichen Landeswährung dieses Gebietes auch dann aufgestellt werden, wenn die für den Verkehr benutzte Bahnverbindung ganz oder teilweise im Betriebe einer Bahn steht, die in dem Gebiet des anderen Teiles ihren Sitz hat.

2. Im Verkehr zwischen den zunächst der Grenze gelegenen beiderseitigen Abfertigungsstellen dürfen die im Personen- und Güterverkehr zu entrichtenden Gebühren mit den gesetzlichen Zahlungsmitteln jenes Teiles beglichen werden, in dessen Gebiet die Zahlung zu erfolgen hat, auch wenn der Tarif auf die gesetzliche Währung des anderen Teiles lautet ; ebenso ist die Begleichung mit den gesetzlichen Zahlungsmitteln des anderen Teiles zulässig, wenn der Tarif auf die Währung des Gebietes lautet, in dem die Zahlung erfolgt.

3. Die hier geregelte Annahme von Zahlungsmitteln soll den Vereinbarungen der beteiligten Eisenbahnverwaltungen über die Abrechnung in keiner Weise vorgreifen.

Artikel 19.

1. Für den Güterverkehr zwischen der Tschechoslowakischen Republik und Oesterreich finden die Bestimmungen des Internationalen Uebereinkommens [1] über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. Oktober 1890 mit den Aenderungen und Ergänzungen in der Zusatzvereinbarung vom 16. Juli 1895 [2] und in den Zusatzübereinkommen vom 16. Juni 1898 [3] und vom 19. September 1906 ohne Einschränkung Anwendung.

2. Es soll ferner dahin gestrebt werden, dass die Bestimmungen dieses Internationalen Uebereinkommens auch in den zwischenstaatlichen Güterverkehren mit dritten Staaten, an denen die Tschechoslowakische Republik und die Republik Oesterreich beteiligt sind, möglichst unverändert zur Anwendung gelangen.

[1] British and Foreign State Papers, Vol. 82, page 771.
[2] British and Foreign State Papers, Vol. 87, page 806.
[3] British and Foreign State Papers, Vol. 92, page 433.

Článek 20.

Ustanovení o službě poštovní, telegrafní a telefonní budou sjednána v rámci příslušných smluv mezinárodních zvláštními úmluvami mezi obapolnými správami.

Článek 21.

Obě strany ustanovují s výhradou pozdější dohody, že létadla jedné strany smí odlétati jenom z celního letiště na místo ležící v území druhé strany a že na území druhé strany smí přistáti pouze na celních letištích mimo případy nouze. Mají-li létadla s sebou zboží pro obchod, musí se jejich řídič vykázati přihláškou o dopravovaném zboží (manifestem). Přistání z nouze jest ihned oznámiti nejbližšímu úřadu celnímu neb policejnímu.

Článek 22.

1. Smluvní strany se zavazují, že v přátelské dohodě přezkoušejí způsob, jakým se nakládá s dělníky a zřízenci jedné strany v území druhé strany v příčině ochrany dělníků a zřízenců a sociálního pojištění, za tím účelem, aby vhodnými úmluvami zajistily těmto dělníkům a zřízencům vzájemně takový způsob nakládání, jenž by jim skýtal dle možnosti rovnocenné výhody. Tyto úmluvy budou stanoveny zvláštním ujednáním.

2. Pro styk a dopravu zemědělských stěhovavých dělníků ve větších oddílech (počínajíc od 3 dělníků) zajišťuje se z obou stran největší ochota a bude zejména vzat zvláštní zřetel na to, aby umožněna byla úhrada vzájemné potřeby na těchto dělnících. Při úpravě tohoto styku mají oba státy použíti sprostředkování povolaných k tomu míst státních neb státem zmocněných.

3. Z obou stran se vzájemně zajišťují příslušné úřední poukazy, jež by usnadňovaly přechod přes hranice těchto dělnických oddílů, jak při vjezdu, tak i při návratu způsobem dle možnosti dalekosáhlým při nejmenším v míře dosud obvyklé. V příčině pracovních podmínek, zejména ve všech otázkách sociálně-politických bude se s těmito stěhovavými dělníky nakládati stejně, jako s tuzemskými zemědělskými dělníky stejného druhu.

4. Bližší ustanovení, dle nichž se stane najímání a poskytování zemědělských stěhovavých dělníků, jakož i stanovení pracovních podmínek tarifní smlouvou budou předmětem ujednání, jež sjednají s obou stran povolané k tomu státní úřady.

5. Při postupu stěhovavých dělníků z třetích zemí do území jednoho z obou smluvních států, kteří musí projíti územím druhé smluvní strany, zajišťují se v příčině projezdu a překročení hranic těmto dělníkům dle možnosti dalekosáhlé úlevy. Případná bližší ustanovení, zejména po stránce zdravotně- a pasově-policejni, budou sjednána od oboustranných příslušných ústředních úřadů.

Článek 23.

1. Obě smluvní strany dávají si vzájemně právo jmenovati konsuly ve všech těch obchodních místech na území druhé strany, kdež jest dovoleno usídliti se konsulům kteréhokoliv třetího státu. Pod pojmem konsulů rozumějí se všechny osoby, pověřené výkonem konsulární činnosti.

Artikel 20.

Bestimmungen über den Post-, Telegraphen- und Fernsprechverkehr werden im Rahmen der bezüglichen internationalen Verträge in besonderen Uebereinkommen zwischen den beiderseitigen Verwaltungen vereinbart werden.

Artikel 21.

Vorbehaltlich einer späteren Regelung vereinbaren beide Teile, dass Luftfahrzeuge des einen Teiles nur von einem Zollflugplatze aus nach einem im Gebiete des anderen Teiles befindlichen Ziele abfliegen und auf dem Gebiete des anderen Teiles, ausser in Fällen der Not, nur auf Zollflugplätzen niedergehen dürfen. Wenn die Luftfahrzeuge Handelsware mit sich führen, hat sich ihr Führer mit einer Anmeldung über die mitgeführten Waren (Manifest) auszuweisen. Von einer Notlandung ist sofort der nächsten Zoll- oder Polizeibehörde Mitteilung zu machen.

Artikel 22.

1. Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich in freundschaftlichem Einvernehmen die Behandlung der Arbeiter und Angestellten des einen Teiles in dem Gebiete des anderen hinsichtlich des Schutzes der Arbeiter und Angestellten und der sozialen Versicherung zu dem Zwecke zu prüfen, um durch geeignete Vereinbarungen diesen Arbeitern und Angestellten wechselseitig eine Behandlung zu sichern, die ihnen möglichst gleichwertige Vorteile bietet. Diese Vereinbarungen werden durch ein besonderes Abkommen festgesetzt werden.

2. Für den Verkehr von landwirtschaftlichen Wanderarbeitern in grösseren Partien (von 3 Arbeitern aufwärts) wird beiderseits das grösste Entgegenkommen zugesichert und zwar wird die Ermöglichung der Deckung des gegenseitigen Bedarfes an diesen Arbeitern besondere Berücksichtigung finden. Bei Abwicklung dieses Verkehres haben sich beide Staaten der Vermittlung der hiezu berufenen staatlichen oder staatlich bevollmächtigten Stellen zu bedienen.

3. Beiderseits werden entsprechende behördliche Anordnungen, die die Grenzüberschreitungen solcher Arbeiterpartien sowohl bei der Einreise, wie auch bei der Rückkehr in möglichst weitgehender Weise, zumindest in dem bisher üblichen Ausmasse erleichtern, gegenseitig gewährleistet. In Ansehung der Arbeitsbedingungen, insbesondere in allen sozial-politischen Belangen, werden diese Wanderarbeiter eine gleiche Behandlung zu erfahren haben, wie die inländischen landwirtschaftlichen Arbeiter der gleichen Kategorie.

4. Die näheren Bestimmungen, unter denen die Anwerbung und Beistellung der landwirtschaftlichen Wanderarbeiter zu erfolgen hat, wie auch die tarifvertragliche Erstellung der Arbeitsbedingungen bilden Gegenstand von Uebereinkommen, die von den beiderseitigen staatlichen hiezu berufenen Behörden zu treffen sein werden.

5. Beim Zuzug von Wanderarbeitern aus dritten Ländern in das Gebiet eines der beiden vertragschliessenden Staaten, die das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teiles passieren müssen, werden bezüglich der Durchreise und der Grenzüberschreitung diesen Arbeitern möglichst weitgehende Erleichterungen zugesichert. Etwaige nähere Bestimmungen insbesondere in sanitärer und passpolizeilicher Hinsicht werden von den beiderseitigen zuständigen Zentralstellen vereinbart werden.

Artikel 23.

1. Die vertragschliessenden Teile bewilligen sich gegenseitig das Recht, Konsuln in allen denjenigen Handelsplätzen des anderen Teiles zu ernennen, in denen Konsuln irgendeines dritten Landes zugelassen werden. Unter Konsuln sind alle mit Konsulargeschäften Beauftragte verstanden.

2. Konsulové jedné z abou smluvních stran budou požívati s podmínkou vzájemnosti na území druhé smluvní strany těchže předností, oprávnění a osvobození, jaká mají nebo budou míti konsulové kteréhokoli třetího státu.

3. Obě smluvní strany shodují se v tom, že přednosti, oprávnění a výhody, poskytované konsulům jedné strany na území strany druhé na základě zásady nejvyšších výhod, nebudou moci býti přiznávány ve větší míře, než jsou poskytovány konsulárním zástupcům této smluvní strany na území strany prvé.

4. Pokud jde o osvobození od přímých daní, shodují se obě smluvní strany v tom, že takováto osvobození budou přiznávána pouze efektivním konsulům obou stran, pokud nejsou státními příslušníky onoho státu, v němž vykonávají svou činnost, avšak nikdy ve větším rozsahu než diplomatickým zástupcům smluvních stran.

Článek 24.

1. Příslušníci jedné smluvní strany budou osvobozeni na území druhé strany od veškeré služby vojenské v branné moci a od každé dávky, placené místo osobního výkonu vojenské služby ; naopak nebude jim nijak bráněno vykonávati svých vojenských povinností ve státě, jehož jsou příslušníky.

2. V míru i ve válce budou podrobeni jiným vojenským úkonům, než jsou označeny v odst. 1. a vojenským rekvisicím pouze do té míry a dle týchž zásad jako tuzemci, avšak vždy pouze za náhradu.

3. Dále budou osvobozeni od veškeré povinnosti přijímati veřejnoprávní funkce u soudů, správních úřadů státních neb samosprávních s vyjímkou poručnictví (kurately) nad příslušníky vlastního státu.

Článek 25.

1. Vznikne-li mezi smluvními stranami spor o výklad neb provádění ustanovení této dohody, budiž tento spor rozhodnut na žádost jedné strany výrokem rozhodčím.

2. Rozhodčí soud se sestaví pro každý sporný případ tak, že každá strana ustanoví ze svých příslušníků dvě způsobilé osoby za rozhodce a obě smluvní strany zvolí příslušníka třetího státu za předsedu. Smluvní strany se zavazují, ze se až nabude tato dohoda platnosti předem a na určitou dobu, shodnou o osobě předsedy, který v daném případě má býti jmenován.

3. V prvním sporu zasedá rozhodčí soud na území žalované smluvní strany, v druhém sporu na území druhé strany a pak dále střídavě na území jedné nebo druhé strany. Smluvní strana, na jejímž území má rozhodčí soud zasedati, ustanoví jeho sídlo. Musí se postarati o místnosti, písaře a služební personál, jichžrozhodčí soud pro svou činnost potřebuje. Předseda řídí rozhodčí soud. Rozhodnutti děje se většinou hlasů.

4. Smluvní strany se dohodnou buď v konkretním případě nebo jednou pro vždy o řízení rozhodčího soudu. Nedojde-li k takovéto dohodě, ustanoví rozhodčí soud o řízení sám. Řízení

2. Die Konsuln des einen der vertragschliessenden Teile sollen, unter der Bedingung der Gegenseitigkeit, in dem Gebiete des anderen Teiles dieselben Vorrechte, Befugnisse und Befreiungen geniessen, der sich diejenigen irgendeines dritten Landes erfreuen oder erfreuen werden.

3. Es besteht Einverständnis, dass mit Rücksicht auf die aufgestellte Bedingung der Gegenseitigkeit, die den Konsuln des einen Teiles in dem Gebiete des anderen vermöge der Meistbegünstigungen einzuräumenden Vorrechte, Befugnisse und Begünstigungen nicht in einem grösseren Ausmasse zugestanden werden können, als sie den konsularischen Vertretern dieses Teiles in dem Gebiete des ersten Teiles gewährt werden.

4. Bezüglich der Befreiungen in Sachen der direkten Besteuerung besteht Einverständnis, dass solche nur den beiderseitigen Berufskonsuln, sofern sie nicht die Staatsbürgerschaft jenes Staates besitzen, in dem sie ihre Funktionen ausüben und keinesfalls in weiterem Umfange als den diplomatischen Vertretern der vertragschliessenden Teile zugute kommen.

Artikel 24.

1. Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Teile werden in den Gebieten des anderen von jedem Militärdienste in der bewaffneten Macht und von jeder an Stelle der persönlichen Militärdienstleistung tretenden Abgabe befreit sein ; dagegen werden sie in keiner Weise gehindert werden, ihren militärischen Pflichten in dem Staate, dessen Angehörige sie sind, nachzukommen.

2. Sie werden in Friedens- und Kriegszeiten zu anderen als den im Abs. 1 bezeichneten militärischen Leistungen und zu militärischen Requisitionen nur in demselben Ausmasse und nach denselben Grundsätzen wie die Inländer herangezogen werden, doch soll dies immer nur gegen Entschädigung geschehen.

3. Weiters werden sie von jeder Verpflichtung zur Uebernahme öffentlich-rechtlicher Funktionen bei Gerichten, staatlichen Verwaltungsbehörden oder Selbstverwaltungskörpern mit Ausnahme der Uebernahme von Vormundschaften (Kuratelen) über Angehörige des eigenen Staates befreit sein.

Artikel 25.

1. Wenn zwischen den vertragschliessenden Teilen über die Auslegung oder Handhabung der Bestimmungen dieses Uebereinkommens eine Meinungsverschiedenheit entsteht, so ist sie auf Verlangen des einen oder des anderen Teiles durch Schiedsspruch zu erledigen.

2. Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall derart gebildet, dass jeder Teil aus seinen Angehörigen zwei geeignete Persönlichkeiten zu Schiedsrichtern bestellt und dass die vertragschliessenden Teile einen Angehörigen eines dritten Staates zum Obmann wählen. Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, nach Inkrafttreten des vorliegenden Uebereinkommens sich im voraus und für einen bestimmten Zeitraum über die Person des im gegebenen Falle zu ernennenden Obmannes zu verständigen.

3. Beim ersten Streitfalle hat das Schiedsgericht seinen Sitz in den Gebieten des beklagten vertragschliessenden Teiles, beim zweiten Streitfalle in den Gebieten des anderen Teiles und so fortan abwechselnd in den Gebieten des einen oder des anderen Teiles. Derjenige Teil, in dessen Gebieten das Schiedsgericht zusammenzutreten hat, bestimmt den Ort des Gerichtssitzes. Er hat für die Stellung der Räumlichkeiten, der Schreibkräfte und des Dienstpersonales zu sorgen, deren das Schiedsgericht für seine Tätigkeit bedarf. Der Obmann ist Vorsitzender des Schiedsgerichtes. Die Entscheidungen ergehen nach Stimmenmehrheit.

4. Die vertragschliessenden Teile werden sich im gegebenen Falle oder ein für allemal über das Verfahren des Schiedsgerichtes verständigen. In Ermangelung einer solchen Verständigung wird

může býti písemné, neodporuje-li tomu žádná ze smluvních stran ; v tom případě je možno se odchýliti od ustanovení předcházejícího odstavce.

5. Na žádost rozhodčího soudu, jež budiž podána vládě příslušné strany, budou úřady obou smluvních stran poskytovati při předvolání a výslechu svědků a znalců právní pomoc, stejně jako na žádost tuzemských civilních soudů.

Článek 26.

1. Tato dohoda budiž co nejdříve ratifikována. Ratifikační listiny budou vyměněny v Praze. Dohoda nabývá účinnosti 10. dne po výměně ratifikačních listin a platí potud, pokud nebude jednou smluvní stranou vypověděna. V tomto případě pozbývá účinnosti po třech měsících ode dne, kdy byla výpověď druhé smluvní straně oznámena.

2. Dohoda bude sepsána v prvopise československém a německém.

Čemuž na svědomí podepsali plnomocníci tuto dohodu a připojili své pečetě.

Dáno v Praze, dne 4. května roku tisícíhodevítistého a dvacátého prvého.

Za Československou republiku :

Dr. HOTOWETZ v. r.

Dr. V. SCHUSTER v. r.

PŘÍLOHA A.

Vzor.

Tímto dosvědčuje se panu N. N., který hodlá se svými výrobky (produkty) navštíviti veletrhy a trhy

pro československé příslušníky : v republice Rakouské
pro rakouské příslušníky : v republice Československé

za účelem jeho legitimace u příslušných úřadů, že jest bytem v N. a že má zapravovati jeho živnosti odpovídající, zákonem stanovené daně a dávky.

Toto osvědčení jest platno na dobu od ..... měsíce (místo, datum, podpis a razítko úřadu vystavujícího tuto listinu).

Popis osoby a podpis živnostníka.

das Verfahren von dem Schiedsgerichte selbst bestimmt. Das Verfahren kann schriftlich sein, wenn keiner der vertragschliessenden Teile Einspruch erhebt ; in diesem Falle kann von der Bestimmung des vorhergehenden Absatzes abgewichen werden.

5. Hinsichtlich der Ladung und der Vernehmung von Zeugen und Sachverständigen werden die Behörden jedes der vertragschliessenden Teile auf das vom Schiedsgericht an die betreffende Regierung zu richtende Ersuchen in derselben Weise Rechtshilfe leisten, wie auf die Ersuchen der inländischen Zivilgerichte.

Artikel 26.

1. Das gegenwärtige Uebereinkommen soll möglichst bald ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden werden in Prag ausgetauscht werden. Das Uebereinkommen tritt am 10. Tage nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und soll solange in Geltung bleiben, als es nicht von einem der beiden Teile gekündigt wird. In diesem Falle tritt es nach Ablauf von 3 Monaten nach dem Tage ausser Kraft, an dem die Kündigung dem anderen vertragschliessenden Teile bekannt gegeben worden ist.

2. Das Uebereinkommen wird in tschechoslowakischer und deutscher Urschrift ausgefertigt.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das vorliegende Uebereinkommen unterzeichnet und ihre Siegel beigedruckt.

So geschehen zu Prag am 4. Mai Tausendneunhunderteinundzwanzig.

Für die Republik Oesterreich :
RIEDL.

BEILAGE A.

Muster.

Dem N. N., welcher mit seinen Fabrikaten (Produkten) die Messen und Märkte

für tschechoslowakische Staatsangehörige : in der Republik Österreich
für österreichische Staatsangehörige: in der Tschechoslowakischen Republik

zu besuchen beabsichtigt, wird behufs seiner Legitimation bei den zuständigen Behörden hiedurch bezeugt, dass er zu N. wohnhaft ist und die seinem Gewerbe entsprechenden gesetzlichen Steuern and Abgaben zu entrichten hat.

Gegenwärtiges Zeugnis ist gültig für den Zeitraum von ..... Monaten.
(Ort, Datum, Unterschrift und Stempel der ausstellenden Behörde.)

Personalbeschreibung und Unterschrift des Gewerbetreibenden.

PŘÍLOHA B.

(Vzor.)

ŽIVNOSTENSKÝ LIST LEGITIMAČNÍ OBCHODNÍM CESTUJÍCÍM.

Na rok ..... Číslo listu .....

Platí pro cesty v cizině.

Majitel (jméno a příjmení) .....

.....

Jméno místa, dne ..... (den, měsíc, rok).

(Pečet'.) (Uřad.)

.....

Podpis.

Tímto listem se osvědčuje, že majitel jeho má (továrnu neb obchod) v .....

..... pod firmou .....

.....

est obchodním cestujícím ve službě firmy .....

v ....., která tam má (pojmenování továrny neb obchodu).

Poněvadž majitel tohoto listu zamýšlí na účet této firmy a kromě toho $\frac{\text{firmy}}{\text{firem}}$ (druh továrny neb obchodu) v ..... vyhledávati zakázky na zboží a kupovati zboží, osvědčuje se mimo to, že mají zapravovati za provozování živnosti $\frac{\text{řečené firmy}}{\text{řečených firem}}$ ve zdejší zemi dávky ustanovené zákonem.

Popis osoby majitele listu:

Věk : .....

Postava : .....

Vlasy : .....

Zvláštní znamení : .....

K POVŠIMNUTÍ! Majitel tohoto listu má právo, jen když je na cestách a výhradně na účet vý še $\frac{\text{jmenované firmy}}{\text{jmenovaných firem}}$ zakázky na zboží hledati a zboží kupovati. Může s sebou voziti jen vzorky zboží, nikoliv však zboží. Kromě toho jest povinen šetřiti předpisů v každém státě platných.

ANLAGE B.

(Muster.)

GEWERBELEGITIMATIONSKARTE FÜR HANDLUNGSREISENDE.

Für das Jahr ..... Nr. der Karte .....

Gültig zu Reisen im Auslande.

Inhaber (Vor- und Zuname) .....

.....

Ortsname, den ..... (Tag, Monat, Jahr).

(Siegel.) (Behörde.)

.....

Unterschrift.

Es wird hiemit bescheinigt, dass Inhaber dieser Karte eine (Bezeichnung der Fabrik oder Handlung) in ..... unter der Firma .....

besitzt als Handlungsreisender im Dienste der Firma .....

..... steht, welche eine (Bezeichnung der Fabrik oder Handlung) daselbst besitzt.

Ferner wird, da Inhaber für Rechnung dieser Firma und ausserdem nachfolgender $\frac{\text{Firma}}{\text{Firmen}}$ (Bezeichnung der Fabrik oder Handlung) in ..... Warenbestellungen aufzusuchen und Warenankäufe zu machen beabsichtigt, bescheinigt, dass für den Gewerbebetrieb vorgedachter $\frac{\text{Firma}}{\text{Firmen}}$ im hiesigen Lande die gesetzlich bestehenden Abgaben zu entrichten sind.

Bezeichnung der Person des Inhabers :

Alter : .....

Gestalt : .....

Haare : .....

Besondere Kennzeichen : .....

ZUR BEACHTUNG ! Inhaber dieser Karte ist ausschliesslich im Umherziehen und ausschliesslich für Rechnung der vorgedachten $\frac{\text{Firma}}{\text{Firmen}}$ berechtigt Warenbestellungen aufzusuchen und Warenankäufe zu machen. Er darf nur Warenmuster, aber keine Waren mit sich führen. Ausserdem hat er die in jedem Staate gültigen Vorschriften zu beachten.

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL K OBCHODNÍ DOHODĚ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A REPUBLIKOU RAKOUSKOU.

Při podpisováni předběžné obchodní dohody, která dnešního dne mezi republikou Československou a republikou Rakouskou byla uzavřena, podali podepsaní zmocněnci tato vysvětlení, která mají sama tvořiti integrující součást smlouvy:

Je souhlasný názor o tom, že Československá republika touto dohodou spolu se závěrečným protokolem nevzdává se práv a výhod, které jí, resp. jejím státním příslušníkům přináležejí na základě mírové smlouvy (státní smlouvy) St. Germainské ze dne 10. září 1919 a které převyšují práva a výhody, jež obě vlády sobě, resp. svým státním příslušníkům touto dohodou spolu se závěrečným protokolem vyhradily.

K článku 2.

1. Aby ulehčeno bylo prováděni předpisů o nastoupení a provozování živností cizinci, platných v obou státech a spočívajících na základě formální reciprocity, prohlašují obě strany, že budou připouštěti navzájem své státní příslušníky k nastoupení a k provozování obchodů a živností za stejných podmínek, jako příslušníky vlastní. Ustanovení článku I. odstavec 2. této dohoty zůstává timto nedotčeno.

2. Vyhotovení legitimace potřebné dle odstavce 2., článek II., děje se příslušným živnostenským úřadem prvé stolice.

3. Ustanovení odstavce 7., článku II., nevylučují vybírání poplatků za připuštění obchodních společností, společenstev a podobných sdružení jednoho z obou smluvních států k provozování obchodů na území státu druhého, pokud také od stejných společností tuzemských požadují se při jich utvoření, povolení nebo připuštění k provozování obchodů poplatky poměrně stejné výše.

4. Otázka, jak nakládáno býti má v příčině sdanění s příslušníky smluvních stran, kteří provozují povoznictví nebo plavbu lodní mezi místy různých států, zůstává vyhrazena zvláštní úmluvě, která se stane v souvislosti s otázkou dvojího zdanění. Prozatím nemají podniky tohoto rázu na území jedné strany býti stíženy daní z živnosti z provozu na území druhé strany.

K článku 3.

1. Ustanovení dohody mezi republikou Československou a republikou Rakouskou z 2. srpna 1920 o způsobu, jak nakládati po stránce právní s výrobními a dopravními podniky nejsou dotčeny ustanoveními článku 3.

2. U obou smluvních stran platné předpisy, jimiž zjišťuje se trvající vzájemnost ohledně připuštění společnosti s ručením obmezeným, zůstanou netknuty.

K článku 5.

Je shoda v tom, že má býti dbáno zákonů a nařízení platných na území jedné ze smluvních stran stranou druhou i tehdy, jestliže tyto zákony a nařízení zapovídají používání označení, která obsahují nepřímým způsobem nesprávné údaje o původu výrobků, zmíněných v článku 5.

SCHLUSSPROTOKOLL ZUM HANDELSÜBEREINKOMMEN ZWISCHEN DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH.

Bei der Unterzeichnung des vorläufigen Handelsübereinkommens, welches am heutigen Tage zwischen der Tschechoslowakischen Republik und der Republik Österreich abgeschlossen worden ist, haben die unterzeichneten Bevollmächtigten die folgenden Erklärungen abgegeben, welche einen integrierenden Teil des Übereinkommens selbst bilden sollen :

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Tschechoslowakische Republik durch das vorliegende Abkommen samt Schlussprotokoll nicht auf die Rechte und Begünstigungen verzichtet, die ihr, beziehungsweise ihren Staatsangehörigen, auf Grund des Friedensvertrages (Staatsvertrages) von St. Germain vom 10. September 1919 zustehen und die über die Rechte und Begünstigungen hinausgehen, die die beiden Regierungen sich, bezw. ihren Staatsangehörigen, durch das vorliegende Abkommen samt Schlussprotokoll eingeräumt haben.

Zu Artikel 2.

1. Um die Handhabung der in beiden Staaten bestehenden, auf dem Grundsatz der formellen Reziprozität aufgebauten innerstaatlichen Vorschriften über den Antritt und Betrieb von Gewerben durch Ausländer zu erleichtern, erklären beide Teile die gegenseitigen Staatsangehörigen unter den gleichen Bedingungen zum Antritt und Betrieb von Handel und Gewerbe zuzulassen wie die eigenen. Die Bestimmung des Artikels 1, Abs. 2 dieses Übereinkommens wird hiedurch nicht berührt.

2. Die Ausfertigung der nach Abs. 2 des Artikels 2 erforderlichen Legitimationen geschieht durch die zuständigen Gewerbebehörden I. Instanz.

3. Die Bestimmungen des Absatzes 7 des Artikels 2 schliessen die Einhebung von Gebühren für die Zulassung von Handelsgesellschaften, Genossenschaften, und ähnlichen Vereinigungen eines der beiden Vertragsstaaten zum Geschäftsbetriebe im Gebiete des anderen nicht aus, soferne auch für gleichartige einheimische Gesellschaften aus Anlass ihrer Bildung, Konzessionierung oder Zulassung zum Geschäftsbetrieb Gebühren von verhältnismässig gleicher Höhe erhoben werden.

4. Die Frage, wie die Angehörigen der vertragschliessenden Teile, die das Frachtfuhrgewerbe oder die Schiffahrt zwischen Plätzen verschiedener Staaten betreiben, hinsichtlich der Besteuerung dieser Gewerbe behandelt werden sollen, bleibt einer besonderen Vereinbarung vorbehalten, die im Zusammenhang mit der Frage der Doppelbesteuerung erfolgen soll. Bis dahin sollen Gewerbebetriebe dieser Art im Gebiete des einen Teiles hinsichtlich der Ausübung auf dem Gebiete des anderen Teiles einer Gewerbesteuer nicht unterliegen.

Zu Artikel 3.

1. Die Bestimmungen des Übereinkommens zwischen der Tschechoslowakischen Republik und der Republik Osterreich vom 2. August 1920 über die rechtliche Behandlung von Produktions- und Transportunternehmungen werden durch die Bestimmungen des Artikel 3 nicht berührt.

2. Die bei den beiden vertragschliessenden Teilen geltenden Vorschriften, durch welche der Bestand der Gegenseitigkeit hinsichtlich der Zulassung von Gesellschaften mit beschränkter Haftung festgestellt wird, bleiben unberührt.

Zu Artikel 5.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die im Gebiete eines der vertragschliessenden Teile geltenden Gesetze und Verordnungen von dem anderen Teile auch dann zu beobachten sein werden. wenn sie den Gebrauch von Bezeichnungen untersagen, die mittelbar unrichtige Angaben über die Herkunft der im Artikel 5 erwähnten Erzeugnisse enthalten.

K článku 6.

1. Je shoda v tom, že pravidlem zboží jakéhokoli původu, které se prováží územím jedné smluvní strany nebo bylo uloženo ve svobodných přístavech neb ve svobodných celních okresích nemá býti podrobeno při vstupu do území druhé strany nijakým jiným neb vyšším clům nebo dávkám, než bylo-li by dováženo přímo ze země původu, a že toto ustanovení platí, i když zboží bylo překládáno, přebaleno neb uloženo ve skladišti, i když se prováží přímo. Jestliže by jedna smluvní strana měla podle svého dobrého zdání důvod k tomu, aby učinila opatření úchylná od tohoto pravidla k podpoře vlastního obchodu, má druhá strana právo učiniti rovněž ze své strany tatáž neb podobná opatření.

2. Je shoda v tom, že předměty vyrobené v zušlecht'ovacím řízení pokládají se pouze tehdy za průmyslové výrobky příslušné smluvní strany, jestliže a pokud zpracované tuzemské látky a práce na to vynaložená tvoří alespoň čtvrtinu hodnoty zboží. Smluvní strany si vyhražují zrušiti v dohodě ve vhodné chvíli toto omezení.

3. Je shoda v tom, že o zákazech dovozu a vývozu ve vzájemném styku smluvních stran platí výlučně ustanovení článku 9.

4. Obě smluvní strany se dohodly, že si časem budou vyměňovati výsledky pozorování o působení vývozních cel a poplatků na vzájemný obchodní styk, pokud na jedné straně budou tato cla a poplatky v platnosti, a že si o revisi vývozních cel neb poplatků vzájemně budou oznamovati přání, o nichž se bude potom jednati.

5. Vzájemně zajištěný postup v otázkách monopolů dle zásady nejvyšších výhod nebude se vztahovati na jednotlivě uzavírané dodávací smlouvy o zboží, jež jest předmětem státního monopolu.

6. Způsob, jak vydávati osvědčení o původu, pokud by jich bylo žádáno, vyhražuje se příští vzájemné dohodě. Při tom budou hleděti strany na to, aby obchod zbytečně nebyl zatěžován ani výší vybíraných poplatků ani formalitami při vydávání.

K článku 7.

Je souhlasný názor o tom, že ustanovení článku 7. neodporují opatřením, která slouží ku zajištění daně z obratu a daně luxusní v případech tuzemské výdělečné činnosti cizozemců.

K článku 8.

1. Osvobození průvozu od cla a dávek, zajištěné ve článku 8., odstavec 2., netýká se vybírání statistických poplatků.

2. Zastaví-li se, nebo omezí-li se přechodně přeprava zboží po železnicích nebo lodích z důvodů dopravně technických, nebudiž to pokládáno za porušení svobody průvozu, zaručené v článku 8., pokud tato opatření postihují stejně i zboží vlastní země. Jestliže by průvoz byl náhodnými událostmi přechodně znemožněn, postarají se obě smluvní strany o to, aby tato závada byla ihned oznámena na příslušném místě druhé strany, aby bylo zabráněno podávání nových průvozních zásilek po dobu závady.

Zu Artikel 6.

1. Es besteht Einverständnis, dass in der Regel Waren irgend welcher Herkunft, die durch das Gebiet eines der vertagschliessenden Teile durchgeführt oder in Freihäfen oder Zollfreibezirke verbracht wurden, bei ihrem Eingang in die Gebiete des anderen Teiles keinen anderen oder höheren Zöllen oder Abgaben unterworfen werden sollen, als wenn sie unmittelbar aus dem Ursprungsland eingeführt worden wären und dass diese Bestimmung sowohl auch die nach erfolgter Umladung, Umpackung oder Lagerung als auf die unmittelbar durchgeführten Waren Anwendung finden soll. Sollte sich einer der vertragschliessenden Teile aus Gründen der Förderung des eigenen Handels nach seinem Ermessen zu Massnahmen veranlasst sehen, die von dieser Regel abweichen, so bleibt dem anderen Teile das Recht vorbehalten, die gleichen oder ähnlichen Massnahmen auch seinerseits zu treffen.

2. Es besteht Einverständnis darüber, dass die im Veredelungsverkehre erzeugten Gegenstände nur dann als Gewerbeerzeugnisse des betreffenden vertragschliessenden Teiles angesehen werden, wenn und insoferne die verarbeiteten inländischen Stoffe und die hiezu aufgewendete Arbeit mindestens ein Viertel des Warenwertes darstellen. Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, im gegebenen Zeitpunkte diese Beschränkung einverständlich aufzuheben.

3. Es besteht Einverständnis darüber, dass hinsichtlich der Ein- und Ausfuhrverbote im gegenseitigen Verkehr der vertragschliessenden Teile ausschliesslich die Bestimmungen des Artikels 9 massgebend sind.

4. Es besteht Einverständnis darüber, dass die vertragschliessenden Teile, solange auf Seite eines von ihnen Ausfuhrzölle oder -abgaben bestehen, von Zeit zu Zeit ihre Beobachtungen über die Wirkung dieser Ausfuhrzölle oder -abgaben auf den gegenseitigen Handelsverkehr austauschen und sich gegenseitig ihre Wünsche hinsichtlich einer Revision der Ausfuhrzölle oder -abgaben bekannt geben werden, die sodann zum Gegenstande von Verhandlungen gemacht werden sollen.

5. Die gegenseitig zugesicherte Meistbegünstigung bei Handhabung der Monopole wird sich nicht auf den Abschluss einzelner Lieferungsverträge über Waren erstrecken, die den Gegenstand eines Staatsmonopols bilden.

6. Die Art der Ausstellung von Ursprungszeugnissen wird im Falle ihrer Forderung dem gegenseitigen Einvernehmen vorbehalten. Hiebei werden die vertragschliessenden Teile darauf Rücksicht nehmen, dass der Handel weder durch die Höhe der eingehobenen Gebühren, noch durch die Formalitäten der Ausstellung eine unnötige Erschwerung erfährt.

Zu Artikel 7.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen des Artikels 7 Massnahmen nicht entgegenstehen, welche zur Sicherstellung der Warenumsatz- und Luxussteuer in Fällen einer inländischen Erwerbstätigkeit von Ausländern dienen.

Zu Artikel 8.

1. Durch die im Absatz 2. des Artikels 8 zugesicherte Freiheit der Durchfuhr von Zöllen und Abgaben wird die Erhebung statistischer Gebühren nicht getroffen.

2. Als Verletzung der im Artikel 8 gewährleisteten Durchfuhrfreiheit soll es nicht angesehen werden, wenn die Beförderung von Gütern auf Eisenbahnen und Schiffen aus verkehrstechnischen Gründen vorübergehend eingestellt oder eingeschränkt wird, sofern die Massnahme auch Güter des eigenen Landes in derselben Weise trifft. Für den Fall, als durch zufälige Ereignisse die Möglichkeit der Durchfuhr vorübergehend verhindert werden sollte, werden die beiden Vertragsteile dafür sorgen, dass diese Behinderung den zuständigen Stellen des anderen Teiles sofort mitgeteilt wird, um die Einleitung neuer Durchfuhrsendungen für die Dauer der Behinderung der Durchfuhr zu vermeiden.

3. Jest shoda o tom, že nejsou dotčeny zákazem zmíněným v odstavci 3. článku 8. průvozní zásilky, které již vstoupily na území státu, který zákaz vydal, při nabytí jeho platnosti, nýbrž že musí býti dále dopraveno na místo určení. Zanikne-li působnost dohody, musí býti zboží odevzdané povozníkovi před tímto okamžikem dopraveno na místo určení, i kdyz průvoz skutečně se bude díti teprve po zániku smlouvy.

4. Se zbožím zkáze podléhajícím, které v lomené dopravě se prováží územím jedné smluvní strany, se zachází jako se zásilkami průvozními jen tehdy, jestliže se vyveze ve lhůtě, která se určuje podle stupně porušitelnosti zboží, nikoli však větší než dva měsíce ode dne uložení ve skladišti. Tato dvouměsíční lhůta bude přiměřeně prodlužována, jestliže se vývoz nemůže díti v této lhůtě bez zavinění osoby oprávněné o zboží rozhodovati.

5. Ropa a ropné produkty původem ze země, která poskytla jedné smluvní straně kontingent tohoto zboží, smějí býti připuštěny k provážení v lomené dopravě jen tehdy, jestliže země původu prohlásila předem svůj souhlas s tím, že zásilka uložená ve skladišti za své lomené dopravy nebude po prokázaném vývozu počítána na kontingent země průvozní.

6. Svoboda průvozu, zaručená článkem 4. světové poštovní smlouvy římské pro listovní zásilky a článkem 2. poštovní balíkové smlouvy římské pro balíky, se nemění.

K článku 9.

1. Obě smluvní strany, prodchnuty stejně přáním, aby co nejdříve docílily přechodu k úplné svobodě vzájemného obchodu, a aby proto dle možnosti zmírnily a zvolna odstranily omezení, která zatim jest třeba sachovati pro mimořádnost nynějších poměrů, shodují se všeobecně v tom, aby bylo vyhovováno co možná potřebám obchodu při provádění platných dovozních a vývozních zákazů a při udělování povolení na dovoz a vývoz zboží, jež jest podrobeno nějakému zákazu, a že budou, pokud lze, podporovati a ulehčovati liberální praxí obnovení pravidelných obchodních styků a čilé výměny zboží mezi oběma zeměmi.

2. Obě smluvní strany budou si čas od času oznamovati svá přání o udělování dovozních a vývozních povolení, aby mohly býti provedeny tyto zásady a aby mohlo býti zajištěno zachovávání postupu na základě vzájemnosti a zahájí vyjednávání o tom, v jakém dosahu by mohlo býti vyhověno těmto přáním bud' poskytnutím kontingentů pro dovoz neb vývoz jistého zboží, bud' udělováním jednotlivých povolení.

3. Obě smluvní strany přiznávají monopolním podnikům druhé strany právo volného nákupu sacharinu a sacharinových výrobků, jakož i surovin k výrobě sacharinu, pokud není těchto látek třeba pro vlastní monopolní podniky. Vývozní povolení k tomu potřebná budou obratem a hromadně udělena pro příslušné kontingenty tohoto zboží. Z tohoto vývozu nebudou vybírány zvláštní dávky, mimo to bude dovoz sacharinu a sacharinových surovin osvobozen od manipulačních poplatků. Rovněž bude osvobozen od celních a jiných poplatků dovoz státních uzavíracích pásek k úpravě monopolního zboží. Zároveň uvolňuje se obapolně průvoz sacharinu a sacharonivých výrobků, pokud jsou vyrobeny v podnicích monopolních obou smluvních stran.

4. Ustanovení odstavce 2. a 3. článku 9. nevztahují se na předměty monopolů.

3. Es besteht Einverständnis darüber, dass Durchfuhrsendungen, welche bei Inkrafttreten eines Verbotes nach Absatz 3 des Artikels 8 bereits in das Gebiet des Staates, der das Verbot erlassen hat, eingetreten sind, durch das Verbot nicht getroffen werden, sondern nach ihrem Bestimmungsort weitergeleitet werden sollen. Bei Erlöschen der Gültigkeit des Übereinkommens ist die noch vor diesem Zeitpunkte dem Frachtführer übergebene Ware an ihren Bestimmungsort zu leiten, auch wenn die tatsächliche Durchfuhr erst nach dem Zeitpunkt des Erlöschens des Übereinkommens erfolgt.

4. Leicht verderbliche Waren, welche im gebrochenen Verkehr durch das Gebiet eines der vertragschliessenden Teile durchgeführt werden, unterliegen der Behandlung als Durchfuhrsendungen nur, wenn sie binnen einer Frist die nach dem Grad der Verderblichkeit der Ware zu bemessen ist, jedoch zwei Monate vom Tage der Einlagerung an gerechnet nicht überschreiten soll, zur Ausfuhr gelangen. Die Frist von zwei Monaten wird entsprechend verlängert, wenn die Ausfuhr innerhalb dieser Frist ohne Verschulden des Verfügungsberechtigten nicht möglich ist.

5. Erdöl und Erdölprodukte, die aus einem Lande stammen, das einem der vertragschliessenden Teile ein Kontingent an diesen Waren zugestanden hat, soll zur Durchfuhr im gebrochenen Verkehr nur zugelassen werden, wenn des Herkunftsland sich vorher damit einverstanden erklärt hat, dass die im gebrochenen Verkehr eingelagerte Sendung bei nachgewiesener Wiederausfuhr nicht auf das Kontingent des Durchfuhrlandes angerechnet wird.

6. Die durch Artikel 4 des Weltpostvertrages von Rom für Briefsendungen und durch Artikel 2 des Postpaketvertrages von Rom für Pakete gewährleistete Durchgangsfreiheit bleibt unberührt.

Zu Artikel 9.

1. Von dem gleichmässigen Wunsche geleitet, möglichst bald den Übergang zur vollen Freiheit des gegenseitigen Handelsverkehres herbeizuführen und zu diesem Zwecke die Beschränkungen, die einstweilen mit Rücksicht auf die herrschenden ausserordentlichen Verhältnisse aufrechterhalten werden müssen, nach Möglichkeit zu mildern und allmählig zu beseitigen, kommen die vertragschliessenden Teile im allgemeinen überein, bei der Handhabung der bei ihnen bestehenden Ein- und Ausfuhrverbote und bei der Erteilung von Bewilligungen für die Ein- und Ausfuhr von Gütern, die einem Verbote unterliegen, den Bedürfnissen des Verkehres nach Möglichkeit Rechnung zu tragen und durch eine liberale Praxis die Wiederherstellung regelmässiger Handelsbeziehungen und eines lebhaften Warenaustauches zwischen den beiderseitigen Gebieten, soweit als tunlich zu fördern und zu erleichtern.

2. Um die Durchführung dieser Grundsätze und die Einhaltung eines der Gegenseitigkeit entsprechenden Vorgehens auf beiden Seiten sicherzustellen, werden die beiden vertragschliessenden Teile sich von Zeit zu Zeit ihre Wünsche hinsichtlich der Erteilung von Ein- und Ausfuhrbewilligungen bekannt geben, und in Verhandlungen darüber eintreten, in welchem Umfange diesen Wünschen, sei es durch Gewährung von Kontingenten für die Ein- oder Ausfuhr bestimmter Artikel, sei es durch die Erteilung von Einzelbewilligungen, Rechnung getragen werden kann.

3. Beide Teile gestehen den Monopolsbetrieben des anderen Teiles das Recht des freien Einkaufes von Sacharin und Sacharinprodukten sowie von Rohmaterialien zur Sacharinfabrikation zu, soweit diese Materialien nicht für den Bedarf der eigenen Monopolsbetriebe benötigt werden. Die hiezu erforderlichen Ausfuhrbewilligungen werden umgehend generell für die in Betracht kommenden Kontingente dieser Artikel erteilt werden. Diese Ausfuhr wird an die Einhebung besonderer Abgaben nicht gebunden sein ; die Ausfuhr von Sacharin und Sacharinprodukten wird überdies von der Einhebung einer Manipulationsgebühr befreit werden. Auch ist die Einfuhr der staatlichen Banderollen zum Zwecke der Adjustierung der Monopolswaren von Zoll- und anderen Abgaben befreit. Die Durchfuhr von Sacharin und Sacharinprodukten wird für die Erzeugnisse der Monopolsbetriebe beider Teile wechselseitig freigegeben.

4. Die Bestimmungen des Absatzes 2 und 3 des Artikels 9 finden auf Monopolsgegenstände keine Anwendung.

5. Vlády obou smluvních stran prohlašují ochotu činiti výjimky případ od případu podle stavu svých hospodářských poměrů z platících dovozních a vývozních zákazů, aby pohly býti dováženy suroviny a polotovary jedné strany do území strany druhé, aby tam byly zpracovány nebo zušlechtěny a po zpracování nebo zušlechtění opět vyvezeny do území, ze kterého tyto suroviny nebo polotovary přišly. Vyhražují si však stanoviti při tom podmínky, jichž je třeba, aby byl zajištěn zpětný vývoz nebo dovoz zušlechtěného zboží a aby bylo zabráněno, aby pod záminkou takového zušlecht'ovacího řízení nebylo používáno předmětů, podléhajících zákazům vývozu, jako surovin nebo polotovarů k výrobě zušlechtěného zboží a aby s nimi nebyly vyváženy. Celní předpisy obou stran o povolení bezcelného zušlecht'ovacího řízeni se tímto nemění.

6. Nové zákazy dovozní a vývozní neplatí pro zboží, jež bylo již odevzdáno k dopravě v den vyhlášení.

7. Obě vlády jsou ochotny zaručiti dovozním a vývozním povolením, vydaným podle platných předpisů po dobu jejich působnosti plnou účinnost, i kdyby vývozní a dovozní předpisy byly později změněny.

8. Udělené povolení může býti odvoláno :

a) Pokud ohrožuje důležité veřejné zájmy ;
b) Pokud ho bylo nabyto na základě nesprávných údajů nebo nepoctivě.

9. Zavedení nových nebo zvýšení již platných vývozních poplatků nebude míti vlivu na před tím udělená a dosud platná vývozní povolení ještě 6 neděl od doby, kdy ony poplatky nabudou platnosti. Po uplynutí 6 neděl platí udělené vývozní povolení jen ještě tehdy, jestliže v jednotlivých případech budou zaplaceny dodatečně poplatky nebo rozdíl mezi starým a novým poplatkem hodnoty zboží, které do tohoto okamžiku nebylo ještě vyvezeno.

10. Obě smluvní strany si vzájemně zaručují, že na návrh budou prodlužovati vývozní povolení již udělená, jichž nebude moci býti včas zcela nebo částečně použito z příčin, které, jak se prokáže, nebyly zaviněny stranou a budou-li tu ještě podmínky, za nichž byla dříve udělena, a není-li příčiny, která by odůvodňovala odvolání uděleného povolení. Prodloužení nebude nikterak odepřeno z toho důvodu, že byly snad zatím zavedeny nové vývozní předpisy.

11. Pokud pro udělení vývozního povolení jest rozhodná cena vývozního zboží, nemají zpravidla cenová ustanovení nebo nová cenová ustanovení žádného vlivu na ony smlouvy které byly uzavřeny před vydáním těchto cenových ustanovení nebo nových cenových ustanovení, bylo-li při uzavření smluv vyhověno tehdy platným ustanovením cenovým a bud'

a) Kupec již částečně splatil, nebo
b) Dodavatel plnil podle smlouvy, nebo
c) kupec již povolil náležité zvýšení ceny.

Tato zásadní ustanovení nevztahují se však na smlouvy, uzavřené před. 15. červencem 1919.

12. Jest shoda v tom, že ustanovení odstavce 4. článku 9. se nevztahují na lovecké zbraně a střelivo nebo psací straje, jež cestující vezou s sebou, pokud o tom platí v jednom z obou států zvláštní omezení. Za předměty osobní potřeby cestujících třeba jest také považovati potraviny, určené k spotřebě po cestě, v množství úměrném době cesty. Vždycky však bude možno brátí s sebou bez zvláštního povolení potravin na tři dny.

5. Die Regierungen der beiden vertragschliessenden Teile erklären sich bereit, fallweise nach Massgabe der eigenen wirtschaftlichen Verhältnisse Ausnahmen von den bestehenden Ein- und Ausfurverboten zu dem Zwecke zuzugestehen, dass Rohstoffe und Halbfabrikate aus dem Gebiete des einen Teiles in das des anderen gebracht werden, um daselbst verarbeitet oder veredelt und nach erfolgter Verarbeitung oder Veredlung wieder in das Gebiet zurückgeführt zu werden, aus dem die betreffenden Rohstoffe oder Halbfabrikate herrührten. Sie behalten sich jedoch vor, dabei die Bedingungen festzusetzen, welche notwendig sind, um die Rückausfuhr bezw. Rückeinfuhr der veredelten Ware zu gewährleisten und um zu verhüten, dass unter dem Vorwande eines solchen Veredlungsverkehres einem Ausfuhrverbot unterliegende Gegenstände als Roh- oder Hilfsstoffe für die Erzeugung der veredelten Ware verwendet und mit dieser ausgeführt werden. Die Bestimmungen der beiderseitigen Zollvorschriften über die Zulassung eines zollfreien Veredlungsverkehres bleiben hievon unberührt.

6. Neue Ein- und Ausfuhrverbote finden keine Anwendung auf Waren, die am Tage der Bekanntmachung bereits zur Beförderung aufgegeben waren.

7. Die beiden Regierungen sind bereit, den nach Massgabe der bestehenden Vorschriften erteilten Ein- und Ausfuhrbewilligungen für die Dauer ihrer Gültigkeit volle Wirksamkeit zu sichern, selbst wenn die erwähnten Ein- und Ausfuhrvorschriften nachträglich eine Änderung erfahren sollten.

8. Eine erteilte Bewilligung kann widerrufen werden :

a) Soferne sie dringende öffentliche Interessen gefährdet ;
b) Soferne sie auf Grund unrichtiger Angaben oder durch unlautere Mittel erlangt ist.

9. Die Einführung von Ausfuhrabgaben oder die Erhöhung bestehender Ausfuhrabgaben bleibt während eines Zeitraumes von sechs Wochen nach ihrem Inkrafttreten ohne Einfluss auf die vorher erteilten und noch gültigen Ausfuhrbewilligungen in Kraft. Nach Ablauf von 6 Wochen soll die erteilte Ausfuhrbewilligung nur dann noch gültig sein, wenn im einzelnen Falle die Abgabe oder der Unterschied zwischen der alten und der neuen Abgabe für den Wert der bis zu diesem Zeitpunkte noch nicht ausgeführten Waren nachträglich entrichtet wird.

10. Beide Teile sichern sich wechselseitig zu, dass, wenn aus Gründen, die nachweislich ausserhalb des Verschuldens der Parteien liegen, bereits erteilte Ausfuhrbewilligungen nicht rechtzeitig ganz oder teilweise ausgenützt werden konnten, auf Antrag einer Verlängerung der Bewilligung erfolgen wird, sofern die Voraussetzungen der erstmaligen Bewilligung noch fortbestehen und keiner der Gründe vorliegt, die einen Widerruf der erteilten Bewilligung rechtfertigen würde. In keinem Falle wird die Verlängerung lediglich aus dem Gesichtspunkte inzwischen neu eingeführter Ausfuhrvorschriften verweigert werden.

11. Soweit für die Frage der Erteilung von Ausfuhrbewilligungen die Preishöhe der Ausfuhrware entscheidend ist, werden die vor der Aufstellung von Preisbestimmungen oder von neuen Preisbestimmungen abgeschlossenen Verträge hievon in der Regel nicht berührt, wenn beim Abschlusse der Verträge den damals geltenden Preisbestimmungen Rechnung getragen worden ist und entweder :

a) Der Käufer bereits Anzahlungen geleistet hat oder
b) Der Lieferer bereits Leistungen aus dem Vertrage bewirkt hat oder
c) der Käufer bereits entsprechende Preiserhöhungen bewilligt hat.

Diese grundsätzlichen Bestimmungen finden jedoch auf Verträge, die vor dem 15. Juli 1919 abgeschlossen worden sind, keine Anwendung.

12. Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bestimmung des Absatzes 4 des Art. 9 auf von Reisenden mitgeführte Jagdwaffen, Jagdmunition oder Schreibmaschinen keine Anwendung findet, solange hiefür in einem der beiden Staaten besondere Beschränkungen bestehen. Als für den persönlichen Bedarf der Reisenden mitgeführte Gegenstände sind auch als Mundvorrat dienende Lebensmittel in einer der Reisedauer entsprechenden Menge zu betrachten, jedenfalls werden die einer dreitägigen Reisedauer angemessenen Verpflegsartikel ohne besondere Bewilligung mitgeführt werden können.

K článku 10.

1. Za další daň nebo dávku, spadající pod ustanovení článku 10., odstavce 1., nelze pokládati daň z obratu a daň luxusní, pokud nezatěžuje příslušníky druhé smluvní strany více, než-li vlastní.

2. Došlo k dohodě o tom, že na žádost strany lhůta k opětnému vývozu vzorků clu podléhajících, od obchodních cestujících s sebou vzatých, nebo jim napřed, nebo za nimi poslaných, stanoviti se má jedním rokem.

3. Zboží z drahých kovů, které od obchodních cestujících pouze jako vzorky k ukazování se dováží v příchodném záznamovém řízení na celní zajištění a tudíž do volného prodeje přejíti nesmí, budiž na žádost sproštěno puncovní povinnosti, bude-li dáno přiměřené zajištění, které propadá, nebudou-li vzorky v dané lhůtě opět vyvezeny.

K článku 11.

Dobytek, který bude na trhy druhé smluvní strany doveden a odtamtud zpět neprodán odváděn, bude s obou stran odbavován, pokud možno s největšími úlevami. Ku zjištění totožnosti bude pravidlem pokládáno za dostatečné, bude-li dobytek označen podle druhu, počtu a barvy, s uvedením případných zvláštních znamení.

K článku 15.

(odstavec 2, lit. b).

Obě vlády shodly se na tom, aby byla rovna podmínce « podání v určitém místě » podmínka, že nutno dopraviti zboží k výpravně povozem, vlečkami (na přípojných soukromých kolejích), drobnými drahami nebo po určitých železničních cestách. Toto ustanovení neplatí pro překladištní dopravu z lodi na dráhu, již sprostředkuje vlečka.

K článku 16.

1. Shoda je v tom, že jest, pokud není jiných ujednání mezi správami drah, zásadně směrodatným pro rozhodování otázky, zda je potřebí přímých tarifních sazeb v rámci platných tarifů pro dopravu osob a nákladů, uznání té železniční správy, která návrh podává. Ta však musí řádně odůvodniti tuto potřebu.

2. Obě vlády shodly se dále v tom, že při pořizování přímých tarifů má býti, pokud možno, brán zřetel k počítání dovozného, jak vyplývá z lomeného vypravení.

K článku 21.

Obě smluvní strany se shodly, že vstoupí pokud možno nejdříve ve vyjednávání o dohodě ve věci úpravy vzájemné dopravy letecké.

Zu Artikel 10.

1. Als eine unter die Bestimmung des Art. 10, Absatz 1, fallende weitere Steuer oder Abgabe ist die Warenumsatz- und Luxussteuer nicht anzusehen, soweit sie die Angehörigen des anderen vertragschliessenden Teiles nicht stärker belastet, als die eigenen Angehörigen.

2. Es besteht Einverständnis darüber, dass auf Verlangen der Partei die Frist für die Wiederausfuhr der von Handlungsreisenden mitgeführten oder ihnen voraus oder nachgesandten zollpflichtigen Muster mit einem Jahr zu bemessen ist.

3. Edelmetallwaren, die von Handlungsreisenden lediglich als Muster zum Zwecke des Vorzeigens im Eingangsvormerkverfahren gegen Zollsicherstellung eingeführt werden und daher nicht in den freien Verkehr übergehen dürfen, sind auf Verlangen vom Punzierungszwange zu befreien, wenn entsprechende Sicherstellung geleistet wird, die im Falle des nichtfristgemässen Wiederaustrittes der Muster verfällt.

Zu Artikel 11.

Hinsichtlich des Viehes, das auf Märkte in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teiles gebracht und unverkauft von dort zurückgeführt wird, findet beiderseits eine möglichst erleichterte Abfertigung statt. Zur Feststellung der Nämlichkeit wird in der Regel die Bezeichnung des Viehes nach Gattung, Stückzahl und Farbe unter Angabe etwaiger besonderer Merkmale als genügend angesehen.

Zu Artikel 15.

(Absatz 2, lit. b).

Die beiden Regierungen sind darüber einig, dass der Bedingung der « Aufgabe am Orte » die Bedingung der Anfuhr eines Gutes zur Abfertigungsstelle mit Landfuhrwerk, mit Schleppbahnen (auf Privatanschlussgeleisen), mit Kleinbahnen oder auf bestimmten Eisenbahnwegen gleichzuhalten ist. Auf den Umschlagverkehr von Schiff zur Bahn durch Vermittlung einer Schleppbahn findet diese Bestimmung keine Anwendung.

Zu Artikel 16.

1. Es besteht Einverständnis darüber, dass solange zwischen den Eisenbahnverwaltungen nicht andere Vereinbarungen getroffen sind, für die Entscheidung der Frage, ob ein Bedürfnis für die Erstellung durchgehender Tarifsätze im Rahmen bestehender Tarife für den Personen- und Güterverkehr vorliegt, grundsätzlich das Ermessen der antragstellenden Eisenbahnverwaltung massgebend ist, die jedoch dieses Bedürfnis entsprechend zu begründen hat.

2. Die beiden Regierungen sind ferner darüber einig, dass bei der Erstellung durchgehender Tarife der bei gebrochener Abfertigung sich ergebenden Frachtberechnung tunlichst Rechnung getragen werden wird.

Zu Artikel 21.

Die vertragschliessenden Teile kommen überein, sobald als tunlich, in Verhandlungen über den Abschluss eines Abkommens betreffend die Regelung des gegenseitigen Luftverkehres einzutreten.

K článku 25.

Jest shoda v tom, že rozhodčí soud mohou svolati jenom obě vlády a nikoli podřízené úřady, nebo soukromníci, jakož i že rozhodčí soud má býti svolán teprve tehdy, jestliže se nepodařilo rozpor rozřešiti diplomatickou cestou.

Sepsáno v Praze, dne 4. května roku tisícíhodevítistéhodvacátéhoprvého.

Za Československou republiku :

(L. S.) Dr. HOTOWETZ v. r.
(L. S.) Dr. V. SCHUSTER v. r.

Příloha a) k článku 12.

ÚLEVY V POHRANIČNÍM STYKU.

Aby usnadněn byl vzájemný styk v pohraničních pásmech bylo smluveno toto :

a) Za pohraniční pásma uznávají se územní části, ležící po obou stranáchs polečné celní hranice, jichž podrobnější určení zůstává vyhraženo oběma vládám. Síře pohraničního pásma nemá však na žádném místě přesahovati 15 km.

b) Ve vzájemném dovozním styku jsou osvobozeny od dávek s výhradou, že tato výhoda může býti nařízením místně omezena nebo zrušena, kdyby se jí zneužívalo :

Maso dobytčí, čerstvé nebo jednoduše připravené, v množství nepřesahujícím 2 kg,
mlynářské výrobky z obilí nebo luštěnin v množství nepřesahujícím 3 kg,

obyčejný chléb a pečivo v množství nepřesahujícím 3 kg, pokud se toto zboží nedováží pohraničnímu obyvatelstvu poštou.

c) Celní osvobození přiznává se pro pytle a jiné obaly, v nichž se přepravuje zboží ve styku pohraničním z jednoho pohraničního pásma do sousedního, a jež se z tohoto pásma dopravují zpět prázdné po téže cestě.

d) Bez povolení politického úřadu lze dovážeti a bezcelně odbavovati připravená léčiva, která přinášejí pohraniční obyvatelé v malých dávkách přiměřených poměrům odběratele ze sousedních lékáren na předpisy lékařů, k provozování praxe oprávněných. U jednoduchých, medicinálním účelům sloužících drogů a u jednoduchých pharmaceutických a chemických přípravků, které na obalu mají přesné a jasné pharmaceutické označení a podle platných ustanovení příslušného území smějí se volně prodávati, nežádá se nad to též, aby byl předložen lékařský předpis.

e) Ve vzájemném styku pohraničním smí se též po vedlejších cestách přes hranici přepravovati tam, kde jest to podle místních poměrů záhodno a přípustno, toto zboží, pokud jest osvobozeno od cla, budou-li ovšem zachovávány příslušné předpisy :

Zu Artikel 25.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Einberufung des Schiedsgerichtes nur durch die beiderseitigen Regierungen und nicht durch untergeordnete Behörden oder Private erfolgen kann, sowie, dass die Einberufung des Schiedsgerichtes erst stattfinden soll, wenn die einverständliche Lösung der Meinungsverschiedenheit auf diplomatischem Wege erfolglos versucht worden ist.

So geschehen zu Prag, am 4. Mai, tausendneunhunderteinundzwanzig.

Für die Republik Österreich :

(L. S.) RIEDL v. r.

Anlage a) zu Artikel 12.

ERLEICHTERUNGEN IM GRENZVERKEHRE.

Zur Erleichterung des gegenseitigen Verkehres in den Grenzbezirken werden nachstehende Vereinbarungen getroffen :

a) Als Grenzbezirke werden die auf beiden Seiten der gemeinschaftlichen Zollgrenze gelegenen Gebietsteile anerkannt, deren nähere Festsetzung den beiden Regierungen vorbehalten bleibt. Doch soll die Breite der Grenzzone 15 km nicht überschreiten.

b) Im beiderseitigen Einfuhrverkehr sind vorbehaltlich der im Falle eines Missbrauches örtlich anzuordnenden Beschränkung oder Aufhebung dieser Vergünstigung abgabefrei zu lassen :

Fleisch von Vieh, frisch oder einfach zubereitet, in Mengen von nicht mehr als 2 kg,

Müllereierzeugnisse aus Getreide oder Hülsenfrüchten in Mengen von nicht mehr als 3 kg,

gewöhnliches Brot und Backwerk in Mengen von nicht mehr als 3 kg, insoweit diese Waren für Grenzbewohner nicht mit der Post eingehen.

c) Die Zollfreiheit wird zugestanden für Säcke und andere Umschliessungen, in denen im Verkehre der Grenzbezirke vorkommende Waren aus einem Grenzbezirk in den jenseitigen verbracht und die von dort leer auf dem nämlichen Wege zurückgeführt werden.

d) Zubereitete Arzneiwaren, die Grenzbewohner gegen Rezepte von zur Ausübung der Praxis berechtigten Ärzten in den Verhältnissen der Beziehenden entsprechenden, kleinen Mengen aus benachbarten Apotheken holen, dürfen auch ohne Bewilligung der politischen Behörde eingebracht und zollfrei abgefertigt werden. Bei einfachen, zu Medizinalzwecken dienenden Drogen und einfachen pharmazeutischen und chemischen Präparaten, die auf der Umhüllung eine genaue und deutliche pharmazeutische Bezeichnung tragen und nach den in dem betreffenden Gebiete geltenden Bestimmungen im Handverkaufe verabreicht werden dürfen, wird überdies von dem Erfordernis der Beibringung von Rezepten abgesehen.

e) Im gegenseitigen Verkehr der Grenzbezirke dürfen, wo die örtlichen Verhältnisse dies wünschenswert und zulässig erscheinen lassen, erforderlichenfalls unter entsprechenden Vorkehrungen folgende Waren, insolange sie die Zollfreiheit geniessen, auch auf Nebenwegen über die Grenze gebracht werden :

přírodní a umělá hnojiva, stonkový len a stonkové konopí, zelená a syrová píce (pícniny, seno, sláma, řezanka), lesní stelivo, mech, sítí, mléko, obyčejný stavební písek, oblázky, smirek v kusech, obyčejná hlína a obyčejná hlína hrnčířská, palivové dříví a uhlí (oba tyto druhy pro vlastní potřebu pohraničního obyvatelstva), rašelina, slatina, surová hubka dubová.

f) Jsou-li hospodářské podniky nebo jiné usedlosti hranicí přet'aty nebo rozděleny, nesmí se překážeti nebo brániti nerušenému provozování hospodářství z důvodů hranice a ustanovení s ní souvisejících. Zejména může se přepravovati beze cla na přirozených přechodech přes průsečnou hranici z jedné části usedlosti na druhou hospodářský dobytek a hospodářské nářadí k usedlostem patřící, osivo potřebné k obdělání polí plodinami a výrobky získané na nich obděláváním pozemků a chovem dobytka.

g) Pohraniční obyvatelé, kteří hodlají vykonávati polní práce v sousedním pohraničním pásmu na vlastních nebo najatých pozemcích, lukách, nebo jinakých pozemcích — avšak jen v blízkosti svého bydliště — mohou přepravovati beze cla přes hranici dobytek a nářadí, potřebné k těmto pracím, potřebné osivo a polní plodiny na obdělávaných pozemcích získané. Přeprava přes hranici může se díti též po vedlejších cestách, vyžadují-li toho místní poměry nebo způsob vykonávaných prací, jestliže pohraniční obyvatelé řídí se předpisy vydanými k ochraně celního důchodku a vracejí-li se ze sousedního pohraničního pásma téhož dne.

h) 1. Dobytek vyháněný na pastvu do sousedního pohraničního pásma nebo odtamtud se vracející je beze cla, zjistí-li se totožnost. Produkty tohoto dobytka jako mléko, máslo, sýr, vlna a mladý dobytek v tom čase přibylý, smí se beze cla zpět dopraviti ve množství, přiměřeném počtu dobytka a době pastvy. Dohoda uvedená v druhé větě odstavce *g)* co do přepravy po vedlejších cestách platí i tenkráte, nevrací-li se dobytek zpět ještě téhož dne, kterého byl vyhnán.

2. Celní správy obou stran určí podle potřebí množství soli, mouky a chleba, jež se smí rovněž bez dávek přepraviti pohraničním obyvatelstvem ke spotřebě za pastvy na jejich pastviny, ležící v sousedním pohraničním pásmu.

i) S výhradou celního zajištění předepsaného pro záznamní řízení budou cla prosty :

Dobytek k vážení a k přechodné práci, jakož i hospodářské stroje a nářadí k přechodnému použití.

k) 1. Obilí, olejnatá semena, konopí, len, dříví, třísło a podobné zemědělské výrobky, které pohraniční obyvatelé přepravují k semletí, roztlučení, rozřezání, tření a podobnému zpracování do sousedního pohraničního pásma a zpracované zpět dovážejí, budou v dovozu i vývozu beze cla za podmínek stanovených pro řízení zušlecht'ovací, nebo na přiměřenou celní jistotu, budou-li toho vyžadovati ohledy na místní poměry.

2. Množství výrobků, jež smějí býti zpět dovezeny za suroviny aneb opětně musí býti vyvezeny, bud'též — ukáže-li se toho potřeba — stanoveny vzájemnou dohodou celních správ.

l) Aby se ulehčil vzájemný styk pohraničního obyvatelstva s předměty vlastní spotřeby, jež se přepravují z jednoho pohraničního pásma do sousedního k opravě nebo řemeslnému zpracování a zpět se dovážejí, zmocní obě strany (smluvní) pohraniční celní úřady, aby takové styky v obou směrech dovolily. Za řemeslné zpracování pokládá se též domácká práce ve mzdě. Řemeslné zpracování u příze a tkanin

Natürliche und künstliche Düngemittel, Flachs und Hanf in Stengeln, Grün- und Rauhfutter (Futterkräuter, Heu, Stroh, Häckerling), Waldstreu, Moos, Binsen, Milch, gemeiner Bausand, Kieselsteine, Schmirgel in Stücken, gemeine Ton- und Töpfererde, Brennholz und Kohle (diese beiden für den eigenen Bedarf der Grenzbewohner-), Torf, Moorerde, roher Feuerschwamm.

f) Werden landwirtschaftliche Betriebe oder andere Besitzungen von der Grenze durchschnitten oder getrennt, so darf die ungestörte Weiterführung der Wirtschaft durch die Grenze und die damit zusammenhängenden Bestimmungen nicht erschwert oder verhindert werden. Insbesondere können das zu den Besitzungen gehörige Wirtschaftsvieh und Wirtschaftsgerät, die zu ihrer Bestellung mit Feldfrüchten erforderliche Aussaat und die auf ihnen gewonnenen Erzeugnisse des Ackerbaues und der Viehzucht zollfrei an den natürlichen Übergangspunkten über die durchschneidende Grenze von einem Teile der Besitzung zum anderen gebracht werden.

g) Die Grenzbewohner, die im jenseitigen Grenzbezirk auf eigenen oder gepachteten Äckern oder Wiesen oder sonst, jedoch nur in der Nähe ihres Wohnortes, Feld arbeiten zu verrichten haben, können das für diese Arbeiten erforderliche Vieh und Gerät, die erforderliche Aussaat und die auf den bearbeiteten Grundstücken gewonnenen Feldfrüchte zollfrei über die Grenze bringen. Die Verbringung über die Grenze kann auch auf Nebenwegen erfolgen, wenn die erforderlichen Verhältnisse oder die Art der zu verrichtenden Arbeiten es als notwendig erscheinen lassen, die zur Zollsicherung getroffenen Anordnungen befolgt werden und der Grenzbewohner aus dem jenseitigen Grenzbezirke an demselben Tage zurückkehrt, an dem er ihn betreten hat.

h) 1. Vieh, das auf Weiden nach dem jenseitigen Grenzbezirke getrieben wird, oder von dort zurückkommt, bleibt zollfrei, wenn die Nämlichkeit sichergestellt ist. Die Erzeugnisse von solchem Vieh, wie Milch, Butter, Käse, Wolle und das in der Zwischenzeit zuwachsende junge Vieh, dürfen in einer der Stückzahl des Viehes und der Weidezeit angemessenen Menge zollfrei zurückgeführt werden. Die Vereinbarung unter *g)* Satz 2 findet mit der Massgabe Anwendung, dass die Einbringung auf Nebenwegen auch dann zulässig ist, wenn die Wiedereinfuhr des Viehes nicht schon am Tage seiner Ausfuhr stattfindet.

2. Die nach Massgabe des Bedürfnisses von den beiderseitigen Zollverwaltungen festzusetzenden Mengen an Salz, Mehl und Brot, die von den Grenzbewohnern zum Verbrauch während der Weidezeit auf ihre im jenseitigen Grenzbezirke gelegenen Weiden verbracht werden, bleiben ebenfalls abgabefrei.

i) Unter Vorbehalt der für das Vormerkverfahren vorgeschriebenen Zollsicherung werden zollfrei gelassen :

Vieh zum Verwiegen und zur vorübergehenden Arbeit, sowie landwirtschaftliche Maschinen und Geräte zur vorübergehenden Benützung.

k) 1. Getreide, Ölsamen, Hanf, Lein, Holz, Lohe und ähnliche landwirtschaftliche Erzeugnisse, die von Grenzbewohnern zum Vermahlen, Stampfen, Schneiden, Reiben oder dergleichen in den jenseitigen Grenzbezirk verbracht und in verarbeitetem Zustande zurückgeführt werden, bleiben unter den für den Veredlungsverkehr vorgeschriebenen Bedingungen oder, wenn berücksichtigungswerte örtliche Verhältnisse dafür sprechen, unter entsprechender Zollsicherung in der Ein- und Ausfuhr zollfrei.

2. Die Mengen der Erzeugnisse, die an Stelle der Rohstoffe wieder eingeführt werden dürfen oder wieder ausgeführt werden müssen, sind erforderlichenfalls von den beiderseitigen Zollverwaltungen im Einvernehmen festzusetzen.

l) Zur Erleichterung des Verkehres der beiderseitigen Grenzbewohner mit Gegenständen des eigenen Bedarfes, die zur Ausbesserung oder zur handwerkmässigen Bearbeitung aus einem Grenzbezirke in den gegenüberliegenden verbracht werden und zurückkommen, werden die beiderseitigen Grenzzollämter ermächtigt werden, solche Verkehre in beiden Richtungen zuzulassen. Der handwerkmässigen Bearbeitung ist

může záležeti též v barvení. Zhotovují-li se oděvy z přinesených látek, vztahuje se celní osvobození též na pomůcky použité při shotovování.

m) 1. Pohraniční obyvatelé, kteří v podnicích hospodářských a lesních sousedního pohraničního pásma, avšak jen v blízkosti svých obydlí, konají dočasně práce polní nebo jiné rolnické a lesní na základě uzavřených smluv služebních, mohou bez překážky přestupovati celní hranici po vedlejších cestách, jestliže se pravidelně alespoň před uplynutím šestého dne po vstupu do pracovního místa vracejí ze sousedního pásma do svého bydliště a zachovávají úřední předpise, vydané pro takové případy k ochraně celního důchodku. Tito obyvatelé mohou beze cla a jakýchkoli dávek přes hranici přenášeti nářadí k práci potřebné, dále výdělek peněžní a naturální (deputátní) mzdu, jakož i předměty vlastní potřeby, jež jim opatřil zaměstnavatel na místě části mzdy (na př. boty a jiné části oděvní).

2. Pokrmy pro takové dělníky, připravené v jejich bydlišti, mohou jim býti rovněž beze cla donášeny v předpokladu, že se posel vrátí ze sousedního pásma ještě téhož dne, kterého do něho vstoupil.

n) Osvobození pohraničního obyvatelstva od pasů a vidování, zavedená zvláštními dohodami pro přestup hranice, zůstávají v platnosti.

o) 1. Lékaři, zvěrolékaři a porodní asistentky v pohraničním pásmu sídlící, mohou vykonávati svoje povolání též v sousedním pohraničním pásmu. Dovoluje se jim, jsouli opatřeni zvláštní legitimací, u vykonávání svého povolání překročovati hranici i na kolech nebo motorových kolech bez ohledu na denní dobu a též po vedlejších cestách bez dostavení se k celnímu úřadu. O bližších nařízeních ohledně této úlevy dohodnou se vzájemně obě celní správy.

2. Podávati léky s sebou přinesené je dovoleno jen v nebezpečí života.

3. Tato ustanovení platí jako předběžná dohoda a budou nahražena konečnou úmluvou o připuštění osob sanitních k výkonu jich povolání na území druhého státu.

p) Platné zákazy dovozní a vývozní (článek 9., odstavec 1. c) nevztahují se na styky povolené pod body c, d, f, g, h, i, k, l a m.

q) 1. V pohraničním styku smějí pohraniční obyvatelé s sebou bráti malé dávky zboží denní potřeby, pro něž by jinak bylo potřebí povolení (článek 9., odstavec 1 c), jestliže lze předpokládati podle druhu zboží a stavu pohraničního obyvatele, že zboží jest určeno zřejmě pro vlastní potřebu a nikoli pro obchod.

2. Množství potravin důležitějších sem náležejících sdělí se celním úřadům od případu k případu.

r) Úpravou pohraničního styku nejsou ostatně nikterak dotčena opatření obou států, omezující volný obchod a nemění se jí předpisy o státním obhospodařování určitých výrobků. Pohraničním obyvatelům jednoho státu nesmí však vzejíti odváděcí povinnost vůči státu druhému z důvodu, že hospodaří na jednotlivých pozemcích v tomto státu.

s) Československá republika povolí pro přepravní styk obyvatel oněch rakouských obcí, které leží v bezprostřední blízkosti území u Valčic, jež bylo odstoupeno mírovou (státní) smlouvou St. Germainskou ze dne 10. září 1919 Československé republice, všechny úlevy srovnatelné s ochranou československých celních zájmů. V tomto styku použije se celních kontrol, smluvených mezi oběma celními správami. Přes-

die häusliche Lohnarbeit gleichzustellen. Die handwerksmässige Bearbeitung darf bei Garnen und Geweben auch im Färben bestehen. Im Bearbeitungsverkehr mit Stoffen zur Herstellung von Kleidungsstücken erstreckt sich die Zollfreiheit auch auf die bei der Herstellung verwendeten Zutaten.

m) 1. Grenzbewohner, welche in land- und forstwirtschaftlichen Betrieben des jenseitigen Grenzbezirkes, jedoch nur in der Nähe ihres Wohnortes auf Grund abgeschlossener Dienstverträge zeitweilig feld- oder andere land- und forstwirtschaftliche Handarbeiten verrichten, können wenn sie aus dem jenseitigen Grenzbezirke spätestens vor Ablauf des sechsten Tages nach Betreten des Arbeitsortes in ihren Wohnort regelmässig zurückkehren, bei Beobachtung der zur Zollsicherung in derlei Fällen getroffenen behördlichen Anordnungen ungehindert die Zollgrenze auch auf Nebenwegen überschreiten und die zur Arbeit erforderlichen Geräte, ferner den ins Verdienen gebrachten Geld- und Natural- (Deputat) Lohn, wie auch die als Teil der Entlohnung von ihrem Arbeitgeber nachweislich für sie angeschafften Gegenstände des eigenen Bedarfes (z. B. Schuhe und andere Bekleidungsstücke) zoll- und abgabefrei über die Grenze bringen.

2. Die für solche Arbeiter in ihrem Wohnorte zubereiteten Speisen können ihnen über die Grenze ebenfalls zollfrei zugetragen werden vorausgesetzt, dass der Zuträger noch an demselben Tage, an dem er den jenseitigen Grenzbezirk betreten hat, zurückkehrt.

n) Bei der auf Grund besonderer Vereinbarungen für den Grenzübertritt der Grenzbewohner eingeführten Befreiung vom Pass- und Visumszwang behält es sein Bewenden.

o) 1. Die im Grenzbezirke ansässigen Ärzte, Tierärzte und Hebammen können ihren Beruf auch im jenseitigen Grenzbezirke ausüben. Sie dürfen, wenn sie mit besonderen Legitimationskarten ausgestattet sind, in Ausübung ihres Berufes auch mit Fahrrädern oder Motorfahrrädern die Grenze ohne jeweilige Stellung zu einem Zollamte auch auf Nebenwegen und ohne Beschränkung auf die Tageszeit überschreiten. Nähere Anordnungen bezüglich dieser Erleichterung werden die beiderseitigen Zollverwaltungen im Einvernehmen treffen.

2. Die Verabreichung von mitgebrachten Arzneien ist nur im Falle drohender Lebensgefahr gestattet.

3. Diese Bestimmungen gelten als vorläufige Vereinbarungen und sollen durch ein endgültiges Abkommen über die Zulassung von Sanitätspersonen zur Ausübung ihres Berufes in den Gebieten des anderen Staates ersetzt werden.

p) Bestehende Ein- und Ausfuhrverbote (Art. 9, Absatz 1. lit. c) finden auf den in den Punkten c, d, f, g, h, i, k, l und m) zugelassenen Verkehr keine Anwendung.

q) 1. Im Grenzwerkehr dürfen geringe Mengen von sonst an eine Bewilligung (Artikel 9) Absatz 1, lit. c) gebundene Waren des täglichen Bedarfes mitgeführt werden, wenn nach der Art der Ware und dem Stande des Grenzbewohners anzunehmen ist, dass sie offensichtlich für den eigenen Gebrauch und nicht für den Handel bestimmt sind.

2. Die Mengen der hierunter fallenden wichtigeren Lebensmittel werden den Zollämtern fallweise bekanntgegeben werden.

r) Im übrigen sollen durch die für den Grenzverkehr getroffenen Regelungen die in beiden Staaten bestehenden Einschränkungen der Verkehrfreiheit, sowie die Vorschriften über die staatliche Bewirtschaftung bestimmter Erzeugnisse nicht berührt werden. Es soll aber den Grenzbewohnern des einen Staates aus dem Umstande, dass sie einzelne Grundstücke auf dem Gebiete des anderen Staates bewirtschaften, eine Ablieferungspflicht zu Gunsten dieses Staates nicht erwachsen.

s) Die Tschechoslowakische Republik wird für den Durchzugsverkehr der Bewohner jener österreichischen Gemeinden, die in der unmittelbaren Nähe des durch den Friedens-(Staats) Vertrag von St. Germain vom 10. September 1919 an die Tchechoslowakische Republik abgetretenen Gebietes um Feldsberg liegen, jede mit dem Schutze des tschechoslowakischen Zollinteresses verträgliche Erleichterung gewähren

tup hranice v tomto styku bude dovolen na oněch bodech, o nichž se dohodly obě celní správy.

t) Zvláštní úmluvy o pohraničním styku mezi Moravsko-dyjským trojúhelníkem a sousedícím rakouským územím obsaženy jsou v dohodě mezi republikou Československou a Rakouskou o vedení hranice Československo-rakouské a o různých s tím souvisejících otázkách, podepsané v Praze dne 10. března 1921. [1]

Příloha b) k článku 12.

ÚMLUVA.

vzájemné podpory při celním odbavování, při zamezování, stíhání a trestání přestupků celních předpisů a vzájemné právní pomoci v celních trestních záležitostech.

§ 1.

1. Smluvní strany budou si dle následujících ustanovení poskytovati vzájemnou pomoc při celním odbavování, při zamezování, stíhání a trestání přestupků celních předpisů a právní pomoc při provádění celního trestního řízení.

2. Každá smluvní strana zaváže své celní úřady a zřízence, aby dbali celních zákonů a předpisů, zákazů dovozních, vývozních a průvozních a předpisů statistiky zahraničního obchodu druhé strany.

I.

VZÁJEMNÁ PODPORA PŘI CELNÍM ODBAVOVÁNÍ.

§ 2.

1. Celní úřady na společné hranici dovolí kdykoliv ve svých úředních místnostech vrchmín úředníkům protilehlých pohraničních celních úřadů nahlédání do svých knih, vedených o pohybu zboží, do příloh a statistických ohlášek. Kromě toho mohou představené úřady po předchozím sdělení vyslati za tímto účelem zvláštní úředníky.

2. Na přání budou navzájem sdělována všechna vysvětlení o vedení pokladen, knih a o statistice v obou celních územích.

§ 3.

1. Každá smluvní strana se zavazuje dovoliti vývoz zboží do území druhé strany pouze na celní silnici, vedoucí k vstupnímu úřadu, vybavenému dostatečnou pravomocí, a to v takovou dobu denní, že zboží dle předpokladu dojde k protějšímu úřadu ještě v úředních hodinách.

2. Celní cesty a úřední hodiny budou pro společnou hranici dohodou souhlasně určeny a budou oznámena ulehčení, poskytnutá při přechodu hranic.

[1] Vol. IX, page 357 de ce Recueil.

Auf diesen Verkehr werden die zwischen den beiden Zollverwaltungen vereinbarten Zollkontrollen angewendet werden. Der Grenzübertritt in diesem Verkehr wird an jenen Punkten zugelassen, über die sich die beiden Zollverwaltungen geeinigt haben.

t) Die besonderen Abmachungen über den Grenzverkehr zwischen dem March-Thaya-Dreieck und dem daran angrenzenden österreichischen Gebiet sind in dem zu Prag am 10. März 1921 unterzeichneten Uebereinkommen[1] zwischen der Tschechoslowakischen Republik und der Republik Oesterreich betreffend die Führung der tschechoslowakisch-österreichischen Grenze und verschiedene damit zusammenhängende Fragen enthalten.

Anlage b) zu Artikel 12.

UEBEREINKOMMEN

zur gegenseitigen Unterstützung bei der Zollabfertigung, zur Verhütung, Verfolgung und Bestrafung von Uebertretungen der Zollvorschriften und zur gegenseitigen Rechtshilfe in Zollstrafsachen.

§ 1.

1. Die vertragschliessenden Teile werden einander nach den folgenden Bestimmungen bei der Zollabfertigung, sowie bei Verhütung, Verfolgung und Bestrafung von Uebertretungen der Zollvorschriften unterstützen und bei der Durchführung des Zollstrafverfahrens Rechtshilfe leisten

2. Jeder der vertragschliessenden Teile wird seine Zollbehörden und Angestellten verpflichten, die auf das Zollwesen bezüglichen Gesetze und Vorschriften des anderen Teiles einschliesslich der Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote, sowie die Vorschriften über die Statistik des Warenverkehres wahrzunehmen.

I.

WECHSELSEITIGE UNTERSTÜTZUNG BEI DER ZOLLABFERTIGUNG.

§ 2.

1. Die Zollstellen an der gemeinsamen Grenze werden den oberen Beamten der gegenüberliegenden Grenzzollstellen die Einsicht ihrer Bücher über den Warenverkehr nebst Belegen und statistischen Anmeldungen jederzeit an der Amtsstelle gestatten. Ausserdem können die vorgesetzten Behörden zu diesem Zwecke besondere Beamte nach vorheriger Mitteilung entsenden.

2. Über die Kassen- und Buchführung, sowie die Statistik in beiden Zollgebieten werden gegenseitig alle gewünschten Aufklärungen erteilt werden.

§ 3.

1. Jeder der vertragschliessenden Teile ist verpflichtet, Waren in das Gebiet des anderen Teiles nur auf einer Zollstrasse nach einem mit ausreichenden Befugnissen versehenen Eingangsamt und nur zu solchen Tageszeiten austreten zu lassen, dass sie beim jenseitigen Amt voraussichtlich noch während der Amtsstunden eintreffen.

2. Die Zollstrassen und Amtsstunden werden an der gemeinsamen Grenze im Wege der Vereinbarung übereinstimmend festgesetzt und die hinsichtlich des Grenzübertrittes gewährten Erleichterungen mitgeteilt werden.

[1] Vol. IX, page 357 of this Series.

§ 4.

1. Na železnicích veřejné dopravy dovoluje se přeprava osob, zboží a zavazadel přes celní hranici ve dne i v noci.

2. Železnice jest zavázána oznamovati nejdéle 8 dní před účinností jízdní řády všech vlaků, přejíždějících hranici a každou jejich změnu celním úřadům a odbočkám, zřízeným na nádražích. Železničním celním úřadům nutno pokud možná nejdříve oznamovati též větší zpoždění vlaků jejich odřeknutí, jakož i jízdu svláštních vlaků a jednotlivých lokomotiv.

§ 5.

1. Obě strany zařídí, aby ve vzájemné železniční přepravě byly zásilky zboží provázeny původními prohláškami, jež budou doručeny celnímu úřadu druhé strany.

2. Při příjezdu každého vlaku, jenž kromě služebního vozu poveze naložené vozy, jest povinna železnice, obstarávající dopravu přes hranici, doručiti celnímu úřadu druhé strany vlakovou listinu dle vzoru a).

3. Celním úřadům, ležícím na území druhé strany, nutno před odjezdem každého vlaku, vezoucího kromě služebního vozu naložené vozy do sousedního státu, doručiti vlakový lístek dle vzoru b).

4. Jiných celních průvodních papírů pro sousední stát železnice nevyhotovuje.

§ 6.

1. K zajištění celního důchodku budou obě strany navzájem celně poukazovati zboží, jež nepochází z volného obchodu jejich území jako takové se zjištěním jeho původu a země, odkud došlo. Při tom budou uznávány použité celní uzávěry jako vlastní (§ 11.) a pohraniční celní úřady obou stran mohou se, pakliže jde o poukázání na vnitrozemský celní úřad, omeziti na pouhé orazítkování průvodních papírů. Průvodní papíry vyřídí v těchto případech úřad, jemuž bylo zboží poukázáno.

2. Na hranicích, kde jsou bezprostřední spojení kolejová a kde přecházejí vozidla, budou smluvní strany propouštěti zboží, jež dochází ve vozech způsobilých k uzavření dle předpisů a v týchž vozech dopravuje se do některého místa vnitrozemského, v němž jest celní úřad oprávněný k odbavení, bez skládání a prohlídky na hranici, jakož i bez kusové uzávěry, je-li toto zboží řádně ke vstupu ohlášeno.

3. Zboží, jež se v železničních vozech, způsobilých k uzavření dle předpisů, vyváží přes území jedné smluvní strany, anebo se provází do území druhé strany bez překládání, jest osvobozeno od složení a prohlídky, jakož i od kusové uzávěry jak ve vnitrozemí, tak i na hranici, pakliže bylo k průvozu řádně ohlášeno.

4. Provádění přechozích ustanovení jest však podmíněno tím, že se súčastněným železničním správám uloží povinnost dbáti o včasný příjezd vozů s neporušenou uzávěrou k odbavovacímu úřadu vnitrozemskému anebo výstupnímu.

5. Od složení a zvážení jest zpravidla osvobozeno též claprosté zboží, jež se odbavuje u pohraničních celních úřadů, dá-li se celní prohlídka provésti bez složení.

6. Ulehčení podle odstavců 2. a 3. jsou přípustna výjimečně též v případě, že zboží bylo pod celním dohledem přeloženo (z vozu do vozu), aniž by při tom musilo býti provedeno řádné celní

§ 4.

1. Auf den dem öffentlichen Verkehre dienenden Eisenbahnen ist die Beförderung von Personen, Gütern und Gepäck über die Zollgrenze bei Tag und Nacht gestattet.

2. Die Eisenbahnen sind verpflichtet, die Fahrpläne für alle die Grenze überschreitenden Züge und jede Änderung darin den auf den Bahnhöfen aufgestellten Zollämtern und Zweigstellen (Eisenbahnämter) spätestens 8 Tage, bevor sie in Wirksamkeit treten, anzuzeigen. Den Eisenbahnzollämtern sind auch grössere Verspätungen der Züge deren Ausfall, sowie zu erwartende Sonderzüge und einzelne Lokomotiven so zeitlich wie möglich anzuzeigen.

§ 5.

1. Beide Teile werden Vorsorge treffen, dass im gegenseitigen Eisenbahnverkehre den Gütersendungen Stammerklärungen beigegeben werden, die der Zollstelle des anderen Teiles auszufolgen sind.

2. Bei der Ankunft eines jeden ausser dem Dienstwagen beladene Wagen führenden Zuges hat die den Verkehr über die Zollgrenze vermittelnde Eisenbahn dem Zollamte des anderen Teiles eine Zugliste nach Muster a) zu überreichen.

3. Den auf dem Gebiete des anderen Teiles gelegenen Zollstellen ist vor Abfahrt jedes, ausser dem Dienstwagen beladene Wagen führenden Zuges nach dem Nachbarstaate ein Zugzettel nach Muster b) zu übergeben.

4 Der Ausfertigung sonstiger Zollbegleitpapiere durch die Eisenbahn für Zwecke des Nachbarstaates bedarf es nicht.

§ 6.

1. Zur Sicherung des Zollgefälles werden beide Teile einander die nicht aus dem freien Verkehre ihrer Gebiete stammenden Waren als solche unter Festhaltung des Ursprunges und Herkunftslandes zollämtlich überweisen. Hiebei werden vorhandene Zollverschlüsse gleich den eigenen anerkannt werden (§ 11) und können sich die beiderseitigen Zollämter an der Grenzübergangsstelle, soferne es sich um eine Überweisung an ein Innerlandszollamt handelt, lediglich auf die Abstempelung der Begleitpapiere beschränken. Die Erledigung der Begleitpapiere hat in diesen Fällen durch das angewiesene Amt zu erfolgen.

2. Die vertragschliessenden Teile werden dort, wo an ihren Grenzen unmittelbare Schienenverbindungen vorhanden sind, und ein Übergang der Transportmittel stattfindet, Waren, welche in vorschriftsmässig verschliessbaren Wagen eingehen und in denselben Wagen nach einem Orte im Innern befördert werden, an welchem sich ein zur Abfertigung befugtes Zollamt befindet, von der Abladung und Beschau an der Grenze sowie vom Packstückverschluss freilassen, wenn jene Waren ordnungsgemäss zum Eingang angemeldet sind.

3. Waren, welche in vorschriftsmässig verschliessbaren Eisenbahnwagen durch das Gebiet eines der vertragschliessenden Teile ausgeführt oder nach dem Gebiete des anderen Teiles ohne Umladung durchgeführt werden, sollen von der Abladung und Beschau, sowie vom Packstückverschluss, sowohl im Innern, als an den Grenzen freibleiben, wenn sie ordnungsgemäss zum Durchgang angemeldet sind.

4. Die Verwirklichung der vorstehenden Bestimmungen ist jedoch dadurch bedingt, dass den beteiligten Eisenbahnverwaltungen die Verpflichtung für das rechtzeitige Eintreffen der Wagen mit unverletztem Verschluss am Abfertigungsamt im Innern oder am Ausgangsamt obliegt.

5. Von der Abladung und Verwiegung sollen in der Regel auch bei den Grenzzollämtern zur endgiltigen Zollabfertigung gelangende zollfreie Waren befreit sein, wenn deren zollamtliche Beschau ohne Abladung durchführbar ist.

6. Die in den Absätzen 2 und 3 bezeichneten Erleichterungen sollen ausnahmsweise auch im Falle einer unter zollamtlicher Überwachung stattfindenden Umladung der Güter (von Wagen zu

odbavení, pakliže přeložení bylo nutno růzností železničních kolejí anebo nezbytno z jiných důvodů.

7. Osvobození od celní prohlídky, jež ujednáno bylo v odstavci 3. pro zásilky drahou provážené, neplatí v případech udání neb odůvodněných domněnek o zamýšleném celním přestupku.

8. Příznivější úlevy, jež by jedna smluvní strana pro celní odbavování umluvila se třetími státy, platí v případu vzájemnosti též pro styk se stranou druhou.

§ 7.

1. Do osobních vozů mohou býti při přejezdu celní hranice vzata jen ruční zavazadla cestujících.

2. Celní odbavení ručních a cestovních zavazadel má býti v pohraniční stanici do té míry uspíšeno, aby též zavazadla, poukázaná na jiný celní úřad, mohla býti — pokud to jen bude možno — dále ještě dopravena přípojným vlakem.

3. Rychlozboží a zboží nákladní, jež jest dopravováno osobními vlaky, jest podrobeno týmž podmínkám a formálnostem jako při dopravě nákladními vlaky.

4. Rychlozboží však, jež se lehko kazí, nutno při osobních vlacích pohraničním celním úřadem právě tak rychle odbavovati jako zavazadla.

§ 8.

1. Smluvní strany se vší urychleností sloučí k usnadnění přepravy cestujících a zboží své protilehlé pohraniční celní úřady a pohraniční kontrolní úřady pasové revise na jednom místě tam, kde poměry to dovolují a pokud se to již nestalo.

2. Bližší ustanovení ujednaná na podkladě úplné vzájemnosti, jsou uvedena v příloze.

3. Kromě toho učiní obě vlády co nejdříve opatření, aby odstraněno bylo omezení cestování způsobené celní a pasovou revisí v přípojných stanicích a aby usnadnila cestování zavedením přímého poukování cestovních zavazadel na vnitrozemský celní úřad druhé strany.

§ 9.

Pro zařízení vozů nutná se stanoviska celního jsou rozhodny předpisy, ujednané na Bernské konferenci 5. května 1886 o celněnutném zařízení v mezinárodní přepravě jakož i jejich případné změny a doplňky.

§ 10.

1. Každá smluvní strana dube na přání potvrzovati druhé straně dovoz přes společnou hranici, aby mohlo býti rozhodnuto o jistotách uložených na zpětný vývoz neprocleného zboží, jakož i o slevení neb vrácení dávek za vyvezené zboží.

2. V těchto případech musí celní průvodní papíry doprovázeti zboží v době přechodu společné hranice. Jako průkaz přechodu hranice stačí razítko pohraničního vstupního úřadu v průvodních papírech. V poštovní dopravě není třeba žádného průkazu.

Wagen), ohne dass damit die zollordnungsmässige Abfertigung verbunden zu werden braucht, zulässig sein, wenn eine Umladung durch Verschiedenheit der Bahngeleise nötig wird oder aus anderen Gründen unvermeidlich ist.

7. Die in Absatz 3 vereinbarte Befreiung der auf Eisenbahnen durchlaufenden Güter von der zollamtlichen Beschau gilt nicht, wenn Anzeigen oder begründete Vermutungen einer beabsichtigten Zollübertretung vorliegt.

8. Die von einem der vertragschliessenden Teile mit dritten Staaten über die Zollabfertigung vereinbarten weitergehenden Erleichterungen finden auch bei dem Verkehr mit dem anderen Teile unter Voraussetzung der Gegenseitigkeit Anwendung.

§ 7.

1. In den Personenwagen darf bei Überschreitung der Zollgrenze nur Handgepäck der Reisenden untergebracht werden.

2. Die Zollabfertigung von Hand- und Reisegepäck soll in der Grenzstation derart beschleunigt werden, dass auch die an ein anderes Zollamt überwiesenen Gepäckstücke, wenn irgendwie tunlich, noch mit dem Anschlusszuge weiter befördert werden können.

3. Eil- und Frachtgüter, welche mit Personen befördernden Zügen befördert werden, sind denselben Bedingungen und Förmlichkeiten unterworfen, welche für die mit den Güterzügen beförderten derartigen Gegenstände gelten.

4. Jedoch sollen verderbliche Eilgüter bei Zügen mit Personenbeförderung vom Grenzzollamte ebenso beschleunigt abgefertigt werden, wie Gepäck.

§ 8.

1. Die vertragschliessenden Teile werden zur Erleichterung des Reisenden- und Güterverkehres ihre gegenüberliegenden Grenzzollämter und Grenzkontrollstellen für die Passrevision, wo es die Verhältnisse gestatten und soweit dies nicht bereits geschehen ist, mit aller Beschleunigung an einem Orte zusammenlegen.

2. Die in dieser Hinsicht unter Zusicherung der vollen Gegenseitigkeit vereinbarten Bestimmungen sind in der Anlage enthalten.

3. Ausserdem werden die beiden Regierungen ehestens Vorkehrungen treffen, um die Behinderung des Reiseverkehres durch die Zoll- und Passrevision in den Anschlussstationen zu beheben und den durchgehenden Reiseverkehr durch die Ermöglichung der direkten Anweisung des Reisegepäckes an ein Innerlandszollamt des anderen Teiles zu erleichtern.

§ 9.

In Betreff der zollsicheren Einrichtung der Wagen sind die auf der Berner Konferenz vom 15. Mai 1886 vereinbarten Vorschriften über die zollsichere Einrichtung im internationalen Verkehre sowie die etwaigen Abänderungen und Ergänzungen derselben massgebend.

§ 10.

1. Jeder der vertragschliessenden Teile wird dem anderen zur Erledigung der für die Wiederausfuhr unverzollter Waren geleisteten Sicherheiten, sowie der für ausgeführte Waren gebührenden Abgabenerlässe oder Erstattungen auf Verlangen den erfolgten Eingang über die gemeinsame Grenze bestätigen.

2. Die Zollbegleitpapiere müssen sich in diesen Fällen im Zeitpunkte der Überschreitung der gemeinsamen Grenze bei der Ware befinden. Als Nachweis des Grenzübertrittes genügt der Abdruck des Amtsstempels des Grenzeingangsamtes in den Begleitpapieren. Im Postverkehre bedarf es keines Nachweises.

§ 11.

Celní osvědčení, uzávěry, pečeti, razítka a jiné značky, cejchovní značky a razítka na sudech a jiných nádobách, cejchovní značky a listiny vnitrozemských lodí (tyto poslední ve smyslu zvláštních úmluv, jež obě smluvní strany ještě učiní) a rovněž úřední vyznačení váhy na železničních vozech se v celním řízení vzájemně uznávají.

§ 12.

Celní správy připustí cla prostý dovoz zásilek, jež v území jedné smluvní strany byly podány k železniční dopravě a dopravují se územím strany druhé do území, z něhož pocházejí, pakliže se při takové dopravě jedná o provedení úmluv železnic obou území o dělení a směrování dopravy.

II.

Zamezení přestupků celních předpisů.

§ 13.

1. Zaměstnanci obou finančních správ na společné hranici jsou povinni co nejochotněji vzájemně se podporovati za účelem zamezení a objevení podloudnictví na obě strany, sdělovati si co nejrychleji co v té příčině pozorovali, a vůbec pěstovati vzájemně přátelský služební styk.

2. Za účelem dohody o účelném spolupůsobení v těchto věcech budou se odbývati občas a při zvláštních příležitostech porady vyšších celních úředníků obou stran.

§ 14.

Zaměstnanci obou finančních správ, jichž povinností jest, zamezovati a stíhati přestupky celních předpisů jsou také povinni zamezovati přestupky celních předpisů také druhé strany a to všemi zákonitými prostředky, Při tom jsou zaměstnanci povinni postupovati stejně jako by šlo o přestupky celních předpisů vlastního státu.

§ 15.

Finanční úřady jedné strany oznámí přestupky celních předpisů druhé strany, o nichž se dovědí, ihned příslušným finančním úřadům druhé strany, a na požádání zašlou spisy a doklady průvodní.

§ 16.

1. Každá z obou smluvních stran dá na požádání druhé strany střežiti osoby, které se staly podezřelými z podloudnictví proti druhé straně po živnostensku nebo ze zvyku provozovaného.

2. Vzejde-li podezření, že v pohraničním obvodu jedné strany hromadí se zásoby zboží nad potřebu a za účelem podloudné dopravy do území druhé strany, budou takovéto sklady na požádání dány pod zvláštní dohled.

§ 11.

Die zollamtlichen Bescheinigungen, Verschlüsse, Siegel, Stempel und sonstigen Zeichen, die eichamtlichen Stempel und Zeichen an Fässern und sonstigen Umschliessungen, die Eichzeichen und Eichscheine der Binnenschiffe, letztere nach Massgabe der zwischen den vertragschliessenden Teilen noch zu treffenden besonderen Vereinbarungen, und die bahnamtlichen Gewichtsbezeichnungen an den Eisenbahnwagen werden für das Zollverfahren gegenseitig anerkannt.

§ 12.

Der zollfreie Wiedereintritt von Sendungen, die in den Gebieten des einen vertragschliessenden Teiles zur Beförderung mit der Eisenbahn aufgeliefert und durch die Gebiete des anderen Teiles nach dem Ursprungsgebiet befördert worden sind, wird von den Zollverwaltungen zugelassen werden, sobald es sich bei solchen Beförderungen um die Ausführung von Abmachungen zwischen den beiderseitigen Eisenbahnen über die Verkehrsteilung und Verkehrsleitung handelt.

II.

Verhütung von Übertretungen der Zollvorschriften.

§ 13.

1. Die beiderseitigen Angestellten der Finanzverwaltung an der gemeinsamen Grenze haben einander zur Verhütung und Entdeckung des Schmuggels nach beiden Seiten hin bereitwilligst zu unterstützen, ihre Wahrnehmungen schleunigst mitzuteilen und einen freundnachbarlichen dienstlichen Verkehr zu pflegen.

2. Zur Verständigung über ein zweckmässiges Zusammenwirken hiezu werden von Zeit zu Zeit und bei besonderen Veranlassungen Beratungen unter den beiderseitigen oberen Zollbeamten stattfinden.

§ 14.

Die beiderseitigen Angestellten der Finanzverwaltung, denen die Verhinderung und Verfolgung von Zollübertretungen obliegt, haben auch Übertretungen der Zollvorschriften des anderen Teiles durch alle ihnen gesetzlich zustehenden Mittel zu verhindern. Die Angestellten haben dabei ebenso wie bei Übertretungen der Zollvorschriften des eigenen Landes zu verfahren.

§ 15.

Die Finanzbehörden des einen Teiles werden über die zu ihrer Kenntnis gelangenden Übertretungen von Zollvorschriften des anderen Teiles dessen zuständigen Finanzbehörden sofort Mitteilung machen und auf Erfordern die Akten und Beweisstücke übersenden.

§ 16.

1. Jeder der vertragschliessenden Teile wird auf Verlangen des anderen Teiles Personen, die den Verdacht des gewerbs- oder gewohnheitsmässigen Schmuggels gegenüber dem anderen Teile wider sich erregt haben, überwachen lassen.

2. Entsteht Verdacht, dass im Grenzbezirk des einen Teiles Warenvorräte über Bedürfnis und zum Zwecke des Schmuggels in das Gebiet des anderen Teiles angehäuft werden, so werden dergleichen Lager auf Verlangen unter besondere Überwachung gestellt.

III.

STÍHANÍ A TRESTÁNÍ PŘESTUPKŮ CELNÍCH PŘEDPISŮ.

§ 17.

1. Přestupky celních předpisů druhé strany má na žádost příslušného jejího úřadu každá ze smluvních stran vyšetřovati a podle zákona potrestati týmiž soudy neb úřady a týmž způsobem jako přestupky vlastních celních zákonů

a) jestli-že obviněný jest příslušníkem státu, který ho má vyšetřovati a potrestati, nebo

b) jestli-že on, aniž by byl příslušníkem tohoto státu, nejen tamtéž v době přestupku, třeba přechodně, bydlel, nebo přestupku z tohoto území se dopustil, nýbrž také jestliže tamtéž při nebo po dojití návrhu stíhacího dá se postihnouti.

2. Určuje-li se pokuta podle zkrácené dávky, budiž vzat za základ výměry trestu tarif státu, jehož zákon dávkový byl překročen.

3. Stíhání jiných trestních činů, které se snad vyskytnou při porušení celních předpisů druhé strany, není tímto dotčeno.

§ 18.

Úředním udáním úřadů nebo zaměstnanců druhé smluvní strany jest přisouditi touž důkazovou moc, jako úředním udáním vlastních úřadů nebo zaměstnanců.

§ 19.

1. Ve vyšetřování ohledně přestupků celních předpisů druhé smluvní strany jest určiti a uložiti výlohy a vydání trestního řízení a výkonu trestu podle týchž zásad, jako ve vyšetřování ohledně stejných přestupků vlastních celních předpisů.

2. O dočasné zapravení výloh má se postarati stát, v němž vyšetřování se vede.

3. Výlohy a výdaje řízení a výkonu trestu, které při přestupku vlastních celních předpisů by připadly k tíži státu, poněvadž by nemohly býti zapraveny ani obviněným ani by nemohly býti kryty částkami zaplacenými od osob třetích nebo výtěžkem předmětů za ně ručících, má nahraditi stát, jehož úřad vyšetřování navrhl.

§ 20.

1. Vedle trestu dlužno vybrati také zkrácené dávky.

2. Peněžní obnosy vydobyté od obviněného nebo získané za prodané předměty celních přestupků dlužno použíti tím způsobem, že z nich zapraví se nejprve výlohy a vydání, pak dávky, které byly zkráceny a mají býti druhé straně zapraveny, a posléze pokuty.

3. Vydobyté pokuty a propadlé předměty připadnou státu, v kterém řízení se konalo.

III.

Verfolgung und Bestrafung von Übertretungen der Zollvorschriften.

§ 17.

1. Übertretungen der Zollvorschriften des anderen Teiles hat auf Antrag einer zuständigen Behörde desselben jeder der vertragschliessenden Teile von denselben Gerichten und Behörden und in denselben Formen wie Übertretungen der eigenen Zollgesetze untersuchen und gesetzmässig bestrafen zu lassen,

a) wenn der Beschuldigte ein Angehöriger des Staates ist, welcher ihn zur Untersuchung und Strafe ziehen soll, oder

b) wenn derselbe, ohne Angehöriger dieses Staates zu sein, nicht nur dortselbst zur Zeit der Übertretung seinen, wenn auch vorübergehenden Wohnsitz hatte, oder die Übertretung von diesem Gebiete aus beging, sondern auch sich dortselbst bei oder nach dem Einlangen des Verfolgungsantrages betreffen lässt.

2. Wenn sich der Strafbetrag nach dem hinterzogenen Abgabebetrag richtet, so ist die Strafe nach dem Tarife des Staates zu bemessen, dessen Abgabegesetz übertreten worden ist.

3. Die Verfolgung der bei Verletzung der Zollvorschriften des anderen Teiles etwa vorkommenden sonstigen strafbaren Handlungen wird hiedurch nicht berührt.

§ 18.

Den amtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des anderen Teiles ist dieselbe Beweiskraft beizumessen, wie den amtlichen Angaben der eigenen Behörden oder Angestellten.

§ 19.

1. In Untersuchungen wegen Übertretungen der Zollvorschriften des anderen Vertragsteiles sind die Auslagen und Kosten des Strafverfahrens und der Strafvollstreckung nach denselben Grundsätzen zu bestimmen und aufzuerlegen, wie in Untersuchungen wegen gleichartiger Übertretungen der eigenen Zollvorschriften.

2. Für die einstweilige Bestreitung der Auslagen hat der Staat zu sorgen, in dem die Untersuchung geführt wird.

3. Die Auslagen und Kosten des Verfahrens und der Strafvollstreckung, die im Falle der Übertretung der eigenen Zollvorschriften dem Staate zur Last bleiben würden, weil sie weder vom Angeschuldigten eingebracht, noch durch von dritten eingezahlte Beträge oder durch den Erlös dafür haftender Gegenstände der Übertretung gedeckt werden können, hat der Staat zu erstatten, dessen Behörde die Untersuchung beantragte.

§ 20.

1. Neben der Strafe sind auch die hinterzogenen Abgaben zu erheben.

2. Die von den Angeschuldigten eingebrachten oder für verkaufte Gegenstände der Zollübertretungen eingehende Geldbeträge sind dergestalt zu verwenden, dass davon zunächst die Auslagen und Kosten, sodann die dem anderen Teile entzogenen und zu erstattenden Abgaben und zuletzt die Strafen berichtigt werden.

3. Die eingezogenen Strafbeträge und die eingezogenen Gegenstände verbleiben dem Staate, in dem das Verfahren stattgefunden hat.

§ 21.

Právo prominouti a zmírniti tresty přísluší státu, kde se vydal rozsudek.

§ 22.

Slovy « Přestupky celních předpisů » v této smlouvě rozuměti dlužno také přestupky zákazů vývozu, dovozu a průvozu.

IV.

PRÁVNÍ POMOC.

§ 23.

1. Soudy a finanční úřady smluvních stran poskytnou si navzájem právní pomoci v celních trestních věcech v mezích své působnosti tím, že svědky a znalce na požádání budou vyslýchati pod přísahou, úřední ohledání prováděti a předvolání a nálezy doručovati.

2. Výlohy a vydání, která vzejdou z těchto úředních výkonů, nahradí stát, který o tyto výkony žádal.

Příloha k § 8 (2).

USTATOVENÍ O PŘEDBĚŽNÉM SLOUČENÍ ČSL. A RAKOUSKÝCH POHRANIČNÍCH CELNÍCH A PASOVÝCH KONTROLNÍCH ÚŘADŮ.

1. Aby bylo zjednodušeno celní odbavení a pasová revise při přechodu hranic v železniční přepravě a silničním styku mezi republikou Československou a republikou Rakouskou, dlužno sloučiti dle možnosti na jednom místě pohraniční celní úřady a kontrolní úřady obou států, pokud to připouštějí místní poměry, pakliže se tak již nestalo.

Nejdříve budiž vzato v úvahu sloučení pro odbavování v železniční přepravě a sice zásadně ve výměnných provozních stanicích. Kdy toto sloučení se má státi v jednotlivých stanicích, bude určeno dohodou obou zúčastněných správ nejkratší cestou. Odbavování v přepravě ve stanicích, ležících mezi pohraničními kontrolními stanicemi a hranicí bude upraveno zvláštní dohodou pro jednotlivé trati.

Další sloučení, svláště v silničním styku, projedná se pak od případu k případu.

2. Aby se postupovalo stejně při zřizování nových celních a pohraničních kontrolních úřadů a při určování celních silnic, jakož aby sloučení celních a pohraničních kontrolních stanic v železniční přepravě a silničním styku se provádělo v pravý čas, budou si navzájem obě strany oznamovati předem a včas úmysl zřizovati nové celní a pohraniční kontrolní úřady, jakož i úmysl určiti celní silnice.

3. Uznává se, že sloučení pohraničních úřadů sleduje co největší současnost úředních úkonů obou stran, pročež mají býti pasy prohlíženy současně s celní prohlídkou cestujících a ručních zavazadel a pokud možná ve vlaku za jízdy. Pravomoc a odbavovací hodiny sloučených pohraničních úřadů buď tež pokud jen možno souhlasny.

§ 21.

Das Recht zum Erlasse und zur Milderung der Strafen steht dem Staate zu, in dem die Verurteilung erfolgte.

§ 22.

Es sind in diesem Übereinkommen unter « Übertretungen der Zollvorschriften » auch die Übertretungen der Ein-, Aus-, und Durchfuhrverbote zu verstehen.

IV.

RECHTSHILFE.

§ 23.

1. Die Gerichte und Finanzbehörden der vertragschliessenden Teile werden einander in Zollstrafsachen innerhalb ihrer Befugnisse dadurch Rechtshilfe leisten, dass sie Zeugen und Sachverständige auf Erfordern eidlich vernehmen, amtliche Besichtigungen vornehmen und Vorladungen und Erkenntnisse behändigen lassen.

2. Die für diese Amtshandlungen erwachsenden Auslagen und Kosten sind von dem ersuchenden Staat zu erstatten.

Anlage zu § 8 *(2).*

BESTIMMUNGEN ÜBER DIE VORLÄUFIGE ZUSAMMENLEGUNG DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN UND DER ÖSTERREICHISCHEN GRENZZOLLSTELLEN UND GRENZKONTROLLSTELLEN FÜR DIE PASSREVISION.

1. Zur Abkürzung der Zollabfertigung und der Passrevision beim Grenzübertritt im Eisenbahn- und Strassenverkehre zwischen der Tschechoslowakischen Republik und der Republik Österreich sind die Grenzzollstellen und die Grenzkontrollstellen der beiden Staaten nach Zulässigkeit der örtlichen Verhältnisse soweit als möglich an einem Orte zusammenzulegen, soweit dies nicht bereits geschehen ist.

Diese Zusammenlegung ist zunächst für die Abfertigung des Eisenbahnverkehres und zwar grundsätzlich in den Betriebswechselstationen in Aussicht genommen. Der Zeitpunkt der Durchführung hinsichtlich der einzelnen Stationen wird nach dem im kürzesten Wege herbeizuführenden Einvernehmen der beiderseits beteiligten Ressorts bestimmt werden. Über die Abfertigung des Verkehres in den Zwischenstationen zwischen den Grenzkontrollstellen und der Landesgrenze wird für die einzelnen Strecken durch besondere Vereinbarung vorgesorgt.

Weitere Zusammenlegungen insbesondere solche für den Strassenverkehr werden in der Folge fallweise in Verhandlung gezogen werden.

2. Um ein gleichartiges Vorgehen bei der Errichtung der neuen Zoll- und Grenzkontrollstellen und bei der Eröffnung von Zollstrassen sicherzustellen und die Zusammenlegung der Zoll- und Grenzkontrollstellen für den Eisenbahn- und Strassenverkehr rechtzeitig in die Wege zu leiten, werden sich beide Teile die beabsichtigte Errichtung neuer Zoll- und Grenzkontrollstellen, sowie die Eröffnung von Zollstrassen rechtzeitig vorher gegenseitig mitteilen.

3. Es wird anerkannt, dass die Zusammenlegung der Grenzstellen die tunlichste Gleichzeitigkeit der beiderseitigen Amtshandlungen bezweckt, wobei die Passüberprüfung in Verbindung mit der zollämtlichen Untersuchung der Reisenden und ihres Handgepäckes und, wenn tunlich, im fahrenden Zuge selbst stattfinden soll. Die Befugnisse und Abfertigungsstunden der zusammengelegten Grenzstellen sollen tunlichst übereinstimmen.

4. Výkonní orgánové obou stran jsou povinni v zálmu bezzávadného služebního výkonu jednati přátelsky při všech společných úředních výkonech a chovati se slušně ve službě i mimo službu. Zaměstnanci, kteří se proti tomu proviní, budou na žádost druhé strany odvoláni.

5. O ubytování sloučených pohraničních úřadů, dále o udržování, čištění, otop a osvětlování úředních místností má se starati teritoriální stát. Sousední stát má ve měně teritoriálního státu nahraditi podle poměru prostory úředních místností jím používaných súročení prvního nákladu za dobu používání.

Míra úroková a klíč pro ustanovení úrokového nákladu bude určen v každém jednotlivém případě.

Běžné režijní výlohy dlužno hraditi společně poměrně.

Za místnosti používané společně bude každý stát hraditi polovinu úrokového nákladu a běžných režijních výdajů.

Těmito ustanoveními nejsou dotčeny případné dohody železničních správ obou stran.

6. Obě strany se postarají o to, aby zaměstnanci sousedního státu a dle možnosti také příslušníci jejich rodin byli přiměřeně ubytováni v místě sloučeného pohraničního úřadu.

Pokud zaměstnanci sousedního státu bydlí skutečně v území strany druhé, budou co do přídělu potravin postaveni na roveň zaměstnancům teritorálního státu. Mohou však dovážeti potraviny ze své domoviny v množství přiměřeném jejich domácnostem.

7. Pro rařízení a potřeby určené k vybavení pohraničních úřadů, zřízených na cizím území, dále pro stěhovací svršky, jakož i pro předměty zřízenců těchto úřadů, zaslané do domoviny k opravě, čistění atd. a odtud se vracející, pro jejich služební stejnokroje a služební výstroj zaručuje se nerušený, dávek prostý dovoz a vývoz na potvrzení úředních představených.

8. Zaměstnancům pohraničních úřadů a úředníkům vyšších úřadů, pověřeným dohledem na vykonávání jejich služby, zaručuje se v každé době volný přechod hranice na pouhé úřední ověření jejich služební hodnosti a činnosti. Orgánům dozorčím budou teritoriálním státem na požádání vydány služební, na jméno znějící volné jízdenky pro jízdy k pohraničnímu úřadu.

9. Dlužno o to pečovati, aby pohraniční úřady mohly bez překážek vybírati cla, zasílati a přijímati úřední peníze a služební spisy, aby ve vykonávání své služby nebyly rušeny a aby bezpečnost jich služebních spisů a peněz nebyla ohrožována. Rovněž zaručuje se pohraničním úřadům druhé strany neomezené volné nakládání sbožím ve službě zabaveným, o jehož patřičné uschování musí býti teritorialním státem postaráno.

10. Celní a kontrolní úřady jsou oprávněny používati k svému označení nápisu ve státní řeči a v národních barvách.

Zaměstnanci pohraničních úřadů jsou oprávněni nositi také v cizím státě předepsaný služební stejnokroj, jakož i služební výzbroj.

Za zaměstnance pohraničních úřadů pokládati dlužno celní úředníky, organy pohraniční stráže, saměstnance pověřené těmito služebními úkony, jakož i saměstnance státní policie a četnictva.

Při odporu proti orgánům pohraničního úřadu umístěného v cizině nebo proti jejich opatřením má poskytnouti, aby byl odstraněn odpor a proveden úřední výkon, teritorialní stát nutné donucovací prostředky.

4. Den ausübenden Organen wird beiderseits behufs eines reibungslosen Dienstvollzuges ein freundnachbarliches Vorgehen bei allen gleichzeitig vorzunehmenden Amtshandlungen und taktvolles Auftreten in und ausser Dienst zur Pflicht gemacht. Angestellte, die sich diesbezüglich Verfehlungen zu Schulden kommen lassen, werden über Verlangen des anderen Teiles abberufen werden.

5. Für die Unterbringung der zusammengelegten Grenzstellen einschliesslich der Instandhaltung, Reinigung, Beheizung und Beleuchtung der Amtsräume, hat der Territorialstaat zu sorgen, der Nachbarstaat hat nach Massgabe des Rauminhaltes der von ihm benützten Amtslokalitäten die Verzinsung des einmaligen Aufwandes auf die Dauer der Benützung in der Währung des Territorialstaates zu ersetzen.

Die Höhe der Verzinsung und der Schlüssel für die Aufteilung des Verzinsungsaufwandes werden in jedem einzelnen Falle festgesetzt werden.

Die auflaufenden Regiekosten sind gemeinschaftlich verhältnismässig zu tragen.

Für gemeinsam benützte Räume entfällt auf jeden Staat die Hälfte des Verzinsungsaufwandes und der fortlaufenden Regiekosten.

Durch die vorstehenden Bestimmungen sollen etwaige Vereinbarungen zwischen den beiderseitigen Eisenbahnverwaltungen nicht berührt werden.

6. Jeder Teil hat dafür Vorsorge zu treffen, dass die Angestellten des Nachbarstaates und, nach Tunlichkeit, auch ihre Familienangehörigen eine angemessene Unterkunft am Sitze der zusammengelegten Grenzstelle finden.

Bezüglich der Zuweisung der Verpflegsartikel werden die Angestellten des Nachbarstaates den Angestellten des Territorialstaates gleichgehalten, soferne die Angestellten des einen Teiles tatsächlich auf dem Gebiete des anderen Teiles wohnen. Es steht ihnen frei, Nahrungsmittel in dem für ihren Unterhalt angemessenen Umfange aus ihrem Heimatstaate zu beziehen.

7. Den Geräten und Materialien zur Ausrüstung der auf fremdem Boden errichteten Grenzstellen, dem Ubersiedlungsgute, sowie den zum Ausbessern, Reinigen etc. in den Heimattstaat versendeten und von dort wieder zurücklangenden Effekten der Bediensteten dieser Stellen, ihren Dienstuniformen und dienstlichen Ausrüstungsgegenständen wird die unbehinderte, abgabefreie Ein- und Wiederausfuhr gegen Bestätigung der Amtsvorstehung zugesichert.

8. Den Angestellten der Grenzstellen und den mit ihrer Dienstaufsicht betrauten Funktionären der übergeordneten Dienststellen wird zu jeder Zeit der freie Ein- und Austritt über die Grenze lediglich auf Grund einer amtlichen Bescheinigung ihrer Diensteigenschaft und Dienstverwendung gewährleistet. Für die Inspektionsorgane werden auf Namen lautende dienstliche Freifahrkarten bis zur Grenzstelle seitens des Territorialstaates über Verlangen zur Verfügung gestellt.

9. Es ist dafür zu sorgen, dass den Grenzstellen die Zollerhebung, die Versendung und Empfangsnahme von Amtsgeldern und Dienststücken unbehindert ermöglicht wird, dass sie in Ausübung ihres Dienstes nicht gestört werden und die Sicherheit ihrer Dienstpapiere und Gelder nicht gefährdet wird. Desgleichen bleibt den Grenzstellen des anderen Teiles die uneingeschränkte freie Verfügung über im Dienste beschlagnahmte Güter, für deren sachgemässe Verwahrung seitens des Territorialstaates vorgesorgt sein muss, gewährleistet.

10. Die Zoll und Kontrollstellen sind befugt, sich zu ihrer Bezeichnung einer Aufschrift in ihrer Heimatsprache und in den Nationalfarben zu bedienen.

Die Angestellten der Grenzstellen sind berechtigt, ihre vorschriftsmässige Dienstuniform, einschliesslich der Dienstwaffen auch im fremden Staate zu tragen.

Als Angestellte der Grenzstellen kommen Zollbeamte, Zollwachorgane und mit deren Dienstaufgaben betraute Bedienstete, sowie Angestellte der Staatspolizei und Gendarmerie in Betracht.

Bei Widerstand gegen die Organe der im Auslande befindlichen Grenzstelle oder gegen deren Verfügungen hat der Territorialstaat die erforderlichen Zwangsmittel zur Behebung des Widerstandes und zur Durchführung der Amtshandlung beizustellen.

11. Státní a domovská příslušnost a služební poměry zřízenců obou stran nemění se pobytem a služebním přidělením v druhém státě. Zaměstnanci zůstávají podrobeni co do disciplíny a přečinů při vykonávání svého úřadu nebo služby pouze úřadům a zákonům svého státu.

12. Pokud se týče veřejných břemen, budou zaměstnanci podrobeni ve svém služebním místě všem nepřímým státním a jiným veřejným dávkám, budou však osvobozeni ve státě, v němž působí, ode všech přímých státních a jiných veřejných dávek, vyjma případ, že by těmto dávkám také tehdy podléhali, kdyby žili ve svém domovském státě nebo jinde.

11. Die Staats- und Heimatszuständigkeit und die Dienstverhältnisse der beiderseitigen Angesstellten erleiden während des Aufenthaltes und der Dienstbestimmung in dem anderen Staate keine Veränderung. Die Angestellten bleiben in Bezug auf Disziplin und Vergehen, die sich auf die Ausübung ihres Amtes oder Dienstes beziehen, lediglich den Behörden und Gesetzen ihres Heimatsstaates unterworfen.

12. Hinsichtlich der öffentlichen Lasten werden die Angestellten allen indirekten Staats- und anderen öffentlichen Abgaben an ihrem Dienstorte unterworfen sein, dagegen von allen direkten Staats- und anderen öffentlichen Abgaben des Staates in dem sie fungieren, freibleiben, es sei denn, dass sie diesen Abgaben auch dann unterliegen würden, wenn sie in ihrem Heimatsorte oder anderwärts lebten.

Vzor k příloze b) článku XII.

Železnice.....

VZOR A.

VLAKOVÝ SOUPIS

o vlaku čís. ....., který přijel do pohraniční stanice.....
dne.....

Pořadové číslo	Vlastnická značka	Číslo došlého naloženého vozu	Údaj obsahu	Poznámka celního úřadu o celním odbaveni

Zmocněnec dráhy :

.....

Datumové razítko—
celní úřad.

Poznámka : Železnice vyplní pouze nadpis a silně ohraničenou část.

Železnice.....

VZOR B.

VLAKOVÝ LIST 1.
Vlak čís.....

Vlastnická značka	Číslo vozu	Poznámka

Muster zur Anlage b) zu Art. XII.

Eisenbahn.....

MUSTER A.

ZUGLISTE

über Zug Nr.....der am..... in der Grenzstation .....
..... eingetroffen ist.

Eingangs-nummer	Eigentums-merkmal	Nummer der beladen eingehenden Wagen	Angabe des Inhaltes	Bemerkung des Zollamtes über die zollamtliche Behandlung

Bevollmächtigter der Eisenbahn :

.....

Datumstempel — Zollamt.

Anmerkung : Die Eisenbahn hat nur den Kopf und die stark umrahmten Teile auszufüllen.

Eisenbahn.....

MUSTER B.

ZUGZETTEL.
Zug Nr.....

Eigentumsmerkmal	Wagen Nr.	Anmerkung

Příloha c) k článku 12.

DOHODA O NÁKAZÁCH ZVÍŘECÍCH

Článek 1.

Doprava zvířat, včetně drůbeže domácí, se zvířecími surovinami a předměty, jimiž lze nakažlivinu zvířecích nákaz přenésti z území jedné smluvní strany do území druhé strany, může býti omezena na určité pohraničí stanice a podrobena v nich státem, do něhož se dovoz děje, zvěrolékařské kontrole.

Článek 2.

Zvířata a předměty v článku 1. označené buď tež při dovozu z území jedné smluvní strany do území nebo územím druhé strany opatřena vysvědčením původu. Toto vystaví obecní úřad a budiž, vztahuje-li se na živá zvířata, vysvědčení opatřeno stvrzením státního nebo státními úřadem zvláště k tomu zmocněného zvěrolékaře o zdravotním stabu těchto zvířat. Vysvědčení budiž takové, aby mohl býti původ zvířat a předmětů najisto zjištěn ; zvěrolékařské potvrzení má se dále vztahovati na to, že nepanovala v obci původu v době odeslání, vyjímajíc tuberkulosu, nákaza, pro kterou platí povinnost oznamovací a jež je na druh zvířat, o něž se jedná, přenosná.

Mají-li býti vyvezena zvířata, na něž jest přenosný mor skotu, slintavka a kulhavka, plicní nákaza skotu, neštovice ovčí, nákaza nebo mor bravu vepřového, jest mimo to stvrditi, že tyto nákazy nepanovaly v době odesílání v místě původu ani v sousedních obcích.

Pro koně, muly, osly a skot budou vydány jednotlivé pasy, pro ovce, kozy, brav vepřový a drůbež jsou přípustny pasy hromadné.
Doba platnosti vysvědčení obnáší 10 dnů. Uplyne-li doba tato během transportu, buď tež zvířata, aby vysvědčení dalších 10 dní platilo, znovu prohlédnuta státním nebo státním úřadem k tomu zvláště zmocněným zvěrolékařem a budiž jím na vysvědčení nález zaznamenán.

Při transportech železnicí nebo lodí budiž provedena před naložením svláštní prohlídka státním nebo státním úřadem k tomu zvláště zmocněným zvěrolékařem nález zanešen do vysvědčení.

Zasílá-li se však železnicí nebo lodí drůbež, budiž podrobena zvěrolékařské prohlídce, před naložením jenom tehdy, byla-li na ni vystavena zvěrolékařská stvrzenka zdravotního stavu před více jak 3 dny.
V certifikátech na čerstvé maso budiž stvrzeno, že byla zvířata, o něž se jedná, dle předpisů prohlédnuta za živa a po porážce zvěrolékařem, úřadem ustanoveným, shledána zdravými.

Obchod s převařeným lojem a tukem, s vlnou po továrensku pranou a v uzavřených pytlech zabalenou, se sušenými nebo solenými střevy, jícny, žaludky, měchýři, solenými paznehty a mulci, uloženými v uzavřených bednách nebo sudech, se sušenými nebo prosolenými kůžemi a usněmi, se sušenými rohy, kopyty, paznehty a kostmi jest dovolen též bez předložení vysvědčení o původu.

Článek 3.

Zásilky, jež nevyhoví uvedeným ustanovením, dále zvířata, u nichž shledá pohraniční zvěrolékař, že jsou stížena nakažlivou nemocí, nebo jí podezřelá, konečně zvířata, jež byla dopravována

Anlage c) zu Artikel 12.

TIERSEUCHENÜBEREINKOMMEN.

Artikel 1.

Der Verkehr mit Tieren, einschliesslich des Hausgeflügels, mit tierischen Rohstoffen und mit Gegenständen, die Träger des Ansteckungsstoffes von Tierseuchen sein können aus den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile nach den Gebieten des anderen, kann auf bestimmte Eintrittsstationen beschränkt und dort einer tierärztlichen Kontrolle von seiten des Staates, in den der Übertritt stattfindet, unterworfen werden.

Artikel 2.

Bei der Einfuhr der im Artikel 1 bezeichneten Tiere und Gegenstände aus den Gebieten des einen in oder durch die Gebiete des anderen Teiles ist ein Ursprungszeugnis beizubringen. Dieses wird von der Ortsbehörde ausgestellt und ist, sofern es sich auf lebende Tiere bezieht, mit der Bescheinigung eines staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde besonders hiezu ermächtigten Tierarztes über die Gesundheit der betreffenden Tiere zu versehen. Aus dem Zeugnisse muss die Herkunft der Tiere und Gegenstände mit Sicherheit festgestellt werden können; die tierärztliche Bescheinigung muss sich ferner darauf erstrecken, dass im Herkunftsort zur Zeit der Absendung eine der Anzeigepflicht unterliegende, auf die fragliche Tiergattung übertragbare Seuche mit Ausnahme der Tuberkulose nicht geherrscht hat.

Sollen Tiere ausgeführt werden, die für Rinderpest, Maul- und Klauenseuche, Lungenseuche, Pockenseuche der Schafe, Schweineseuche oder Schweinepest empfänglich sind, so ist ausserdem zu bescheinigen, dass diese Seuchen weder im Herkunftsorte noch in den Nachbargemeinden zur Zeit der Absendung geherrscht haben.

Für Pferde, Maultiere, Esel und Rinder sind Einzelpässe auszustellen, für Schafe, Ziegen, Schweine und Geflügel sind Gesamtpässe zulässig.

Die Dauer der Gültigkeit der Zeugnisse beträgt zehn Tage. Läuft diese Frist während des Transportes ab, so müssen, damit die Zeugnisse weitere zehn Tage gelten, die Tiere von einem staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde hiezu besonders ermächtigten Tierarzte neuerdings untersucht und es muss von diesem der Befund auf dem Zeugnisse vermerkt werden.

Bei Eisenbahn- und Schiffstransporten muss vor der Verladung eine besondere Untersuchung durch einen staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde hiezu besonders ermächtigten Tierarzt vorgenommen und der Befund in das Zeugnis eingetragen werden.

Eisenbahn- und Schiffstransporte von Geflügel sind jedoch vor der Verladung einer tierärztlichen Untersuchung nur dann zu unterziehen, wenn die für sie beigebrachten tierärztlichen Gesundheitsbescheinigungen vor mehr als drei Tagen ausgestellt sind.

In den Zertifikaten für frisches Fleisch muss bescheinigt sein, dass die betreffenden Tiere bei der vorschriftsmässigen Beschau im lebenden Zustande und nach der Schlachtung von einem behördlichen Tierarzte für gesund befunden worden sind.

Der Verkehr mit geschmolzenem Talg und Fett, mit fabriksmässig gewaschener und in geschlossenen Säcken verpackter Wolle, mit in geschlossenen Kisten oder Fässern eingelegten trockenen oder gesalzenen Därmen, Schlünden, Magen, Blasen, gesalzenen Klauen und Flotzmäulern, mit trockenen oder durchgesalzenen Häuten und Fellen, mit trockenen Hörnern, Hufen, Klauen und Knochen ist auch ohne Beibringung von Ursprungszeugnissen gestattet.

Artikel 3.

Sendungen, die den angeführten Bestimmungen nicht entsprechen, ferner Tiere, die vom Grenztierarzte mit einer ansteckenden Krankheit behaftet oder einer solchen verdächtig befunden

spolu s nemocnými nebo podezřelými zvířaty, nebo s nimi jinak přišla do styku, mohou býti v pohraniční stanici zamítnuta. Příčinu zamítnutí uvede pohraniční zvěrolékař na vysvědčení a potvrdí svým podpisem.

Že byla zásilka zamítnuta a z jakého důvodu, oznámí pohraniční celní úřad neprodleně politickému úřadu pohraničního okresu oné smluvní strany, odkud se měl vývoz díti.

Pozná-li se taková nemoc u dovezeného zvířete až po skutečném překročení hranic v zemi určení, budiž skutková povaha povolaným úředním zvěrolékařem protokolárně zjištěna a opis protokolu druhé smluvní straně bez průtahu zaslán.

Ve všech v tomto článku uvedených případech budiž neprodleně a přímo vyrozuměn případně druhou smluvní stranou jmenovaný delegát (článek 6.).

Článek 4.

Vyskytne-li se mor skotu v území jedné smluvní strany, je druhá strana oprávněna zakázati neb obmeziti dovoz přežvýkavců, vepřů a zvířecích surovin, jakož i předmětů, jimiž lze nakažlivinu přenésti, až do úplného utlumení.

Článek 5.

Bude-li z území jedné smluvní strany zavlečena dopravou dodytka do území druhé strany nákaza, pro kterou platí povinnost oznamovací, nebo, panuje-li taková nemoc v území jedné strany hrozivým způsobem, jest druhá strana oprávněna dovoz zvířat, na nichž jest nemoc zvířecí přenosná, jakož i takových surovin zvířecích a předmětů, jimiž lze nakažlivinu přenésti, ze zamořených a ohrožených území po dobu nebezpečí nákazy obmeziti nebo zakázati.

K vůli sněti slezinné, sněti šelestivé, nákaze zvěře a skotu, vzteklině, ozhřivce, puchýřině jednokopytníků a skotu, prašivině jednokopytníků, ovcí a koz, července bravu vepřového, choleře drůbeže a moru slepičímu, jakož i k vůli tuberkulose, nebud'tež zákazy dovozu vydávány.

Touto dohodou zůstávají nedotčeny předpisy, uvedené v zákonech smluvních stran o nakazách zvířecích, dle nichž lze, vznikne-li nákaza zvířecí na hranici nebo poblíže hranice, za příčinou zamezení a utlumení jejímu obchod mezi oboustrannými pohraničními okresy, jakož i průvoz ohroženými pohraničními okresy podrobiti zvláštním omezením nebo zákazům.

Článek 6.

Smluvní strany přiznávají si vzájemné oprávnění bez předběžného ohlášení vysílati nebo trvale exponovati delegáty, aby se poptávali o zdravotním stavu dobytčích chovů, o zařízení dobytčích trhů, jatek a krmíren, karantén a pod., jakož i o provádění platných předpisů veterinárních. Obě smluvní strany poukáží úřady, aby podorovaly zmíněné odborné orgány druhé strany, jakmile se jako takoví legitimují a si toho přejí, a aby jim podaly vysvětlení.

werden, endlich Tiere, die mit kranken oder verdächtigen Tieren zusammen befördert oder sonst in Berührung gekommen sind, können an der Eintrittsstation zurückgewiesen werden. Den Grund der Zurückweisung hat der Grenztierarzt auf dem Zeugnis anzugeben, und mit seiner Unterschrift zu bestätigen.

Die erfolgte Rückweisung und der Anlass hiezu wird von der Grenzzollbehörde ohne Verzug der politischen Behörde des Grenzbezirkes jenes vertragschliessenden Teiles, aus dem die Ausfuhr stattfinden sollte, im kürzesten Wege angezeigt werden.

Wird eine solche Krankheit an eingeführten Tieren erst nach erfolgtem Grenzübertritt im Bestimmungslande wahrgenommen, so ist der Tatbestand unter Zuziehung eines Amtstierarztes protokollarisch festzustellen und eine Abschrift des Protokolles dem anderen vertragschliessenden Teile unverweilt zuzusenden.

In allen in diesem Artikel vorgesehenen Fällen ist ein etwa namhaft gemachter Delegierter des anderen vertragschliessenden Teiles (Artikel 6) ohne Verzug und unmittelbar zu verständigen.

Artikel 4.

Wenn die Rinderpest in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile auftritt, so steht dem anderen Teile das Recht zu, die Einfuhr von Wiederkäuern, Schweinen und tierischen Rohstoffen sowie von giftfangenden Gegenständen bis zum vollen Erlöschen der Krankheit zu beschränken oder zu verbieten.

Artikel 5.

Wenn aus den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile durch den Viehverkehr eine der Anzeigepflicht unterliegende Tierkrankheit nach den Gebieten des anderen Teiles eingeschleppt worden ist oder wenn eine solche Krankheit in den Gebieten des einen Teiles in bedrohlicher Weise herrscht, so ist der andere Teil befugt, die Einfuhr der für die Tierkrankheit empfänglichen Tiere sowie solcher tierischer Rohstoffe und Gegenstände, die Träger des Ansteckungsstoffes sein können, aus den verseuchten und den gefährdeten Gebieten für die Dauer der Seuchengefahr zu beschränken oder zu verbieten.

Wegen Milzbrand, Rauschbrand, Wild- und Rinderseuche, Wut, Rotz, Bläschenausschlag der Einhufer und des Rindviehs, Räude der Einhufer, Schafe und Ziegen, Rotlauf der Schweine, Geflügelcholera und Hühnerpest sowie wegen Tuberkulose sollen Einfuhrverbote nicht erlassen werden.

Die in den Seuchengesetzgebungen der vertragschliessenden Teile enthaltenen Vorschriften, denen zufolge im Falle des Ausbruches von ansteckenden Tierkrankheiten an oder in der Nähe der Grenze zur Abwehr und Unterdrückung derselben der Verkehr zwischen den beiderseitigen Grenzbezirken sowie der Durchgangsverkehr durch einen gefährdeten Grenzbezirk besonderen Beschränkungen und Verboten unterworfen werden kann, werden durch das gegenwärtige Abkommen nicht berührt.

Artikel 6.

Die vertragschliessenden Teile räumen sich gegenseitig die Befugnis ein, behufs Einholung von Erkundigungen über den Gesundheitszustand der Viehbestände, die Einrichtung von Viehmärkten, Schlachthäusern und Mastanstalten, Viehkontumazanstalten und dergleichen sowie über die Durchführung der bestehenden veterinärpolizeilichen Vorschriften Delegierte in den anderen Staat ohne vorgängige Anmeldung zu entsenden oder dort auch dauernd zu exponieren. Beide Teile werden die Behörden anweisen, den erwähnten Fachorganen des anderen Teiles sobald dieselben sich als solche legitimieren, auf Wunsch Unterstützung zu gewähren und Auskunft zu erteilen.

Článek 7.

Každá ze smluvních stran bude vydávati periodické zprávy o počasném stavu nákaz zvířecích a bude je zasílati přímo druhé straně.

Vznik nákaz v pohraničních správních okresích budou si pohraniční okresní úřady vzájemně přímo sdělovati.

Vznikne-li v území jedné smluvní strany mor skotu, bude vládě druhé strany o vzniku a rozšíření moru telegraficky přímo podána zpráva.

Článek 8.

Železniční vozy, v nichž se dopravují koně, muli, osli, skot, ovce, kozy, brav vepřový nebo drůbež, bud'tež i s příslušným náčiním železniční správy dle pravidel ustanovení, jež byla současně s dohodou o nákazách zvířecích smluvena, a této dohodě jako příloha připojena, čištěny a desinfikovány.

Smluvní strany uznají čištění a desinfekci, jež bude dle předpisů provedena podle odstavce 1. v obvodu jedné strany, za platnou též pro druhou stranu.

Článek 9.

Styk pastevní v území jedné smluvní strany s územím druhé strany jest dovolen za těchto podmínek :

a) Vlastníci stád předloží při překročení hranic soupis zvířat, jež chtějí dopravati na pastvu, s udáním počtu zvířat a jich podstatných zevnějších známek k verifikaci (přezkoušení a ověření) ;

b) návrat bude povolen po zjištění jich totožnosti.

Vznikne-li však za pastvy nemoc, pro dotčený druh zvířat nakažlivá, v některé části stád, nebo i jen na některém místě, jež jest méně než 20 km od pastvy vzdáleno, nebo na silnici, po níž má se návrat stáda do hraniční stanice provésti, budiž návrat zvířat do území druhé smluvní strany zakázán, nevyžadují-li nutkavé poměry (nedostatek krmiva, špatné počasí atd.) výjimky. V takových případech smí se návrat zvířat, nákazou dosud nepostižených, díti jen za zajišťovacích opatření, na nichž se příslušné úřady v příčině zamezení zavlečení nákazy dohodnou.

Článek 10.

Obyvatelé v území pohraničním mohou překročiti hranici v obou směrech se svými vlastními zvířaty, jež jsou zapřažena do pluhu nebo do vozu, avšak jenom za příčinou hospodářských prací, nebo při provozání své živnosti a jen, zachovávají-li platné předpisy celní.

Tato úleva může býti smluvními stranami učiněna odvislou od splnění těchto podmínek :

a) každé spřežení, jež překročí hranici za hospodářskou prací nebo ku provozování živnosti, budiž opatřeno vysvědčením starosty obce, v níž se nalézá stáj. V tomto vysvědčení budiž uvedeno jméno vlastníka nebo průvodce spřežení, popis zvířat

Artikel 7.

Jeder der vertragschliessenden Teile wird periodische Nachweisungen über den jeweiligen Stand der Tierseuchen erscheinen und sie dem anderen vertragschliessenden Teile unmittelbar zukommen lassen.

Über die Seuchenausbrüche in den Grenzverwaltungsbezirken werden sich die Grenzbezirksbehörden gegenseitig sofort direkt verständigen.

Wenn in den Gebieten eines der vertragschliessenden Teile die Rinderpest ausbricht, wird der Regierung des anderen Teiles von dem Ausbruch und der Verbreitung derselben auf telegraphischem Wege direkt Nachricht gegeben werden.

Artikel 8.

Eisenbahnwagen, in welchen Pferde, Maultiere, Esel, Rinder, Schafe, Ziegen, Schweine oder Geflügel befördert worden sind, müssen nebst den zugehörigen Gerätschaften der Eisenbahnverwaltungen nach Massgabe der gleichzeitig mit dem Tierseuchenübereinkommen vereinbarten und als Anlage diesem Übereinkommen beigeschlossenen Bestimmungen gereinigt und desinfiziert werden.

Die vertragschliessenden Teile werden die gemäss Absatz 1 im Bereich eines Teiles vorschriftsmässig vollzogene Reinigung und Desinfektion als auch für den anderen Teil geltend anerkennen.

Artikel 9.

Der Weideverkehr aus den Gebieten des einen der vertragschliessenden Teile nach den Gebieten des anderen ist unter nachstehenden Bedingungen gestattet :

a) Die Eigentümer der Herden werden beim Grenzübertritt ein Verzeichnis der Tiere, die sie auf die Weide bringen wollen, mit der Angabe der Stückzahl und der charakteristischen äusseren Merkmale derselben zur Verifizierung (Prüfung und Beglaubigung) vorlegen ;

b) Die Rückkehr der Tiere wird nur nach Feststellung ihrer Nämlichkeit bewilligt.

Wenn jedoch während der Weidezeit eine für die betreffende Tiergattung ansteckende Krankheit unter einem Teile der Herden oder auch nur an einem weniger als 20 Kilometer von dem Weideplatz entfernten Orte oder auf jener Strasse, auf welcher die Rückkehr der Herde zur Grenzstation erfolgen soll, ausbricht, so ist die Rückkehr der Tiere nach den Gebieten des anderen Teiles untersagt, sofern nicht zwingende Verhältnisse (Futtermangel, schlechte Witterung u. s. w.) eine Ausnahme erheischen. In solchen Fällen darf die Rückkehr der von der Seuche noch nicht ergriffenen Tiere nur unter Anwendung von durch die zuständigen Behörden zur Verhinderung der Seuchenverschleppung vereinbarten Sicherungsmassregeln erfolgen.

Artikel 10.

Die Bewohner in den Grenzbezirken können die Grenze in beiden Richtungen mit ihren eigenen, an den Pflug oder an ein Fuhrwerk gespannten Tieren überschreiten, jedoch nur zum Zwecke landwirtschaftlicher Arbeiten oder in Ausübung ihres Gewerbes und unter Beobachtung der bestehenden Zollvorschriften.

Diese Vergünstigung kann seitens der vertragschliessenden Teile von der Erfüllung folgender Bedingungen abhängig gemacht werden :

a) Jedes Gespann, welches die Grenze zu landwirtschaftlicher Arbeit oder im Gewerbebetrieb überschreitet, muss mit einem Zeugnisse des Ortsvorstandes der Gemeinde versehen sein, in welcher sich der Stall befindet. Dieses Zeugnis muss den Namen des

a označení obvodu (v kilometrech) pásma pohraničního, v němž má spřežení pracovati ;

b) mimo to jest při každém překročení hranic potřebí vysvědčení starosty oné obce, z níž spřežení přichází, a projíždí-li spřežení územím jiné obce, také vysvědčení této obce, jímž se stvrzuje, že jsou dotyčné obce zcela prosty jakékoliv nákazy zvířecí a že také není v obvodu 10 km mor skotu a plicní nákaza skotu. Tato vysvědčení buď tež každých 6 dnů obnovována.

Budou-li nutna zvláštní opatření, aby bylo udrženo provozování hospodářství v pohraničním pásmu, budou tato vydána v dohodě s ministerstvy zemědělství obou států za souhlasu ministerstev financí.

Vyžadují-li zvěrolékařsko-policejní poměry časem určitých obmezení též přiměřeně poslednímu odstavci čl. 5., mají příslušné pohraniční okresní úřady ve vzájemné dohodě učiniti zajišťovací opatření a o tom podati zprávu představenému úřadu.

Článek II.

Dosavadní obmezení a zákazy, jež byly snad v době, kdy tato vzájemná dohoda nabude účinnosti, ještě v platnosti a s touto v rozporu, buď tež zrušeny.

PŘÍLOHA K DOHODĚ O NÁKAZÁCH ZVÍŘECÍCH.

Ustanovení

Železniční vozy, v nichž dopravují se koně, muli, osli, ovce, kozy, brav vepřový nebo domácí drůbež, buď tež i s příslušným náčiním železniční správy před jejich dalším použitím čištěny a desinfikovány dle těchto předpisů :

1. Před vlastní desinfekcí budiž z vozu vždy odstraněno stelivo, hnůj, peří, zbytky provazů na uvázání atd. a budiž vůz důkladně čištěn horkou vodou. Kde není takové sdostatek po ruce, lze použíti též vody studené pod tlakem vylévané, avšak budiž před tím usazená nečistota za příčinou rozmočení polita horkou vodou. Čištění budiž jen tehdy považováno za dostatečné, bude-li jím úplně odstraněno veškeré znečištění, vzniklé transportem ; též částky nečistoty, vniklé do spar v podlaze vozů, buď tež odstraněny úplně, je-li třeba, železným náčiním s tupými hroty a hranami.

2. Desinfekce sama má se vztahovati a sice i v případech, v nichž byl vůz jen částečně naložen, na všechny části vozu, nebo na použitý oddíl vozu.

Desinfekce budiž provedena :

a) Za obyčejných poměrů mytím podlahy, stropu a stěn roztokem sodového louhu, ohřátého na nejméně 50 stupňů Celsia, k jehož připravení použito bylo nejméně 3 kilogramů sody na 100 litrů vody. Na místo louhu sodového může býti použito též jiného louhu, jenž bude vládou dotčeného státu uznán za stejně účinný. Ve stanicích, jež jsou opatřeny potřebným zařízením, jest na místě mytí sodovým louhem

Eigentümers oder des Führers des Gespannes, die Beschreibung der Tiere und die Angabe des Umkreises (in Kilometern) des Grenzgebietes, in welchem das Gespann zu arbeiten bestimmt ist, enthalten ;

b) Überdies ist beim Austritte wie bei der Rückkehr ein Zeugnis des Ortsvorstandes derjenigen Grenzgemeinde erforderlich, aus welcher das Gespann kommt, und im Falle des Durchzuges durch das Gebiet einer anderen Gemeinde auch eine Bescheinigung der letzteren, durch die bestätigt wird, dass die betreffende Gemeinde vollkommen frei von jeder Tierseuche ist und dass auch in einem Umkreise von 10 Kilometern die Rinderpest und Lungenseuche nicht vorkommen. Dieses Zeugnis muss alle 6 Tage erneuert werden.

Besondere zur Aufrechterhaltung landwirtschaftlicher Betriebe in den Grenzgebieten etwa notwendige Verfügungen sind von den Ackerbauministerien beider Staaten nach Zustimmung der Finanzministerien einvernehmlich zu erlassen.

Erheischen veterinärpolizeiliche Verhältnisse zeitweilig gewisse Beschränkungen, auch nach Massgabe des letzten Absatzes des Artikels 5, so haben die zuständigen Grenzbezirksbehörden die notwendigen Sicherungsmassregeln im gegenseitigen Einverständnis zu treffen und hierüber an die vorgesetzte Behörde zu berichten.

Artikel 11.

Die bei dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Übereinkommens etwa noch bestehenden, mit seinen Bestimmungen nicht vereinbarlichen Beschränkungen und Verbote sind ausser Kraft zu setzen.

ANLAGE ZUM TIERSEUCHENÜBEREINKOMMEN.

Bestimmungen.

Eisenbahnwagen, in welchen Pferde, Maultiere, Esel, Rinder, Schafe, Ziegen, Schweine oder Hausgeflügel befördert worden sind, müssen nebst den zugehörigen Gerätschaften der Eisenbahnverwaltungen vor ihrer weiteren Verwendung nach folgenden Vorschriften gereinigt und desinfiziert werden :

1. Der eigentlichen Desinfektion der Wagen muss stets die Beseitigung der Streumaterialien, des Düngers, der Federn, der Reste von Anbindesträngen u. s. w. sowie eine gründliche Reinigung durch heisses Wasser vorangehen. Wo solches nicht in genügender Menge zu beschaffen ist, darf auch unter Druck ausströmendes kaltes Wasser verwendet werden, jedoch muss vorher zur Aufweichung des anhaftenden Schmutzes eine Abspülung mit heissem Wasser erfolgen. Die Reinigung ist nur dann als ausreichend anzusehen, wenn durch sie alle von dem Transport herrührenden Verunreinigungen vollständig beseitigt sind ; auch die in die Fugen der Wagenböden eingedrungenen Schmutzteile sind vollständig — erforderlichenfalls unter Anwendung von eisernen Geräten mit abgestumpften Spitzen und Rändern — zu entfernen ;

2. Die Desinfektion selbst hat sich, und zwar auch in den Fällen, wo der Wagen nur teilweise beladen war, auf alle Teile des Wagens oder des benutzten Wagenabteils zu erstrecken.

Sie muss bewirkt werden :

a) Unter gewöhnlichen Verhältnissen durch Waschen der Fussböden, Decken und Wände mit einer auf mindestens 50 Grad Celsius erhitzten Sodalauge, zu deren Herstellung wenigstens 3 Kilogramm Soda auf 100 Liter Wasser verwendet sind. Statt der Sodalauge kann auch eine andere von der Regierung des betreffenden Staates als gleichwertig anerkannte Lauge zugelassen werden. Auf Stationen, die mit den

dovoleno nejdůkladnější upotřebení vodní páry na podlahu, strop a stěny s použitím vhodných zařízení ; použitá pára vodní necht' má napětí nejméně 2 atmosfér ;

b) v případech infikování vozu morem skotu, snětí slezinnou, snětí šelestivou, nákazou zvěře a skotu, slintavkou a kulhavkou, ozhřivkou, nákazou bravu vepřového, morem bravu vepřového, červenkou bravu vepřového, cholerou drůbeže, slepičím morem, nebo v případech nutného podezření z takového infikování, použitím jednoho z obou pod a) předepsaných řízení a mimo to pečlivým natřením podlahy, stropu a stěn 3procentní směsí kresolové kyseliny sirkové nebo 2procentním roztokem formaldehydovým. Směs kresolové kyseliny sirkové budiž pořízena smíšením dvou dílů surového kresolu (cresolum crudum knihy o léčivech jedné ze smluvních stran) a jednoho dílu surové kyseliny sirkové (acidum sulfuricum crudum knihy o léčivech jedné ze smluvních stran) za obyčejné teploty. Ku pořízení 3procentního roztoku smí býti použito směsi nejdříve 24 hodin a nejpozději tři měsíce po jejím připravení. Roztoku je použíti ve 24 hodinách.

Na místo natírání může býti provedeno také stříkání aparátem, jenž bude vládou dotčeného státu jako vhodný uznán.

3. Zostřený způsob desinfekce (č. 2 b) budiž proveden zpravidla jen ku zvěrolékařsko-policejnímu nařízení, bez tohoto však i tehdy, jestliže bude upotřebeno vozů k dopravě paznehtníků z takových stanic, v jichž okolí 20 kilometrů slintavka a kulhavka stává nebo ještě nebyla prohlášena za utlumenou. Příslušnému správnímu úřadu se vyhražuje, aby nařídil zostřenou desinfekci (2 b) i v jiných případech, jestliže to považuje za nezbytno, aby bylo zabráněno zavlečení jmenovaných nákaz.

4. Budou-li podrobeny zostřené desinfekci (č. 2 b) vozy s vnitřními obloženími, budiž obložení sňato a stejně jako vůz cištěno a desinfikováno. Od vyjmutí vnitřního obložení smí býti tehdy upuštěno, byl-li ve voze dopravován jen drobný dobytek jednotlivě v bednách.

5. U vozů vypolštářovaných budiž polštářování, je-li odstraněno, dostatečným způsobem vyčištěno. Nastane-li infikování vozů nákazami pod č. 2b jmenovanými, nebo je-li nutné podezření z takového infikování, budiž polštářování spáleno. S vozem samotným budiž naloženo spůsobem, uvedeným pod č. 1—3.

Do cizozemských vozů (žádné ze smluvních stran nenáležejících), jichž polštářování se nedá odstraniti, nesmí se znovu nakládati.

6. U vozů, jichž bylo použito k dopravě jednotlivých zvířat drobného dobytka (vyjímajíc drůbež) v bednách nebo klecích a jež jsou, znečištěny slámou, krmivem, výměty a pod., platí umyrístěn, podlahy a stropu horkou vodou, s vyhradou ustanovení k č. 2 b a 3, za dostatečnou desinfekci.

Vozy, jichž bude použito k dopravě živé drůbeže v bednách (klecích, koších), bud'tež jen tehdy dle těchto předpisů čištěny a desinfikovány, jestliže jsou znečištěny slámou, krmivem nebo výměty.

7. Smluvní strany zavazují se, že budou železniční vozy, jichž se použije k transportu zvířat druhů v úvodu jmenovaných při nakládání, nebo, jedná-li se o vozy, přicházející z třetího státu, při překročení do území smluvních stran, polepeny na obou stranách lístky barvy žluté a s nadpisem « Desinfikovati ». Jestliže jest některý vůz zostřeně desinfikovati (č 2. b, 3), budiž polepen v oné stanici, kde nastanou předpoklady pro tento druh desinfekce, nebo stanou se známými, lístky barvy žluté s kolmým červeným proužkem v prostředku s nadpisem « Zostřeně desinfikovati ». Po desinfekci bud'tež lístky odstraněny a na jich místo nalepeny lístky barvy bílé s nadpisem : « Desinfikováno dne..... hodina..... v..... », jež bud'tež odstraněny až při novém nakládání do vozu.

erforderlichen Einrichtungen versehen sind, ist statt der Waschung mit Sodalauge auch die gründlichste Behandlung der Fussböden, Decken und Wände mit Wasserdampf unter Benützung geeigneter Vorrichtungen zulässig; der zur Verwendung kommende Wasserdampf muss eine Spannung von mindestens zwei Atmosphären haben;

b) In Fällen einer Infektion des Wagens durch Rinderpest, Milzbrand, Rauschbrand, Wild- und Rinderseuche, Maul- und Klauenseuche, Rotz, Schweineseuche, Schweinepest, Schweinerotlauf, Geflügelcholera, Hühnerpest oder des dringenden Verdachtes einer sochen Infektion durch Anwendung eines der beiden unter *a)* vorgeschriebenen Verfahren und ausserdem durch sorgfältiges Bepinseln der Fussböden, Decken und Wände mit einer dreiprozentigen Lösung einer Kresolschwefelsäuremischung oder mit einer zweiprozentigen Formaldehydlösung. Die Kresolschwefelsäuremischung ist durch Mischen von zwei Teilen rohen Kresols (Cresolum crudum des Arzneibuches eines der vertragschliessenden Teile) und einem Teile roher Schwefelsäure (Acidum sulfuricum crudum des Arzneibuches eines der vertragschliessenden Teile), bei gewöhnlicher Temperatur zu bereiten. Zur Herstellung der dreiprozentigen Lösung darf die Mischung frühestens 24 Stunden, spätestens drei Monate nach ihrer Bereitung benutzt werden. Die Lösung ist innerhalb 24 Stunden zu verwenden.

Anstatt des Bepinselns kann auch eine Bespritzung mit einem von der Regierung des betreffenden Staates als geeignet zugelassenen Apparat erfolgen.

3. Die verschärfte Art der Desinfektion (2b) ist in der Regel nur auf veterinärpolizeiliche Anordnung, ohne solche Anordnung jedoch auch dann vorzunehmen, wenn die Wagen zur Beförderung von Klauentieren von solchen Stationen, in deren Umkreis von 20 Kilometer die Maul- und Klauenseuche herrscht oder noch nicht für erloschen erklärt worden ist, gedient haben. Der zuständigen Verwaltungsbehörde bleibt vorbehalten, die verschärfte Desinfektion (2b) auch in anderen Fällen anzuordnen, wenn sie es zur Verhütung der Verschleppung der bezeichneten Seuchen für unerlässlich erachtet.

4. Wenn Wagen mit einer inneren Verschalung der verschärften Desinfektion (2b) zu unterwerfen sind, ist die Verschalung abzunehmen und ebenso wie der Wagen zu reinigen und zu desinfizieren. Von der Herausnahme der inneren Verschalung darf dann abgesehen werden, wenn in den Wagen nur verpacktes Kleinvieh in Einzelstücken befördert worden ist.

5. Bei gepolsterten Wagen ist die Polsterung, die entfernbar sein muss, in ausreichender Weise zu reinigen. Hat eine Infektion des Wagens durch eine der unter 2b genannten Seuchen stattgefunden oder liegt der dringende Verdacht einer solchen Infektion vor, so muss die Polsterung verbrannt werden. Der Wagen selbst ist in der zu 1 bis 3 angegebenen Weise zu behandeln.

Ausländische (keinem der vertragschliessenden Teile angehörige) Wagen, deren Polsterung nicht entfernbar ist, dürfen nicht wieder beladen werden.

6. Bei Wagen, die zur Beförderung von einzelnen Stücken Kleinvieh (ausser Geflügel) in Kisten oder Käfigen gedient haben und nicht durch Streu, Futter, Auswurfstoffe usw. verunreinigt wurden, gilt vorbehaltlich der Festsetzungen zu 2b und 3, eine Waschung der Wände, des Fussbodens und der Decke mit heissem Wasser als ausreichende Desinfektion.

Die zur Beförderung von verpacktem lebenden Geflügel benutzten Wagen sind nur dann den vorstehenden Vorschriften entsprechend zu reinigen und zu desinfizieren, wenn eine Verunreinigung durch Streu, Futter oder Auswurfstoffe stattgefunden hat.

7. Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, Eisenbahnwagen, die zum Transport von Tieren der im Eingange bezeichneten Art benutzt werden, bei der Beladung oder bei den aus dritten Staaten kommenden Wagen beim Eintritt in ihre Gebiete auf beiden Seiten mit Zetteln von gelber Farbe und mit der Aufschrift «Zu desinfizieren» zu bekleben. Sofern ein Wagen der verschärften Desinfektion unterzogen werden muss (2b, 3), ist er auf derjenigen Station, wo die Voraussetzungen für diese Art der Desinfektion eintreten oder bekannt werden, mit Zetteln von gelber Farbe mit einem in der Mitte aufgedruckten senkrechten roten Streifen und der Aufschrift « Verschärft zu desinfizieren » zu bekleben. Nach der Desinfektion sind die Zettel zu entfernen und an ihrer Stelle solche von weisser Farbe mit dem Aufdruck « Desinfiziert am ..... Stunde ..... in ..... » anzubringen, die erst bei der Wiederbeladung des Wagens zu beseitigen sind.

Vozy, jichž bude použito při dopravě živé drůbeže v bebnách (klecích, koších), bud'též polepeny, pokud jest jejich čištění a desinfekce dle č. 6, odstavce 2., nutna, ve stanici určení.

Nebude-li vůz při přechodu z území jedné strany do území druhé strany označeným způsobem polepen, budiž to v pohraniční přestupní stanici správou přejímací dodatečně učiněno.

8. Vozy prázdné, nebo s jiným zbožím než zvířaty druhů v úvodu jmenovaných, které procházejí do území jedné smluvní strany a jichž bylo dle zevních známek použito k dopravě takových zvířat, které však nebyly dle předpisů této úmluvy čištěny a desinfikovány, bud'též, nebudou-li vráceny, dle předpisů této úmluvy čistěny a desinfikovány.

Příloha d) k článku 12.

DOHODA O VZÁJEMNÉM UZNÁNÍ VYSVĚDČENÍ O ZKOUŠKÁCH ZBOŽÍ.

1. Vysvědčení, která vydávají státní úředníci neb úřady neb vědecké ústavy k tomu oprávněné na území jedné smluvní strany o vlastnostech zboží, budou uznána na území druhé strany za podklad vnitřního zdanění, vyclívání neb provádění dopravních omezení. Zboží v zásilkách provázených takovýmto vysvědčením nebude znova zkoumáno co do svých vlastností, jestliže úředníci, úřady neb vědecké ústavy zachovají příslušné předpisy platné na území druhé strany, zapíší do vysvědčení všechny potřebné údaje a nebude-li o správnosti vysvědčení zvláštní pochybnosti.

2. Obě strany si však vyhražují právo prováděti časem zkoušky zboží na přezkoumání vysvědčení.

3. Vlády obou smluvních stran oznámí si státní úřady a vědecké ústavy, které budou zmocněny k vydávání vysvědčení, dále předpisy o vydávání vysvědcení a předchozím zkoumání a způsob provádění vůbec, zejména, pokud jde o příslušnost ověřovaného zboží k vysvědčením.

Příloha e) k článku 12.

DOHODA O VZÁJEMNÉM UZNÁVANÍ ZKUŠEBNÍCH ZNAČEK NA RUČNÍCH STŘELNÝCH ZBRANÍCH

1. Vzájemně se uznávají zkušební značky na hlavních ručnic (jednohlavňových i vícehlavňových), určených pro občanskou potřebu, nekalených a s hladkým vývrtem (opracovaných pilníkem neb smirkovaných). Ručnice opatřené řádnými zkušebními značkami budou vzájemně vždy podrobeny jediné zkoušce, a to tak, že se podnikne pouze třetí zkouška za poplatek za tuto zkoušku určený, a že se ručnice opatří pouze jedním zkušebním razítkem.

2. Strany si vzájemně oznámí způsob zkušebních značek (razítek) a ústavů k známkování oprávněných.

Copie certifiée conforme.
Praha, le 11 décembre 1922.

Dr Jan OPOČENSKÝ,
Chef des archives du Ministère des Affaires étrangères.

Die zur Beförderung von verpacktem lebenden Geflügel benutzten Wagen sind, soweit ihre Reinigung und Desinfektion nach Ziffer 6, Absatz 2, erforderlich ist, auf der Empfangsstation zu bezetteln.

Sollte ein Wagen bei dem Übergang aus den Gebieten des einen Teiles in die des anderen Teiles nicht in der bezeichneten Weise bezettelt sein, so ist dieses auf der Grenzübergangsstation von der übernehmenden Verwaltung nachzuholen.

8. Leere oder mit anderen Gütern als Tieren der im Eingange bezeichneten Art beladene Eisenbahnwagen, die in die Gebiete eines der vertragschliessenden Teile eingehen und äusserlich erkennbar zur Beförderung solcher Tiere benutzt, aber nicht nach den Vorschriften dieses Abkommens gereinigt und desinfiziert worden sind, sind wenn sie nicht zurückgewiesen werden, nach den Vorschriften dieses Abkommens zu reinigen und zu desinfizieren.

Anlage d) zu Artikel 12.

ABKOMMEN ÜBER DIE GEGENSEITIGE ANERKENNUNG VON WARENPRÜFUNGSZEUGNISSEN.

1. Die Zeugnisse, welche von staatlichen Beamten oder Behörden oder von hiezu berufenen wissenschaftlichen Anstalten in den Gebieten des einen vertragschliessenden Teiles über die Beschaffenheit von Waren ausgestellt werden, sollen in den Gebieten des anderen Teiles für Zwecke der inneren Besteuerung, der Zollbehandlung oder der Handhabung von Verkehrsbeschränkungen anerkannt werden. Warensendungen, die von derartigen Zeugnissen begleitet sind, werden nicht von Neuem einer Untersuchung über die Beschaffenheit unterzogen werden, vorausgesetzt, dass von den Beamten, der Behörde oder der wissenschaftlichen Anstalt die in den Gebieten des anderen Teiles geltenden einschlägigen Vorschriften beobachtet und alle erforderlichen Angeben in die Zeugnisse aufgenommen worden sind und dass sich nicht besondere Zweifel an der Richtigkeit des Zeugnisses ergeben.

2. Beiderseits wird die zeitweise Entnahme von Proben zum Zwecke der Prüfung der Ware auf Uebereinstimmung mit dem Zeugnisse vorbehalten.

3. Die Regierungen der vertragschliessenden Teile werden sich über die staatlichen Behörden und wissenschaftlichen Anstalten, die zur Ausstellung der Zeugnisse ermächtigt sein sollen, über die bei der Ausstellung der Zeugnisse und der vorhergehenden Untersuchung zu beobachtenden Vorschriften und die sonstige Durchführung, namentlich über die Zugehörigkeit der bescheinigten Ware zum Zeugnisse verständigen.

Anlage e) zu Artikel 12.

ABKOMMEN
UBER DIE GEGENSEITIGE ANERKENNUNG DER PRÜFUNGSZEICHEN AUF HANDFEUERWAFFEN.

1. Den Probezeichen auf den für den Zivilbedarf bestimmten Gewehrläufen (einfache und Mehrläufe) in weissem Zustande und mit glatter Bohrung (mit der Feile bearbeitet oder geschmirgelt) wird wechselseitig die Anerkennung gewährt. Die mit ordnungsmässigen Prüfungszeichen versehenen Gewehre werden wechselseitig in allen Fällen nur einer Probe unterzogen werden. Hiebei wird nur die dritte Probe gegen Entrichtung der für diese vorgesehene Gebühr vorgenommen und nur ein Prüfungsstempel auf dem Gewehre angebracht.

2. Die Art der Probezeichen (Prüfungsstempel) und die zu ihrer Erteilung in jedem Staatsgebiete befugten Anstalten werden gegenseitig bekanntgegeben werden.

Copie certifiée conforme.
Praha, le 11 décembre 1922.

Dr Jan OPOČENSKÝ.
Chef des archives du Ministère des Affaires étrangères.

[1] TRADUCTION.

No. 388. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, SIGNÉ A PRAGUE LE 4 MAI 1921.

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animés du même désir d'encourager le développement des relations entre la Tchécoslovaquie et l'Autriche ont décidé de conclure à cet effet l'Accord commercial provisoire suivante, en attendant la conclusion d'un traité de commerce définitif. Ils ont, à cet effet, désigné comme plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE,

M. le Dr Rudolf HOTOWETZ, Ministre du Commerce et Ministre chargé du service du commerce extérieur.

M. le Dr Wenzel SCHUSTER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

M. Richard RIEDEL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire

qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

1. Les ressortissants, navires et marchandises, produits naturels ou industriels de l'une des Parties contractantes ne seront pas soumis, dans le territoire de l'autre Etat, à un traitement moins favorable que les ressortissants, navires, marchandises, produits naturels ou industriels d'un Etat tiers.

2. La disposition précédente ne porte pas atteinte aux lois, ordonnances ou réglements particuliers qui existent ou qui seront mis en vigueur sur les territoires des Parties contractantes relativement au commerce, à l'industrie, à la police et à la sécurité publique, et qui sont généralement applicables à tous les étrangers.

Article 2.

1. En ce qui concerne la création ou l'exploitation d'un commerce ou d'une industrie, les ressortissants des Parties contractantes ne devront pas être soumis par l'autre Partie à un traitement moins favorable que les ressortissants d'un autre Etat quelconque.

2. Pour la fréquentation des marchés et des foires, les ressortissants de l'autre Partie jouiront du même traitement que les ressortissants des pays où se tient le marché ou la foire, à condition qu'ils puissent justifier de leur identité par la présentation d'une pièce du modèle ci-annexé (annexe a) délivrée par une des autorités de l'Etat dont ils sont ressortissants.

3. Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas à la profession de pharmacien, aux opérations de courtier de commerce (Sensal) et à l'exploitation d'industries ambulantes, y compris le colportage.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 388. — COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN THE CZECHO-SLOVAK REPUBLIC AND THE REPUBLIC OF AUSTRIA, SIGNED AT PRAGUE, MAY 4, 1921.

The GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and the GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being mutually desirous of encouraging the development of relations between Czecho-slovakia and Austria, have decided, for this purpose and until the conclusion of a definite commerical treaty, to conclude the following preliminary trade agreement and have appointed as their Plenipotentiaries :

The GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Rudolf HOTOWETZ, Minister of Commerce and Minister in Charge of the Department of Overseas Trade, and

Dr. Wenzel SCHUSTER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary;

The GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Richard RIEDEL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary;

who, after communicating their full powers found to be in good and due form, have agreed to the following provisions :

Article 1.

(1) The nationals, vessels, merchandise, raw materials or manufactured articles of one of the two Contracting Parties shall not, within the territory of the other, receive less favourable treatment than the nationals, vessels, merchandise, raw materials or manufactured articles of a third State.

(2) The above provision shall not affect any special laws, decrees or regulations in the territories of the Contracting Parties concerning trade, industry, police and public safety which are now in existence or which may be enacted in the future and which apply equally to all foreigners.

Article 2.

(1) The nationals of the Contracting Parties shall not in either State be treated less favourably, as regards the establishment and carrying on of trade and industry, than the nationals of any other State.

(2) When frequenting markets and fairs the nationals of either State shall receive the same treatment as the nationals of the other State, provided that they can produce an identity card, a specimen of which is attached (Annex A), issued by the authorities of the State to which they belong.

(3) The above provisions shall not apply to the pharmaceutical industry, brokerage business and itinerant trading, including hawking.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

4. Dans l'avenir, les ressortissants de chacune des deux Parties ne seront pas soumis, de part ni d'autre, à un traitement moins favorable que les ressortissants de n'importe quel autre Etat, en ce qui concerne leur statut juridique personnel, leurs biens meubles et immobiliers, leurs droits et intérêts. Ils jouiront de la liberté de gérer eux-mêmes leurs affaires sur le territoire de l'autre Etat, ou d'en confier la gestion à une personne de leur choix, sans être soumis à cet égard à d'autres restrictions que celles qui sont établies par des lois et ordonnances applicables en droit commun sur le territoire considéré.

5. Ils jouiront sans restriction du libre accès auprès de tous les tribunaux et autorités de l'autre pays ; ils pourront avoir recours à des avocats ou des représentants de leur choix pour sauvegarder leurs intérêts, sans être, à cet égard, soumis à d'autres restrictions que celles qui sont établies, en droit commun, par les lois et ordonnances du pays en question. Ils bénéficieront, dans chaque cas, du même traitement que les ressortissants d'un autre Etat quelconque.

6. Les sociétés par actions et autres sociétés commerciales, industrielles ou financières, y compris les sociétés d'assurances, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des deux Parties, et qui, aux termes de la législation de ce pays, sont juridiquement constituées, doivent également, à condition d'observer les lois et ordonnances qui leur sont applicables dans l'autre pays, être autorisées à faire valoir tous leurs droits et en particulier à ester en justice, à titre de demandeur ou de défendeur.

7. Les ressortissants de chacune des deux Parties, y compris les sociétés commerciales, les sociétés coopératives et les associations similaires, ne seront assujetties, dans l'exercice du commerce ou de l'industrie sur le territoire de l'autre Partie, à aucun impôt, taxe ou droit plus élevé ou autre que ceux qui sont perçus sur les nationaux.

8. Pour la détermination des taxes de toute nature, imposées au commerce et à l'industrie la provenance des marchandises utilisées dans ces exploitations ne devra entraîner par elle-même aucune détermination plus défavorable de ces taxes.

Article 3.

1. Les sociétés par actions, qui ont été créées avant le 28 octobre 1918, et dont le siège se trouve sur le territoire de l'un des deux Etats et qui ont, avant cette date, fait régulièrement des affaires sur le territoire de l'autre Etat, sont tenues, dans un délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du présent Accord, de demander aux autorités compétentes de l'autre Etat, l'autorisation de continuer à exercer leur activité, si toutefois elles n'ont pas auparavant introduit une demande de cette nature, ou sont tenues, dans le même délai, de cesser leur activité dans cet Etat. Jusqu'à ce qu'il ait été statué sur leur demande, les sociétés en question peuvent, en vertu de leur droit acquis, continuer à exercer leur activité dans les mêmes limites que précédemment. Ces sociétés n'ont à verser que les droits d'admission relatifs à l'augmentation de leur capital-actions et obligations, survenue après le 28 octobre 1918. Leur activité est soumise aux règlements publics, applicables dans le territoire considéré, à toutes les autres entreprises étrangères.

2. Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables aux banques et aux sociétés d'assurances.

3. Pour les sociétés par actions et autres sociétés commerciales et industrielles (à l'exception des banques et des sociétés d'assurances) juridiquement constituées sur le territoire de l'une des Parties et qui désirent étendre leur activité sur le territoire de l'autre Partie, après la mise en vigueur du présent Accord et auxquelles une autorisation spéciale à cet effet est nécessaire, l'autorisation est accordée conformément aux lois et ordonnances existant dans le territoire en question ; toutefois, elles doivent, à cet égard, comme à tous autres points de vue, jouir des mêmes droits que les Sociétés de même nature, qui sont ressortissants d'un troisième Etat et dont l'existence juridique est reconnue.

(4) The nationals of either of the two Contracting Parties shall not in future receive less favourable treatment in either State as regards their personal legal status, their movable and immovable property or their rights and interests, than the nationals of any third State. They shall be at liberty to carry on their business in the territory of the other Party either personally or through some agent of their own choice without being subjected to any restrictions other than those which are imposed by the general laws and decrees in force in the territory in question.

(5) They shall have free and unrestricted access to all the courts and authorities of the other Party and shall be entitled to employ attorneys or agents of their own choice to protect their interests without being subjected to any restrictions other than such general restrictions as are imposed by the laws and decrees in force in the territory in question, and they shall, in every respect, be treated in the same way as the nationals of any other State.

(6) Joint-Stock companies and other commercial, industrial or financial companies, including insurance companies, which have their headquarters in the territory of either of the Parties and are legally established in accordance with the laws of that country, shall also be entitled to exercise all their rights in the territory of the other Party subject to compliance with the laws and decrees applicable to the matter in that territory, and, in particular, they shall be entitled to conduct actions in the courts either as plaintiffs or defendants.

(7) The nationals of either of the two Parties, including trading companies, co-operative societies and similar associations, shall not be subjected in the carrying on of trade or industry in the territory of the other Party to any taxes, duties or charges different to or higher than those levied on nationals of the country concerned.

(8) In the assessment of charges on every kind of trade and industry the origin of the goods employed in such undertakings shall not, in itself, render them liable to less favourable assessment.

Article 3.

(1) Joint-stock companies which were established prior to October 28, 1918, with their headquarters in the territory of either State, and which, before that date, conducted regular business within the territory of the other State, must, if they have not already made such an application, apply to the competent authority in the other State within three months from the coming into force of the present Agreement, for permission to carry on their trade, failing which they must within the same period, cease to carry on trade in that State. Until a decision has been reached concerning their applications, the companies in question may carry on their business to the same extent as hitherto in virtue of their former rights. Such companies shall only be required to pay registration fees in respect of any increase of their share or debenture capital which may have been effected subsequent to October 28, 1918. Their business transactions shall be subject to the general regulations applicable to all other foreign undertakings of the same nature within the territory of the State in question.

(2) The provisions of the preceding section shall not apply to banks and insurance companies.

(3) In the case of joint-stock companies and other commercial and industrial companies (with the exception of banks and insurance companies) which are legally established in the territory of one of the Parties and after the coming into force of the present Agreement wish to extend their activities to the territory of the other Party, and which require special permission for this purpose, such permission shall be given in accordance with the laws and decrees in force in the territory of the State in question ; these companies shall, however, enjoy in this as in all other respects the same rights as those accorded to similar companies of any third State, which are recognised as being legally established.

Article 4.

1. Les droits industriels, acquis avant la mise en vigueur du présent Accord et qui ne sont pas jusqu'ici arrivés à expiration sont maintenus.

2. Lorsqu'une exploitation située dans le territoire de l'une des Parties possédait, avant le 28 octobre 1918, sur le territoire de l'autre Partie, des succursales ou des dépôts, elle est tenue, dans un délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du présent Accord, de présenter pour ces succursales une demande de permis industriel (Gewerbe-Schein), — ou, s'il s'agit d'industries faisant l'objet d'une concession, une demande en vue d'obtenir la concession nécessaire. La délivrance du permis industriel ou l'octroi de la concession ne sera pas refusé, dans ce cas, tant que l'objet de l'exploitation n'aura pas été modifié. Le requérant sera également dispensé des conditions exigibles pour la création d'une exploitation ainsi que des taxes perçues dans le cas d'une création de ce genre.

Article 5.

Chacune des Parties contractantes s'engage à respecter les lois et ordonnances en vigueur sur le territoire de l'autre Partie qui auront été portées régulièrement à sa connaissance par les autorités compétentes et qui réglementent l'usage de marques régionales destinées à indiquer la provenance des vins et spiritueux produits sur le territoire de l'autre Partie, ou l'usage de marques d'origine locale pour la bière fabriquée sur ce territoire. L'importation, l'exportation, la vente, la conservation en vue de la vente ou, d'une façon générale, la mise dans le commerce de produits qui portent des indications contraires à ces lois et ordonnances, doivent être interdites et réprimées au moyen de mesures appropriées.

Article 6.

1. Les marchandises, produits naturels ou industriels de l'une des Parties seront soumises, lors de leur importation sur le territoire de l'autre Partie, à des droits de douane, taxes, y compris tous les frais accessoires et les suppléments, qui ne pourront être ni plus élevés ni autres que ceux qui sont perçus sur les produits ou marchandises d'un autre Etat quelconque.

2. Seront également considérés comme produits industriels du territoire d'une des Parties contractantes, les objets produits, au cours des opérations de finition, par la mise en œuvre de matériaux étrangers.

3. L'exportation à destination du territoire de l'autre Etat ne pourra donner lieu à la perception de droits ou de taxes d'exportation autres ou plus élevés que ceux auxquels donne lieu l'exportation des mêmes marchandises à destination d'un autre Etat quelconque.

4. Chacune des Parties contractantes convient en outre de s'abstenir, à tout autre point de vue, de soumettre les importations ou exportations effectuées avec l'autre Partie à un traitement moins favorable ou autre que celui dont jouit un troisième Etat quelconque. Cette disposition vise particulièrement les règlements douaniers et leur application, l'examen et l'analyse des marchandises destinées à l'importation, les conditions relatives au paiement des droits de douane et autres taxes, la classification et l'interprétation des tarifs, et l'application des dispositions régissant les monopoles.

5. Pour assurer aux transactions commerciales réciproques le traitement le plus favorable et en même temps pour prévenir tout abus, les deux Parties peuvent exiger que les produits naturels et industriels de l'autre Etat, destinés à l'importation sur leur territoire douanier, soient accompagnés d'un certificat d'origine.

6. Dans les échanges effectués entre les Parties contractantes, l'application du traitement douanier le plus favorable aux objets qui présente, pour le pays d'exportation, l'importance économique la plus considérable, ne devra dépendre de la présentation d'un certificat d'origine que dans le cas où interviennent des nécessités pressantes de politique commerciale.

Article 4.

(1) Trading rights which were acquired before the coming into force of the present Trade Agreement and which have not yet expired shall remain in force.

(2) If an undertaking established in the territory of one of the Parties possessed branch establishments or depositories in the territory of the other Party prior to October 28, 1918, it must, within three months after the coming into force of the present Agreement, apply for the issue of a trading certificate in respect of these branch undertakings or, in the case of " concession " industries, for the grant of the necessary concession. There shall be no refusal in such cases to issue the trading certificate or to grant the concession if the object of the undertaking has not undergone any modification ; exemption shall also be accorded from giving proof that the conditions required in connection with the installation of a new undertaking have been fulfilled and from the fees chargeable in respect of such installation.

Article 5.

Each of the Contracting Parties undertakes to comply with the laws and decrees duly notified to it by the competent authorities as being in force in the territory of the other Party, whereby the use of counterchecks for indicating the origin of wines and distilled spirits produced in the territory of the other Party, or the use of local certificates of origin for beer produced in that territory is regulated. The import, export, sale, offering for sale or putting into circulation in any way of products bearing marks which constitute a contravention of such laws and decrees must be prohibited and prevented by suitable means.

Article 6.

(1) The goods and natural and manufactured products of one Party shall not, on being imported into the territory of the other Party, be subjected to Customs duties or charges including all incidental and additional fees higher than or different from those which are levied on the products or goods of any other country.

(2) Articles manufactured in the finishing trade from foreign materials within the territory of one of the contracting Parties shall be regarded as industrial products of that territory.

(3) In the case of exportation to the territory of the other Party, export duties or charges different from or higher than those levied in the case of the export of similar goods to any other State may not be imposed.

(4) Each of the contracting Parties further undertakes not to subject import and export in the course of trade with the other Party to any different or less favourable treatment in every respect than that accorded to any third State. This provision applies in particular to Customs regulations and the manner in which they are applied, the examination and analysis of goods forwarded for import, the conditions for the payment of Customs duties and charges, the classification and interpretation of tariffs and the application of monopolies.

(5) In order to ensure the most favourable treatment of trade between the two Parties and at the same time to prevent any abuse, both Parties may require that the natural and industrial products of the other State, on arriving at the frontier for importation into their customs area, should be accompanied by a certificate of origin.

(6) In the relations between the Contracting Parties the application of the most favourable customs treatment to such articles as are of special economic importance to the exporting country shall only be made dependent upon the production of a certificate of origin if urgent reasons of commercial policy so require.

7. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux mesures de faveur particulières que les Etats limitrophes peuvent accorder, à certaines zones frontières et aux habitants de certaines parties du territoire, en vue de faciliter les changes.

Article 7.

Les taxes intérieures qui sont perçues sur le territoire de l'une des Parties contractantes, quelqu'en soit le bénéficiaire, et qui frappent ou frapperont la production, la fabrication ou la consommation d'une marchandise, ne pourront, sous aucun prétexte, être, pour les produits de l'autre Partie, ni plus élevés ni plus onéreux que pour les produits indigènes de même nature.

Article 8.

1. Le passage en transit des voyageurs, marchandises, wagons de chemins de fer, navires, bateaux et envois postaux en provenance ou à destination du territoire de l'un des deux Etats et empruntant le territoire de l'autre Etat, est libre de part et d'autre, aussi bien sur les routes et les chemins de fer que sur les canaux et les voies navigables.

2. Le passage en transit est exempt de tout droit de douane et de toute taxe, et ne doit être soumis à aucun retard ou restriction inutiles.

3. Les Parties contractantes se réservent le droit d'interdire ou de restreindre le passage dans les cas suivants :

a) Pour des raisons de sécurité publique ;

b) Pour des raisons de police sanitaire et vétérinaire, en vue notamment d'empêcher la propagation d'épizooties et d'assurer la protection des plantes utiles, en particulier contre les insectes et autres agents nuisibles, conformément aux principes internationaux reconnus et aux conventions particulières existant entre les deux Parties contractantes.

4. Toutefois, le passage en transit ne pourra en aucun cas être soumis à des mesures d'interdiction ou de restriction qui ne seraient pas applicables en même temps et de la même façon, aux transports en transit de tous les autres pays qui se trouvent dans les mêmes conditions.

5. Les interdictions et les restrictions ne devront être appliquées aux transports que dans la mesure absolument nécessaire pour atteindre le but visé.

6. Les dispositions relatives à la liberté du transit sont également applicables au transit indirect, lorsque les conditions prévues par les mesures de sécurité destinées à empêcher que les marchandises ne restent à l'intérieur du pays sont remplies.

7. Les dispositions qui précèdent n'affectent en rien l'obligation d'observer les dispositions des règlements douaniers relatif au traitement applicable aux expéditions en transit ainsi que les dispositions légales relatives aux échanges de marchandises qui font l'objet d'une taxe intérieure ou d'un monopole d'Etat. Le transit de marchandises de ce genre ne doit être entravé ou empêché que dans la mesure nécessaire pour assurer la perception des taxes intérieures sur les marchandises restant dans le pays ou pour garantir l'application des dispositions régissant les monopoles.

8. Les administrations de chemins de fer des deux Etats contractants procéderont à des négociations, en vue de décider si et dans quelles conditions les marchandises peuvent être accompagnées en cours d'expédition par des particuliers. Les règlements généraux relatifs dans chacun des deux Etats au transport des voyageurs sont applicables aux personnes qui accompagnent les marchandises.

(7) The provisions of this article shall not apply to any special privileges which neighbouring States may grant for facilitating trade in respect of certain sections of the frontier and the inhabitants of certain districts.

Article 7.

Internal taxes levied within the territory of one of the Contracting Parties, for whosesoever advantage they may be levied, and which affect, or which may affect in the future, the manufacture, preparation or employment of any goods, shall not under any pretext be higher or more burdensome in respect of the products of the other Party than in respect of similar native products.

Article 8.

(1) The transit of persons, goods, railway wagons, ships, boats and postal packets out of or into the territory of one of the two States through the territory of the other State shall be free in both directions, by road and rail and also by navigable watercourses and canals.

(2) Transit shall be exempt from all Customs duties and charges and shall not be subjected to any unnecessary delays or restrictions.

(3) The Contracting Parties reserve the right to subject transit to prohibitions or restrictions in the following cases :

(a) for reasons of public safety :

(b) for sanitary or veterinary reasons, especially for the prevention of the spread of animal diseases and for the protection of useful plants, *e.g.* against insects and other vermin, in accordance with the recognised principles of international law and any special agreements existing between them at the time.

(4) In no case shall transit be prohibited or subjected to restrictions which do not simultaneously and in the same manner apply to the transit traffic of all other countries where similar conditions obtain.

(5) The prohibitions or restrictions shall not hinder the traffic to a greater extent than is absolutely necessary to achieve the object of the prohibition.

(6) The provisions concerning freedom of transit shall also apply to transit consignments subject to transshipment, in so far as the carrying out of the measures necessary to ensure that the goods shall not remain in the country is guaranteed.

(7) The necessity for complying with the provisions contained in the customs regulations regarding the treatment of transit consignments, and with the legal enactments regarding the traffic of goods which are subject to an internal duty within the country, or which are the object of a State monopoly, remains unchanged. The transit of such goods may, however, only be made more difficult or restricted in so far as is necessary for ensuring the collection of the internal duty in respect of goods which remain in the country or for the purposes of the monopoly.

(8) The Railway Administrations of the two Contracting Parties shall enter into negotiations to decide whether and under what conditions the goods, when being forwarded, may be accompanied by private persons. The general regulations in force in each of the two States in respect of passenger traffic shall apply to persons accompanying goods.

Article 9.

1. Le mouvement d'échanges entre les territoires des deux Parties contractantes ne pourra être restreint par des interdictions d'importation et d'exportation que dans les cas suivants :

a) lorsqu'il est possible d'édicter une interdiction de transit aux termes de l'article 8 du présent Accord ;

b) dans le cas où il s'agit de produits faisant l'objet de monopoles d'Etat, ou en vue d'appliquer à l'égard de marchandises étrangères des interdictions ou des restrictions qui, en vertu de la législation intérieure frappent ou frapperont dans le pays la production, le commerce, l'expédition ou la consommation de marchandises indigènes similaires ;

c) lorsque des circonstances extraordinaires rendent ces mesures nécessaires et que ces dernières ne sont pas interdites par des accords particuliers conclus à cet effet.

2. Les interdictions d'importation et d'exportation ne sont également pas applicables au mouvement d'échanges qui, en vertu des alinéas *a)* et *b)* du § 1 de l'article 11, ainsi qu'en vertu des §§ 2 et 3 de l'article 11, bénéficie de l'exemption des droits de douane perçus à l'importation et à l'exportation, sans préjudice toutefois des règlements douaniers destinés à garantir la réimportation et la réexportation ;

3. De même, les échantillons que les voyageurs de commerce, au sens de l'article 10 du présent Traité, transportent avec eux, seront importés et exportés sans tenir compte des interdictions existantes lorsqu'il sera établi d'une façon suffisamment certaine que les échantillons ne resteront pas dans le pays où ils ont été introduits, mais seront réexportés à la fin du voyage ;

4. A l'importation et à l'exportation, sans préjudice des règlements douaniers y afférents, les effets personnels et les objets destinés à l'usage privé des voyageurs doivent être dédouanés sans qu'il y ait lieu de présenter une autorisation spéciale ;

5. Les Parties contractantes n'édicteront ou ne maintiendront en vigueur, pour les importations et exportations réciproques, aucune interdiction ou restriction qui ne s'étendrait pas de la même façon aux importations et exportations de marchandises similaires au cours des échanges effectués avec un autre pays quelconque placé dans les mêmes conditions. Il est entendu, toutefois, que cette disposition ne s'étend pas à l'octroi de traitements d'exception ou de facilités accordées, en ce qui concerne les interdictions d'importation et d'exportation, pour répondre à des requêtes particulières, non plus qu'aux conventions par lesquelles une des deux Parties contractantes garantit à un Etat tiers, à titre de facilités purement réciproques, l'octroi de traitements d'exception ou de faveur de cette nature pour certains contingents de marchandises.

Article 10.

1. Les commerçants, fabricants et autres industriels qui, par la présentation d'une carte d'identité commerciale, délivrée par les autorités compétentes de leur patrie, font la preuve que, dans le pays où ils sont domiciliés, ils ont le droit d'exercer un commerce ou une industrie, et ont acquitté les impôts et taxes légales, devront être autorisés, dans le territoire de l'autre Partie contractante, sans avoir à acquitter pour cela d'autres taxes ou impôts, à procéder à l'achat de marchandises, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de voyageurs à leur service, auprès de commerçants ou dans des locaux publics de vente ou auprès de personnes qui produisent les marchandises en question ou de prendre des commandes auprès de commerçants ou d'autres personnes dans les exploitations desquelles les marchandises offertes trouvent leur emploi.

2. Les commerçants ou les industriels pourvus d'une carte d'identité commerciale, ainsi que les voyageurs de commerce à leur service, pourront transporter avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

3. Les cartes d'identité commerciale seront établies sur le modèle donné à l'annexe B. La délivrance de ces cartes appartient aux autorités industrielles ou commerciales de première instance (Gewerbebehörde I. Instanz). Chacune des Parties contractantes garde le droit de percevoir à son gré, pour la délivrance de ces cartes, une taxe modérée.

Article 9.

(1) Trade between the territories of the Contracting Parties shall not be restricted by import or export prohibitions except in the following cases :

(a) in cases in which a transit prohibition is permissible under the terms of Article 8 of this Agreement ;

(b) in respect of goods under State monopoly, or for the purpose of putting into effect such prohibitions or restrictions with regard to foreign goods as are or may subsequently be imposed by internal legislation on the production, sale, carriage or consumption within the country of home produced goods of the same nature ;

(c) in other cases only if such restriction is considered necessary in view of prevailing abnormal conditions and is not precluded by special agreements in this respect.

(2) Import and export prohibitions shall not apply to such trade as is declared exempt from import and export duties in Article 11, paragraph 1, sub-paragraph *a)* and *b)*, and paragraphs 2 and 3, without prejudice however to the customs regulations governing re-import and re-export.

(3) Similarly, samples carried personally by commercial travellers, in accordance with Article 10 of this Agreement, may be imported and exported regardless of existing prohibitions, provided that an adequate deposit is paid as a guarantee that such samples will not be left in the country into which they are imported, but will be re-exported upon the conclusion of the journey.

(4) Luggage and articles carried with them by travellers for their personal use shall, when imported or exported, be passed through the Customs without special licences being required, but without prejudice to the existing customs regulations in this respect.

(5) The Contracting Parties shall not issue or maintain in force in regard to the exchange of imports and exports between the two countries prohibitions or restrictions of any kind which are not equally applicable to the import and export of the same goods under the same conditions from or into any other country. It is, however, agreed that this clause shall not apply to the grant of exemptions and facilities accorded in respect of existing import and export prohibitions to individual applicants, or to agreements in which either of the Contracting Parties grants to a third State in the form of concessions upon terms of reciprocity the benefit of such exemptions or facilities for definite contingents of goods.

Article 10.

(1) Merchants, manufacturers and other traders, who submit a trading certificate duly signed by the competent authorities in their own country, proving that they are entitled to carry on trade or business in the State in which they are domiciled, and that they have paid the lawful taxes and duties in that State, shall be authorised to purchase goods in the territory of the other Contracting Party, either personally or through travellers in their service, from merchants or in open markets or from such persons as produce the goods, or to take orders from merchants or other persons who utilise goods of the kind offered in their businesses, without being obliged to pay a further tax or duty therefor.

(2) Merchants or traders possessing a trading certificate and commercial travellers in their service may take samples of goods with them but not goods.

(3) Trading certificates must be filled in in accordance with the specimen contained in Annex B. They should be filled in by trade officials of Grade I. Both Contracting Parties reserve the right, if they think fit to charge a moderate fee for certificates.

4. Les commerçants ou industriels (voyageurs de commerce) pourvus d'une carte d'identité commerciale, ne peuvent ni traiter, ni conclure d'affaires pour des personnes autres que les commerçants ou industriels nommément désignés sur la carte. Ils peuvent uniquement, au cours de leurs voyages, rechercher des commandes et faire des achats.

5. Pour les formalités de toute nature auxquelles sont soumis ces commerçants ou industriels (voyageurs de commerce) sur les territoires des Parties contractantes, ces dernières se garantissent un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui pourrait être accordé à toute autre nation.

6. Les échantillons passibles de droits de douane, transportés par les voyageurs de commerce ou adressés à ceux-ci avant ou après leur arrivée, seront exonérés des droits d'entrée et de sortie, lorsque l'identité de la marchandise aura été constatée à l'importation et qu'il sera prouvé que la réexportation a eu lieu dans un délai déterminé, soit par le même bureau de douanes, soit par un autre; à cet égard, la validité des marques d'identification, apposées dans le pays d'origine, sera reconnue sur le territoire de l'autre Partie contractante.

7. La réexportation des échantillons sera garantie dans les deux pays, lors de l'importation, au moyen de la consignation du montant des droits de douane ou par le dépôt d'une caution.

8. Le voyageur de commerce n'est pas tenu d'assister personnellement au dédouanement, mais il est autorisé à faire présenter la carte d'identité commerciale par une autre personne.

Article II.

L'exonération temporaire des taxes d'entrée et de sortie est accordée aux articles suivants, selon les modalités prévues pour ce mouvement d'admission temporaire (Vormerkverkehr) dans la législation douanière des Parties contractantes :

a) les articles qui sont destinés à être perfectionnés, sans que leur nature ou leur désignation commerciale subisse une modification essentielle ;

b) les sacs usagés marqués, ainsi que les fûts neufs en bois, en provenance du territoire de l'autre Partie contractante, qui sont importés en vue d'être remplis et réexportés, ainsi que les emballages extérieurs qui sont introduits sur le territoire de l'autre Partie contractante pour être remplis, et doivent être dédouanés à part, lorsqu'ils sont réexportés pleins;

c) les marchandises (à l'exception des articles destinés à la consommation) qui sont amenées sur les marchés ou aux foires, ou qui sont expédiées indépendamment du mouvement des marchés ou des foires, en vue d'une vente incertaine, ainsi que le bétail qui est conduit au marché, sur le territoire de l'autre Partie contractante, lorsque ces marchandises ou ce bétail n'ont pas été vendus et sont retournés dans un délai à fixer d'avance.

2. Sont exempts de droits de douane, les emballages en usage dans le commerce, lorsqu'ils ne doivent pas être dédouanés en même temps que la marchandise, ni être soumis à un autre traitement particulier, en vertu des règlements douaniers en vigueur ; les emballages vides en retour, lorsqu'il est justifié qu'ils ont servi à l'exportation de marchandises ; les fûts en bois usagés et marqués, lorsqu'ils ont été déclarés comme venant prendre charge, et destinés à être réexportés pleins et qu'aucun doute ne s'élève sur leur affectation.

3. Les marchandises (à l'exception des articles faisant l'objet d'un monopole d'Etat et des articles de consommation), destinées à être utilisées uniquement comme échantillons ou spécimens, ne seront pas soumises à la perception de droits à l'entrée ou à la sortie.

4. Il est entendu que les échanges effectués dans tous les domaines indiqués ci-dessus entre les Parties contractantes, ne feront pas l'objet d'un traitement moins favorable que celui dont jouissent d'autres nations dans le même domaine.

(4) Merchants or traders (or commercial travellers) possessing a trading certificate must not transact business or act as agents for other merchants or traders than those named in the certificate. When travelling they must only solicit orders and make purchases.

(5) With regard to formalities of all kinds with which such merchants or traders (or commercial travellers) may be required to comply in the territory of either Contracting Party, both Contracting Parties undertake to accord to one another treatment which shall not be more unfavourable than that accorded to any other nation.

(6) Both Contracting Parties shall accord freedom from import and export duties in respect of such samples as are carried by commercial travellers or forwarded in advance of or sent after them and which may be dutiable in themselves, provided that the identity of such samples is established at the time of import and again at the time of re-export within a stated period through the Customs House of entry or any other Customs House ; in this case certificates of identity issued in the home country shall be accepted in the territory of the other Contracting Party.

(7) In either country the re-export of samples must be guaranteed by a deposit amounting to the Customs duty or other deposit to be made at the time of import.

(8) Commercial travellers need not be present in person at the customs examination, but may cause their trading certificates to be produced by another person.

Article XI.

(1) The following articles shall be temporarily exempt from import and export duties, subject to the procedure laid down in the Customs regulations of either Contracting Party for goods under temporary customs control (Vormerkverkehr) [1] :

(a) articles which are intended to be repaired without any substantial alteration of their nature or trade designation ;

(b) marked returned empty sacks and new wooden casks, which are imported from the territory of the other Contracting Party in order to be filled and re-exported, and packing cases and outer wrappings exported into the territory of the other Contracting Party for packing purposes which would be liable to a separate duty on being re-imported when filled or packed ;

(c) goods (with the exception of commodities for consumption) which are conveyed to markets or fairs or are sent on approval on occasions others than markets or fairs, and cattle taken to market in the territory of the other Contracting Party ; provided that all these articles are re-exported unsold within a previously stated period.

(2) The following articles shall be exempt from duty :

Packing cases and outer wrappings normally used in trade for packing goods, provided that they are not liable to a joint duty with the goods contained in them or subject to any other special treatment under the existing Customs Regulations ; packing cases and outer wrappings returned empty, which are certified to have been used for exporting goods ; marked, used wooden casks, provided that they are declared to be imported for the purpose of being filled and re-exported when full and that there is no doubt as to the purpose for which they are imported.

(3) Goods (with the exception of monopoly articles and commodities for consumption) which are not adapted for use otherwise than as samples or specimens, shall be imported and exported free of duty.

(4) It is agreed that in the relations between the two States neither Contracting Party shall, accord less favourable treatment to the other as regards the matters referred to above than it accords in the same connection to any other nation.

Article 12.

Les conventions particulières conclues sur les points suivants font partie intégrante du présent Accord et resteront en vigueur aussi longtemps qu'il le sera :

a) Convention relative aux facilités accordées au trafic frontière restreint (annexe A) ;
b) Convention relative à l'appui réciproque que doivent se prêter les deux Parties contractantes, lors du dédouanement, en vue d'empêcher, de poursuivre et de punir les infractions aux règlements douaniers, ainsi qu'à l'assistance juridique réciproque en matière de délits de douane (annexe B) ;
c) Convention relative aux épizooties (annexe C) ;
d) Convention relative à la reconnaissance réciproque des certificats de vérification de marchandises (annexe D) ;
e) Convention relative à la reconnaissance réciproque des marques d'épreuve apposées sur les armes à feu portatives (annexe E).

Article 13.

1. Les ressortissants des deux Parties contractantes, ainsi que les capitaines de leurs navires, leurs marchandises, leurs navires et bateaux, jouissent, dans tous les ports et sur toutes les voies navigables intérieures des deux territoires, d'un traitement identique à celui qui est appliqué aux nationaux, ainsi qu'à leurs capitaines de navires, marchandises, navires et bateaux. Des accords particuliers détermineront dans quelle mesure les navires d'une des deux Parties contractantes peuvent effectuer un service régulier de navigation entre les ports de l'autre Partie.

2. Dans le cas où une entreprise officielle de remorquage ou de hâlage serait créée sur des voies navigables naturelles ou artificielles, ou bien dans le cas où des entreprises privées obtiendraient un privilège exclusif d'exploitation du remorquage ou du hâlage, les embarcations et les produits de l'autre Etat contractant bénéficieront, tant au point de vue de l'expédition qu'à celui de la fixation et de la perception des taxes de remorquage et de hâlage, du même traitement que les embarcations et produits nationaux. Les Parties contractantes imposeront en outre aux entreprises auxquelles elles accorderont dans l'avenir une concession en vue de l'exploitation du remorquage ou du hâlage, l'obligation de ne faire, au point de vue de la fixation et de la perception des taxes de remorquage et de hâlage, aucune différence, dans des conditions identiques, entre les embarcations et les produits nationaux et les embarcations et produits qui appartiennent à l'autre Partie contractante.

3. Les certificats de jauge, délivrés par les Parties contractantes, seront reconnus selon les dispositions d'accords particuliers, qui seront conclus ultérieurement entre les deux Parties.

Article 14.

1. L'usage des voies artificielles et autres, canaux, écluses, bacs, ponts et ouvertures de ponts, ports et débarcadères, de la signalisation et de l'éclairage des voies navigables, des services de pilotage, des grues et bascules, des dépôts, des aménagements en vue du sauvetage et de la mise à l'abri des bateaux et de leurs cargaisons, etc... dans la mesure où les établissements ou aménagements sont ouverts au public, doit être accordé aux ressortissants de l'autre Partie contractante, dans les mêmes conditions qu'aux ressortissants de l'Etat sur le territoire duquel se trouvent ces aménagements ou organisations et contre perception des mêmes taxes, — que ces aménagements dépendent de l'Etat, des communes ou d'institutions publiques, ou soient administrés par des concessionnaires privés.

2. Les taxes ne peuvent être perçues que dans le cas où ces installations et établissements sont effectivement utilisés.

Article 12.

The special agreements concluded concerning the following matters shall be regarded as integral parts of the present Trade Agreement and shall remain in force for the same period :

Agreements concerning :

(a) Increased traffic facilities on the frontier (Annex A) ;

(b) Co-operation as regards Customs procedure, prevention, prosecution and punishment of offences against the Customs regulations ; mutual assistance in legal proceedings connected with offences against the customs regulations (Annex B.)

(c) Agreement concerning epizootic diseases (Annex C.) ;

(d) Mutual recognition of goods identity certificates (Annex D.) ;

(e) Mutual recognition of proof-marks on small arms (Annex E.)

Article 13.

(1) Nationals of one Contracting Party and also their ships' masters, their cargoes, vessels and barges in all ports and on all inland waterways in the territory of the other Contracting Party shall enjoy in every respect the same treatment as the nationals of the latter, their ships' masters, their cargoes, vessels and barges. The terms on which regular sailing services may be maintained by the vessels of one Contracting Party between ports of the other shall be determined by special arrangements.

(2) In the case of the establishment of a State tug or towing service on natural or artificial waterways or of the grant to private undertakings of the exclusive right to provide a tug or towing service, the vessels and products of one Contracting Party shall receive the same treatment as that accorded to vessels and products of the other Party, in regard to the formalities required and to the rating and collection of towage fees. The Contracting Parties shall further require from enterprises, to which they may in future grant a concession for a tug or towing service, an undertaking to make no distinction between vessels and products of their own territory and those of the other Contracting Party, as regards the rating and collection of towage fees subject to the same conditions.

(3) Special agreements shall be drawn up between the Conctracting Parties with regard to reciprocal recognition of tonnage measurement certificates.

Article 14.

(1) The nationals of one Contracting Party shall be permitted, upon the same conditions and on payment of the same charges as nationals of the other Party, to make use of causeways and other roads, canals, locks, ferries, bridges and bridge-openings, ports and landing stages, buoys and lights on waterways, pilot services, cranes and weighing machines, store houses, apparatus for recovery and salvage of cargo and so forth, provided that the above works and apparatus are intended for public use, whether controlled by the State, the Communes, public corporations or private undertakings.

(2) Fees shall only be charged for the actual use of such works and apparatus.

3. Des droits de péage pour les transports traversant la frontière terrestre peuvent être perçus sur les voies qui servent à relier les territoires des Parties contractantes entre elles ou à relier ces territoires avec l'étranger ; ces droits seront proportionnels à la longueur des voies et ne dépasseront pas les taxes appliquées aux transports qui ne sortent pas des limites de l'Etat lui-même.

Article 15.

1. Pour les transports de voyageurs et de bagages par chemins de fer, il ne sera fait, en ce qui concerne la consignation, les frais d'expédition et les taxes publiques perçues à l'occasion de l'expédition, aucune différence, lorsque les circonstances seront les mêmes, entre les habitants des territoires des deux Parties contractantes.

2. Pour les marchandises remises à l'expédition en Autriche, à destination de la République tchécoslovaque ou d'un Etat tiers, en transit par la Tchécoslovaquie, lorsque les mêmes conditions se trouveront réunies, ni la consignation ni les frais d'expédition, ni les taxes publiques perçues à l'occasion de l'expédition, ne feront l'objet d'un traitement moins favorable que celui qui pourrait être appliqué à des marchandises de même nature remises à l'expédition dans la République tchécoslovaque, à destination d'un Etat tiers et empruntant la même direction et les mêmes voies. La même disposition s'applique aux chemins de fer autrichiens pour les marchandises remises à l'expédition dans la République tchécoslovaque et destinées à l'Autriche ou à un Etat tiers, en transit par l'Autriche. Ce principe s'applique également, à charge de réciprocité, aux marchandises qui ont passé la frontière et ont été amenées sur le territoire de l'autre Partie contractante par d'autres moyens de transport, et qui sont remises aux chemins de fer de ce territoire en vue de l'expédition. Les conditions ci-après relatives à l'application des tarifs de chemins de fer, aux réductions des prix de transports ou à d'autres facilités, seront sans effet pour les transports analogues de marchandises en provenance du territoire de l'autre Partie contractante :

a) Condition d'origine : l'obligation de fournir une description de la marchandise qui ne puisse s'appliquer à une marchandise similaire de l'autre Partie contractante équivaudra à cette condition ;

b) Condition de la consignation sur place, sauf lorsqu'il s'agit d'amener des marchandises par navire ;

c) Enfin il n'est pas nécessaire que les matières premières ou les produits semi-ouvrés employés pour la production de l'article bénéficiant de la mesure de faveur, aient été expédiés complètement ou partiellement sur des voies ferrées intérieures.

3. Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux réductions de tarif accordées, pour des motifs de charité, de civilisation et d'intérêt public, en vue de remédier provisoirement à une situation particulièrement urgente, au transport de personnes et de marchandises appartenant à l'armée nationale, aux personnes employées dans les services publics, le service des chemins de fer ou exerçant des professions qui s'y rattachent et à leur famille, ainsi qu'aux expéditions de service des entreprises nationales de transport. Il est également entendu que sur les chemins de fer de deuxième catégorie (chemins de fer à voie étroite, chemins de fer d'intérêt local, chemin de fer sur route) qui servent surtout au transport des étrangers, les réductions des prix de transport pourront être limitées aux ressortissants des communes voisines, domiciliés dans le pays.

Article 16.

Il sera établi, en tenant compte des circonstances, des tarifs directs pour les transports de voyageurs et de marchandises.

(3) The tolls for traffic crossing the frontier on roads which are used for purposes of communication between the territories of the two Contracting Parties or between the territory of either Contracting Party and that of a foreign State, shall not be higher in proportion to length of the road-section covered than the tolls levied for traffic, within the territory of either State.

Article 15.

(1) No distinction shall be made on the railways between the inhabitants of the territories of the Contracting Parties, as regards passenger or luggage traffic, more particularly in the matter of conditions of despatch, fares, freight prices and State charges connected therewith, subject to the observance of the same conditions.

(2) Goods consigned in Austria for conveyance to the Czechoslovak Republic or through the Czechoslovak Republic to a third State shall not, subject to the observance of identical conditions in each case, be subject to more unfavourable treatment on the railways in the Czechoslovak Republic either in regard to the conditions of despatch or to freight rates or to State charges connected therewith than goods of a similar nature consigned to the Czechoslovak Republic or to a third State which are carried by the same route and in the same direction. The same provision shall apply to goods consigned in the Czechoslovak Republic for conveyance to Austria or through Austria to a third State and carried on the Austrian railways. This rule shall be applicable on terms of reciprocity to goods which are conveyed by other methods of transport across the frontier of one Contracting Party and are there consigned to the railways of the other. The following conditions respecting the application of railway tariffs, rebates on freight prices, or other facilities shall not apply to consignments of goods of the same nature exported from the territory of one of the Contracting Parties into that of the other :

(a) the condition that the goods should have come from the territory of the Party granting the facilities ; the requirement that goods should bear such a description, which could not be made use of by similar goods coming from the country of the other Contracting Party, shall be regarded as equivalent to this condition.
(b) the condition regarding delivery on the spot, except in respect of the condition regarding goods delivered by ship ;
(c) the condition that raw materials or unfinished manufactures intended for the manufacture of goods, in respect of which special facilities are granted, should have been conveyed either entirely or partly on lines within the territory of the Party granting the facilities.

(3) The foregoing provisions shall not apply to tariff rebates granted for charitable or educational purposes and purposes of Social welfare, for the relief of any transitory special emergency for the transport of troops and military baggage of the national army, for persons employed in the public service, in the railway service and in occupations connected therewith and their families, and for articles used by transport undertakings in the home country. It is also agreed that on secondary railways (light railways, local railways, tramways) traffic on which is preponderatingly foreign, rebates on fares may be granted only to persons resident in the adjacent communes.

Article 16.

Through fares and freight rates shall be established for passenger and goods traffic within the limits of actual requirements.

Article 17.

1. Lors de l'expédition, il ne sera accordé en principe, aussi bien pour les transports réciproques entre Etats voisins que pour les transports en transit, aucune faveur aux marchandises remises à l'expédition dans l'un des deux Etats, par rapport aux marchandises remises à l'expédition dans l'autre Etat contractant.

2. Les Parties contractantes s'efforceront de tenir compte des besoins des transports effectués entre leurs territoires ainsi qu'entre les territoires de l'une des Parties et un troisième Etat à travers le territoire de l'autre Partie, en instituant des correspondances satisfaisantes pour le transport des voyageurs et des marchandises ; les Parties contractantes apporteront également un esprit de conciliation aussi grand que possible dans les relations des services de communications et de transports.

3. Pour la fourniture de wagons, il sera tenu également compte, dans le cas de marchandises de même nature, des besoins du trafic intérieur et de l'exportation à destination du territoire de l'autre Partie contractante. Cette disposition n'entrera pas en vigueur avant que deux tiers au moins de la totalité des wagons aient été répartis et se trouvent à la disposition des administrations de chemins de fer des deux Etats contractants. Jusque là, la fourniture des wagons pour l'exportation à destination du territoire de l'autre Partie contractante, ne sera pas traitée d'une façon moins favorable que la fourniture de wagons à destination d'un Etat tiers quelconque.

Article 18.

1. Pour les transports des voyageurs et des marchandises effectués entre des gares situées sur le territoire d'une des Parties, par des lignes continues à l'intérieur de ce territoire, les tarifs seront établis dans la monnaie légale en usage sur ce territoire, même lorsque les lignes utilisées pour ces transports sont exploitées, en totalité ou en partie, par une compagnie de chemins de fer dont le siège se trouve sur le territoire de l'autre Etat.

2. Pour les transports effectués entre les gares situées dans les deux pays, à proximité immédiate de la frontière, les taxes à percevoir pour les transports de voyageurs et de marchandises pourront être payées au moyen de la monnaie légale en usage dans le pays sur le territoire duquel le paiement doit être effectué, même lorsque le tarif est établi dans la monnaie légale de l'autre pays ; de même, les paiements peuvent être effectués dans la monnaie légale de l'autre pays, lorsque le tarif est établi dans la monnaie du pays où est effectué le paiement.

3. Le présent règlement relatif aux moyens de paiement qui peuvent être acceptés ne préjuge en rien des conventions qui pourraient intervenir entre les administrations des chemins de fer intéressées au sujet de l'établissement des décomptes.

Article 19.

1. Les transports de marchandises, effectués entre la République tchécoslovaque et la République d'Autriche, sont soumis sans restrictions aux dispositions de la Convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemin de fer, ainsi qu'aux modifications apportées par l'Arrangement additionnel du 16 juillet 1895 et par les Conventions additionnelles des 16 juin 1898 et 19 septembre 1906.

2. Les Parties contractantes s'efforceront en outre d'appliquer, également autant que possible sans modifications, les dispositions de la Convention internationale aux transports internationaux en provenance ou à destination d'un quelconque Etat tiers, et auxquels participent la République tchécoslovaque et la République d'Autriche.

Article 17.

(1) In traffic between the two neighbouring States or in transit, no discrimination shall, as a rule, be made as regards the conveyance of goods, between goods consigned in the one State and goods consigned in the territory of the other.

(2) The Contracting Parties shall make every effort to meet the requirements of through traffic between their respective territories and between the territories of either Party and of third States, through the territory of the other Party, by arranging for suitable train communications both for passenger and goods traffic and by granting all possible facilities in matters of the traffic and transport.

(3) In making up trains, the requirements of the inland goods traffic and those of the export traffic of goods of the same nature into the territory of the other Party shall as a rule be given equal consideration. This provision shall however only come into force when not less than two-thirds of the joint waggon-park has been allocated and placed at the disposal of the State railway administrations of both Contracting States. Until then the export traffic into the territory of the other Contracting Party shall not receive less favourable treatment as regards the waggons allottet to in than the export traffic into any third State.

Article 18.

(1) In respect of passenger and goods traffic operating between railway stations situated in the territory of one Party by means of through railway communication within the territory of that Party, the fares and tariffs shall be fixed in the legal tender of that State, even if the railway communications used for such traffic are wholly or partly operated by a railway company which has its registered offices in the territory of the other Party.

(2) Passenger fares and freight charges in respect of traffic between despatching stations situated near the frontiers in either State shall be paid in the legal currency of the State in which payment is to be made, even if the tariff is fixed in the legal currency of the other State ; similarly payment may be made in the legal currency of the other State, even if the tariff is fixed in the currency of the State in which payment is made.

(3) The foregoing regulations regarding the acceptance of currencies shall in no way affect the agreements of the railway administrations concerned with regard to the settlement of accounts.

Article 19.

(1) The provisions of the International Agreement regarding the transport of goods by rail of October 14, 1890, together with the amendments and supplementary clauses contained in the Supplementary Arrangement of July 16, 1895, and in the Supplementary Agreements of June 16, 1898 and September 19, 1906, shall be applicable, without restriction, to the goods traffic between the Czechoslovak Republic and Austria.

(2) The two Contracting Parties shall further endeavour to make the provisions of the above mentioned International Agreement applicable, so far as possible without modification, to inter-state goods traffic between third States and the Czechoslovak Republic and the Austrian Republic respectively.

Article 20.

Les relations postales, télégraphiques et téléphoniques feront l'objet de conventions particulières conclues entre les administrations intéressées, dans le cadre des traités internationaux relatifs à ces questions.

Article 21.

Sous réserve d'une réglementation ultérieure, les deux Parties conviennent que les aéronefs de l'un des deux Etat ne pourront partir que d'un terrain d'aviation autorisé par la douane, pour se rendre à une localité située sur le territoire de l'autre Etat ; les aéronefs ne pourront atterrir sur le territoire de l'autre Etat, sauf dans le cas de nécessité absolue, que sur les terrains d'aviation autorisés par la douane. Si un aéronef transporte des marchandises, le pilote doit être muni d'une liste des marchandises transportées (manifeste). Tout atterrissage forcé devra être signalé immédiatement aux autorités de douane ou de police les plus proches.

Article 22.

1. Les Parties contractantes s'engagent à examiner, dans un esprit amical, le traitement des ouvriers et employés d'un des Etats sur le territoire de l'autre Etat, au point de vue de la protection desdits employés et ouvriers et de l'assurance sociale, de façon à garantir de part et d'autre à ces ouvriers et employés, au moyen de conventions à cet effet, un traitement qui leur offre autant que possible des avantages équivalents dans les deux pays. Ces dispositions feront l'objet d'un accord particulier.

2. Les ouvriers agricoles nomades, émigrant par groupes d'une certaine importance (à partir de trois ouvriers), seront accueillis dans les deux pays aussi favorablement que possible ; il sera particulièrement tenu compte de la possibilité de faire face aux besoins des deux pays en ouvriers de ce genre. Pour assurer cet échange, les deux Etats feront appel à l'entremise des organisations spécialisées de l'Etat ou autorisées par l'Etat.

3. Les deux Parties ont pris l'engagement mutuel de promulguer les ordonnances administratives appropriées pour faciliter, dans la plus large mesure possible, à ces groupes d'ouvriers les passages de la frontière, tant à leur arrivée qu'à leur départ ; ces facilités seront au moins équivalentes à celles qui ont été accordées jusqu'ici. Au point de vue des conditions de travail et, en particulier, dans tous les domaines de la politique sociale, ces ouvriers nomades bénéficieront du même traitement que les ouvriers agricoles indigènes de même catégorie.

4. Les dispositions de détail relatives aux conditions dans lesquelles doivent s'effectuer l'embauchage et la répartition des ouvriers agricoles nomades, ainsi que la fixation contractuelle des conditions de travail, feront l'objet d'une convention qui sera conclue entre les autorités des deux Etats chargées de ce service.

5. Dans le cas de l'arrivée sur le territoire d'un des deux Etats contractants d'ouvriers nomades venant d'un Etat tiers, et devant traverser le territoire de l'autre Etat contractant, le parcours en transit effectué par ces ouvriers et le passage de la frontière seront facilités dans la plus large mesure possible.

Le cas échéant, des dispositions de détail, en particulier au point de vue des règlements d'hygiène et de police des passeports, seront établies par voie d'accord entre les autorités centrales compétentes des deux Etats.

Article 23.

1. Les Parties contractantes se reconnaissent réciproquement le droit de nommer des consuls dans tous les centres commerciaux de l'autre pays où la nomination de consuls d'un autre pays quelconque est autorisée. Sont considérés comme consuls les agents consulaires.

Article 20.

Special agreements shall be drawn up by the two administrations concerned for the regulation of postal, telegraphic and telephone communications on the model of the relevant international agreements.

Article 21.

Pending further regulations, the two Parties agree that the aircraft of one Party when flying from or to a locality situated in the territory of the other Party shall only depart from, and land in the territory of the other Party, at a customs aerodrome, except in case of emergency. If aircraft carry merchandise, the pilot must be furnished with a manifest of the goods carried. The nearest customs or police authorities must be informed at once in the case of a forced landing.

Article 22.

(1) The Contracting Parties undertake to enquire amicably into the question of the treatment of workers and employees of the one Party residing in the territory of the other with respect to the protection of workers and employees and to social insurance, in order to ensure to these workers and employees by means of suitable arrangements, treatment in either State which shall offer them, so far as possible, equivalent advantages. These arrangements shall be embodied in a separate agreement.

(2) All possible facilities shall be granted by both Contracting Parties to itinerant agricultural labourers travelling in parties (of not less than 3 labourers). Special efforts shall be made to meet the requirements of either State in respect of such labourers. In dealing with this traffic both States shall employ the services of the State or State authorised bureaux set up for this purpose.

(3) Both Parties agree to issue appropriate official regulations regarding the granting to such parties of labourers of the most ample facilities, at least as extensive as those granted hitherto for crossing the frontier, either upon their entry into the country or their return therefrom. Itinerant labourers shall receive similar treatment to that received by native agricultural labourers of the same category, in respect of conditions of labour and more especially in all matters of social policy.

(4) Specific provisions for the engagement and discharge of itinerant agricultural labourers and provisions regarding conditions of labour and wages shall be laid down in agreements to be drawn up by the competent State authorities of both Parties.

(5) Itinerant labourers from third States travelling to the territory of one of the Contracting States who are obliged to cross the territory of the other Contracting State shall be granted the most ample facilities, both as regards the through journey and the crossing of the frontier. The competent central authorities of both Parties shall come to an agreement upon any specific regulations which may be required more especially in regard to health questions and passport control.

Article 23.

(1) The Contracting Parties shall be reciprocally entitled to appoint consuls in all commercial centres in one another's territories in which any third State may be permitted to maintain consuls. All agents commissioned to carry on consular business shall be regarded as consuls.

2. Les consuls de l'une des Parties contractantes jouiront, à charge de réciprocité, dans le territoire de l'autre Partie, des mêmes privilèges, pouvoirs et immunités qui sont ou seront accordés aux consuls d'un autre Etat.

3. Il est entendu que, pour tenir compte de la condition de réciprocité ci-dessus mentionnée, les privilèges, pouvoirs et immunités à accorder aux consuls de l'un des deux Etats sur le territoire de l'autre Etat, conformément au principe de la nation la plus favorisée, ne pourront dépasser ceux qui sont accordés aux représentants consulaires de ce dernier Etat dans le territoire du premier.

4. En ce qui concerne les exonérations en matière d'impôts directs, il est entendu qu'elles ne seront accordées de part et d'autre qu'aux consuls de carrière qui ne possèdent pas la nationalité de l'Etat dans lequel ils exercent leurs fonctions ; cette exonération ne sera pas accordée dans une mesure plus large que celle dont bénéficient les représentants diplomatiques des Parties contractantes.

Article 24.

1. Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire dans une force armée et de toutes taxes instituées en remplacement du service militaire personnel. De plus, aucun obstacle ne sera fait à l'accomplissement de leurs obligations militaires dans l'Etat dont ils sont ressortissants.

2. En temps de paix comme en temps de guerre, s'ils doivent être assujettis à des prestations militaires autres que celles de l'article 1 et aux réquisitions militaires, ils le seront seulement dans la même mesure et d'après les mêmes principes que les gens du pays ; toutefois, ces réquisitions ne pourront être effectuées que contre dédommagement.

3. En outre, ils seront exempts de toute obligation d'accepter des fonctions publiques auprès des tribunaux, des administrations d'Etat ou des administrations privées. Ils ne seront tenus d'accepter que les fonctions de tuteurs (curateurs) à l'égard de compatriotes.

Article 25.

1. Toute divergence d'opinion entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions du présent Accord sera tranchée par sentence arbitrale sur demande de l'une ou l'autre Partie.

2. Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque litige de la façon suivante : chacune des deux Parties désignera parmi ses ressortissants, pour remplir les fonctions de juge arbitral, deux personnalités propres à ces fonctions ; les Parties contractantes choisiront un ressortissant d'un Etat tiers comme surarbitre. Les Parties contractantes s'engagent, après l'entrée en vigueur du présent Accord, à s'entendre au préalable, et pour une période déterminée, sur la personne à désigner comme surarbitre dans des cas donnés.

3. Lors du premier litige, le tribunal arbitral siégera dans le territoire de la Partie contractante défenderesse ; lors du second litige, dans le territoire de l'autre Etat, et ainsi de suite alternativement. L'Etat sur le territoire duquel le tribunal arbitral doit se réunir, fixe l'endroit où il doit siéger. Le même Etat doit pourvoir aux locaux, assurer le secrétariat et fournir le personnel de service dont le tribunal arbitral a besoin pour exercer son activité. Le surarbitre est président du tribunal arbitral. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

4. Les Parties contractantes s'entendront, soit dans des cas donnés, soit une fois pour toutes, sur la procédure du tribunal arbitral. A défaut de cette entente, la procédure à suivre sera déterminée par le tribunal arbitral lui-même. La procédure peut être écrite lorsque aucune des Parties contractantes ne s'y oppose. Dans ce dernier cas il pourra être dérogé à la disposition formulée à l'alinéa précédent.

5. En ce qui concerne la citation et l'audition de témoins et d'experts, les autorités de chacune des deux Parties contractantes accorderont, sur demande adressée par le tribunal arbitral aux

(2) The consuls of one of the Contracting Parties in the territory of the other Party shall, upon conditions of reciprocity, enjoy all privileges, powers and exemptions which are or may be conferred upon the consuls of any third country.

(3) It is agreed that in regard to the aforesaid condition of reciprocity, the rights, powers and privileges conferred upon consuls of the one Party in the territory of the other in accordance with the most favoured nation clause shall not exceed those conferred upon the consular representatives of the latter Party in the territory of the former.

(4) It is agreed that exemption in matters of direct taxation shall only be granted to professional consuls of either Party provided that they are not nationals of the State in which they perform their duties. In no case shall such exemption exceed that granted to the diplomatic representatives of the Contracting Parties.

Article 24.

(1) The nationals of either Contracting Party shall, in the territory of the other, be exempt from any kind of military service in the armed forces and from any tax in commutation of personal military service ; they shall also be in no way hindered from fulfilling their military duties in the State of which they are nationals.

(2) They shall in peace and war be required to render military services other than those mentioned in paragraph 1 and be subject to military requisitions, only to the same extent and upon the same grounds as the nationals of the Party in whose territory they are residing. Compensation shall however be made in all such cases.

(3) Further, they shall be exempt from any obligation to perform public and legal duties in courts of law, or in matters under the jurisdiction of the State administrative authorities or in autonomous associations, with the exception of the duties of guardian (Kuratel) over nationals of their own State.

Article 25.

Any difference of opinion between the Contracting Parties with regard to the interpretation or application of the provisions of this Agreement shall upon application by either of the Contracting Parties be decided by arbitration.

(2) The Court of Arbitration shall in all cases of dispute consist of two suitable persons appointed as arbitrators by each of the Contracting Parties from amongst its own nationals and a national of a third State who shall be chosen as Umpire by the Contracting Parties. The Contracting Parties undertake, after the coming into force of the present Agreement, to come to an agreement beforehand and for a definite period as to the person to be appointed as Umpire in the event of a dispute.

(3) In the first dispute the Court of Arbitration shall sit in the territory of the defendant Contracting Party, in the second it shall sit in that of the other Party and so on alternatively in the territory of either Party. The place in which the Court shall sit shall be determined by the Party in whose territory the Court meets. The latter Party shall make all arrangements for the premises and the Secretariat and other staff required by the Court of Arbitration. The Umpire shall preside over the Court of arbitration. Decisions shall be taken by a majority.

(4) The Contracting Parties shall settle the procedure of the Court of Arbitration by agreement either as each case arises or once for all. In default of an agreement the Court of arbitration shall itself determine its procedure. The proceedings may be conducted by correspondence unless one of the Contracting Parties objects thereto ; in that case, the provisions of the preceding paragraph do not apply.

(5) With regard to the summoning and hearing of witnesses and experts, the authorities of either of the Contracting Parties shall, upon application from the Court of Arbitration to the

gouvernements intéressés, l'assistance juridique dans les mêmes conditions que sur la requête des tribunaux civils du pays.

Article 26.

1. Le présent Accord sera ratifié aussitôt que possible et les instruments de ratification seront échangés à Prague. Il entrera en vigueur le dixième jour qui suivra l'échange des instruments de ratification et restera valable aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des deux Parties. Dans ce cas, l'Accord cessera d'être en vigueur à l'expiration d'une période de trois mois à dater du jour auquel la dénonciation aura été signifiée à l'autre Partie contractante.

2. Le texte original de l'Accord est établi en tchécoslovaque et en allemand.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont apposé au présent Accord leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Prague le quatre mai mille neuf cent vingt et un.

Pour la République Thécoslovaque :

(L. S.) Dr. HOTOWETZ.

(L. S.) Dr. V. SCHUSTER.

Pour la République d'Autriche :

(L. S.) RIEDL.

ANNEXE A.

Modèle.

Nous certifions que M..... , qui a l'intention de porter ses produits sur les foires et marchés

pour les ressortissants tchéchoslovaques : de la République d'Autriche,
pour les ressortissants autrichiens : de la République tchécoslovaque,

est domicilié à ..... et doit y acquitter les impôts et autres redevances légales attachés à l'exercice de sa profession.

Le présent certificat lui servira de carte d'identité auprès des autorités compétentes.

Valable pour ..... mois.

(lieu, date, signature et timbre de l'autorité qui délivre le certificat.)

Signalement et signature de l'intéressé.

Government concerned, give legal assistance in the same manner as if it had been applied for by their on Civil Courts.

Article 26.

(1) The present Agreement shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be exchanged at Prague. The Agreement shall come into force on the tenth day following the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until denounced by one of the two Contracting Parties. In that case it shall expire three months after the day on which notice of denunciation was given to the other Contracting Party.

(2) The Agreement shall be drawn up in the Czechoslovak and the German languages.

In faith whereof the plenipotentiaries have signed the foregoing Agreement and affixed their seal.

Done at Prague on May the Fourth, one thousand nine hundred and twenty-one.

For the Czechoslovak Republic :

(L. S.) Dr. HOTOWETZ.

(L. S.) Dr. V. SCHUSTER.

For the Austrian Republic :

(L. S.) RIEDL.

ANNEX A.

(Specimen).

It is hereby certified that ..... who proposes to exhibit his manufactures (or products) in the fares and markets

for Czechoslovak nationals : in the Republic of Austria
for Austrian nationals : in the Czechoslovak Republic

and who has applied to the competent authorities for a certificate of identity, is domiciled in... ..... and is liable to pay the special taxes and duties levied on his business.

The present certificate in valid for ..... months.

(Place, date, signature and official stamp of the issuing authority.)

Description and signature of trader.

ANNEXE B.

Modèle.

CARTE D'IDENTITÉ POUR VOYAGEURS DE COMMERCE.

Pour l'année ..... N° de la carte .....

Valable pour voyager à l'étranger.

Nom et prénoms du titulaire .....

.....

A ..... le ..... (jour, mois, année.)

(Timbre.) (autorité)

.....

signature.

Nous certifions, par la présente, que le titulaire de cette carte possède une (désignation de la fabrique ou de l'entreprise commerciale) à ..... sous la raison sociale ...., qu'il est, en qualité de voyageur de commerce, au service de la maison ..... à ....., où cette maison possède une (désignation de la fabrique ou de l'entreprise commerciale).

Le titulaire ayant l'intention de recevoir des commandes et d'acheter des marchandises pour le compte de cette maison et de la (des) maison (s) désignée(s) ci-après (désignation de la fabrique ou de l'entreprise commerciale) à ....., nous certifions, en outre, que la (les) maison(s) ci-dessus désignée(s) est (sont) assujettie(s) dans ce pays au paiement des redevances légales attachées à l'exercice de son (leur) commerce ou de son (leur) industrie.

Signalement du titulaire.

Age .....

Taille .....

Cheveux .....

Signes particuliers .....

N. B. — Le titulaire de la présente carte est uniquement autorisé à recevoir des commandes et à acheter des marchandises de place en place et pour le compte de la (des) maison(s) de commerce ci-dessus désignée(s). Il peut être porteur d'échantillons, mais non de marchandises. Il est en outre tenu de se conformer aux règlements en vigueur dans chaque pays.

ANNEX B.

(Specimen)

TRADING CERTIFICATE FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

Year ..... No. .....

Valid for travelling abroad.

Bearer (Christian names and surname) .....

.....

(Name of place) ..... (Day, month, year).....

(Seal) (Authority)

.....

(Signature)

It is hereby certified that the bearer possesses a (description of factory or business) in..... .....in the service of the firm of .... and is a commercial traveller in the service of the firm of .... and ....., which possesses a (description of factory or business) in the same place.

It is further declared, since the bearer proposes to solicit custom and to make purchases on behalf of this firm and likewise of the following firm(s) (description of factory or business) in... ..... that the legally established taxes must be paid in respect of the business activities of the afore-mentioned firm(s) in this country.

Description of Bearer :

Age : .....

General appearance : .....

Hair : .....

Special characteristics : .....

N. B. — The bearer is only entitled to solicit custom and to make purchases as a commercial traveller and on behalf of the afore-mentioned firm(s). He may take with him samples of goods but no goods. Further, he must comply with the regulations in force in each State.

PROTOCOLE FINAL DE L'ACCORD COMMERCIAL CONCLU ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE.

A l'occasion de la signature de l'Accord commercial provisoire conclu ce jour entre la République tchécoslovaque et la République d'Autriche, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes, qui feront partie intégrante de l'Accord même :

Il est entendu que la République tchécoslovaque, en signant le présent Accord et son protocole final, n'entend nullement renoncer aux droits et privilèges qui lui sont reconnus, à elle ou à ses ressortissants, par les dispositions du Traité de Paix de Saint-Germain, en date du 10 septembre 1919, pour autant que ces droits et privilèges sont plus étendus que ceux que les deux gouvernements se reconnaissent mutuellement, à eux ou à leurs ressortissants, par le présent Accord et son protocole final.

Ad Article 2.

1. En vue de faciliter l'application des règlements intérieurs des deux Etats relatifs à l'établissement et à l'exercice d'un commerce ou d'une industrie par des étrangers, règlements fondés sur le principe de la réciprocité la plus complète, les deux Parties déclarent permettre l'accès et l'exercice d'un commerce ou d'une industrie aux ressortissants de l'autre pays dans les mêmes conditions qu'à leurs propres ressortissants. Aucune modification n'est apportée de ce fait aux dispositions du § 2 de l'article 1 du présent Accord.

2. Les cartes d'identité prévues au § 2 de l'article 2 sont établies par l'autorité industrielle et professionnelle (Gewerbebehörde) compétente de première instance.

3. Les dispositions du § 7 de l'article 2 n'excluent pas la faculté de percevoir des droits d'admission sur les sociétés commerciales, sociétés coopératives et associations similaires de l'un des deux Etats contractants, désireuses d'exercer leur commerce ou leur industrie sur le territoire de l'autre Etat, si les sociétés analogues de l'Etat en question sont frappées de droits proportionnellement égaux lors de leur constitution ou de l'octroi de la concession ou de l'autorisation en vertu de laquelle ils peuvent exercer leur industrie ou leur commerce.

4. Un accord spécial règlera les conditions dans lesquelles les ressortissants des deux parties contractantes exploitant une entreprise de transports par voie de terre ou par voie fluviale entre des localités situées dans des Etats différents, seront soumis à l'impôt qui frappe ses entreprises. La question sera réglée parallèlement à celle de la double imposition. En attendant, les entreprises visées ci-dessus ne seront pas assujetties à l'impôt industriel et professionnel (Gewerbesteuer) sur le territoire de l'une des parties pour les bénéfices réalisés dans l'exercice de cette industrie sur le territoire de l'autre partie.

Ad Article 3.

1. Les dispositions de la Convention du 2 août 1920 entre la République tchécoslovaque et la République d'Autriche relatives au traitement juridique des entreprises de production et de transport ne sont pas affectées par les dispositions de l'article 3.

2. Aucune modification n'est apportée aux prescriptions en vigueur sur le territoire des deux parties contractantes établissant le régime de la réciprocité au point de vue de l'admission des sociétés à responsabilité limitée.

Ad Article 5.

Il est entendu que les lois et ordonnances en vigueur sur le territoire de l'une des Parties contractantes devront être observées par l'autre Partie, même lorsqu'elles interdisent l'emploi de désigna-

FINAL PROTOCOL TO THE COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE REPUBLIC OF AUSTRIA.

On the occasion of the signing of the present Trade Agreement which has been concluded this day between the Czechoslovak Republic and the Republic of Austria, the undersigned plenipotentiaries have made the following declarations, which are to be regarded as forming an integral part of the Agreement itself :

It is agreed that the Czechoslovak Republic does not, in consequence of the present Agreement including the Final Protocol, renounce such rights and privileges as accrue to her or to her nationals by virtue of the Peace Treaty (" Staatsvertrag ") of St. Germain of September 10, 1919, and exceed in scope the rights and privileges granted by the two Governments to each other or to each other's nationals by the present Agreement including the Final Protocol.

Ad Article 2.

(1) In order to facilitate the application of the national regulations of both States regarding the establishment and carrying on of undertakings by foreigners — regulations which have been drawn up on the basis of strict reciprocity — both Parties undertake to allow each other's nationals to establish and carry on commercial and industrial undertakings on the same conditions as their own nationals. The provision contained in Section 2 of Article 1 of this Agreement shall not be affected hereby.

(2) The despatch of the certificates required under the terms of Section 2 of Article 2 shall be effected by the competent industrial authorities of Grade I.

(3) The provisions of Section 7 of Article 2 do not exclude the levying of fees for granting authorisations to trading companies, co-operative societies and similar associations in one of the two Contracting States to carry on business in the territory of the other, provided that fees of proportionately similar amount are levied in respect of similar national companies on the occasion of their establishment, or of their receiving the grant of a concession or authority to carry on business.

(4) The question as to how nationals of the Contracting Parties who carry on a transport or shipping business between places situated in different States are to be treated in respect of the taxing of these undertakings will be settled by a special Agreement with regard to the cognate question of double taxation which is to be concluded at a later date. Till then, undertakings of this kind shall not be subject to any industrial tax in the territory of one of the Parties in respect of their business in the territory of the other Party.

Ad Article 3.

(1) The provisions of the Agreement of August 2, 1920, between the Czecho-Slovak Republic and the Republic of Austria with regard to the treatment, from a legal point of view, of production and transport undertakings shall not be affected by the provisions of Article 3.

(2) The regulations of both the Contracting Parties by which the conditions of reciprocity with regard to the authorising of limited liability companies to carry on business shall remain in force.

Ad Article 5.

It is agreed that the laws and decrees of one of the Contracting Parties must be complied with by the other Party also in cases in which they prohibit the use of invoices containing information

tions contenant des indications indirectement inexactes sur la provenance des produits mentionnés à l'article 5.

Ad article 6.

1. Il est entendu qu'en règle générale les marchandises de quelque provenance qu'elles soient transitant par le territoire de l'une des Parties contractantes, ou entreposées dans des ports francs ou dans des zones franches, ne devront être assujetties, à leur entrée sur les territoires de l'autre Partie, ni à des droits ou taxes autres, ni à des droits ou taxes plus élevées que si elles étaient importées directement de leur pays d'origine ; cette disposition s'appliquera aussi bien aux marchandises acheminées après transbordement, réemballage ou entreposage, qu'aux marchandises acheminées directement. Si l'une des Parties contractantes, en vue de favoriser le développement de son propre commerce, se croyait obligée de déroger à cette règle, l'autre Partie aura le droit de prendre, de son côté, les mêmes mesures ou des mesures analogues.

2. Il est entendu que les objets ressortissant au trafic des produits finis ne seront considérés comme produits industriels de la Partie contractante intéressée que si les matériaux indigènes utilisés et la main-d'œuvre employée à ce finissage, représentent au moins un quart de la valeur de ces marchandises. Les Parties contractantes se réservent la faculté de supprimer, après accord, cette disposition restrictive.

3. Il est entendu que les dispositions de l'article 9 font seules loi en ce qui concerne les prohibitions d'entrée et de sortie applicables aux échanges commerciaux entre les deux Parties contractantes.

4. Il est entendu qu'aussi longtemps que l'une d'entre elles prélèvera des droits ou taxes d'exportation, les deux Parties contractantes échangeront, de temps à autre, leurs observations relatives à la répercussion de ces droits ou taxes d'exportation sur leurs échanges commerciaux réciproques, et se communiqueront l'une à l'autre leurs vœux au sujet de la revision des droits ou taxes d'exportation, qui devront alors faire l'objet de négociations.

5. La clause en vertu de laquelle les deux pays s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée au point de vue des monopoles, ne s'applique pas à la conclusion de marchés pour la fourniture de marchandises faisant l'objet d'un monopole d'Etat.

6. Le mode d'établissement des certificats d'origine, au cas où ces certificats seraient exigés, fera l'objet d'une entente entre les deux pays. Le cas échéant, les deux Parties contractantes auront soin que ni le montant des droits à acquitter pour ces certificats, ni les formalités requises pour leur établissement, ne gênent le commerce plus qu'il n'est nécessaire.

Ad article 7.

Il est entendu que les dispositions de l'article 7 ne s'opposent pas à l'édiction de mesures destinées à garantir le paiement de la taxe de luxe et de la taxe sur le chiffre d'affaires par les étrangers exerçant un commerce ou une industrie dans le pays.

Ad article 8.

1. La franchise douanière et fiscale dont jouissent les marchandises en transit aux termes du § 2 de l'article 8 ne s'applique pas à la perception de droits de statistique.

2. La liberté de transit, garantie par l'article 8, ne sera pas considérée comme violée lorsque les transports des marchandises par chemin de fer ou par bateau seront supprimés ou restreints temporairement pour des raisons techniques, à condition que les mesures prises s'appliquent également et dans la même mesure aux marchandises du pays en question. Au cas où des événements prévus rendraient temporairement impossible le transit des marchandises, les deux Parties con-

of an indirectly inaccurate character with regard to the origin of the products mentioned in Article. 5

Ad Article 6.

(1) It is agreed that, as a rule, goods of whatever origin in transit through the territory of one of the Contracting Parties or consigned to free ports or free Customs zones shall not upon entry into the territory of the other Party be subject to any Customs duties or charges different from or higher than those to which they would be liable if imported direct from their land of origin. It is also agreed that this provision shall apply equally to goods in transit subsequent to transshipment, repacking or storage, and to goods transported direct. If either of the Contracting Parties considered it necessary in order to encourage their own trade, to take measures conflicting with this rule, the other Contracting Party shall retain the right to take the same or similar measures.

(2) It is agreed that articles manufactured in the finishing trade shall only be regarded as industrial products of the Contracting Party concerned if and in so far as the value of the home produced materials so finished, plus the labour employed upon them, is equivalent to not less than one quarter of the value of the goods. The Contracting Parties reserve the right at any time to withdraw this restriction by common agreement.

(3) It is agreed that no provisions other than those contained in Article 9 shall be applicable in the case of import and export prohibitions in connection with trade between the Contracting Parties.

(4) It is agreed that, so long as either of the Contracting Parties maintains in force export duties or taxes, the Contracting Parties shall from time to time exchange observations regarding the effect of these duties or taxes upon trade relations between the two States, and, should occasion arise, shall notify one another of their desires with regard to a revision of the export duties or taxes which shall then be made the subject of negotiations.

(5) The reciprocal application of the most favoured nation clause with regard to the administration of the monopolies shall not affect any separate agreements which may be concluded regarding the delivery of goods used in any of the State monopolies.

(6) The method of issuing Certificates of Origin, where such certificates are required, shall be determined by agreement between both Parties. In this respect the Contracting Parties shall endeavour to prevent any unnecessary impediments to trade, due either to excessive charges or to formalities in connection with the issue of certificates.

Ad Article 7.

It is agreed that the provisions of Article 7 shall not affect any measures intended to safeguard the payment of taxes on commercial transactions and luxury taxes in cases of native industrial undertakings owned by foreigners.

Ad Article 8.

The exemption from Customs duties and charges granted in paragraph 2 of Article 8 to transit trade shall not affect the collection of statistical charges.

(2) The temporary suspension or restriction for technical reasons of the transport of goods by rail or by ship shall not be regarded as an infringement of the provisions of Article 8, regarding exemptions granted to traffic in transit, provided that such measures apply equally and in the same manner to goods from the country concerned. In case of transit facilities being temporarily suspended owing to accident, the two Contracting Parties shall take steps to ensure that such suspension

tractantes devront aviser immédiatement les autorités compétentes de l'autre Partie de cet arrêt du trafic, afin d'éviter l'acheminement de nouveaux transports en transit pendant la durée de l'interruption du transit.

3. Il est entendu que les expéditions en transit qui, au moment de l'entrée en vigueur d'une interdiction prise en conformité du § 3 de l'article 8, se trouveraient sur le territoire de l'Etat qui a prononcé l'interdiction, ne sont pas touchées par cette interdiction, et doivent être acheminées à destination. A l'expiration de la validité du présent Accord, les marchandises remises au transporteur avant cette date devront être acheminées à destination, même si le transit effectif n'a lieu qu'après la date d'expiration de l'Accord.

4. Les marchandises périssables, transportées en transit indirect à travers le territoire de l'une des deux Parties contractantes, ne seront admises au bénéfice des dispositions relatives aux expéditions en transit que si elles sont exportées dans un certain délai, qui variera selon que les marchandises seront plus ou moins périssables mais ne pourra toutefois dépasser deux mois à compter du jour de l'entreposage. Lorsque l'exportation n'aura pu être effectuée dans le délai de deux mois, sans qu'il y ait eu faute de la personne ayant droit de disposition sur la marchandise, le délai sera prolongé en conséquence.

5. Le pétrole et ses sous-produits, en provenance d'un pays ayant accordé à l'une des Parties contractantes une quantité contingentée de ces marchandises, ne seront admis au bénéfice des dispositions relatives au transit indirect que si le pays d'origine accepte au préalable que l'envoi entreposé en transit indirect, preuve faite de sa réexportation, ne soit pas imputé au contingent du pays de transit.

6. Aucune modification n'est apportée à la liberté de transit garantie par l'article 4 de la Convention postale universelle de Rome en ce qui concerne les lettres, et par l'article 2 de la Convention des colis postaux de Rome en ce qui concerne les colis postaux.

Ad article 9.

1. Animées l'une et l'autre du désir de passer le plus tôt possible au régime de la pleine liberté des échanges commerciaux réciproques et, à cet effet, d'alléger autant que possible et de supprimer peu à peu les restrictions qu'elles sont obligées de maintenir provisoirement en raison des circonstances extraordinaires actuelles, les deux Parties contractantes conviennent de façon générale de tenir compte le plus possible des besoins du commerce dans l'application des interdictions d'entrée et de sortie promulguées de part et d'autre, et dans l'octroi des permis d'importation et d'exportation pour les marchandises soumises à une interdiction ; elles conviennent également de favoriser et de faciliter, par une pratique libérale, autant que faire se pourra, le rétablissement de relations commerciales régulières et le retour à des échanges suivis entre les deux pays.

2. Pour assurer de part et d'autre l'observation de ces principes et la pratique d'un régime de réciprocité, les deux Parties contractantes se communiqueront de temps à autre leurs désirs au sujet de l'octroi de permis d'importation et d'exportation et entameront des négociations en vue de déterminer dans quelle mesure il peut être tenu compte de ces vœux, soit en permettant l'importation ou l'exportation d'un contingent déterminé de certaines marchandises, soit en accordant des permis individuels.

3. Les deux parties accordent aux administrations des monopoles de l'autre Partie le droit d'acheter toutes quantités de saccharine et de produits saccharins, ainsi que des matières premières servant à la fabrication de la saccharine, pour autant que leur propres administrations des monopoles n'en auraient pas besoin elles-mêmes. Les permis d'exportation nécessaires à cet effet seront accordés immédiatement et en bloc pour les contingents de marchandises demandées. Ces exportations ne donneront pas lieu à la perception de droits spéciaux ; les exportations de saccharine et de produits saccharins seront en outre exemptés de droits de manipulation. L'importation des banderolles officielles, destinées à être apposées sur les produits faisant l'objet d'un monopole,

is immediately communicated by one Party to the competent authorities of the other, so as to prevent further consignments being despatched in transit during the suspension of transit traffic.

(3) It is agreed that transit consignments which before the coming into force of any prohibition issued in accordance with paragraph 3 of Article 8 have already entered the territory of the State which issued the prohibition, shall not be affected by such prohibition but shall be forwarded to the place of destination. Upon the expiry of the validity of this Agreement, goods delivered to the goods guard before the date of expiry shall be conveyed to the place of destination even in cases in which the actual transit only began after the date of the expiry of the Agreement.

(4) Very perishable goods which are transported through the territory of one of the Contracting Parties and are unloaded or transshipped in transit (im gebrochenen Verkehr), shall only be treated as transit consignments, if they are re-exported within a period to be determined in accordance with the degree of perishability of the goods, but not exceeding two months from the day on which the goods were warehoused. If it is impossible, through no fault of the person entitled to dispose of the goods, to export them within the period of two months, this period may be extended.

(5) Petroleum and petroleum products originating in a country which has conceded a fixed supply (Kontingent) of these goods to one of the Contracting Parties, shall only be accepted as transit consignments and permitted to be unloaded or transshipped in transit, if the country of origin has previously notified its acceptance of the condition that, subject to proof of re-export, such consignments which are unloaded and warehoused in transit shall not be reckoned as part of the fixed supply conceded to the country of transit.

(6) These provisions shall not affect the free transit granted under Article 4 of the Rome Universal Postal Convention to mail bags, and under Article 2 of the Rome Parcels Post Convention to the parcels post.

Ad Article 9.

(1) Being equally desirous of returning as soon as possible to complete freedom of commercial intercourse between the two countries and for this purpose, so far as possible of reducing and gradually abolishing the restrictions which must meanwhile be maintained in view of the prevailing abnormal conditions, the two Contracting Parties are agreed to take into consideration so far as possible the requirements of trade in the application of any import and export prohibitions existing in their countries by granting licences for the import and export of goods subject to prohibitions and to do everything in their power to promote and facilitate by a liberal policy the revival of normal commercial relations and of an active exchange of goods between the two countries.

(2) With a view to ensuring the application of this principle and the observance by both Parties of a mode of procedure compatible with the terms of reciprocity, the two Contracting Parties shall from time to time inform one another of their desires with regard to the granting of import and export licences and shall enter into negotiations regarding the extent to which these desires can be satisfied, whether by granting export and import licences for fixed quantities (Kontingente) of given articles, or by granting individual licences.

(3) Either Party shall grant to the monopoly undertakings of the other the right to purchase freely saccharine, saccharine products and raw materials for the manufacture of saccharine, in so far as these materials are not required by its own monopoly undertakings. The export licences required in this connection shall as a rule be issued immediately upon application for the fixed quantities agreed upon in respect of the articles in question. Exports thereof shall not be subject to the collection of special taxes ; exports of saccharine and saccharine products shall further be exempt from handling charges. Further the official wrappers (Banderollen) for sealing monopoly goods shall be free of customs duties and other charges. Neither Party shall place any res-

sera également exonérée de droits de douane ou autres. Les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement la liberté de transit pour la saccharine et les produits saccharins servant à la fabrication des produits faisant l'objet d'un monopole dans l'un ou l'autre Etat.

4. Les dispositions des §§ 2 et 3 de l'article 9 ne s'appliquent pas aux articles faisant l'objet d'un monopole.

5. Les Gouvernements des deux Parties contractantes se déclarent prêts, suivant la situation économique de leur pays au moment donné, à accorder des dérogations aux interdictions d'importation et l'exportation existantes aux fins d'importer du territoire de l'une des parties dans le territoire de l'autre partie, des produits bruts et demi-bruts destinés à y être travaillés ou finis, et à être réimportés, après qu'ils auront été travaillés ou finis, dans le territoire d'où proviennent les produits bruts ou demi-bruts en question. Ils se réservent toutefois le droit de déterminer les conditions qui leur paraîtront nécessaires pour garantir la réexportation ou la réimportation des produits finis et pour empêcher que des objets frappés d'une interdiction d'exportation ne soient appliqués comme matières premières ou comme matières accessoires à la fabrication des produits finis, et exportés avec eux sous le couvert du trafic de perfectionnement. Aucune modification n'est apportée de ce fait aux dispositions des règlements douaniers des deux parties contractantes, en vertu desquelles le trafic des produits finis peut être exonéré de droits de douane.

6. Les nouvelles interdictions d'importation ou d'exportation ne sont pas applicables aux marchandises déjà remises au transporteur au moment de la promulgation de ces interdictions.

7. Les deux Gouvernements s'engagent à donner plein effet, pendant toute la durée de leur validité, aux permis d'importation et d'exportation accordés en vertu de règlements en vigueur, même si lesdits règlements d'importation et d'exportation devaient subir une modification par la suite.

8. Un permis accordé peut être annulé :

a) s'il menace des intérêts publics essentiels ;
b) s'il a été obtenu sur la foi d'indications inexactes ou par des moyens illicites.

9. L'établissement de nouveaux droits d'exportation et le relèvement des droits d'exportation existants n'ont, pendant un délai de six semaines après leur mise en vigueur, aucun effet sur les permis d'exportation accordées antérieurement et encore valables. Après ce délai de six semaines, le premis d'exportation accordé n'est encore valable que si, dans chaque cas particulier, le droit, ou la différence entre l'ancien et le nouveau droit sont acquittés proportionnellement à la valeur des marchandises non encore exportées à ce moment.

10. Les deux parties conviennent réciproquement que si, pour des raisons ne dépendant pas de la volonté des intéressés — la preuve étant à la charge de ces derniers, — les permis d'exportation déjà accordés n'ont pu, totalement ou partiellement, être utilisés en temps voulu, une prolongation du permis sera accordée, à la demande des intéressés, pourvu que les conditions ayant motivé l'octroi dudit permis subsistent toujours et qu'aucun des cas d'annulation prévus n'entre en jeu. Le refus de prolongation ne pourra, en aucun cas, être uniquement motivé par les dispositions d'un nouveau règlement d'exportation promulgué dans l'intervalle.

11. Lorsque l'octroi de permis d'exportation dépend essentiellement du prix de la marchandise destinée à l'exportation, les contrats conclus avant l'établissement des conditions de prix, ou des nouvelles conditions de prix, ne sont pas touchés, en règle générale, par la nouvelle réglementation, si, lors de la conclusion de ces contrats, il a été tenu compte des conditions de prix alors en vigueur et si :

a) l'acheteur a déjà versé des acomptes, ou si
b) le vendeur a déjà commencé à satisfaire à ses obligations contractuelles,
c) ou si l'acheteur a déjà accepté des relèvements de prix appropriés.

Ces dispositions fondamentales ne s'appliquent toutefois pas aux contrats conclus avant le 15 juillet 1919.

12. Il est entendu que la disposition du § 4 de l'article 9 ne s'applique pas aux armes de chasse, munitions de chasse ou machines à écrire transportées par les voyageurs, aussi longtemps que ces

trictions upon consignments in transit of saccharine and saccharine products used in the monopoly undertakings.

(4) The provisions of Paragraphs 2 and 3 of Article 9 shall not apply to commodities under State monopoly.

(5) The Governments of the two Contracting Parties declare themselves prepared to grant, in so far as the national economic situation permits, exemptions from their existing import and export prohibitions with the object of permitting raw materials and half finished manufactures to be transported from the territory of one Party into that of the other, to be finished or refined there and, upon completion of such finishing or refining process, to be re-exported to the country in which the raw materials or half-finished manufactures originated. They reserve to themselves the right, however, to impose such conditions as may be necessary to safeguard the re-export or re-import of the finished goods and to prevent articles subject to an export prohibition being used as raw materials or auxiliary materials in the production of finished goods and exported therewith while benefiting by the facilities granted to the finishing trade. The provisions of the Customs regulations of either State regarding the granting of exemptions from customs duties for the finishing trade shall not be affected hereby.

(6) New import and export prohibitions shall not apply to goods which were delivered for despatch on the day of publication of these prohibitions.

(7) The respective Governments are prepared to make import and export licences granted in accordance with the existing regulations operative in all respects throughout the period of validity, even if the aforesaid import and export regulations are subsequently modified.

(8) A licence, which has been issued, may be withdrawn :

(a) if it endangers important public interests ;
(b) if it was obtained by means of false statements or by other corrupt means.

(9) Any new export duties introduced, or any rise in existing export duties shall not, for a period of six weeks following their coming into force, affect export licences granted previously and still valid. After the expiry of six weeks any export licence issued shall only be valid, if in each separate case the difference between the new tax and the old tax be paid subsequently in respect of the value of any goods which have not been exported within the above mentioned period.

(10) Both Parties shall give a mutual undertaking that, if for reasons which are admittedly beyond the control of the persons concerned, export licences already issued cannot be utilised either entirely or in part in the time given, the licence may upon application be extended, provided that the conditions upon which the licence was first issued are still subsisting and that the licence cannot be withdrawn for any of the reasons justifying withdrawal. In no case shall extension be refused merely on account of new export regulations which have been introduced meanwhile.

(11) In so far as the question of the issue of export licences is determined by the fluctuations in the prices of the goods exported, contracts concluded before the introduction of regulations regarding prices or of new regulations shall not as a rule be affected hereby, if the regulations regarding prices in force at the time when the contract was concluded were taken into consideration, and subject to one of the following conditions :

(a) If the purchaser has already made payments ; or
(b) if the purveyor has already made deliveries under the contract ; or
(c) if the purchaser has already agreed to a proportional increase in prices.

These general provisions, shall not however apply to contracts concluded before July 15, 1919.

(12) It is agreed that the terms contained in Paragraph 4 of Article 9 shall not apply to sporting guns, ammunition for sporting purposes or typewriters carried with them by travellers, as

objets sont soumis à des restrictions spéciales dans l'un des deux Etats. Il convient de considérer également comme objets transportés par les voyageurs pour leur usage personnel les vivres constituant des provisions de bouche, en quantité correspondant à la durée du voyage ; en tout cas, les voyageurs pourront emporter avec eux, sans autorisation spéciale, les provisions de toutes sortes nécessaires pour trois jours de voyage.

Ad article 10.

1. La taxe sur le chiffre d'affaires et la taxe de luxe ne doivent pas être considérées comme rentrant dans la catégorie des impôts et redevances visés par le § 1 de l'article 10, à condition qu'elles ne frappent pas les ressortissants de l'autre Etat contractant plus durement que les nationaux du pays en question.

2. Il est entendu que le délai de réexpédition pour les échantillons passibles de droit de douane, transportés par les voyageurs de commerce ou expédiés pour eux avant ou après leur arrivée, sera, à la demande de l'intéressé, fixé à un an.

3. Les objets en métal précieux, importés par les voyageurs de commerce sous le régime de l'admission temporaire, contre caution, uniquement pour être présentés comme échantillons, et, par suite, ne pouvant passer dans le commerce libre, seront, sur demande, exempts du poinçonnage obligatoire, à condition qu'une caution suffisante soit fournie ; la caution sera acquise à l'administration intéressée si l'échantillon n'est pas réexpédié dans le délai fixé.

Ad article 11.

En ce qui concerne les bestiaux amenés sur les marchés du territoire de l'autre Partie contractante et réexpédiés faute d'avoir été vendus, les formalités de douane seront simplifiées de part et d'autre dans toute la mesure du possible. En règle générale, la mention de l'espèce, du nombre de têtes, de la couleur et, le cas échéant, des signes particuliers des bestiaux, sera considérée comme suffisante pour en établir l'identité.

Ad article 15

(§ 2, *lettre* b).

Les deux Gouvernements conviennent que la condition de la « consignation sur place » sera considérée comme remplie lorsque la marchandise aura été amenée à la station de départ par camion, par wagon remorqué sur un embranchement particulier, par chemin de fer à voie étroite, ou par certaines voies ferrées déterminées. Cette disposition ne s'applique pas aux marchandises transbordées de bateaux sur chemin de fer au moyen de wagons remorqués.

Ad article 16.

1. Il est entendu qu'en règle générale la question de savoir si l'établissement de tarifs directs (dans le cadre des tarifs existants), pour le transport des voyageurs et des marchandises répond à un besoin, sera, aussi longtemps que les administrations de chemins de fer n'en auront pas convenu autrement, considérée comme résolue du seul fait que l'administration requérante affirme l'existence de ce besoin. Cette dernière devra, toutefois, apporter des arguments appropriés à l'appui de son affirmation.

2. Les deux Gouvernements conviennent, en outre, qu'il sera tenu compte aussi exactement que possible, dans la fixation des tarifs directs, du prix auquel s'établissent les transports effectués en transit indirect.

long as either of the two States may maintain restrictions in this respect. Provisions carried by travellers for the needs of their journey in quantities appropriate to the length of the journey shall be regarded as articles for their personal use ; in any case passengers may take a supply of provisions sufficient for a three days, journey without a special licence.

Ad Article 10.

(1) The tax on commercial transactions and the luxury tax shall not be regarded as " a further tax or duty " within the meaning of the provisions of Article 10, paragraph 1., provided that neither Party shall tax the nationals of the other Contracting Party at a higher rate than its own nationals.

(2) It is agreed that upon application from the person concerned the period for the re-export of dutiable samples carried with them by commercial travellers or forwarded in advance of or sent after them shall be fixed at one year.

(3) Goods made of precious metals, which are imported subject to the regulations regarding imports under customs control (Eingangsvormerkverfahren) by commercial travellers solely as samples for exhibition purposes against deposit of the customs duties, and accordingly may not be released from custom control, need not, upon application, be hall-marked, if a suitable deposit is paid, which shall be forfeited in case of failure to re-export the sample within the appointed period.

Ad Article 11.

All possible facilities shall be granted by the respective Contracting Parties as regards the clearance through the customs of livestock which is driven to markets in the territory of the other Contracting Party and re-exported thence unsold. A description of the live-stock, giving particulars of breed, number of head and colour, together with any special characteristics shall be regarded as sufficient for purposes of identification.

Ad Article 15.

(Paragraph *b*, sub-paragraph 2).

The two Governments agree that the case of merchandise conveyed in carts, in wagons attached to ordinary trains, (on private sidings), by light railway or upon certain stated railways shall be regarded as analogous to the condition concerning " delivery on the spot ". This provision shall not apply to goods transshipped from ship to rail when conveyed in wagons attached to ordinary trains.

Ad Article 16.

(1) It is understood that, pending the conclusion of other agreements between the railway administrations, the question whether circumstances require the fixing of tariffs for through rates in conformity with the existing tariffs for passenger and goods traffic shall in principle be decided in accordance with the views of either railway administration which shall make a proposal to this effect ; the latter must however give reasons showing that the measure is required.

(2) The respective Governments agree further that in determining through rates, allowance shall be made as far as possible for goods which have to be transshipped in transit.

Ad article 21.

Les Parties contractantes s'engagent à entamer, dans le plus bref délai possible, des négociations en vue de la conclusion d'un accord portant règlement des transports aériens entre les deux pays.

Ad article 25.

Il est entendu que seuls les deux Gouvernements, à l'exclusion des autorités subalternes ou des particuliers, peuvent procéder à la convocation du tribunal arbitral ; il est également entendu que le tribunal arbitral ne sera convoqué que lorsque le différend n'aura pu être résolu d'un commun accord par la voie diplomatique.

Fait à Prague, le quatre mai mil neuf cent vingt et un.

Pour la République Tchécoslovaque :

(L. S.) Dr HOTOWETZ.

(L. S.) Dr V. SCHUSTER.

Pour la République d'Autriche :

(L. S.) RIEDL.

Annexe A à l'article 12.

FACILITÉS ACCORDÉES AU TRAFIC DE FRONTIÈRE.

En vue de faciliter le trafic entre les zones-frontières des deux pays, il a été convenu ce qui suit :

a) Seront reconnues comme zones-frontières, les portions de territoire situées de part et d'autre de la frontière douanière commune, que les deux Gouvernements se réservent de déterminer plus exactement. Toutefois la profondeur de la zone-frontière ne pourra dépasser 15 kilomètres.

b) Sauf au cas où des abus provoqueraient la restriction ou la suppression locales de cette faveur, pourront être importés en franchise, dans les deux sens :

Viande de bétail fraîche ou préparée simplement, en quantités ne dépassant pas 2 kilos ;

Produits de meunerie fabriqués avec des céréales ou des légumes secs, en quantités ne dépassant pas 3 kilos;

Pain ou articles de boulangerie ordinaires, en quantités ne dépassant pas 3 kilos, à condition que ces marchandises ne soient pas expédiées par la poste aux habitants de la zone-frontière.

c) La franchise douanière s'étend aux sacs et aux emballages servant à transporter d'un district-frontière dans l'autre les marchandises relevant du trafic de frontière, réexportés à vide par le même itinéraire.

d) Les médicaments préparés, délivrés aux habitants de la zone-frontière en petites quantités appropriées aux besoins, par des pharmacies voisines, sur ordonnance de médecins dûment autorisés à pratiquer, peuvent être importés sans autorisation spéciale des autorités politiques et jouissent de la franchise douanière.

De plus, la production d'une ordonnance ne sera pas requise pour les drogues simples servant à des usages médicaux, non plus que pour les produits pharmaceu-

Ad Article 21.

The Contracting Parties shall enter into negotiations, as soon as possible, with regard to an agreement for regulating air traffic between the two countries.

Ad Article 25.

It is agreed that the Court of Arbitration shall only be convened by the respective Governments and not by subordinate officials or private persons, and that the Court shall only be convened after an attempt has been made, but without success, to reach a friendly settlement of the dispute through diplomatic channels.

Done at Prague on May 4, nineteen hundred and twenty-one.

For the Czechoslovak Republic :

(L. S.) Dr. HOTOWETZ.

(L. S.) Dr. V. SCHUSTER.

For the Republic of Austria :

(L. S.) RIEDL.

Annex A to Article 12.

INCREASED TRAFFIC FACILITIES ON THE FRONTIER.

The following arrangements have been agreed upon for facilitating traffic in the frontier zones :

(a) The districts situated on both sides of the common customs frontiers shall be regarded as frontier zones. The respective Governments shall be free to issue further orders specifying these districts. No frontier zone shall however exceed 15 kilometres in width.

(b) The following shall be imported into either country free of duty, subject to any restriction or withdrawal of this concession ordered by the local authorities in case of abuse :

Butcher's meat, whether fresh or simply prepared in quantities not exceeding 2 kg. ;

Milling products from cereals or legumina, in quantities not exceeding 3 kg. ;

Household bread and baker's wares in quantities not exceeding 3 kg., provided that these goods are not imported by post for residents on the frontier.

(c) Sacks and other packing cases and wrappings, in which goods exchanged in trade between the frontier zones are transported from one frontier zone to the opposite zone and which are thence re-exported empty by the same route, shall be exempt from customs duties.

(d) Prepared medicines, fetched by residents on the frontier from pharmacies in the vicinity on production of prescriptions by duly qualified doctors in small quantities corresponding to the actual requirements of the purchasers may also be imported free of customs duty without a licence from the Government officials. Further a prescription will not be required in the case of simple drugs used for medicinal purposes and simple pharmaceutical and chemical preparations which have a

tiques et chimiques simples portant, sur leur emballage extérieur, une indication pharmaceutique précise et distincte, lorsque la vente au détail de ces produits est libre aux termes des règlements en vigueur dans le territoire en question.

e) Dans le cadre des zones-frontières, là où les circonstances locales semblent le demander et le permettre — et en prenant au besoin les mesures appropriées — pourront être transportées d'un territoire dans l'autre par des chemins secondaires, les marchandises suivantes, aussi longtemps qu'elles jouiront de la franchise douanière :

Engrais naturels et artificiels, lin et chanvre en tige, fourrage vert et sec (plantes fourragères, foin, paille, paille hachée), fanes, mousse, joncs, lait, sable à mortier ordinaire, cailloux, émeri en morceaux, argile et terre à potier ordinaire, bois à brûler et charbon (ces derniers pour l'usage personnel des habitants de la zone-frontière), tourbe, terre de marais, amadou brut.

f) Si des entreprises agricoles ou d'autres propriétés se trouvent coupées ou separées par la frontière, l'exploitation de ces entreprises ou de ces propriétés ne devra être ni gênée ni empêchée par la frontière ou par les règlements qui s'y rapportent. Notamment le bétail et l'outillage de ces exploitations, les semences nécessaires à l'ensemencement des champs, les produits de l'agriculture ou de l'élevage obtenus dans ces propriétés, pourront être transportés en franchise, aux points de passage naturels, d'une partie de la propriété dans l'autre, à travers la frontière qui coupe en deux cette propriété.

g) Les habitants de la zone-frontière qui ont à effectuer des travaux agricoles dans la partie de la zone située de l'autre côté de la frontiere, que ce soit dans des champs ou des pâturages leur appartenant ou loués par eux, ou autrement, toutefois dans le voisinage de leur domicile seulement, pourront faire passer la frontière en franchise au bétail et aux instruments nécessaires pour ces travaux, ainsi qu'aux semences nécessaires et aux produits agricoles récoltés dans les fonds qu'ils auront travaillés. Le passage de la frontière pourra également avoir lieu par des chemins secondaires, si les circonstances ou la nature des travaux à effectuer semblent l'exiger impérieusement, si les mesures prises pour sauvegarder les droits du fisc sont observées et si l'habitant des zones revient de la zone située de l'autre côté de la frontière, le même jour qu'il y est entré.

h) 1. Le bétail mis en pâture dans la zone située de l'autre côté de la frontière, ou en revenant, est exempt de droits de douane, lorsque son identité est établie. Les produits de ce bétail, tels que : lait, beurre, fromage, laine, et les petits nés dans l'intervalle, peuvent être ramenés en franchise en quantités correspondant au chiffre du bétail et à la durée de la pâture. La disposition visée dans la deuxième phrase de la lettre *g)* est également applicable au cas envisagé ici, étant entendu que les chemins secondaires peuvent être utilisés même si la rentrée du bétail n'a pas lieu le même jour que sa sortie.

2. Les habitants des zones-frontières pourront également transporter en franchise une certaine quantité de sel, farine et pain, pour leur consommation pendant la durée de la pâture dans les pâturages leur appartenant dans la zone-frontière de l'autre pays. Cette quantité sera fixée, suivant les besoins, par les deux administrations douanières.

i) Sous réserve de l'observation des mesures prescrites en vue d'assurer le paiement éventuel des droits de douane sous le régime de l'admission temporaire, seront admis en franchise :

Le bétail destiné à être pesé ou employé à des travaux temporaires, ainsi que les machines et instruments agricoles destinés à un usage temporaire.

k) 1. Les céréales, les graines oléagineuses, le chanvre, le lin, le bois, l'écorce d'arbres et autres produits agricoles analogues, transportés par les habitants d'une des zones-frontière pour être moulus, pressés, coupés, broyés, etc., dans l'autre zone-frontière, et ramenés à l'état ouvré, resteront soumis aux dispositions relatives au trafic des produits finis, ou, si des circonstances locales dignes de considération militent

accurate and clear description on the wrapper and which may be retailed under the regulations in force in the country in question.

(e) For the purposes of trade between the respective frontier zones, the following goods, if exempt from customs duties, may be transported across the frontiers on by-roads, provided that local conditions make this measure desirable and feasible, and, if necessary, subject to suitable regulations :
Natural and artificial fertilisers, flax and hemp on the stalk, green and coarse fodder (feeding herbs, hay, straw, chopped straw) forest litter, moss, rushes, milk, common sand for mortar, flints and pebbles, broken emery, common clay and potter's earth, firewood and coal (these two only for personal use of residents on the frontier) peat, bog earth, raw tinder.

(f) In the case of agricultural estates or other properties, which are intersected or separated by the frontier line, no difficulties or restrictions of any kind due to the frontier line or any regulations consequent thereon shall be placed in the way of cultivation, which should continue undisturbed. More particularly, farm live stock and agricultural implements belonging to such properties, the necessary supplies of seed for the cultivation of the fields, field produce and stock farming products derived from such properties may be taken free of duty from one part of the property to the other over the frontier separating these parts by the natural approaches.

(g) Residents on the frontier, who have to carry on agricultural labour in the other frontier zone, in their own or in leased fields or meadows, etc. — but only in the neighbourhood of their domicile — shall be entitled to take over the frontier free of duty all live stock and tools required for such work, all necessary supplies of seed and the field produce derived from lands under cultivation. The above mentioned articles may be taken across the frontier by by-roads, if the circumstances of the case or the kind of labour to be carried out appear to require it, if the Customs control regulations are observed and if the resident on the frontier in question returns home from the opposite frontier zone on the day on which he entered it.

(h) (1) Live stock driven to pasturages in the other frontier zone or returning therefrom shall be free of duty, provided that they are duly identified. Produce derived from such live stock, e. g., milk, butter, cheese and wool and young live stock reared in the meanwhile, may be re-exported free of duty in appropriate quantities taking into account the number of head of live stock and the duration of the grazing season. The provision contained in the second sentence of paragraph *(g)* is also applicable in this case, but subject to the further condition that live stock may be imported by by-roads, even if not re-imported on the day of export.

(2) Similarly, salt, flour and bread taken by residents on the frontier for purposes of consumption during the grazing season to their pasturages situated in the opposite frontier zone shall be free of duty. The respective customs administrations shall fix the quantities of the above articles which may be taken in accordance with the requirements of the case.

(i) The following shall be free of duty subject to the customs regulations for goods imported under customs control (Vormerk) :

Live stock imported in order to be fattened and for temporary work and agricultural machinery and implements for temporary use.

(k) (1) Cereals, oil seed, hemp, flax, wood, tanner's bark and similar agricultural products, which are taken into the opposite frontier zone by residents on the frontier to be ground, crushed, bruised, cut up, sawn, powdered or subjected to similar treatment, and are re-exported as finished articles, shall be subject to the conditions regulating the finishing trade, or, if any specially noteworthy local consi-

en faveur de cette solution, jouiront de la franchise d'entrée et de sortie, contre caution appropriée en garantie du paiement des droits de douane.

2. Les quantités de produits à réimporter et à réexporter aux lieu et place des produits bruts seront, au besoin, fixées d'un commun accord par les deux administrations douanières.

l) En vue de faciliter la circulation des habitants des deux zones-frontières, porteurs d'objets destinés à leur usage personnel qu'ils transportent d'une zone-frontière dans l'autre pour les faire réparer ou façonner par un artisan, et qu'ils remportent ensuite, les bureaux de douane des deux pays seront autorisés à permettre cette circulation dans les deux sens. Le travail salarié à domicile sera assimilé au façonnage d'artisan. Pour les fils et les tissus, la teinture sera également considérée comme façonnage d'artisan. La franchise douanière dont jouissent les étoffes servant à la fabrication de vêtements et transportées de part et d'autre de la frontière aux fins de façonnage, s'étend aux accessoires employés à cette fabrication.

m) 1. Les habitants des zones-frontières qui, en vertu de contrats de travail, vaquent temporairement à des travaux manuels agricoles ou forestiers dans des exploitations agricoles ou forestières de la zone située de l'autre côté de la frontière, mais seulement dans le voisinage de leur domicile, peuvent, s'ils regagnent régulièrement leur domicile au plus tard à l'expiration du sixième jour après leur arrivée au lieu de leur travail, et sous réserve de l'observation des mesures prises en pareil cas par les autorités douanières pour sauvegarder les intérêts du fisc, franchir sans obstacle la frontière douanière, même par des chemins secondaires, et transporter par delà la frontière, en franchise de droits de douane ou autres, les instruments nécessaires à leur travail, le salaire en espèces ou en nature gagné par eux, ainsi que les objets à leur usage (souliers, vêtements, etc...), lorsqu'il pourra être prouvé que ces objets ont été achetés pour eux par le patron et leur ont été donnés en rétribution partielle de leur travail.

2. Les aliments préparés pour ces ouvriers à leur domicile pourront leur être également portés en franchise par delà la frontière, à condition que le porteur repasse la frontière le jour même où il est venu.

n) Rien n'est changé aux dispositions des accords spéciaux relatifs à la suppression de l'obligation du passeport et du visa pour le passage de la frontière par les habitants des zones frontières.

o) 1. Les médecins, vétérinaires et sages-femmes établis dans une zone frontière peuvent également exercer leur profession dans l'autre zone-frontière. Ils pourront également, avec des cartes d'identité spéciales, franchir sans restrictions la frontière à bicyclette ou à motocyclette, dans l'exercice de leur profession, à toute heure du jour, et même par des chemins secondaires, sans avoir à se présenter chaque fois à un bureau de douane. Les deux administrations douanières prendront d'un commun accord les dispositions de détail relatives à ces facilités.

2. Il ne leur sera permis de donner des médicaments emportés par eux que s'il y a danger de mort.

3. Les dispositions ci-dessus constituent seulement des arrangements provisoires et seront remplacées par une convention définitive fixant les conditions dans lesquelles le personnel de santé pourra être autorisé à exercer sa profession sur les territoires de l'autre Etat.

p) Les interdictions d'importation et d'exportation existantes (article 9, § 1, lettre c) ne s'appliquent pas aux transports autorisés aux lettres b) d) f) g) h) i) k) l) et m).

q) 1. Les habitants des zones pourront emporter avec eux de petites quantités de marchandises, servant aux besoins de tous les jours mais nécessitant en règle générale un permis d'importation (article 9, § 1, lettre c), si la nature de cette marchandise

derations so require, may be imported and exported free of duty subject to suitable regulations for safeguarding the customs.

(2) The quantities of such products which may be reimported or must be re-exported in place of the raw materials shall be fixed as required in agreement by the respective customs administrations.

(l) With a view to facilitating travelling by residents on the frontier with articles required for their personal use, which are taken from one frontier zone into the opposite frontier zone for repair or for technical treatment (handwerksmässige Bearbeitung) and re-exported, the respective frontier customs officers shall be authorised to permit such traffic in either direction. Domestic service shall be regarded as being governed by the provisions relating to technical treatment. The dyeing of yarns and textiles shall be considered as analogous to technical treatment. In addition to stuffs used for making up articles of clothing and transported under the terms relating to technical treatment, trimmings used for the same purpose shall also be free of customs duty.

(m)(1) Residents on the frontier who do temporary manual labour in the fiedls or other agricultural or forestry work in agricultural or forestry establishments situated on the opposite frontier zone — but only in the neighbourhood of their domiciles — upon duly signed contracts may, provided that they regularly return home from the opposite frontier zone not later than six days after entering the place of work and observe the official customs regulations issued for cases of this kind, cross the customs frontiers without hindrance on by-roads as well as main roads and may take over the frontier, free of customs or other duties, any implements or tools required for their work and also any wages whether in money or in kind earnerd as a result by such work, as well as any articles for their personal use which can be shown to have been supplied to them by their employers as part of their earnings (e. g., shoes and other articles of clothing).

(2) Food prepared at home for such workers may also be taken over the frontier to them free of duty, provided that the person taking the food returns home on the day on which he entered the opposite frontier zone.

n) The exemption from passport and visa regulations granted under special agreements to residents on the frontier for crossing the frontier shall remain in force.

(o) (1) Doctors, veterinary surgeons and midwives, domiciled in one frontier zone, may practise in the opposite frontier zone also. They may for the purpose of their practice, provided that they possess special identity certificates, cross the frontier by by-roads, on bicycles or in motor vehicles, without reporting on every occasion to a custom house and at any time by day or night. Specific orders regarding this privilege will be issued by the respective customs administrations in agreement.

(2) Medicines carried personally may only be sold or delivered in case of an emergency involving serious danger to life.

(3) These conditions are to be regarded as temporary arrangements and will be replaced by a definitive agreement permitting persons in the medical professions who are nationals of one country to practise in the territory of the other country.

(p) Existing import and export prohibitions (Art. 9, sub. paragraph 1., paragraph *(c)* shall not be applicable to traffic permitted under paragraphs *b, d, f, g, h, i, k, l* and *m*).

(q) (1) Small quantities of goods in daily use for which a licence is required under ordinary circumstances may be taken over the frontier personally by residents on the frontier, if it may be inferred from the nature of the goods and the position

et la situation sociale de l'intéressé permettent de supposer que la marchandise en question est manifestement destinée à un usage personnel et ne sera pas mise dans le commerce.

2. Les bureaux de douane porteront à la connaissance du public les quantités autorisées pour chacun des articles d'alimentation les plus importants visés par ce §.

r) Au reste, les mesures prises pour faciliter le trafic de frontière ne sauraient porter atteinte aux restrictions à la liberté des échanges promulguées dans les deux pays, non plus qu'aux dispositions en vertu desquelles l'Etat se réserve le monopole du commerce de certain produits. Mais, d'autre part, les habitants de la zone-frontière de l'un des deux Etats ne sont pas tenus de livrer leurs produits à l'autre Etat du fait qu'ils exploitent des parcelles de terrain situées sur le territoire de cet autre Etat.

s) La République tchécoslovaque accordera aux habitants des communes autrichiennes situées dans le voisinage immédiat du territoire de Feldsberg, cédé à la République tchécoslovaque par le Traité de Paix (Traité principal) de St-Germain, en date du 10 septembre 1919, toutes facilités de transit compatibles avec la sauvegarde des intérêts du fisc tchécoslovaque. La circulation en transit sus-visée sera soumise aux mesures de contrôle convenue entre les deux administrations douanières. Le passage de la frontière, dans les cas envisagés, sera autorisé aux points qui auront été déterminés, d'un commun accord, par les deux administrations douanières.

t) Les accords particuliers relatifs au petit trafic de frontière, entre le triangle March-Thaya et le territoire autrichien limitrophe, sont contenus dans la Convention signée à Prague, le 10 mars 1921, entre la République tchécoslovaque et la République d'Autriche, concernant le tracé de la frontière austro-tchécoslovaque et différentes questions s'y rapportant.

Annexe b *à l'article* 12.

CONVENTION D'ASSISTANCE RÈCIPROQUE DANS LES OPÉRATIONS DE DÉDOUANEMENT, EN VUE DE PRÉVENIR, DE POURSUIVRE ET DE PUNIR LES INFRACTIONS AUX RÈGLEMENTS, DOUANIERS, ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE EN VUE DE LA RÉPRESSION DES DÉLITS DE DOUANE.

§ 1.

1. Les Parties contractantes, conformément aux dispositions suivantes, se prêteront mutuellement appui pour assurer les opérations de dédouanement, ainsi que pour prévenir, poursuivre et punir les infractions aux règlements douaniers ; les autorités judiciaires se prêteront également l'assistance nécessaire pour assurer l'exécution des dispositions relatives à la procédure pénale en matière de délits de douane.

2. Chacune des deux Parties contractantes exigera de ses autorités et de son personnel douaniers l'observation des lois et règlements douaniers de l'autre Partie, y compris les prohibitions d'importation, d'exportation et de transit, ainsi que les dispositions relatives à la statistique du mouvement des marchandises.

I.

ASSISTANCE RÉCIPROQUE DANS LES OPÉRATIONS DE DÉDOUANEMENT.

§ 2.

1. Les postes de douane situés à la frontière commune autoriseront les fonctionnaires supérieurs des postes correspondants de l'autre pays à consulter, sur place, en tout temps, leurs registres

of the resident that the goods are obviously intended for personal use and not for trade.

(2) The quantities of the more important foodstuffs governed by this clause will be notified to the custom houses, as required.

(r) In all other cases the restrictions in force in either State as regards freedom of communication and the ordinances concerning the management by the State of certain products shall not be affected by the regulations for frontier communications. Residents on the frontier, however, who are nationals of one State and who cultivate detached lands in the territory of the other State, shall be under no compulsion upon that account to make deliveries benefiting the latter State.

(s) The Czechoslovak Republic shall grant any facilities in respect of through train traffic, compatible with the safeguarding of Czechoslovakia's customs interests, to residents of the Austrian communes situated in the immediate vicinity of the territory surrounding Feldsburg ceded to the Czechoslovak Republic under the Treaty of Peace of St. Germain of September 10, 1919. The customs control arrangements agreed upon by the respective customs administrations shall apply to this traffic. The frontier may only be crossed by traffic of this nature at the points upon which the respective customs administrations have agreed.

(t) The special regulations regarding frontier traffic between the March-Thaya triangle and the Austrian territory adjacent thereto are contained in the Agreement signed at Prague on March 10, 1921, between the Czechoslovak Republic and the Austrian Republic concerning the delimitation of the frontier between Austria and Czechoslovakia and various questions connected therewith.

Annex b *to Article* 12.

AGREEMENT REGARDING MUTUAL ASSISTANCE TO BE AFFORDED IN MATTERS CONNECTED WITH CUSTOMS INSPECTION WITH A VIEW TO THE PREVENTION. PROSECUTION, AND PUNISHMENT OF INFRINGEMENTS OF THE CUSTOMS REGULATIONS AND REGARDING MUTUAL LEGAL ASSISTANCE TO BE RENDERED IN CRIMINAL CASES CONNECTED WITH SUCH INFRINGEMENTS.

Paragraph 1.

(1) The Contracting Parties shall, in accordance with the following regulations, afford each other legal assistance in matters connected with customs inspection and the prevention, prosecution and punishment of infringements of the customs regulations and shall render each other legal assistance in regard to criminal proceedings for offences against the customs regulations.

(2) Each of the Contracting Parties shall oblige its customs officials and employees to observe the customs laws and regulations of the other Party, including import, export and transit traffic prohibitions and the regulations regarding the statistics of goods traffic.

I.

MUTUAL ASSISTANCE TO BE AFFORDED IN MATTERS CONNECTED WITH CUSTOMS INSPECTION.

Paragraph 2.

(1) The customs authorities on the common frontier shall at all times permit the higher officials of the corresponding frontier customs offices of the other Party to inspect their goods traffic ac-

contenant les indications relatives au mouvement des marchandises, ainsi que les pièces justificatives et les fiches statistiques fournies par les intéressés. En outre, les autorités supérieures pourront, après avis préalable, envoyer des fonctionnaires spéciaux pour recueillir ces indications.

2. Les deux administrations se fourniront réciproquement, sur demande, toutes explications utiles sur les perceptions, la comptabilité et les relevés statistiques concernant les deux zones douanières.

§ 3.

1. Chacune des deux Parties contractantes est tenue de ne laisser sortir de marchandises sur le territoire de l'autre Partie que par une route douanière conduisant à un bureau d'entrée ayant qualité pour admettre ces marchandises, et à des heures où ces marchandises pourront encore, suivant toute vraisemblance, arriver au bureau de douane de l'autre Partie pendant les heures de service.

2. Les routes douanières et les heures de service seront fixées d'un commun accord et seront les mêmes pour les bureaux des deux Parties situés à la frontière commune ; les facilités accordées par l'une des Parties pour le passage de la frontière seront communiquées à l'autre Partie.

§ 4.

1. Les chemins de fer servant aux communications publiques pourront transporter jour et nuit les personnes, marchandises et bagages par delà la frontière.

2. Les chemins de fer sont tenus de communiquer aux bureaux et postes de douane installés dans les gares (bureaux des chemins de fer) les horaires de tous les trains franchissant la frontière, ainsi que les modifications à ces horaires, huit jour au moins avant leur mise en vigueur. Les retards importants, les suppressions ou dédoublements possibles de trains et l'envoi de locomotives isolées devront être également annoncés le plus tôt possible aux bureaux de douane des chemins de fer.

§ 5.

1. Les deux Parties prendront les mesures nécessaires pour que les expéditions de marchandises à destination de l'autre pays soient accompagnées de déclarations matricules (Stammerklärungen) qui devront être remises au bureau de douane de l'autre Partie.

2. A l'arrivée de chaque train comportant des wagons chargés, en sus du fourgon de service, le chemin de fer qui assume le transport par delà la frontière, remettra au bureau de douane de l'autre Partie, un bordereau de chargement (Zugliste), conforme au modèle *a)*.

3. Avant le départ de chaque train comportant des wagons chargés, en sus du fourgon de service, il sera remis aux bureaux de douane de l'autre Partie une feuille de chargement (Zugzettel) conforme au modèle *b)*.

4. Le chemin de fer n'aura pas à établir d'autres documents douaniers d'accompagnement à l'usage de l'Etat voisin.

§ 6.

1. En vue d'assurer le versement intégral des droits de douane, les deux Parties se remettront mutuellement de douane à douane, les marchandises qui ne proviennent pas du commerce libre de leurs territoires, et qui, en cette qualité, conservent leur nationalité d'origine et de provenance. Les plombs de douane qui ont été apposés seront considérés à l'égale de ceux de l'administration propre du pays en question (§ 11) et, s'il s'agit d'une simple transmission à un bureau de douane situé à l'intérieur du pays, les deux bureaux de douane, au passage de la frontière, pourront se

count books, vouchers and statistical records. Further, the above-mentioned authorities may, on giving notice in advance, send special officials for this purpose.

(2) All information regarding financial procedure, bookkeeping and statistics in both customs areas shall be furnished on request.

Paragraph 3.

(1) Both Contracting Parties shall only allow goods to be sent into the territory of the other Party by customs routes and by rough competent customs entry offices, and only at times when such goods may reasonably be expected to reach the custom office on the other side of the frontier during office hours.

(2) Customs routes and office hours on common frontiers shall be determined by mutual agreement ; each Party shall inform the other of the facilities provided for crossing the frontier.

Paragraph 4.

(1) On railways used for public traffic, passengers, baggage and goods may be conveyed across the frontier both by day and by night.

(2) The railways shall be bound to communicate to the customs offices and branch offices (railway, customs offices) the time-tables of all trains crossing the frontier, and to notify them of any alterations therein at least eight days before such timetables or alterations come into operation. The railway customs offices shall further be notified if any trains are running exceptionally late or have been cancelled, and also if any special trains or light engines are expected.

Paragraph 5.

(1) Both Parties shall take steps to provide that, in railway traffic between their territories, declarations of origin are given for consignments of goods which are to be handed over to the customs office of the other Party.

(2) On the arrival of every train of loaded wagons (except service wagons) the railway conveying the wagons over the customs frontier shall hand to the customs office of the other Party a train schedule modelled on Form *(a)*.

(3) A train-docket, modelled on Form *(b)*, shall be handed to the customs offices situated on the territory of the other Party before the departure of every train of loaded wagons (except service wagons) proceeding to the neighbouring country.

(4) No other customs forms need be filled up by the railway for the purposes of the neighbouring country.

Paragraph 6.

(1) In order to safeguard the customs expenditure each Party shall hand over as such to the customs administration of the other Party any goods which do not originate from free traffic (freier Verkehr) within their territories due note being taken of their country of origin and despatch. In this connection any existing custom house fastenings or seals shall be recognised by each Party as equivalent to that Party's own customs house seals (paragraph 2). In the case of goods to be transmitted to customs houses within the country, the customs houses of both Parties at the frontier

borner à timbrer les papiers d'accompagnement. Dans les cas envisagés, la liquidation des papiers d'accompagnement sera assurée par l'office destinataire.

2. Lorsqu'il y a continuité de rails à la frontière et que les wagons servant au transport passent la frontière, les deux Parties contractantes dispenseront du déchargement et de la revision à la frontière, ainsi que du plombage des différents colis, les marchandises entrant en wagons plombés réglementairement et acheminés dans les mêmes wagons vers une localité de l'intérieur où se trouve un bureau de douane ayant qualité pour les dédouaner, à condition que ces marchandises aient fait l'objet d'une déclaration d'entrée réglementaire.

3. Les marchandises exportées à travers le territoire de l'une des Parties contractantes en wagons pouvant être plombés réglementairement, ou transitant à destination du territoire de l'autre Partie contractante sans transbordement, seront dispensées du déchargement ou de la revision, ainsi que du plombage des différents colis, tant à l'intérieur qu'aux frontières, si elles ont fait l'objet d'une déclaration de transit réglemantaire.

4. Les dispositions qui précèdent ne seront toutefois applicables que si les administrations de chemins de fer intéressées garantissent l'arrivée ponctuelle des wagons, sous plombs intacts, au bureau de douane destinataire de l'intérieur ou au bureau de sortie.

5. Les marchandises jouissant de la franchise douanière n'auront pas, en règle générale, à être déchargées ni pesées, même dans les bureaux de douane frontière, pour obtenir la décharge définitive, si la revision de ces marchandises peut être effectuée par les agents des douanes sans déchargement.

6. Les facilités visées aux alinéas 2 et 3, seront également accordées, à titre exceptionnel, dans le cas de marchandises transbordées (de wagon à wagon) sous la surveillance de la douane sans qu'il soit nécessaire de procéder au dédouanement réglementaire, si le transbordement est inévitable par suite de la différence des voies ou pour d'autres causes.

7. L'exemption de revision douanière pour les marchandises transitant par chemin de fer (voir alinéa 3), n'est pas applicable lorsqu'une infraction aux règlements douaniers a été signalée ou qu'il y a lieu d'en soupçonner une.

8. Si l'un des Etats contractants accorde des facilités douanières plus grandes à une tierce Puissance, l'autre Partie contractante bénéficiera des mêmes facilités, sous réserve de réciprocité.

§ 7.

1. Au passage de la frontière douanière, les voitures de voyageurs ne doivent contenir que des bagages à main.

2. La visite des bagages (gros bagages et bagages à main), à la gare frontière, doit être suffisamment rapide pour que même les colis transmis à un autre bureau de douane, puissent, dans toute la mesure du possible, continuer leur route par la correspondance.

3. Les marchandises de grande et petite vitesse transportées par des trains de voyageurs sont assujetties aux mêmes conditions et aux mêmes formalités que les marchandises de même catégorie transportées par des trains de marchandises.

4. Toutefois, pour les denrées périssables expédiées en grande vitesse par des trains de voyageurs, les formalités de douane seront accélérées comme pour les bagages.

§ 8.

1. Pour faciliter le trafic des voyageurs et des marchandises, les Parties contractantes, chaque fois que les circonstances le permettront et que la chose ne sera pas déjà faite, réuniront le plus tôt possible dans le même lieu leurs bureaux de douane et leurs postes de contrôle des passeports correspondants.

station need only stamp the accompanying declaration. In such cases the accompanying papers shall be dealt with by the office to which the goods are transmitted.

(2) The Contracting Parties shall, at those places on their frontiers where through rail connections exist and where rolling stock is transferred, exempt from unloading and inspection at the frontier, or from separate sealing, goods conveyed in wagons provided with the regulation fastenings and carried in the same wagons to a place within the country at which there is a custom house empowered to inspect the goods, provided that due notice has been given of their despatch.

(3) Goods carried without transhipment in railway wagons provided with the regulation fastenings, and exported through the territory of one of the two Contracting Parties or imported through the territory of one Party to the territory of the other, need not be unloaded or inspected or sealed either within the country or at the frontier, provided that due notice has been given of their passage in transit.

(4) The above exemption shall only be granted provided that the railway administrations concerned undertake that the wagons shall reach the custom office within the country, or the export office, as the case may be, punctually and with their fastenings intact.

(5) Goods which are duty-free need not as a rule be unloaded or weighed at the frontier customs office even for final customs clearance if they can be inspected without unloading.

(6) As an exceptional measure the facilities provided in (2) and (3) shall also be granted and the regular customs inspection need not take place in cases where goods are transhipped (from one railway wagon to another) under customs supervision, and this transhipment is necessitated by a change of gauge or is unavoidable for other reasons.

(7) The exemption from customs inspection agreed upon in (3) in the case of goods in transit by rail shall not apply if information has been received, or if there is good reason to suspect that an infringement of the customs regulations is intended.

(8) Any wider facilities regarding customs inspection granted by one of the two Contracting Parties to third States shall also, on condition of reciprocity, apply to traffic with the other Party.

Paragraph 7.

(1) Only passengers' hand-baggage may be conveyed over the frontier in passenger coaches.

(2) The customs inspection of hand-baggage shall be expedited at the frontier station, so that baggage which is to be inspected by another customs office may also, if possible, be carried on by the connecting train.

(3) Articles sent express or at goods rates, which are carried on passenger trains, shall be subject to the same conditions and formalities as those in force for articles of the same kind carried by goods train.

(4) Perishable goods sent express by passenger train shall be passed through the customs as rapidly as passengers' baggage.

Paragraph 8.

(1) In order to facilitate passenger and goods traffic, the Contracting Parties shall as soon as possible establish their corresponding customs offices and frontier passport offices at one and the same place, if circumstances allow and if this has not already been done.

2. Les arrangements pris à ce sujet sous garantie de réciprocité complète, figurent à l'annexe.

3. En outre, les deux Gouvernements prendront au plus tôt toutes mesures nécessaires pour supprimer les entraves à la circulation causées par la visite de la douane et le contrôle des passeports dans les gares de correspondance et pour faciliter les voyages en transit, en fournissant les moyens de consigner les bagages directement à un bureau de douane de l'intérieur du territoire de l'autre pays.

§ 9.

En ce qui concerne la fermeture douanière des wagons, font autorité les règles adoptées à la Conférence de Berne du 15 mai 1886, pour la fermeture douanière des wagons en trafic international, ainsi que les modifications ou additions à ces règles.

§ 10.

1. Pour permettre la liquidation des cautions et garanties fournies pour la réexportation de marchandises non dédouanées, ainsi que la liquidation des remises de taxes ou des remboursements sur demande auxquels donnent lieu les marchandises exportées, chacune des Parties contractantes confirmera à l'autre Parti l'entrée des marchandises sur son territoire par delà la frontière commune.

2. Dans les cas envisagés, les papiers douaniers d'accompagnement devront être avec la marchandise au moment du passage de la frontière commune. L'apposition du timbre officiel du bureau de douane frontière sur les papiers d'accompagnement suffira à faire la preuve du passage de la frontière. Aucune preuve n'est nécessaire pour les expéditions par la poste.

§ 11.

Les certificats de douane, plombs, sceaux, timbres et autres marques douanières, les estampilles et marques apposées sur les tonneaux ou autres récipients par l'office des poids et mesures, les marques de jaugeage et les certificats de jauge des bateaux servant à la navigation intérieure — ces derniers conformément aux dispositions d'accords encore à conclure entre les deux Parties contractantes, — ainsi que les indications officielles de poids portées sur les wagons de chemin de fer par les administrations de chemin de fer, seront reconnus par les autorités douanières des deux pays, aux fins du dédouanement.

§ 12.

La réadmission en franchise d'envois remis pour expédition au chemin de fer dans les territoires de l'une des deux Parties contractantes et expédiés à destination du territoire d'origine à travers le territoire de l'autre Partie, sera autorisée par les administrations des douanes, lorsque ces expéditions ont lieu en exécution d'accords conclus entre les administrations de chemins de fer des deux Parties sur la répartition et l'acheminement du trafic.

II.

MESURES DESTINÉES A PRÉVENIR LES INFRACTIONS AUX RÈGLEMENTS DOUANIERS.

§ 13.

1. Les employés de l'administration des finances des deux Parties à la frontière commune se doivent mutuellement assistance empressée en vue de prévenir et de découvrir la contrebande

(2) The provisions agreed upon for this purpose, under pledge of complete reciprocity, are contained in the attached annex.

(3) Further, both Governments shall take steps as soon as possible to remove any hindrance to traffic due to customs inspection and examination of passports at junction stations, and also to facilitate through traffic by allowing baggage to be forwarded direct to a customs office within the territory of the other Party.

Paragraph 9.

As regards the regulations with which wagons for traffic under customs seal must comply, those laid down at the Conference of Berne on May 15, 1886, regarding the construction of wagons capable of being sealed for international traffic, together with any modifications or supplementary regulations thereto shall apply.

Paragraph 10.

(1) In order to allow the immunities granted in the case of goods intended for re-export which have not passed through the customs, and also in order to enable re-exported goods to be exempted from duty or to have duty refunded, each of the Contracting Parties shall upon application from the other Party, confirm the passage of goods over the common frontier into the territory of the other Party.

(2) In such cases the requisite customs certificates must accompany the goods at the time of crossing the common frontier. If the certificates have received the official stamp of the frontier entry office this shall be deemed sufficient proof that they have crossed the frontier. In postal traffic no proof shall be required.

Paragraph 11.

Custom house certificates, fastenings, seals, stamps and any other marks affixed by the custom house authorities, stamps and any other marks affixed to casks and other receptacles by gauging offices, the gauging-stamps and tonnage certificates of river-craft in regard to which special agreements are to be concluded between the two Contracting Parties, as well as the official indication of tare-weight on railway-wagons shall be mutually recognised for customs purposes.

Paragraph 12.

Re-entry free of duty shall be granted by the Customs authorities in the case of goods which were consigned for transport by rail in the territory of one of the Contracting Parties and were forwarded through the territory of the other Party to the territory of origin, if the carriage of such goods was provided for by agreements between the railway authorities of both Parties regarding the allocation and management of traffic.

II.

Prevention of infringements of Customs Regulations.

Paragraph 13.

(1) The revenue officials of both Parties stationed on the common frontier shall afford each other every assistance for the prevention and detection of smuggling into the territory of either

dans les deux sens ; ils doivent, à cet effet, se communiquer leurs observations au plus vite et avoir des rapports de service amicaux.

2. En vue de s'entendre sur une collaboration efficace, les fonctionnaires supérieurs des douanes des deux Parties entreront en rapports de temps à autre, et chaque fois que des occasions particulières l'exigeront.

§ 14.

Les employés des deux administrations financières chargés d'empêcher et de poursuivre les infractions douanières devront également empêcher les infractions aux règlements douaniers de l'autre Partie par tous les moyens légaux dont ils disposent. Ces employés devront procéder, en l'occurrence, de la même manière qu'à l'égard des infractions aux prescriptions douanières de leur propre pays.

§ 15.

Les autorités financières de l'une des Parties contractantes signaleront immédiatement aux autorités financières compétentes de l'autre Partie les infractions aux règlements douaniers de l'autre Partie qui viendraient à leur connaissance ; sur demande, ils leurs transmettront pièces et preuves à l'appui.

§ 16.

1. Chacune des Parties contractantes, à la demande de l'autre Partie, fera surveiller les personnes suspectes de pratiquer, par métier ou de façon régulière, la contrebande aux dépens de l'autre Partie.

2. Au cas où il y aurait lieu de soupçonner que des approvisionnements de marchandises dépassant les besoins sont accumulés dans une zone frontière de l'une des Parties, pour être introduits en contrebande sur le territoire de l'autre Partie, ces dépôts, à la demande de la Partie intéressée, seront soumis à une surveillance spéciale.

III.

POURSUITE ET RÉPRESSION DES INFRACTIONS AUX RÈGLEMENTS DOUANIERS.

§ 17.

1. Chacune des deux Parties contractantes, à la demande d'une autorité compétente de l'autre partie, est tenue de faire instruire et punir les infractions aux règlements douaniers de cette Partie par les mêmes tribunaux et les mêmes autorités, et dans les mêmes formes, que les infractions à ses propres règlements douaniers :

a) Si l'inculpé est ressortissant de l'Etat qui doit instruire son cas et le punir, ou,

b) Si l'inculpé, sans être ressortissant de cet Etat, non seulement était domicilié dans cet Etat, voire à titre provisoire, au moment de l'infraction, ou a commis cette infraction en partant de cet Etat, mais encore s'y fait prendre, lors ou après que le mandat d'arrêt est parvenu aux autorités de cet Etat.

2. Si le montant de la peine dépend du montant des droits dont le fisc a été frustré, la peine doit être calculée au tarif de l'Etat dont la loi fiscale a été violée.

3. Les dispositions qui précèdent s'entendent sans préjudice des poursuites auxquelles les actes délictueux commis à l'occasion des infractions aux règlements douaniers de l'autre Partie pourraient donner lieu.

Party, shall communicate their observations to each other without delay and shall maintain friendly relations with each other.

(2) From time to time, and as occasion may require, the higher customs officials of both Parties shall meet with a view to discussing the most effective methods of co-operating in this respect.

Paragraph 14.

The revenue officials of both Parties, whose duty it is to prevent and prosecute infringements of the customs regulations, shall also take all lawful measures in order to prevent infringement of the customs regulations of the other Party. In such cases, the official concerned shall proceed in the same manner as they would do in the case of any infringement of their own national customs regulations.

Paragraph 15.

The revenue officials of the one Party shall immediately inform the competent revenue officials of the other Party of any infringements of that Party's customs regulations which may come to their knowledge, and, on request, shall forward the relevant documents and evidence.

Paragraph 16.

(1) Each of the Contracting Parties shall, at the request of the other Party, place persons under supervision who have given grounds for suspecting that they are professionnally or habitually smuggling goods into the territory of that Party.

(2) Should the suspicion arise that stocks of goods exceeding normal requirements are being accumulated within the frontier districts of either Party, for the obvious purpose of smuggling them into the territory of the other Party, such depots shall, upon application, be placed under special supervision.

III.

Prosecution and Punishment of Infringements of Customs Regulations.

Paragraph 17.

(1) Each Contracting Party shall, upon application from a competent authority of the other Party, have any cases of infringements of the customs regulations of that Party prosecuted and punished by the same Courts and authorities, and according to the same procedure as offences against its own customs regulations, provided :

(a) that the accused person is a national of the State which is to prosecute and punish him, or

(b) that, without being a national of that State, he was not only domiciled (even if merely temporarily) in the territory of that State at the time when the offence was committed or used that territory as a starting-point when committing the offence, but also that he can be found in that territory at the time when the application for prosecution is received, or after that date.

(2) If the amount of the fine is fixed in accordance with the amount of the customs duties of which either Party has been defrauded, such fine shall be fixed in accordance with the tariff of the State whose fiscal laws have been infringed.

(3) This provision shall in no way affect the prosecution of any other punishable offences which may have been committed at the same time as the offence against the customs regulations.

§ 18.

Les renseignements fournis par les autorités ou les employés de l'autre Partie seront considérés comme ayant la même force probante que les renseignements officiels fournis par les propres autorités ou les propres employés du pays en question.

§ 19.

1. Dans les poursuites pour infractions aux règlements douaniers de l'autre Partie contractante, les débours et les frais du procès et de l'application de la peine seront déterminés et imputés suivant les mêmes principes que dans les poursuites pour infractions analogues aux règlements douaniers du pays en question.

2. L'Etat dans lesquel les poursuites sont engagées fera l'avance des débours occasionnés par ces poursuites.

3. Les débours et les frais du procès et de l'application de la peine qui resteraient à la charge de l'Etat, en cas d'infraction à ses propres règlements douaniers, soit qu'ils ne puissent être recouvrés sur l'inculpé, soit qu'ils ne puissent être couverts par les sommes versées par des tiers ou par la vente des objets saisis, seront remboursés par l'Etat dont l'administration a requis les poursuites.

§ 20.

1. Indépendamment de l'amende, il sera procédé à la perception des droits dont le fisc a été frustré.

2. Les sommes d'argent recouvrées sur les inculpés ou produites par la vente des objets saisis, serviront d'abord au remboursement des débours et des frais, puis au paiement des droits dont le fisc de l'autre Partie a été frustré, et enfin à la liquidation des peines infligées.

3. Le montant des amendes perçues et les objets saisis restent propriété de l'Etat dans lequel le procès a eu lieu.

§ 21.

Le droit de remise ou de commutation de peine appartient à l'Etat dans lequel la condamnation a été prononcée.

§ 22.

Par « infractions au règlement douanier », au sens du présent Accord, il convient d'entendre également les infractions aux interdictions d'importation, d'exportation et de transit.

IV.

Assistance judiciaire réciproque.

§ 23.

1. Les tribunaux et les autorités financières des deux Parties contractantes se prêteront mutuellement assistance en matière de délits douaniers, dans les limites de leurs attributions, en recevant, à la demande de la partie intéressée, les dépositions sous serment de témoins ou d'experts, en procédant aux constatations offcielles et en notifiant les citations et les arrêts.

Paragraph 18.

Official evidence given by the authorities or officials of either Party shall be recognised by the other Party as possessing the same force as official evidence given by its own authorities or officials.

Paragraph 19.

(1) In the case of prosecutions of offences against the customs regulations of the other Party, the costs and charges arising out of the prosecution and the execution of the sentence shall be determined and allocated according to the principles which apply in the case of prosecutions of similar offences against the prosecuting Party's own customs regulations.

(2) Pending settlement, the expenditure arising out of the case shall be borne by the State in whose territory the prosecution takes place.

(3) Costs and charges arising out of the proceedings and the execution of the sentence which, in the case of offences against a State's own customs regulations, would be borne by that State because they cannot be recovered from the accused, or covered by means of sums paid in by third persons, or by the sale or articles which formed the object of the offences and which have been seized as security, shall be paid by the State whose authorities demanded the prosecution.

Paragraph 20.

(1) Payment of the customs duties which it had been intended to evade shall be imposed in addition to the fine.

(2) Any sums recovered from the accused, or obtained by the sale of the objects of the offence against the customs regulations, shall be applied in the first place to the payment of the costs and charges, in the second place to that of the customs duties of which the other Party had been defrauded and, lastly, to the payment of the fines.

(3) The amount of the fines and the objects seized shall be the property of the State in which the case was tried.

Paragraph 21.

The right to remit or mitigate a sentence belongs to the State in which the sentence was passed.

Paragraph 22.

For the purpose of this agreement the words „ infringements of the customs regulations " shall be understood to include infringements of import, export and transit prohibitions.

IV.

LEGAL ASSISTENCE.

Paragraph 23.

(1) The Courts and revenue authorities of the Contracting Parties shall afford each other legal assistance, whithin the limits of their competence, in all matters concerning the prosecution of offences against the customs regulations. They shall, if requested to do so, take the deposition on oath of experts and withnesses, carry out official investigations and serve summonses and judgments.

2. Les débours et les frais occasionnés par ces actes officiels seront remboursés par l'Etat requérant.

Annexe au § 8 (2).

DISPOSITIONS RELATIVES A LA RÉUNION PROVISOIRE DES POSTES DE DOUANE FRONTIÈRES ET DES POSTES DE CONTRÔLE DE PASSEPORTS TCHÉCOSLOVAQUES ET AUTRICHIENS.

1. En vue d'abréger la durée des formalités douanières et du contrôle des passeports au passage de la frontière, par chemin de fer ou par route, entre la République tchécoslovaque et la République d'Autriche, les postes de douane et les postes de contrôle de passeports des deux Etats seront réunis, lorsque les circonstances locales le permettront autant que possible dans un même lieu, si la chose n'est pas déjà faite.

L'intention des Parties contractantes est de procéder tout d'abord à la réunion des postes desservant les transports par chemins de fer et, tout spécialement, d'effectuer en première ligne cette concentration dans les gares où se fait le changement d'exploitation. La date de l'application de cette mesure dans les différentes stations sera fixée par les administrations compétentes des deux Parties, par voie d'accords à réaliser de la façon la plus simple et la plus rapide. Des accords spéciaux régleront, pour chaque parcours particulier, les dispositions à prendre en vue d'assurer le service dans les stations intermédiaires entre les postes de contrôle et la frontière des deux pays.

La réunion d'autres postes, notamment des postes servant au contrôle de la circulation par route, sera envisagée par la suite, chaque cas donnant lieu à une entente particulière.

2. En vue d'assurer un parfait parallélisme dans la création des nouveaux postes de douane et de contrôle, et de provoquer en temps utile la réunion des postes de douane et de contrôle sur les lignes de chemins de fer et sur les routes les deux Parties contractantes se communiqueront réciproquement, suffisamment à l'avance, leurs intentions relatives à la création de nouveaux postes de douane et de contrôle et à l'ouverture de nouvelles routes douanières.

3. Il est entendu que la réunion des postes frontières vise à obtenir la plus grande simultanéité possible des opérations à effectuer par les agents des deux parties ; l'examen des passeports devra avoir lieu conjointement avec la visite des bagages à main et des vêtements des voyageurs et, si possible, dans le train en marche. Les attributions et les heures de service des postes-frontière communs devront coïncider dans toute la mesure possible.

4. Pour que le service s'accomplisse sans heurts, les agents d'exécution des deux Parties seront tenus à procéder à leurs opérations simultanées dans un esprit de bonne camaraderie et à faire preuve de tact dans leur attitude pendant le service et en dehors du service. Les employés qui manqueraient à ces devoirs seront rappelés à la demande de l'autre Partie.

5. L'Etat sur le territoire duquel les postes-frontière communs ont été placés pourvoira à la fourniture des locaux nécessaires, ainsi qu'à l'entretien, au nettoyage, au chauffage et à l'éclairage de ces locaux ; l'Etat voisin remboursera au dit Etat, dans la monnaie de cet Etat, proportionnellement au cubage des locaux utilisés par lui et pendant la durée de l'utilisation, les intérêts du capital dépensé une fois pour leur construction.

Le taux de cet intérêts et la formule servant à répartir entre les deux Etats le montant du capital à rémunérer seront fixés dans chaque cas particulier.

Les frais courants d'administration seront partagés proportionnellement entre les Parties.

(2) The charges and costs arising out of these official transactions shall be borne by the State which made the application.

Annex to paragraph 8 (2)

PROVISIONS REGARDING THE TEMPORARY ESTABLISHMENT OF JOINT CZECHOSLOVAK AND AUSTRIAN CUSTOM-HOUSES AND OF JOINT FRONTIER STATIONS FOR THE EXAMINATION OF PASSPORTS.

(1) In order to expedite the examination of passengers' luggage and passports in traffic across the frontier by road or rail between the Czechoslovak Republic and the Austrian Republic, the custom-houses and passport examination stations of both States shall, as far as local conditions permit, be united in a single place wherever this has not already been done.

The establishment of common frontier-stations shall be carried out, in the first place, in respect of railway-traffic, and as far as possible, at the stations where the railway staff is changed. The two Departments concerned shall determine, in the case of each individual station, the date on which the arrangement is to be put into effect, and for this purpose shall reach an agreement with the least possible delay. The control of traffic in the intermediate stations between the frontier stations and the actual frontier shall be regulated by special agreements dealing with each individual line.

The establishment of common frontier stations, especially to deal with traffic by road, will, if required, be considered subsequently.

(2) In order to assure unity of action when establishing new custom-houses and frontier stations and when opening new roads for purposes of customs supervision and in order, also, to avoid delay in establishing common customs and frontier-stations to deal with traffic by road or rail, both Parties shall communicate to each other beforehand, and in good time, their intention of establishing new customs and frontier stations or of opening new roads for purposes of customs supervision.

(3) It must be understood that the object of the establishment of common custom-houses and frontier stations is to ensure that the customs formalities should as far as possible be carried out simultaneously by both Parties, and that the examination of passports should be carried out at the same time as the examination of passengers and their hand-luggage, if possible, on board the train in transit between two stations. The official duties and business-hours in the joint stations must, as far as possible, correspond.

(4) In order to avoid friction, the officials of both Parties shall consider it their duty to maintain friendly relations with one another in the simultaneous performance of their official duties and to behave with tact and courtesy both on and off duty. Officials who do not comply with these rules may be transferred at the request of the other Party.

(5) The State in whose territory the joint custom-houses and frontier stations are situated shall be responsible for providing the necessary premises, as well as for providing for the upkeep, cleaning, heating and lighting of these official premises. The neighbouring State shall pay the interest on the cost of the first installation in the currency of the State in whose territory the stations are situated as long as it makes use of the premises and in proportion to the size of the official premises it occupies.

The rate of interest and the schedule according to which the interest paid is to be allotted shall be determined separately in each case.

The cost of administration shall be borne jointly, in proportion to the expenditure of each Party.

Pour les locaux utilisés en commun, chaque Etat prendra à sa charge la moitié du service des intérêts et des frais courants d'administration.

Les arrangements pris par les administrations de chemins de fer des deux Parties entre elles ne sont pas touchés par les dispositions qui précèdent.

6. Chacune des Parties doit pourvoir à ce que les employés de l'Etat voisin et, si possible, leurs familles, trouvent un logement approprié au siège du poste-frontière commun.

Au point de vue du ravitaillement, les employés de l'Etat voisin seront assimilés aux employés de l'Etat dans lequel ils exercent leurs fonctions, lorsque ces employés habitent effectivement sur le territoire de l'autre Partie. Ils pourront également faire venir de leurs pays d'origine des aliments en quantités proportionnées à leurs besoins.

7. Les ustensiles et les matériaux nécessaires à l'aménagement des postes-frontière créés en territoire étranger, les objets de ménage des employés désignés pour occuper ces postes, ainsi que les effets envoyés par eux dans leur patrie d'origine pour y être réparés, nettoyés, etc., et réimportés ensuite, les uniformes et équipements de service de ces employés peuvent être importés et réexportés librement et en franchise de tous droits, sur attestation de la direction du Bureau.

8. Les employés des postes-frontière et les fonctionnaires supérieurs chargés du contrôle de ces services pourront en tout temps franchir librement la frontière dans les deux sens, sur la simple production d'un certificat officiel justifiant de leur qualité et de leur mission. Sur demande, les inspecteurs recevront de l'Etat sur lequel se trouve le poste-frontière un permis de circulation gratuit établi à leur nom et valable jusqu'au poste-frontière.

9. Les Etats contractants prendront les mesures nécessaires pour que les postes-frontière puissent procéder librement à la perception des droits de douane, à l'expédition et à la réception des deniers publics et des envois de service, pour qu'ils ne soient pas troublés dans l'exercice de leurs fonctions et que leurs documents de service et les sommes qu'ils ont encaissées soient assurés d'une parfaite sécurité. De même les postes-frontière de l'autre Partie pourront disposer en toute liberté et sans aucune restriction des marchandises confisquées dans le service, et l'Etat sur le territoire duquel se trouve le poste devra prendre les mesures nécessaires pour recevoir et abriter ces marchandises dans de bonnes conditions.

10. Les postes de douane et de contrôle pourront arborer comme signe distinctif une cocarde aux couleurs de leur pays et portant une inscription rédigée dans leur langue nationale.

Les employés des postes-frontière sont autorisés à porter leur uniforme de service ainsi que leurs armes réglementaires sur le territoire de l'Etat étranger.

Le personnel des postes-frontière comprend des employés de douane, des fonctionnaires chargés de la surveillance douanière et le personnel sous leurs ordres, et enfin des agents de la police de l'Etat et des gendarmes.

En cas de résistance opposée aux agents du poste-frontière situé en territoire étranger, ou à leurs ordres, l'Etat sur le territoire duquel le poste-frontière est situé est tenu de fournir les moyens de contrainte nécessaires pour venir à bout de cette résistance et permettre à ces agents de remplir leurs devoirs.

11. Aucune modification n'est apportée à la nationalité, à l'indigénat, ni à la situation administrative des employés des deux Parties, du fait de leur séjour et de leur affectation à un emploi dans l'autre Etat. En ce qui concerne les infractions à la discipline et les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, ces employés relèvent uniquement des autorités et des lois de leur patrie.

12. En matière fiscale, ces employés seront assujettis à toutes les contributions indirectes prélevées par l'Etat ou toute autre autorité publique dans la localité où ils exercent leurs fonctions. Par contre ils seront exempts de tous les impôts directs prélevés par l'Etat ou toute autre autorité publique du pays dans lequel ils exercent leurs fonctions, sauf dans le cas où ils devraient payer ces impôts même s'ils vivaient dans leur commune d'origine ou ailleurs.

As regards premises used by both Parties, both States shall share equally the interest paid and the cost of administration.

The preceding provisions shall in no way affect any agreements which may have been concluded between the railway administrations of both Parties.

(6) Each Party shall take the necessary measures to provide suitable accommodation at the seat of the joint frontier administration for the officials of the neighbouring State, and, if possible, for their families.

As regards the allocation of provisions, the officials of the neighbouring State shall receive the same treatment as those of the State in which the frontier station is situated in so far as officials of one Party residing in the territory of the other Party are concerned. They shall be entitled to obtain from their home country food stuffs in reasonable quantities.

(7) Articles and material for the equipment of the frontier stations established in foreign territory, the furniture and household goods of the officials employed at these stations as well as any of their effects which may be sent to their home country for purposes of repair, cleaning, etc., and which may be returned from there and their uniforms and articles of equipment may be imported and exported duty free on production of a certificate from the authorities.

(8) The officials employed on frontier stations and the higher officials entrusted with their supervision shall at any time be permitted to cross the frontier in either direction on production of an official permit stating their official capacity and the nature of their duties. The State in whose territory the frontier station is situated shall, on request, provide the inspecting staff with free service tickets as far as the frontier station, issued to them by name.

(9) All necessary measures shall be taken to facilitate the collection of customs duties and the dispatch and receipt of official funds and documents at the frontier stations, to ensure that the officials shall be able to carry out their duties without interference and to guarantee the safety of their official documents and funds. At the frontier stations situated in the territory of either Party, the other Party shall have the free and unrestricted right of disposal of any articles seized by its officials in the execution of their duties, and the Party in whose territory the frontier station is situated shall be responsible for their safe storage.

(10) Custom-houses and frontier stations shall be authorised to use their national language for notices and directions and to use their national colours.

The officials of the custom-houses and frontier stations shall be entitled to wear their regulation uniform and arms also in the territory of the other Party.

Custom-house officials, revenue authorities and the officials employed by them, as well as members of the State police-force and frontier guards shall be considered members of the custom-house and frontier station staff.

In the event of resistance against the authorities of one Party in a frontier-station situated in the territory of the other Party, or against any of their decrees, the State in whose territory the station is situated shall provide the necessary means of compulsion to overcome resistance and enforce the execution of official orders.

(11) The nationality, domicile and conditions of service of the officials of either Party shall not be affected in any way by their residence and service in the territory of the other Party. These officials shall remain exclusively subject to the authorities and laws of their own country in the matter of discipline or any offences in connection with their duties or their service.

(12) As regards taxes and imposts, these officials shall be liable to pay all indirect Government taxes and imposts levied in the place where they are employed ; they shall, however, be exempt from all direct taxation and imposts levied by the State in whose territory they are exercising their duties, unless they would be liable to such taxation even if they lived in their own country or elsewhere.

Modèle ad annexe b) à l'art. XII.

Chemin de fer .....

MODÈLE A

BORDEREAU DE CHARGEMENT

du train N° ..... arrivé le ..... à la gare frontière de .....

N° d'entrée	Marque distinctive	N°s des wagons chargés entrants	Détail du contenu	Observations du bureau de douane au sujet du traitement douanier applicable.

Le représentant du chemin de fer :

.....

Timbre à date
Bureau de douane.

Remarque : Le chemin de fer doit seulement remplir l'entête et la partie du formulaire encadrée d'un large trait.

Chemin de fer .....

MODÈLE B.

FEUILLE DE CHARGEMENT

N° du Train .....

Marque distinctive	N° du wagon	Observations

Specimen : Annex b) to Article XII.

Railway .....

SPECIMEN A.

TRAIN SHEDULE

for train No. ..... which arrived at the frontier station of .....

on (date) .....

Entry Number	Mark	Numbers of loaded wagons	Goods : Description	Observations regarding custom-house inspection (to be filled in by custom-house authorities)

Railway Official in charge.

.....

Custom-house stamp.

Note : Only the entries at the top and those framed in thick black lines are to be filled in by the railway authorities.

Railway .....

SPECIMEN B.

TRAIN DOCKET

Train No. .....

Mark	Wagon No.	Observation

Annexe C à l'article 12.

ACCORD RELATIF AUX ÉPIZOOTIES.

Article 1.

Les transports d'animaux, y compris la volaille, de matières animales brutes et d'objets qui peuvent être porteurs de germes de maladies épizootiques, du territoire de l'une des parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie, peuvent être limités à certaines stations d'entrée et soumis à un contrôle vétérinaire par l'Etat destinataire.

Article 2.

La production d'un certificat d'origine sera exigée dans tous les cas où les animaux et objets mentionnés à l'article 1er auront à passer du territoire de l'une des Parties dans ou à travers le territoire de l'autre Partie. Ce certificat sera établi par les autorités locales du lieu d'origine et, dans le cas d'animaux vivants, devra être accompagné d'un certificat sanitaire établi par un vétérinaire officiel ou spécialement autorisé à cet effet par les autorités gouvernementales. Le certificat d'origine devra permettre d'établir avec certitude la provenance des animaux et des objets en question ; le certificat vétérinaire devra encore mentionner qu'il ne régnait, à l'époque de l'expédition, dans la localité d'origine, aucune épidémie transmissible à l'espèce animale en question (la tuberculose exceptée) et assujettie à la déclaration obligatoire.

Si les animaux à exporter appartiennent à des espèces susceptibles de contracter la peste bovine, la fièvre aphteuse, la péripneumonie, la clavelée des moutons, la pneumo-entérite ou peste porcine, il devra être attesté que ces épidémies à l'époque de l'expédition ne régnaient ni dans la localité d'origine ni dans les communes voisines.

Il devra être établi des pièces individuelles pour les chevaux, mulets, ânes et bovidés ; par contre, des pièces collectives suffiront pour les moutons, chèvres, porcs et volailles.

La durée de validité des certificats est de 10 jours. Si ce délai expire pendant le transport, il faudra, pour que la validité des certificats soit prolongée d'une nouvelle période de 10 jours, que les animaux soient examinés à nouveau par un vétérinaire officiel ou spécialement autorisé à cet effet par les autorités gouvernementales ; les résultats de son examen devront être consignés par lui sur le certificat.

Si le transport a lieu par chemin de fer ou par bateau, il devra être procédé, avant déchargement, à un examen spécial, par les soins d'un vétérinaire officiel ou spécialement autorisé à cet effet, par les autorités gouvernementales ; les résultats de cet examen seront consignés sur le certificat.

Toutefois, les transports de volailles par chemin de fer ou par bateau ne devront être soumis à un examen vétérinaire avant déchargement que si les certificats vétérinaires produits ont plus de 3 jours de date.

Pour la viande fraîche, les certificats devront mentionner que les animaux en question ont été trouvés sains par le vétérinaire officiel lors de la visite réglementaire du bétail vif et abattu.

Le suif et la graisse fondus, la laine lavée mécaniquement et emballée en sacs fermés, les boyaux, gosiers, estomacs, vessies, séchés ou salés, les onglons et mufles salés, en caisses ou tonneaux fermés, les peaux, avec ou sans poil, séchées ou salées, les cornes, sabots, onglons et os séchés, peuvent être importés dans les deux pays sans qu'il soit besoin de produire de certificats d'origine.

Article 3.

Les expéditions ne répondant pas aux conditions mentionnées ci-dessus, ainsi que les animaux déclarés atteints ou suspects de maladies contagieuses par le vétérinaire du poste frontière et,

Annex C to Article 12.

AGREEMENT WITH REGARD TO EPIZOOTIC DISEASES.

Article 1.

The transport of live-stock from the territory of one of the Contracting States into the territory of the other, including poultry, animal, raw materials and articles capable of carrying the germs of infection of epizootic diseases, may be restricted to certain frontier stations and may there be subjected to the veterinary control of the State into whose territory these animals or articles are to be imported.

Article 2.

When importing the animals or articles specified in Article 1 from the territory of one of the Contracting Parties into, or when transporting them through, the territory of the other Party, a certificate of origin shall be required. This certificate must be issued by the local authorities of the place of origin and, in the case of live stock, must be provided with an official statement regarding the health of the animals concerned signed by a veterinary surgeon appointed by the Government or especially authorised for the purpose by the Government authorities. The certificate must clearly show the origin of the animals or articles concerned. The veterinary statement must further certify that at the time of dispatch no notifiable epidemic disease (with the exception of tuberculosis), which might be infectious for the species of animal concerned, was prevalent at the place of origin.

In the case of the export of animals which are liable to cattle-plague (rinderpest), foot and mouth disease, pleuro-pneumonia, sheep-pox, swine fever or swine plague, the certificate must, in addition, contain a statement to the effect that none of these diseases were prevalent at the time of despatch either in the place of origin or its neighbouring districts.

In the case of horses, mules, donkeys and cattle, individual certificates are required ; in the case of sheep, goats, pigs and poultry, collective certificates will be sufficient.

These certificates shall be valid for a period of 10 days. Should this period expire before the animals have reached their destination, the period of validity of the certificates can only be prolonged by a further ten days if the animals are again examined by a veterinary surgeon appointed by the Government or specially authorised by the Government authorities ; the result of this examination must be entered by him on the certificate.

In the case of transport by ship or rail, the animals must, before they can be shipped, be subjected to a special examination by a veterinary surgeon appointed by the Government or specially authorised by the Government authorities, who must enter the result of his examination on the certificate.

Poultry which is to be transported by ship or rail need only be subjected to a veterinary examination before shipment if the certificate regarding their health was issued more than three days previously.

The certificate for fresh meat must contain a statement to the effect that the animals concerned were found to be in a healthy condition at the time of the official inspection by a veterinary surgeon both before and after slaughtering.

Certificates of origin are not required in the case of tallow and suet, of wool properly washed and packed in closed sacks, of dry or salted tripe, gullets, intestines, bladders, salted feet and muzzles (Flotzmäulern), of dry or salted skins and hides, dry horns, hoofs, claws and bones.

Article 3.

Consignments which do not conform to the conditions laid down above, all animals which the veterinary surgeon of the frontier station declares to be suffering, or suspects of suffering, from

enfin, les animaux transportés ou ayant eu autrement contact avec des animaux malades ou suspects, pourront être refusés à la gare d'entrée. Le vétérinaire du poste frontière indiquera sur les certificats le motif du refus et signera sa déclaration.

Le refus et le motif de ce refus seront communiqués par les soins des autorités douanières de la frontière, immédiatement et par les voies les plus rapides, aux autorités politiques du district frontière de la Partie contractante d'où l'exportation devait avoir lieu.

Si l'une des maladies désignées ci-dessus est constatée chez des animaux importés seulement après le passage de la frontière, à l'intérieur du pays destinataire, un protocole de constatation sera dressé avec l'assistance d'un vétérinaire officiel, et une copie de ce protocole sera immédiatement transmise à l'autre Partie contractante.

Dans tous les cas prévus par le présent article, il conviendra de prévenir sans retard et directement le délégué nommément désigné par l'autre Partie contractante (voir article 6).

Article 4.

Si une épidémie de peste bovine se déclare sur le territoire de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie sera en droit de restreindre ou d'interdire l'importation de ruminants, porcs, matières animales brutes ou objets aptes à ramasser les germes de la maladie, jusqu'à complète extinction de l'épidémie.

Article 5.

Si une maladie du bétail, assujettie à la déclaration obligatoire, est importée du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie, par des transports d'animaux ou si l'une de ces maladies sévit de façon menaçante dans les territoires de l'une des Parties, l'autre Partie est en droit de restreindre ou d'interdire, pendant la durée de l'épizootie, l'importation des animaux susceptibles de contracter cette maladie, ainsi que les matières brutes animales ou objets qui pourraient être porteurs de germes infectieux, en provenance des régions contaminées ou menacées.

Aucune interdiction ne pourra être promulguée pour cause d'anthrax, de charbon symptomatique, de fièvre éruptive des cervidés et bovidés, de rage, de morve, d'éruption vésiculaire, des solipèdes et des bovidés, de gale, des solipèdes, des moutons et des chèvres, de pneumo-entérite des porcs, de choléra des volatiles et de peste des poules, non plus que pour tuberculose.

Le présent accord ne touche pas aux dispositions de la législation sanitaire des Parties contractantes, en vertu desquelles, lorsqu'une épizootie contagieuse se déclare à la frontière ou dans le voisinage de la frontière, la circulation entre les districts-frontière ainsi que le transit à travers le district menacé peuvent, par mesure de défense ou de protection, être soumis à des restrictions ou à des interdictions particulières.

Article 6.

Les Parties contractantes se concèdent réciproquement le droit d'envoyer, sans notification préalable, ou d'entretenir en permanence dans le pays voisin des délégués chargés de recueillir toutes indications utiles sur l'état sanitaire du cheptel, sur l'organisation des marchés de bestiaux, des abattoirs, des exploitations d'embouche, des fourrières pour le bétail, etc., ainsi que sur l'application des règlements de police vétérinaire existants. Les deux Parties contractantes inviteront les autorités locales à accorder leur appui et à fournir tous renseignements désirables à ces délégués, s'ils en font la demande, et après qu'ils auront justifié de leur qualité.

Article 7.

Chacune des Parties contractantes publiera des bulletins périodiques sur la situation des épizooties et les adressera directement à l'autre Partie contractante.

an infectious disease, as well as animals which have been transported together with sick animals or animals suspected of being sick, or which have been in contact with such animals, may be refused entry at the frontier station. The reason for this refusal must be entered on the sertificate by the veterinary surgeon of the frontier station and confirmed by his signature.

Refusal of entry, and the reason therefore, must be communicated without delay by the customs authorities to the Government authorities in the frontier district belonging to the Contracting Party from whose territory these consignments were to be exported.

In the event of imported animals only being found to be infected with such a disease after they have crossed the frontier into their country of destination, the fact must be officially established by an authorised veterinary surgeon and placed on record, and a copy of the report must immediately be forwarded to the other Contracting Party.

In all the cases provided for in this Article, a representative of the other Contracting Party (Article 6), who may be appointed by name, must be notified directly and without delay.

Article 4.

In the event of an outbreak of cattle-plague in the territory of one of the Contracting Parties the other Party shall have the right to restrict or prohibit, until the epidemic has completely disappeared, the importation of ruminants, pigs and animal raw materials, as well as of all articles capable of carrying infection.

Article 5.

In the event of a notifiable epizootic disease being introduced by traffic from the territory of one of the Contracting Parties into that of the other, or of such a disease being prevalent in the territory of one of the Parties, the other Party shall have the right, for the duration of the epidemic, to restrict or prohibit the importation from the affected or threatened districts into its own territories of animals liable to infection and of such animal raw materials and articles as are capable of carrying the infection.

Anthrax, symptomatic anthrax, haemorrhagic septicemia in game and cattle rabies, glanders, eruption of vesicles in horses, donkeys, mules and cattle, mange in horses, donkeys, mules, sheep and goats, swine erysipelas, chicken-cholera, chicken-plague and tuberculosis shall not be considered sufficient reasons for the issue of import prohibitions.

The stipulations contained in the legislation of the Contracting Parties regarding infectious diseases to the effect that in the event of an outbreak of infectious animal diseases on, or in the neighbourhood of, the frontier traffic between the frontier districts in both directions, or through a threatened frontier district, may be subjected to special restrictions or prohibitions in order to prevent or check the spread of the epidemic, shall not be affected by the present Agreement.

Article 6.

The two Contracting Parties shall concede to each other the right to send representatives into the other State without previous notification, or to maintain such a representative in the territory of the other State in order to collect information and report on the conditions of health of live stock, the organisation of cattle-fairs, slaughter-houses and establishments for the fattening of cattle, cattle pounds (Viehkontumazanstalten) and other such establishments, as well as on the application of the veterinary regulations in force. Both Parties shall instruct the authorities to give all the assistance and information required to the experts sent by the other Party as soon as they have shown their credentials.

Article 7.

Each of the Contracting Parties shall periodically publish returns regarding animal epidemics in their territory and shall forward them forthwith to the other Contracting Party.

Les autorités des districts-frontière se préviendront l'une l'autre, directement et sans délai, des épizooties qui viendraient à éclater parmi le bétail de leurs circonscriptions administratives.

Au cas où la peste bovine éclaterait sur le territoire de l'une des Parties contractantes, le Gouvernement de l'autre Partie devra être mis directement, et par la voie télégraphique, au courant de l'apparition et de la propagation de cette épidémie.

Article 8.

Les wagons ayant servi au transport de chevaux, mulets, ânes, bovidés, moutons, chèvres, porcs ou volailles, ainsi que le matériel de l'administration des chemins de fer employé à ces transports, devront être nettoyés et désinfectés, conformément aux dispositions de l'Arrangement conclu en même temps que la Convention relative aux épizooties et annexé à cet Accord.

Lorsque le nettoyage et la désinfection auront été exécutés réglementairement, conformément aux dispositions de l'alinéa 1, sur le territoire de l'une des Parties, les deux Parties contractantes considéreront ce nettoyage et cette désinfection comme suffisants dans tous les cas.

Article 9.

Le bétail de chacune des deux Parties contractantes pourra être mené en pâture sur le territoire de l'autre Partie aux conditions suivantes :

a) le propriétaire du troupeau produira au passage de la frontière une liste des troupeaux qu'il veut mener paître, avec l'indication du nombre de têtes et des signes extérieurs caractéristiques de ces animaux. Cette liste sera vérifiée et contresignée après examen ;

b) la rentrée des animaux ne sera autorisée que si leur identité est établie.

Si toutefois, pendant la durée du pacage, une maladie contagieuse transmissible à l'espèce en question, éclate dans une partie des troupeaux, ou en une localité situé à moins de 20 kilomètres du lieu de pacage, ou sur les routes que le troupeau doit emprunter pour regagner la station frontière, le retour des troupeaux sur le territoire de l'autre Partie sera interdit, sauf au cas où des raisons de force majeure (disette de fourrage, mauvais temps, etc...) exigeraient qu'il fût fait exception à cette règle. Dans ce cas, le retour des animaux non encore atteints par l'épizootie ne sera autorisé que sous réserve de l'observation des mesures de précaution prises d'un commun accord par les autorités compétentes en vue de prévenir la propagation de l'épizootie.

Article 10.

Les habitants des zones-frontière pourront franchir la frontière dans les deux sens, avec leurs propres bêtes attelées à la charrue ou à un véhicule, toutefois, uniquement pour vaquer à des travaux agricoles ou à des occupations professionnelles et à condition de se conformer aux règlements douaniers existants.

Les Parties contractantes subordonnent cette faveur aux conditions suivantes :

a) Tout attelage franchissant la frontière pour aller aux champs ou pour servir à une occupation professionnelle, devra être muni d'un certificat du maire de la commune dans laquelle se trouve l'écurie ou l'étable. Ce certificat contiendra le nom du propriétaire ou du conducteur de l'attelage, la description des animaux et l'indication du rayon (en kilomètres) dans lequel l'attelage est destiné à travailler, à l'intérieur de la zone frontière.

b) En outre, au départ comme au retour, il devra être produit un certificat du maire de la commune dont vient l'attelage, et, au cas où le territoire d'une autre commune serait traversé, un certificat de cette commune, attestant qu'aucune épizootie

In the event of outbreaks of epidemics in any of the administrative frontier districts, the authorities in these districts shall immediately notify each other of the fact.

In the event of the outbreak of cattle-plague in the territory of one of the Contracting Parties, the Government of the other Party shall immediately be informed by telegram of the outbreak and of its extent.

Article 8.

Railway wagons which have been used for the transport of horses, mules, donkeys, cattle, sheep, goats, pigs or poultry, as well as the appliances therein belonging to the railway administration shall be cleaned and disinfected in accordance with the provisions which were laid down in connection with the agreement on epizootic diseases and are contained in an Annex to that agreement.

The regulation cleaning and disinfecting, as laid down in paragraph 1 of this Article, when carried out in the territory of one of the Contracting Parties, shall be considered as valid for the territory of the other Party also.

Article 9.

The driving of cattle, for grazing-purposes, from the territory of one of the Contracting Parties into that of the other shall be permitted subject to the following conditions :

(a) The owners must, on crossing the frontier, submit a list of the animals they wish to drive to pasture, giving their number and distinguishing marks for purposes of identification (examination and confirmation) ;

(b) The animals will only be allowed to return when their identity has been established

In the event of a dangerous epidemic breaking out during the grazing season among part of the herds, or in a locality at less than 20 kilometres' distance from the pastures, or near the road by which the herds must return to the frontier station, the return of the animals to the territory of the other Party may be prohibited, unless special circumstances (such as lack of fodder, bad weather, etc.) make their return imperative. In such cases, animals which are not yet infected shall only be permitted to return subject to the application of all precautionary measures agreed upon by the competent authorities with a view to preventing the spread of epidemics.

Article 10.

The inhabitants of frontier districts shall be permitted to cross the frontier in either direction with their own draught animals attached to the plough or any vehicle, but only for agricultural purposes, or for purposes of their trade and subject to the existing customs regulations.

The two Contracting Parties may make this privilege dependent upon the following conditions :

(a) Each team which is taken across the frontier for agricultural purposes or in the exercise of a trade must be provided with a certificate from the chief local authority of the district (Gemeinde) in which the animals' stables are situated. This certificate must contain the name of the owner or driver of the team or vehicle, a description of the animals and an indication of the area (in kilometres) of the frontier district within which the team or vehicle is required to work.

(b) When crossing the frontier and returning, a certificate from the local authority of the frontier district from which the team or vehicle comes shall be required, and in case of transit through another district, also a certificate from the latter,

ne sévit dans la commune en question, et qu'aucun cas de peste bovine ou de péripneumonie ne s'est déclaré dans un rayon de 10 kilomètres. Ce certificat doit être renouvelé tous les six jours.

Si les besoins de l'agriculture dans les zones-frontière réclamaient l'adoption de mesures spéciales, les Ministères de l'Agriculture des deux Parties contractantes prendront d'un commun accord les dispositions nécessaires, après avis favorable des Ministères des Finances.

Si certaines restrictions devenaient temporairement nécessaires pour des raisons de police vétérinaire, les autorités compétentes des districts-frontière, même si ces restrictions tombaient sous le coup du dernier alinéa de l'article 5, prendront d'un commun accord les mesures de précaution requises et en référeront à leurs supérieurs hiérarchiques.

Article II.

Les restrictions et interdictions qui existeraient encore au moment de la mise en vigueur du présent Accord et qui seraient incompatibles avec les dispositions qu'elle contient, devront être abrogées.

ANNEXE

A L'ACCORD RELATIF AUX ÉPIZOOTIES.

DISPOSITIONS.

Les wagons ayant servi au transport de chevaux, mulets, ânes, bovidés, moutons, chèvres, porcs ou volailles, ainsi que le matériel de l'administration des chemins de fer employé à ces transports, devront, avant remise en service, être nettoyés et désinfectés conformément aux prescriptions suivantes :

1. La désinfection proprement dite des wagons devra toujours être précédée de l'enlevage des litières, du fumier, des plumes, des restes d'attaches, etc. et d'un nettoyage complet à l'eau très chaude. S'il n'est pas possible de se procurer de l'eau chaude en quantité suffisante, il pourra être fait usage d'eau froide utilisée sous pression ; mais il y aura lieu, dans ce cas, d'arroser auparavant d'eau chaude et d'amollir ainsi la crasse adhérente aux wagons et autres objets. Le nettoyage ne sera considéré comme suffisant que lorsque toutes les salissures provenant du transport auront été complètement supprimées ; les saletés ayant pénétré dans les interstices du plancher des wagons devront être complètement enlevées, en se servant au besoin d'ustensiles de fer avec pointe et bords émoussés.

2. La désinfection proprement dite doit porter, même si le wagon n'a reçu qu'un chargement partiel, sur toutes les Parties du wagon ou du compartiment utilisé.

Cette désinfection doit être effectuée de la façon suivante :

a) Dans les cas ordinaires, les plancher, plafond, et parois du wagon seront lavés au moyen d'une lessive de soude portée à 50% cent. au moins et préparée avec 3 kg. de soude au moins pour 100 litres d'eau. La lessive de soude pourra être remplacée par une lessive reconnue équivalente par le Gouvernement de l'Etat en question. Dans les stations pourvues des installations nécessaires, le lavage avec la lessive de soude pourra être remplacé par un traitement minutieux des plancher, plafond et parois, à la vapeur, au moyen d'appareils appropriés ; la vapeur d'eau utilisée doit accuser une pression d'au moins 2 atmosphères.

b) Si le wagon a été infecté par des animaux atteints ou suspects de peste bovine, d'anthrax, de charbon symptomatique, de fièvre éruptive des cervidés et bovidés, de fièvre aphteuse, de morve, de pneumo-entérite, de peste porcine, de rouget, de choléra

stating that the districts concerned are entirely free from infectious animal diseases and that neither cattle-plague nor pleuropneumonia are prevalent within a radius of 10 kilometres from this district. This certificate must be renewed every 6 days.

Any special measures which may be required for the satisfactory working of agricultural undertakings in the frontier districts shall be provided for by common agreement between the Ministries of Agriculture of both States, with the approval of the Finance Ministries of both States.

Should special circumstances arise necessitating certain temporary restrictions for reasons of veterinary control, as also in accordance with the provisions of the last paragraph of Article 5, the competent authorities in the frontier districts of both Parties shall agree upon the necessary precautionary measures and shall report the matter to their official superiors.

Article 11.

Any restrictions or prohibitions which may still exist at the time of the coming into force of the present Agreement and which are incompatible with its provisions shall be repealed.

ANNEX

TO THE AGREEMENT REGARDING EPIZOOTIC DISEASES.

SPECIAL PROVISIONS.

Railway wagons which have been used for the transport of horses, mules, donkeys, cattle, sheep, goats, pigs or poultry, together with the appliances therein belonging to the railway administration shall, before their further use, be cleaned and disinfected in accordance with the following regulations :

(1) Before proceeding to the disinfections proper of the wagons, all remains of litter, manure, feathers, ropes, etc., must be removed and the wagons thoroughly washed with hot water. Where the latter is not procurable in sufficient quantities, the wagons may be squirted with cold water ejected by pressure, but in order to soften the dirt adhering to the wagon the latter must first be rinsed with hot water. The cleaning process can only be considered adequate if all the dirt resulting from the transport of animals has been completely removed; all dirt which may have lodged in joints and fissures in the floor of the wagons must be completely removed, if necessary by means of iron implements with blunt prongs and edges.

(2) Disinfections proper must be applied in all cases, even if the wagon was only partially loaded, to all the parts of the wagon or of the compartments used.

Disinfection must be carried out in the following way :

(a) Under ordinary circumstances, by washing the floors, walls and ceilings with soda-lye heated to a temperature of at least 50 degrees Celsius, in the preparation of which at least 3 kilogrammes of soda to 100 litres of water must be used. Any other lye which may be considered equally effective by the Government of the State concerned may be used instead of soda-lye. In those stations which are provided with the necessary installation, a thorough treatment of the floors, walls and ceilings with steam may be substituted for the treatment with soda-lye, provided that suitable appliances are used. The steam used must be under a pressure of at least two atmospheres.

(b) In the event of wagons being infected by cattle-plague, anthrax, symptomatic anthrax, haemorrhagic septicemia of deer and cattle, foot and mouth disease, glanders, swinefever, hog cholera, swine erysipelas, chicken cholera and chicken plague,

des volailles ou de peste des poules, il sera tout d'abord procédé comme il est dit en *a)*, puis les plancher, plafond et parois seront badigeonnés avec une solution à 3% d'un mélange d'acide sulfurique et de crésyl, ou d'une solution à 2% de formaldéhyde. Le mélange de crésyl et d'acide sulfurique sera préparé en mélangeant 2 parties de crésyl brut *(cresolum crudum* du codex de l'une des Parties contractantes) et 1 partie d'acide sulfurique brut *(acidum sulfuricum crudum* du codex de l'une des Parties contractantes), à la température ordinaire. Le mélange ne doit être utilisé pour faire la solution que 24 heures au plus tôt et 3 mois au plus tard après sa préparation ; la solution doit être utilisée dans les 24 heures.

Le badigeonnage peut être remplacé par une aspersion au moyen d'un pulvérisateur reconnu propre à cet usage par le Gouvernement en question.

3. La procédure radicale de désinfection (2 b) ne sera appliquée, en règle générale, que sur l'ordre de la police vétérinaire, mais elle devra être appliquée même sans cet ordre si les wagons ont servi au transport de fissipèdes en provenance de stations où, dans un rayon de 20 kilomètres, la fièvre aphteuse règne ou n'a pas été déclarée éteinte. Les autorités administratives compétentes conservent le droit d'ordonner la procédure radicale de désinfection (2 *b*) même dans d'autres cas, lorsqu'elles estimeront cette mesure indispensable pour empêcher la propagation des épizooties susdésignées.

4. Lorsque des wagons pourvus de coffrage intérieur devront être soumis à la désinfection radicale (2 *b*) le coffrage sera enlevé, puis nettoyé et désinfecté comme le wagon. L'enlèvement du coffrage ne sera pas obligatoire lorsque les wagons auront uniquement servi au transport de têtes de menu bétail emballées individuellement.

5. Si les wagons sont capitonnés, le capitonnage devra être enlevé et nettoyé à fond ; si le wagon a été infecté par des animaux atteints ou suspects d'une des maladies énumérées en 2 *b*) le capitonnage devra être brûlé. Quant au wagon, il sera soumis au traitement prévu aux alinéas 1 à 3.

Les wagons étrangers (n'appartenant à aucune des deux Parties contractantes) dont le capitonnage ne peut être enlevé, ne devront pas recevoir de nouveau chargement.

6. Dans le cas de wagons ayant servi au transport de têtes de menu bétail (volailles exceptées) emballées individuellement en caisses ou en cages, et n'ayant pas été salis par des litières, des débris de nourriture, des excréments, etc., le lavage à l'eau chaude des parois, du plancher et du plafond sera considéré comme désinfection suffisante; réserve faite des cas prévus aux alinéas 2 *b*) et 3.

Les wagons utilisés pour le transport de volailles vivantes emballées ne devront être nettoyés et désinfectés, conformément aux dispositions qui précèdent, que lorsque ces wagons auront été salis par des débris de litière ou de nourriture, ou par des excréments.

7. Les Parties contractantes s'engagent à coller des étiquettes jaunes portant l'inscription « à désinfecter » sur les wagons utilisés pour le transport des animaux spécifiés au début du présent Accord ; ces étiquettes seront apposées des deux côtés du wagon, au moment du chargement ou, pour les wagons provenant d'Etats étrangers, lors de l'entrée de ces wagons sur leurs territoires. Lorsqu'un wagon devra être soumis à la procédure radicale de désinfection (2 *b*, 3) les services compétents de la station où la nécessité de cette procédure de désinfection a été reconnue ou découverte, apposeront sur ce wagon des étiquettes de couleur jaune, avec un trait rouge au milieu, portant l'inscription « à désinfecter à fond ». Après désinfection, ces étiquettes seront enlevées et remplacées par des étiquettes de couleur blanche portant l'inscription « désinfecté à ...., le ..... à ..... heures » qui ne seront retirées que lors du rechargement du wagon.

Lorsque les wagons utilisés pour le transport de volailles vivantes emballées devront être nettoyés et désinfectés aux termes de l'alinéa 2 du chiffre 6, la station destinataire y apposera les étiquettes en question.

or of being seriously suspected of infection by any of these diseases, the wagons must be disinfected by means of one of the two processes prescribed under *a)*, and, in addition, the floors, walls and ceilings must be carefully painted with a three per cent. solution of cresol and sulphuric acid or with a two per cent solution of formaldehyde. The cresol and sulphuric acid solution must be prepared by mixing at an ordinary temperature two parts of crude cresol (" cresolum crudum " in the pharmacopoeia of one of the Contracting Parties) with one part of crude sulphuric acid (" acidum sulfuricum crudum " in the pharmacopoeia of one of the Contracting Parties). The three per cent. solution must be used at the earliest 24 hours, at the latest three months, after preparation. The two per cent. solution must be used within 24 hours of its preparation.

Instead of being painted, the wagons may be sprinkled with these solutions by means of an apparatus approved of as adequate by the Government of the State concerned.

(3) The more intensive process of disinfection indicated in paragraph 2 *b* shall, as a rule, only be applied upon the recommendation of the veterinary authorities ; it must however be carried out even without a special order from these authorities if the wagons were used for the transport of cloven-footed animals coming from stations situated within a 20 kilometre radius of any place where foot and mouth disease is prevalent or where the epidemic has not been declared at an end. The competent Government authorities may order the more intensive method of disinfection (2 *b*) to be applied in other cases also if they consider it essential to prevent the spread of the epidemics referred to.

(4) If a wagon provided with an inner planking is to be subjected to the more intensive process of disinfection (2 *b*), the planking must be removed and cleaned and disinfected in the same way as the wagon itself. The inner planking need not be removed however if the wagon was used only for the transport of small animals packed in separate receptacles such as cages, crates, etc.

(5) In the case of padded wagons, the padding (which must be removable) must be thoroughly cleaned. If the wagon has been infected by one of the diseases enumerated under 2 *b*, or if there are good grounds for suspecting that the wagon has so been infected, the padding must be burnt. The wagon itself must be treated in the manner indicated under paragraphs 1 to 3.

Foreign wagons (which do not belong to one of the Contracting Parties), the padding of which is not removable, shall not be reloaded.

(6) Subject to the provisions of paragraphs 2 *b* and 3, wagons which have been used for the transport of small animals, (other than poultry) in cases or cages and which have not been soiled by litter, food, excrements, etc. shall be considered as adequately desinfected if the floors, walls and ceilings have been washed with hot water.

Wagons used for the transport of live poultry packed in cages, etc. need only be subjected to the regulation washing and disinfection if they have been soiled by litter, food or excrements.

(7) The two Contracting Parties undertake to affix yellow labels marked " To be disinfected " to both sides of all wagons used for the transport of animals of the kind enumerated in the opening paragraphs : at the time of lading, in the case of wagons belonging to either of the Contracting Parties, upon entry into their territory in the case of wagons coming from a third State. Wagons which are to be subjected to the more intensive process of disinfection (2 *b*, 3) must be labelled with yellow labels bearing a vertical red stripe down the middle and the words " For intensive disinfection " at the station at which the conditions necessitating such disinfection arise or become known. After disinfection these labels must be removed and replaced by white labels marked " Disinfected on the (date..... (hour) ..... at (place) ..... " which should only be removed on reloading the wagon.

Wagons used for the transport of live poultry packed in cages etc. — in so far as disinfection of these wagons is necessary under the terms of paragraph 6, sub-section 2, — shall be labelled on arrival at their place of destination.

Si un wagon, au moment du passage du territoire de l'une des Parties sur le territoire de l'autre Partie, ne portait pas les étiquettes prescrites, l'administration qui prend ce wagon en charge réparera cet oubli à la station de passage de la frontière.

8. Si des signes extérieurs permettent de reconnaître, à l'entrée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, que des wagons vides ou chargés de marchandises autres que les animaux spécifiés au début du présent Accord, ont servi au transport d'animaux rentrant dans l'une de ces catégories et n'ont pas été nettoyés et désinfectés conformément aux prescriptions du présent Accord, ces wagons, s'ils ne sont pas refusés à l'entrée, devront être nettoyés et désinfectés conformément aux dispositions du présent Accord.

Annexe d) à l'article 12.

ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS D'EXAMEN DES MARCHANDISES.

1. Les certificats relatifs à la nature et à la composition des marchandises, établis dans les territoires de l'une des Parties contractantes par des fonctionnaires ou des autorités officielles ou par des instituts scientifiques désignés à cet effet, seront valables sur le territoire de l'autre Partie aux fins d'impositions intérieures, de dédouanement et d'application des restrictions commerciales. Les expéditions de marchandises accompagnées de certificats de cette nature ne seront pas soumises à un nouvel examen portant sur leur nature et leur composition, à condition que les fonctionnaires ou les autorités, ou l'institut scientifique en question, aient observé les règles en vigueur à ce sujet sur le territoire de l'autre Partie et porté sur les certificats toutes les indications demandées, et qu'il n'y ait aucune raison particulière de douter de l'exactitude du certificat.

2. Les deux Parties se réservent le droit de prélever de temps à autre, des échantillons pour se rendre compte si les marchandises répondent bien aux indications portées sur les certificats.

3. Les deux Gouvernements se mettront d'accord sur le choix des autorités gouvernementales et des instituts scientifiques qui seront autorisés à établir des certificats, sur les règles à observer dans l'établissement de ces certificats et dans l'examen préalable des marchandises, ainsi que sur les autres détails d'exécution, notamment sur les mesures à prendre pour que le certificat ne serve pas à couvrir d'autres marchandises que celles auxquelles il se rapporte.

Annexe e) à l article 12.

ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES POINÇONS D'ÉPREUVE SUR LES ARMES A FEU PORTATIVES.

1. Les poinçons d'épreuve apposés par l'une des Parties sur les canons d'armes à l'usage des civils (canons simples et multiples) à l'état blanc et à âme lisse (travaillés à la lime ou à l'émeri) seront reconnus par l'autre Partie, et réciproquement. Les armes revêtues des poinçons d'examen réglementaires, ne seront soumises de part et d'autre qu'à une seule épreuve dans tous les cas. La troisième épreuve seule donnera lieu à la perception des droits prévus en l'espèce, et il ne sera porté sur l'arme qu'un seul poinçon d'épreuve.

2. Les deux Etats se feront connaître réciproquement la forme des poinçons d'épreuve et les établissements autorisés à les donner dans chacun des deux pays.

Should a wagon in transit from the territory of one Contracting Party into that of the other Party be found not to have been labelled in accordance with the preceding regulations, the officials taking charge at the frontier-station shall affix the necessary labels.

(8) Empty wagons, or wagons loaded with goods other than animals of the kind enumerated in the opening paragraphs, which on arrival in the territory of one of the Contracting Parties show unmistakable signs of having been used for the transport of such animals and of not having been cleaned and disinfected in accordance with the provisions of this Agreement shall, unless they are refused entry, be cleaned and disinfected in accordance with these provisions.

Annex d) *to Article* 12.

AGREEMENT REGARDING MUTUAL RECOGNITION OF IDENTITY CERTIFICATES IN RESPECT OF GOODS.

(1) Certificates regarding the nature of goods issued by Government authorities or officials, or by duly qualified scientific institutions in the territory of one of the Contracting Parties shall be recognised in the territory of the other Party for purposes of internal taxation, or customs purposes, or for purposes of the application of traffic restrictions. Consignments accompanied by such certificates shall not be subjected to any further examination regarding their nature, provided : that the relevant regulations in force in the territory of the other Party have been complied with by the authorities, officials or scientific institutions referred to, that all the necessary particulars have been entered in the certificate and that there are no valid grounds for doubting the accuracy of the certificate.

(2) Both Parties reserve the right from time to time to take samples of the consignments for the purpose of verifying the accuracy of the certificates.

(3) The Governments of the Contracting Parties shall agree beforehand as to the Government authorities and scientific institutions which shall be authorised to issue such certificates, as to the regulations to be observed and the procedure to be followed in issuing the certificates and carrying out the preliminary investigations, and particularly as regards the correspondence between the actual nature of the goods and their description in the certificate.

Annex e) *to Article* 12.

AGREEMENT REGARDING RECIPROCAL RECOGNITION OF PROOF-MARKS ON SMALL ARMS.

(1) The two Contracting Parties agree mutually to recognise the proof-marks placed before browning on barrels (single or double, file-smoothed or emery-polished) of guns or rifles for civilian use. Sporting guns or rifles provided with the regulation proof-mark shall in any case only be subjected to a single test by either Party. In this connection the dues provided for by the regulations shall only be collected upon the third test and a single proof-mark applied to the gun or rifle.

(2) The two Contracting Parties shall communicate to each other all particulars regarding the proof-marks (test-stamps) and the institutions authorised to apply these proof-marks in the territory of each of the Contracting Parties.

N° 389.

GRANDE-BRETAGNE ET NORVÈGE

Arrangement supplémentaire à l'Arrangement provisoire, conclu à Christiania le 15 juillet 1921, au sujet de la navigation aérienne, signé à Christiania le 22 février 1923.

GREAT BRITAIN AND NORWAY

Agreement supplementary to the Provisional Agreement concluded at Christiania, July 15, 1921, relating to Air Navigation, signed at Christiania, February 22, 1923.

No. 389. — AGREEMENT SUPPLEMENTARY [1] TO THE PROVISIONAL AGREEMENT CONCLUDED AT CHIRSTIANIA JULY 15, 1921 [2], RELATING TO AIR NAVIGATION BETWEEN GREAT-BRITAIN AND NORWAY, SIGNED AT CHRISTIANIA FEBRUARY 22, 1923.

Textes officiels anglais et norvégien communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège et par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 5 *mars* 1923.

The Government of HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and the Government of HIS BRITANNIC MAJESTY being desirous of modifying the provisional Agreement relating to Air Navigation which was concluded between Great Britain and Norway at Christiania on July 15, 1921, the undersigned, duly authorised thereto by their respective Governments, have agreed upon the following text of the under-mentioned articles :

Article 11.

Aircraft on arrival in or departure from one country or the other may land at, or leave from, all open aerodromes which serve as Customs landing places, in the case of land machines, and in the case of seaplanes, at or from all harbours where there is a Customs authority and where Customs examination can conveniently take place, subject only to the restrictions in accordance with the military regulations in regard to prohibited areas.

The Contracting States agree to supply each other with lists of such Customs landing places and harbours and to notify each other of any alterations which may be made in such lists.

Article 12.

The frontiers of the Contracting States may be crossed at any point not barred by military regulations respecting prohibited areas.

Article 13.

Landing by aircraft before having landed at a Customs aerodrome (including a harbour where there are Customs facilities) is prohibited. In case of a forced landing, before having reported at such Customs aerodrome, the pilot shall immediately notify the nearest police or Customs

[1] Cet accord complémentaire est entré en vigueur sans qu'un échange de ratifications ait eu lieu.

[2] Vol. VI, page 307, de ce Recueil.

TEXTE NORVÉGIEN — NORWEGIAN TEXT.

No. 389. — TILLEGGSOVERENSKOMST [1] TIL MIDLERTIDIG OVERENSKOMST ANGÅENDE LUFTFART [2] MELLEM NORGE OG STORBRITANNIA AV 15. JULI 1921, UNDERTEGNET I KRISTIANIA DEN 22. FEBRUAR 1923.

English and Norwegian official texts communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs and by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place March 5, 1923.

DA HANS MAJESTET KONGEN AV NORGES REGJERING og Hans BRITANNISKE MAJESTETS REGJERING har til hensikt å foreta endringer i den midlertidige overenskomst angående luftfart som blev avsluttet mellem Norge og Storbritannia i Kristiania den 15 juli 1921, er undertegnede, behörig bemyndiget dertil av sine respektive regjeringer, blitt enige om följende ordlyd av nedennevnte artikler :

Artikkel 11.

Ankomst eller avgang av luftfartöier fra det ene land til det annet kan finne sted for landmaskiners vedkommende til eller fra alle som toll-landings-plasse åpnede flyveplasse og for sjömaskiners vedkommende til eller fra alle havne hvor der er tollsteder og hvor tollbehandling bekvemt kan finne sted, dog med de innskrenkninger som följer av militaere bestemmelser om forbudte områder.

De kontraherende stater meddeler hinannen gjensidig opgaver over sådanne toll-landingsplasse og havne samt eventuelle forandringer i disse.

Artikkel 12.

De kontraherende staters grenser kan passeres på ethvert punkt hvor militaere bestemmelser om forbudte områder ikke er til hinder derfor.

Artikkel 13.

Det er forbudt luftfartöier å gå ned, forinnen de har landet på en toll-landingsplass (herunder inngår havn hvor der er adgang til tollundersökelse). I tilfelle av nödlanding for anmeldelse ved en sådan toll-landingsplass har fundet sted, skal föreren öieblikkelig underette den naermeste politi-

[1] This supplementary Agreement came into force without an exchange of ratifications having taken place.

[2] Vol. VI, page 307 of this Series.

authorities, and on behalf of and until the arrival the competent authority shall prevent the departure of the passengers or the unloading of the cargo.

Article 1 of the Annex to the Agreement is hereby cancelled.

In witness whereof the undersigned have signed the present Agreement, and have affixed thereto their seals.

Done at Christiania in duplicate, in the Norwegian and English languages, February 22, 1923.

(Signed) M. DE C. FINDLAY,
His Britannic Majesty's Minister Plenipotentiary.

Pour copie certifiée conforme :
Kristiania, le 27 février 1923.
Le Directeur des Affaires politiques et commerciales :
G. VON TANGEN.

eller tollmyndighet, og skal inntil vedkommende myndighets ankomst og på dennes vegne forhindre, at passasjerer forlater luftfartöiet, eller at ladning utlosses.

Artikkel 1 i bilaget til overenskomsten utgår.

Til bekreftelse herav har undertegnede underskrevet naervaerende overenskomst og forsynt samme med sine segl.

Utferdiget i Kristiania i to eksemplarer i det norske og engelske sprog, den 22. februar 1923.

(s.) JOH. LUDV. MOWINCKEL,
Utenriksminister.
(Segl.)

Pour copie certifiée conforme :
Kristiania, le 27 février 1923.
Le Directeur des Affaires politiques et commerciales :
G. VON TANGEN.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 389. — ARRANGEMENT SUPPLÉMENTAIRE A L'ACCORD PROVISOIRE CONCLU A CHRISTIANIA LE 15 JUILLET 1921, AU SUJET DE LA NAVIGATION AÉRIENNE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA NORVÈGE, SIGNÉ A CHRISTIANIA LE 22 FÉVRIER 1923.

Le GOUVERNEMENT DE S. M. LE ROI DE NORVÈGE ET LE GOUVERNEMENT DE S. M. BRITANNIQUE, désireux de modifier l'accord provisoire relatif à la navigation aérienne conclu à Christiania le 15 juillet 1921 entre la Grande-Bretagne et la Norvège ont, à cet effet, autorisé les soussignés à convenir des dispositions suivantes :

Article 11.

Sous réserve exclusive des restrictions prévues par les règlements militaires sur les zones interdites, les aéronefs en provenance de l'un des deux pays et arrivant dans l'autre, ou quittant l'un des deux pays à destination de l'autre, pourront, dans le cas des appareils destinés à survoler la terre, atterrir ou prendre leur départ sur les aérodromes ouverts au public, qui servent de lieu de débarquement en vue des formalités douanières ; les hydroplanes pourront amerrir ou prendre leur vol dans tout port où se trouvent des autorités douanières et dans lequel il est possible de procéder à la visite douanière.

Les Etats contractants conviennent de se communiquer des listes de ces lieux d'atterrissage et ports douaniers et de se notifier mutuellement toute modification apportée éventuellement à ces listes.

Article 12.

Les frontières des Etats contractants peuvent être franchies sur tous les points qui ne sont pas prohibés par les règlements militaires sur les zones interdites.

Article 13.

Il est interdit aux aéronefs de prendre terre avant d'avoir atterri au préalable sur un aérodrome douanier (ce terme comprend les ports où s'effectuent les formalités douanières). En cas d'atterrissage forcé, avant de se présenter à l'aérodrome douanier, le pilote devra immédiatement aviser le poste de police ou les autorités douanières les plus rapprochés ; il devra, au nom et jusqu'à l'arrivée de l'autorité compétente, s'opposer au départ des voyageurs ou au déchargement de la cargaison.

La présente disposition annule l'article 1, de l'annexe de l'Accord.

En foi de quoi les soussignés ont apposé au présent Accord leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Christiania, en double expédition, en langues norvégienne et anglaise, le 22 février 1923.

(Signé) M. DE C. FINDLAY,
Ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique.

(Signé) JOH. LUDV. MOWINCKEL.
Ministre des Affaires étrangères.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 390.

NORVÈGE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Christiania, les 25 mai 1921, 24 avril et 5 mai 1922.

NORWAY AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an agreement concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. Christiania. May 25, 1921, April 24 and May 5, 1922.

No. 390. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. CHRISTIANIA, LES 25 MAI 1921, 24 AVRIL ET 5 MAI 1922.

Textes officiels norvégien et suédois communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 7 mars 1923.

Norwegian and Swedish official texts, communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this exchange of notes took place March 7, 1923.

TEXTE SUÉDOIS — SWEDISH TEXT.

I

KRISTIANIA, *den 25 maj* 1921.

HERR MINISTER,

I enlighet med bestämmelserna i överenskommelser grundade på ömsesidighet och avslutade mellan Sverige och ett flertal andra stater hava sedan någon tid tillbaka vederbörande främmande staters regeringar lämnats meddelande genom sina i Stockholm ackrediterade sändebud så snart undersåtar tillhörande någon av dessa stater i Sverige intagits å anstalt för sinnessjuka, därifrån utskrivits eller därstädes avlidit.

Dessa meddelanden äro ägnade möjliggöra att den sinnessjukes släktingar underrättas, så att de bliva satta i stånd att bevaka den sjukes och sina egna intressen. På samma gång gives därigenom hemlandets myndigheter tillfälle att vidtaga nödiga åtgärder för vården av den sjuke och omhändertagandet av hans tillgångar.

Svenska regeringen, som anser det synnerligen önskvärt att erhålla meddelanden av dylik art beträffande varje svensk undersåte, som i utlandet angripes av sinnessjukdom, har förklarat sig benägen att, under förutsättning av ömsesidighet, förbinda sig att tillställa norska regeringen meddelande rörande i Sverige vistande sinnessjuka norska undersåtar enligt bestämmelserna i nedanstående artiklar.

Artikel 1.

Då norsk undersåte i Sverige intages å anstalt för sinnesjuka, därifrån utskrives eller därstädes avlider, skall norska beskickingen i Stockholm därom underrättas.

[1] Cet arrangement ne comporte pas de ratification.

[1] This agreement does not entail ratification.

Artikel 2.

Meddelande, som avses i artikel 1, skall angiva den anstalt för sinnessjuka, varest den sjuke är intagen och så vitt möjligt innehålla följande uppgifter rörande den sjuke :

1. Namn och förnamn ;
2. Födelseår och födelsedag samt födelseort ;
3. Stånd och yrke ;
4. Boningsort vid intagandet ;
5. Senaste boningsort i hemlandet ;
6. Föräldrarnas eller, om dessa äro döda, närmaste anförvanters namn och förnamn ävensom boningsort ;
7. Om den sinnessjuke är gift, makens eller makans namn och förnamn samt boningsort ;
8. Dagen för den sinnessjukes intagande å anstalten, utskrivning därifrån eller frånfälle ;
9. Namnet å den person, på vars begäran den sinnessjuke blivit å anstalten intagen ;
10. Om den sinnessjuke intagits å anstalten på grund av läkareintyg, dagen för intygets avgivande samt läkarens namn och hemvist ;
11. Den sinnessjukes tillstånd och huruvida detta medgiver den sjukes återförande till hemlandet jämte uppgift å för sådan transport nödigt antal betjäning.

Artikel 3.

Från svenska regeringen framställd begäran att sinnessjuk norsk undersåte måtte mottagas i Norge skall åtföljas av sådant meddelande, varom förmäles i artikel 2.

Artikel 4.

När sinnessjuk norsk undersåte hemsändes till Norge, skall till vederbörande norska myndighet överlämnas utdrag av den journal rörande den sjuke, som må hava förts å sinnessjukanstalt, varest han varit intagen.

I det jag har äran bringa ovanstående till Herr Utrikesministerns kännedom, har jag äran anhålla, att Eders Excellens behagade i sinom tid meddela mig, huruvida norska regeringen är benägen att med Sverige ingå en överenskommelse av det innehåll ovanstående artiklar angiva.

Jag är bemyndigad tillägga, att svenska regeringen kommer att anse en överenskommelse avslutad så snart den förutsatta ömsesidigheten tillförsäkrats från norsk sida, vilket min regering anser hava ägt rum, därest Eders Excellens i det svar, som jag vågar utbedja mig å denna skrivelse, behagade inrymma bestämmelser motsvarande «Mutatis mutandis», härovan införda artiklar.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning.

(undert.) RAMEL.

Hans Excellens,
Herr MICHELET,
Kungl. Norsk Utrikesminister,
etc. etc.

Pour copie conforme :

Stockholm, au Ministère des Affaires étrangères
le 27 février 1923.

Le Secrétaire général :
Eric SJÖBORG.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

II

DET KGL. UTENRIKSDEPARTEMENT
MINISTEREN

KRISTIANIA, 24 *april* 1922.

HERR BARON,

Ved en note datert den 25 mai 1921 har De på den Svenske Regjerings vegne foreslått at der mellem Norge og Sverige ingås en overenskomst om inneberetning til vedkommende hjemland om norske sinnsyke som innlegges på asyl i Sverige, og svenske som innlegges på asyl i Norge.

Som svar herpå har jeg den aere å meddele Dem at den Norske Regjering — som forövrig i de senere år allerede har befulgt den praksis å tilstille hervaerende legasjoner meddelelse om utlendingers innleggelse på norsk sinnsykeasyl —, gjerne inngår på den Svenske Regjerings forslag. Dog tillater jeg mig i henhold til uttalelser fra vedkommende fagdepartement, å foreslå a tder i artikkel 2, punkt 9, ved siden av uttrykket «person» anföres «eller den embedsmyndighet», eller at man er enig om, at der ved «person» også forstås embedsperson. Med hensyn til artikkel 4 skal jeg bemerke at «vederbörande norska myndighet» vil vaere Medicinalstyrelsen, Kristiania.

For Norges vedkommende kommer overenskomsten herefter til å lyde :

Artikkel 1.

Når svensk undersått i Norge innlegges på sinnsykeanstalt, utskrives derfra eller avgår ved döden på anstalten, skal den svenske legasjon i Kristinia underrettes derom.

Artikkel 2.

Meddelelser som omhandles i artikkel 1, skal angi den sinnsykeanstalt, hvor den sinnsyke er innlagt, og såvidt mulig inneholde följende oplysninger om den syke :

1. Navn og fornavn ;
2. Födselsår og födselsdag samt födested ;
3. Stilling og yrke ;
4. Bopel ved innleggelsen ;
5. Siste bopel i hjemlandet ;
6. Foreldrenes eller, hvis disse er döde, naermeste slektningers navn og fornavn tillikemed bopel ;
7. Hvis den sinnsyke er gift, ektefellens navn og fornavn samt bopel ;
8. Datoen for den sinnsykes innleggelse på anstalten, utskrivning derfra eller hans dödsdag ;
9. Navnet på den person eller embedsmyndighet, på hvis begjaering den sinnsyke er innlagt på anstalten ;
10. Hvis den sinnsyke er innlagt på anstalten i henhold til laegeerklaering, datoen for utstedelsen av laegeerklaeringen samt laegens navn og hjemsted ;
11. Den sinnsykes tilstand, og hvorvidt denne tillater den sykes flytning til hjemlandet, samt opgave over antallet av den til sådan transport nödvendige betjening.

Artikkel 3.

Begjaering som fremsettes av den norske regjering om at sinnsyk svensk undersått må bli mottatt i Sverige, skal ledsages av sådan meddelelse som omhandles i artikkel 2.

Artikkel 4.

Når sinnsyk svensk undersått hjemsendes til Sverige, skal der oversendes vedkommende svenske myndighet utdrag av den journal vedrörende den syke, som måtte vaere fört på den sinnsykeanstalt, hvor han har vaeret innlagt.

Forsåvidt den Svenske Regjering intet har å innvende mot de her foreslåtte mindre forandringer i overenskomsten, hvorom jeg tör imötese naermere meddelelse, vil jeg i henhold til hvad der er uttalt i Deres ovenciterte skrivelse av 25. mai f. a. betrakte overenskomsten som inngått såsnart Deres svar innlöper.

Motta, Herr Baron forsikringen om min utmerkede höiaktelse.

(undert.) RAESTAD.

Herr Baron RAMEL,
Sveriges Minister, etc. etc. etc.

Pour copie conforme :
STOCKHOLM, au Ministère des Affaires étrangères,
le 27 février 1923.
Le Secrétaire général :
Erik SJÖBORG.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

III

KRISTIANIA, *den* 5 *maj* 1922.

HERR MINISTER,

Till svar å Herr Utrikesministerns skrivelse den 24 nästlidna april rörande avslutandet av en överenskommelse mellan Sverige och Norge om ömsesidigt meddelande av underrättelser om sinnessjukas intagande å vårdanstalt har jag, i enlighet med därom erhållna instruktioner, äran framhålla, att ett godkännande av det i skrivelsen ifrågasatta tillägget i artikel 2, punkt 9, av den föreslagna överenskommelsen så till vida skulle innebära vissa olägenheter, som därigenom de blanketter för meddelandet av underrättelser, vilka numera, efter avslutandet av överenskommelser i berörda ämne med ett flertal främmande makter, blivit vederbörligen fastställda, icke skulle kunna användas, när fråga vore om norska undersåtar.

Jag är emellertid bemyndigad att, på sätt Herr Utrikesministern ifrågasatt, härmed avgiva förklaring därom, att med i ovanberörda artikel 2, punkt 9, använda ord « person » även avses « myndighet och person i offentlig tjänstemannaställning ».

I enlighet med vad Herr Utrikesministern i åberopade skrivelse ställt i utsikt tillåter jag mig att, i och med denna förklarings avgivande, betrakta förevarande överenskommelse såsom avslutad.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning.

(undert.) RAMEL.

Hans Excellens,
Herr RAESTAD,
Kungl. Norsk Utrikesminister,
etc. etc.

Pour copie conforme :
Stockholm, au Ministère des Affaires étrangères,
le 27 février 1923.
Le Secrétaire général :
(Signé) Erik SJÖBORG.

[1] TRADUCTION.

No. 390.

I

CHRISTIANIA, *le 25 mai* 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux stipulations d'arrangements conclus à titre de réciprocité, entre la Suède et plusieurs autres pays, l'admission des aliénés, ressortissants de ces pays, dans les maisons d'aliénés suédoises, leur sortie de ces établissements ainsi que leur mort, sont depuis quelque temps communiquées régulièrement aux gouvernements de leurs pays respectifs par l'intermédiaire de leurs représentants diplomatiques accrédités auprès de Sa Majesté le Roi.

Ces communications ont pour but de permettre d'informer les parents du malade et de les mettre à même de sauvegarder leurs intérêts ainsi que ceux du malade. En même temps, elles donnent aux autorités du pays du malade l'occasion de prendre les mesures nécessaires pour pourvoir aux soins de sa personne et de sa fortune.

Mon Gouvernement, estimant qu'il serait très désirable de recevoir des notifications de même nature concernant tout ressortissant suédois qui serait atteint à l'étranger de maladie mentale serait disposé, à titre de réciprocité, à s'engager à transmettre au Gouvernement norvégien des renseignements au sujet de Norvégiens atteints de maladie mentale et se trouvant en Suède, conformément aux articles suivants :

Article 1.

Quand un ressortissant norvégien sera atteint en Suède d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou éventuellement sa mort, sera notifié à la Légation de Norvège à Stockholm.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article 1er devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes, concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualité ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 390. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE NORWEGIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF NOTIFICATIONS WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND. CHRISTIANIA, MAY 25, 1921, APRIL 24 AND MAY 5, 1922.

I

CHRISTIANIA, *le* 25 *mai* 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with the stipulations concluded under condition of reciprocity between SWEDEN and several other countries, the admission of lunatics who are nationals of these countries into SWEDISH lunatic asylums, their release from these institutions and their death have been for some time regularly communicated to their respective Governments through their diplomatic representatives accredited to His Majesty the King.

These communications are made in order that the relatives of the patient may be informed and to make it possible to safeguard their interests as well as those of the patient. Moreover they enable the authorities of the patient's country to take the necessary measures in order to provide for the care of his person and of his fortune.

My Government considering that it would be very desirable that similar notification should be made with regard to any Swedish nationals who are attacked abroad by mental disease, would be prepared under conditions of reciprocity, to undertake to transmit to the Norwegian Government information regarding Norwegians of unsound mind in Sweden in accordance with the following provisions.

Article 1.

Should any Norwegian subject be attacked in Sweden with mental disease, his confinement in a lunatic asylum or his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Norwegian Legation at Stockholm.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1 mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

(1) Name and surname ;
(2) Date and place of birth ;
(3) Trade or profession ;
(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou en est sorti, ou y est décédé ;
9. Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;
10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;
11. Etat du malade et s'il permet son rapatriement, ainsi qu'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Dans tout cas où le Gouvernement suédois réclamera le rapatriement d'un ressortissant norvégien atteint d'aliénation mentale, la demande sera accompagnée d'une notification contenant les indications prévues à l'article 2.

Article 4.

Lorsqu'un ressortissant norvégien, atteint d'une maladie mentale, sera rapatrié, le dossier médical du malade tenu à la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes norvégiennes.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, j'ai l'honneur de la prier de bien vouloir m'informer si le Gouvernement norvégien serait disposé à conclure avec la Suède un arrangement à l'effet indiqué par les articles ci-dessus.

Je suis autorisé à ajouter que cet arrangement sera considéré par le Gouvernement suédois comme conclu dès que le Gouvernement norvégien aura assuré la réciprocité qui en est la condition, ce qui, selon l'avis de mon Gouvernement, serait le cas si Votre Excellence voulait bien insérer dans la réponse que j'ai l'honneur de solliciter, avec les modifications nécessaires, les stipulations visées ci-dessus.

En offrant, etc.

(Signé) RAMEL.

Son Excellence
M. MICHELET,
Ministre Royal des Affaires étrangères, etc. etc. etc.

II

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

CHRISTIANIA, *le* 24 *avril* 1922.

MONSIEUR LE BARON,

Par une note en date du 25 mai 1921, vous avez proposé au nom du Gouvernement suédois la conclusion entre la Suède et la Norvège d'un arrangement relatif au rapatriement des ressortissants norvégiens atteints d'aliénation mentale et internés dans des asiles d'aliénés en Suède, et réciproquement.

En réponse à cette note, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement norvégien, qui a d'ailleurs, au cours de ces dernières années, eu pour principe de notifier aux légations respec-

(5) The patient's last place of residence in his native country ;

(6) Name and surname, etc., of the father and mother, or if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;

(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;

(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;

(9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;

(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;

(11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

In all cases where the Swedish Government demands the repatriation of a Norwegian subject suffering from mental disease, the request shall be accompanied by a notification containing the information referred to under Article 2.

Article 4.

When a Norwegian subject suffering from mental disease is repatriated, the medical record of the patient, which is kept in the lunatic asylum, shall be communicated to the competent authorities of Norway.

In communicating the above to you, I have the honour to request you to be so good as to inform me whether the Government of Norway is prepared to conclude the Agreement in question with Sweden.

I am authorised to add that this proposal will be considered binding by my Government whenever the Government of Norway undertakes to grant reciprocal treatment. This treatment would, in the opinion of my Government, be secured if you would embody in your reply the above provisions with any modifications which may be considered necessary.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) RAMEL.

Son Excellence M. MICHELET,
Ministre Royal des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

CHRISTIANIA, *April* 24, 1922.

MONSIEUR LE BARON,

In a note dated May 25, 1921, you proposed on behalf of the Swedish Government that an agreement should be concluded between Sweden and Norway concerning the repatriation of Norwegian nationals suffering from mental disease and confined in lunatic asylums in Sweden, and vice versa.

In reply to this note, I have the honour to inform you that the Norwegian Government, which latterly has always adopted the principle of notifying the respective Legations whenever a foreigner

tives l'internement d'un étranger dans un asile d'aliénés en Norvège, accepte volontiers la proposition du Gouvernement suédois. En me référant aux déclarations du département compétent, je me permets cependant de proposer qu'au terme « personne » qui se trouve à l'article 2, point 9, soit ajouté « ou de l'autorité compétente » ou qu'on convienne de donner à ce terme le sens d'« autorité compétente ». En ce qui concerne l'article 4, j'aurais à ajouter que par «autorité norvégienne compétente » il faut entendre la Direction médicale (Medicinalstyrelsen) à Christiania.

Pour la Norvège, l'arrangement en question serait donc le suivant :

Article premier.

Quand un ressortissant suédois sera atteint en Norvège d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou éventuellement sa mort, sera notifié à la Légation de Suède à Christiania.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article 1er devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes, concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualité ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou en est sorti, ou y est décédé ;
9. Nom de la personne ou de l'autorité à la demande desquels le malade a été interné dans l'établissement ;
10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;
11. Etat du malade et s'il permet son rapatriement, ainsi qu'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Dans tout cas où le Gouvernement norvégien réclamera le rapatriement d'un ressortissant suédois atteint d'aliénation mentale, la demande sera accompagnée d'une notification contenant les indications prévues à l'article 2.

Article 4.

Lorsqu'un ressortissant suédois, atteint d'une maladie mentale, sera rapatrié, le dossier médical du malade tenu à la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes suédoises.

was received into a lunatic asylum in Norway, is willing to agree to the Swedish Government's proposal. With reference, however, to the declarations of the department concerned, I would propose that after the word " person " in Article 2, Item 9, should be added " or competent authority ", or that it should be decided to interpret this expression to mean " competent authority ". Regarding Article 4, I would add that the " competent Norwegian authority " would be the Health Department (Medicinalstyrelsen) at Christiania.

In the case of Norway, therefore, the agreement in question would read as follows :

Article 1.

Should any Swedish subject be attacked in Norway with mental disease, his confinement in a lunatic asylum or his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Swedish Legation at Christiania.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1 mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

(1) Name and surname ;
(2) Date and place of birth ;
(3) Trade or profession ;
(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;
(5) The patient's last place of residence in his native country ;
(6) Name and surname, etc., of the father and mother, or if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;
(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;
(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;
(9) The name of the person or authority at whose request the patient was confined in the institution ;
(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;
(11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

In all cases where the Norwegian Government demands the repatriation of a Swedish subject suffering from mental disease, the request shall be accompanied by a notification containing the information referred to under Article 2.

Article 4.

When a Swedish subject suffering from mental disease is repatriated, the medical record of the patient, which is kept in the lunatic asylum, shall be communicated to the competent authorities of Sweden

Si le Gouvernement suédois n'a pas d'objection à faire aux changements de détail proposés ci-dessus et au sujet desquels j'ai l'honneur de vous demander une réponse, je considérerai l'arrangement comme conclu suivant votre note susmentionnée en date du 25 mai 1921, dès que j'aurai reçu votre réponse à ce sujet.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) RAESTAD.

M. LE BARON RAMEL,
Ministre de Suède,
etc., etc., etc.

III

CHRISTIANIA, *le* 5 *mai* 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la note de M. le Ministre des Affaires étrangères en date du 24 avril dernier, relative à la conclusion entre la Suède et la Norvège d'un arrangement concernant la communication mutuelle d'informations au sujet de l'internement dans des asiles d'aliénés, de personnes atteintes d'affections mentales, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance, conformément aux instructions reçues, que l'approbation du changement prévu dans la note susmentionnée relative à l'article 2, point 9 de l'arrangement proposé, comporterait certaines difficultés, vu qu'il sera impossible à l'avenir d'employer les formulaires destinés aux communications, s'il s'agit de ressortissants norvégiens, une fois que les arrangements à ce sujet avec plusieurs Puissances étrangères auront été dûment conclus.

Je suis en outre autorisé à déclarer conformément à l'interprétation du Ministre des Affaires étrangères, que par le terme « personne » mentionné ci-dessus qui se trouve à l'article 2, point 9, il faut entendre « autorité compétente et tout employé qualifié d'un service officiel ».

Me conformant à l'avis émis par M. le Ministre dans la note susmentionnée, je me permets de considérer cet arrangement comme conclu après ces déclarations.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) RAMEL.

Son Excellence,
M. RAESTAD,
Ministre des Affaires étrangères de Norvège,
etc., etc., etc.

If the Swedish Government raises no objection to the modifications of detail proposed above, concerning which I trust you will acquaint me with your opinion, I shall consider the agreement concluded, in conformity with your note of May 25, 1921, referred to above, as soon as I have received your reply on the subject.

I have, etc.,

(Signed) RAESTAD.

Baron RAMEL,
Swedish Minister.
etc., etc., etc.

III

CRISTIANIA, *May* 5, 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to the note of the Minister of Foreign Affairs dated April 24 last, on the subject of the conclusion between Sweden and Norway of an arrangement concerning the mutual communication of information regarding the reception in mental hospitals of persons afflicted with mental disease, I have the honour to inform you, in conformity with instructions received, that approval of the change suggested in the above mentioned note concerning Article 2, Point 9, of the proposed agreement would involve certain difficulties, in view of the fact that it would be impossible in the future to make use of the forms intended for communications if Norwegian nationals are in question when once agreements on this subject have been duly concluded with several foreign Powers.

I am, moreover, authorised to declare that, in conformity with your Excellency's interpretation, the term " person " referred to above in Article 2, Item 9, should be taken to mean " competent authority or any properly qualified public official ".

In conformity with the opinion expressed by your Excellency in the above mentioned note, I beg to inform you that I consider the agreement to have been concluded as a result of these declarations.

I have the honour, etc.,

(Signed) RAMEL.

To His Excellency,
M. RAESTAD,
Norwegian Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

N° 391.

ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Mexico, les 28 juillet et 17 octobre 1922.

UNITED STATES OF MEXICO AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an agreement concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. Mexico, July 28, and October 17, 1922.

TEXTE ESPAGNOL — SPANISH TEXT.

No. 391. — CANJE DE NOTAS[1] ENTRE EL GOBIERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS Y EL DE SUECIA SOBRE UN CONVENIO PARA REGULAR EL CANJE DE NOTIFICACIONES REFERENTES À LOS ALIENADOS. MEXICO, 28 DE JULIO Y 17 DE OCTUBRE DE 1922.

Texte officiel espagnol communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 7 mars 1923.

Official Spanish text communicated by the Swedisch Minister for Foreign Affairs. The registration of this exchange of notes took place March, 7, 1923.

I

MEXICO D. F., *Julio* 28 *de* 1922.

SEÑOR SECRETARIO DE ESTADO,

Conforme a las estipulaciones de los convenios celebrados, a titulo de reciprocidad, entre Suecia y otros muchos paises, la admisión de alienados nacionales de esos paises en casas de alienados suecos, su salida de dichos establecimientos asi como su fallecimiento son, despues de algun tiempo, comunicadas regularmente a los Gobiernos de sus paises respectivos por conducto de sus representantes diplomaticos acreditados cerca de Su Majestad el Rey.

Estas comunicaciones son con objeto de poder facilitar informes a la familia del paciente y de permitirla salvaguardar sus intereses asi como los del paciente. Al mismo tiempo dán ocasión a las autoridades del pais del paciente de tomar las medidas necesarias para proveer a las necesidades de su persona y de su fortuna.

Estimando mi Gobierno que seria muy de desear el recibir notificaciones similares acerca de todos los súbditos suecos que estando en el extranjero se vean atacados de enfermedades mentales me ha encargado de proponer a Vuestra Excelencia, a titulo de reciprocidad, los siguientes articulos.

Articulo 1.

Cuando un ciudadano mexicano sea atacado en Suecia de enajenacion mental se notificará a la Legación de los Estados Unidos Mexicanos en Stockholm su internación en una casa de alienados, su salida de uno de tales establecimientos o eventualmente su fallecimiento.

[1] Cet Arrangement ne comporte pas de ratification.

[1] This Agreement does not entail a ratification.

Articulo 2.

Las notificaciones previstas en el articulo primero deberán añadir el nombre de la casa de alienados donde se haya internado al paciente e incluir, si fuera posible, los datos siguientes concernientes al mismo.

1. Nombre y Apellido ;
2. Fecha y lugar del nacimiento ;
3. Profesion u oficio ;
4. Domicilio en la epoca en que haya sido internado en la casa de alienados ;
5. Ultimo domicilio en el pais de origen ;
6. Nombre y apellido, etc. del padre y de la madre o en caso de haber fallecido estos los de los parientes mas cercanos y su domicilio ;
7. Si el paciente fuese casado el nombre y apellido de su conyuge y su domicilio ;
8. Fecha en que el paciente haya sido internado en el establecimiento, o bien la de su salida o la de su fallecimiento ;
9. Nombre de la persona a cuyas instancias haya sido internado el paciente en el establecimiento ;
10. Si la admision del paciente obedece a un informe médico, la fecha de dicho informe y el nombre y domicilio del médico ;
11. Estado del paciente, y si permite dicho estado, su repatriación, número de custodios necessarios para vigilar el traslado.

Articulo 3.

Siempre que le Gobierno de Suecia pida la repatriación de un ciudadano de los Estados Unidos Mexicanos atacado de enajenación mental la demanda irá acompañada de una notificacion conteniendo las indicaciones que previene el articulo 2º.

Articulo 4.

Cuando un ciudadano de los Estados Unidos Mexicanos atacado de enejenación mental sea repatriado, el « dossier » médico del paciente llevado en la casa de alienados será comunicado a las autoridades mexicanas competentes.

Al poner en el conocimiento de Vuestra Excelencia lo que antecede me honro en rogar a Vuestra Excelencia se sirva informarme si el Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos estaria dispuesto a llevar a cabo con Suecia el convenio de que se trata.

Estoy autorizado para agregar que esta proposición será considerada por mi Gobierno como un compromiso desde el momento en que el Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos haya garantizado la reciprocidad de la dicha en lo que se refiere al Distrito Federal y a los territorios Baja California y Quintana Roo de los Estados Unidos Mexicanos. Esta según el parecer de mi Gobierno, quedaria establecida si Vuestra Excelencia tuviera a bien insertar en su respuesta, con las modificaciones que sean necesarias, las estipulaciones antes fijadas.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta y distinguida consideracion.

(Signé) C. G. G. ANDERBERG.

Pour copie conforme :

Stockholm, au Ministère des Affaires étrangères,
le 27 février 1923.

Le Secrétaire général :
Erik SJÖBORG.

No. 391

MEXICO, *17 de octubre* 1922.

SEÑOR MINISTRO,

En respuesta a la atenta nota de Vuestra Excelencia fechada el 28 de julio último, me es satisfactorio manifestarle que el Gobierno de México está conforme en celebrar con el de Suecia un Convenio que regirá en el Distrito Federal y Territorios, contenido en los siguientes articulos.

Articulo 1.

Cuando un ciudadano sueco sea atacado en Mexico de enajenacion mental se notificará a la Legación de Suecia en los Estados Unidos Mexicanos su internación en una casa de alienados, su salida de uno de tales establecimientos o eventualmente su fallecimiento.

Articulo 2.

Las notificaciones previstas en el articulo primero deberán añadir el nombre de la casa de alienados donde se haya internado el paciente e incluir, si fuera posible, los datos siguientes concernientes al mismo :

1. Nombre y apellido ;
2. Fecha y lugar del nacimiento ;
3. Profesión u oficio ;
4. Domicilio en la época en que haya sido internado en la casa de alienados ;
5. Ultimo domicilio en el pais de origen ;
6. Nombre y apellido, etc. del padre y de la madre o en caso de haber fallecido éstos, los de los parientes más cercanos y su domicilio ;
7. Si el paciente fuese casado el nombre y apellido de su conyuge y su domicilio ;
8. Fecha en que el paciente haya sido internado en el establecimiento, o bien la de su salida o la de su fallecimiento ;
9. Nombre de la persona a cuyas instancias haya sido internado el paciente en el establecimiento ;
10. Si la admisión del paciente obedece a un informe médico, la fecha de dicho informe y el nombre y domicilio del médico ;
11. Estado del paciente, y si permite dicho estado, su repatriación, numero de custodios necesarios para vigilar el translado.

Articulo 3.

Siempre que el Gobierno de Mexico pida la repatriación de un ciudadano sueco atacado de enajenación mental la demanda irá acompañada de una notificacion conteniendo las indicaciones que previene el articulo segundo.

Articulo 4.

Cuando un ciudadano sueco atacado de enajenación mental sea repatriado, el expediente médico del paciente que se lleve en la casa de alienados será comunicado a las autoridades suecas competentes.

Al manifestar a Vuestra Excelencia que el Convenio anterior queda en vigor con la debida reciprocidad, me es grato reiterarle las seguridades de mi muy distinguida consideración.

(Signé) A. J. PANI.

Pour copie conforme :
Stockholm, au Ministère des Affaires étrangères,
le 27 février 1923.
Le Secrétaire général :
Erik SJÖBORG.

TRADUCTION — TRANSLATION

[1] TRADUCTION.

No. 391. — ECHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DES ETATS-UNIS MEXICAINS ET LE GOUVERNEMENT ROYAL DE SUÈDE COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. MEXICO, LES 28 JUILLET ET 17 OCTOBRE 1922.

MEXICO D. F., *le 28 juillet* 1922.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

Conformément aux stipulations d'arrangements conclus à titre de réciprocité, entre la Suède et plusieurs autres pays, l'admission des aliénés, ressortissants de ces pays, dans les maisons d'aliénés suédoises, leur sortie de ces établissements ainsi que leur mort, sont depuis quelque temps communiqués régulièrement aux gouvernements de leurs pays respectifs par l'intermédiaire de leurs représentants diplomatiques accrédités auprès de Sa Majesté le Roi.

Ces communications ont pour but de permettre d'informer les parents du malade et de les mettre à même de sauvegarder leurs intérêts ainsi que ceux du malade. En même temps, elles donnent aux autorités du pays du malade l'occasion de prendre les mesures nécessaires pour pourvoir aux soins de sa personne et de sa fortune.

Mon Gouvernement, estimant qu'il serait très désirable de recevoir des notifications de même nature concernant tout ressortissant suédois qui serait atteint à l'étranger de maladie mentale, m'a chargé de proposer à Votre Excellence l'acceptation, à titre de réciprocité, des articles suivants :

Article 1.

Quand un ressortissant mexicain sera atteint en Suède d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou éventuellement sa mort, sera notifié à la Légation des Etats-Unis de Mexique, à Stockholm.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article 1er devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes, concernant le malade :

1. Nom et prénom.
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualité ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 391. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO AND THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF NOTIFICATIONS WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND. MEXICO, JULY 28 AND OCTOBER 17, 1922.

MEXICO, D. F. *July* 28, 1922.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

In accordance with the stipulations concluded under condition of reciprocity between Sweden and several other countries, the admission of lunatics who are nationals of these countries into Swedish lunatic asylums, their release from these institutions and their death have been for some time regularly communicated to their respective Governments through their diplomatic Representatives accredited to His Majesty the King.

These communications are made in order that the relatives of the patient may be informed and to make it possible to safeguard their interests as well as those of the patient. Moreover they enable the authorities of the patient's country to take the necessary measures in order to provide for the care of his person and of his fortune.

My Government considers that it would be very desirable that similar notification should be made with regard to any Swedish nationals who are attacked abroad by mental disease, and has instructed me to propose to your Excellency the adoption of the following articles under conditions of reciprocity.

Article 1.

Should any Mexican subject be attacked in Sweden with mental disease, his confinement in a lunatic asylum or his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Legation of the United States of Mexico at Stockholm.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1 mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

(1) Name and surname ;
(2) Date and place of birth ;
(3) Trade or profession ;
(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;
(5) The patient's last place of residence in his native country ;
(6) Name and surname, etc., of the father and mother, or if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;

8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou en est sorti, ou y est décédé ;

9. Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;

10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport, ainsi que le nom et le domicile du médecin ;

11. Etat du malade et s'il permet son rapatriement, ainsi que l'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Dans tout cas où le Gouvernement suédois réclame le rapatriement d'un ressortissant mexicain atteint d'aliénation mentale, la demande sera accompagnée d'une notification contenant les indications prévues à l'article 2.

Article 4.

Lorsqu'un ressortissant des Etats-Unis mexicains, atteint d'une maladie mentale, sera rapatrié, le dossier médical du malade tenu à la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes mexicaines.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, j'ai l'honneur de la prier de bien vouloir m'informer si le Gouvernement des Etats-Unis mexicains serait disposé à conclure avec la Suède un arrangement à l'effet indiqué par les articles ci-dessus.

Je suis autorisé à ajouter que cet arrangement sera considéré par le Gouvernement suédois comme conclu dès que le Gouvernement des Etats-Unis mexicains aura assuré la réciprocité qui en est la condition, en ce qui concerne le district fédéral et les territoires de la Basse-Californie et Quintano Roo, ce qui, selon l'avis de mon Gouvernement, serait le cas si Votre Excellence voulait bien insérer dans la réponse que j'ai l'honneur de solliciter, avec les modifications nécessaires, les stipulations visées ci-dessus.

Je saisis, etc.

(Signé) C. G. G. ANDERBERG.

MEXICO, *le* 17 *octobre* 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la note de Votre Excellence du 28 juillet dernier, je suis heureux de l'informer que le Gouvernement mexicain est d'accord pour conclure avec le Gouvernement Royal de Suède l'Arrangement, applicable au district fédéral et aux territoires, contenu dans les articles ci-après :

Article 1.

Quand un ressortissant suédois sera atteint au Mexique d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou éventuellement sa mort, sera notifié à la Légation de Suède aux Etats-Unis du Mexique.

(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;

(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;

(9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;

(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;

(11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

In all cases where the Swedish Government demands the repatriation of a Mexican subject suffering from mental disease, the request shall be accompanied by a notification containing the information referred to under Article 2.

Article 4.

When a Mexican subject suffering from menta disease is repatriated, the medical record of the patient, which is kept in the lunatic asylum, shall be communicated to the competent authorities of Mexico.

In communicating the above to you. I have the honour to request you to be so good as to inform me whether the Government of the United States of Mexico is prepared to conclude the Agreement in question with Sweden.

I am authorised to add that this proposal will be considered binding by the Swedish Government whenever the Government of the United States of Mexico undertakes to grant reciprocal treatment. As far as the Federal District and the Territories of lower California and Quintano Roo are concerned which in the opinion of my Government, will be secured if you would embody in your reply the above provisions with any modifications which may be considered necessary.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. G. G. ANDERBERG.

MEXICO, *October* 17, 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to your note of July 28, last, I have the honour to inform Your Excellency that the Mexican Government agrees to conclude with the Royal Swedish Government the arrangement, applicable to the Federal District and the Territories, contained in the following provisions.

Article 1.

Should any Swedish subject be attacked in Mexico with mental disease, his confinement in a lunatic asylum or his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Swedish Legation in the United States of Mexico.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article 1er devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes, concernant le malade :

1. Nom et prénom.
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualité ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou en est sorti, ou y est décédé ;
9. Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;
10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;
11. Etat du malade et s'il permet son rapatriement, ainsi que l'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Dans tout cas où le Gouvernement mexicain réclamera le rapatriement d'un ressortissant suédois atteint d'aliénation mentale, la demande sera accompagnée d'une notification contenant les indications prévues à l'article 2.

Article 4.

Lorsqu'un ressortissant suédois, atteint d'une maladie mentale, est rapatrié, le dossier médical du malade tenu à la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes suédoises.

En ayant l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que l'accord ci-dessus est en vigueur à condition de réciprocité, je saisis, etc...

(Signé) A. J. PANI.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1 mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is cofined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

(1) Name and surname ;
(2) Date and place of birth ;
(3) Trade or profession ;
(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;
(5) The patient's last place of residence in his native country ;
(6) Name and surname, etc., of the father and mother, or if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;
(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;
(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;
(9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;
(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;
(11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

In all cases where the Mexican Government demands the repatriation of a Swedish subject suffering from mental disease, the request shall be accompanied by a notification containing the information referred to under Article 2.

Article 4.

When a Swedish subject suffering from mental disease is repatriated, the medical record of the patient, which is kept in the lunatic asylum, shall be communicated to the competent authorities of Sweden.

In communicating to Your Excellency that the above agreement is in force on condition of reciprocity.

I am, etc.

(Signed) A. J. PANI.

N° 392.

FINLANDE, NORVÈGE ET RUSSIE DES SOVIETS

Arrangement spécial concernant les relations télégraphiques entre les trois pays, signé à Riga le 19 septembre 1921.

FINLAND, NORWAY AND SOVIET RUSSIA

Special Agreement concerning telegraphic relations between the three countries, signed at Riga, September 19, 1921.

No. 392. — ARRANGEMENT[1] SPÉCIAL CONCERNANT LES RELATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ENTRE LA FINLANDE, LA NORVÈGE ET LA RUSSIE, SIGNÉ A RIGA LE 19 SEPTEMBRE 1921.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet Arrangement a eu lieu le 17 *mars* 1923.

Les soussignés se sont accordés sur les dispositions suivantes, sous réserve de l'approbation de leurs administrations respectives :

Article unique :

La taxe par mot pour les télégrammes échangés par le fil Kirkenes-Petsamo entre la Norvège, d'une part, et les gouvernements de Mourmansk et d'Archangelsk de la Russie, d'autre part, sera provisoirement de 24 centimes, ainsi décomposée :

Norvège, taxe terminale	8 centimes
Finlande, taxe de transit	5 »
Russie, taxe terminale	11 »
Total.	24 centimes

Cette taxe sera appliquée à partir du 15 novembre 1921.

Fait en trois exemplaires.

Riga, le 19 septembre 1921.

(Signé) T. ENGSET, *Délégué de la Norvège.*

(Signé) E. A. BERG, *Délégué de la Finlande.*

(Signé) J. NICOLAIEFF, *Délégué de la Russie.*

La copie est attestée par :
P. TENNFJORD.

[1] Approuvé par le Gouvernement des Soviets de Russie le 30 septembre 1921, par le Gouvernement de Finlande le 4 novembre 1921, et par le Gouvernement de Norvège le 5 novembre 1921.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 392. — SPECIAL AGREEMENT[2] REGARDING TELEGRAPHIC RELATIONS BETWEEN FINLAND, NORWAY AND RUSSIA, SIGNED AT RIGA SEPTEMBER 19, 1921.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Norway. The registration of this Agreement took place on March 17, 1923.

The undersigned have agreed upon the following provisions, subject to the approval of their respective Administrations :

Sole Article :

The charge per word for telegrams forwarded by the Kirkenes-Petsamo line between Norway and the Russian Governments of Murmansk and Archangel shall be provisionally fixed at 24 centimes, this sum consisting of :

Norway, terminal charge	8	centimes
Finland, transit charge	5	,,
Russia, terminal charge	11	,,
Total	24	centimes

This charge shall come into force as from November 15, 1921.

Done in triplicate.

RIGA, *September*, 19, 1921.

(Signed) T. ENGSET,	(Signed) E. A. BERG,	(Signed) J. NICOLAIEFF,
Representative of Norway.	*Representative of Finland.*	*Representative of Russia.*

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] Approved by the Government of Soviet Russia September 30, 1921, by the Finnish Government November 4, 1921, and by the Norwegian Government November 5, 1921.

N° 393.

PARAGUAY ET URUGUAY

Convention destinée à simplifier et à faciliter la procédure en matière de commissions rogatoires, signée à Assomption le 28 février 1915.

PARAGUAY AND URUGUAY

Convention for the purpose of simplifying and facilitating procedure by way of Letters Rogatory, signed at Asuncion, February 28, 1915.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 393. — CONVENIO[1] ENTRE LA REPÚBLICA DEL PARAGUAY Y LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY, SOBRE TRAMITACIÓN DE EXHORTOS, FIRMADO EN LA ASUNCIÓN, EL 28 DE FEBRERO DE 1915.

Texte officiel espagnol communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 19 *mars* 1923.

Spanish official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Uruguay. The registration of this Convention took place on March 19, 1923.

Su Excelencia el señor Presidente de la REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY y Su Excelencia el señor Presidente de la REPÚBLICA DEL PARAGUAY,

Deseando establecer disposiciones complementarias del Tratado de Derecho Procesal, — ajustado en el Congreso Sudamericano de Derecho Internacional Privado de Montevideo el 11 de Enero de 1889, — para simplificar y facilitar la tramitación de exhortos, cartas rogatorias y demás documentos de esta naturaleza procedentes de uno y otro pais,

Han determinado celebrar un Convenio al efecto, y han nombrado sus Plenipotenciarios, a saber :

SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY :

al señor don Alfredo SILVA Y ANTUÑA, Su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario ante Su Excelencia el señor Presidente de la República del Paraguay, y

SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DEL PARAGUAY :

al señor don Manuel GONDRA, Su Ministro Secretario de Estado en el Departamento de Relaciones Exteriores,

Quienes, después de communicados sus Plenos Poderes, que fueron hallados en buena y debida forma, han acordado lo que sigue :

Articulo 1.

Las comisiones rogatorias en materia civil, comercial o criminal, dirigidas por los Tribunales de la República Oriental del Uruguay a los de la República del Paraguay, o por los de la República

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Assomption le 4 octobre 1922.

[1] The exchange of ratifications took place at Asuncion, October 4, 1922.

del Paraguay a los de la República Oriental del Uruguay, estarán exentas de legalización consular cuando sean transmitidas por intermedio de los Agentes Diplomáticos y, a falta de estos, por los Consulares.

Articulo 2.

Las costas ocasionadas por el diligenciamiento de las cartas rogatorias en materia civil o comercial serán a cargo del interesado.

En materia criminal solo se devengarán cuando se trate de asuntos de acción privada.

En todos los casos, al terminarse el diligenciamiento, se establecerá el importe de las costas causadas, y si el interesado no tuviese representante o el trámite se hiciese de oficio, el pago quedará librado a la primera liquidación de gastos judiciales, en el respectivo juicio.

Articulo 3.

Cuando se designaren peritos en cualquier materia, tasadores, depositarios, etc., los honorarios de ellos seran apreciados y fijados en definitiva por la autoridad superior des pais requerido, en el acto de disponer la remisión de las actuaciones, y el pago se hará en la forma prevista en el inciso final del articulo 2.

Articulo 4.

La duración de esta Convención será indefinida, pero podrá ser revocada por cualquiera de las Altas Partes Contratantes, denunciandola con un año de anticipación.

Articulo 5.

Esta Convención sera ratificada y el canje de las ratificaciones se realizará en Asunción a la mayor brevedad posible.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios la firman y sellan en doble ejemplar, en la ciudad de la Asunción, a veintiocho dias del mes de Febrero de mil novecientos quince.

(L. S.) ALFREDO SILVA Y ANTUÑA.
(L. S.) M. GONDRA.

---

[1] TRADUCTION.

No. 393. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE PARAGUAY ET LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY, DESTINÉE A SIMPLIFIER ET A FACILITER LA PROCÉDURE EN MATIÈRE DE COMMISSIONS ROGATOIRES, SIGNÉE A ASSOMPTION LE 28 FÉVRIER 1915.

Son Excellence le Président de la RÉPUBLIQUE DE l'URUGUAY et Son Excellence le Président de la RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY,

Désireux de compléter par certaines dispositions le Traité relatif à la procédure — conclu au Congrès sud-américain de droit international privé, tenu à Montevideo le 11 janvier 1889 — pour simplifier et faciliter la procédure en matière de commissions rogatoires, de « lettres rogatoires » et autres pièces de même nature provenant de l'un ou l'autre de ces deux pays,

Ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE l'URUGUAY :

M. Alfredo SILVA Y ANTUÑA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de Son Excellence le Président de la République du Paraguay, et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY :

M. Manuel GONDRA, Ministre des Affaires étrangères,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, qui ont été reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les commissions rogatoires en matière civile, commerciale ou criminelle, envoyées par les tribunaux de la République de l'Uruguay à ceux de la République du Paraguay, ou par les tribunaux de la République du Paraguay à ceux de la République de l'Uruguay, ne seront pas soumises à la légalisation consulaire, quand elles seront transmises par l'intermédiaire des agents diplomatiques et, à leur défaut, par les agents consulaires.

Article 2.

Les frais occasionnés par les formalités concernant les lettres rogatoires, en matière civile ou commerciale, seront à la charge de l'intéressé.

En matière criminelle, ces frais ne seront perçus que dans le cas d'affaires d'action basée sur des droits privés.

Dans tous les cas, au moment où les formalités seront achevées, le montant des frais sera dressé, et si l'intéressé n'a pas de représentant ou si la procédure a été instituée d'office, le paiement en sera effectué à la première liquidation de frais judiciaires, pour l'affaire en question.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 393. — CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF PARAGUAY AND THE REPUBLIC OF URUGUAY FOR THE PURPOSE OF SIMPLIFYING AND FACILITATING PROCEDURE BY WAY OF LETTERS ROGATORY, SIGNED AT ASUNCION ON FERRUARY 28, 1915.

His Excellency the President of the ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY and His Excellency the President of the REPUBLIC OF PARAGUAY, being desirous of establishing supplementary provisions to the Treaty on Civil Procedure — concluded at the South-American Congress on International Private Law at Montevideo, on January 11, 1889 — with a view to simplifying and facilitating the procedure in respect of letters rogatory, judicial Commissions, and other documents of the same nature as between one country and the other,

Have decided to conclude a Convention to that effect, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY :

Sr. Don Alfredo SILVA Y ANTUÑA, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Excellency the President of the Republic of Paraguay, and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PARAGUAY :

Sr. Don Manuel GONDRA, His Secretary of State for the Department of Foreign Affairs,

Who, after communicating their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following :

Article 1.

Letters rogatory in civil, commercial and criminal matters addressed by the courts of the Republic of Uruguay to those of the Republic of Paraguay, or by the courts of the Republic of Paraguay to those of the Republic of Uruguay, shall be exempt from consular authentication if they are transmitted through diplomatic agents or, failing these, through Consuls.

Article 2.

The expenses incurred in the course of the *execution* of Letters rogatory in civil or commercial matters shall be borne by the interested party.

In criminal matters repayment of expenses shall only be granted when the case is brought by a private person.

In all cases, at the close of the proceedings the amount of the expenses incurred shall be determined, and if the interested party is not represented, or if the proceedings were brought by the authorities, payment shall be effected at the first settlement of legal expenses in the court concerned.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

Lorsque des experts seront désignés, taxateurs, dépositaires, etc., leurs honoraires seront fixés par l'autorité supérieure du pays visé, selon ce qu'elle jugera bon, au moment de décider du renvoi du dossier, et le paiement s'effectuera sous la forme prévue au dernier paragraphe de l'article 2.

Article 4.

La durée de la présente Convention est indéfinie, mais la dite Convention pourra être révoquée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, avec préavis d'une année.

Article 5.

La présente Convention sera ratifiée, et l'échange des ratifications aura lieu à Assomption dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire dans la ville d'Assomption, le vingt-huit février mil neuf cent quinze.

(L. S.) ALFREDO SILVA Y ANTUÑA.
(L. S.) M. GONDRA.

Article 3.

If experts valuers, depositaries, etc., are appointed in connection with any matters, their fees shall be estimated and definitely fixed by the superior authorities of the country applied to, at the same time as the report of the proceedings is forwarded, and payment shall be effected in the form laid down in the final clause of Article 2.

Article 4.

The duration of this Convention shall be indefinite, but it may be denounced by either of the High Contracting Parties subject to one year's previous notice being given.

Article 5.

The present Convention shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place at Asuncion as soon as possible.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed and sealed it in duplicate in the city of Asuncion, this twenty eighth Day of February, 1915.

(L. S.) ALFREDO SILVA Y ANTUÑA.
(L. S.) M. GONDRA.

N° 394.

ALBANIE ET ITALIE

Arrangement concernant les relations postales, signé à Tirana le 4 décembre 1922, avec Protocole final, signé à Tirana le 5 décembre 1922.

ALBANIA AND ITALY

Postal Agreement, signed at Tirana, December 4, 1922, with Final Protocol, signed at Tirana, December 5, 1922.

No. 394. — ARRANGEMENT CONCERNANT LES RELATIONS POSTALES ENTRE L'ALBANIE ET L'ITALIE, SIGNÉ A TIRANA LE 4 DÉCEMBRE 1922, ET PROTOCOLE FINAL SIGNÉ A TIRANA LE 5 DÉCEMBRE 1922.

Texte officiel français communiqué par le Directeur du Secrétariat permanent de l'Albanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet Arrangement a eu lieu le 23 mars 1923.

En vertu des articles 22 et 23 de la Convention principale de Madrid [1], les soussignés représentants des Administrations postales d'Italie et d'Albanie ont arrêté, d'un commun accord, et sous réserve de l'approbation par les autorités compétentes de leur Etat, les dispositions suivantes :

Article 1.

Les administrations contractantes établiront l'échange régulier de la poste aux lettres, des lettres avec valeur déclarée (à l'exclusion des boîtes) et des colis postaux ordinaires et avec valeur déclarée originaires et à destination de leur pays respectif, ainsi que des envois de même nature provenant et à destination des autres pays par rapport auxquels elles peuvent réciproquement servir d'intermédiaires.

Article 2.

a) Les bureaux d'échange autorisés à se livrer réciproquement des dépêches closes ou des envois à découvert sont désignés d'un commun accord par les Administrations contractantes qui s'entendront également pour régler tous les autres détails de leur service d'échange.

b) La création et la suppression des dépêches est réservée aux administrations centrales.

Article 3.

La correspondance de service doit être rédigée en langue française.

Article 4.

La franchise des droits postaux est accordée, outre aux envois désignés aux §§ 3 et 4 de l'Article 13 de la Convention principale de Madrid, aux envois officiels de toute nature concernant le service des télégraphes et des téléphones d'Etat.

[1] Vol. III, pages 267-270, vol. VII, page 362 et vol. XI, page 364.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 394. — POSTAL AGREEMENT BETWEEN ALBANIA AND ITALY, SIGNED AT TIRANA DECEMBER 4, 1922, AND FINAL PROTOCOL SIGNED AT TIRANA, DECEMBER 5, 1922.

Official French text communicated by the Director of the permanent Albanian Secretariat accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place March 23, 1923.

In virtue of Articles 22 and 23 of the Principal Convention of Madrid [2], the undersigned Representatives of the postal Administrations of ITALY and ALBANIA have agreed, subject to the approval of the competent Authorities of their respective States, upon the following provisions :

Article 1.

The Contracting Administrations shall establish, on a regular basis, the exchange of postal mail, letters of a declared value (excluding parcels [boîtes]), ordinary postal parcels and postal parcels of a declared value dispatched from and addressed to their respective countries and also mails of the same nature dispatched from or addressed to other countries for which they may serve as intermediaries on a reciprocal basis.

Article 2.

(a) The exchange offices authorised to deliver on a basis of reciprocity sealed letters or open communications shall be decided upon by agreement between the Contracting Administrations which shall also jointly settle all other details respecting the exchange service.

(b) Despatches may only be established or abolished by the central Administrations.

Article 3.

Service correspondence shall be written in French.

Article 4.

The correspondence specified in paragraphs 3 and 4 of Article 13 of the Principal Convention of Madrid and also official correspondence of all kinds relating to the State telegraph and telephone services shall be exempt from postal charges.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] Vol. III, pages 267-270, Vol. VII, page 362 and Vol. XI, page 364.

Article 5.

Les correspondances de toute nature échangées entre l'Italie et l'Albanie seront affranchies d'après le tarif intérieur italien et albanais respectivement, en adoptant, pour les lettres, le port unique de 20 grammes fixé par l'article 6 de la Convention principale de Madrid.

Article 6.

Les envois de la poste aux lettres originaires d'une des Administrations contractantes et transitant par les services territoriaux ou maritimes de l'autre sont passibles des droits de transit fixés par l'article 4 de la Convention principale de Madrid.

Article 7.

Les envois de la poste aux lettres originaires d'une des Administrations contractantes et à destination de l'autre, et les envois de la même nature échangés entre les ports de l'Albanie, seront transportés en franchise au moyen des services maritimes italiens.

Article 8.

L'échange des valeurs déclarées, limité aux lettres (avec exclusion des boîtes) aura lieu d'après les dispositions de l'Arrangement spécial de Madrid concernant ces envois.

La déclaration de valeur est limitée à 3000 (trois mille) francs-or ou 10.000 (dix mille) lire italiennes.

Article 9.

Les Administrations contractantes se communiqueront réciproquement les droits d'assurance fixés pour les lettres originaires de leur pays.

Article 10.

Le règlement des frais de transit, à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent Arrangement, aura lieu d'après la statistique internationale prévue par l'article 4 de la Convention principale, en commençant par celle à effectuer en octobre-novembre 1924.

Article 11.

Le solde des comptes devra être effectué dans les conditions fixées par l'article XXXVI du Règlement d'exécution de la Convention principale de Madrid.

Article 12.

Il peut être expédié entre l'Italie et l'Albanie des colis postaux avec ou sans valeur déclarée. La limite supérieure de la valeur déclarée est fixée à 1000 (mille) francs-or.

Article 5.

Correspondence of all kinds between Italy and Albania shall be franked in accordance with the Italian or Albanian internal rates ; the weight (20 grams) specified in Article 6 of the Principal Convention of Madrid as the universal weight, shall be adopted in the case of letters.

Article 6.

Mails by letter post despatched by one of the Contracting Administrations and carried in transit by the land or sea services of the other shall be subject to the transit charges laid down in Article 4 of the Principal Convention of Madrid.

Article 7.

Mails by letter post despatched by one of the Contracting Administrations and addressed to the other and correspondence of the same nature between Albanian ports, shall be carried free of charge by the Italian maritime services.

Article 8.

Letters of declared value (excluding parcels [boites]) shall be exchanged in accordance with the provisions of the Special Agreement of Madrid regarding such consignments.

The value which may be declared shall not exceed 3,000 (three thousand) francs or 10,000 (ten thousand) Italian lire.

Article 9.

The Contracting Administrations shall give each other notice of the insurance charges fixed for letters despatched from their respective countries.

Article 10.

As from the date on which the present agreement shall come into force the settlement of transit charges shall be affected in accordance with the international statistics provided for in Article 4 of the Principal Convention beginning with the settlement due in October-November 1924.

Article 11.

The payment of the accounts shall be effected under the conditions fixed by Article 36 of the executive regulations of the Principal Convention of Madrid.

Article 12.

Postal parcels with or without declared value may be despatched from Italy to Albania and *vice versa*. The value declared shall not exceed 1,000 (one thousand) gold francs.

Article 13.

Chaque colis ne peut excéder le poids de 5 kg., ni le volume de 55 décimètres cubes, ni la longueur de 125 centimètres dans un sens quelconque.

Article 14.

La taxe pour le transport de chaque colis de l'Italie pour l'Albanie et vice versa se compose de :

Fr.-or	1.25	au profit de l'Italie.
»	1.25	au profit de l'Albanie.
»	0.25	transport maritime.
Total Fr.-or	2.75	

Article 15.

La taxe d'assurance, par chaque somme de 300 ou fraction de 300 francs de valeur déclarée, se compose de :

Fr.-or	0.05	au profit de l'Italie.
»	0.05	au profit de l'Albanie.
»	0.10	assurance maritime.
Total Fr.-or	0.20	

Toutefois l'Administration italienne, pour les colis d'origine italienne, perçoit 0.50 par chaque somme de 300 francs-or.

Article 16.

Chacune des deux Administrations notifie à l'autre ses bureaux d'échange.

Article 17.

Il est loisible au pays de destination de percevoir pour le factage et pour l'accomplissement des formalités en douane un droit dont le montant total ne peut pas excéder 50 centimes.

Article 18.

Chacune des deux Administrations doit communiquer à l'autre :

a) La liste des objets dont l'admission dans son pays n'est pas autorisée par les lois ou les règlements.

b) La liste des pays pour lesquels elle se propose de lui servir d'intermédiaire.

Article 19.

Les colis postaux sont inscrits par le bureau d'échange expéditeur sur les feuilles de route avec indications des montant à bonifier.

Les comptes des feuilles de route seront résumés dans un compte général trimestriel. Les comptes trimestriels seront balancés et soldés annuellement.

Article 13.

No parcel shall exceed 5 kilograms in weight, 55 cubic decimetres in volume or 125 centimetres in length, breadth or depth.

Article 14.

The charge for the carriage of each parce from Italy to Albania and *vice versa* shall be :

1.25	gold francs	to Italy.
1.25	» »	» Albania.
0.25	» »	maritime transport.
Total 2.75	gold francs.	

Article 15.

The insurance charges for every 300 or fraction of 300 francs of value declared shall be :

0.05	gold francs	to Italy.
0.05	» »	» Albania.
0.10	» »	maritime insurance.
Total 0.20	gold francs.	

The Italian Administration shall however charge 0.50 for every 300 gold francs on parcels despatched from Italy.

Article 16.

Each of the two Administrations shall notify the other of the offices which it has selected as exchange offices.

Article 17.

The country of destination may charge an amount not exceeding 50 centimes for porterage and customs formalities.

Article 18.

Each of the two Administrations shall forward to the other :

(a) A list of articles, the admission of which into the country is forbidden by the Laws and Regulations.

(b) A list of the countries for which it proposes to act as intermediary.

Article 19.

Postal parcels shall be entered on the way-bills by the despatching exchange office with a note of the amount payable.

Accounts in respect of way-bills shall be collected in a general quarterly account. The quarterly accounts shall be balanced and the balance paid annually.

Article 20.

En tout ce qui n'est pas prévu par le présent Arrangement, les relations postales entre l'Italie et l'Albanie seront réglées par les dispositions des conventions, arrangements et règlements d'exécution de l'Union postale universelle en vigueur, concernant les services visés par le présent Arrangement.

Article 21.

Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1er janvier 1923.

Fait à Tirana, le 4 décembre 1922.

Pour l'Italie :
DURAZZO.
S. ORTISI.

Pour l'Albanie :
PANDELI J. EVANGHELI.
NAMIK DELVINA.

PROTOCOLE FINAL.

Article unique.

L'Arrangement concernant les relations postales entre les deux pays contractants, signé à Tirana le 4 décembre 1922, demeurera en vigueur jusqu'à l'échéance de la Convention postale universelle de Madrid. Toutefois, chacune des Parties contractantes a le droit de le dénoncer, moyennant un préavis de six mois.

Fait à Tirana, le 5 décembre 1922.

Pour l'Italie :
DURAZZO.
S. ORTISI.

Pour l'Albanie :
PANDELI J. EVANGHELI
NAMIK DELVINA.

Article 20

In all matters not provided for in the present Agreement the postal relations between Italy and Albania shall be regulated by the provisions of the Conventions, Agreements and Executive Regulations of the Universal Postal Union in force regarding the services referred to in the present Agreement.

Article 21.

The present Agreement shall come into force on January 1, 1923.

Done at Tirana, December 4, 1922.

For Italy :	For Albania :
DURAZZO.	PANDELI J. EVANGHELI.
S. ORTISI.	NAMIK DELVINA.

FINAL PROTOCOL.

Sole Article.

The Agreement regarding the postal relations between the two Contracting countries signed at Tirana on December 4, 1922, shall remain in force until the expiration of the Universal Postal Convention of Madrid. Nevertheless, either of the Contracting Parties may denounce it upon giving six months notice.

Done at Tirana, December 5, 1922.

For Italy :	For Albania :
DURAZZO.	PANDELI J. EVANGHELI.
S. ORTISI.	NAMIK DELVINA.

N° 395.

ALBANIE ET ITALIE

Convention télégraphique signée à Tirana le 4 décembre 1922.

ALBANIA AND ITALY

Telegraphic Convention, signed at Tirana, December 4, 1922.

No. 395. — CONVENTION TÉLÉGRAPHIQUE ENTRE L'ALBANIE ET L'ITALIE, SIGNÉE A TIRANA, LE 4 DÉCEMBRE 1922.

Texte officiel français communiqué par le Directeur du Secrétariat permanent de l'Albanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 23 mars 1923.

En vertu de l'article 17 de la Convention télégraphique internationale[1] de St-Pétersbourg, les soussignés représentants des Etats sus-indiqués ont établi, de commun accord, et sous réserve de l'approbation par les autorités compétentes de leur Etat, les dispositions suivantes :

Article 1.

Le Gouvernement albanais reconnaît au Gouvernement italien le droit de maintenir les atterrissages sur le territoire albanais des câbles télégraphiques sous-marins qui, actuellement, relient l'Italie à l'Albanie et qui sont :

1. Otranto-Valona-Sazano ;
2. Brindisi-Valona ;
3. Brindisi-Durazzo.

Les points d'atterrissage des câbles sus-indiqués pourront être déplacés, après accord entre les administrations télégraphiques des deux pays.

Article 2.

Le Gouvernement italien s'engage à maintenir ces câbles en bonnes conditions d'exploitation, et de pourvoir à leur réparation, en cas d'interruptions ou lorsque leur état d'isolement et de conductibilité ne permettra pas la transmission régulière des télégrammes.

Le Gouvernement albanais reconnaît au Gouvernement italien le droit de surveillance sur le service des câbles et la faculté d'appliquer aux points d'atterrissage sur le territoire albanais les défenses mécaniques et les appareils que l'administration italienne retiendra nécessaires d'adopter et d'installer par l'entremise de ses fonctionnaires techniques, pour l'entretien des dits câbles.

Ceux-ci auront, par conséquent, libre accès dans les bureaux télégraphiques albanais, reliés directement aux bureaux télégraphiques italiens, et pourront procéder aux expériences nécessaires pour déterminer les conditions électriques des câbles et leur fonctionnement.

Toutefois, avant de procéder à ces travaux, les fonctionnaires italiens s'accorderont avec la direction locale du bureau télégraphique albanais.

Le Gouvernement italien a également le droit de faire surveiller les abris d'atterrissage des câbles par ses agents télégraphiques ; mais, sur demande du Gouvernement albanais, les susdites fonctions pourront être confiées à des agents télégraphiques albanais reconnus aptes des fonctionnaires techniques italiens.

[1] de Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome III, page 614.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 395. — TELEGRAPHIC CONVENTION BETWEEN ALBANIA AND ITALY, SIGNED AT TIRANA, DECEMBER 4, 1922.

Official French text communicated by the Director of the Permanent Albanian Secretariat accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place on March 23, 1923.

In virtue of Article 17 of the International Telegraphic Convention of St. Petersburg,[2] the undersigned Representatives of the above-mentioned States have agreed, subject to the approval of the competent authorities of their respective States, upon the following provisions :

Article 1.

The Albanian Government recognises the right of the Italian Government to maintain in Albania the landing points of the following submarine telegraph cables which now connect Italy and Albania :

(1) Otranto-Valona-Sazano ;
(2) Brindisi-Valona ;
(3) Brindisi-Durazzo.

The landing points of the cables in question may be moved by agreement between the telegraph administrations of the two countries.

Article 2.

The Italian Government undertakes to maintain these cables in good working order, and to provide for their repair in case of interruption or if the condition of their insulation and conductibility will not allow of the regular transmission of telegrams.

The Albanian Government recognises the right of the Italian Government to supervise the cable service and to place at the landing points in Albanian territory such mechanical protections and apparatus for the upkeep of the cables, as the Italian administration may consider it necessary to adopt and to install through its technical officials.

These officials shall therefore have free access to Albanian telegraph offices which are in direct connection with Italian telegraph offices, and may undertake any experiments necessary to test the electrical condition and efficiency of the cables.

Before undertaking such operations however the Italian officials shall consult the local Albanian telegraph authorities.

The Italian Government shall also be entitled, through its telegraph officials, to supervise the landing-shelters of the cables ; at the request of the Albanian Government, however, these duties may be entrusted to Albanian telegraph officials recognised as qualified by the Italian technical officials.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] Britisch and Foreign State Papers, vol. 66, page 19.

Article 3.

Pour tout ce qui est considéré à l'article précédent, le Gouvernement italien n'est redevable d'aucune compensation aux autorités albanaises. Les bateaux italiens destinés à la réparation des câbles sont exempts des droits sanitaires, de pilotage, d'ancrage et de toutes sortes d'autres droits maritimes, pour les opérations qu'ils auraient à effectuer dans le littoral albanais.

Sont également exempts des droits douaniers et de toutes sortes d'autres droits, les matériaux nécessaires pour l'atterrissage, manutention et réparation des câbles.

Article 4.

Pour l'exercice des câbles indiqués à l'article 1, le Gouvernement albanais s'engage :

a) A relier le plus vite possible et à ses frais les atterrissages des câbles aux bureaux télégraphiques albanais de Valona et de Durazzo, et autres à déterminer, et d'activer d'une manière consécutive et régulière la correspondance télégraphique entre les susdits bureaux et les bureaux télégraphiques italiens, choisis par l'administration télégraphique italienne.

b) D'effectuer le service et la comptabilité y relatifs suivant les dispositions de la Convention télégraphique internationale et du Règlement de service, en vigueur.

c) De pourvoir immédiatement à la réparation des interruptions et dérangements, qui se vérifieront sur les lignes terrestres reliant les câbles aux bureaux télégraphiques albanais.

Article 5.

Le Gouvernement albanais reconnaît au Gouvernement italien le droit de fixer les taxes de transit de ses câbles entre l'Italie et l'Albanie.

Article 6.

Le Gouvernement albanais s'engage de diriger par voie des câbles italiens :

a) Tous les télégrammes originaires de l'Albanie à destination de l'Italie ;

b) Tous les télégrammes originaires de l'Albanie pour les pays au delà de l'Italie, lorsque ces télégrammes porteront l'indication de « Voie Italie » ou bien, selon les dispositions du « Règlement » télégraphique international, lorsque la voie Italie sera la moins coûteuse ou égale à la moins coûteuse ;

c) Les télégrammes en transit par l'Albanie à destination de l'Italie et des pays au delà de l'Italie, aux conditions indiquées à l'alinéa précédent.

Article 7.

Le Gouvernement albanais s'engage à accorder au Gouvernement italien l'atterrissage de nouveaux câbles télégraphiques sous-marins destinés à relier des villes côtières italiennes à des localités du littoral albanais (à déterminer de commun accord entre les administrations télégraphiques intéressées) dans le but de constituer de nouvelles communications télégraphiques, soit entre l'Italie et l'Albanie, soit entre l'Italie et les pays limitrophes de l'Albanie.

Dans ce dernier cas, le Gouvernement de l'Albanie s'engage à construire et à mettre à disposition de l'Italie les lignes télégraphiques à déterminer, qui serviraient à assurer la correspondance directe entre l'Italie et les Etats limitrophes de l'Albanie, aux conditions suivantes :

Article 3.

The Italian Government shall be under no obligation to compensate the Albanian authorities in respect of any of the matters referred to in the preceding article. Italian cable-repair ships shall be exempt from sanitary dues, pilotage, anchorage and all other maritime dues in respect of any operations they may have to carry out on the Albanian coast.

The necessary materials for the landing, upkeep and repair of the cables shall also be exempt from customs and all other dues.

Article 4.

To ensure the satisfactory working of the cables provided for in Article 1, the Albanian Government undertakes :

(a) To connect the landing points of the cables as soon as possible, and at its own expense with the Albanian telegraph offices at Valona and Durazzo, and other offices to be selected later, and to transmit in a regular and consecutive manner telegraphic communications between these offices and the Italian telegraph offices selected by the Italian telegraph administration.

(b) To carry on the service and keep the accounts connected therewith in accordance with the provisions of the International Telegraphic Convention and the service regulations in force.

(c) To take immediate steps to repair any faults or interruptions which may be discovered in the land lines which connect the cables with the Albanian telegraph offices.

Article 5.

The Albanian Government recognises the right of the Italian Government to fix the transit charges for its cables between Italy and Albania.

Article 6.

The Albanian Government undertakes to forward by the Italian cables :

(a) All telegrams despatched from Albania to destinations in Italy ;

(b) All relegrams despatched from Albania to countries beyond Italy if such telegrams are endorsed " via Italy ", or, in accordance with the international telegraphic regulations, if the Italian route is the most inexpensive or is as inexpensive as any other route ;

(c) Telegrams in transit through Albania to destinations in Italy and countries beyond Italy, under the conditions laid down in the previous paragraph.

Article 7.

The Albanian Government undertakes to grant to the Italian Government the right of landing additional sub-marine telegraph cables for the purpose of connecting Italian coast towns with places on the Albanian coast (to be selected later by agreement between the telegraph administrations concerned) in order to provide additional telegraphic communication either between Italy and Albania or between Italy and the countries bordering on Albania.

In the latter case the Albanian Government undertakes to construct and place at the disposal of Italy such telegraph lines as it may be decided to establish in order to ensure direct communication between Italy and the countries bordering on Albania, subject to the following condition :

a) L'administration télégraphique italienne fournira à l'administration télégraphique albanaise tout le matériel de lignes nécessaire au but sus-indiqué. La valeur de ce matériel sera successivement et graduellement remboursée par le Gouvernement albanais à l'administration italienne, par les taxes de transit lui revenant pour la correspondance transmise au moyen de ces lignes. Toutefois ces lignes télégraphiques albanaises resteront la propriété de l'administration télégraphique italienne, jusqu'à ce que la valeur totale du matériel fourni ne lui aura été remboursée par l'administration télégraphique albanaise.

b) Le Gouvernement albanais, d'accord avec le Gouvernement italien, feront les démarches utiles auprès les Etats limitrophes dans le but de conclure, le cas échéant, les conventions nécessaires.

c) Le parcours des lignes télégraphiques sus-indiquées sera établi d'accord entre les administrations de l'Italie et de l'Albanie, et les points de jonctions des fils, aux frontières albanaises, seront fixés d'accord entre les trois administrations intéressées.

d) La taxe de transit albanaise pour la correspondance acheminée par ces voies sera fixée d'accord entre l'administration télégraphique italienne et celle albanaise.

Article 8.

Les télégrammes d'Etat échangés, par voie des câbles italiens, entre les Ministères des affaires étrangères d'un des deux Etats contractants et les représentants diplomatiques et consulaires respectifs dans l'autre Etat, jouiront d'une réduction de 50 % sur la taxe des télégrammes privés ordinaires.

Article 9.

Les administrations télégraphiques d'Italie et d'Albanie s'engagent d'appliquer, dans les payements des soldes des décomptes télégraphiques, les dispositions de l'art. 1 du Protocole final du Règlement d'exécution de la Convention postale principale de Madrid de 1920, en considérant comme monnaie au pair de l'or le dollar des Etats-Unis d'Amérique et en établissant l'équivalent du franc-or en dollar o. 192957.

Article 10.

La présente convention aura la durée de dix ans à partir du jour de sa mise en vigueur, sauf dénonciation de la part d'un des Gouvernements contractants, avec un préavis préalable de six mois.

A l'échéance indiquée, la dite convention sera tacitement considérée renouvelée d'année en année, si l'un des deux Gouvernements ne l'aura dénoncée six mois avant son échéance.

Article 11.

La présente convention entrera en vigueur le 1er janvier 1923.

Fait à Tirana, le 4 décembre 1922.

Pour l'Italie :
DURAZZO.
G. GNEME.

Pour l'Albanie :
PANDELI J. EVANGHELI.
N. DELVINA.

(a) The Italian telegraph administration shall supply the Albanian telegraph administration with all the material for lines required for the above-mentioned purpose. The value of this material shall subsequently be refunded by the Albanian Government to the Italian administration, by instalments, in the form of the transit charges due to the latter on messages forwarded over these lines. The Albanian telegraph lines in question shall, however, remain the property of the Italian telegraph administration until the total value of the material supplied shall have been refunded by the Albanian telegraph administration.

(b) The Albanian Government and the Italian Government shall, by common agreement, make the necessary representations to the neighbouring States with the object of concluding any conventions which may be required.

(c) The route to be followed by the telegraph lines referred to above shall be agreed upon by the Italian and Albanian administrations, and the points of junction of the wires at the Albanian frontiers shall be fixed by agreement between the three administrations concerned.

(d) The Albanian transit charges on messages forwarded over these lines shall be fixed by agreement between the Italian and Albanian telegraph administrations.

Article 8.

A reduction of 50 % on the charges for ordinary private telegrams shall be granted in respect of Government telegrams exchanged by way of the Italian cables between the Ministry for Foreign Affairs of either of the two contracting States and its diplomatic and consular representatives in the other State.

Article 9.

The telegraph administrations of Italy and Albania undertake, in paying the balances of telegraphic accounts, to carry out the provisions of Article 1 of the final Protocol of the Executive Regulations of the Principal Postal Convention of Madrid, 1920, taking the dollar of the United States of America as the gold parity and the gold franc as representing 0.192957 dollars.

Article 10.

The present Convention shall remain valid for 10 years from the date of its coming into force unless it is denounced by one of the contracting Governments, 6 months' previous notice being given.

As from the date indicated, the Convention shall be considered to be tacitly renewed from year to year unless it is denounced by one of the two Governments 6 months before the date of its expiry.

Article 11.

The present Convention shall come into force on January 1, 1923.

Done at Tirana, December 4, 1922.

For Italy :	For Albania :
DURAZZO.	PANDELI J. EVANGHELI.
G. GNEME.	N. DELVINA.

N° 396.

FRANCE ET HONGRIE.

Convention au sujet du règlement des dettes hongroises envers les ressortissants français visées par l'article 231 du Traité de Trianon, signée à Paris le 31 janvier 1921.

FRANCE AND HUNGARY

Convention with regard to the settlement of Hungarian debts to French nationals, as provided for by Article 231 of the Treaty of the Trianon, signed at Paris, January 31, 1921.

No. 396. — CONVENTION [1] ENTRE LA FRANCE ET LA HONGRIE AU SUJET DU RÈGLEMENT DES DETTES HONGROISES ENVERS LES RESSORTISSANTS FRANÇAIS VISÉES PAR L'ARTICLE 231 DU TRAITÉ DE TRIANON [2], SIGNÉE A PARIS, LE 31 JANVIER 1921.

Texte officiel français, communiqué par le Chargé d'affaires de Hongrie à Berne. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 23 mars 1923.

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, ayant décidé d'appliquer, en ce qui le concerne, la Section III et l'Annexe jointe à la Partie X (clauses économiques) du Traité du 4 juin 1920, et le GOUVERNEMENT HONGROIS ayant pris acte de cette résolution, ces deux Gouvernements ont convenu des dispositions suivantes, en ce qui concerne le règlement des dettes hongroises envers les ressortissants français visées par l'article 231 du Traité de Trianon.

Article 1.

Les Offices français et hongrois de vérification et de compensation seront constitués dès la signature de la présente Convention, mais ils ne commenceront leurs opérations de recouvrement en ce qui concerne les débiteurs hongrois que le 1er octobre 1921.

Article 2.

Désireux toutefois de voir, dès la signature de la présente Convention, des arrangements amiables entre leurs ressortissants faciliter, par leur nombre et leur importance, les règlements des dettes visées par la présente Convention, les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes prendront, chacun en ce qui le concerne, toutes dispositions d'ordre interne pour obliger leurs ressortissants à formuler, avant le 1er août 1921, tant isolément qu'en groupes volontairement constitués, toute proposition convenable d'accord amiable.

Ces tractations auront lieu directement entre créanciers français et débiteurs hongrois et sans l'intermédiaire des Offices.

Les Offices pourront, d'un commun accord, prolonger le délai fixé ci-dessus pour le règlement de certaines affaires ou catégories d'affaires comportant des difficultés spéciales, et notamment en faveur de sociétés hongroises ayant émis des titres sur les marchés financiers en dehors des limites de l'ancienne Monarchie.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 28 septembre 1922.
[2] Vol. VI page 188 de ce Recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 396. — CONVENTION[2] BETWEEN FRANCE AND HUNGARY WITH REGARD TO THE SETTLEMENT OF HUNGARIAN DEBTS TO FRENCH NATIONALS, AS PROVIDED FOR BY ARTICLE 231 OF THE TREATY OF THE TRIANON,[3] SIGNED AT PARIS, JANUARY 31, 1921.

Official French text communicated by the Hungarian Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Convention took place March 23, 1923.

The GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC havig so far as it is concerned, decided to apply Section III and the Annex thereto of part X (Economic Clauses) of the Treaty of June 4, 1920, and the HUNGARIAN GOVERNMENT having taken note of this decision, the two Governments have agreed to the following provisions as regards the settlement of the Hungarian debts to French nationals referred to in Article 231 of the Treaty of the Trianon.

Article 1.

The French and the Hungarian Audit and Clearing Offices shall be established as soon as the present Convention is signed, but they shall only commence operations for the recovery of debts from Hungarian debtors on October 1, 1921.

Article 2.

The Governments of the High Contracting Parties being desirous, however, that as soon as this Convention is signed, the settlement of the debts to which it refers should be expedited by the conclusion of numerous and comprehensive friendly arrangements between their nationals, shall take all possible steps witnin their respective countries to induce their nationals to draw up, before August 1, 1921, either individually or in voluntarily constituted groups, suitable proposals with a view to friendly agreements.

The negotiations will take place directly between French creditors and Hungarian debtors without the intervention of the Clearing Offices.

The Offices may agree to extend the time limit fixed above for the settlement of certain transactions or classes of transactions involving special difficulties, more particularly for the benefit of Hungarian companies which have placed securities on money markets outside the territory of the former Austro-Hungarian Monarchy.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Berlin, September 28, 1922.

[3] Vol. VI, page 188 of this Series.

Article 3.

1. Au fur et à mesure de l'établissement d'accords amiables, notification en sera faite conjointement par les créanciers et débiteurs, par lettre recommandée, aux fins d'enregistrement, à l'Office français et ce, au plus tard, le 1er août 1921. L'Office français communiquera aussitôt ces projets d'accord à l'Office hongrois.

2. Ne pourront être définitivement conclus sans l'agrément de l'Office français, les accords amiables prévoyant l'affectation, au règlement d'une créance, d'un élément d'actif hongrois sequestré en France ; cet agrément, ou le refus motivé d'agrément, sera donné, dans le délai de six semaines, par l'Office français aux parties intéressées. Ledit délai de six semaines devra être compté à partir du jour où les parties intéressées auront, par lettre recommandée, notifié l'arrangement à l'Office français. Il pourra être prolongé d'accord entre les Offices.

3. L'Office hongrois et le Gouvernement hongrois prendront toutes les mesures qu'ils jugeront utiles pour amener leurs ressortissants à conclure des accords et pour éliminer, autant que possible, les obstacles qui pourraient s'y opposer.

L'Office français favorisera, de son côté, l'établissement desdits accords.

Article 4.

Dès que les créanciers et débiteurs auront constaté l'impossibilité de se mettre d'accord par un arrangement amiable, ils le notifieront à leurs Offices en communiquant le texte rejeté par l'autre partie ou celui qu'ils auront eux-mêmes rejeté, en y joignant l'explication de leur refus d'acceptation.

Article 5.

Les Offices examineront au fur et à mesure les projets d'accord sur lesquels l'entente n'aura pu s'établir entre Français et Hongrois.

Si les Offices considèrent que la résistance du débiteur hongrois ou du créancier français est injustifiée, ils agiront de leur mieux sur leur ressortissant en vue de l'acceptation de l'accord. Si le ressortissant hongrois s'y refuse, la proposition d'accord acceptée par les deux Offices, pourra être présentée au Tribunal Arbitral mixte, qui pourra lui-même ou rendre l'accord obligatoire pour les parties ou décider que la dette sera réglée par l'intermédiaire des Offices de vérification et de compensation.

Article 6.

Les créances de ressortissants français vis-à-vis de débiteurs hongrois qui n'auront pas, dans le délai prévu à l'article 3, fait l'objet, soit d'une notification d'accord amiable à l'Office français, soit de l'acceptation d'un accord dû à l'intervention de deux offices, soit de l'introduction d'instance visée à l'article précédent, ainsi que les créances ayant fait l'objet de projets d'accords non agréés, seront réglées par les Offices de vérification et de compensation conformément aux principes suivants :

1. Afin de renforcer, en faveur des créanciers français, les garanties prévues par le Traité de Paix, le Gouvernement hongrois accepte que soit établie la responsabilité solidaire de l'Etat hongrois et de chacun des ressortissants hongrois, débiteurs de créanciers français — sans solidarité personnelle entre débiteurs — pour ce qui concerne les dettes, en capital et intérêts, contractées tant en monnaie autre qu'en couronnes austro-hongroises que pour le montant nominal, capital et intérêts, des dettes contractées en couronnes. Cette responsabilité solidaire est limitée toutefois, pour chaque débiteur, à l'excédent

Article 3.

(1) Whenever a friendly agreement has been concluded, the creditors and debtors shall jointly notify the French Clearing Office by registered letter, not later than August 1, 1921, so that the agreement may be registered. The French Clearing Office shall immediately communicate such draft agreements to the Hungarian Office.

(2) No friendly agreements providing for the allocation of any portion of Hungarian assets under sequestration in France for the purpose of liquidating a debt, shall be finally concluded without the consent of the French Clearing Office. The French Clearing Office shall inform the parties concerned of its consent, or shall state the reasons for its refusal within a period of six weeks. This period of six weeks shall be reckoned from the day on which the parties concerned, by means of a registered letter, notify the French Office of the arrangement. Such period may be extended as a result of an agreement between the Clearing Offices.

(3) The Hungarian Office and the Hungarian Government shall take all such measures as they may think fit to induce their nationals to conclude agreements, and to overcome, as far as possible, any obstacles which may arise.

The French Office, on its part, shall endeavour to promote the conclusion of such agreements.

Article 4.

As soon as creditors and debtors have satisfied themselves that they are unable to arrive at a friendly agreement, they shall notify their Clearing Offices of the fact and shall forward the draft agreement rejected by the other party or by themselves, as the case may be, and shall attach thereto the reasons for their refusal to accept it.

Article 5.

The Clearing Offices shall, on receipt, examine all drafts upon which French and Hungarians have been unable to conclude an agreement.

If the Offices consider that the refusal of the Hungarian debtor or French creditor is not justified, they will use their utmost endeavours to induce their respective nationals to accept the agreement. Should the Hungarian national refuse, the proposed agreement may, after receiving the approval of the two Offices, be submitted to the Mixed Arbitration Tribunal, which may, on its own authority either declare the agreement binding on the parties, or decide that the debt shall be settled through the Audit and Clearing Offices.

Article 6.

Debts due to French nationals by Hungarians which have not, within the period provided for in Article 3, formed the subject either of a friendly agreement to the French Office or of an agreement accepted as a result of intervention on the part of the two Offices, or of proceedings instituted in accordance with the previous Article, and all debts in regard to which draft agreements have been drawn up but not approved, shall be settled by the Audit and Clearing Offices in accordance with the following principles :

(1) In order to strengthen, in the interests of French creditors, the guarantees provided in the Treaty of Peace, the Hungarian Government accepts the principle of the joint responsibility of the Hungarian State and of individual Hungarian nationals, indebted to French creditors — without collective liability on the part of the debtors — as regards both the debts, including capital and interest, contracted in a currency other than Austro-Hungarian crowns and for the nominal amount of debts, including capital and interest, contracted in crowns. This joint responsibility is limited however, in the

du total de ses dettes sur le total de son actif en France, y compris le produit net et disponible de la réalisation des gages établis en faveur du créancier français, même si ces gages sont constitués ailleurs qu'en France. Le Gouvernement français accepte, d'autre part, que le Gouvernement hongrois assume seul vis-à-vis de l'Office français de Vérification et de Compensation la responsabilité pleine et illimitée de la différence entre le capital dû en couronnes et le capital en francs résultant de l'application de l'article 231 (§ *d*) du Traité de Trianon.

2. Afin de permettre au Gouvernement hongrois, ainsi qu'aux débiteurs hongrois de se libérer de cette dette, il leur sera accordé des délais dans les conditions et avec les modalités prévues aux articles ci-après.

Article 7.

Sous réserve des dispositions des paragraphes ci-dessous, les dettes libellées primitivement en or, en argent, ou en toute autre monnaie qu'en couronnes austro-hongroises, quelle que soit leur nature, seront réglées par l'Office hongrois à l'Office français dans les conditions prévues par le § *d* de l'article 231 du Traité de Trianon. Ce règlement aura lieu en cinq années, à raison d'un septième de la dette pendant chacune des trois premières années et de deux septièmes de la dette pendant les quatrième et cinquième années. La première annuité sera payée deux mois après l'expiration du délai prévu à l'article 1er de la Convention. Toutefois, à l'expiration de la troisième année, si la Commission visée ci-dessous en décide ainsi, le solde de la dette pourra être payé en un nombre d'années qui, en aucun cas, ne pourra dépasser quatre, les annuités étant fixées par la Commission.

Afin de faire profiter les créanciers français d'une amélioration éventuelle du change hongrois il est entendu que le montant en couronnes contre-valeurs des paiements en francs à effectuer par l'Office hongrois, devra, quel que soit le cours du change pratiqué au jour du paiement, être égal au moins à dix fois le montant en francs de l'annuité due, sans pouvoir jamais être inférieure au montant nécessaire à l'Office hongrois pour acheter un nombre de francs suffisant pour payer à l'Office français les annuités ci-dessus prévues. Tout excédent en francs qui pourrait en résulter, au delà de l'annuité due, servira à diminuer d'autant les annuités exigibles, en commençant par les dernières.

En vue de l'application du § 1er du présent article, il sera constitué une Commission de huit membres, dont quatre seront respectivement nommés par chacune des Hautes Parties contractantes. Le président en sera choisi parmi les membres nommés par le Gouvernement français ; sa voix sera prépondérante en cas de partage des voix. La Commission se réunira dès l'échéance de la troisième annuité. Dans ses décisions, elle tiendra compte de la situation économique de la Hongrie et spécialement de la production, de l'exportation des produits agricoles et de l'état des changes.

a) En ce qui concerne les dettes provenant de garanties constituées en faveur d'un débiteur ayant domicile, du fait de démembrement de l'ancienne monarchie, dans un des Etats auxquels un territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise a été transféré ou dans un des Etats nés du démembrement de cette monarchie, le Gouvernement français en vue d'en faciliter le recouvrement, déclare consentir à ce que les créances connexes de ressortissants hongrois puissent être cédées à l'Office créancier français à titre de sûreté. Dans ce cas, l'Office créancier français sera tenu de poursuivre, par tous les moyens judiciaires et extra-judiciaires, le recouvrement des créances cédées. Les rentrées obtenues sur ces créances seront portées au crédit de l'Office hongrois.

b) Il sera tenu compte, pour toutes les dettes susmentionnées, à l'exception de celles visées à l'alinéa 1er du § 22 de l'Annexe à la Section III de la Partie X (Clauses économiques) du Traité du 4 juin 1920, en ce qui concerne la période antérieure à la signature de la présente Convention d'un intérêt annuel de 3 % capitalisable à la fin de chaque année et payable, sans frais accessoires, dans la monnaie du principal de la dette.

case of each debtor, to the amount by which the total of his debts exceeds the total of his assets in France including the available net yield from the realisation of the securities taken on behalf of the French creditor. even if those securities are situated elsewhere than in France. The French Government, on the other hand, agrees that as regards the French Audit and Clearing Office, the Hungarian Government alone shall assume full and entire responsibility for the difference between the capital due in crowns and the capital in francs resulting from the application of Article 231, paragraph *(d)* of the Treaty of the Trianon.

(2) In order to enable the Hungarian Government and Hungarian debtors to discharge their debts, they shall be granted periods of grace under the conditions, and in accordance with the procedure laid down in the following Articles.

Article 7.

Subject to the provisions laid down in the following paragraphs : debts originally reckoned in gold, silver or in currency other than Austro-Hungarian crowns, whatever their nature may be, shall be paid by the Hungarian Audit and Clearing Office to the French Audit and Clearing Office under the conditions laid down in paragraph *(d)* of Article 231 of the Treaty of the Trianon. This settlement shall be effected in five equal yearly instalments : at the rate of one seventh of the debt during each of the first three years and two sevenths of the debt during the fourth and fifth years. The first annual instalment shall be paid two months after the expiration of the time limit fixed in Article 1 of the present Convention. Nevertheless, at the expiration of the third year, if the Commission mentioned below should so decide, the balance of the debt may be paid in a number of years which shall in no case exceed four, the amount of the instalments to be fixed by the Commission.

In order, however, to allow French creditors to benefit by any improvement of the Hungarian exchange, it is understood that the amount in crowns, equivalent to the payments to be made in francs by the Hungarian Audit and Clearing Office, shall, regardless of the actual rate of exchange at the date of payment, be equal to at least ten times the amount in francs of the instalment due, and shall never be less than the amount necessary to enable the Hungarian office to buy a sufficient sum in francs to pay to the French office the above-mentioned instalments.

Any surplus in francs which remains over and above the instalment due shall be devoted to the reduction by that amount of the instalments still outstanding beginning with the last.

With a view to the application of paragraph 1 of the present Article, a Commission shall be set up consisting of eight members, four of whom shall be appointed by each of the High Contracting Parties. The President of the Commission shall be selected from among the members appointed by the French Government, and shall have the casting vote. The Commission shall meet as soon as the third instalment falls due. In arriving at its decisions, it shall take into account the economic position of Hungary, with special reference to production, exportation of agricultural produce and the state of the exchange.

(a) With regard to debts arising out of guarantees furnished on behalf of a debtor who, by reason of the dismemberment of the former monarchy, is domiciled in any one of the States to which the territory of the Austro-Hungarian Monarchy has been transferred, or in one of the States created by the dismemberment of that monarchy, the French Government, in order to facilitate the recovery of these debts, agrees that such collateral obligations of Hungarian nationals may be transferred to the French Credit Office as security. In this case the French Credit Office will employ all judicial and extra-judicial means to recover the debts so transferred. The amounts obtained on these claims shall be placed to the credit of the Hungarian Office.

(b) In the case of all debts above mentioned, with the exception of those referred to in paragraph 1 of No. 22 of the Annex to Section III of Part X (Economic Clauses) of the Treaty of June 4, 1920, for the period preceding the signature of the present Convention, interest at the rate of 3 % shall be added to the capital at the end of each year and shall be payable without additional charges in the same currency as the principal debt.

En ce qui concerne la période postérieure à la date de la signature de la présente Convention, l'intérêt annuel sera de 5 %, sans frais accessoires, jusqu'au jour du remboursement.

c) Le règlement des dettes de ressortissants hongrois envers des ressortissants français provenant de crédits d'acceptation ou de garanties, ouverts par ceux-ci pour l'imporation, en provenance de pays situés en dehors du continent, de matières premières et de marchandises, fera l'objet d'un règlement ultérieur entre les Hautes Parties contractantes qui, conçu dans l'esprit de la présente Convention et notamment du § *a* du présent article, tiendra compte des difficultés dans lesquelles se trouve cette catégorie de débiteurs hongrois.

Article 8.

Le règlement à l'Office français par l'Office hongrois des dettes libellées en couronnes et visées par l'article 231 du Traité du 4 juin 1920 s'effectuera de la façon suivante :

a) Le montant nominal des dettes en couronnes, plus intérêt calculé sur ce montant comme il est prévu au § *b* de l'article 7, sera versé dans les quatre semaines qui suivront l'expiration du délai fixé à l'article 1er et ce, en francs français, calculés au taux moyen du franc français et de la couronne hongroise cotés à la Bourse de Zurich, durant les deux mois qui auront précédé le jour du paiement.

b) Le Gouvernement hongrois prend à sa charge exclusive le paiement de la différence entre le montant remboursé comme ci-dessus et le montant dû en vertu de la valorisation prévue à l'article 231 (§ *d*) du Traité du 4 juin 1920; il reste entendu que cet engagement ne porte aucun préjudice aux droits de recouvrement que le Gouvernement hongrois se réserve vis-à-vis de ses ressortissants. Le versement de ladite différence s'effectuera sans intérêts, en francs, en dix-huit versements annuels égaux dont le premier sera dû au commencement de la sixième année après la signature de la présente Convention. Afin de faire profiter l'Office français d'une amélioration éventuelle du change hongrois, il est entendu que le montant en couronnes à affecter à ces annuités devra, indépendamment du cours du change pratiqué au jour du paiement, être égal au moins au décuple du montant en francs de l'annuité due.

L'excédent en francs, au delà de l'annuité due, pouvant résulter de l'application de cette disposition, servira à diminuer successivement les annuités exigibles, en commençant par la dernière. Afin de permettre la mobilisation de cette catégorie de créances, le Gouvernement hongrois se déclare prêt à entrer en négociations avec le Gouvernement français, en vue de la consolidation des versements à faire à l'Office, moyennant la création d'un titre négociable.

Dans le cas où le Gouvernement hongrois exercerait un recours contre l'un de ses ressortissants débiteur pour la différence en couronnes dont il a assumé la charge, et si le débiteur a, par ailleurs, conclu un accord amiable avec des créanciers français, le Gouvernement hongrois devra en aviser immédiatement l'Office français.

Dans ce cas, les créanciers français ayant conclu des accords amiables auront le droit de demander à l'Office français que ces accords soient considérés comme nuls et de nul effet. Il sera donné suite à cette demande par un accord entre les deux Offices, si le recours du Gouvernement hongrois compromet l'exécution de l'accord amiable conclu entre les parties intéressées. Dans le cas où la demande du créancier est accueillie, le solde lui restant dû sur sa créance sera compris dans les recouvrements à effectuer par l'Office de vérification et de compensation français et dans les répartitions à effectuer par ce même Office.

Article 9.

Toutes les fois que l'Office débiteur hongrois aura notifié à l'Office créancier qu'un débiteur manque à l'obligation de verser une annuité lui incombant du chef de l'article 7 de la présente

For the period following the signature of the present Convention, the annual interest shall be 5 % without additional charges, up to the date of repayment.

(c) The settlement of the debts of Hungarian nationals due to French nationals, arising out of acceptance or guarantee credits opened by the latter for the import, from countries outside the continent, of raw materials and goods, shall form the subject of a subsequent agreement be tween the High Contracting Parties, in accordance with the spirit of the present Convention, and especially of paragraph *(a)* of the present Article. This agreement shall take into consideration the difficulties affecting this class of Hungarian debtors.

Article 8.

The payment to the French Audit and Clearing Office by the Hungarian Office of debts reckoned in crowns, which are referred to in Article 231 of the Treaty of June 4, 1920, shall be made as follows :

(a) The nominal amount of the debts in crowns, plus the interest calculated on this amount, as provided under paragraph *(b)* of Article 7, shall be paid within four weeks after the expiration of the period laid down in Article 1 and shall be effected in French francs calculated at the average rate of the French franc and of the Hungarian crown as quoted in the Zürich Exchange during the two months preceding the date of payment ;

(b) The Hungarian Government undertakes the entire responsibility for the payment of the difference between the amount repaid as above and the amont due in virtue of the rate of conversion provided for by Article 231, paragraph *(d)* of the Treaty of June 4, 1920 ; it is understood that this undertaking shall not prejudice the rights reserved by the Hungarian Government to receive any sums from its own nationals. The aforementioned difference shall be paid without interest in francs in eighteen equal annual instalments, the first of which shall be due at the beginning of the sixth year after the signature of the present Convention. In order to allow the French Office to benefit by any improvement in the Hungarian exchange rates, it is agreed that the amount in crowns to be appropriated to these annuities, without reference to the rate of exchange current on the date of payment, shall be at least tentimes as great as the amount in francs of the instalment due.

The balance in francs over and above the instalment due, which may result from the application of this provision shall be devoted to the successive diminution of the instalments due, beginning at the last. In order to permit the mobilisation of this class of credits the Hungarian Government declares itself ready to enter into negociations with the French Government for the purpose of consolidating, by the creation of some negotiable security, the payments to be made to the Clearing Office.

If the Hungarian Government should proceed against a debtor being one of its nationals, for the difference in crowns for which it has assumed responsibility, and if the debtor has meanwhile concluded an amicable agreement with his French creditors, the Hungarian Government shall immediately inform the French Office.

In this case, French creditors who have concluded friendly agreements will have the right to request the French Office to consider these agreements null and void. Effect will be given to this request by means of an agreement between the two Offices, if the proceedings taken by the Hungarian Government tend to prevent the carrying out of the friendly agreement concluded between the parties concerned. If the request of the creditor is acceded to, the balance of the debt due to him shall be included in the amounts to be recovered by the French Audit and Clearing Office and in the distribution of funds to be made by this Office.

Article 9.

Whenever the Hungarian Debtor Clearing Office notifies the Creditor Clearing Office that a debtor has failed to comply with his obligation to pay an instalment for which he is liable by

Convention, l'Office créancier français aura le droit de poursuivre directement le débiteur hongrois, dans les conditions prévues par le § 16 de l'Annexe à la Section III de la Partie X (clauses économiques) du Traité du 4 juin 1920.

Les sommes encaissées ainsi, après poursuite directe, seront portées au crédit de l'Office hongrois.

Atricle 10.

L'ensemble des biens, droits et intérêts en France des ressortissants hongrois, y compris leurs avoirs en banque et à l'exclusion de leurs autres créances sur des ressortissants français, servira, dans les conditions prévues par l'article 11 sauf les exceptions stipulées à l'article 12, au règlement du passif hongrois au profit des ressortissants français et résultant de l'application des Sections III et IV de la Partie X (Clauses économiques) du Traité de Trianon.

En ce qui concerne un solde éventuel de l'actif hongrois, le Gouvernement français renonce à l'exercice du droit que lui confère l'article 232, § *b*, du Traité du 4 juin 1920.

Article 11.

a) Le débiteur hongrois pourra, jusqu'à due concurrence employer la totalité de ses éléments d'actif en France, y compris ses créances à l'égard de ressortissants français, à acquitter, sous le contrôle de l'Office français, ses dettes visées par l'article 231 du Traité du 4 juin 1920 envers les ressortissants français.

b) Sous réserve du réglement préalable de leur propre passif, les propriétaires hongrois d'éléments d'actifs en France pourront, avec l'autorisation de l'Office français, les affecter, jusqu'à concurrence d'une proportion de 70 % de leur valeur, en vue de permettre des règlements amiables de créances françaises, nées avant et pendant la guerre, sur d'autres ressortissants hongrois. La valeur desdits avoirs sera fixée dans les conditions prévues par la loi française du 7 octobre 1919 sur la liquidation des biens sequestrés.

c) Les dispositions des paragraphes *a* et *b* du présent article s'appliquent à la Banque d'Autriche-Hongrie.

d) Les éléments d'actif, y compris les avoirs en banque, qui n'auraient pas trouvé leur emploi par application des dispositions des trois paragraphes précédents, les montants provenant de la retenue de 30 % prévue au § *b*, ainsi que les dettes des ressortissants français à l'égard des ressortissants hongrois, excepté les avoirs en banque, seront pris en charge par l'Office français qui en portera la contre-valeur au crédit de l'Office hongrois. L'Office français pourra constituer un fonds destiné à régler par préférence tout ou partie des créances françaises n'excédant pas 5000 francs chacune ou de créances de Français justifiant devant leur Office de ce que leur existence économique est compromise par l'application d'une des dispositions de la présente Convention.

e) Les ressortissants hongrois qui disposent en France d'éléments d'actif seront, à partir de la signature de la présente Convention, autorisés à les faire réaliser avec l'agrément préalable et sous le contrôle de l'Office français. Les éléments d'actif seront réalisés conformément aux dispositions de la loi française. Le produit des réalisations sera soumis aux mêmes restrictions qui sont ou qui seront en vigueur à l'égard des éléments d'actif eux-mêmes.

f) Les ressortissants hongrois seront autorisés, en vertu d'un accord à établir avec l'Office français, à substituer des équivalents à leurs biens, droits et intérêts en France. En cas de réalisation par la voie d'enchères publiques, ou de toute autre manière de biens, droits et intérêts hongrois en France, les propriétaires auront le droit d'intervenir et de présenter leurs offres, sur un pied d'égalité avec tous autres étrangers, sauf bien entendu le droit de préemption prévu en faveur du Gouvernement français par la loi du 7 octobre 1919.

g) En ce qui concerne les immeubles, le Gouvernement français se réserve de faire connaître au Gouvernement hongrois les immeubles qui ne pourront pas être utilisés pour les accords amiables.

virtue of Article 7 of the present Convention, the French Creditor Clearing Office shall be entitled to take direct proceedings against the Hungarian debtor under the conditions provided in No. 16 of the Annex to Section III of Part X (Economic Clauses) of the Treaty of June 4, 1920.

The sums obtained as the result of direct proceedings shall be placed to the credit of the Hungarian Office.

Article 10.

The whole of the property, rights and interests of Hungarian subjects in France, including their bank credits and excluding other debts due to them from French nationals, shall, under the conditions provided in Article 11, and subject to the exceptions laid down in Article 12, be devoted to the liquidation in favour of French nationals, of Hungarian debts arising out of the application of Sections III and IV of Part X (Economic Clauses) of the Treaty of the Trianon.

The French Government renounces the right conferred upon it by Article 232 paragraph *b* of the Treaty of June 4, 1920 with regard to any balance of any Hungarian assets which may remain.

Article 11.

(a) A Hungarian debtor may, subject to the control of the French Office, use the whole or such part as is necessary of his assets in France including any claims against French nationals to settle debts owing by him to French nationals, in accordance with Article 231 of the Treaty of June 4, 1920.

(b) Provided that their own liabilities have been settled, Hungarians who own assets in France may, with the consent of the French Office, earmark these assets up to an amount of 70 % of their value for the settlement, by friendly agreement, of debts incurred before and during the war by other Hungarian nationals and due to French creditors. The value of these assets shall be fixed in accordance with the provisions laid down in the French law of October 7, 1919, with regard to the liquidation of sequestrated property.

(c) The provisions of paragraphs *(a)* and *(b)* of the present Article shall apply to the Austro-Hungarian Bank.

(d) Any assets, including bank credits, which have not been disposed of under the provisions laid down in the previous three paragraphs, the amounts resulting from the reservations of 30 % provided for under paragraph *(b)* as well as the debts owed by French nationals to Hungarian nationals with the exception of bank credits, shall be taken over by the French Office, which shall place their equivalent value to the credit of the Hungarian Office. The French Office may form a fund for the settlement of the whole or part of amounts due to French creditors, giving preference to debts not exceeding 5,000 francs, or to debts owing to French nationals who can satisfy their Office that their economic situation would be seriously affected by the application of any of the provisions of the present Convention.

(e) Hungarian nationals who own assets in France shall be authorised, as from the date of signature of the present Convention, to realise these assets subject to the previous consent, and under the supervision of the French Office. The assets shall be realised in accordance with the provisions of French Law. The amounts thus realised shall be subject to the restrictions which apply or shall apply to the assets themselves.

(f) Hungarian nationals shall be authorised, by virtue of an agreement with the French Office, to offer an equivalent in lieu of property, rights or interests held by them in France. In the event of property, rights or interests owned by Hungarians in France, being realised by public auction or by any other means, the owners shall have the right to take part in the proceedings and to bid on an equal footing with all other foreigners, subject, of course, to right of preemption held by the French Government in accordance with the law of October 7, 1919.

(g) With regard to immovable property, the French Government reserves the right to notify the Hungarian Government of any immovable property which may not be utilised for the conclusion of amicable agreements.

Article 12.

Les meubles meublants, livres, tableaux, bijoux, argenterie et généralement effets personnels appartenant à des particuliers hongrois en France seront remis à la disposition de leurs propriétaires, aussitôt que ceux-ci auront justifié à l'Office français avoir acquitté tout leur passif en France.

Sauf indications contraires du Gouvernement français, les dispositions du présent article s'appliqueront aux modestes fonds de commerce, aux petites industries et aux instruments de travail présentant les uns et les autres un caractère alimentaire.

Article 13.

Les actes ou accords accomplis en vertu de la présente Convention seront exempts de tous les droits fiscaux en Hongrie ; ils seront exempts en France de tous droits d'enregistrement et de timbre.

L'énonciation de titres de valeurs mobilières, soit dans ces actes ou accords soit dans un pouvoir donné en vue de la réalisation desdits actes ou accords, ne donnera ouverture à aucun droit de timbre tant en France qu'en Hongrie.

Article 14.

Les dettes contractées et les biens, droits et intérêts régulièrement acquis par les ressortissants des Hautes Parties contractantes après le 6 août 1919, date de la reprise des relations commerciales entre la France et la Hongrie, seront uniquement régis par le droit commun, sans que les dispositions du Traité du 4 juin 1920, ni celles de la présente Convention puissent être invoquées à leur égard.

Article 15.

Le règlement des dettes visées à l'article 231, § 3 et 4, du Traité de Trianon, pourra tout aussi bien que celui des dettes privées, former l'objet d'arrangements spéciaux entre l'Etat hongrois et l'Office national français des porteurs de valeurs étrangères. A défaut de pareils arrangements, lesdites dettes seront réglées par les Offices de vérification et de compensation conformément à l'article 231, §§ 3 et 4, et aux dispositions de la présente Convention.

Article 16.

Sont maintenues, en tant qu'elles sont compatibles avec les stipulations de la présente Convention, les dispositions prévues dans les Sections III, IV, V, VI et VII et les Annexes de la Partie X (Clauses économiques) du Traité du 4 juin 1920.

Article 17.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer toutes les mesures administratives ou législatives pour assurer l'exécution de la présente Convention.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi, les Soussignés dument autorisés a cet effet, ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 31 janvier 1921.

(L. S.) PRAZNOVSZKY

(L. S.) AR. BRIAND

Article 12.

Furniture, books, pictures, jewellery, plate and, in general all personal, effects belonging to Hungarian private persons in France, shall be restored to their owners as soon as the latter shall have satisfied the French Office that they have discharged all their liabilities in France.

Unless otherwise decided by the French Government, the provisions of the present Article shall apply to business capital of moderate dimensions, small industries and plant which are connected with the production of food-stuffs.

Article 13.

Deeds or agreements drawn up by virtue of the present Convention, shall be exempt from all fiscal charges in Hungary, and from all registration and stamp duties in France.

The inclusion of a statement of stocks and shares in such deeds or agreements, or in a power of attorney granted for the purpose of drawing up such deeds or agreements, shall not render these documents liable to stamp duties either in France or in Hungary.

Article 14.

Debts incurred and property rights and interests lawfully acquired by nationals of the High Contracting Parties after August 6, 1919, the date on which commercial relations between France and Hungary were resumed, shall be governed solely by common law and neither the provisions of the Treaty of June 4, 1920 nor those of the present Convention may be cited in connection with such property.

Article 15.

The settlement of the debts referred to in Article 231, paragraphs 3 and 4, of the Treaty of the Trianon as well as that of private debts, may form the subject of special agreements between the Hungarian State and the French National Office for holders of foreign securities. Failing any such agreements, these debts shall be settled by the Audit and Clearing Offices in accordance with Article 231, paragraphs 3 and 4, and with the provisions of the present Convention.

Article 16.

In so far as they are compatible with the stipulations of the present Convention, the provisions laid down in Sections III, IV, V, VI and VII of the Annexes to Part X (Economic Clauses) of the Treaty of June 4, 1920, shall remain in force.

Article 17.

The High Contracting Parties agree to adopt or bring forward the administrative and legislative measures necessary for the execution of the present Convention.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged as soon as possible.

In testimony whereof the undersigned, being duly authorised so to do, have signed the present Convention, and thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Paris, January 31, 1921.

(L. S.) PRAZNOVSZKY.

(L. S.) AR. BRIAND.

N° 397.

ROUMANIE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention commerciale signée à Bucarest le 23 avril 1921.

ROUMANIA AND CZECHOSLOVAKIA

Commercial Convention signed at Bucarest, April 23, 1921.

No. 397. — CONVENTION [1] COMMERCIALE ENTRE LA ROUMANIE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE, SIGNÉE A BUCAREST, LE 23 AVRIL 1921.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 28 mars 1923.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, d'une part, et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE d'autre part, animés d'un égal désir de favoriser les relations commerciales ainsi que la coopération économique entre les deux pays et de donner ainsi une base solide aux liens d'amitié qui les unissent, ont décidé de conclure une Convention commerciale appropriée au régime transitoire actuellement encore en vigueur dans leurs pays respectifs et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Monsieur Ferdinand VEVERKA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République en Roumanie, et

Monsieur Jean DVORACEK, Conseiller de Légation ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Monsieur Take JONESCO, Ministre, Secrétaire d'Etat au Département des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Les ressortissants, bateaux, navires et marchandises, produits du sol et de l'industrie de chacune des Parties contractantes jouiront dans le territoire de l'autre des privilèges, immunités et avantages, quelconques accordés à la nation la plus favorisée.

Il est entendu toutefois que les stipulations de la présente Convention ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de police, de sûreté générale et d'exercice de certains métiers et professions qui sont ou seront en vigueur dans le territoire des Parties contractantes et applicables à tous les étrangers en général.

Article 2.

Tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Roumanie qui seront importés en Tchécoslovaquie, et tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Tchécoslovaquie qui seront

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 10 mars 1923.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 397. — COMMERCIAL CONVENTION BETWEEN ROUMANIA AND CZECHOSLOVAKIA SIGNED AT BUCHAREST, APRIL 23, 1921.

Official French text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the Czechoslovak Republic. The registration of this Convention took place March 28, 1923.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC of the one part, and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA of the other part, being mutually desirous of promoting commercial relations and economic cooperation between the two countries, and of solidly establishing the bonds of friendship which unite them, have agreed to conclude a commercial convention appropriate to the transitory regime at present in force in their respective countries, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC,

M. Ferdinand VEVERKA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic in Roumania, and

M. Jean DVORACEK, Councillor of Legation,

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA,

M. Take JONESCO, Minister, Secretary of State for the Department of Foreign Affairs :

who, after exchanging their full powers, which were found in good and due form, agreed upon the following articles :

Article 1.

The nationals, boats, vessels and goods, the produce of the soil and industry of each of the Contracting Parties shall enjoy, in the territory of the other, all privileges, immunities and advantages granted to the most favoured nation.

It is understood, however, that the provisions of the present Convention shall not in any way affect the special laws, decrees and regulations in respect of commerce, industry, police and public security and the exercise of certain trades and professions, which are in force or may come into force in the territory of the Contracting Parties and are applicable to foreigners in general.

Article 2.

All goods which are the produce of the soil or industry of Roumania and are imported into Czechoslovakia, and all goods which are the produce of the soil or industry of Czechoslovakia

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Prague March 10, 1923.

importés en Roumanie, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis pendant la durée de la présente Convention au traitement accordé à la nation la plus favorisée et notamment ne seront passibles de taxes ou droits ni plus élevés ni autres que ceux qui frappent les produits ou marchandises de la nation la plus favorisée.

A l'exportation pour la Roumanie il ne sera pas perçu en Tchécoslovaquie et à l'exportation pour la Tchécoslovaquie il ne sera pas perçu en Roumanie de droits de sortie ou de taxes quelconques autres ou plus élevés qu'à l'exportation de mêmes objets pour les pays les plus favorisés à cet égard.

Chacune des Parties contractantes s'engage donc à faire profiter l'autre immédiatement de toute faveur, de tout privilège ou abaissement des droits ou des taxes quelconques qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite, sous les rapports mentionnés, à une tierce puissance, sauf les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des Etats limitrophes pour faciliter le commerce de frontière en vue des nécessités locales.

Les marchandises provenant d'un autre pays et ayant subi une transformation industrielle sur le territoire de l'une des Parties contractantes seront considérées à l'importation sur le territoire de l'autre Partie comme produits du pays où la transformation a eu lieu.

Article 3.

Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations qui grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Parties contractantes, ne frapperont sous aucun motif les produits de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de même espèce ou à défaut de ces produits que ceux de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire dans la force armée, ainsi que de toute contribution imposée en compensation du service militaire personnel, et d'autre part, ils ne seront nullement empêchés de remplir leurs devoirs militaires dans leur propre pays.

Ils ne seront astreints en temps de paix et en temps de guerre qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux nationaux dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers, et toujours contre indemnité.

Ils seront également exempts de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale, à l'exception de celle de la tutelle (curatelle) sur leurs co-nationaux.

Article 5.

Dans leurs rapports réciproques en matière de chemins de fer et de voies navigables, les deux Parties contractantes exerceront leur politique tarifaire conformément au principe du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 6.

En attendant la conclusion d'une convention générale sur le régime international du transit, les deux Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement la liberté du transit, et cela sur les voies les plus appropriées aux personnes, marchandises, envois postaux, navires, bateaux, voitures, wagons ou autres moyens de transport en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

and are imported into Roumania, and are destined either for consumption, warehousing or re-exportation, or are in transit, shall be subject, during the duration of the present Convention, to the treatment accorded to the most favoured nation, and, in particular, shall not be subjected to taxation or duties other or higher than those levied on the produce or goods of the most favoured nation.

No export duties or taxation of any kind other or higher than those levied on goods of the same category of the nation most favoured in this respect shall be levied in Czechoslovakia on goods exported to Roumania, or in Roumania on goods exported to Czechoslovakia.

Each of the Contracting Parties accordingly undertakes that the other shall immediately benefit by every facility, privilege or reduction of duties or taxation of every kind which it has already granted or may grant in the future, under the above-mentioned conditions, to a third Power with the exception of facilities which have been granted or which may subsequently be granted to border States in order to facilitate frontier traffic having regard to local requirements.

Goods coming from another country which have undergone by means of industrial transformation processes within the territory of one of the Contracting Parties shall be considered, on being imported into the territory of the other Contracting Party, as produce of the country in which the transformation took place.

Article 3.

Internal duties levied by the State, communes or corporations in respect of the production, manufacture or consumption of any article in the territory of one of the Contracting Parties shall not on any consideration be levied on the produce of the other Party in a greater measure or a more inconvenient manner than on national produce of the same category or failing such produce on similar goods of the most-favoured nation.

Article 4.

The nationals of each of the Contracting Parties shall be exempt, within the territory of the other, from all military service and all contributions levied in lieu of personal military service, and, in addition, they shall not be prevented in any way from carrying out their military obligations in their own country.

They shall be subjected in peace-time and in war-time to the forced loans and military requisitions which are levied on nationals, only to the same extent and under the same conditions as these nationals, and in every case they shall always receive compensation.

They shall also be exempted from all compulsory official service, whether of a judicial, administrative or municipal nature, with the exception of the duties of trustee-ship over their co-nationals.

Article 5.

In their mutual relations as regards railways and navigable waterways, the two Contracting Parties shall apply their tariff policy, in conformity with the principle of the most favoured nation clause.

Article 6.

Until the conclusion of a General Convention on the International Transit Régime, the two Contracting Parties undertake to grant reciprocal freedom of transit over the most convenient routes to individuals, goods, postal consignments, vessels, boats, carriages, wagons or other means of transport, and guarantee each other in this connection the most favoured nation treatment.

En conséquence, le transit ne sera pas soumis à d'autres restrictions que celles dictées par les nécessités techniques qui ont trait à la situation générale du trafic et de l'exploitation des voies ferrées et des voies d'eau.

Les personnes, marchandises, envois postaux, navires, bateaux, voitures, wagons ou autres moyens de transport en transit ne seront réciproquement soumis à aucuns droits ou taxes spéciaux en raison de leur transit accompli avec ou sans transbordement, avec ou sans mise en entrepôt, avec ou sans rupture de charge ou changement de moyen de transport.

Article 7.

Vu les difficultés économiques exceptionnelles existant encore, les deux Parties contractantes ne peuvent actuellement renoncer aux restrictions ou prohibitions qui sont en vigueur ou qui pourraient être prises en ce qui concerne l'importation et l'exportation de certaines marchandises.

Toutefois les deux Parties contractantes, animées du désir d'abandonner successivement les prohibitions d'importation et d'exportation, feront tous les efforts utiles en vue de resserrer les relations commerciales mutuelles.

Mais tant que les dites restrictions ou prohibitions seront en vigueur, les deux Parties contractantes sont d'accord de les appliquer mutuellement sur la base de la clause de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que ce principe ne s'applique pas aux contrats spéciaux conclus ou à conclure pour l'importation et l'exportation des marchandises à titre de compensation.

Article 8.

Abstraction faite des restrictions actuellement mentionnées à l'article 7, on ne pourrait établir d'exceptions aux dispositions concernant la liberté de transit et la pleine liberté commerciale désirée par les deux Parties contractantes que dans les cas suivants et à la condition que ces exceptions fussent applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques:

a) Pour raison de sûreté publique ;
b) Pour raison de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux ou des végétaux tout en se conformant aux règles internationales universellement reconnues ;
c) Pour les marchandises qui, dans un des Etats contractants, font l'objet d'un monopole d'Etat ;
d) Dans les cas d'événements graves intéressant la sûreté de l'Etat.

Article 9.

Les dispositions détaillées concernant l'exécution des transports par chemin de fer se trouvent contenues dans l'Annexe A.

Article 10.

Les relations postales, télégraphiques et téléphoniques entre la Roumanie et la République tchécoslovaque font l'objet d'une Convention spéciale entre les deux Etats, sur la base des arrangements internationaux.

Les questions de l'assistance judiciaire en matière civile et pénale, de l'extradition des malfaiteurs, de l'exécution des décisions judiciaires, ainsi que les questions sanitaires seront réglées de même par des conventions spéciales.

Accordingly, the transit traffic shall not be subjected to any restrictions other than those which are necessitated by technical requirements connected with the general traffic situation and the operation of railrõads and waterways.

Individuals, goods, postal consignments, vessels, boats, carriages, wagons or other means of transport in transit shall not, in either State, be subjected to any special duties or taxation in respect of their transit, whether they are transhipped or warehoused in transit or not, and whether bulk is broken or the means of transport changed or not.

Article 7.

In view of the exceptional economic difficulties which still exist, the two Contracting Parties declare that they are unable at present to cancel the restrictions and prohibitions now in force, or any measures of this nature which may be adopted in the future in regard to the importation or exportation of certain goods.

The two Contracting Parties, however, being desirous of abolishing by degrees these import and export prohibitions, will do everything in their power in order to strengthen commercial relations between the two countries.

But, so long as the above-mentioned restrictions or prohibitions remain in force, the two Contracting Parties agree to apply them mutually on the basis of the most favoured nation clause.

It is understood that this principle shall not apply to special contracts which have been, or may be, concluded in respect of the importation or exportation of goods by way of compensation.

Article 8.

Apart from the restrictions mentioned in Article 7, no exception shall be made with regard to the provisions regarding freedom of transit and the full commercial freedom which both Contracting Parties desire, except in the following cases and subject to the condition that such exceptions shall be applicable to all countries or to countries similarly situated :

(a) for reasons of public security ;
(b) for health reasons, or as a precaution against diseases in animals or plants, if such measures are in conformity with universally recognised international regulations ;
(c) in the case of goods which are a monopoly of the State in one of the Contracting Parties ;
(d) in the case of serious emergencies affecting the security of the State.

Article 9.

Detailed provisions concerning railway transport are contained in Annex A.

Article 10.

Postal, telegraphic and telephonic relations between Roumania and the Czechoslovak Republic shall form the subject of a special Convention between the two States on the basis of existing international arrangements.

Questions affecting legal assistance in civil and penal matters, the extradition of criminals, the execution of judicial sentences, and Lealth questions, shall also be regulated by means of special Conventions.

Article 11.

Les sociétés anonymes ainsi que les autres sociétés commerciales, industrielles ou financières, y compris les sociétés d'assurances, qui sont constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes en vertu des lois respectives et qui y ont leur domicile, pourront, en se soumettant aux lois de l'autre pays, s'établir sur le territoire de ce dernier et y exercer leur commerce ou leur industrie à l'exception toutefois des branches de commerce et d'industrie qui, en raison de leur caractère d'utilité générale, seraient soumises à des restrictions spéciales applicables à tous les pays. Les sociétés ci-dessus énumérées auront libre et facile accès auprès des tribunaux des deux pays.

L'admission des dites sociétés à l'exercice de leur commerce ou de leur industrie sur les territoires de l'autre Partie contractante reste réservée aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur sur ce territoire.

En outre ces sociétés une fois admises jouiront dans le territoire de l'autre Partie contractante du même traitement qui est ou qui pourrait être accordé aux sociétés analogues d'un autre pays quelconque.

Article 12.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'un des deux pays qui prouveront, par la présentation d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie contractante, chez des négociants ou producteurs ou dans des locaux de vente publics. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons. Ni dans l'un ni dans l'autre pays, ils ne seront astreints à acquitter à cet effet une taxe spéciale.

Les voyageurs de commerce roumains et tchécoslovaques munis d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leurs pays respectifs auront le droit réciproque d'avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises. Cette carte devra être établie conformément au modèle de l'annexe B.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les objets passibles d'un droit de douane ou de toute autre taxe assimilée — à l'exception des marchandises prohibées à l'importation — qui seront importés comme échantillons ou modèles par les voyageurs de commerce seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets soient réexportés dans le délai réglementaire et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit du reste le bureau par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons ou modèles devra être garantie dans les deux pays au bureau de douane d'entrée, soit par le dépôt en espèces du montant des droits applicables soit par une caution valable. Réserve est faite, dans tous les cas, de l'accomplissement, s'il y a lieu, des formalités de garantie pour les ouvrages en platine, en or ou en argent.

Une fois le délai réglementaire expiré, le montant des droits, selon qu'il aura été consigné ou garanti, sera acquis au Trésor ou recouvré à son profit, à moins qu'il ne soit établi que dans ce délai les échantillons ou modèles ont été réexportés.

Si, avant l'expiration du délai réglementaire, les échantillons ou modèles sont présentés à un bureau de douane ouvert à cet effet, pour être réexportés, ce bureau devra s'assurer par une vérification, si les articles qui lui sont présentés sont bien ceux pour lesquels a été délivré le permis d'entrée. S'il n'y a aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation et restituera le montant des droits déposés à l'importation ou prendra les mesures nécessaires pour la décharge de la caution.

Article 11.

Limited companies and other commercial, industrial or financial companies, including insurance companies, established within the territory of one of the Contracting Parties, in conformity with the laws of the country, and whose head offices are therein situate, may, by conforming to the laws of the other country, establish and carry on their trade or industry within the territory of the latter, except in the case of branches of commerce and industry which, by reason of their character of public utility, are subjected to special regulations applicable to all countries. The above-mentioned companies shall have free and unimpeded access to the tribunals of both countries.

The granting of persmision to the above-mentioned companies to carry on their trade or industry within the territory of the other Contracting Party, shall be subject to the laws and regulations now or in future in force in that territory.

In addition, once the establishment of these companies has been permitted, they shall enjoy, within the territory of the other Contracting Party, the same treatment as is or may be accorded to other similar companies of another State.

Article 12.

Traders, manufacturers and other industrialists of one of the two countries who prove by showing an industrial permit issued by the proper authorities of their own country that they are authorised to carry on their trade or industry in that country, and that they have paid the taxes and charges required by the law, shall be entitled, either in person or through travellers in their employment, to make purchases in the territory of the other Contracting Party from traders or producers, or at public sales. They may also take orders, including orders on sample, from traders or other persons who in their trade or industry utilise goods corresponding to such samples. In neither of the two countries shall they be required to pay any special tax in this respect.

Roumanian and Czechoslovak commercial travellers in possession of an industrial permit, issued by the authorities of their respective countries, shall be mutually entitled to carry samples or models but not actual goods. This permit must be drawn up in conformity with the model given in Annex B.

Each Contracting Party shall communicate to the other which are the authorities competent to issue these permits, and what regulations traders must conform to when exercising their calling.

Articles liable to customs duty or other similar taxation — with the exception of goods, the importation of which is prohibited — imported as samples or models by commercial travellers, shall in both countries be admitted free of import and export duties on the condition that these articles are re-exported within the prescribed time, and that no doubt exists as to the identity of the articles imported and re-exported, irrespective of the Customs Office through which they pass on leaving the country.

The re-exportation of samples or models must be guaranteed in both countries at the Customs Office of entry, either by depositing a sum equal to the amount of the duties leviable, or by providing satisfactory surety. Formal guarantees may, however, in every case, if necessary, be required for the import and export of manufactured articles in platinum, gold or silver.

When the prescribed time has expired, the amount of the duties, whether deposited or guaranteed, shall be paid into the Treasury, or shall become payable to its accounts, unless it has been proved that the samples or models have been re-exported within this period.

If, before the expiration of the regulation period, the samples or models are presented for re-exportation at a special CustomsOffice established for this purpose, this Office must ascertain by examination whether the articles presented are really those for which the permit of entry was issued. If there is no doubt in this respect, the Office shall certify that the goods have been re-exported, and shall refund the amount of the duty deposited when the goods were imported, or shall take the necessary steps to liberate the surety.

Il ne sera exigé de l'importateur aucun frais, à l'exception toutefois des droits de timbre, pour la délivrance du certificat ou permis et pour l'apposition des marques destinées à assurer l'identité des échantillons ou modèles.

Article 13.

Les deux Parties contractantes s'engagent à accorder le libre retour au pays expéditeur, sans prélever aucun droit de douane à l'exportation ou à l'importation, sur les récipients vides de toute sorte employés pour l'importation des produits du territoire de l'une des Parties contractantes dans celui de l'autre. Les mêmes facilités seront accordées aux récipients de toute sorte envoyés dans le territoire de l'autre Partie contractante pour y être remplis et retournés ensuite. Mais dans les deux cas une garantie pourra être exigée pour les récipients soumis aux droits de douane.

Article 14.

Les objets destinés à être réparés, pourvu que leur nature essentielle et leur dénomination commerciale restent les mêmes et sans que des parties neuves essentielles soumises à un droit d'entrée y soient ajoutées, seront admis et exportés de part et d'autre en franchise de tout droit, à la condition que leur identité soit hors de doute et qu'ils soient retournés dans le délai arrêté à l'avance.

Article 15.

Dans le but de faciliter le service douanier, les deux Parties contractantes se déclarent d'accord, en principe, pour réunir leurs bureaux de douane à la frontière au même endroit, partout où la situation locale le permettra.

Article 16.

Les navires roumains et leur cargaison en Tchécoslovaquie et réciproquement les navires tchécoslovaques et leur cargaison en Roumanie, à leur arrivée, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront sous tous les rapports, dans les ports et sur les voies d'eaux nationales, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison.

Tout privilège et toute franchise accordés à cet égard à une tierce Puissance par une des Parties contractantes seront accordés, à l'instant même et sans condition à l'autre.

En particulier, les navires et bateaux de chacune des deux Parties contractantes seront autorisés à transporter des marchandises de toute nature et des passagers à destination ou en provenance de tous ports ou localités situés sur le territoire de l'autre Partie où les navires et bateaux de cette dernière peuvent avoir accès à des conditions qui ne seront pas plus onéreuses que celles appliquées dans le cas de navires et bateaux nationaux.

Aucuns droits, taxes ou charges quelconques, pesant, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire, sur son pavillon ou sa cargaison, et perçus au nom ou au profit du gouvernement, des fonctionnaires publics, des particuliers, des corporations ou établissements quelconques, ne seront imposés aux bâtiments de l'un des deux Etats dans les ports de l'autre, à leur arrivée, durant leur séjour et à leur sortie, qui ne seraient également et dans les mêmes conditions imposés aux navires nationaux.

De même, les navires et leur cargaison ne seront soumis à d'autres devoirs que ceux qui résultent des mesures de douane, de police, de santé publique, d'immigration et d'émigration, de même que du contrôle de l'importation et de l'exportation des marchandises prohibées.

Le cabotage reste réservé dans chacun des deux pays aux entreprises nationales et ne pourra être accordé aux sujets de l'autre Partie que par une décision spéciale du gouvernement respectif. Toutefois, dans tous les cas, les navires roumains et tchécoslovaques pourront passer d'un port de l'un des deux pays dans un ou plusieurs ports de même pays, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer et compléter leur chargement à destination de l'étranger.

The importer shall not be required to pay any charges, except stamp duty, for the delivery of the certificate or permit, and the affixing of identification marks on the samples or models.

Article 13.

The two Contracting Parties agree to permit the free return to the country of the consignor, without levying any Customs duty on exportation or importation, of empty receptacles of every kind used for the importation of products from the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other. The same facilities shall be granted in the case of receptacles of every kind sent into the territory of the other Contracting Party to be filled and returned. But in both cases guarantee may be required in the case of receptacles liable to Customs duty.

Article 14.

Articles sent to be repaired, provided their nature and commercial character remain unchanged, and provided that no new essential parts which are liable to import duty are added thereto, shall be admitted into and exported from either country free of all duty on condition that their identity is established beyond doubt, and that they are sent back within a definite time limit established beforehand.

Article 15.

With a view to facilitating the work of the Customs service the two Contracting Parties declare that they agree in principle to establish their Customs Offices at the frontier in the same place wherever the local situation permits.

Article 16.

Roumanian vessels and their cargoes in Czecho-Slovakia, and Czechoslovak vessels and their cargoes in Roumania, on their arrival either direct from the country of origin or from another country, and whatever may be the place of despatch or the destination of the cargo, shall enjoy in every respect in the ports and on the waterways of both countries, the same treatment as the country's own vessels and their cargoes.

All privileges and exemptions from Customs accorded in this respect to a Third Power by one of the Contracting Parties shall be immediately and unconditionally accorded to the other Party.

In particular, vessels and boats of each of the two contracting Parties shall be authorised to transport goods of every nature and passengers travelling to or coming from all ports or localities situated within the territory of the other Party, to which the vessels or boats of the latter may have access, under conditions which shall not be more onerous than those applied in the case of the country's own vessels and boats.

No duties, taxes, or charges of any kind leviable in any form whatever on the hull, flag or cargo of a vessel, and collected in the name or on behalf of the Government, public officials, individuals, corporations or institutions of any sort shall be levied on craft of one of the two States in the ports of the other, on their arrival, during their stay in the port, or on leaving, which are not also, and under the same conditions, levied on that of the country's own vessels.

Similarly, vessels and their cargoes shall not be subjected to formalities other than those connected with Customs, police, public health, immigration and emigration measures, or the control of importation and exportation of prohibited goods.

The territorial coastwise traffic of each country shall be reserved for the nationals of the country, and permission to carry on such traffic may not be accorded to subjects of the other country except by special decision of the Government concerned. In all cases, however, Roumanian and Czechoslovak vessels may pass from a port in one of the two countries to another port or other ports in the same country, either to discharge the whole or part of their cargo brought from abroad, or in order to make up or complete a consignment for abroad.

Article 17.

Le trafic réciproque des zones frontières limitrophes est réglé par les annexes C et D.

Article 18.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Prague aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications. La présente Convention restera obligatoire pendant une année à partir du jour de son entrée en vigueur.

Après l'expiration de ce délai, elle sera prorogée par voie de tacite reconduction et restera en vigueur encore trois mois à partir du jour de sa dénonciation par une des deux Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention.

Fait, en double exemplaire, à Bucarest le vingt-trois avril mil neuf cent vingt et un.

(L. S.) Dr FERDINAND VEVERKA.
(L. S.) Ing. J. DVOŘÁČEK.
(L. S.) TAKE JONESCO.

ANNEXE A.

§ 1.

Le trafic des marchandises sera effectué entre les deux Etats sous le régime de la Convention internationale de Berne sur les transports par chemin de fer du 14 octobre 1890 [1] avec toutes les additions et conditions complémentaires ; on pourra toutefois, vu les difficultés actuelles de trafic, apporter à cette Convention certaines dérogations qui font l'objet d'un accord spécial entre les administrations ferroviaires des deux pays.

§ 2.

Les deux Parties contractantes prendront toutes les mesures utiles pour assurer l'exécution rapide et sûre du trafic des voyageurs et des marchandises entre les deux Etats sur les voies les plus appropriées, et, au besoin, dans le but de faciliter l'exportation et l'importation réciproques des marchandises, au moyen de trains complets directs.

§ 3.

Les deux Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour établir le plus tôt possible des taxes directes, au moins pour les principaux articles et les relations les plus importantes, afin de faciliter le trafic direct des voyageurs et des marchandises.

§ 4.

Les deux Parties contractantes reconnaissent la haute nécessité de la conclusion d'une convention générale internationale concernant l'échange et l'utilisation mutuelle du matériel roulant et s'engagent à agir de concert, pour que cette convention soit conclue dans le plus bref délai possible.

En attendant la conclusion d'une convention internationale, restent valables, pour l'échange et l'utilisation des wagons, les arrangements provisoires actuellement en vigueur entre les administrations des chemins de fer des deux Etats.

§ 5.

Il est entendu que l'échange des wagons considérés comme n'appartenant pas au parc commun de l'ancienne monarchie austro-hongroise est réglé d'après les principes fixés dans la Conférence des spécialistes tenue à Vienne du 3 au 12 août 1920.

[1] Voir renvoi 1 page 30 de ce Recueil.

Article 17.

The traffic of the neighbouring frontier zones of both countries is regulated in Annexes C and D.

Article 18.

The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Prague as soon as possible.

It shall enter into force on the 15th day after the exchange of the ratifications. The present Convention shall continue in force for one year from the day of its coming into force.

On the expiration of this period, it shall be extended by tacit consent, and shall remain in force for three months after its denunciation by of the two Contracting Parties.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate at Bucarest, on the twenty-third day of April, nineteen hundred and twenty-one.

(Signed) Dr FERDINAND VEVERKA.
(Signed) J. DVORACEK.
(Signed) TAKE JONESCO.

ANNEX A.

Paragraph 1.

Goods-traffic between the two States shall be carried on in conformity with the regulations of the International Conference of Berne on Railway Transport of October 14, 1890[1], with all additions and provisions supplementary thereto ; in view, however, of the present difficulties connected with traffic this Convention may be departed from in certain matters which form the subject of a special agreement between the railway administrations of the two countries.

Paragraph 2.

The two Contracting Parties shall take all possible steps to ensure a rapid and reliable passenger and goods service between the two countries by the most convenient routes, and, if necessary, by means of complete through trains with a view to facilitating the exportation and importation of goods to and from both countries.

Paragraph 3.

The two Contracting Parties agree to take the necessary steps to fix a scale of through charges as soon as possible, at least in the case of the main categories of goods and the most important kinds of traffic, in order to facilitate the through traffic of passengers and goods.

Paragraph 4.

The two Contracting Parties recognise the absolute necessity of concluding a General International Convention for the reciprocal exchange and utilisation or rolling stock, and agree to take common action to obtain the conclusion of this Convention as soon as possible.

Until the International Convention has been concluded, the provisional arrangements at present in force between the railway administrations of the two States shall continue to be valid as regards the exchange and utilisation of trucks.

Paragraph 5.

It is understood that the exchange of wagons which are considered not to belong to the common stock of the former Austro-Hungarian Monarchy shall be regulated in accordance with the provisions laid down at the Conference of Experts held in Vienna from August 3, to August 12, 1920.

[1] See footnote 1 page 31 of this Volume.

ANNEXE B (modèle).

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE

Pour l'année..... N° de la carte.....

(Armoiries)

Valable en Tchécoslovaquie et en Roumanie.

Porteur (Prénom et nom de famille).....
..... Fait à.....
(sceau)
le (jour, mois, année) .....

(Autorité compétente)
Signature.

Il est certifié que le porteur de la présente carte possède un (désignation de la fabrique ou du commerce) à .....
..... sous la raison .....
.....est employé, comme voyageur de commerce dans la maison
.....
à ..... qui y possède un (désignation de la fabrique ou du commerce)
.....

Le porteur de la présente carte désirant rechercher des commandes et faire des achats pour le compte de sa maison ainsi que $\frac{\text{de la maison suivante}}{\text{des maisons suivantes}}$ (désignation de la fabrique ou du commerce) à .....
il est certifié, en outre, que $\frac{\text{ladite maison est tenue}}{\text{lesdites maisons sont tenues}}$ d'acquitter dans ce pays les impôts légaux pour l'exercice de $\frac{\text{son}}{\text{leur}}$ commerce (industrie).

Signalement du porteur :

Signes particuliers .....Age ..... Taille .....
cheveux .....

Signature :

Avis : Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte $\frac{\text{de la maison susmentionnée.}}{\text{des maisons susmentionnées.}}$ Il pourra avoir avec lui des échantillons, mais point de marchandises. Il se conformera, d'ailleurs, aux dispositions en vigueur dans chaque Etat.

Nota : Là où le modèle ci-dessus contient un double texte, le formulaire à employer pour l'expédition des cartes présentera l'espace nécessaire pour y insérer l'un ou l'autre des textes, suivant les circonstances du cas particulier.

ANNEX B (Model).

PERSONAL PERMIT FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

Valid for the year..... No. of Permit.....

(Arms of the State)
Valid in Czechoslovakia and Roumania.

Surname and Christian names of bearer .....
..... Issued at .....
(seal)
on (day, month, year) .....

Signature of the competent Authority.

We hereby certify that the Bearer of this Permit owns a (description of factory or business) at .....
..... for the purpose of .....
..... is employed as commercial traveller for the firm of .....
.....at .....
..... which owns there a (description of factory or business) .....
.....

Moreover, as the Bearer of this Permit is desirous of soliciting orders and buying for his firm and for the following $\frac{\text{firm}}{\text{firms}}$ (description of the factory or business) at .....
.....

we hereby certify that the said $\frac{\text{firm is}}{\text{firms are}}$ bound to pay in this country the duties imposed by law for the exercise of $\frac{\text{its}}{\text{their}}$ business (industry).

Description of Bearer :

Special characteristics ..... Age ..... Height .....
Hair .....

Signature :

N. B. : The Bearer of this Permit shall not be entitled to solicit orders or buy in any capacity other than that of traveller acting for the above-mentioned $\frac{\text{firm}}{\text{firms}}$. He shall be entitled to carry samples but not goods. Moreover, he will conform to the regulations in force in each country.

Note : Where alternative texts appear in the above model, the form to be used for the issue of permits will leave a sufficient space for the insertion of one or other of the texts, according to the circumstances of each particular case.

ANNEXE C.

Pour faciliter le trafic des zones frontières limitrophes conformément aux besoins courants des habitants, les deux Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

1. Resteront exempts, à l'importation et à l'exportation par la frontière commune, de tout droit de douane et autres taxes quelconques ainsi que de tout permis spécial d'importation ou d'exportation :

Les médicaments, préparés en petites quantités, conformes aux besoins des consommateurs, transportés des pharmacies voisines sur l'ordonnance d'un médecin autorisé à exercer ses fonctions sur le territoire de l'une des Parties contractantes, et cela sans autre autorisation spéciale.

On n'exigera pas cependant la présentation d'une ordonnance médicale pour de simples drogues médicales ou produits pharmaceutiques et chimiques ordinaires, en petites quantités, conformes aux besoins des consommateurs, et exactement et clairement désignés comme tels sur l'emballage, à condition que la vente au détail en soit permise par les prescriptions des pays respectifs.

2. Les habitants des districts limitrophes qui exécutent des travaux agricoles sur leurs terres (champs, prés, forêts, etc.) propres ou louées à bail et situées dans la zone limitrophe de l'Etat voisin, sont autorisés, sous réserve des précautions nécessaires pour la garantie des droits de douane respectifs, à transporter par la frontière commune en franchise de tout droit de douane ou de tous autres droits et taxes quelconques, et sans permis d'importation ou d'exportation, les bêtes de labour, instruments, outils, semences et plantations nécessaires au travail sur les terres susmentionnées.

3. Les produits du sol, comme par exemple le blé, en gerbes ou en épis, les légumineuses, les tubercules, l'herbe pour la nourriture du bétail, le foin, la paille, les fourrages, etc., récoltés sur les terrains séparés des bâtiments d'exploitation respectifs par la ligne douanière, pourront être transportés aux bâtiments ou localités destinés à leur emmagasinage, en franchise de tout droit de douane et de tous autres droits ou taxes queconques et sans permis d'exportation ou d'importation.

4. Sera admis en franchise temporaire de tous droits d'entrée ou de sortie et sans permis d'exportation ou d'importation, le bétail conduit aux pâturages ou à l'hivernage d'un territoire à l'autre, avec obligation de le ramener et sous réserve que les ordonnances douanières soient observées et que l'identité des bestiaux soit constatée au retour. Pourront de même être reconduits en franchise douanière les produits du bétail au pâturage ou à l'hivernage tels que lait, beurre, fromage, laine, animaux mis bas dans l'intervalle, mais toujours en quantité proportionnée au nombre du bétail et à la durée effective du pâturage ou de l'hivernage.

La franchise des droits de douane s'applique également aux effets et au mobilier des paysans ou pasteurs qui accompagnent les bestiaux.

Dans tous les cas mentionnés aux Nos 2, 3 et 4, la frontière pourra être franchie même en dehors des routes douanières, sous condition que les arrangements locaux soient observés.

Il est entendu que pour les bêtes qui ne retournent pas, excepté celles qui seraient mortes pendant le pacage, on paiera, au retour des troupeaux, les droits d'importation respectifs.

5. La franchise de droits d'entrée ou de sortie est reconnue de même aux objets servant au propre usage des habitants et envoyés d'un territoire à l'autre pour y être réparés ou travaillés, si ce transport a lieu dans les zones limitrophes et pour satisfaire aux besoins courants des habitants de ces zones.

6. Les facilités concédées par les articles 1-5 sont limitées aux habitants et produits de la zone limitrophe, laquelle ne dépassera pas en largeur le maximum international de 15 km., conformément aux prescriptions intérieures de l'Etat respectif.

7. Les facilités concédées par les articles 1-5 ne dérogent point au droit de chaque Partie contractante de prendre les mesures qu'elle trouverait utiles pour les raisons de santé publique, de police vétérinaire, de l'exercice du contrôle douanier ou de tout autre contrôle nécessaire, comme précautions indispensables, contre abus éventuels.

ANNEX C.

In order to facilitate traffic in the limitrophe frontier zones according to the current requirements of the population the two Contracting Parties have agreed to the following provisions :

(1) The following articles shall be exempted from all customs duties and other charges and all special import or export permits when imported or exported over the common frontier :

Medicaments made up in small quantities according to the consumer's requirements, despatched by neighbouring pharmacies on the prescription of a physician qualified to practise within the territory of one of the Contracting Parties. Such consignments shall require no special authorisation.

No doctor's prescription will be required, however, in the case of simple medicinal drugs or pharmaceutical products and ordinary chemicals in small quantities, according to the consumer's requirements, which are definitely and clearly stated to be such on the package, on condition that the regulations of the respective countries permit their retail sale.

(2) Inhabitants of limitrophe districts engaged in agriculture on land (fields, meadows, forests, etc.) owned or leased by them and situated in the limitrophe zone of the neighbouring State, shall be authorised — so far as the necessary precautionary measures for the protection of the respective customs duties permit — to transport over the common frontier free of customs duty and every other sort of duty and charge and without any import or export permit, draught animals, machinery, tools, seed and seedlings required for their work on the land referred to above.

(3) Produce of the soil, as, for instance, wheat in sheaf or in ear, leguminous plants, tubers, grass for feeding live-stock, hay, straw, fodder, etc., gathered on land separated from the respective farm buildings by the customs frontier, may be carried to the buildings or places in which they are to be stored free of all customs duty and any other sort of duty or charge and without export or import permit.

(4) Stock being taken to pasture or winter quarters from one territory to the other shall be admitted temporarily free of all import or export duties and without export or import permit, provided that they are brought back, and subject to the reservation that customs regulations are respected and the identity of the animals verified on return. Produce of stock in pasture or in winter quarters, such as milk, butter, cheese, wool and young born during this period, may also be reintroduced customs free, but only in proportion to the number of the live-stock and the actual duration of the pasturage or wintering periods.

The effects and furniture of peasants or herdsmen accompanying the livestock shall also pass customs-free.

In all cases referred to in Articles 2, 3 and 4, the frontier may be crossed by roads other than customs routes provided that the local regulations are observed.

It is understood that the respective import duties shall be paid, on the re-entry of the herds, on animals not returned except such as may die in pasturage.

(5) Freedom from import or export duties shall be granted also in respect of articles for the inhabitants' personal use despatched from one territory into the other in order to be repaired or treated provided that this traffic is limited to limitrophe zones and to the current needs of the inhabitants of these zones.

(6) The facilities granted under Articles 1-5 shall be confined to the inhabitants and produce of the limitrophe zone, which shall not exceed the international maximum width of 15 kilometres, in conformity with the internal regulations of each State.

(7) The facilities granted under Articles 1-5 shall not affect the right of each Contracting Party to take such measures as it may consider necessary for reasons of public health, veterinary inspection, customs supervision, or any other necessary supervision deemed to be an unavoidable precaution against possible abuse.

8. Les Gouvernements roumain et tchécoslovaque feront tous leurs efforts pour que le contrôle douanier soit exercé dans le trafic de frontière par leurs organes respectifs autant que possible simultanément et aux mêmes endroits.

Les deux Gouvernements s'entendront le plus tôt possible au sujet des contrôles douaniers et des voies généralement autorisées pour le passage de la frontière douanière commune.

9. Les Parties contractantes s'engagent à unir leurs efforts pour prévenir par des mesures appropriées la contrebande sur leur frontière commune ; en ce qui concerne les sanctions pour les délits de contrebande, les Parties contractantes conviennent de maintenir en vigueur les lois pénales respectives.

10. Pour faciliter aux habitants de la zone limitrophe le passage de la frontière commune, les deux Gouvernements autoriseront les autorités administratives locales à régler le passage de la frontière commune au moyen de cartes d'identité personnelles, dans le sens du « petit trafic de frontière ». Conformément à cet arrangement les habitants de la zone frontière seront autorisés à franchir la frontière commune sur la présentation d'un certificat (carte d'identité) établi à leur nom pour le passage de la frontière et valable pour un délai déterminé.

11. Sont exempts de droits de douane à l'entrée et à la sortie ainsi que de permis d'importation et d'exportation, notamment dans la circulation par la frontière commune, sous réserve des mesures mentionnées au N° 7 de ce procès-verbal :

a) Les effets des voyageurs, charretiers et ouvriers, tels que : linge, vêtements, ustensiles de voyage, outils et instruments destinés à leur propre usage et dans une quantité correspondante aux circonstances ;

b) Les voitures servant effectivement au transport des personnes et des marchandises, les charrettes, les paniers et appareils similaires pour le transport, à condition qu'ils soient déjà employés, usagés, non destinés à la vente et servent au transport ou à l'emballage des effets ou marchandises ; les bêtes de somme et de trait.

Pour assurer la réexportation des voitures et autres véhicules neufs et des bêtes de somme et de trait, le dépôt d'une caution pourra être exigé conformément aux lois des pays respectifs.

Les dispositions de cet article ne dérogent point aux règlements généraux de la loi des douanes du pays respectif.

12. *a)* Les médecins, vétérinaires et personnes ayant droit à prêter une assistance sanitaire et habitant près de la frontière roumano-tchécoslovaque, seront autorisés à exercer leur profession même dans la zone frontière limitrophe de l'autre pays dans la même mesure que dans leur propre pays, sauf les réserves ci-après :

b) Les personnes énumérées à l'alinéa *a)* n'auront pas le droit, en exerçant leur profession dans l'autre pays, de donner aux malades des médicaments apportés par eux, sauf en cas de danger imminent ;

c) Les personnes exerçant, conformément, à l'alinéa *a)*, leur profession dans la zone frontière limitrophe, n'auront pas le droit de s'y fixer ou d'y établir leur domicile, excepté le cas où elles se soumettraient aux lois en vigueur dans le pays respectif et particulièrement aux prescriptions touchant l'exercice de la pratique médicale et vétérinaire ;

d) Les médecins, vétérinaires et personnes ayant droit à prêter une assistance sanitaire et désirant faire usage du droit concédé dans l'alinéa *a)* de ce numéro devront évidemment se soumettre pendant l'exercice de leur profession aux lois et aux prescriptions en vigueur dans le pays où ils l'exerceront. Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement toutes les prescriptions concernant l'exercice de la pratique médicale et vétérinaire pour que les médecins, vétérinaires et personnes autorisées à prêter une assistance sanitaire puissent en avoir connaissance.

13. En cas de besoin, les points ci-dessus pourront être complétés par des dispositions ultérieures, notamment quant aux facilités de dédouanement et de contrôle commercial relatives aux articles servant aux besoins courants et personnels des habitants des zones frontières limitrophes.

(8) The Roumanian and Czechoslovak Governments will make every effort to ensure that customs supervision over frontier traffic shall be carried out by their respective organs as far as possible simultaneously and in the same place.

The two Governments shall reach an agreement as soon as possible concerning customs supervision and routes generally authorised for the passage of the common customs frontier.

(9) The Contracting Parties undertake to make united efforts to prevent, by means of appropriate measures, contraband over their common frontier : regarding penalties for offences against the customs regulations, the Contracting Parties agree to maintain their respective penal legislation.

(10) In order to afford facilities to the inhabitants of the limitrophe zone for crossing the common frontier, the two Governments shall authorise local administrative authorities to regulate the crossing of the frontier by means of personal identity cards for " minor frontier traffic ". In conformity with this arrangement the inhabitants of the frontier zone shall be permitted to cross the common frontier on showing a certificate (identity card) issued in their name, for the purpose of crossing the frontier and valid for a definite period.

(11) The following articles shall be exempt from import and export duties and import and export permits when crossing and recrossing the common frontier, except in so far as the measures referred to in Article 7 of this Annex shall apply :

(a) The effects of travellers, carters and workpeople, such as underlinen, clothing, travelling utensils, tools and machinery for their own use, in a quantity proportionate to the circumstances ;

(b) Carriages actually used for transporting individuals and goods, handcarts, baskets and similar articles used for transport, on condition that they have already been used, are not new and not destined to be sold, and are used for the transport or packing of effects or goods ; beasts of burden and draught animals.

In order to ensure the re-exportation of new carriages and other vehicles and beasts of burden and draught animals, the deposit of security may be required in conformity with the laws of the respective countries.

The provisions of this Article shall not be in any way derogatory to the general regulations in force under the customs legislation of the country concerned.

(12) *(a)* Doctors, veterinary surgeons and persons entitled to render sanitary assistance living near the Roumanian-Czechoslovak frontier shall be authorised to exercise their profession even in the limitrophe frontier zone of the other country to the same extent as in their own country, subject to the following reservations :

(b) Persons referred to in paragraph *(a)* shall not be entitled when exercising their profession in the other country to administer to patients medicine brought by themselves except in cases of extreme urgency.

(c) Persons exercising their profession within the limitrophe frontier zone, in conformity with paragraph *(a)* shall not be entitled to settle or take up their abode there unless they conform to the laws in force in the country concerned and particularly to regulations concerning the practice of medicine and veterinary surgery.

(d) Doctors, veterinary surgeons and persons entitled to render sanitary assistance who desire to avail themselves of the right accorded under paragraph *(a)* of this Article, must obviously conform when exercising their profession to the laws and regulations in force in the country in which they practice. The two Governments undertake to exchange all information concerning the regulations in force as regards the practice of medecine and veterinary surgery, in order that doctors, veterinary surgeons and persons authorised to render sanitary assistance may be informed thereof.

(13) Further provisions may if necessary be added to the above Articles particularly in respect of facilities for passing goods through the customs and the commercial supervision of articles required for the current and personal needs of the inhabitants of the limitrophe frontier zone.

ANNEXE D.

Il a été convenu par rapport à ce qui est dit dans l'article 6 de l'annexe C que les deux Gouvernements pourront étendre en largeur la zone limitrophe au delà de 15 kilomètres chaque fois qu'il aura été établi qu'une pareille extension est nécessaire.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce, conclue à la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes qui formeront partie intégrante de la Convention même :

A l'article 2.

Les stipulations concernant la clause de la nation la plus favorisée ne portent aucune atteinte en matière douanière aux dispositions spéciales de l'article 222 du Traité de Paix de St-Germain et de l'article 205 du Traité de Paix de Trianon.

A l'article 6.

Toutefois pourront être perçus sur les marchandises en transit des droits exclusivement affectés à couvrir les dépenses légitimes de surveillance et d'administration qu'imposerait ce transit.

A l'article 7.

Les arrangements spéciaux de contingents conclus ou à conclure à titre de compensation par une des deux Parties contractantes avec une tierce Puissance seront considérés comme contracts spéciaux au sens du dernier alinéa de l'article 7.

A l'article 11.

Par le terme « branches de commerce » (alinéa 1) on entend les sociétés commerciales, industrielles, financières et les sociétés d'assurances.

A l'article 13.

Seront considérés comme récipients, notamment : les fûts, tonneaux, barils, sacs, corbeilles, bouteilles, cylindres, citernes, caisses, etc. Comme garantie de leur identité, les récipients doivent habituellement être marqués, mais si cela n'est pas exigé par les prescriptions douanières du pays respectif on devra retourner des récipients en même nombre, dimensions et qualité.

A l'article 16.

a) Il est entendu que pour tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques aux-

ANNEX D.

It is agreed as regards the provisions contained in Article 6 of Annex C. that the two Governments may extend the width of the limitrophe zone to beyond 15 kilometres, whenever it is proved that such extension is necessary.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the Commercial Convention concluded this day the undersigned Plenipotentiaries have made the following reservations and declarations which shall be considered as forming an integral part of the Convention itself :

To Article 2.

The provisions regarding the most favoured nation clause shall not in any way affect, as regards customs formalities, the special provisions of Article 222 of the Treaty of Peace of Saint-Germain and Article 205 of the Treaty of Peace of Trianon.

To Article 6.

Charges exclusively levied to cover legitimate expenditure on supervision and administration involved by transit, may however be levied on goods in transit.

To Article 7.

Special arrangements which have been concluded or may be concluded by one of the two Contracting Parties with a third Power concerning consignments by way of compensation shall be considered as special contracts within the meaning of the last paragraph of Article 7.

To Article 11.

The expression " branches of commerce " (paragraph 1) refers to commercial, industrial and financial companies and to insurance companies.

To article 13.

The following articles be regarded as receptacles : casks, tuns, barrels, sacks, baskets, bottles, drums, cisterns, cases, etc. These recipients should ordinarily be marked in order to guarantee their identity but if this is not required by the customs regulations of the country concerned an equal number of receptacles of the same size and quality may be returned.

To Article 16.

(a) It is understood that in all matters regarding the berthing of vessels, their lading and unlading, and in general all formalities and regulations to which trading vessels, their crews and

quelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons dans les ports ou bassins, il ne sera accordé aux navires nationaux de l'un des deux Etats aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre.

b) Les denrées alimentaires et articles d'éclairage pris en charge dans les ports des deux Parties contractantes et destinés à l'usage quotidien de l'équipage, ainsi que tous les articles d'approvisionnement des navires en partance, seront francs de tous droits d'exportation, à condition qu'ils ne dépassent pas les quantités absolument indispensables.

Au cas où ces quantités sembleraient trop considérables, les capitaines ou commandants de navires devront faire la preuve aux bureaux de douane que les quantités en question sont réellement nécessaires, étant donné le nombre des hommes d'équipage et la durée probable du voyage.

Les prohibitions temporaires pour certains produits d'alimentation ne sauraient s'appliquer aux produits destinés à l'approvisionnement de l'équipage des navires.

Fait en double exemplaire, à Bucarest, le vingt-trois avril mil neuf cent vingt et un.

(L. S.) Dr FERDINAND VEVERKA.
(L. S.) ING. J. DVOŘÁČEK.
(L. S.) Take JONESCO.

Copie certifiée conforme :

Prague, le 12 mars 1923.

(Signé) Ph. dr. Jan OPOČENSKY,
Chef des Archives du Ministère des Affaires étrangères.

their cargos may have to conform in ports or docks, no privilege or favour shall be accorded to the vessels of one State which is not also accorded to the vessels of the other.

(b) Food-stuffs and articles for lighting purposes taken on board in the ports of the two Contracting Parties for the every-day use of the crew, and all articles required for provisioning vessels leaving port, shall be exempt from all export duties provided they are not in excess of the quantities which are absolutely indispensable.

In cases in which these quantities seem too great the captains or officers commanding the vessels will have to prove to the customs office that the quantities in question are really necessary in view of the number of the crew and the probable duration of the voyage.

Temporary prohibitions to export certain foodstuffs shall not apply to foodstuffs for the provisioning of ships' crews.

Done in duplicate at Bucharest on the twenty-third day of April nineteen hundred and twenty-one.

(L. S.) Dr. FERDINAND VEVERKA.
(L. S.) ING. J. DVOŘÁČEK.
(L. S.) TAKE JONESCO.

N° 398.

EMPIRE BRITANNIQUE, FRANCE, ITALIE ET JAPON

Décision prise par la Conférence des Ambassadeurs au sujet des frontières orientales de la Pologne. Paris, le 15 mars 1923.

RITISH EMPIRE, FRANCE, ITALY AND JAPAN

Decision taken by the Conference of Ambassadors with regard to the Eastern frontiers of Poland. Paris, March 15, 1923.

No. 398. — DÉCISION PRISE PAR LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS AU SUJET DES FRONTIÈRES ORIENTALES DE LA POLOGNE. PARIS, LE 15 MARS 1923.

Texte officiel français communiqué par le Président de la Conférence des Ambassadeurs. L'enregistrement de cette décision a eu lieu le 31 *mars* 1923.

L'EMPIRE BRITANNIQUE, la FRANCE, l'ITALIE et le JAPON, signataires avec les ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, comme Principales Puissances alliées et associées, du Traité de Paix de Versailles,

Considérant qu'aux termes de l'article 87, alinéa 3, dudit Traité, il leur appartient de fixer les frontières de la Pologne, qui n'ont pas été spécifiées par ce Traité ;

Considérant que le Gouvernement polonais a adressé, le 15 février 1923, à la Conférence des Ambassadeurs, une demande tendant à voir les Puissances qui s'y trouvent représentées faire usage des droits que leur confère ledit article ;

Que, de son côté, le Gouvernement lituanien s'était déjà, par sa note du 18 novembre 1922, montré soucieux de voir lesdites Puissances faire usage desdits droits ;

Considérant qu'aux termes de l'article 91 du Traité de Paix de Saint-Germain-en-Laye, l'Autriche a renoncé, en faveur des Principales Puissances alliées et associées, à tous ses droits et titres sur les territoires qui appartenaient antérieurement à l'ancienne monarchie austro-hongroise et qui, situés au delà des nouvelles frontières de l'Autriche, telles qu'elles sont décrites à l'article 27 dudit Traité, ne sont actuellement l'objet d'aucune autre attribution ;

Considérant qu'il est reconnu par la Pologne, qu'en ce qui concerne la partie orientale de la Galicie, les conditions ethnographiques nécessitent un régime d'autonomie ;

Considérant que le Traité conclu entre les Principales Puissances alliées et associées et la Pologne, le 28 juin 1919, a prévu pour tous les territoires placés sous la souveraineté polonaise, des garanties spéciales en faveur des minorités de race, de langue ou de religion ;

Considérant qu'en ce qui concerne sa frontière avec la Russie, la Pologne est entrée directement en rapport avec cet Etat, en vue d'en déterminer le tracé ;

Qu'en ce qui concerne la frontière de la Pologne avec la Lituanie, il y a lieu de tenir compte de la situation de fait résultant notamment de la résolution du Conseil de la Société des Nations du 3 février 1923,

Ont chargé la Conférence des Ambassadeurs du règlement de cette question.

En conséquence, la Conférence des Ambassadeurs :

I. Décide de reconnaître comme frontière de la Pologne :

1. Avec la Russie :

La ligne tracée et abornée d'accord entre les deux Etats et sous leur responsabilité, à la date du 23 novembre 1922.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION

No. 398. — DECISION TAKEN BY THE CONFERENCE OF AMBASSADORS REGARDING THE EASTERN FRONTIERS OF POLAND. PARIS, MARCH 15, 1923.

French official text communicated by the President of the Conference of Ambassadors. The registration of this Decision took place March 31, 1923.

The BRITISH EMPIRE, FRANCE, ITALY and JAPAN, signatories with the UNITED STATES OF AMERICA as the principal Allied and Associated Powers of the Peace Treaty of Versailles,

Whereas under Article 87, paragraph 3 of the same Treaty it is for them to fix the frontiers of Poland not specified in that Treaty ;

Whereas the Polish Government submitted to the Conference of Ambassadors on February 15, 1923 a request that the Powers represented thereon should make use of the rights conferred upon them by the said article ;

And the Lithuanian Government for its part had previously expressed in its Note dated November 18, 1922 its desire that the said Powers should make use of the said rights ;

Whereas, under Article 91 of the Peace Treaty of St. Germain-en-Laye, Austria renounced in favour of the principal Allied and Associated Powers all its rights and titles to the territories formerly belonging to the Austro-Hungarian Monarchy, which, being situated without the new frontiers of Austria as described in Article 27 of that Treaty, have not yet been assigned to any other state ;

Whereas it is recognised by Poland that ethnographical conditions necessitate an autonomous regime in the Eastern part of Galicia ;

Whereas the Treaty concluded between the principal Allied and Associated Powers and Poland on June 28, 1919 provides in respect of all territories placed under Polish sovereignty special guarantees for racial, linguistic or religious minorities ;

Whereas as regards her common frontier with Russia, Poland has entered into direct negotiations with that State with a view to determining the line of that frontier ;

And whereas, as regards the frontier between Poland and Lithuania, account must be taken of the *de facto* situation created by the Resolution of the Council of the League of Nations dated February 3, 1923,

Have entrusted the Conference of Ambassadors with the settlement of this question.

The Conference of Ambassadors therefore :

I. Decides to recognise as the Polish frontier :

(1) With Russia :

A line drawn and delimited by agreement between the two States and on their responsibility on November 23, 1922.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

2. Avec la Lituanie :

La ligne ci-dessous décrite (d'après la carte allemande au 1/100 000) :

Depuis le point où la limite administrative septentrionale du district de Suwalki rencontre la frontière de la Prusse orientale (point commun à la Prusse orientale, à la Pologne et à la Lituanie) et jusqu'au point le plus au sud du rentrant de la limite du district de Suwalki, point situé à environ 7 kilomètres au N.-O. de Punsk, la limite administrative septentrionale du district de Suwalki ;

de là, vers le S.-E., jusqu'à un point de la route Berzniki-Kopciowo situé à environ 2 kilomètres au S.-E. de Berzniki ;

une ligne à déterminer sur le terrain laissant Punsk à la Pologne, traversant le lac Galadusya, depuis son extrémité N.-O. jusqu'à un point situé à environ 2 kilomètres au nord de Zegary, se dirigeant ensuite vers l'est, puis parallèlement à la ligne de petits lacs situés entre Berzniki et Zegary à environ 2 kilomètres à l'Est de ces lacs ;

de là, jusqu'à un point à environ 2 km. 500 à l'est de Zelwa sur la Marycha, une ligne à déterminer sur le terrain ;

de là, en aval, le cours de la Marycha jusqu'au confluent d'un petit affluent situé sur la rive gauche de cette rivière et immédiatement en amont de Sztudjanka ;

de là, une ligne à déterminer sur le terrain jusqu'à la source de la rivière Igorka, puis le cours de cette rivière qui passe à Warwischki jusqu'à son confluent avec le Niémen ;

de là, en aval, le cours du Niémen jusqu'au confluent de la rivière Grawe ;

de là, la rivière Grawe jusqu'au point où elle se croise avec la chaussée Merecs-Rudnica (Rotnica);

de là, une ligne à déterminer sur le terrain jusqu'au confluent de la rivière Skroblis avec la rivière Mereczanka ;

de là, le cours de la Mereczanka jusqu'à un point à environ 800 mètres au S.-E. de Podkamien ;

de là, et jusqu'à la cote 142 à environ 2 kilomètres au N.-E. de Strzelciski ;

une ligne à déterminer sur le terrain, laissant en Lituanie les localités de Podkamien, Karpiszki, Strzelciski ; en Pologne, celles de Bortele, Kukle, et passant par la croisée des routes allant de Bobryszki à Olkieniki et d'Orany à Wojtowo sur la voie ferrée de Grodno à Vilna ;

de là, et jusqu'à un point à déterminer sur le cours de la Wilia à environ 800 mètres à l'ouest de Surmance ;

une ligne à déterminer sur le terrain, laissant en Lituanie les localités de : Kalance, Spengleniki, Gieceniszki, Uzuleje, Prybance, Greczowka, Wismance, Jagielany, Dergiance, Kopciszki, Zailgi, Chwosz-Na, Niedzwiedowka, Janczuny, Daniliszki, Jerzowka, Nowy-Dwor, Promyslowka, Walakiszki, Kurkliszki, Kalejkiemie, Wiluniszki, Kiermanczyszki, Bialolesie et Owsieciszki ; et laissant en Pologne les localités de : Wojtowo, Vw-Puskarnia, Czarnokowale, Kol-Lejpuny, Wejksztelance, Ejgielance, Markowsz-Na, Skobska, Wizgirdy, Dombrowo, Dembniaki, Stanislawowka, Kotysz, Staskuniszki, Lebiedzie, Mejluszki, Podworance, Glity, Piektoniski, Kiermeliszki, Kudrany, Poniewiezka, Majdany, Miciuny, Lojziszki, Megryszki, Borcie, Jateluny, Puzanowo, Kazimirowka et Surmance ;

de là, le cours de la Wilia jusqu'à un point situé à environ 1 km. 200 au sud de Sejmieniszki ;

de là, et jusqu'à un point à déterminer à l'extrémité sud-ouest du lac Oswie au sud de Zoltynie ;

une ligne à déterminer sur le terrain, laissant en territoire lituanien les localités de Sejmieniszki, Kliszebloto, Podozierce, Pojodzie, Pospierze, Kejmince, Skietery, Olinowo, Pory, Kontromiszki, Kiele, Awizance, Nieczance, Borowy, Olany, Palki, Ollis, Okmiana, Towkiele, Alexandryszki, Gawejki, Zoltynie ; et, en territoire polonais, les localités de : Podworzance, Podgajem, Drawcze, Mejluny, Papiernia, Bortkuszki, Uzyblindzie, Lipowko, Poblyndzie, Zyndule, Astyki, Szelkowszna, Romaskance, Pogiry, Borowka, Sontoki, Pulstylki, Rudejki, Stolewsz-Na, Zemwiszki, Smilgi, Gawejki, Sidabry ;

de là, une ligne traversant le lac Oswie jusqu'à un point à déterminer sur sa rive N.-E., à 1500 mètres environ au sud-est d'Olka ;

de là, et jusqu'à un point déterminer sur la rive sud du lac Prowa à l'est de Surgance ;

(2) With Lithuania :

A line described below (according to the German map on the scale of 1/100,000) :

From the point of intersection of the northern administrative boundary of the district of Suwalki and the frontier of Eastern Prussia (a point common to Eastern Prussia, Poland and Lithuania) to the most southerly point of the re-entrance of the boundary of the Suwalki district, this point being situated about 7 kms. north-west of Punsk ; the line follows northwards the administrative boundary of the district of Suwalki ;

thence, south-eastwards to a point on the Berzniki-Kopciowo road, about 2 kms. south-east of Berzniki ;

a line to be fixed on the ground leaving Punsk in Poland, crossing lake Galadusya from its north-western extremity to a point situated about 2 kms. north of Zegary, then bearing eastward and then parallel to a chain of small lakes between Berzniki and Zegary, about 2 kms. eastward of these lakes ;

thence to a point about 2 1/2 kms. to the east of Zelwa on the Marycha, a line to be fixed on the ground ;

thence following the course of the Marycha, down stream, to the confluence of a small tributary on the left bank of this river and immediately above Sztudjanka ;

thence a line to be fixed on the ground as far as the source of the river Igorka, then the course of this river passing Warwischki as far as its confluence with the Niemen ;

thence the course of the Niemen, down stream, as far as the confluence of the river Grawe ;

thence the river Grawe as far as the point where it is crossed by the Merecs-Rudnica (Rotnica) road ;

thence a line to be fixed on the ground as far as the confluence of the river Skroblis with the river Mereczanka ;

thence the course of the Mereczanka as far as a point 800 metres south-east of Podkamien ; and then as far as Hill 142, about 2 kms. north east of Strzelciski ;

a line to be fixed on the ground leaving Podkamien, Karpiszki, Strzelciski, in Lithuania, and Bortele and Kukle, in Poland, and passing the crossing of the roads from Bobryszki to Olkieniki and from Orany to Wojtowo on the railway from Grodna to Vilna ;

Thence as far as a point to be fixed on the course of the Wilia about 800 metres west of Surmance;

a line to be fixed on the ground leaving in Lithuania, Kalance, Spengleniki, Gieceniszki, Uzuleje, Prybance, Greczowka, Wismance, Jagielany, Dergiance, Kopciszki, Zailgi, Chwosz-Na, Niedzwiedowka, Janczuny, Daniliszki, Jerzowa, Nowy-Dowr, Promyslowka, Walakiszki, Kurkliszki, Kalejkiemie, Wiluniszki, Kiermanczyszki, Bialolesie and Owsizciseki, and leaving in Poland Wojtowo, Vw-Puskarnia, Czarnokowale, Kol-Lejpuny, Wejkszetelance, Ejgielance, Markowsz-Na, Skobska, Wizgirdy, Dombrowo, Dembniaki Stanislawowka, Kotysz, Staskuniszki, Lebiedzie, Memluszki, Podworance, Glity, Piektoniski, Kiermeliszki, Kudrany Poniewiezka, Majdany, Miciuny, Lojzizski, Megryszki, Borcie, Jateluny, Puzanowo, Kazimirowka and Surmance ;

thence, the course of the Willia as far as a point situated about 1,2 kms. to the south of Sejmieniszki ;

thence as for as a point to be fixed at the south-west extremity of Lake Oswie to the south of Zoltynie ;

a line to be fixed on the ground leaving, Sejmieniski, Kliszebloto, Podozierce, Pojodzie, Pospierze, Kejmince, Skietery, Olinowo, Pory, Kontromiszki, Kiele, Awizance, Nieczance, Borowy Olany, Palki, Ollis, Okmiana, Towkiele, Alexandryszki, Gawejki, Zolytnie in Lithuanian territory, and Podworzance, Podgajem, Drawcze, Meljuny, Papiernia, Bortkuszki, Uzy blindzie, Lipowko, Poblyndzie, Zyndule, Astyki, Szelkowszna, Romaskance, Pogiry, Borowka, Sontoki, Pulstylki, Rudejki, Stolewsz-na, Zemwiszki, Smilgi, Gawejki, Sidabry in Polish territory ;

thence, a line crossing the lake of Oswie to a point to be fixed on its north-east shore, about 1,500 metres south-east of Olka ;

thence, to a point to be fixed on the southern shore of lake Prowa to the east of Surgance ;

une ligne à déterminer sur le terrain, laissant en territoire lituanien les localités de : Olka, le lac Boloma, Labejszyski, Mlynek, Janiszki, Szerajkiszki, Surgance; et, en territoire polonais, les localités de : Jankuniszki, Purwiniszki, Szarkiszki, Maciejewa, Orniany, Skardze, Nowosiolka, Grybiance ;

de là, et jusqu'à un point à déterminer, sur la rive méridionale du lac au bord duquel se trouve Antolkony et à 500 mètres à l'ouest de cette localité :

une ligne à déterminer sur le terrain, laissant en territoire lituanien les localités de : Madejki, Mazule, Szykaliszki, Andrulance, Shukowschtschisna, Shemeityschki, Prudsischki, Polukno, Poshenis, Shwirblischki, Rgt-Sidorischki, Mineischany; et, en territoire polonais, les localités de : Maldziuny, Rutowschtschisna, Baranowo, Antaledse, Bernjuny, Lyngmjany, Antolkony ;

de là, et jusqu'à la frontière de Lettonie ;

une ligne à déterminer sur le terrain se dirigeant vers le nord-est puis vers le nord, passant entre le lac de Boloscha et le lac Dringis, et laissant en territoire lituanien les localités de : Rgt-Ashusseniz, Achramjanzy, Reipe, Ashany, Sadsjuny, Bol-Derewjna, Suntupe, Kalnischki, Schablowisna, Muglischki, Junkokalne, Gut-Nowo-Smolwy, Werugischki; et, en territoire polonais, les localités de : Kosatschisna, Meiluny, Wardsikeme, Aliejuny, Sakischki, Poshemischki, Karatschuny, Smolwy, Paukschte-Lischki, Gut-Smolwy (nord), Dulzischki, Matelischki.

Le tracé de cette ligne sur le terrain est laissé aux soins des deux Gouvernements intéressés, qui auront toute latitude pour procéder d'un commun accord, aux rectifications de détail qu'ils reconnaîtraient, sur place, indispensables.

II. Décide de reconnaître à la Pologne, qui accepte. tous droits de souveraineté sur les territoires compris entre les frontières ci-dessus définies et les autres frontières du territoire polonais, sous réserve des dispositions du Traité de Paix de Saint-Germain-en-Laye concernant les charges et obligations incombant aux Etats auxquels un territoire de l'ancienne Monarchie austro-hongroise est transféré.

Fait à Paris, le quinze mars mil neuf cent vingt-trois.

ERIC PHIPPS,
ROMANO AVEZZANA.
R. POINCARÉ,
M. MATSUDA.

Le soussigné, dûment autorisé, déclare, au nom du Gouvernement polonais, accepter les dispositions ci-dessus.

Fait à Paris, le quinze mars mil neuf cent vingt-trois.

MAURICE ZAMOYSKI.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre Plénipotentiaire,
Chef du Service du protocole,
P. DE FOUQUIÈRES.

a line to be fixed on the ground leaving. Olka, lake Boloma, Labejszyski, Mlynek, Janiszki, Szerajkiszki, Surgance in Lithuanian territory, and Jankuniszki, Purwiniszki, Szarkiszki, Maciejewa Orniany, Skardze, Nowosiolka, Grybiance in Polish territory ;

thence, as far as a point to be fixed on the South shore of the lake on which is situated Antolkony, and 500 metres west of that place ;

a line to be fixed on the ground leaving, in Lithuanian territory : Madejki, Mazule, Szykaliszki, Andurlance, Shukowschtschisna, Shemeityschki, Prudsischki, Polukno, Poshenis, Shwirblischki, Rgt-Sidorischki, Mineischany, and in Polish territory : Maldziuny, Rutowschtschisna, Baranowo, Antaledse, Bernjuny, Lyngmjany, Antolkony ;

thence, as far as the Latvian frontier ;

a line to be fixed on the ground from a point going north-east and then northwards, passing between lake Boloscha and lake Dringis, and leaving Rgt-Ashussenitz, Achramjanzy, Reipe, Ashany, Sadsjuny, Bol-Derewjna, Suntupe, Kalnischki, Schlobwisna, Muglischki, Junkokalne, Gut Nowo-Smolwy, Werugischki in Lithuanian territory, and Kosatschisna, Meiluny, Wardsikeme, Aliejuny, Sakischki, Poshemischki, Karatschuny, Smolvy, Paukschte-Lischki, Gut-Smolwy (north) Dulzischki, Matelischki in Polish territory.

The demarcation of this line on the ground is entrusted to the two Governments concerned, which shall have absolute discretion to carry out, by common agreement, such rectifications of detail as they may consider indispensable after visiting the spot.

II. Decides to assign to Poland, who accepts the decision, all rights of sovereignty over the territories situated within the frontiers defined above, and the other frontiers of Polish territory, subject to the provisions of the Treaty of Peace of St. Germain-en-Laye regarding the duties and obligations incumbent on the States to which any territory of the former Austro-Hungarian Monarchy is transferred.

Done at Paris, on the fifteenth day of March, nineteen hundred and twenty-three.

ERIC PHIPPS.
ROMANO AVEZZANA.
R. POINCARÉ.
M. MATSUDA.

The undersigned, being duly authorised declares, in the name of the Polish Government that he accepts the above provisions.

Done at Paris, on the fifteenth day of March, nineteen hundred and twenty-three.

MAURICE ZAMOYSKI.

No. 398

N° 399.

ETHIOPIE ET GRÈCE

Traité de commerce signé à Addis Ababa le 18 février 1922.

ETHIOPIA AND GREECE

Commercial Treaty signed at Addis Ababa, February 18, 1922.

No. 399. — TRAITÉ DE COMMERCE[1] ENTRE L'ÉTHIOPIE ET LA GRÈCE, SIGNÉ A ADDIS ABABA, LE 18 FÉVRIER 1922.

Texte officiel français, communiqué par le directeur du Secrétariat hellénique permanent auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 9 avril 1923.

SA MAJESTÉ ZAOUDITOU, REINE DES ROIS D'ETHIOPIE et SA MAJESTÉ CONSTANTIN, ROI DE GRÈCE, afin de consolider l'amitié existant si heureusement entre leurs deux nations et dans l'intérêt des deux Gouvernements,

Au nom de SA MAJESTÉ ZAOUDITOU, REINE DES ROIS et de son GOUVERNEMENT :
Son Altesse Impériale RAS TAFFARI,

Au nom de SA MAJESTÉ LE ROI DE GRÈCE et du GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE :
M. Démètre NICOLOPOULOS,

ayant pleins pouvoirs à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Les sujets et les produits de chacun des deux pays continueront à jouir réciproquement dans l'autre du même régime et des mêmes avantages, en matière d'établissement, de commerce et de douane, que ceux qui sont actuellement accordés ou qui seraient dans l'avenir accordés aux sujets et aux produits des autres Puissances.

Article 2.

Le présent Traité restera exécutoire pendant cinq ans, qui commenceront à courir deux mois après le jour où sa ratification par S. M. le Roi de Grèce aura été notifiée à S. M. Zaouditou, Reine des Rois d'Ethiopie et à S. A. I. Ras Taffari, Héritier du trône. Dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'aurait notifié, un an avant l'expiration de cette période de cinq ans, son intention d'en faire cesser les effets, de le modifier ou de le continuer tel qu'il est, le présent traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Addis Ababa, le dix février 1914[2].

(Sceau)

(Signé) RAS TAFFARI,
Héritier du trône d'Ethiopie.

(Signé) D. NICOLOPOULOS.

[1] D'après une lettre du directeur du Secrétariat hellénique permanent auprès de la Société des Nations, du 18 janvier 1923, ce traité est en vigueur depuis le 10 décembre 1922.

[2] Date d'Ethiopie correspondant au 18 février 1922.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 399. — COMMERCIAL TREATY [2] BETWEEN ETHIOPIA AND GREECE, SIGNED AT ADDIS ABABA FEBRUARY 18, 1922.

French official text communicated by the Director of the permanent Greek Secretariat accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place on April 9, 1923.

HER MAJESTY ZAOUDITOU, QUEEN OF THE KINGS OF ABYSSINIA, and HIS MAJESTY CONSTANTINE, KING OF GREECE, with a view to strengthening the friendship which so happily exists between their two nations, and in the interest of the two Governments,

On behalf of HER MAJESTY ZAOUDITOU, QUEEN OF THE KINGS and Her Government :
His Imperial Highness RAS TAFFARI,

On behalf of His Majesty THE KING OF GREECE and of the HELLENIC GOVERNMENT :
M. Demetrius NICOLOPOULOS,

having full powers for this purpose, have agreed as follows :

Article 1.

The subjects and the produce of each of the two countries shall continue to enjoy reciprocally in the other country the same régime and the same advantages in respect of establishment, commerce and Customs as those which are at present granted or which may in future be granted to subjects and produce of other Powers.

Article 2.

The present Treaty shall remain in force for five years commencing two months after the date when the ratifications by His Majesty the King of Greece shall have been notified to Her Majesty Zaouditou, Queen of the Kings of Ethiopia, and to his Imperial Highness Ras Taffari, Heir to the Throne. If, one year before the expiration of this period of five years, neither of the Contracting Parties shall have notified his intention of denouncing the treaty, of modifying it, or continuing it in its present form, the present Treaty shall remain binding until the end of one year from the date upon which it is denounced by either of the Contracting Parties.

ADDIS ABABA, *February* 10, 1914 [3].

(Seal)

(Signed) RAS TAFFARI,
Heir to the Throne of Ethiopia.

(Signed) D. NICOLOPOULOS.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] According to a letter of January 18, 1923, from the Head of the permanent Greek Secretariat accredited to the League of Nations, this Treaty came into force on December 10, 1922.

[3] Date of Ethiopia which corresponds with February 18, 1922.

N° 400.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET ITALIE

Convention relative à la réciprocité dans le payement des indemnités dues aux ouvriers en cas d'accident de travail, signée à Buenos-Aires le 26 mars 1920.

THE ARGENTINE REPUBLIC AND ITALY

Convention regarding reciprocity in the payment of workmen's accident compensation, signed at Buenos-Ayres, March 26, 1920.

TEXTE EXPAGNOL — SPANISH TEXT.

No. 400. — CONVENIO DE RECIPROCIDAD[1] PARA EL PAGO DE INDEMNIZACIONES A LOS OBREROS POR ACCIDENTES DEL TRABAJO ENTRE EL REINO DE ITALIA Y LA REPÚBLICA ARGENTINA ; FIRMADO EN BUENOS AYRES EL 26 DE MARZO 1920.

Textes officiels espagnol et italien communiqués par le Ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 10 *avril* 1923.

El GOBIERNO DE SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA y el GOBIERNO DE LA REPÚBLICA ARGENTINA, animados del deseo de determinar de comun acuerdo las condiciones de los obreros de ambos paises, victimas de accidentes del trabajo en sus respectivos territorios, asegurandoles los beneficios de la reciprocidad a los efectos de la indemnizaciones correspondientes, han nombrado sus Plenipotenciarios :

SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA :

a Su Excelencia el Comendador Victor C. COBIANCHI, Su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en la República Argentina ; y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA NACION ARGENTINA :

a Su Excelencia el Doctor Honorio PUEYRREDON, Su Secretario de Estado en el Departemento de Relaciones Exteriores y Culto ;

los cuales despues de haberse comunicado sus respectivos Plenos Poderes, que fueron hallados en buena i debida forma, han convenido los articulos siguientes :

Articulo 1.

Los ciudadanos de cada uno de los Estados Contratantes que fueran victimas de accidentes de trabajo en territorio del otro Estado, asi como sus herederos, tendrán derecho a las indemnizaciones i demas excepciones que la ley local concede a los nacionales.

Articulo 2.

No obstante cualquier disposicion de la ley local, el derecho a la indemnizacion a que se refiere el articulo anterior, subsiste si el obrero o empleado damnificado o sus herederos hubiesen abandonado el territorio del Estado donde ocurrió el accidente i residiera en otro pais.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Buenos-Ayres le 31 août 1921.

TEXTE ITALIEN — ITALIAN TEXT.

No. 400. — CONVENZIONE[1] TRA IL REGNO D'ITALIA E LA REPUBBLICA ARGENTINA RELATIVA ALLA RECIPROCITA' DEL PAGAMENTO DELLE INDENNITA' PER GLI INFORTUNI SUL LAVORO AGLI OPERAI ; FIRMATA A BUENOS AIRES IL 26 MARZO 1920.

Spanish and Italian official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affaires. The registration of this Convention took place on April 10, 1923.

Il GOVERNO DI SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA, e il GOVERNO DELLA REPUBBLICA ARGENTINA, animati dal desiderio di regolare di comune accordo la condizione degli operai dei due paesi, colpiti da infortunio sul lavoro nei propri rispettivi territori, assicurando loro i benefici della reciprocità agli affetti degli indennizzi corrispondenti, hanno nominato i propri Plenipotenziari :

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA :

Sua Eccellenza il Comm. Vittore COBIANCHI, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario presso la Repubblica Argentina ; e

SUA ECCELLENZA IL PRESIDENTE DELLA NAZIONE ARGENTINA :

Sua Eccellenza il Dott. Onorio PUEYRREDON, Suo Segretario di Stato per il Dipartimento degli Affari Esteri e Culto ;

i quali, dopo essersi comunicati i rispettivi loro Pieni Poteri, che furono trovati in buona e debita forma, hanno convenuto negli articoli seguenti :

Articolo 1.

I cittadini di ciascuno degli Stati contraenti che siano colpiti da infortunio sul lavoro nel territorio dell'altro Stato, così anche i loro eredi, avranno diritto alle indennità e agli altri trattamenti che la legge locale accorda ai nazionali.

Articolo 2.

Nonostante qualsiasi disposizione della legge locale, il diritto alle indennità, di cui all'articolo precedente, sussiste anche se l'operaio e l'impiegato danneggiato, o gli eredi avessero abbandonato il territorio del paese dove avvenne l'infortunio e risiedessero in un altro paese.

[1] The exchange of ratifications took place at Buenos Ayres, August 31, 1921.

Articulo 3.

Cuando a consecuencia de un accidente de trabajo falleciere en la Republica Argentina un obrero italiano o en Italia un obrero argentino, los herederos del damnificado tendrán derecho a recibir la indemnizacion legal correspondiente, cualquiera que sea el pais en que estos residieren.

Articulo 4.

Cuando en uno de los dos paises contratantes falleciere un obrero a consecuencia de un accidente de trabajo, cualquiera que sea la nacionalidad del obrero, los herederos de este que residieren en el otro pais contratante tendrán derecho a percibir la indemnizacion legal correspondiente.

Articulo 5.

Queda estipulado que la Caja Nacional de Jubilaciones y Pensiones, o la Oficina que llegue a desempeñar sus funciones en lo atingente al pago de las indemnizaciones por accidentes del trabajo en la Republica Argentina, y la análoga Oficina del Reino de Italia, deberá dar aviso a los Consules de las Altas Partes Contratantes, en cada caso, a fin de que el hecho sea comunicado a los herederos para sus efectos legales.

Articulo 6.

Se aplicará el presente Convenio a los casos de indemnizaciones pendientes cuyo pago no haya caducado para los damnificados o sus herederos en la Caja Nacional de Jubilaciones y Pensiones en la Republica Argentina y en la Oficina analoga en Italia.

Articulo 7.

El presente Convenio será ratificado y las ratificaciones canjeadas en Buenos Aires a la brevedad posible entrando en vigor a los treinta dias del canje de las ratificaciones. Regirá por un término de cinco años y se considerará prorrogada de año en año, mientras no sea denunciada con uno de anticipacion.

En fé de lo cual los respectivos Plenipotenciarios lo han firmado en doble ejemplar en los idiomas italiano y castellano y les han puesto sus sellos.

Hecho en Buenos Aires, Capital Federal de la Republica Argentina, el dia veintiseis de Marzo del año mil novecientos veinte.

(L. S.) V. COBIANCHI.
(L. S.) H. PUEYRREDON.

Per Copia conforme all' originale :

Il Capo dell' Ufficio Cerimoniale :
G. CAVRIANI.

Articolo 3.

Quando a conseguenza di un infortunio sul lavoro morisse nella Repubblica Argentina un operaio italiano o in Italia un operaio argentino, gli eredi della vittima avranno diritto a ricevere l'indennizzo legale corrispondente, qualunque sia il paese nel quale questi risiedessero.

Articolo 4.

Quando in uno dei due paesi contraenti morisse un operaio come conseguenza di un infortunio sul lavoro, qualunque fosse la nazionalità dell'operaio, i suoi eredi avranno diritto di riscuotere l'indennità legale corrispondente qualora risiedessero nell'altro paese contraente.

Articolo 5.

Rimane stabilito che la Cassa Nazionale di Giubilazione e Pensioni o l'Ufficio che disimpegni le funzioni attinenti al pagamento delle indennità per infortuni sul lavoro nella Repubblica Argentina o l'analogo Ufficio nel Regno d'Italia dovranno dare avviso ai Consoli dei paesi contraenti in ogni singolo caso affinchè l'infortunio sia comunicato agli eredi agli affetti legali.

Articolo 6.

La presente convenzione si applicherà ai casi di indennità pendenti il cui pagamento non sia prescritto, per le vittime o per i loro eredi, nella Cassa di Giubilazione e di Pensioni in Argentina o nell'Ufficio corrispondente in Italia.

Articolo 7.

La presente convenzione sarà ratificata e le ratifiche scambiate in Buenos Aires nella brevità possibile ed entrerà in vigore il trentesimo giorno che seguirà quello dello scambio delle ratifiche. Essa vigerà per un periodo di cinque anni e si considererà prorogata di anno in anno fino a quando non venga denunciata con l'anticipazione di un anno.

In fede di che, i rispettivi plenipotenziari vi hanno firmato in doppio esemplare nel testo italiano e spagnuolo e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto in Buenos Aires, Capitale Federale della Repubblica Argentina, addi' ventisei del mese di marzo dell'anno mille novecento venti.

(L. S.) V. COBIANCHI.
(L. S.) H. PUEYRREDON.

Per copia conforme all'originale.

Il Capo dell' Ufficio Cerimoniale:
G. CAVRIANI.

No. 400

[1] TRADUCTION.

No. 400. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET LE ROYAUME D'ITALIE, RELATIVE A LA RÉCIPROCITÉ DANS LE PAIEMENT DES INDEMNITÉS AUX OUVRIERS EN CAS D'ACCIDENT DE TRAVAIL, SIGNÉE A BUENOS-AYRES, LE 26 MARS 1920.

Le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, et le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, animés du désir de régler d'un commun accord la situation des ouvriers des deux pays victimes d'accidents du travail, dans leurs territoires respectifs, en leur assurant le bénéfice de la réciprocité en ce qui concerne les indemnités correspondantes, ont nommé comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le Commandeur Vittore COBIANCHI, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la République Argentine ; et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA NATION ARGENTINE :

Son Excellence le Dr Honorio PUEYRREDON, son secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères et des Cultes ;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Les citoyens de chacun des Etats contractants, qui seraient victimes d'accidents du travail dans le territoire de l'autre Etat, ainsi que leurs héritiers, auront droit aux indemnités et autres traitements que la législation locale accorde aux nationaux.

Article 2.

Quelles que soient les dispositions de la législation locale, le droit aux indemnités prévu dans l'article précédent subsiste, même si l'ouvrier ou l'employé sinistré, ou ses héritiers avaient quitté le territoire du pays où est survenu l'accident et résidaient dans un autre pays.

Article 3.

Si, à la suite d'un accident du travail, un ouvrier italien vient à mourir dans la République Argentine, ou inversement, un ouvrier argentin en Italie, les héritiers de la victime auront droit au versement de l'indemnité légale correspondante, quel que soit le pays où ceux-ci résident.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 400. — CONVENTION BETWEEN THE ARGENTINE REPUBLIC AND THE KINGDOM OF ITALY CONCERNING RECIPROCITY IN THE PAYMENT OF WORKMEN'S ACCIDENT COMPENSATION, SIGNED AT BUENOS AYRES, MARCH 26, 1920.

The GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and the GOVERNMENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC, being desirous of determining by common agreement the position of workmen belonging to both countries who may sustain accidents in the course of their employment in their respective territories and of securing for them the advantages of reciprocity in the matter of compensation for such accidents, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Commendatore Vittore COBIANCHI, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Argentine Republic ; and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC :

His Excellency Dr. Honorio PUEYRREDON, His Secretary of State for the Department of Foreign Affairs and Public Worship ;

who, after communicating their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

Nationals of either of the Contracting States who may sustain accidents in the course of their employment in the territory of the other State, and their heirs, shall be entitled to receive all compensation and other payments granted by that Country's laws to its own nationals.

Article 2.

Notwithstanding any provision in the law of the country concerned, the right to compensation referred to in the preceding article shall subsist, even the injured workman or employee or his heirs shall have left the territory of the State in which the accident occurred and shall be resident in another country.

Article 3.

In case of the death of an Italian workman in the Argentine Republic, or of an Argentine workman in Italy, as the result of an accident sustained in the course of employment, the heirs of the deceased shall be entitled to the proper legal compensation, in whatever country they may reside.

---

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 4.

Si, à la suite d'un accident du travail, un ouvrier meurt dans l'un des deux pays contractants, ses héritiers, quelle qu'ait été la nationalité du défunt, auront droit au versement de l'indemnité légale correspondante, s'ils résident dans l'autre pays contractant.

Article 5.

Il demeure entendu que la Caisse nationale des retraites et pensions, ou l'office chargé du paiement des indemnités pour les accidents du travail dans la République Argentine, ou l'office du même ordre dans le Royaume d'Italie, devra aviser les consuls des pays contractants dans chaque cas particulier, afin que l'accident soit notifié aux héritiers à toutes fins légales.

Article 6.

La présente Convention s'appliquera aux cas pendants d'indemnités dont le paiement n'aura pas été prévu pour les victimes ou leurs héritiers par la Caisse des retraites et pensions, en Argentine, ou par l'office correspondant en Italie.

Article 7.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Buenos-Ayres dans le plus bref délai possible ; elle entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de cet échange. Elle restera en vigueur pendant une période de cinq années et sera considérée comme prorogée d'année en année jusqu'à ce qu'elle soit dénoncée par l'une des parties, sur préavis d'une année.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en double exemplaire dans le texte italien et espagnol, et y ont apposé leur sceau.

Fait à Buenos-Ayres, Capitale fédérale de la République Argentine, en date du vingt-six du mois de mars de l'année mil neuf cent vingt.

(L. S.) V. COBIANCHI.
(L. S.) H. PUEYRREDON.

Article 4.

In case of the death of a workman of whatever nationality in one of the two contracting countries as the result of an accident sustained in the course of employment, the heirs of the deceased shall be entitled to the proper legal compensation, provided that they reside in the other contracting country.

Article 5.

The National Superannuation and Pensions Office or the Office which represents it for the payment of compensation for accidents sustained in the course of employment, in the Argentine Republic, or the corresponding office in the Kingdom of Italy, shall in each individual case notify the Consuls of the Contracting Parties, in order that the heirs may be informed of the fact for legal action.

Article 6.

The present Convention shall apply to cases of compensation, still pending the payment of which to the victims or their heirs has not been ordered by the National Superannuation and Pensions Office of the Argentine Republic or by the corresponding office in Italy.

Article 7.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Buenos Ayres as soon as possible. The Convention shall come into force 30 days after the exchange of ratifications. It shall remain in force for a period of five years and shall be considered to be extended from year to year until its denunciation after one year's notice.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the Convention in duplicate in the Italian and Spanish texts and have affixed their seals thereto.

Done at Buenos Ayres, the Federal Capital of the Argentine Republic, this twenty sixth day of March 1920.

(L. S.) V. COBIANCHI.
(L. S.) H. PUEYRREDON.

ANNEXE VI.

ANNEX VI.

ANNEXE VI.

PRÉSENTATIONS A L'ENREGISTREMENT, ADHÉSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS POSTÉRIEUREMENT ÉCHANGÉES, ETC.

No 13. — INTERNATIONAL RADIOTELEGRAPH CONVENTION [1], SIGNED AT LONDON JULY 5, 1912.

ACCESSIONS.

SWITZERLAND-CAMEROONS.

Communicated by His Britannic Majesty's Office, April 9, 1923.

Since the previous notification of the 24th June, 1922, the following accessions to the Convention have been notified to His Britannic Majesty's Governenment on the dates mentioned below :

SWITZERLAND	February 26, 1923.
CAMEROONS (French Mandate)	March 7, 1923.

Foreign Office,
March 16, 1923.

No 74. — CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE [2], SIGNÉE A MADRID LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

MINISTERIO DE ESTADO. [3]
4 *a*. CANCILLERIA.

Le soussigné Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat certifie :

Qu'en exécution de l'article 31 de la Convention Postale Universelle, signée le 30 novembre 1920, et des articles correspondants des autres Conventions et Arrangements, conclus à Madrid à l'occasion du VIIe Congrès de l'Union Postale Universelle, ont été déposés dans les archives du Ministère d'Etat aux différentes dates indiquées ci-dessous, les instruments de ratification suivants, trouvés en bonne et due forme :

---

[1] Vol. I, page 133, vol. III, page 255 et vol. XI, page 356 de ce Recueil.

[2] Vol. III, pages 267-270, vol. VII, page 362 et vol. XI, page 364 de ce Recueil.

[3] Communiqué par le Ministre d'Espagne à Berne le 2 mars 1923.

ANNEX VI.

PRESENTATIONS FOR REGISTRATION ADHESIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS SUBSEQUENTLY EXCHANGED, ETC.

Nº 13. — CONVENTION [1] RADIOTÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE, SIGNÉE A LONDRES, LE 5 JUILLET 1912.

ACCESSIONS.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

SUISSE-CAMEROUN.

Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique le 9 avril 1923.

Depuis la dernière notification du 24 juin 1922 les accessions suivantes à la Convention, ont été notifiées au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, aux dates mentionnées ci-après :

SUISSE ... ... 26 février 1923.
CAMEROUN (mandat français) ... ... 7 mars 1923.

Foreign Office,
16 *mars* 1923.

No 74. — UNIVERSAL POSTAL CONVENTION [3], SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

[2] TRADUCTION — TRANSLATION.

MINISTRY OF STATE [4]
4th CHANCERY.

The under-signed Under-Secretary of the Ministry of State certifies : That in pursuance of Article 31 of the Universal Postal Convention signed on November 30, 1920, and of the corresponding Articles of the Convention and Agreements concluded at Madrid on the occasion of the 7th Congress of the Universal Postal Union, there have been deposited in the archives of the Ministry of State on the different dates mentioned below the following instruments of ratification, found in good and due form :

---

[1] Vol. I, page 133, vol. III, page 255 and vol. XI page 356 of this Series.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. [2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[3] See vol. III, pages 267-270, vol. VII, page 362 and vol. XI, page 364 of this Series.

[4] Communicated by the Spanish Minister at Berne March 2, 1923.

(MAROC, à l'exception de la zone espagnole.)

I. Le 1er avril 1922, un acte daté le 18 octobre 1921, par lequel Sa Majesté Impériale le Sultan du Maroc ratifie pour le territoire de l'Empire, à l'exception de la zone espagnole, la Convention Postale Universelle et les divers Arrangements qui ont été conclus à Madrid le 30 novembre 1920 pour l'exécution du service postal international.

(TUNISIE.)

II. Le 1er avril 1922, un acte daté 2 novembre 1921, par lequel Son Altesse le Bey de Tunis ratifie :

1) La Convention Postale Universelle.
2) L'Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.
3) La Convention concernant l'échange des colis postaux.
4) L'Arrangement concernant le service des mandats de poste.
5) L'Arrangement concernant le service des recouvrements.
6) L'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques.
7) L'Arrangement concernant le service des virements postaux.

(GRÈCE.)

III. Le 22 avril 1922, un acte daté le 25 mars 1922, par lequel Sa Majesté le Roi de Grèce ratifie la Convention concernant l'échange des colis postaux, avec protocole final et règlement d'exécution.

(MEXIQUE).

IV. Le 11 mai 1922, un acte daté le 26 janvier 1922, par lequel Son Excellence le Président de la République du Mexique ratifie la Convention Postale Universelle, avec protocole final.

(ITALIE.)

V. Le 12 juillet 1922, un acte daté le 14 mai 1922, par lequel Sa Majesté le Roi d'Italie ratifie

1) La Convention Postale Universelle.
2) L'Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.
3) L'Arrangement concernant le service des mandats de poste.
4) Convention concernant l'échange des colis postaux.
5) L'Arrangement concernant le service des recouvrements.
6) L'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques.
7) L'Arrangement concernant le service des virements postaux.

(GRÈCE.)

VI. Le 15 juillet 1922, un acte daté le 4 juin, par lequel Sa Majesté le Roi de Grèce ratifie la Convention Postale Universelle, avec protocole final et règlement d'exécution.

(MOROCCO, with exception of the Spanish zone.)

I. The 1st April 1922, a document dated October 18, 1921 by which His Imperial Majesty the Sultan of Morocco ratifies for the territory of the Empire, with exception of the Spanish zone, the Universal Postal Convention and the various arrangements which were concluded at Madrid on November 30, 1920 for the execution of the international postal service.

(TUNIS.)

II. The 1st April 1922, a document dated November 2, 1921 by which His Highness the Bey of Tunis ratifies :

(1) The Universal Postal Convention.
(2) The arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value.
(3) The Convention concerning the exchange of postal parcels.
(4) The Arrangement concerning money orders.
(5) The Arrangement concerning payment on delivery.
(6) The Arrangement concerning subscriptions to newspapers and periodicals.
(7) The Arrangement concerning the service of Postal cheques.

(GREECE.)

III. April 22, 1922, a document dated March 25, 1922, by which His Majesty, the King of Greece ratifies the Convention concerning the exchange of Postal Parcels together with the final Protocol and the Regulations.

(MEXICO.)

IV. May 11, 1922. a document dated January 26, 1922, by which His Excellency the President of the Republic of Mexico ratifies the Universal Postal Convention together with the final Protocol.

(ITALY.)

V. July 12, 1922, a document dated May 14, 1922 by which His Majesty the King of Italy ratifies:

(1) The Universal Postal Convention.
(2) The Arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value.
(3) The Arrangement concerning money orders.
(4) The Convention concerning the exchange of Postal parcels.
(5) The Arrangement concerning payment on delivery.
(6) The Arrangement concerning subscriptions to newspapers and periodicals.
(7) The Arrangement concerning the service of Postal cheques.

(GREECE.)

VI. July 15, 1922, a document dated June 4, 1922, by which His Majesty the King of Greece ratifies the Universal Postal Convention together with the final Protocol and the Regulations.

(DANEMARK.)

VII. Le 27 juillet 1922, un acte daté le 27 mai 1922, par lequel Sa Majesté le Roi de Danemak ratifie :

1) La Convention Postale Universelle.
2) L'Arrangement concernant l'échange des boîtes et des lettres avec valeur déclarée.
3) La Convention concernant l'échange des colis postaux.
4) L'Arrangement concernant le service des mandats de poste.
5) L'Arrangement concernant le service des recouvrements.
6) L'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques.
7) L'Arrangement concernant le service des virements postaux.

(ISLANDE.)

VIII. Le 27 juillet 1922, un acte daté le 27 mai 1922, par lequel Sa Majesté le Roi de Danemark ratifie pour l'Islande :

1) La Convention Postale Universelle.
2) L'Arrangement concernant l'échange des boîtes et des lettres avec valeur déclarée.
3) La Convention concernant l'échange des colis postaux.
4) L'Arrangement concernant le service des mandats de poste.
5) L'Arrangement concernant le service des recouvrements.

(PANAMA.)

IX. Le 1er octobre 1922, les quatre actes datés le 21 octobre 1921, par lesquels Son Excellence le Président de la République de Panama ratifie :

1) La Convention Postale Universelle, avec protocole final.
2) La Convention concernant l'échange des colis postaux, avec protocole final.
3) L'Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, avec protocole final.
4) L'Arrangement concernant le service des mandats de poste, avec protocole final.

(LUXEMBOURG.)

X. Le 11 octobre 1922, un acte daté le 14 septembre 1922, par lequel Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg ratifie :

1) La Convention Postale Universelle.
2) L'Arrangement concernant le service des mandats de poste.
3) La Convention concernant l'échange des colis postaux.
4) L'Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.
5) L'Arrangement concernant le service des virements postaux.
6) L'Arrangement concernant le service des recouvrements.
7) L'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques.

(DENMARK.)

VII. July 27, 1922, a document dated May 27, 1922 by which His Majesty the King of Denmark ratifies :

(1) The Universal Postal Convention.
(2) The Arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value.
(3) The Convention concerning the exchange of Postal Parcels.
(4) The Arrangement concerning money ordes.
(5) The Arrangement concerning payment on delivery.
(6) The Arrangement concerning subscription to newspapers and periodicals.
(7) The Arrangement concerning the service of Postal cheques.

(ICELAND.)

VIII. July 27, 1922, a document dated May 27, 1922 by which His Majesty the King of Denmark ratifies on behalf of Iceland :

(1) The Universal Postal Convention.
(2) The Arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value.
(3) The Convention concerning the exchange of Postal Parcels.
(4) The Arrangement concerning money orders.
(5) The Arrangement concerning Payment on delivery.

(PANAMA.)

IX. October 1, 1922, four documents dated October 21, 1921 by which His Excellency the President of the Republic of Panama ratifies :

(1) The Universal Postal Convention together with the Final Protocol.
(2) The Convention concerning the exchange of Postal Parcels together with the Final Protocol.
(3) The Arrangement concerning the exchange of letters and Parcels (boîtes) of a declared value together with the final protocol.
(4) The Arrangement concerning money orders together with the Final Protocol.

(LUXEMBURG.)

X. October 11, 1922, a document dated September 14, 1922 by wihich Her Royal Highness the Grand-Duchess of Luxemburg ratifies :

(1) The Universal Postal Convention.
(2) The Arrangement concerning money orders.
(3) The Convention concerning the exchange of Postal Parcels.
(4) The Arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value.
(5) The Arrangement concerning the service of Postal cheques.
(6) The Arrangement concerning payment on delivery.
(7) The Arrangement concerning subscriptions to newspapers and periodicals.

En foi de quoi est délivré le présent certificat, dont copie certifiée conforme sera adressée aux Gouvernements des Puissances signataires des Conventions et Arrangements sus-mentionnés, ainsi qu'au Bureau international de l'Union Postale Universelle et au Secrétariat de la Société des Nations.

Fait à Madrid, le vingt-cinq janvier mil-neuf cent vingt-trois.

EMILIO DE PALACIOS.

Copie certifiée conforme,
Le Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat,
(Signé) E. DE PALACIOS.

MINISTERIO DE ESTADO. [1]
4 *a* CANCILLERIA.

Le soussigné Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat, certifie : Qu'en exécution de l'article 31 de la Convention Postale Universelle, signée le 30 novembre 1920, et des articles correspondants des autres Conventions et Arrangements conclus à Madrid à l'occasion du VII Congrès de l'Union Postale Universelle, ont été déposés dans les archives du Ministère d'Etat, aux dates indiquées ci-dessous, les instruments de ratification suivants, trouvés en bonne et due forme :

(ROUMANIE.)

I. Le 9 avril 1923, un acte daté le 13 avril 1922 par lequel Sa Majesté le Roi de Roumanie ratifie :

1) La Convention Postale Universelle, avec protocole final et règlement d'exécution.
2) La Convention concernant l'échange des colis postaux, avec protocole final et règlement d'exécution.
3) L'Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.
4) L'Arrangement concernant le service des mandats de poste.
5) L'Arrangement concernant le service des recouvrements.
6) L'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques.
7) L'Arrangement concernant le service des virements postaux.

(POLOGNE.)

II. Le 14 avril 1923, les six actes datés le 13 mars 1923 par lesquels Son Excellence le Président de la République Polonaise ratifie :

1) La Convention Postale Universelle.
2) L'Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.
3) La Convention concernant l'échange des colis postaux.
4) L'Arrangement concernant le service des mandats de poste.
5) L'Arrangement concernant le service des recouvrements.
6) L'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques.

[1] Communiqué par le Chargé d'Affaires d'Espagne à Berne le 11 mai 1923.

In faith whereof we have delivered the present certificate of which a certified copy will be transmitted to the Governments of the Signatory Powers of the Conventions and the Arrangements set forth above, and also to the International Bureau of the Universal Postal Union and to the Secretariat of the League of Nations.

Done at Madrid the twenty-fifth day of January one thousand nine hundred and twenty-three.

(Signed) E. DE PALACIOS.

MINISTRY OF STATE [1]
4TH CHANCERY

The undersigned Under-Secretary of the Ministry of State certifies: That in pursuance of article 31 of the Universal Postal Convention signed on November 30, 1920 and of the corresponding articles of the other Conventions and Agreements concluded Madrid on the occasion of the 7th Congress of the Universal Postal Union, there have been deposited in the Archives of the Ministry of State the following instruments of ratification found in good and due form :

(ROUMANIA.)

I. April 9, 1923, a document dated April 13, 1922 by which His Majesty the King of Roumania ratifies :

(1) The Universal Postal Convention together with the Final Protocol and Regulations.
(2) The Convention concerning the exchange of Postal Parcels.
(3) The Arrangement concerning the exchange of letters and Parcels (boîtes) of a declared value.
(4) The Arrangement concerning money orders.
(5) The Arrangement concerning payment on delivery.
(6) The Arrangement concerning subscriptions to newspapers and periodicals.
(7) The Arrangement concerning the service of Postal cheques.

(POLAND.)

II. April 14, 1923, six documents dated March 13, 1923 by which His Excellency the President of the Republic of Poland ratifies :

(1) The Universal Postal Convention.
(2) The Arrangement concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value.
(3) The Convention concerning the exchange of Postal Parcels.
(4) The Arrangement concerning money orders.
(5) The Arrangement concerning payment on delivery.
(6) The Arrangement concerning subscriptions to newspapers and periodicals.

[1] Communicated by the Spanish Chargé d'Affairs at Berne May 11, 1923.

(RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.)

III. Le 27 avril 1923, un acte daté le 3 mai 1922 par lequel le Gouverneur Militaire de la République Dominicaine ratifie la Convention concernant l'échange des colis postaux.

En foi de quoi est délivré le présent certificat, dont copie certifiée conforme sera adressée aux Gouvernements des Puissances signataires des Conventions et Arrangements sus-mentionnés, ainsi qu'au Bureau International de l'Union Postale Universelle et au Secretariat de la Société des Nations.

Fait à Madrid le trente Avril mil neuf cent vingt-trois.

Copie certifiée conforme, EMILIO DE PALACIOS.

Le Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat,

(Signé) E. de PALACIOS.

(GUATEMALA.)

MINISTERIO DE ESTADO[1].

4*a* Cancilleria.

Le soussigné Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat, certifie :

Qu'en exécution de l'article 31 de la Convention Postale Universelle, signée le 30 novembre 1920, et les articles correspondants des autres Conventions et Arrangements conclus à Madrid à l'occasion du VIIe Congrès de l'Union Postale Universelle, a été déposé dans les archives du Ministère d'Etat, le 9 juin 1923, un instrument, trouvé en bonne et due forme, daté le 28 février 1923, par lequel Son Excellence le Président de la République de Guatemala a ratifié :

1. La Convention Postale Universelle, avec protocole final et règlement d'exécution.

2. La Convention concernant l'échange des colis postaux, avec protocole final et règlement d'exécution.

3. L'Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, avec protocole final et règlement d'éxécution.

En foi de quoi est délivré le présent certificat, dont copie certifiée conforme sera adressée aux Gouvernements des Puissances signataires des Conventions et Arrangements susmentionnés, ainsi qu'au Bureau International de l'Union Postale Universelle et au Secrétariat de la Société des Nations.

Fait à Madrid le trente juin mil neuf cent vingt-trois.

(Signé) EMILIO DE PALACIOS.

Copie certifiée conforme.

Le Sous-Secrétaire du Ministère d'Etat,

E. DE PALACIOS.

---

[1] Communiqué par le Chargé d'Affaires d'Espagne à Berne, le 18 juillet 1923.

(DOMINICAN REPUBLIC.)

III. April 27, 1923, a document dated May 3, 1922 by which the military Governor of the Dominican Republic ratifies the Convention concerning the exchange of Postal Parcels.

In faith whereof, we have delivered the present certificate of which a certified copy will be transmitted to the Governments of the Signatory Powers of the Conventions and the Arrangements set forth above, and also to the International Bureau of the Universal Postal Union and to the Secretariat of the League of Nations.

Done at Madrid the thirtieth day of April one thousand nine hundred and twenty-three.

(Signed) E. DE PALACIOS.

(GUATEMALA.)

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTERIO DE ESTADO [2].

4a Cancilleria.

The undersigned, Under-Secretary in the Ministry of State, certifies :

That in pursuance of Article 31 of the Universal Postal Convention signed on November 30, 1920, and the corresponding articles of the other Conventions and of the Agreement concluded at Madrid on the occasion of the 7th Congress of the Universal Postal Union, an instrument dated February 28, 1923, which was found in good and due form, was deposited on June 9, 1923 in the archives of the Ministry of State, whereby His Excellency the President of the Republic of Guatemala ratified :

(1) The Universal Postal Convention, together with the final protocol and the executive regulations.

(2) The Convention regarding the exchange of postal parcels, together with the final protocol and executive regulations.

(3) The Agreement regarding the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value, together with the final protocol and executive regulations.

In faith whereof the present certificate is issued, a certified copy of which will be forwarded to the Governments of the Powers signatory to the above-mentioned Conventions and Agreements and also to the International Bureau of the Universal Postal Union and to the Secretariat of the League of Nations.

Done at Madrid on the 30th day of June, nineteen hundred and twenty-three.

(Signed) EMILIO DE PALACIOS.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] Communicated by the Spanish Chargé d'Affaires at Berne, July 18, 1923.

No 75. — ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DES LETTRES ET DES BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE, SIGNÉ A MADRID LE 30 NOVEMBRE 1923.

RATIFICATIONS.

MAROC (à l'exception de la zone espagnole)	1er avril 1922.
TUNISIE	1er avril 1922.
ITALIE	12 juillet 1922.
DANEMARK	27 juillet 1922.
ISLANDE	27 juillet 1922.
PANAMA	1er octobre 1922.
LUXEMBOURG	11 octobre 1922.
ROUMANIE	9 avril 1923.
POLOGNE	14 avril 1923.
GUATEMALA	9 juin 1923.

(Voir plus haut nº 74.)

No. 76. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES MANDATS DE POSTE, SIGNÉ A MADRID, LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

MAROC (à l'exception de la zone espagnole)	1er avril 1922
TUNISIE	1er avril 1922
ITALIE	12 juillet 1922
DANEMARK	27 juillet 1922
ISLANDE	27 juillet 1922
PANAMA	1er octobre 1922
LUXEMBOURG	11 octobre 1922
ROUMANIE	9 avril 1923
POLOGNE	14 avril 1923

(Voir plus haut nº 74.)

No. 77. — CONVENTION CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX, SIGNÉE A MADRID, LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

TUNISIE	1er avril 1922
GRÈCE	22 avril 1922
ITALIE	12 juillet 1922
DANEMARK	27 juillet 1922
ISLANDE	27 juillet 1922
PANAMA	1er octobre 1922
LUXEMBOURG	11 octobre 1922

No. 75. — ARRANGEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF LETTERS AND PARCELS (BOITES) OF A DECLARED VALUE, SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

Morocco (with the exception of the Spanish Zone)	April 1, 1922
Tunis	April 1, 1922
Italy	July 12, 1922
Denmark	July 27, 1922
Iceland	July 27, 1922
Panama	October 1, 1922
Luxemburg	October 11, 1922
Roumania	April 9, 1923
Poland	April 14, 1923
Guatemala	June 9 1923

(See No. 74 above.)

No. 76. — ARRANGEMENT CONCERNING MONEY ORDERS, SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

Morocco (with the exception of the Spanish zone) ...	April 1, 1922
Tunis	April 1, 1922
Italy	July 12, 1922
Denmark	July 27, 1922
Iceland	July 27, 1922
Panama	October 1, 1922
Luxemburg	October 11, 1922
Roumania	April 9, 1923
Poland	April 14, 1923

(See No. 74 above.)

No. 77. — CONVENTION CONCERNING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS, SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

Tunis	April 1, 1922
Greece	April 1, 1922
Italy	July 12, 1922
Denmark	July 27, 1922
Iceland	July 27, 1922
Panama	October 1, 1922
Luxemburg	October 11, 1922

ROUMANIE	9 avril 1923
POLOGNE	14 avril 1923
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	27 avril 1923
GUATEMALA	9 juin 1923

(Voir plus haut n° 74.)

No. 78. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES RECOUVREMENTS, SIGNÉ A MADRID, LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

MAROC (à l'exception de la zone espagnole)	1er avril 1922
TUNISIE	1er avril 1922
ITALIE	12 juillet 1922
DANEMARK	27 juillet 1922
ISLANDE	27 juillet 1922
LUXEMBOURG	11 octobre 1922
ROUMANIE	9 avril 1923
POLOGNE	14 avril 1923

(Voir plus haut n° 74.)

No. 79. — ARRANGEMENT CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET PUBLICATIONS PÉRIODIQUES, SIGNÉ A MADRID, LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

MAROC (à l'exception de la zone espagnole)	1er avril 1922
TUNISIE	1er avril 1922
ITALIE	12 juillet 1922
DANEMARK	27 juillet 1922
LUXEMBOURG	11 octobre 1922
ROUMANIE	9 avril 1923
POLOGNE	14 avril 1923

ADHÉSION.

ESTHONIE.

Communiqué par le Conseil Fédéral Suisse le 5 mars 1923.

BERNE, *le 2 mars 1923.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que, par note du 1er février 1923, le Ministère des Affaires étrangères à Tallinn a notifié au Conseil Fédéral Suisse l'adhésion de la République d'Esthonie, qui fait déjà partie de l'Union Postale Universelle (voir notre commu-

ROUMANIA	April 9, 1923
POLAND	April 14, 1923
DOMINICAN REPUBLIC	April 27, 1923
GUATEMALA	June 9, 1923

(See No. 74 above.)

No. 78. — ARRANGEMENT CONCERNING PAYMENT ON DELIVERY, SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

MOROCCO (with the exception of the Spanish zone)	April 1, 1922
TUNIS	April 1, 1922
ITALY	July 12, 1922
DENMARK	July 27, 1922
ICELAND	July 27, 1922
LUXEMBURG	October 11, 1922
ROUMANIA	April 9, 1923
POLAND	April 14, 1923

(See No. 74 above.)

No. 79.— ARRANGEMENT CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS, SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

MOROCCO (with the exception of the Spanish zone)	April 1, 1922
TUNIS	April 1, 1922
ITALY	July 12, 1922
DENMARK	July 27, 1922
LUXEMBURG	October 11, 1922
ROUMANIA	April 9, 1923
POLAND	April 14, 1923

ADHESION.

ESTHONIA.

Communicated by the Suiss Federal Council on March 5, 1923.

BERNE, *March 2, 1923.*

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that, by a note of February 1st, 1923, the Minister for Foreign Affairs at Tallinn informed the Swiss Federal Council of the adherence of the Esthonian Republic which already belongs to the Universal Postal Union (see our communication of July 13,

nication en date du 13 juillet 1922 [1]), à l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques, conclu à Madrid le 30 novembre 1920.

Cette notification vous est faite par la présente en vertu de l'article 26 de la Convention Postale Universelle de Madrid et de l'article 12 de l'Arrangement de Madrid concernant les abonnements aux journaux et publications périodiques.

La date à partir de laquelle l'Esthonie exécutera les opérations postales prévues dans cet arrangement sera fixée par la Direction Esthonienne des Postes et des Télégraphes d'accord avec le Bureau International de l'Union Postale Universelle à Berne.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHEURER.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

(Voir plus haut nº 74.)

No. 80. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES VIREMENTS POSTAUX, SIGNÉ A MADRID, LE 30 NOVEMBRE 1920.

RATIFICATIONS.

MAROC (à l'exception de la zone espagnole)	1er avril 1922
TUNISIE	1er avril 1922
ITALIE	12 juillet 1922
DANEMARK	27 juillet 1922
LUXEMBOURG	11 octobre 1922
ROUMANIE	9 avril 1923

(Voir plus haut nº 74.)

No. 119. — ACCORD ADDITIONNEL A L'ACCORD [2] SUR L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX, CONCLU LES 10/26 MAI 1904, ENTRE LES ADMINISTRATIONS POSTALES DE LA GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET L'ADMINISTRATION POSTALE DE LA SUÈDE, SIGNÉ A LONDRES LE 2 AVRIL 1920, A STOCKHOLM LE 3 MARS 1920.

Présenté à l'enregistrement par le Ministre des Affaires étrangères de Suède le 30 *janvier* 1923.

---

[1] Vol. XI, page 372 de ce Recueil.

[2] Vol. V, page 63 de ce Recueil.

1922 [1]) to the Arrangement concerning subscriptions to newspapers and periodicals, concluded at Madrid, November 30, 1920.

We have the honour to inform you of the foregoing in virtue of Article 26 of the Universal Postal Convention of Madrid and of Article 12 of the Madrid Arrangement concerning subscriptions to newspapers and periodicals.

The date as from which Esthonia will carry out the postal operations provided for in the above-named Arrangement, will be determined by the Esthonian Postal and Telegraph Authorities, in agreement with the International Bureau of the Universal Postal Union at Berne.

We have the honour to be, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHEURER.
Vice-President.

STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

To His Excellency,
The Minister for Foreign Affairs.

(See No. 74 above.)

No. 80 — ARRANGEMENT CONCERNING THE SERVICE OF POSTAL CHEQUES, SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 30, 1920.

RATIFICATIONS.

Morocco (with the exception of the Spanish zone) ...	April 1, 1922
Tunis	April 1, 1922
Italy	July 12, 1922
Denmark	July 27, 1922
Luxemburg	October 11, 1922
Roumania	April 9, 1923

(See No. 74 above.)

No. 119. — AGREEMENT ADDITIONAL TO THE AGREEMENT [2] FOR THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS CONCLUDED ON THE 10/26 OF MAY 1904, BETWEEN THE POST OFFICE OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND THE POST OFFICE OF SWEDEN, SIGNED AT LONDON, APRIL 2, 1920, AT STOCKHOLM, MARCH 3, 1920.

Presented for registration by the Swedish Minister for Foreign Affairs, January 30, 1923.

---

[1] Vol. XI, page 373 of this Series.
[2] Vol. V, page 63 of this Series.

No. 125. — AGREEMENT[1] BETWEEN THE BRITISH AND DANISH GOVERNMENTS RESPECTING MATTERS OF WRECK. LONDON, SEPTEMBER 28, 1918 AND JANUARY 21, 1921.

Echange de notes y relatif, communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique le 23 janvier 1923.

DANISH LEGATION.

LONDON, *November* 23, 1922.

MY LORD,

With reference to previous correspondence regarding the interpretation of certain paragraphs in the agreement entered into force on November 30, 1920, respecting matters of wreck, between the Danish and British governments, as formulated in M. Balfour's note of September 28, 1918, to Monsieur de Grevenkop-Castenskiöld, I hereby beg leave to place on record the interpretations to the said document on which I understand that agreement has now been reached.

(1) Section 2, of the agreement providing that :

" If any vessel of one of the contracting parties shall run aground or be wrecked upon the coast of the other, such vessel, and all parts thereof, and all furniture and appurtenances belonging thereunto, and all goods and merchandise saved therefrom, including any which may have been cast into the sea, or the proceeds thereof, if sold, as well as all papers found on board such stranded or wrecked vessel, shall be given up to the owners or their agents when claimed by them.

If there are no such owners or agents on the spot, then the same shall be delivered to the British or Danish consular officer in whose district the wreck or stranding may have taken place upon being claimed by him within the period fixed by the laws of the country ",

shall hereafter be interpreted to mean, that the release of a vessel, wrecked property or proceeds, to the consular officer, only relates to property, etc., belonging to the country, which he represents, and, that the consular officer within a reasonable period, when there are no owners or agents on the spot, shall procure a power of attorney, authorising him to act on the owners behalf, but that the requirement of the said power of attorney shall not delay the recognition of the consular officer's right to take possession of property, etc.

(2) In Section 3, of the agreement providing :

" In the case either of a vessel being driven in by stress of weather, run aground, or wrecked, the respective consular officers shall, if the owner or master or other agent of the owner is not present, or is present and requires it, be authorised to interpose in order to afford the necessary assistance to their fellow-countrymen. "

The sentence " in co-operation with the local authorities" has to be added parenthetically after the word " interpose ".

[1] Vol. V, page 161 de ce Recueil.

No. 125. — ACCORD[1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET DANOIS CONCERNANT LES SINISTRES MARITIMES. LONDRES, 28 SEPTEMBRE 1918 ET 21 JANVIER 1921.

Exchange of Notes relating thereto communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, January 13, 1923.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

LÉGATION DE DANEMARK.

LONDRES, *le* 23 *novembre* 1922.

MY LORD,

Me référant à la correspondance précédente relative à l'interprétation de certains paragraphes de l'accord entre les Gouvernements danois et britannique, concernant les sinistres maritimes, et entré en vigueur le 30 novembre 1920, accord formulé dans la note adressée par M. Balfour le 28 septembre 1918 à M. Grevenkop-Castenskiöld, je me permets d'enregistrer ci-après l'interprétation donnée au dit document et sur laquelle cet accord aurait été obtenu.

1. Le § 2 de l'Accord qui dispose que :

> « Si un navire appartenant à l'une des Parties Contractantes échoue ou fait naufrage sur les côtes de l'autre pays, ce navire et toutes ses parties, ainsi que toutes ses garnitures et accessoires, et tous les biens et marchandises qui ont été sauvés, y compris ceux qui ont pu être jetés à la mer, ou le produit de leur vente, si vente il y a, ainsi que tous les papiers trouvés à bord de ce navire échoué ou naufragé, seront livrés aux armateurs ou leurs représentants sur leur demande.
>
> Si ces armateurs ou représentants ne se trouvent pas sur les lieux, tout ce qui est mentionné ci-dessus sera livré à l'agent consulaire britannique ou danois du district dans lequel le naufrage ou l'échouement a eu lieu, sur demande adressée par lui dans le délai prévu par les lois du pays »,

doit désormais être interprété dans le sens que la remise du navire, des biens du naufrage ou de ce qui en résulte, au fonctionnaire consulaire se réfère seulement à la propriété, etc., appartenant au pays qu'il représente et que ce fonctionnaire, à défaut du propriétaire ou d'agent sur place, devra, dans un délai raisonnable, se munir d'une procuration l'autorisant à agir pour le compte des propriétaires, mais que la nécessité de se procurer ladite procuration ne retarderait pas la reconnaissance du droit de l'autorité consulaire de prendre possession de la propriété, etc.

2. Le § 3 de l'Accord établissant :

> « Dans le cas d'un navire qui se réfugie dans un port par suite du mauvais temps, qui échoue ou fait naufrage, si l'armateur ou le capitaine ou un représentant de l'armateur est absent (ou si, étant présent, il le demande), les agents consulaires de chaque pays respectif seront autorisés à intervenir pour prêter l'appui nécessaire à leurs compatriotes.
>
> La phrase « avec concurrence des autorités locales » doit être ajoutée entre parenthèses après le mot « intervenir ».

---

[1] Vol. V, page 161 of this Series.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[3] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

I venture to ask Your Lordship to be good enough to confirm, that the British government has no objections to the above mentioned interpretation, and to suggest that your reply will be sufficient to place the assumed understanding upon formal record.

I have the honour, etc.,

(Signed) O. AHLEFELDT-LAURVIG.

The Right Honourable,
The Marquess CURZON OF KEDLESTON,
etc., etc., etc.

FOREIGN OFFICE. S. W. I.

November 23, 1922.

SIR,

With reference to your note of to-day's date (No. 313/59. D. I.) regarding the interpretation of certain paragraphs of the agreement between the Danish and British governments of November 30, 1920 respecting matters of wreck, as formulated in the Foreign Office note September 28, 1918 to Monsieur de Grevenkop-Castenskiöld, I have the honour on behalf of His Majesty's Government to confirm the interpretation of these paragraphs as set out in your above mentioned note ; viz.

I have the honour to state that your note and the present reply is accordingly regarded by His Majesty's Government as placing upon record the understanding arrived at between our respective governments.

I have, etc.,

For the Secretary of State,

(Signed) HUBERT MONTGOMERY.

Count AHLEFELDT-LAURVIG,
etc., etc., etc.,

No. 140. — TRAITÉ[1] ENTRE LES PRINCIPALES PUISSANCES ALLIÉES ET ASSOCIÉES ET LA ROUMANIE, SIGNÉ A PARIS, LE 9 DÉCEMBRE 1919.

Dépôt de l'instrument de ratification de la Roumanie : 4 septembre 1920.

Communiqué par la Conférence des Ambassadeurs, le 2 juin 1923.

---

[1] Vol. V, page 335 de ce Recueil.

Je me permets de demander à Votre Seigneurie de vouloir bien me confirmer que le Gouvernement britannique n'a pas d'objection à l'interprétation sus-mentionnée et de lui suggérer que sa réponse soit assez complète pour permettre que l'Accord dont il s'agit soit considéré comme définitif.

Veuillez agréer, etc.,

(Signé) P. AHLEFELDT-LAURVIG.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

23 *novembre* 1922.

MONSIEUR LE COMTE,

Me référant à votre note de ce jour (N° 313/59. D. I.), relative à l'interprétation de certains paragraphes de l'Accord du 30 novembre 1920 entre les Gouvernements danois et britannique, concernant les sinistres maritimes, interprétation formulée dans la note du Foreign Office du 28 novembre 1918 à M. Grevenkop-Castenskiold, j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement de Sa Majesté Britannique de confirmer l'interprétation donnée à ces paragraphes dans votre note sus-mentionnée : (ces paragraphes ont été reproduits dans la note précédente).

J'ai l'honneur de déclarer que votre Note et la présente réponse sont par conséquent considérées par le Gouvernement de Sa Majesté britannique comme enregistrant l'Accord conclu entre nos Gouvernements respectifs.

Veuillez agréer, etc.,

Pour le Secrétaire d'Etat :

(Signé) HUBERT MONTGOMERY.

M. le Comte
AHLEFELDT-LAURVIG,
etc., etc., etc.

No. 140. — TREATY[1] BETWEEN THE PRINCIPAL ALLIED AND ASSOCIATED POWERS AND ROUMANIA, SIGNED AT PARIS, DECEMBER 9, 1919.

Deposit of the intrument of ratification by Roumania : September 4, 1920.

Communicated by the Conference of Ambassadors, June 2, 1923.

---

[1] Vol. V, page 335 of this Series.

No. 163. — AGREEMENT[1] WITH REGARD TO THE ULTIMATE DISPOSAL OF AUSTRO-HUNGARIAN MERCHANTSHIPS. LONDON, SEPTEMBER 25, 1919, OCTOBER 13/15, 1919, AND JUNE 1, 1921.

Echange de notes relatif à la confirmation de cet Accord, communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique le 13 janvier 1923.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.

June 30, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

In the note which the Marquis Imperiali addressed to me on September 26, 1919, he confirmed, under instructions from his Government, the agreement which had been reached between the British and Italian technical delegates in Paris in regard to the distribution of Austro Hungarian tonnage between Great Britain and Italy. It appears that the execution of this agreement has necessitated certain supplementary arrangements with regard to the valuation of the tonnage and to the amount to be paid to Great Britain in respect of hire on the vessels to be transferred to Italy. These supplementary agreements are contained in the notes addressed by M. Hipwood to the Marquis Salvago Raggi, Italian delegate on the Reparation Commission, as well as in the detailed agreement dated June 1, 1921 and signed jointly by M. Hipwood and the Marquis Salvago Raggi.

(2) Your Excellency is doubtless in possession of these documents, and I have the honour to request that you will be so good as to confirm them through the diplomatic channel as was done by Marquis Imperiali in his note above referred to in connection with the original agreement.

I have, etc.,

For the Secretary of State,
(Signed) CHARLES TUFTON.

His Excellency
Nobile Cav. GIACOMO DE MARTINO,
etc., etc., etc.

[1] Vol. VI, page 323 de ce Recueil.
[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

No. 163. — ACCORD[1] AU SUJET DE LA RÉPARTITION DÉFINITIVE DE LA FLOTTE MARCHANDE AUSTRO-HONGROISE. LONDRES, LES 25 SEPTEMBRE 1919, 13/15 OCTOBRE 1919 ET 1er JUIN 1921.

Exchange of notes relating to the confirmation of this Agreement[1] communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office on January 13, 1923.

[2] TRADUCTION — TRANSLATION.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.

Le 30 juin 1921.

EXCELLENCE,

Dans la note que le Marquis Imperiali m'a adressée le 26 septembre 1919, il me confirmait, conformément aux instructions de son Gouvernement, l'Accord qui a été conclu entre les délégués techniques britanniques et italiens, à Paris, au sujet de la répartition du tonnage austro-hongrois, entre la Grande-Bretagne et l'Italie.

Il apparaît que l'exécution de cet Arrangement a nécessité la conclusion de certains arrangements complémentaires, au sujet de l'évaluation du tonnage et du montant qui doit être payé à la Grande-Bretagne pour le louage des bateaux qui doivent être transférés à l'Italie. Ces arrangements complémentaires sont contenus dans des notes adressées par Mr. Hipwood au Marquis Salvago Raggi, délégué italien à la Commission des Réparations, aussi bien que dans l'Accord détaillé du 1er juin 1921, signé à la fois par Mr. Hipwood et le Marquis Salvago Raggi.

2. Votre Excellence est sans doute en possession de ces documents et j'ai l'honneur de la prier de vouloir bien en confirmer le contenu par la voie diplomatique, ainsi qu'il fut fait par le Marquis Imperiali, pour l'Accord original dans sa note mentionnée plus haut.

J'ai l'honneur, etc., etc...

Pour le Secrétaire d'Etat :
(Signé) CHARLES TUFTON.

Son Excellence
M. Nobile Cav. GIACOMO DE MARTINO.
etc., etc., etc...

[1] Vol. VI, page 323 of this Series.
[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

AMBASCIATA D'ITALIA.

LONDRA, *li* 11 *Luglio* 1921.

SIGNOR MARCHESE,

Con riferimento alla Nota dell'Eccellenza Vostra del 30 Giugno scorso, N° C. 12875/62 e conformemente alle istruzioni ricevute da S. E. il Marchese della Torretta, ho l'onore di dichiarare all'Eccellenza Vostra che il Governe del Re dà la sua completa adesione all'accordo concernente l'assegnazione all'Italia di tonnellaggio ex nemico firmato a Parigi il 1° Giugno scorso dal Marchese Salvago Raggi e da Mr. Hipwood e completato da une lettera inviata lo stesso giorno da Mr. Hipwood al Marchese Salvago Raggi.

Voglia gradire, Signor Marchese, gli atti della mia più alta considerazione, con la quale ho l'onore di essere dell'Eccellenza Vostra l'umilissimo ed obbedientissimo servitore,

(Sgd) G. DE MARTINO.

A Sua Eccellenza
il Marchese CURZON DI KEDLESTON,
etc., etc., etc.

[1] TRADUCTION.

AMBASSADE D'ITALIE.

LONDRES, *le* 11 *juillet* 1921.

MONSIEUR LE MARQUIS,

Me référant à la Note de Votre Excellence, du 30 juin dernier, N° C. 12875/62, et conformément aux instructions reçues de Son Excellence le Marquis de la Torretta, j'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence que le Gouvernement du Roi donne son adhésion complète à l'Accord relatif à l'attribution à l'Italie du tonnage ex-ennemi, signé à Paris, le 1er juin dernier, avec la Marquis Salvago Raggi par Mr. Hipwood, et complété par une lettre du même jour adressée par Mr. Hipwood au Marquis Salvago Raggi.

Veuillez agréer, etc...

(Signé) G. DE MARTINO.

Son Excellence,
le Marquis CURZON DE KEDLESTON,
etc., etc., etc.

TRANSLATION.

ITALIAN EMBASSY,

LONDON, *July* 11, 1921.

MY LORD,

Referring to your lordship's note of the 30th June last, No. C. 12875/62, and according to instructions received from His Excellency the Marquis Della Torretta, I have the honour to declare to your lordship that the Government of the King gives its complete adhesion to the agreement with regard to the allotment to Italy of ex-enemy tonnage signed at Paris the 1st June last, by the Marquis Salvago Raggi and by Mr. Hipwood and completed by a letter addressed by Mr. Hipwood to the Marquis Salvago Raggi.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) G. DE MARTINO.

His Excellency,
the Marquess CURZON OF KEDLESTON,
etc., etc., etc.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 170. — PROTOCOLE DE SIGNATURE [1] CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. GENÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

SIGNATURE.

HONGRIE ... ... 1er août 1923.

RATIFICATION DU PROTOCOLE.

ESTHONIE ... ... Dépôt : 2 mai 1923. Instrument : 25 avril 1923.

DISPOSITION FACULTATIVE.

LETTONIE.

Au nom du Gouvernement letton et sous réserve de ratification par la Saeima, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire à condition de réciprocité, la juridiction de la Cour conformément à l'article 36, § 2, du Statut de la Cour, pour la durée de cinq années, sur tout différend futur à propos duquel les parties ne sont pas convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

GENÈVE, *le* 11 *septembre* 1923. (Signé) Z. A. MEIEROVICS.

RATIFICATION DE LA DISPOSITION FACULTATIVE.

ESTHONIE ... ... Dépôt : 2 mai 1923. Instrument : 25 avril 1923.

No. 171. — CONVENTION [2] ET STATUT SUR LA LIBERTÉ DU TRANSIT. BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

RATIFICATIONS.

Les Membres suivants ont effectué le dépôt des instruments de ratification de cette Convention aux dates ci-dessous :

FINLANDE...	29 janvier 1923.
NORVÈGE	4 septembre 1923
ROUMANIE	5 septembre 1923

[1] Vol. VI, page 379 et vol. XI, page 404 de ce Recueil.

[2] Vol. VII, page 11 et vol. XI, page 406 de ce Recueil.

No. 170. — PROTOCOL OF SIGNATURE [1] RELATING TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA, DECEMBER 16, 1920.

SIGNATURE

HUNGARY ... ... August 1, 1923

RATIFICATION OF THE PROTOCOL.

ESTHONIA ... ... Deposit : May 2, 1923. Instrument : April 25, 1923.

OPTIONAL CLAUSE.

LATVIA.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

On behalf of the Latvian Government and subject to ratification by the Saeima I recognise in relation to any Member or State accepting the same obligation, that is to say on the sole condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory *ipso facto* and without special convention in conformity with Article 36, paragraph 2 of the Statute of the Court for a period of five years, in any future dispute as to which the Parties have not agreed to have recourse to some other method of pacific settlement.

(Signed) Z. A. MEIEROVICS.

RATIFICATION OF THE OPTIONAL CLAUSE.

ESTHONIA ... ... Deposit : May 2, 1923. Instrument : April 25, 1923.

No. 171. — CONVENTION [3] AND STATUTE ON FREEDOM OF TRANSIT. BARCELONA, APRIL 20, 1921.

RATIFICATIONS.

The following Members have effected the deposit of the deeds of ratification of this Convention on the dates given below :

FINLAND	January 29, 1923.
NORWAY	September 4, 1923.
ROUMANIA	September 5, 1923.

[1] Vol. VI, page 379 et vol. XI, page 404 of this Series.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. [2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[3] See vol. VII, page 11 and vol. XI, page 407 of this Series.

ACCESSIONS.

ETATS MALAIS FÉDÉRÉS (ETATS DE PERAK, SENGALOR, NEGRI SEMBILAN ET PAHANG[1]) ... ... 22 août 1923
ETATS MALAIS NON FÉDÉRÉS (ETATS DE BRUNEI, JOHORE, KEDAH, PERLIS KELANTAN, et TRENGGANU)[1] ... ... 22 août 1923

No.172. — CONVENTION[2] ET STATUT SUR LE RÉGIME DES VOIES NAVIGABLES D'INTÉRÊT INTERNATIONAL. BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

RATIFICATIONS.

Les Membres suivants ont effectué le dépôt des instruments de ratification de cette Convention aux dates ci-dessous :

FINLANDE... ... ... 29 janvier 1923.
NORVÈGE ... ... 4 septembre 1923

ADHÉSIONS.

COLOMBIE (sous réserve de l'approbation ultérieure du Congrès colombien) ... ... 7 avril 1923.
ROUMANIE... ... ... 19 juin 1923

Le représentant de la Roumanie, au moment de la signature du Protocole d'adhésion, a fait la déclaration suivante :

« La Roumanie adhère, sous réserve d'une ratification ultérieure, à la Convention et au Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international, signée à Barcelone le 20 avril 1921, en tant que ses dispositions ne se trouvent pas en contradiction avec les principes du nouveau Statut du Danube, élaboré par la Commission internationale instituée conformément aux articles 349 du Traité de Versailles, 304 du Traité de St-Germain, 232 du Traité de Neuilly et 288 du Traité de Trianon.

« En ce qui concerne le Protocole additionnel, la Roumanie ne peut accepter aucune restriction relative à la complète liberté d'administration sur les voies qui ne sont pas d'intérêt international, c'est-à-dire sur les rivières purement nationales, tout en admettant les principes de la liberté, conformément aux lois du pays. »

ACCESSIONS.

ETATS MALAIS FÉDÉRÉS (ETATS DE PERAK SENGALOR, NEGRI SEMBILAN et PAHANG)[1].
ETATS MALAIS NON FÉDÉRÉS (ETATS DE BRUNEI, JOHORE, KEDAH, PERLIS, KELANTAN, TRENGGANU)[1].

---

[1] L'accession de ces Etats, placés sous la protection de Sa Majesté Britannique, a été communiquée au Secrétariat de la Société des Nations par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.

[2] Vol, VII, page 35 et vol. XI, page 406 de ce Recueil.

ACCESSIONS.

THE FEDERATED MALAY STATES (STATES OF PERAK, SELANGOR NEGRI SEMBILAN and PAHANG)[1]	August 22, 1923.
THE UNFEDERATED MALAY STATES (STATES OF BRUNEI, JOHORE, KEDAH, PERLIS, KELATAN and TRENGGANU)[1]	August 22, 1923.

No. 172. — CONVENTION[2] AND STATUTE ON THE REGIME OF NAVIGABLE WATERWAYS OF INTERNATIONAL CONCERN. BARCELONA, APRIL 20, 1921.

RATIFICATIONS.

The following Members have effected the deposit of the deeds of ratification of this Convention on the dates given below :

FINLAND	January 29, 1923.
NORWAY	September 4, 1923.

ADHESIONS.

COLUMBIA (subject to subsequent approbal by the Colombian Parliament)	April 7, 1923.
ROUMANIA	June 19, 1923.

At the time of signature of the Protocol of adhesion, the Roumanian representative made the following declaration :

[3] TRADUCTION. — TRANSLATION.

" Roumania adheres, subject to subsequent ratification, to the Convention and Statute on the Regime of Navigable Waterways of International Concern signed at Barcelona on April 20, 1921, in so far as its provisions are not in conflict with the principles of the new Danube Statute drawn up by the International Commission which was appointed in accordance with Articles 349 of the Treaty of Versailles, 304 of the Treaty of Saint-Germain, 232 of the Treaty of Neuilly and 288 of the Treaty of the Trianon.

" As regards the Additional Protocol, Roumania is unable to accept any restriction of her liberty in administrative matters on the waterways which are not of international concern, that is to say, on purely national rivers, while at the same time accepting the principles of liberty in accordance with the laws of the country. "

ACCESSIONS :

FEDERATED MALAY STATES (STATES OF PERAK, SELANGOR, NEGRI SEMBILAN and PAHANG)[1].
UNFEDERATED MALAY STATES (STATES OF BRUNEI, JOHORE, KEDAH, PERLIS, KELANTAN, TRENGGANU)[1].

---

[1] The accession of these States, under the protection of His Britannic Majesty was communicated to the Secretariat of the League of Nations by His Britannic Majesty's Secretary of State for Foreing Affairs.

[2] See vol. VII, page 35 and vol. XI, page 406 of this Series.

[3] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[6] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 173. — PROTOCOLE [1] ADDITIONNEL A LA CONVENTION SUR LE RÉGIME DES VOIES NAVIGABLES D'INTÉRÊT INTERNATIONAL. BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

RATIFICATIONS.

Les Membres suivants ont effectué le dépôt des instruments de ratification sur le protocole aux dates ci-dessous :

FINLANDE... ... ... 29 janvier 1923.
NORVÈGE ... ... 4 septembre 1923.

ADHÉSION.

AUTRICHE sous réserve d'une ratification ultérieure, et dans l'étendue indiquée sous la lettre *a)* du protocole ... ... 7 avril 1923.

ACCESSIONS.

ETATS MALAIS FÉDÉRÉS (ETATS DE PERAK, SENGALOR, NEGRI SEMBILAN et PAHANG) [2].
ETATS MALAIS NON FÉDÉRÉS (ETATS DE BRUNEI, JOHORE, KEDAH, PERLIS, KELANTAN, TRENGGANU) [2]. dans l'étendue indiquée au § *a)* du Protocole.

No. 174. — DÉCLARATION [3] PORTANT RECONNAISSANCE DU DROIT AU PAVILLON DES ÉTATS DÉPOURVUS DE LITTORAL MARITIME. BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

ENTRÉE EN VIGUEUR.

Extrait d'une lettre du Ministre des Pays-Bas à Berne du 17 août 1923 :

« La Déclaration susvisée a été signée pour les Pays-Bas le 28 novembre 1921 et cette signature n'a plus besoin de ratification ni d'approbation légale. En conséquence cette déclaration peut être regardée aussi en ce qui concerne les Pays-Bas comme étant entrée en vigueur. »

RATIFICATION.

NORVÈGE ... ... 4 septembre 1923.

ADHÉSIONS.

ROUMANIE [4] ... ... 22 février 1923.

[1] Vol. VII, page 65 de ce Recueil et vol. XI, page 406 de ce Recueil.

[2] Voir renvoi [1] à la page précédente.

[3] Vol. VII, page 73 et vol. XI, page 410 de ce Recueil.

[4] Cette adhésion produit ses effets à partir du 22 février 1923; elle doit cependant être ratifiée par le Parlement.

No. 173. — ADDITIONAL PROTOCOL [1] TO THE CONVENTION ON THE REGIME OF NAVIGABLE WATERWAYS OF INTERNATIONAL CONCERN. BARCELONA, APRIL 20, 1921.

RATIFICATIONS.

The following Members have effected the deposit of the deeds of ratification of this Protocol on the dates given below :

FINLAND	January 29, 1923.
NORWAY	September 4, 1923.

ADHESION.

AUSTRIA subject to subsequent ratification, and to the full extent indicated under paragraph *(a)* of the Protocol	April 7. 1923.

ACCESSIONS.

FEDERATED MALAY STATES (STATES OF PERAK, SELANGOR, NEGRI SEMBILAN and PAHANG)[2].
UNFEDERATED MALAY STATES (STATES OF BRUNEI, JOHORE, KEDAH, PERLIS, KELANTAN, TRENGGANU[2]) to the full extent indicated in paragraph *(a)* of the Protocol.

No. 174. — DECLARATION [3] RECOGNISING THE RIGHT TO A FLAG OF STATES HAVING NO SEA-COAST. BARCELONA, APRIL 20, 1921.

ENTRY INTO FORCE.

Extract of a letter from the Netherlands Minister at Berne, dated August 17, 1923.

" The Declaration referred to above was signed on behalf of the Netherlands on November 28, 1921, and this signature requires no further ratification nor legal approbation. Consequently this declaration may be regarded as having come into force also as concerns the Netherlands. "

RATIFICATIONS.

NORWAY	September 4, 1923.

ADHESIONS.

ROUMANIA [4]	February 22, 1923.

[1] Vol. VII, page 65 and vol. XI, page 407 of this Series.

[2] See footnote [1] on the preceding page.

[3] Vol. VII, page 73 and vol. XI, page 410 of this Series.

[4] This adhesion becomes effective as from February 22, 1923, it must however be ratified by the Parliament.

N° 222. — CONVENTION INTERNATIONALE[1] DE L'OPIUM, SIGNÉE A LA HAYE LE 23 JANVIER 1912.

Les signatures et ratifications ci-après ont été communiquées au Secrétariat de la Société des Nations par le Ministre des Pays-Bas à Berne.

ÉTATS	Signatures du Protocole des Puissances non représentées à la Conférence de l'Opium.	Ratification de la Convention.	Signature du Protocole relatif à la mise en vigueur de la Convention. (Dates de l'entrée en vigueur.)
Chili	—	16 janvier 1923.	18 mai 1923.
République Dominicaine	—	7 juin 1923.	—
Equateur	—	—	23 août 1923.
Esthonie	9 janvier 1923.	—	—
Principauté de Monaco	1 mai 1923.	—	—

No. 255. — CONVENTION[2] RELATIVE A LA NON-FORTIFICATION ET A LA NEUTRALISATION DES ILES D'ALAND, SIGNÉE A GENÈVE LE 20 OCTOBRE 1921.

Le dépôt de l'instrument de ratification de la République Esthonienne a eu lieu à Genève le 3 avril 1923.

No. 269. — CONVENTION[3] INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS, OUVERTE A LA SIGNATURE, A GENÈVE, DU 30 SEPTEMBRE 1921 AU 31 MARS 1922.

RATIFICATIONS.

Les membres suivants ont effectué le dépôt des instruments de ratification aux dates ci-dessous :

CUBA	7 mai 1923
GRÈCE	9 avril 1923
ROUMANIE	5 septembre 1923
PAYS-BAS	19 septembre 1923

ADHÉSION.

DANEMARK (sous réserve de ratification)	12 mars 1923

[1] Vol. VIII, pages 187 et 236 et suivantes. Vol. XI, page 414.

[2] Vol. IX, page 211 de ce Recueil.

[3] Vol. IX, page 415 de ce Recueil.

No. 222. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION[1], SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 23, 1912.

The following signatures and ratifications were communicated to the Secretariat of the League of Nations by the Netherlands Minister at Berne.

STATES	Signatures of the Protocol of signature of the Powers not represented at the Conference.	Ratification of the Convention.	Signatures of the Protocol respecting the putting into force of the Convention. (Dates of entry into force.)
Chili	—	January 16, 1923.	May 18, 1923.
Dominican Republic	—	June 7, 1923.	—
Equator	—	—	August 23, 1923.
Esthonia	January 9, 1923.	—	—
Principauté de Monaco	May 1st 1923.	—	—

No. 255. — CONVENTION[2] RELATING TO THE NON-FORTIFICATION AND NEUTRALISATION OF THE AALAND ISLANDS, SIGNED AT GENEVA OCTOBER 20, 1921.

The deposit of the instrument of ratification by the Esthonian Republic took place at Geneva April 3, 1923.

No. 269. — INTERNATIONAL CONVENTION[3] FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN, OPENED FOR SIGNATURE AT GENEVA, FROM SEPTEMBER 30, 1921 TO MARCH 31, 1922.

RATIFICATIONS.

The following Members have effected the deposit of the instruments of ratification on the dates given below :

CUBA	May 7, 1923
GREECE	April 9, 1923
ROUMANIA	September 5, 1923
THE NETHERLANDS	September 19, 1923

ADHESION.

DENMARK (subject to ratification)	March 12, 1923

[1] Vol. VIII, pages 187 and 236 and following. Vol. XI, page 414.

[2] Vol. IX, page 211 of this Series.

[3] Vol. IX, page 415 of this Series.

No. 270. — ARRANGEMENT POSTAL[1] ENTRE LE DANEMARK ET LA FINLANDE AVEC UN RÈGLEMENT D'EXÉCUTION SE RÉFÉRANT A CET ARRANGEMENT, SIGNÉS A HELSINGFORS LE 19 MAI ET A COPENHAGUE LE 22 MAI 1922.

Présenté à l enregistrement par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande, le 13 janvier 1923.

No. 270. — POSTAL AGREEMENT[1] BETWEEN DENMARK AND FINLAND TOGETHER WITH THE REGULATIONS FOR CARRYING OUT THIS AGREEMENT, SIGNED AT HELSINGFORS, MAY 19, AND AT COPENHAGEN MAY 22, 1922.

Presented for registration by the Finnish Minister for Foreign Affairs, January 31, 1923.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 274. — VERTRAG[2] ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND DÄNEMARK, BETREFFEND DIE REGELUNG DER DURCH DEN ÜBERGANG DER STAATSHOHEIT IN NORDSCHLESWIG AUF DANEMARK ENTSTANDENEN FRAGEN, GEZEICHNET IN KOPENHAGEN, DEN 10. APRIL 1922.

Echange de notes y relatif communiqué par le Ministre de Danemark à Berne le 6 mars 1923.

Exchange of notes relating thereto communicated by the Danish Minister at Berne on March 6, 1923.

ABKOMMEN ZUR REGELUNG STEUERRECHTLICHER FRAGEN UND SCHLUSSPROTOKOLL.

Im Anschluss an das Abkommen zur Regelung steuerrechtlicher Fragen beehrt sich die Deutsche Delegation im Auftrage ihrer Regierung der Dänischen Regierung folgende Mitteilung zu machen :

1. Zur Vermeidung von Härten wird die Deutsche Regierung in den Fällen des Art. 3 Abs. 2 und des Art. 7 Satz 2 a und c unter der Voraussetzung, dass die Dänische Regierung in den Fällen des Art. 5 Abs. 2 entsprechend verfährt, Rückestände gegenüber dänischen Staatsangehörigen nur insoweit vollstrecken, als die einen Steueranspruch begründenden Tatsachen am 1. Januar 1922 noch vorhanden waren.

2. Einzelfälle, in denen gegenüber den in Art. 6–8 bezeichneten Personen auf Grund der in diesen Bestimmungen genannten Steuergesetze Ansprüche geltend gemacht sein sollten, die über den in diesen Bestimmungen vorgesehenen Umfang hinausgehen, werden zum Gegenstand besonderer Verhandlungen zwischen den vertragschliessenden Teilen gemacht werden.

---

[1] Vol. IX, page 435 de ce Recueil.
[2] Vol. X, page 73 de ce Recueil.

[1] Vol. IX, page 435 of this Series.
[2] Vol. X, page 73 of this Series.

3. Auf Wunsch der Dänischen Regierung wird die Deutsche Regierung im Hinblick auf die Vereinbarungen, die zwischen Deutschland und Dänemark wegen des an Dänemark gefallenen Gebiets über die finanzielle Auseinandersetzung im übrigen getroffen worden sind, und zur Vermeidung von Härten, in Einzelfällen Personen, die für Dänemark optiert haben und abgewandert sind, unter der Voraussetzung, dass von den für Deutschland optierenden Personen persönliche Vermögensabgaben nicht erhoben werden, soweit sie nach der Abwanderung fällig sind, die für das Reichsnotopfer einbehaltenen Sicherheiten insoweit zurückgewähren, als sie der Sicherung von Notopferbeträgen dienen, die nach der Abwanderung fällig geworden sind und nicht auch ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit der Steuerpflichtigen zu erheben wären. In gleicher Weise wird zugunsten von Personen verfahren werden, die gemäss Art. 112 Abs. 2 des Vertrags von Versailles vor dem 15. Juni 1922 die dänische Staatsangehörigkeit erworben haben ; für diese Personen gilt als Tag der Abwanderung der 15. Juni 1920.

Die Deutsche Regierung geht davon aus, dass die beteiligten Regierungen, um zu vermeiden, dass aus Gründen der Steuerflucht Optionen vollzogen oder Anträge gemäss Art. 112 Abs. 2 des Vertrags von Versailles gestellt werden, den Inhalt der vorstehenden Erklärung nicht vor dem Ablauf der Optionsfristen bekannt geben werden.

KOPENHAGEN, den 10 April 1922.

(Sign.) VON KOERNER.
(Sign,) VON ROSENBERG.

Certifie pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères.
Copenhague, le 20 février 1923.

Georg COHN
Chef du Service danois de la Société des Nations.

Die Dänische Regierung bestätigt den Empfang der Note vom heutigen Tage mit folgendem Wortlaut :

« Im Anschluss an das Abkommen zur Regelung steuerrechtlicher Fragen beehrt sich die Deutsche Delegation im Auftrage ihrer Regierung der Dänischen Regierung folgende Mitteilung zu machen :

1. Zur Vermeidung von Härten wird die Deutsche Regierung in den Fällen des Art. 3 Abs. 2 und des Art. 7 Satz 2 a und c unter der Voraussetzung, dass die Dänische Regierung in den Fällen des Art. 5 Abs. 2 entsprechend verfährt, Rückstände gegenüber dänischen Staatsangehörigen nur insoweit vollstrecken, als die einen Steueranspruch begründenden Tatsachen am 1. Januar 1922 noch vorhanden waren.

2. Einzelfälle, in denen gegenüber den in Art. 6–8 bezeichneten Personen auf Grund der in diesen Bestimmungen genannten Steuergesetze Ansprüche geltend gemacht sein sollten, die über den in diesen Bestimmungen vorgesehenen Umfang hinausgehen, werden zum Gegenstand besonderer Verhandlungen zwischen den vertragschliessenden Teilen gemacht werden.

3. Auf Wunsch der Dänischen Regierung wird die Deutsche Regierung im Hinblick auf die Vereinbarungen, die zwischen Deutschland und Dänemark wegen des an Däne-

mark gefallenen Gebiets über die finanzielle Auseinandersetzung im übrigen getroffen worden sind, und zur Vermeidung von Härten, in Einzelfällen Personen, die für Dänemark optiert haben und abgewandert sind, unter der Voraussetzung, dass von den für Deutschland optierenden Personen persönliche Vermögensabgaben nicht erhoben werden, soweit sie nach der Abwanderung fällig sind, die für das Reichsnotopfer einbehaltenen Sicherheiten insoweit zurückgewähren, als sie der Sicherung von Notopferbeträgen dienen, die nach der Abwanderung fällig geworden sind und nicht auch ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit der Steuerpflichtigen zu erheben wären. In gleicher Weise wird zugunsten von Personen verfahren werden, die gemäss Art. 112 Abs. 2 des Vertrags von Versailles vor dem 15. Juni 1922 die dänische Staatsangehörigkeit erworben haben; für diese Personen gilt als Tag der Abwanderung der 15. Juni 1920.

Die Deutsche Regierung geht davon aus, dass die beteiligten Regierungen, um zu vermeiden, dass aus Gründen der Steuerflucht Optionen vollzogen oder Anträge gemäss Art. 112 Abs. 2 des Vertrags von Versailles gestellt werden, den Inhalt der vorstehenden Erklärung nicht vor dem Ablauf der Optionsfristen bekannt geben werden. »

Die Dänische Regierung erklärt sich mit dem Inhalt dieser Note und den Voraussetzungen zu Punkt 1 und 3 derselben einverstanden.

Kopenhagen, den 10. April 1922.

(Sign.) HARALD SCAVENIUS.

Certifié pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères.
Copenhague, le 20 février 1923.

GEORG COHN
Chef du Service danois de la Société des Nations.

---

[1] TRADUCTION.

No. 274. — TRAITÉ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE DANEMARK RELATIF AU RÈGLEMENT DES QUESTIONS SOULEVÉES PAR SUITE DU TRANSFERT AU DANEMARK DE LA SOUVERAINETÉ SUR LES TERRITOIRES DU SLESVIG DU NORD, SIGNÉ A COPENHAGUE LE 10 AVIL 1922.

CONVENTION RELATIVE AU RÈGLEMENT DES QUESTIONS FISCALES, ET PROTOCOLE FINAL.

Comme suite à la Convention relative au règlement des questions fiscales, la Délégation

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 274. — TREATY BETWEEN GERMANY AND DENMARK CONCERNING THE SETTLEMENT OF QUESTIONS ARISING OUT OF THE TRANSFERENCE TO DENMARK OF SOVEREIGNTY IN NORTH SLESWIG, SIGNED AT COPENHAGEN, APRIL 10, 1922.

AGREEMENT FOR THE SETTLEMENT OF QUESTIONS CONNECTED WITH TAXATION AND FINAL PROTOCOL.

With reference to the Agreement for the Settlement of Questions connected with Taxa-

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

allemande, d'ordre de son Couvernement, a l'honneur de faire au Gouvernement danois la communication suivante :

1. Pour éviter certaines rigueurs dans l'application de la Convention, le Gouvernement allemand, dans les cas relevant du § 2 de l'article 3, et des dispositions *a* et *c* de l'alinéa 2 de l'article 7, et sous réserve que le Gouvernement danois usera de réciprocité dans les cas relevant du § 2 de l'article 5, ne procèdera au recouvrement d'arriérés à l'égard de ressortissants danois que si les conditions justifiant la réclamation du fisc se trouvent encore remplies à la date du 1er janvier 1922.

2. Si l'application des dispositions des articles 6 à 8 des lois fiscales sus-visées, devait entraîner, pour les personnes désignées dans ces articles, des rappels d'impôts dépassant la mesure prévue par ces dispositions, chaque cas particulier fera l'objet de négociations spéciales entre les Parties contractantes.

3. En regard des accords conclus par ailleurs entre l'Allemagne et le Danemark pour régler les difficultés d'ordre financier soulevées par la cession du territoire (plébiscité) au Danemark, et pour éviter certaines rigueurs, le Gouvernement allemand, conformément au désir exprimé par le Gouvernement danois, a décidé.— sous réserve que la fortune particulière des personnes optant pour l'Allemagne ne sera soumise à aucun prélèvement venant à échéance postérieurement à leur émigration — que, dans certains cas particuliers, les personnes ayant opté pour le Danemark et ayant émigré rentreraient en possession des biens ou valeurs retenus en garantie pour le sacrifice au Reichsnotopfer dans la mesure où ces biens ou valeurs servent à garantir des versements au Reichsnotopfer qui sont venus à échéance postérieurement à leur émigration et ne serait pas exigibles quelle que soit la nationalité des contribuables. Bénéficieront des mêmes dispositions les personnes qui ont

tion the German Delegation has the honour, on behalf of its Government, to inform theDanish Government as follows :

(1) In order to avoid cases of hardship, provided that the Danish Government takes similar action in cases coming under Article 5, paragraph 2, the German Government will only take action against Danish subjects in cases of arrears of payment coming under Article 3, paragraph 2 and Article 7, section 2, *a* and *c*, when the circumstances on which the taxation claim is based, already existed on January 1, 1922.

(2) The Contracting Parties will make special arrangements with regard to individual claims to be enforced against the persons referred to in Articles 6–8 under the taxation laws referred to in these regulations, if such claims exceed the amount provided for in these regulations.

(3) Should the Danish Government so desire, the German Government will, in consideration of the agreements concluded between Germany and Denmark concerning the settlement of financial questions relating to the territory allocated to Denmark, and in order to avoid cases of hardship — return, in individual cases, to persons who have opted for Denmark and who have emigrated (provived that personal taxes on capital which became due after emigration are not levied on persons opting for Germany), any security held in respect of the National Emergency Levy (Reichsnotopfer) if such security was deposited in payment of contributions to the National Emergency Levy and provided that this would not have been leviable irrespective of the nationality of the taxpayer. Similar action will also be taken in favour of persons who obtained Danish nationality before June 15, 1922, under Article 112, Paragraph 2 of the Treaty of Versailles ; in such cases June 15,

acquis la nationalité danoise avant le 15 juin 1922, conformément à l'alinéa 2 de l'article 112 du Traité de Versailles ; pour ces personnes, le 15 juin 1920 sera considéré comme la date de leur émigration.

Le Gouvernement allemand compte que les Gouvernements intéressés, pour éviter que le désir d'échapper à l'impôt ne provoque des options ou des demandes fondées sur l'alinéa 2 de l'article 112 du Traité de Versailles, ne divulgueront pas le contenu de la précédente déclaration avant l'expiration des délais d'option.

COPENHAGUE, *le* 10 *avril* 1922.

(Signé) VON KOERNER.
(Signé) VON ROSENBERG.

1920, shall be reckoned as the day of their emigration.

The German Government presumes that, in order to prevent the granting of options or the submission of applications with the object of evading taxation under Article 112, paragraph 2. of the Treaty of Versailles, the contracting Governments will not make public the contents of the present declaration before the expiration of the period of option.

COPENHAGEN, APRIL 10, 1922.

(Signed) VON KŒRNER.
(Signed) VON ROSENBERG.

Le Gouvernement danois accuse réception de a note, en date de ce jour, ainsi conçue :

1. Pour éviter certaines rigueurs dans l'application de la Convention, le Gouvernement allemand, dans les cas relevant du § 2 de l'article 3, et des dispositions *a* et *c* de l'alinéa 2 de l'article 7, et sous réserve que le Gouvernement danois usera de réciprocité dans les cas relevant du § 2 de l'article 5, ne procédera au recouvrement d'arriérés à l'égard de ressortissants danois que si les conditions justifiant la réclamation du fisc se trouvent encore remplies à la date du 1er janvier 1922.

2. Si l'application des dispositions des articles 6 à 8 des lois fiscales sus-visées devait entraîner, pour les personnes désignées dans ces articles, des rappels d'impôts dépassant la mesure prévue par ces dispositions, chaque cas particulier fera l'objet de négociations spéciales entre les Parties contractantes.

3. En regard des accords conclus par ailleurs entre l'Allemagne et le Danemark pour régler les difficultés d'ordre financier

The Danish Government aknowledges receipt of the note of today's date reading as follows :

(1) In order to avoid cases of hardship, provided that the Danish Government takes similar action in cases coming under Article 5, paragraph 2, the German Government will only take action against Danish subjects in cases of arrears of payment coming under Article 3, paragraph 2 and Article 7, section 2, *a* and *c*, wen the circumstances on which the taxation claim is based already existed on January 1, 1922.

(2) The Contracting Parties will make special arrangements with regard to individual claims to be enforced against the persons referred to in Articles 6–8 under the taxation laws referred to in these regulations, if such claims exceed the amount provided for in these regulations.

(3) Should the Danish Government so desire, the agreements concluded between Germany and Denmark concer-

soulevées par la cession du territoire (plébiscité) au Danemark, et pour éviter certaines rigueurs, le Gouvernement allemand, conformément au désir exprimé par le Gouvernement danois, a décidé — sous réserve que la fortune particulière des personnes optant pour l'Allemagne ne sera soumise à aucun prélèvement venant à échéance postérieurement à leur émigration — que, dans certains cas particuliers, les personnes ayant opté pour le Danemark et ayant émigré rentreraient en possession des biens ou valeurs retenus en garantie pour le service au Reichsnotopfer dans la mesure où ces biens ou valeurs servent à garantir des versements au Reichsnotopfer qui sont venus à échéance postérieurement à leur émigration et ne seraient pas exigibles quelle que soit la nationalité des contribuables. Bénéficieront des mêmes dispositions les personnes qui ont acquis la nationalité danoise avant le 15 juin 1922, conformément à l'alinéa 2 de l'article 112 du Traité de Versailles ; pour ces personnes, le 15 juin 1920 sera considéré comme la date de leur émigration.

Le Gouvernement danois déclare approuver le contenu de cette note et les réserves mentionnées aux §§ 1 et 3 de ladite note.

COPENHAGUE, 10 *avril* 1922.

(Signé) HARALD SCAVENIUS.

ning the settlement of financial questions relating to the territory allocated to Denmark, and in order to avoid cases of hardship — return, in individual cases, to persons who have opted for Denmark and who have emigrated (provived that personal taxes on capital which became due after emigration are not levied on persons opting for Germany), any security held in respect of the National Emergency Levy (Reichsnotopfer) of such security was deposited in payment of contributions to the National Emergency Levy and provided that this would not have been leviable irrespective of the nationality of the taxpayer. Similar action will also be taken in favour of persons who obtained Danish nationality before June 15, 1922, under Article 112, Paragraph 2 of the Treaty of Versailles ; in such cases June 15, 1920, shall be reckoned as the day of their emigration.

The Danish Government declares that it approves the contents of this note and the reservations mentioned in paragraphs 1 and 3 of the said note.

COPENHAGEN, *April* 10, 1922.

(Signed) HARALD SCAVENIUS.

No. 280. — AGREEMENT [1] BETWEEN GREAT BRITAIN AND THE SERB-CROAT-SLOVENE STATE RESPECTING THE FINAL DISPOSAL OF EX-AUSTRIAN AND EX-HUNGARIAN TONNAGE, SIGNED AT PARIS, JULY 29, 1921.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, January 13, 1923.

BRITISH LEGATION.

ENCLOSURE No. 1. IN BELGRADE.

DESPATCH No. 139 OF MARCH 23rd, 1922.

BELGRADE, *October* 5, 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

The Marquess Curzon of Kedleston has sent to me the Memorandum of Agreement between Great Britain and the State of the Serbs, Croats and Slovenes regarding the final disposal of ex-Anstrian and ex-Hungarian tonnage. This Memorandum was signed at Paris on July 29, 1921, by an Assistant Secretary of the British Board of Trade, Mr. C. Hipwood, and by the shipping representative of the Serb-Croat-Slovene Government, M. Wolff Vukovitch. The text of the agreement is as follows :

1. Great Britain undertakes to transfer to Jugoslavia such Austro-Hungarian vessels included in Schedule C. to Agreement No. 1. of the 7th September, 1920, between the Jugoslav and Italian Governments concerning the repartition of ex-Austro-Hungarian tonnage, as may be alloted to Great Britain for final ownership by the Reparation Commission.

2. Great Britain and Jugoslavia agree that the financial arragements in regard to the ships thus transferred by Great Britain to Jugoslavia, shall be in accordance with the provisions of Article 6 of the Spa Agreement of the 16, July, 1920, subject to the following :

(a) Great Britain agrees, and will propose to the Reparation Commission, that the Austrian and Hungarian Governments will respectively be credited only with the value of such part of the ex-Austrian and ex-Hungarian tonnage, the property of which they actually transfer to the Reparation Commission, in conformity with paragraph 4 Annex III Part VIII of the Treaties of St. Germain and Trianon, and that Jugoslavia will be debited only with the value se credited, in respect of the ex-Austrian or ex-Hungarian tonnage transferred to her.

(b) The Jugoslav Government undertakes to recognise the rights of property of Allied and Neutral Nationals in the above ships.

29, July, 1921.

The Board of Trade has requested the Secretary of State for Foreign Affairs to obtain the confirmation by the Serb-Croat-Slovene Government of this Agreement and I am instructed to to enlist the good offices of Your Excellency to this end.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) ALBAN YOUNG.

[1] Vol. X, page 411 de ce Recueil.

No. 280. — ACCORD[1] ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'ÉTAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE RELATIF A LA DESTINATION DÉFINITIVE A DONNER AUX TONNAGES EX-AUTRICHIEN ET EX-HONGROIS, SIGNÉ A PARIS, LE 29 JUILLET 1921.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique le 13 janvier 1923.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

LÉGATION BRITANNIQUE.

BELGRADE, *le 5 octobre* 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Marquis Curzon of Kedleston vient de me transmettre le Mémorandum d'un Accord entre la Grande-Bretagne et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, relatif à la désignation définitive à donner au tonnage ex-autrichien et ex-hongrois. Ce mémorandum a été signé à Paris, le 29 juillet 1919, par le Secrétaire adjoint du Board of Trade britannique M. C. Hipwood et par le délégué du Gouvernement serbe, croate et slovène, M. Wolff Vukovitch. Le texte de l'accord est le suivant :

1. La Grande-Bretagne s'engage à transférer à la Yougoslavie les navires et bateaux austro-hongrois compris dans le tableau C de l'Accord N° 1, du 7 septembre 1920, intervenu entre les Gouvernements yougoslave et italien pour la répartition du tonnage ex-austro-hongrois qui pourraient être attribués définitivement en toute propriété à la Grande-Bretagne par la Commission des Réparations.

2. La Grande-Bretagne et la Yougoslavie conviennent que les arrangements financiers relatifs aux navires ainsi transférés par la Grande-Bretagne à la Yougoslavie, seront, conformément aux stipulations de l'article 6 de l'accord de Spa du 16 juillet 1920, soumis aux conditions suivantes :

a) La Grande-Bretagne convient et proposera à la Commission des Réparations que les Gouvernements autrichien et hongrois ne soient respectivement crédités que de la valeur de la partie du tonnage ex-autrichien et ex-hongrois dont la propriété est effectivement, transférée par eux à la Commission des Réparations conformément au § 4, annexe III, partie VIII des Traités de Saint-Germain et de Trianon, et que la Yougoslavie ne soit débitée que du montant ainsi crédité, en ce qui concerne le tonnage ex-autrichien et ex-hongrois qui lui est transféré.

b) Le Gouvernement yougoslave s'engage à reconnaître les droits de propriété des ressortissants alliés et neutres sur les navires ci-dessus.

29 juillet 1921.

Le Board of Trade a prié le Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères d'obtenir du Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la confirmation de cet accord et je suis chargé de m'assurer les bons offices de Votre Excellence à cet effet.

Je saisis... etc.

(Signé) ALBAN YOUNG.

[1] Vol. X, page 411 of this Series.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Pov. N° 2786 25 *avril* 1922.

Le Ministère royal des Affaires étrangères présente ses compliments à la Légation de sa Majesté Britannique et a l'honneur de la prier, en réponse à sa note verbale du 5 octobre 1921, de vouloir bien porter à la connaissance du Gouvernement de Londres que le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes confirme par la présente l'Accord conclu entre la Grande-Bretagne et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes concernant le partage des bateaux ex-autrichiens et signé à Paris le 29 juillet 1921 par M. C. Hipwood, sous-secrétaire du Board of Trade et M. Wolff Vukovitch, délégué du Gouvernement serbe, croate, slovène, en considération de l'acceptation à la séance du 28 juillet 1921 de la part de la Commission des Réparations des réserves formulées par le délégué serbe, croate slovène.

A la Légation de Sa Majesté Britannique,
Belgrade.

No. 334. — RECONSTRUCTION DE L'AUTRICHE. PROTOCOLE [1] No. I (DÉCLARATION), SIGNÉ A GENÈVE LE 4 OCTOBRE 1922.

Le soussigné, dûment autorisé, déclare adhérer à ce Protocole au nom du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges.

Le douze juin mil neuf cent vingt-trois.

FERNAND PELTZER.
(Belgique.)

No. 335. — RECONSTRUCTION DE L'AUTRICHE. PROTOCOLE [2] No. II, SIGNÉ A GENÈVE, LE 4 OCTOBRE 1922.

Le soussigné, dûment autorisé, déclare adhérer à ce Protocole au nom du Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

Le onze juin mil neuf cent vingt-trois.

VAN PANHUYS.
(Pays-Bas.)

Le soussigné, dûment autorisé, déclare adhérer à ce Protocole au nom du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Danemark.

Le onze juin mil neuf cent vingt-trois.

A. OLDENBURG.
(Danemark.)

---

[1] Vol. XII, page 385 de ce Recueil.
[2] Vol. XII, page 391 de ce Recueil.

KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES.

MINISTER
OF FOREIGN AFFAIRS.
Pov. No. 2786. *April* 25, 1922.

The Royal Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to His Britannic Majesty's Legation and, in reply to its Note Verbale of October 5, 1921 has the honour to ask the Legation to be so good as to inform the British Government that, by the present letter, the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes confirms the agreement concluded between Great Britain and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes with regard to the apportionment of ex-Austrian ships, which was signed in Paris on July 29, 1921 by Mr C. Hipwood, Under-Secretary of the Board of Trade and M. Wolff Vukovitch, Delegate of the Serb-Croat-Slovene Government, in consideration of the fact that the Reparation Commission, at its meeting on July 28, 1921, had accepted the reservations formulated by the Serb-Croat-Slovene Delegate.

To His Britannic Majesty's Legation,
Belgrade.

No. 334. — RESTORATION OF AUSTRIA. PROTOCOL[1] No. I. (DECLARATION), SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 4, 1922.

The undersigned duly authorised declares that he adheres to this protocol on behalf of the Government of His Majesty the King of the Belgians.

June twelfth, one thousand nine hundred and twenty-three.

FERNAND PELTZER.
(Belgium.)

No. 335. — RESTORATION OF AUSTRIA. PROTOCOL[2] No. II. SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 4, 1922.

The undersigned duly authorised declares that he adheres to this protocol on behalf of the Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands.

June eleventh, one thousand nine hundred and twenty-three.

VAN PANHUYS.
(The Netherlands.)

The undersigned duly authorised declares that he adheres to this protocol on behalf of the Government of His Majesty the King of Denmark.

June eleventh, one thousand nine hundred and twenty-three.

A. OLDENBURG.
(Denmark.)

[1] Vol. XII, page 385 of this Series.
[2] Vol. XII, page 391 of this Series.

Le soussigné, dûment autorisé, déclare adhérer à ce Protocole au nom du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges.

Le douze juin mil neuf cent vingt-trois.

FERNAND PELTZER.
(Belgique.)

Le soussigné, dûment autorisé, déclare adhérer à ce Protocole au nom du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède.

Le vingt-trois juin mil neuf cent vingt-trois.

L. DE GEER.
(Suède.)

No. 355. — ARRANGEMENT[1] RELATIF A LA DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS D'IDENTITÉ AUX RÉFUGIÉS RUSSES, SIGNÉ A GENÈVE LE 5 JUILLET 1922.

Adopté par :

ALLEMAGNE	6 janvier 1923.
LITUANIE	12 janvier 1923.
DANEMARK	(avec effet à partir du 1er août 1923.)
ETATS-UNIS DU MEXIQUE	28 février 1923.
POLOGNE	18 juin 1923.
PORTUGAL	30 juillet 1923.
JAPON	
HONGRIE	31 août 1923.

No. 357. — AGREEMENT[2] BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE COLONIES OF THE STRAITS SETTLEMENTS AND NETHERLANDS EAST INDIA, FOR THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS, SIGNED AT BATAVIA MAY 26, AT SINGAPORE, JUNE 2, 1922.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office July 4, 1923.

Revised Article 4.

" The Post Office of Netherlands East India shall pay to the Post Office of the Straits Settlements for Parcels addressed to or in transit through the Straits Settlements whether conveyed by contract or non-contract vessel the follwing territorial rates per parcel :

" Not exceeding 1 kilogram 50 centimes.
» » 3 » 90 »
» » 5 » 1 franc 30 centimes.

---

[1] Vol. XIII, page 237 de ce Recueil.

[2] Vol. XIII, page 263 de ce Recueil.

The undersigned duly authorised declares that he adheres to this protocol on behalf of the Government of His Majesty the King of the Belgians.

June twelfth, one thousand nine hundred and twenty-three.

FERNAND PELTZER.
(Belgium.)

The undersigned duly authorised declares that he adheres to this protocol on behalf of the Government of His Majesty the King of Sweden.

June twenty-third, one thousand nine hundred and twenty-three.

L. DE GEER.
(Sweden.)

No. 355. — ARRANGEMENT[1] WITH REGARD TO THE ISSUE OF CERTIFICATES OF IDENTITY TO RUSSIAN REFUGEES, SIGNED AT GENEVA, JULY 5, 1922.

Adopted by :

GERMANY	January 6, 1923.
LITHUANIA	January 12, 1923.
DENMARK	(to take effect as from August 1, 1923.)
UNITED STATES OF MEXICO	February 28, 1923.
POLAND	June 18, 1923.
PORTUGAL	July 30, 1923.
JAPAN	
HUNGARY	August 31, 1923.

No. 357. — ARRANGEMENT[2] CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA COLONIE DES « STRAITS SETTLEMENTS » ET CELUI DES INDES ORIENTALES NÉERLANDAISES CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX, SIGNÉ A BATAVIA LE 26 MAI, A SINGAPORE LE 2 JUIN 1922.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique le 4 juillet 1923.

---

[3] TRADUCTION — TRANSLATION.

Article 4 revisé.

L'Administration des Postes de l'Inde Orientale néerlandaise versera à l'Administration des Postes des Etablissements des Détroits, pour les colis adressés aux Etablissements des Détroits, ou en transit à travers le dit territoire et expédiés par des services contractuels ou non, les droits territoriaux suivants par colis :

jusqu'à 1 kilogr. Fr. 0.50
de 1 kg. à 3 kilogr. Fr. 0.90
de 1 kg. à 5 kilogr. Fr. 1.30

---

[1] Vol. XIII, page 237 of this Series.

[2] Vol. XIII, page 263 of this Series.

[3] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[3] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

" Moreover, the Post Office of Netherlands East India shall pay to the Post Office of the Straits Settlements in respect of its territorial rate on each insured parcel addressed to or in transit through the Straits Settlements 5 centimes for each 300 frs. or fraction of 300 frs. of insured value."

WELTEVREDEN, *le 20 octobre 1922.*

Pour le Chef de la Direction Générale
du Services des Postes, des Télégraphes et des Téléphones :
Le Chef du Service des Postes,
(Signed) WIGMAN.

SINGAPORE, *November, 14, 1922.*

(Signed) T. I. M. GORDON.
Ag. Postmaster General.

No. 5 *a.* — ARRANGEMENT[1] CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE, SIGNÉ A MADRID LE 14 AVRIL 1891, REVISÉ A BRUXELLES LE 14 DÉCEMBRE 1900 ET A WASHINGTON LE 2 JUIN 1911.

ADHÉSION.

DANZIG (VILLE LIBRE DE)

Communiqué par le Conseil Fédéral Suisse le 22 février 1923.

BERNE, *le 20 février 1923.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par notes en date des 31 janvier et 1er février 1923, le Gouvernement de la République Polonaise, chargé, en vertu de l'article 104 du Traité de Paix de Versailles, de la conduite des affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig, nous a fait savoir, par l'entremise de sa Légation à Berne, qu'il adhère, au nom de cette Ville, « à l'Arrangement concernant la répression des fausses indications de provenance » ainsi qu'à l'Arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, signés à Madrid le 14 avril 1891 et revisés, le premier, à Washington le 2 juin 1911 et, le second, à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911.

Conformément à l'article 16, alinéa 3, de la Convention d'Union de Paris revisée, cette adhésion prendra effet un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement suisse aux autres pays unionistes, donc à partir du 20 mars 1923.

Nous prions votre Excellence de bien vouloir prendre acte de cette adhésion et saisissons cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :
Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHEURER.
Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

---

[1] Vol. III, page 276 de ce Recueil et notes y relatives.

« En outre l'Administration des Postes de l'Inde Orientale néerlandaise, versera à l'Administration des Postes des Etablissements des Détroits, à titre de droit territorial, pour chaque colis de valeur déclarée adressé aux Etablissements des Détroits, ou en transit sur le territoire Fr. 0.05 pour chaque somme de Fr. 300 ou fraction de Fr. 300 de la valeur déclarée. »

WELTEVREDEN, *le 20 octobre 1922.*

Pour le Chef de la Direction Générale
du Service des Postes, des Télégraphes et des Téléphones :
Le Chef du Service des Postes,
(Signé) WIGMAN.

SINGAPOUR, *le 14 novembre 1922,*

Le Directeur Général des Postes par interim,
(Signé) T. I. M. GORDON.

No. 5 *a*. — AGREEMENT [1] CONCERNING INTERNATIONAL REGISTRATION OF TRADE MARKS, SIGNED AT MADRID APRIL 14, 1891, REVISED AT BRUSSELS ON DECEMBER 14, 1900, AND AT WASHINGTON ON JUNE 2, 1911.

ADHESION.

DANZIG (FREE CITY OF).

Communicated by the Swiss Federal Council, February 22, 1923.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, *February 20, 1923.*

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that by notes dated January 31, and February 1, 1923, the Government of the Polish Republic, which in virtue of Article 104 of the Treaty of Versailles has undertaken to conduct the foreign relations of the Free City of Danzig, has informed us through its Legation at Berne, that the Polish Government adheres on behalf of the Free City of Danzig to the Agreement for the prevention of false indication of origin on goods, and to the Agreement concerning international registration of trade-marks, which were signed at Madrid on April 14, 1891 ; the first Agreement was revised at Washington on June 2, 1911, and the second Agreement was revised at Brussels on December 14, 1900 and at Washington on June 2, 1911.

In accordance with Article 16, paragraph 4 of the revised Paris Convention of the Union, these adhesions will take effect one month after the despatch of the notification issued by the Swiss Government to the other countries in the Union ; that is as from March 20, 1923.

We beg your Excellency to take note of this adhesion, and have the honour to be... etc.

On behalf of the Swiss Federal Council.
(Signed) SCHEURER,
President of the Confederation.
(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency,
The Minister of Foreign Affairs.

---

[1] Vol. III, page 276 of this Series and notes relating thereto.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 7 *a*. — CONVENTION INTERNATIONALE[1] POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, SIGNÉE A PARIS LE 20 MARS 1883, REVISÉE A BRUXELLES LE 14 DÉCEMBRE 1900 ET A WASHINGTON LE 2 JUIN 1911, AVEC SON PROTOCOLE DE CLOTURE.

ACCESSION

du CANADA produisant ses effets à partir du 1er septembre 1923.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse le 2 septembre 1923.

No. 23 *a*. — CONVENTION [2] POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE, SIGNÉE A GENÈVE, LE 6 JUILLET 1906.

ADHÉSIONS.

EQUATEUR.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 17 avril 1923.

BERNE, *le 13 avril* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par une note en date du 7 décembre 1922, le Gouvernement de la République de l'Equateur nous a fait part de son désir d'adhérer à la Convention internationale, signée à Genève le 6 juillet 1906, pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne.

La République de l'Equateur ayant adhéré, le 3 août 1907, à la Convention de Genève du 22 août 1864, son adhésion à la Convention du 6 juillet 1906 est régie par le deuxième alinéa de l'article 32 de celle-ci. Elle devient donc définitive dès la présente notification.

Nous Vous serions obligés de vouloir bien prendre note de cette communication et de nous en accuser réception.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
SCHEURER.

Le Chancelier de la Confédération,
STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

---

[1] Vol. III, page 277 et Vol. XI, page 426 de ce Recueil.

[2] De Martens: Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome II, page 620.

No. 7 *a* — INTERNATIONAL CONVENTION [1] FOR THE PROTECTION OF INDUSTRIAL PROPERTY, SIGNED AT PARIS MARCH 20, 1883, REVISED AT BRUSSELS ON DECEMBER 14, 1900 AND AT WASHINGTON ON JUNE 2, 1911, TOGETHER WITH THE FINAL PROTOCOL.

ACCESSION

of CANADA becoming effective as from September 1, 1923.

Communicated by the Suiss Federal Council, September 2, 1923.

No. 23 *a*. — CONVENTION [2] FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE SICK AND WOUNDED OF ARMIES IN THE FIELD, SIGNED AT GENEVA, JULY 6, 1906.

ADHESIONS.

EQUATOR.

Communicated by the Swiss Federal Council, April 17, 1923.

BERNE, *April* 13, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform your that in a Note, dated December 7, 1922, the Government of the Republic of Equator informed us of its desire to adhere to the Convention signed at Geneva on July 6, 1906, for the amelioration of the condition of the sick and wounded of armies in the field.

The Republic of Equator having adhered on August 3, 1907 to the Geneva Convention of August 22, 1864 her adhesion to the Convention of July 6, 1906 is governed by the second paragraph of its article 32. Consequently the adhesion of Equator becomes definite as from the present communication.

We would beg Your Excellency to be good enough to take note of the present communication and to aknowledge its receipt.

We have the honour, etc.,

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHEURER,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

[1] Vol. III, page 277 and Vol. XI, page 426 of this Series.

[2] British and Foreign State Papers, Vol. 99, page 968.

AFGHANISTAN.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 19 *mai* 1923.

BERNE, *le* 17 *mai* 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour faire suite aux notes circulaires des 4 et 8 avril 1922, nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, dans le délai d'un an, prévu par l'article 32, alinéa 3, de la Convention signée à Genève le 6 juillet 1906, pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, aucune opposition ne nous a été signifiée contre les adhésions de l'Afghanistan et de la République de Lettonie à cette Convention.

En conséquence, l'adhésion de l'Afghanistan est devenue définitive dès le 4 avril 1923, et celle de la République de Lettonie dès le 8 avril 1923.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHEURER.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

LETTONIE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 19 *mai* 1923.

(Voir lettre précédente.)

POSITION DE LA

HONGRIE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 16 *mai* 1923.

BERNE, *le* 11 *mai* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que nous avons reçu de M. le Chargé d'Affaires de Hongrie à Berne, en date du 1er mai, une note de la teneur suivante, concernant la participation du Royaume de Hongrie aux Conventions de Genève du 6 juillet 1906 sur l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne et du 22 août 1864 pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne :

« Me conformant à un ordre reçu de mon Ministère préposé, j'ai l'honneur de porter à la connaissance du Département Politique Fédéral, Division des Affaires Etrangères, ce qui suit :

Bien que le Traité de Trianon et les autres Traités de Paix ne portent aucune disposition expresse relative à l'application des Conventions de la Croix-Rouge de Genève, ces Conventions sont restées, sans doute, aussi à l'avenir en vigueur.

AFGHANISTAN.

Communicated by the Swiss Federal Council, May 19, 1923.

BERNE, *May* 17, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to our circular Notes of April 4 and 8, 1922, we have the honour to inform Your Excellency that we have not been informed, within the time limit of one year as laid down in paragraph 3 of Article 32 of the Convention signed at Geneva on July 6, 1906, for the amelioration of the condition of the sick and wounded of armies in the field, of any objection to the adhesions of Afghanistan and of the Latvian Republic to that Convention.

Consequently, the adhesion of Afghanistan became effective as from April 4, 1923, and that of the Latvian Republic as from April 8, 1923.

I have the honour to be, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHEURER,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

LATVIA.

Communicated by the Swiss Federal Council, May 19, 1923.

(See preceding letter.)

POSITION OF

HUNGARY.

Communicated by the Swiss Federal Council, May 16, 1923.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, *May*, 11 1923.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that we have received from the Hungarian Chargé d'Affaires at Berne a Note dated May 1, (the text of which is given below) concerning the participation of the Kingdom of Hungary in the Conventions of Geneva dated July 6, 1906, on the improvement of condition of the sick and wounded in armies in the field, and of August 22, 1864, on the improvement of conditions for wounded in armies in the field :

" In accordance with instructions received from my Government, I have the honour to bring the following facts to the notice of the Federal Political Department, Section for Foreign Affairs :

Although the Treaty of Trianon and the other Treaties of Peace do not contain any express provisions concerning the application of the Red Cross Conventions of Geneva, these Conventions will no doubt remain in force in the future.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

En conséquence, et pour prévenir des difficultés qui pourraient surgir d'une divergence d'opinions sur la question du maintien des dites Conventions de la part de la Hongrie, le soussigné, au nom du Gouvernement Royal Hongrois, a l'honneur de déclarer que la Hongrie, malgré la dissolution de la Monarchie austro-hongroise, reconnaît être liée par les Conventions de la Croix-Rouge de Genève et elle appliquera aussi à l'avenir la Convention de 1906 à l'égard de tous les Etats qui en sont Parties contractantes, ainsi que la Convention de 1864 à l'égard des Etats contractants qui n'ont pas ratifié la Convention de 1906.

La présente notification doit être regardée comme ayant seulement un caractère déclaratif, de façon à ne laisser subsister aucun doute concernant le maintien des Conventions en question de la part de la Hongrie, laquelle — quoique diminuée par le Traité de Paix — au point de vue du droit constitutionnel hongrois, est identique à l'ancien Royaume de Hongrie, lequel, au temps du dualisme, formait auprès de l'Autriche l'autre partie composante de l'ancienne Monarchie austro-hongroise. Il s'ensuit donc que la dissolution de la Monarchie, c'est-à-dire l'extinction de la connexion constitutionnelle entre l'Autriche et la Hongrie, en elle-même, n'a pas modifié la vigueur des Conventions internationales qui ont été conclues au temps du dualisme par l'accession constitutionnelle de la Hongrie.

En portant ce qui précède à la connaissance du Département Politique Fédéral, Division des Affaires étrangères, j'ai l'honneur de le prier de bien vouloir communiquer dûment cette déclaration aux Etats qui ont souscrit aux Conventions dont il s'agit et de me faire parvenir, en son temps, les réponses qu'ils auront données au Département Politiques. »

Nous serions obligés à Votre Excellence de vouloir bien prendre note de la présente communication et de nous en accuser réception.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
SCHEURER.

Le Chancelier de la Confédération,
STEIGER.

Son Excellence
M. le Ministre des Affaires étrangères.

No. 24 *a*. — CONVENTION INTERNATIONALE [1] SUR L'INTERDICTION DE L'EMPLOI DU PHOSPHORE BLANC (JAUNE) DANS L'INDUSTRIE DES ALLUMETTES, SIGNÉE A BERNE LE 26 SEPTEMBRE 1906.

ADHÉSION.

ESTHONIE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 16 février 1923.

BERNE, *le 14 février 1923.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur d'informer Votre Excellence que, par lettre du 2 février 1923, le Ministère des Affaires étrangères d'Esthonie a notifié, conformément à l'article 5 de la Convention internationale du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, l'adhésion de l'Esthonie à ladite Convention. Nous vous remettons

[1] De Martens: Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome II, page 872.

In order, therefore, to avoid any misunderstanding due to differences of opinion regarding the continued observance by Hungary of the above-mentioned Conventions the Undersigned has the honour to declare on behalf of the Royal Hungarian Government, that in spite of the dissolution of the Austro-Hungarian Monarchy Hungary recognises that she is bound by the Red Cross Conventions of Geneva, and will continue in the future to apply the provisions of the Convention of 1906 in respect of States which are Contracting Parties, and also the Conventions of 1864 as regards all Contracting States which have not ratified the Convention of 1906.

The present statement should be regarded as merely in the nature of a declaration, in order not to leave any doubt as to Hungary's continued observance of the provisions in question. Although reduced in area by the Treaty of Peace, Hungary is, from the point of view of Hungarian constitutional law, identical with the former Kingdom of Hungary, which, in the time of the Dual Monarchy, constituted with Austria the second component part of the Austro-Hungarian Monarchy. Consequently the dissolution of the Monarchy, that is to say the abolition of the constitutional connection between Austria and Hungary, has not in itself modified the force of treaties, conventions and agreements concluded in the time of the Dual Monarchy in virtue of Hungary's constitutional adherence thereto.

In bringing the foregoing to the notice of the Federal Political Department, Section for Foreign Affairs, I have the honour to request the Department to be good enough to communicate this declaration to the States which were Parties to the Conventions in question, and to transmit to me in due course the replies received. "

We should be grateful if Your Excellency would note the present communication and acknowledge receipt thereof.

I have the honour to be, etc.

Signed on behalf of the Swiss Federal Council :

SCHEURER,
President of the Confederation.

STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency the Minister for Foreign Affairs.

No. 24 *a*. — INTERNATIONAL CONVENTION [1] PROHIBITING THE USE OF WHITE (YELLOW) PHOSPHORUS IN MANUFACTURE OF MATCHES, SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 26, 1906.

ADHESION.

ESTHONIA.

Communicated by the Swiss Federal Council February 16, 1923.

BERNE, *February* 14, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that, in a letter, dated February 2, 1923, the Ministry of Foreign Affairs of Esthonia notified us, in accordance with Article 5 of the International Convention of September 26, 1906, on the prohibition of the use of white (yellow) phosphorus in the manufacture of matches, of the adherence of Esthonia to this Convention. We send you herewith

[1] British and Foreign State Papers, Vol. 99, page 986.

ci-après une copie certifiée conforme de la lettre du Ministère des Affaires étrangères d'Esthonie du 2 de ce mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
(Signé) SCHEURER.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

TALLINN, *le 2 février* 1923.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Conformément aux termes de l'article 5 de la Convention internationale de Berne de 1906 sur l'emploi du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement Esthonien a adhéré à ladite Convention. Cette adhésion a été ratifiée par l'Assemblée d'Etat le 27 octobre 1922.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

HELLAT,
Ministre.

A Son Excellence
Monsieur le Président de la Confédération Suisse.

Pour copie certifiée conforme :
Berne, le 14 février 1923.

Le Chancelier de la Confédération,
STEIGER.

No. 26 *a*. — PROTOCOLE FINAL DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE 1886 CONCERNANT L'UNITÉ TECHNIQUE DES CHEMINS DE FER, SIGNÉ A BERNE, LE 15 MAI 1886, MODIFIÉ LE 18 MAI 1907 [1] ET LE 14 DÉCEMBRE 1912.

POSITION DE LA

HONGRIE.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 16 *mai* 1923.

BERNE, *le* 11 *mai* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que nous avons reçu de M. le Chargé d'Affaires de Hongrie à Berne, en date du 2 mai 1923, deux notes de la teneur que voici :

[1] De Martens : Nouveau Recueil général de Traités, troisième série, tome II, page 888.

a certified true copy of the letter of the Ministry for Foreign Affairs of Esthonia of the 2 instant.

We have the honour to be, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHEURER,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

TALLINN, *February* 2, 1923.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

In accordance with Article 5 of the International Convention of Berne, 1906, on the prohibition of the use of white (yellow) phosphorus in the manufacture of matches, I have the honour to inform your Excellency that the Esthonian Government has adhered to the said Convention. This adhesion was ratified on October 27, 1922, by the Assembly of the State.

I have the honour to be, etc.

HELLAT,
Minister.

His Excellency
the President of the Swiss Confederation.

No. 26 *a*. — FINAL PROTOCOL OF THE INTERNATIONAL CONFERENCE OF 1886 REGARDING THE TECHNICAL STANDARDISATION OF RAILWAYS, SIGNED AT BERNE, MAY 15, 1886, AMENDED, MAY 18, 1907, AND DECEMBER 14, 1912.

POSITION OF

HUNGARY.

Communicated by the Swiss Federal Council May 16, 1923.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, *May* 11, 1923.

YOUR EXCELLENCY.

We have the honour to inform you that we have received two Notes dated May 2, 1923, from the Hungarian Chargé d'Affaires at Berne, the text of which is as follows :

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

« Me conformant à une instruction reçue de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance du Département Politique Fédéral, Division des Affaires étrangères, ce qui suit :

Parmi les Traités, conventions et accords plurilatéraux qui, dès la mise en vigueur du Traité de Trianon et sous réserve des dispositions qui y sont contenues, seront seuls appliqués entre la Hongrie et celles des « Puissances alliées et associées » qui en sont parties, l'article 217 du Traité de Paix désigne sous le N° 3 l'Accord du 15 mai 1886, relatif au plombage des wagons assujettis à la douane et le Protocole du 18 mai 1907.

Etant donné que le Traité de Trianon a été conclu entre les Puissances alliées et associées d'une part, et la Hongrie de l'autre, ses dispositions, ainsi que celles concernant l'application renouvelée de certains traités, conventions et accords plurilatéraux ne sont pas applicables aux relations existant entre la Hongrie et les Etats qui ont souscrit aux traités, conventions et accords énumérés aux différents articles du Traité de Paix ou qui y ont adhéré, mais ne sont pas « Puissances alliées et associées ».

En conséquence et pour prévenir des difficultés qui pourraient surgir d'une divergence d'opinions sur la question du maintien desdits traités, conventions et accords en ce qui concerne les relations de la Hongrie vis-à-vis des Etats qui n'appartiennent pas à la catégorie des « Puissances alliées et associées », le soussigné, au nom du Gouvernement Royal de Hongrie, a l'honneur de déclarer que la Hongrie, malgré la dissolution de la Monarchie austro-hongroise et sans égard à l'article 217 du Traité de Paix, reconnaît être liée par les prescriptions concernant la fermeture des wagons devant passer en douane (Protocole du 18 mai 1907, article 1), et elle les appliquera à l'avenir vis-à-vis de tous les Etats qui en sont parties contractantes. La présente notification doit être regardée comme ayant seulement un caractère déclaratif, de façon à ne laisser subsister aucun doute concernant le maintien des prescriptions en question de la part de la Hongrie, laquelle — quoique diminuée par le Traité de Paix — au point de vue du droit constitutionnel hongrois est identique à l'ancien Royaume de Hongrie, lequel au temps du dualisme formait auprès de l'Autriche l'autre partie composante de l'ancienne Monarchie austro-hongroise. Il s'ensuit donc que la dissolution de la Monarchie, c'est-à-dire l'extinction de la connexion constitutionnelle entre l'Autriche et la Hongrie, en elle-même, n'a pas modifié la vigueur des traités, conventions et accords qui ont été conclus au temps du dualisme par l'accession constitutionnelle de la Hongrie.

En portant ce qui précède à la connaissance du Département Politique Fédéral, Division des Affaires étrangères, j'ai l'honneur de le prier de bien vouloir dûment communiquer cette déclaration aux Gouvernements des Etats qui, n'appartenant pas au nombre des « Puissances alliées et associées » sont parties de l'Arrangement en question, et de me faire parvenir en son temps les réponses qu'ils auront données.

Me conformant à un ordre reçu de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance du Département Politique Fédéral, Division des Affaires étrangères, ce qui suit :

Parmi les traités, conventions et accords plurilatéraux qui, dès la mise en vigueur du Traité de Trianon et sous réserve des dispositions qui y sont contenues, seront seuls appliqués entre la Hongrie et celle des « Puissances alliées et associées » qui en sont parties, l'article 217 du Traité de Paix désigne sous le N° 4 l'Accord du 15 mai 1886, relatif à l'unité technique des chemins de fer.

Etant donné que le Traité de Trianon a été conclu entre les « Puissances alliées et associées » d'une part, et la Hongrie, de l'autre, ses dispositions ainsi que celles

" In accordance with instructions received from my Government, I have the honour to bring the following to the notice of the Federal Political Department, Section for Foreign Affairs :

Among the various plurilateral treaties, conventions and agreements which, as from the coming into force of the Treaty of Trianon and subject to the provisions of that Treaty, will be applied only as between Hungary and those of the " Allied and Associated Powers " which are parties thereto, reference is made in Article 217, Section 3 of the Treaty of Peace, to the Agreement of May 15, 1886 regarding the sealing of railway wagons which are to be inspected by the customs, and also the Protocol of May 18, 1907.

In view of the fact that the Treaty of Trianon was concluded between the Allied and Associated Powers of the one part and Hungary of the other, the provisions of this Treaty, and also those concerning the renewed application of certain plurilateral treaties, conventions and agreements are not applicable to relations between Hungary and the States which signed the treaties, conventions and agreements enumerated in the various Articles of the Treaty of Peace, or adhered thereto, but which are not " Allied and Associated Powers."

In order, therefore to avoid any misunderstanding due to differences of opinion regarding the continued observance of such treaties, conventions and agreements, as between Hungary and States which do not fall under the category of " Allied and Associated Powers ", the Undersigned, has the honour to declare on behalf of the Royal Hungarian Government, that in spite of the dissolution of the Austro-Hungarian Monarchy, and notwithstanding Article 217 of the Treaty of Peace, Hungary recognises that she is bound by the provisions concerning the sealing of wagons which are to be inspected by the Customs (Protocol of May 18, 1907, Art. 1), and she will apply them in the future in the case of all States which are, Contracting Parties thereto.

The present statement should be regarded as merely in the nature of a declaration, in order not to leave any doubt as to Hungary's continued observance of the provisions in question, Although reduced in area by the Treaty of Peace she is, from the point of view of Hungarian constitutional law, identical with the former Kingdom of Hungary, which, in the time of the Dual Monarchy, constituted with Austria the second component part of the Austro-Hungarian Monarchy. Consequently the dissolution of the Monarchy, that is to say the abolition of the constitutional connection between Austria and Hungary, has not in itself modified the force of treaties, conventions and agreements concluded in the time of the Dual Monarchy in virtue of Hungary's constitutional adherence thereto.

In bringing the foregoing to the notice of the Federal Political Department, Section for Foreign Affairs, I have the honour to request the Department to be good enough to communicate this declaration to the Governments of States which, although not " Allied and Associated Powers ", are Parties to the Agreement in question, and to transmit to me in due course the replies received.

In accordance with instructions received from my Government I have the honour to bring the following to the notice of the Federal Political Department, Section for Foreign Affairs :

Among the various plurilateral treaties, conventions and agreements which, as from the coming into force of the Treaty of Trianon, and subject to the provisions of that Treaty, will be applied only as between Hungary and those of the " Allied and Associated Powers " wich are parties thereto, Article 217 of the Treaty of Peace refers, in item 4, to the Agreement of May 15, 1886, regarding the technical unity of railways.

In view of the fact that the Treaty of Trianon was concluded between the " Allied and Associated Powers " of the one part and Hungary of the other, the

concernant l'application renouvelée de certains traités, conventions et accords plurilatéraux ne sont pas applicables aux relations existant entre la Hongrie et les Etats qui ont souscrit aux traités, conventions et accords énumérés aux différents articles du Traité de Paix ou qui y ont adhéré, mais ne sont pas « Puissances alliées et associées ».

En conséquence et pour prévenir des difficultés qui pourraient surgir d'une divergence d'opinions sur la question du maintien desdits traités, conventions et accords en ce qui concerne les relations de la Hongrie vis-à-vis des Etats qui n'appartiennent pas à la catégorie des « Puissances alliées et associées », le soussigné, au nom du Gouvernement Royal de Hongrie, a l'honneur de déclarer que la Hongrie, malgré la dissolution de la Monarchie austro-hongroise et sans égard à l'article 217 du Traité de Paix, reconnaît être liée par les dispositions concernant l'unité technique des chemins de fer, y compris les dispositions spéciales d'application (texte de l'an 1913) et elle les appliquera à l'avenir vis-à-vis de tous les Etats qui en sont parties contractantes.

La présente notification doit être regardée comme ayant seulement un caractère déclaratif, de façon à ne laisser subsister aucun doute concernant le maintien des dispositions en question de la part de la Hongrie, laquelle — quoique diminuée par le Traité de Paix — au point de vue du droit constitutionnel hongrois est identique à l'ancien Royaume de Hongrie, lequel au temps du dualisme formait auprès de l'Autriche l'autre partie composante de l'ancienne Monarchie austro-hongroise. Il s'ensuit donc que la dissolution de la Monarchie, c'est-à-dire l'extinction de la connexion constitutionnelle entre l'Autriche et la Hongrie, en elle-même, n'a pas modifié la vigueur des traités, conventions et accords qui ont été conclus au temps du dualisme par l'accession constitutionnelle de la Hongrie.

En portant ce qui précède à la connaissance du Département Politique Fédéral, Division des Affaires étrangères, j'ai l'honneur de le prier de bien vouloir dûment communiquer cette déclaration aux Gouvernements des Etats qui, n'appartenant pas au nombre des « Puissances alliées et associées », sont parties de l'Arrangement en question, et de me faire parvenir en son temps les réponses qu'ils auront données ».

Nous serions obligés à Votre Excellence de vouloir bien prendre note des présentes communications et de nous en accuser réception.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
SCHEURER.

Le Chancelier de la Confédération,
STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

provisions of this Treaty, and also those concerning the renewed application of certain treaties, conventions and agreements are not applicable to relations between Hungary and the States which signed the treaties, conventions and agreements enumerated in the various Articles of the Treaty of Peace, or adhered thereto, but which are not " Allied and Associated Powers ".

In order, therefore, to avoid any misunderstanding due to differences of opinion regarding the continued observance of such treaties, conventions and agreements, as between Hungary and States which do not fall under the category of " Allied and Associated Powers ", the Undersigned, has the honour to declare on behalf of the Royal Hungarian Government, that, in spite of the dissolution of the Austro-Hungarian Monarchy, and notwithstanding Article 217 of the Treaty of Peace, Hungary recognises that she is bound by the provisions concerning the technical unity of railways, including the special executive regulations (1913 text), and she will apply them in the future in the case of all States which are Contracting Parties thereto.

The present statement should be regarded as merely in the nature of a declaration, in order not to leave any doubt as to Hungary's continued observance of the provisions in question. Although reduced in area by the Treaty of Peace, she is, from the point of view of Hungarian constitutional law, identical with the former Kingdom of Hungary, which, in the time of the Dual Monarchy, constituted with Austria the second component part of the Austro-Hungarian Monarchy-Consequently the dissolution of the Monarchy, that is to say the abolition of the constitutional connection between Austria and Hungary, has not in itself modified the force of treaties, conventions and agreements concluded in the time of the Dual Monarchy in virtue of Hungary's constitutional adherence thereto.

In bringing the foregoing to the notice of the Federal Political Department, Section for Foreign Affairs, I have the honour to request the Department to be good enough to communicate this declaration to the States which are parties to the conventions in question although not " Allied and Associated Powers ", and to transmit to me in due course the replies received ".

We should be grateful if your Excellency would note the present communications and acknowledge receipt thereof.

I have the honour to be... etc.,

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHEURER,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

To His Excellency,
the Minister for Foreign Affairs.

No. 35 *a.* — ARRANGEMENT [1] CONCERNANT LA RÉPRESSION DES FAUSSES INDICATIONS DE PROVENANCE SUR LES MARCHANDISES, SIGNÉ A MADRID, LE 14 AVRIL 1891, REVISÉ A WASHINGTON [2] LE 2 JUIN 1911.

ADHÉSION.

DANTZIG (VILLE LIBRE DE)

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse le 22 février 1923.

Voir n° 5 a, dans ce volume.

No. 36 *a.* — PROTOCOLE FINAL [3] DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE 1886 CONCERNANT LA FERMETURE DES WAGONS DEVANT PASSER EN DOUANE, SIGNÉ A BERNE LE 15 MAI 1886, ET PROTOCOLE ADDITIONNEL [4] DU 18 MAI 1907.

POSITION DE LA

HONGRIE.

Communiqué par le Conseil Fédéral Suisse, le 16 *mai* 1923.

(Voir n° 26 a dans ce volume.)

ADHÉSION.

POLOGNE.

BERNE, le 13 février 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par notre circulaire du 21 février 1921, nous avons communiqué à Votre Excellence la demande d'adhésion de la République polonaise à la Convention du 18 mai 1907 (15 juin 1886) concernant la fermeture des wagons devant passer en douane.

Nous avons l'honneur de vous faire savoir que, les Gouvernements intéressés ayant à l'unanimité donné leur agrément à cette adhésion, nous considérons la République Polonaise comme admise au nombre des Etats qui participent aux accords du 18 mai 1907 (15 juin 1886).

Veuillez agréez, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil Fédéral Suisse :

Le Président de la Confédération,
SCHEURER.

Le Chancelier de la Confédération,
STEIGER.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

---

[1] De Martens : Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XVIII, page 839.
[2] De Martens : Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome VIII, page 801.
[3] De Martens : Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXII, page 42.
[4] De Martens : Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome II, page 878.

No. 35 *a*. — AGREEMENT [1] FOR THE PREVENTION OF FALSE INDICATION OF ORIGIN ON GOODS, SIGNED AT MADRID, APRIL 14, 1891, REVISED AT WASHINGTON [2], JUNE 2, 1911,

ADHESION.

DANZIG (FREE CITY OF).

Communicated by the Swiss Federal Council, February 22, 1923.

See nº 5a in this volume.

No. 36 *a*. — FINAL PROTOCOL OF THE INTERNATIONAL CONFERENCE OF 1886 REGARDING THE SEALING OF RAILWAY TRUCKS SUBJECT TO CUSTOMS INSPECTION, SIGNED AT BERNE, MAY 15, 1886, AND ADDITIONAL PROTOCOL OF MAY 18, 1907.

POSITION OF

HUNGARY.

Communicated by the Swiss Federal Council, May 16, 1923.

(See No. 26 a in this volume.)

ADHESION.

POLAND.

[3] TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, *February* 13, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

In our circular letter of February 21, 1921 we communicated to your Excellency the Polish Republic's request to adhere to the Convention of May 18, 1907 (June 15, 1886) concerning the sealing of railway trucks subject to Customs inspection.

We have the honour to inform you that, as the Governments concerned have expressed their unanimous consent to Poland's adherence, we consider the Polish Republic as one of the States parties to the agreements of May 18, 1907 (June 15, 1886).

We have,... etc.,

On behalf of the Swiss Federal Council :

(Signed) SCHEURER,
President of the Confederation.

(Signed) STEIGER,
Chancellor of the Confederation.

His Excellency.
The Minister for Foreign Affairs.

[1] British and Foreign State Papers, vol. 96, page 837.

[2] British and Foreign State Papers, vol. 104, page 137.

[3] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 39 *a*. — CONVENTION TÉLÉGRAPHIQUE [1] SIGNÉE A LISBONNE LE 11 JUIN 1908.

ADHÉSION.

LETTONIE ... ... 17 juin 1921 (entrée en vigueur 1 octobre 1921).

Communiquée par le Ministre des Affaires étrangères de Lettonie le 21 juillet 1923.

No. 39 *a*. — TELEGRAPH CONVENTION [1] SIGNED AT LISBON, JUNE 11, 1908.

ADHESION.

LATVIA ... ... June 17, 1921 (entry into force October 1, 1921.)

Communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs July 21, 1923.

No. 40 *a*. — CONVENTION POUR L'ADAPTATION A LA GUERRE MARITIME DES PRINCIPES DE LA CONVENTION DE GENÈVE [2], SIGNÉE A LA HAYE LE 18 OCTOBRE 1907.

ADHÉSION.

LETTONIE.. ... ...24 mars 1922

Communiquée par le Ministre des Affaires étrangères de Lettonie le 21 juillet 1923.

No. 40 *a*. — CONVENTION FOR THE ADAPTATION OF PRINCIPLES OF THE GENEVA CONVENTION [2] TO NAVAL WAR, SIGNED AT THE HAGUE, OCTOBER 18, 1907.

ADHESION.

LATVIA ... ... March 24, 1922

Communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs, July 21, 1923.

No. 41 *a*. — CONVENTION TÉLÉGRAPHIQUE ENTRE LA BELGIQUE, LA FRANCE ET LES PAYS-BAS, SIGNÉE LE 27 DÉCEMBRE 1890.

ABROGATION.

Communiquée par le Ministre des Pays-Bas à Berne le 27 août 1923.

De op 27 December 1890 tusschen Nederland, Belgie en Frankrijk gesloten Telegraafovereenkomst (Staatsblad 1891, No. 26), welke is verlengd op 24 Maart 1897 (Staatsblad 1897, No. 109) en daarna op 26 Maart 1904 (Staatsblad 1904, No. 106), is met ingang van 1 Augustus 1920 buiten werking gesteld.

(*Nederlandsche Staatscourant* van 12 December 1922.)

No. 41 *a*. — TELEGRAPH CONVENTION BETWEEN BELGIUM, FRANCE AND THE NETHERLANDS, SIGNED DECEMBER 27, 1890.

[1] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième Série, Tome V, p. 208.

[2] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième Série, Tome III, p. 630.

[1] British and Foreign State Papers, Vol. 102, p. 214.

[2] British and Foreign State Papers, Vol. 100, p. 415.

[1] TRADUCTION.

La Convention télégraphique, conclue le 27 décembre 1890, entre les Pays-Bas, la Belgique et la France (Journal Officiel 1891, N° 26), prorogée une première fois le 24 mars 1897 (Journal Officiel 1897, N° 109), et une seconde fois le 26 mars 1904 (Journal Officiel 1904, N° 106), est abrogée à dater du 1er août 1920.

(*Journal Officiel des Pays-Bas* du 12 décembre 1922).

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

The Telegraph Convention concluded on December 27, 1890 between the Netherlands, Belgium and France (Official Gazette, 1891, No. 26), which was extended on March 24, 1897 (Official Gazette, 1897, No. 109) and subsequently on March 26, 1904 (Official Gazette, 1904, No. 106) is abrogated as from August 1, 1920.

(*Official Gazette of the Netherlands* of December 12, 1922).

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

ERRATA.

Volume IX.

Ligne 7, page 8, lire :

Helsingfors, le 19 mai et à Copenhague, le 22 mai 1922.

Ligne 7, page 9, lire :

signed at Helsingfors, May 19 and at Copenhagen, May 22, 1922.

Volume IX.

Line 7, page 8, read :

Helsingfors, le 19 mai et à Copenhague, le 22 mai 1922.

Line 7, page 9, read :

signed at Helsingfors, May 19 and at Copenhagen, May 22, 1922.

Imprimé
pour la "SOCIÉTÉ DES NATIONS"
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed
for the "LEAGUE OF NATIONS"
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

VOLUME XV **1923** **NUMÉRO 4**

Index N° 4 (Volumes XII à XV)

TABLE DES MATIÈRES

Pages

1. — Index chronologique des Traités 349
2. — Accords généraux internationaux (ordre chronologique) 361
3 — Index alphabétique (pays et sujets) 365

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements

Registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME XV **1923** **NUMBER 4**

Index No. 4 (Volumes XII—XV)

TABLE OF CONTENTS

Pages

1. — Chronological Index of Treaties 409
2. — General International Agreements (Chronological Order) 420
3. — Alphabetical Index (Countries and Subjects) 424

Index des volumes XII à XV

1. — Index chronologique des Traités.
2. — Accords généraux internationaux (ordre chronologique).
3. — Index alphabétique (pays et sujets).

N. B. — On a estimé qu'il valait mieux établir séparément un Index des accords généraux internationaux, que de faire figurer chacun de ces accords séparément sous le nom de chaque pays signataire. Les accords internationaux, non plus que les accessions ou dénonciations s'y rapportant, ne figurent donc au nom des pays dans l'Index alphabétique. Néanmoins, on trouvera des références à ces accords tant dans la Table chronologique que dans l'Index alphabétique, par sujets.

EXPLICATION DES RENVOIS

Dans cette table, les chiffres romains renvoient aux volumes, les chiffres arabes aux pages de ces volumes

Exemple : XII : 50 = Volume XII : page 50.

ABRÉVIATIONS

Addit.	=	additionnel.
Art.	=	article.
Compl.	=	complémentaire.
Gouv.	=	gouvernement.
Internat.	=	international.
Prov.	=	provisoire.
Suppl.	=	supplémentaire.

INDEX CHRONOLOGIQUE

				Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
			1883			
Mars 20	Convention internationale		Propriété industrielle			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1883, 20 mars.						
Déc. 14/31	Grande-Bretagne / Danemark	Convention suppl. concernant l'Islande	Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871. Mandats-poste. Abrogation : Notes en date des 28 sept. et 12 déc. 1921	14 sept. 1922 N° 326	XII :	352
			1886			
Mai 15	Accord international		Unité technique des chemins de fer.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1886, 15 mai.						
Mai 15	Accord international		Fermeture des wagons devant passer en douane.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1886, 15 mai.						
			1890			
Oct. 14	Convention internationale		Transport des marchandises par chemins de fer.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1890, 14 oct.						
Déc. 27	Belgique / France / Pays-Bas	Convention	Télégraphe. Abrogation : 1 août 1920.	N° 41 *a* 27 août 1923	XV :	340
			1891			
Avril 14	Arrangement international		Enregistrement international des marques de fabrique.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1891, 14 avril.						
Avril 14	Arrangement international		Répression des fausses indications de provenance sur les marchandises.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1891, 14 avril.						
			1899			
Mars 2	Etats-Unis / Grande-Bretagne	Convention	Successions. Adhésion du Canada par la Convention du 21 oct. 1921	5 oct. 1922 N° 339	XII :	426
			1900			
Déc. 14	Acte international		Addit. à l'Arrangement du 14 avril 1891. Enregistrement international des marques de fabrique.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1900, 14 déc.						
Déc. 14	Acte international		Addit. à la Convention du 20 mars 1883 sur la propriété industrielle.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1900, 14 déc.						

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
1906					
Juillet 6	Convention internationale	Blessés de guerre.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1906, 6 juillet.					
Sept. 26	Convention internationale	Emploi du phosphore blanc (jaune) pour les allumettes.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1906, 26 sept.					
1907					
Mai 18	Protocole international	Unité technique des chemins de fer.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1907, 18 mai.					
Mai 18	Protocole international	Fermeture des wagons devant passer en douane.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1907, 18 mai.					
Oct. 18	Convention internationale	Adaptation des principes de la Convention de Genève à la Guerre maritime.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1907, 18 oct.					
1908					
Juin 11	Convention internationale	Télégraphe.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1908, 11 juin.					
1911					
Juin 2	Convention internationale	Enregistrement international des marques de fabrique.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1911, 2 juin.					
Juin 2	Convention internationale et Protocole final	Propriété industrielle.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1911, 2 juin.					
Juin 2	Arrangement international	Répression des fausses indications de provenance sur les marchandises.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1911, 2 juin.					
1912					
Janv. 23	Convention internationale de l'Opium.				
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1912, 23 janv.					
Juillet 5	Convention internationale et Protocole final	Radiotélégraphie.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1912, 5 juillet.					
Déc. 14	Procès-verbal international	Unité technique des chemins de fer.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1912, 14 déc.					
1913					
Déc. 31	Cuba, Pays-Bas	Convention — Fonctionnaires cubains dans les colonies néerlandaises	9 janv. 1923 N° 366	XIV	30
1914					
Juin 11	France, Suisse	Déclaration et notes — Rapports entre la Suisse et la zone française de l'Empire chérifien	19 sept. 1922 N° 329	XII	362

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

				Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
		1915			
Fév. 28	Paraguay, Uruguay	Convention	Procédure en matière de Commissions rogatoires	19 mars 1923 N° 393	XV : 196
		1917			
Juillet 18	Pérou, Uruguay	Traité	Arbitrage obligatoire	20 fév. 1923 N° 384	XIV : 360
		1918			
Avril 11	Argentine, Uruguay	Convention	Triangulation de la zone du fleuve Uruguay	20 fév. 1923 N° 385	XIV : 368
Août 29	Allemagne, Pays-Bas	Traité	Exhaussement de l'ancienne embouchure du Rhin près de Lobith	9 oct. 1922 N° 346	XIII : 42
		1919			
Déc. 9	Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Italie, Japon et Roumanie	Traité	Minorités. Relations générales. Ratification Roumanie : 4 sept. 1920	N° 140 2 juin 1923	XV : 300

Voir aussi : INDEX N° 2 : 1919, 9 déc.

		1920			
Janv. 18	Danemark, Norvège, Suède	Accord	Modifications à la Convention du 15 déc. 1919. Communications postales	14 sept. 1922 N° 323	XII : 322
Janv. 14/26	Danemark, Suède	Accord	Communications par ferry boat entre Elseneur et Helsingborg	30 janv. 1923 N° 379	XIV : 274
Mars 15	Allemagne, Suisse	Notes	Prolongation du Traité de douane et de commerce du 10 déc. 1891 (texte du 12 nov. 1904)	12 août 1922 N° 303	XII : 20
Mars 26	Argentine, Italie	Convention	Indemnités aux ouvriers en cas d'accident	10 avril 1923 N° 400	XV : 272
Mars 3 / Avril 2	Grande-Bretagne, Suède	Accord addit.	Accord des 10/26 mai 1904. Colis postaux. Présentation à l'enregistrement	N° 119	XV : 296

Voir aussi : INDEX N° 2 : 1920, 3 mars. / 2 avril.

Avril 23	Allemagne, Belgique	Convention	Transmission des affaires judiciaires des cercles d'Eupen et de Malmédy	12 août 1922 N° 305	XII : 30
Juin 19/26	Danemark, Islande	Convention addit.	Convention des 28 oct./28 nov. 1919. Communications postales.	14 sept. 1922 N° 324	XII : 340
Juillet 9	Allemagne, Suisse	Arrangement	Charbons	12 août 1922 N° 304	XII : 26
Juillet 9	Allemagne, Belgique	Convention	Exécution de l'art. 312 du Traité de Versailles, 28 juin 1919 (Assurances).	12 août 1922 N° 307	XII : 47
			Notes des Gouv. allemand et belge, du 4 déc. 1920		XII : 46
Juillet 20	Grande-Bretagne, Esthonie	Accord	Relations commerciales. Retrait du Protectorat de Nyassaland : Notes en date des 12 et 22 mai 1922	5 oct. 1922 N° 344	XIII : 34

Voir aussi : INDEX N° 1 : 1920, 20 juillet.

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

1920 *(suite)*.

				Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Déc. 30'19 / Août 30'20	Allemagne, Danemark	Convention	Télégraphe	30 janv. 1923 N° 377	XIV	258
Juillet 26 / Sept. 16	France, Pays-Bas	Notes	Renouvellement de la Convention internationale du 14 oct. 1890 et des Actes la complétant. Transport de marchandises par chemins de fer	15 août 1922 N° 312	XII	214
Août 27 / Oct. 2	Autriche, Grande-Bretagne	Accord	Dettes ennemies (Section 3 et annexe de la partie X du Traité de Paix de St-Germain, du 10 sept. 1919)	5 oct. 1922 N° 337	XII	414
Oct. 20	Grande-Bretagne, France	Accord prov.	Navigation aérienne. Notes en date des 7 déc. 1921 et 30 janv. 1922 concernant l'amendement à l'art. 12 de cet Accord	5 oct. 1922 N° 341	XII	450

Voir aussi : INDEX N° I 1920, 20 oct.

Nov. 30 .. Convention postale universelle.
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.

Nov. 30 .. Arrangement international .. Lettres, etc., valeurs déclarées.
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.

Nov. 30 .. Arrangement international .. Mandats-poste.
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.

Nov. 30 .. Convention internationale .. Colis postaux.
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.

Nov. 30 .. Arrangement international .. Recouvrements.
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.

Nov. 30 .. Arrangement international .. Abonnements postaux aux journaux, etc.
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.

Nov. 30 .. Arrangement international .. Virements postaux.
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.

Déc. 13 .. Statut : Cour permanente de Justice internationale.
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 13 déc.

				Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Déc. 16/17	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon et Allemagne	Notes	Frontière du Bassin de la Sarre	12 août 1922 N° 306	XII	40
Déc. 16/23	Danemark, Suède	Convention	Télégraphe et téléphone.	27 janv. 1923 N° 374	XIV	196
			Amendements : 6/8 juin 1921		XIV	216
Déc. 16-29	Danemark, Norvège, Suède	Accord	Radiotélégraphie. Dérogations à l'art. XXXV du Règlement de service de la Convention radiotélégraphique internationale	8 déc. 1922 N° 359	XIII	282

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

					Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
			1920 *(suite)*.			
Déc. 16-29	Danemark, Norvège, Suède	Accord	Télégraphe et Téléphone		8 déc. 1922 N° 360	XIII : 290
Déc. 16/29	Norvège, Suède	Convention	Télégraphe et Téléphone		8 déc. 1922 N° 361	XIII : 312
Déc. 23/29	Danemark, Norvège	Convention	Télégraphe et Téléphone		8 déc. 1922 N° 362	XIII : 358
			1921			
Sept. 28'18 / Janv. 21'21	Grande-Bretagne, Danemark	Accord	Sinistres maritimes. Notes du 23 nov. 1922.		N° 125 13 janv. 1923	XV : 298
	Voir aussi : INDEX N° 2 : 1921, Sept. 28'18. / Janv. 21'21.					
Janv. 31	France, Hongrie	Convention	Règlement des dettes hongroises envers les ressortissants français, visées par l'art. 231 du Traité de Trianon du 4 juin 1920		23 mars 1923 N° 396	XV : 222
Fév. 14	Belgique, France	Convention	Retraite des ouvriers mineurs		29 août 1922 N° 317	XII : 246
Fév. 25	Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, France, Italie, Pays-Bas, Suisse	Disposition suppl.	Règlement de police du 14 sept. 1912. Navigation rhénane.		15 sept. 1922 N° 327	XII : 356
			Ratification et application au Rhin, au Wahal et au Lek : Ordonnance néerlandaise du 6 oct. 1921			XII : 356
Mars 16	Grande-Bretagne, Russie (soviétique)	Accord	Commerce. Notes en date du 3 juillet 1922 relatives à l'extension de cet Accord au Canada		5 oct. 1922 N° 345	XIII : 38
	Voir aussi : INDEX N° 2 : 1921, 16 mars.					
Avril 20	Convention et Statut : Liberté du Transit.					
	Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.					
Avril 20	Convention et Statut : Régime des voies navigables d'intérêt international.					
	Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.					
Avril 20	Protocole addit. à la Convention du 20 avril 1921 : Régime des voies navigables d'intérêt international.					
	Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.					
Avril 20	Déclaration. Reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime.					
	Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.					
Avril 21	Allemagne, Pologne, Pologne, représentant Dantzig	Convention et Protocole	Transit entre la Prusse Orientale et le reste de l'Allemagne		12 août 1922 N° 308	XII : 62
Avril 23	France, Norvège	Convention	Vins et spiritueux		21 fév. 1923 N° 386	XIV : 376

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

1921 *(suite)*.

				Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Avril 23	Roumanie, Tchécoslovaquie	Convention	Commerce	28 mars 1923 N° 397	XV : 236
Mai 4	Autriche, Tchécoslovaquie	Accord	Commerce	27 fév. 1923 N° 388	XV : 14
Mai 5	Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon	Protocole	Modification de l'Annexe II de la Partie VIII du Traité de Versailles, 28 juin 1919. Commission des réparations	5 oct. 1922 N° 338	XII : 420
Mai 6	Allemagne, Russie (soviétique)	Accord	Complémentaire à l'accord du 19 avril 1920. Rapatriement des prisonniers de guerre et des internés civils	12 août 1922 N° 309	XII : 178
Juin 1	Grande-Bretagne, Italie	Accord complémentaire et note	Accords du 25 sept. 1919 et des 13/15 oct. 1919. Répartition de la flotte marchande austro-hongroise.	N° 163	
			Notes des 30 juin/11 juillet 1921 confirmant cet Accord	13 janv. 1923	XV : 302
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1921, 1 juin.					
Juin 6/8	Danemark, Suède	Amendements	Convention des 16/23 déc. 1920. Télégraphe et téléphone	N° 374	XIV : 216
Juin 30	Etats-Unis, Norvège	Convention	Arbitrage. Réclamations d'armateurs norvégiens contre les Etats-Unis	8 janv. 1923 N° 365	XIV : 20
Juillet 5	Allemagne, Pays-Bas	Protocole addit.	Traité du 29 août 1918. Exhaussement de l'embouchure du Vieux-Rhin près de Lobith	9 oct. 1922 N° 346	XIII : 44
Juin 30 / Juillet 11	Grande-Bretagne, Italie	Notes	Confirmation de l'Accord du 1 juin 1921. Répartition de la flotte marchande austro-hongroise	13 juin 1923 (N° 163)	XV : 302
Juin 6 / Juillet 21	Norvège, Suède	Amendements	Convention des 16/29 déc. 1920. Télégraphe et Téléphone	8 déc. 1922 N° 361	XIII : 330
Juillet 29	Grande-Bretagne, Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Accord	Tonnage ex-autrichien et ex-hongrois.	N° 280	
			Notes des 5 oct. 1921 et 25 avril 1922	13 janv. 1923	XV : 318
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 29 juillet.					
Juillet 21 / Juin 8/Août 1	Danemark, Norvège	Modifications	Convention des 23/29 déc. 1920. Télégraphe et Téléphone	8 déc. 1922 N° 362	XIII : 374
Août 25.	Allemagne, Etats-Unis	Traité	Paix	12 août 1922 N° 310	XII : 192

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

1921 *(suite)*.

				Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Août 8/27	Danemark, Islande	Convention addit.	Convention des 28 oct./28 nov. 1919 et Convention compl. des 19/26 juin 1920. Communications postales	14 sept. 1922 N° 325	XII : 346
Sept. 19	Finlande, Norvège, Russie (soviétique)	Arrangement spécial	Télégraphe	17 mars 1923 N° 392	XV : 192
Sept. 24	Italie, Suisse	Accord	Chemin de fer du St-Gothard.	19 sept. 1922 N° 330	XII : 368
Sept. 26	Chine, Mexique	Notes	Modification prov. du Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 14 déc. 1899. Immigration des travailleurs	13 nov. 1922 N° 352	XIII : 202
Sept. 30	Convention internationale		Traite des femmes et des enfants		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 30 sept.					
Oct. 15	Belgique, Pays-Bas	Convention	Postes	29 août 1922 N° 315	XII : 234
Oct. 20	Allemagne, Danemark, Esthonie, etc.	Convention	Non-fortification et neutralisation des îles d'Aland.	N° 255	
			Ratification Esthonie		XV : 310
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 20 oct.					
Oct. 21	Etats-Unis, Grande-Bretagne	Convention	Adhésion du Canada à la Convention du 2 mars 1899. Successions.	5 oct. 1922 N° 339	XII : 426
Oct. 29	Esthonie, Finlande	Traité	Commerce et Navigation	4 nov. 1922 N° 348	XIII : 60
Oct. 29	Esthonie, Finlande	Accord	Droits de propriété des câbles sous-marins	4 nov. 1922 N° 349	XIII : 160
Oct. 29	Esthonie, Finlande	Accord	Entretien et utilisation des câbles sous-marins, et communications télégraphiques et téléphoniques.	4 nov. 1922 N° 350	XIII : 168
Nov. 9	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon	Déclaration	Albanie	2 oct. 1922 N° 333	XII : 382
Nov. 12	Japon, Pays-Bas	Notes	Ligne de flottaison des navires	29 août 1922 N° 316	XII : 240
Oct. 31-Nov. 12	Grande-Bretagne, France, Italie et Hongrie	Notes	Dynastie des Habsbourg	24 fév. 1923 N° 387	XIV : 386
Nov. 22	Afghanistan, Grande-Bretagne	Traité	Relations de bon voisinage	13 janv. 1923 N° 367	XIV : 66
Déc. 3	Allemagne, Suisse	Traité et protocole	Arbitrage et conciliation	13 sept. 1922 N° 320	XII : 272

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

				Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
		1921 *(suite)*.			
Sept. 28 / Déc. 12	Grande-Bretagne, Danemark	Notes	Abrogation de la Convention des 14/31 déc. 1883, concernant l'Islande, suppl. à la Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871. Mandats-poste	14 sept. 1922 N° 326	XII : 352
Déc. 16	Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, France, Italie, Pays-Bas, Suisse	Règlement de police	Présence de réservoirs à eau potable à bord des bâtiments et radeaux se trouvant sur le Rhin	9 oct. 1922 N° 347	XIII : 54
Déc. 27	Belgique, Luxembourg	Arrangement	Télégraphe	29 août 1922 N° 318	XII : 254
		1922			
Nov. 28'21 / Janv. 16'22	Grande-Bretagne, Irak	Accord	Mandats-poste	5 oct. 1922 N° 340	XII : 432
Avril 11'21-Janv. 16'22	Danemark, Tchéco-slovaquie	Notes	Exemption des ressortissants des deux pays de fournir la caution « judicatum solvi »	30 janv. 1923 N° 378	XIV : 268
Janv. 10/23	Grande-Bretagne, Palestine	Accord	Mandats-poste	5 oct. 1922 N° 342	XIII : 10
Janv. 18/24	France, Suisse	Arrangement	Taxes téléphoniques	19 sept. 1922 N° 331	XII : 372
Déc. 7'21 / Janv. 30'22	Grande-Bretagne, France	Notes	Amendement à l'art. 12 de l'Accord prov. du 20 oct. 1920, concernant la navigation aérienne	5 oct. 1922 N° 341	XII : 450
Fév. 11	Etats-Unis, Japon	Traité et notes.	Ile de Yap et autres îles du Pacifique sous mandat	14 août 1922 N° 311	XII : 202
Fév. 18	Autriche, Tchéco-slovaquie	Traité	Impôts	22 janv. 1923 N° 371	XIV : 130
Fév. 18	Ethiopie, Grèce	Traité	Commerce	9 avril 1923 N° 399	XV : 268
Janv. 4 / Fév. 20	Pays-Bas, Roumanie	Notes	Renouvellement de la Convention internationale du 14 oct. 1890 et des Actes la complétant. Transport des marchandises par chemins de fer	15 août 1922 N° 313	XII : 220
Mars 3	Finlande, Norvège	Convention	Rennes	22 janv. 1923 N° 372	XIV : 158
Mars 20	France, Suisse	Convention	Régime des spiritueux	19 sept. 1922 N° 332	XII : 378
Mars 28	Chine, Japon	Accord	Evacuation par les troupes japonaises de la ligne de chemin de fer Tsingtao-Tsinanfou	13 nov. 1922 N° 353	XIII : 218
Mars 15/29	Norvège, Suède	Règlement addit.	Convention des 16/29 déc. 1920. Télégraphe et téléphone	8 déc. 1922 N° 361	XIII : 331

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

1922 *(suite)*.

				Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Déc. 27'21 / Mars 30'22	Etats-Unis / Belgique	Arrangement additionnel	Convention du 19 nov. 1904. Colis postaux	29 août 1922 N° 319	XII : 260
Mars 8'21 / Avril 7'22	Danemark / Esthonie	Notes	Lettres de jauge	27 janv. 1923 N° 375	XIV : 244
Avril 10	Allemagne / Danemark	Traité	Sleswig du Nord Notes du 10 avril 1922.	N° 274 6 mars 1923	XV : 312
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 10 avril.					
Mars 24 / Avril 17	Etats-Unis / Suède	Convention	Colis postaux	30 janv. 1923 N° 380	XIV : 282
Oct. 5'21 / Avril 25'22	Grande-Bretagne / Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Notes	Accord du 29 juillet 1921. Tonnage ex-autrichien et ex-hongrois	13 janv. 1923 (N° 280)	XV : 318
Mai 1	Grande-Bretagne / Danemark	Convention	Renouvellement de la Convention d'arbitrage du 25 oct. 1905, renouvelée par les Conventions du 3 mars 1911 et du 3 mai 1916	10 août 1922 N° 301	XII : 12
Mai 1	Grande-Bretagne / Islande	Convention	Renouvellement de la Convention d'arbitrage du 25 oct. 1905, renouvelée par les Conventions du 3 mars 1911 et du 3 mai 1916	10 août 1922 N° 302	XII : 16
Mai 25'21-Mai 5'22	Norvège / Suède	Notes	Echange de notifications concernant les aliénés	7 mars 1923 N° 390	XV : 166
Mai 6	Grande-Bretagne / Lituanie	Accord	Relations commerciales	5 oct. 1922 N° 343	XIII : 26
Mai 15	Etats-Unis / Grande-Bretagne	Convention compl.	Extradition	13 janv. 1923 N° 369	XIV : 90
Mai 13/17	Grande-Bretagne / Mexique	Notes	Valises diplomatiques	13 janv. 1923 N° 368	XIV : 84
Mai 12/22	Grande-Bretagne / Esthonie	Notes	Retrait du Protectorat de Nyassaland de l'Accord commercial anglo-esthonien du 20 juillet 1920.	5 oct. 1922 N° 344	XIII : 34
Mai 19/22	Danemark / Finlande	Arrangement et règlement d'exécution	Postes Présentation à l'enregistrement.	N° 270	XV : 312
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 19/22 mai.					
Mai 17-22	Danemark / Japon	Notes	Lettres de jauge	27 janv. 1923 N° 376	XIV : 248
Mai 19/22	Finlande / Suède	Arrangement et Règlement d'exécution	Postes	30 janv. 1923 N° 381	XIV : 298
Mai 19/23	Finlande / Norvège	Arrangement et Règlement d'exécution	Postes	31 janv. 1923 N° 382	XIV : 324

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

1922 *(suite)*.

				Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
Mai 26 / Juin 2	Grande-Bretagne, Pays-Bas	Accord	Echange des Colis postaux entre les « Straits Settlements » et les Indes orientales néerlandaises.	6 déc. 1922 N° 357	XIII	264
			Art. 4 revisé en date des 20 oct./14 nov. 1922	4 juillet 1923	XV	322
Juin 13	Belgique, Suisse	Convention prov.	Circulation aérienne	13 sept. 1922 N° 321	XII	296
Juin 26	Pologne, Suisse	Convention et Protocole	Commerce	13 sept. 1922 N° 322	XII	306
Juillet 3	Grande-Bretagne, Russie (soviétique)	Notes	Extension au Canada de l'Accord commercial anglo-russe du 16 mars 1921	5 oct. 1922 N° 345	XIII	38
Juillet 5	Accord international		Certificats d'identité pour les réfugiés russes			

Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 5 juillet 1922.

Juillet 8	Belgique, Pays-Bas	Arrangement prov.	Circulation aérienne	6 déc. 1922 N° 358	XIII	274
Août 5'21-Juillet 11'22	Bulgarie, Danemark	Notes	Traitement de la nation la plus favorisée. Marchandise et navigation	22 août 1922 N° 314	XII	226
Janv. 12 / Juillet 21	Etats-Unis, Finlande	Convention	Colis postaux	4 déc. 1922 N° 356	XIII	244
Août 1/17	Islande, Norvège	Accord	Postes	8 déc. 1922 N° 363	XIV	10
Mars 29–Août 18	Danemark, Norvège, Suède	Disposition addit.	Accord du 16-29 déc. 1920. Télégraphe et Téléphone	8 déc. 1922 N° 360	XIII	300
Août 31	Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des, Tchéco-slovaquie	Traité	Alliance	16 nov. 1922 N° 354	XIII	232
Sept. 7	Finlande, Norvège	Arrangement	Service de presse par le télégraphe sans fil	16 sept. 1922 N° 328	XII	358
Sept. 29	Allemagne, Suisse	Arrangement prov.	Engagements contractés en francs suisses par des Sociétés allemandes d'assurances sur la vie	9 nov. 1922 N° 351	XIII	194
Oct. 4	Grande-Bretagne, France, Italie, Tchéco-slovaquie et Autriche	Protocole N° I (Déclaration)	Reconstruction de l'Autriche	4 oct. 1922 N° 334	XII	386
			Adhésions			
			Espagne : 3 nov. 1922		XII	388
			Belgique : 12 juin 1923		XV	320

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

					Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
			1922 *(suite)*.			
Oct. 4	Grande-Bretagne, France, Italie, Tchéco-slovaquie et Autriche	Protocole N° II, Annexes et Note interprétative	Reconstruction de l'Autriche.		4 oct. 1922 N° 335	XII : 392
			Adhésions			
			Espagne : 3 nov. 1922			XII : 396
			Pays-Bas : 11 juin 1923			XV : 320
			Danemark : 11 juin 1923			XV : 320
			Belgique : 12 juin 1923			XV : 322
			Suède : 23 juin 1923			XV : 322
Oct. 4	Autriche	Protocole N° III (Déclaration)	Reconstruction de l'Autriche.		4 oct. 1922 N° 336	XII : 406
Oct. 9	Danemark, Islande	Déclaration	Assistance aux marins indigents		2 juin 1923 N° 364	XIV : 14
Juillet 28 / Oct. 17	Mexique, Suède	Notes	Echange de notifications concernant les aliénés		7 mars 1923 N° 391	XV : 180
Nov. 3	Espagne	Adhésion	Protocole N° I (Déclaration) du 4 oct. 1922. Reconstruction de l'Autriche		N° 334	XII : 388
Nov. 3	Espagne	Adhésion	Protocole N° II du 4 oct. 1922. Reconstruction de l'Autriche		N° 335	XII : 396
Nov. 7	Danemark, Suède	Convention	Navigation aérienne		19 janv. 1923 N° 370	XIV : 96
Oct. 20 / Nov. 14	Grande-Bretagne, Pays-Bas	Art.	Art. 4 (revisé) de l'Accord des 26 mai/2 juin 1922. Echange des colis postaux entre les Straits Settlements et les Indes orientales néerlandaises		4 juillet 1923 (N° 357)	XV : 322
Nov. 23	Grande-Bretagne, Danemark	Notes	Accord des 28 sept.'18/21 janv.'21. Sinistres maritimes		13 janv. 1923 (N° 125)	XV : 298
Déc. 4	Albanie, Italie	Arrangement	Postes		23 mars 1923 N° 394	XV : 204
			Protocole final : 5 déc. 1922			XV : 210
Déc. 4	Albanie, Italie	Convention	Télégraphe		23 mars 1923 N° 395	XV : 214
Déc. 5	Albanie, Italie	Protocole final.	Arrangement postal du 4 déc. 1922		N° 394	XV : 210
Nov. 11 / Déc. 18	Roumanie, Suède	Notes	Relations commerciales		15 fév. 1923 N° 383	XIV : 354
Déc. 18/19	Pays-Bas, Roumanie	Notes	Relations commerciales		26 janv. 1923 N° 373	XIV : 192
			1923			
Fév. 22	Grande-Bretagne, Norvège	Arrangement suppl.	Accord prov. du 15 juillet 1921. Navigation aérienne		5 mars 1923 N° 389	XV : 160
Mars 15	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon et Pologne	Décision	Frontières orientales de la Pologne		31 mars 1923 N° 398	XV : 260

INDEX CHRONOLOGIQUE *(suite)*.

1923 *(suite)*.

				Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Juin 11 . .	Danemark	Adhésion . .	Protocole N° II du 4 oct. 1922. Reconstruction de l'Autriche . .	N° 335	XV : 320
Juin 11 . .	Pays-Bas . .	Adhésion . .	Protocole N° II du 4 oct. 1922. Reconstruction de l'Autriche . .	N° 335	XV : 320
Juin 12 . .	Belgique . .	Adhésion . .	Protocole N° I (Déclaration) du 4 oct. 1922. Reconstruction de l'Autriche	N° 334	XV : 320
Juin 12 . .	Belgique . .	Adhésion . .	Protocole N° II du 4 oct. 1922. Reconstruction de l'Autriche. . .	N° 335	XV : 322
Juin 23 . .	Suède	Adhésion . .	Protocole N° II du 4 oct. 1922. Reconstruction de l'Autriche . .	N° 335	XV : 322

ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX

		Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
1883, 20 mars.	Convention : Propriété industrielle	N° 7 *a*		
	Adhésion.			
	Canada : 1er sept. 1923	2 sept. 1923	XV :	326
	Voir aussi : INDEX Nos 1 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1883,20 mars.			
1886, 15 mai.	Accord : Unité technique des Chemins de fer	N° 26 *a*		
	Position de la Hongrie	16 mai 1923	XV :	332
	Voir aussi : INDEX Nos 1 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX, 1886, 15 mai.			
1886, 15 mai.	Accord : Fermeture des wagons devant passer en douane	N° 36 *a*		
	Position de la Hongrie	16 mai 1923	XV :	332-4, 338
	Adhésion.			
	Pologne		XV :	338
	Voir aussi : INDEX Nos 1 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1886, 15 mai.			
1890, oct. 14.	Convention : Transport des marchandises par chemins de fer.			
	Renouvellement.			
	France et Pays-Bas : 26 juillet/16 sept. 1920 ..	15 août 1922 N° 312	XII :	214
	Pays-Bas et Roumanie : 4 janv./20 fév. 1922 ..	15 août 1922 N° 313	XII :	220
	Voir aussi : INDEX Nos 1, 2 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1890, 14 oct.			
1891, 14 avril.	Arrangement : Enregistrement international des marques de fabrique	N° 5 *a*		
	Adhésion.			
	Dantzig : 20 mars 1923	22 fév. 1923	XV :	324
	Voir aussi : INDEX Nos 1 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1891, 14 avril.			
1891, 14 avril.	Arrangement : Répression des fausses indications de provenance sur les marchandises	N° 35 *a*		
	Adhésion.			
	Dantzig : 20 mars 1923	23 fév. 1923	XV :	324, 338
	Voir aussi : INDEX N° 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1891, 14 avril.			
1900, 14 déc.	Acte addit. à l'Arrangement du 14 avril 1891 : Enregistrement international des marques de fabrique ..	N° 5 *a*		
	Adhésion.			
	Dantzig : 20 mars 1923	22 fév. 1923	XV :	324
	Voir aussi : INDEX Nos 1 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1900, 14 déc.			
1900, 14 déc.	Acte addit. à la Convention du 20 mars 1883, sur la propriété industrielle	N° 7 *a*		
	Adhésion.			
	Canada : 1 sept. 1923	2 sept. 1923	XV :	326
	Voir aussi : INDEX Nos 1 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1900, 14 déc.			
1906, 6 juillet.	Convention : Blessés de guerre	N° 23 *a*		
	Adhésions.			
	Equateur : 7 déc. 1922	17 avril 1923	XV :	326
	Afghanistan : 4 avril 1923	19 mai 1923	XV :	328
	Lettonie ; 8 avril 1923	19 mai 1923	XV :	328
	Position de la Hongrie	16 mai 1923	XV :	328
	Voir aussi : INDEX N° 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1906, 6 juillet.			

ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX *(suite)*.

		Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
1906, 26 sept.	Convention : Emploi du phosphore blanc (jaune) pour les allumettes	N° 24 *a*	
	Adhésion.		
	Esthonie : 2 fév. 1923	16 fév. 1923	XV : 330
	Voir aussi : INDEX N° 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1906, 26 sept.		
1907, 18 mai.	Protocole : Unité technique des chemins de fer ..	N° 26 *a*	
	Position de la Hongrie	16 mai 1923	XV : 332
	Voir aussi : INDEX N°s 1 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1907, 18 mai.		
1907, 18 mai.	Protocole : Fermeture des wagons devant passer en douane	N° 36 *a*	
	Position de la Hongrie	16 mai 1923	XV : 332-4, 338
	Adhésion.		
	Pologne		XV : 338
	Voir aussi : INDEX N°s 1 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1907, 18 mai.		
1907, 18 oct.	Convention : Adaptation des principes de la Convention de Genève à la guerre maritime	N° 40 *a*	
	Adhésion.		
	Lettonie : 24 mars 1922		XV : 340
1908, 11 juin.	Convention télégraphique	N° 39 *a*	
	Adhésion.		
	Lettonie : 1 oct. 1921	21 juillet 1923	XV : 340
1911, 2 juin.	Convention : Enregistrement international des marques de fabrique	N° 5 *a*	
	Adhésion.		
	Dantzig : 20 mars 1923	22 fév. 1923	XV : 324
	Voir aussi : INDEX N°s 1 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1891, 14 avril.		
1911, 2 juin.	Convention et protocole final : Propriété industrielle ..	N° 7 *a*	
	Adhésion.		
	Canada : 1 sept. 1923	2 sept. 1923	XV : 326
	Voir aussi : INDEX N°s 1 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1911, 2 juin.		
1911, 2 juin.	Arrangement : Répression des fausses indications de provenance sur les marchandises	N° 35 *a*	
	Adhésion.		
	Dantzig : 20 mars 1923	22 fév. 1923	XV : 324, 338
	Voir aussi : INDEX N° 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1911, 2 juin.		
1912, 23 janv.	Convention de l'opium	N° 222	
	Signatures et ratifications : liste		XV : 310
	Voir aussi : INDEX N° 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1912, 23 janv.		
1912, 5 juillet.	Convention et protocole final : Radiotélégraphie ..	N° 13	
	Accessions.		
	Suisse : 26 fév. 1923 Cameroun (Mandat français) : 7 mars 1923	9 avril 1923	XV : 282
	Voir aussi : INDEX N°s 1 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 5 juillet.		
1912, 14 déc.	Procès-verbal : Unité technique des chemins de fer ..	N° 26 *a*	
	Position de la Hongrie	16 mai 1923	XV : 332
	Voir aussi : INDEX N° 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1912, 14 déc.		

ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX *(suite).*

		Enregistrement Date et No	Vol. Pages.
1920, 30 nov.	Convention postale universelle	N° 74	
	Ratifications.		
	Liste		XV : 282-290
Voir aussi :	INDEX N°s 1, 2 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.		
1920, 30 nov.	Arrangement : Lettres, etc., valeurs déclarées	N° 75	
	Ratifications.		
	Liste		XV : 292
Voir aussi :	INDEX N°s 1, 2 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.		
1920, 30 nov.	Arrangement : Mandats-poste	N° 76	
	Ratifications.		
	Liste		XV : 292
Voir aussi :	INDEX N°s 1, 2 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.		
1920, 30 nov.	Convention : Colis postaux	N° 77	
	Ratifications.		
	Liste		XV : 292-4
Voir aussi :	INDEX N°s 1, 2 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.		
1920, 30 nov.	Arrangement : Recouvrements	N° 78	
	Ratifications.		
	Liste		XV : 294
Voir aussi :	INDEX N°s 1, 2 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.		
1920, 30 nov.	Arrangement : Abonnements postaux aux journaux, etc.	N° 79	
	Ratifications.		
	Liste		XV : 294
	Adhésion.		
	Esthonie : 1 fév. 1923		XV : 294
Voir aussi :	INDEX N°s 1, 2 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.		
1920, 30 nov.	Arrangement : Virements postaux	N° 80	
	Ratifications.		
	Liste		XV : 296
Voir aussi :	INDEX N°s 1, 2 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.		
1920, 13 déc.	Statut : Cour permanente de Justice internationale	N° 170	
	Protocole de signature : 16 déc. 1921.		
	Signature.		
	Hongrie : 1 août 1923		XV : 304
	Ratification.		
	Esthonie : 2 mai 1923		XV : 304
	Disposition facultative.		
	Lettonie : 11 sept. 1923		XV : 304
	Ratification.		
	Esthonie : 2 mai 1923		XV : 304
Voir aussi :	INDEX N°s 2 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 13 déc.		
1921, 20 avril.	Convention et Statut : Liberté du Transit	N° 171	
	Ratifications.		
	Liste		XV : 304
	Accession.		
	Etats Malais (fédérés et non fédérés) : 22 août 1923		XV : 306
Voir aussi :	INDEX N°s 2 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.		

ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX *(suite).*

		Enregistrement Date et N°	Vol.	Pages.
1921, 20 avril.	Convention et Statut : Régime des voies navigables d'intérêt international	N° 172		
	Ratifications.			
	Liste		XV	306
	Adhésions.			
	Colombie : 7 avril 1923		XV	306
	Roumanie : 19 juin 1923		XV	306
	Accession.			
	Etats Malais (fédérés et non fédérés)		XV	306
Voir aussi :	INDEX N°s 2 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.			
1921, 20 avril.	Protocole addit. à la Convention du 20 avril 1921, sur le régime des voies navigables d'intérêt international.	N° 173		
	Ratifications : liste		XV	308
	Adhésion.			
	Autriche : 7 avril 1923		XV	308
	Accession.			
	Etats Malais (fédérés et non fédérés)		XV	308
Voir aussi :	INDEX N°s 2 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.			
1921, 20 avril.	Déclaration : Droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime	N° 174		
	Entrée en vigueur en ce qui concerne les Pays-Bas		XV	308
	Ratification de la part de la Norvège		XV	308
	Adhésion.			
	Roumanie : 22 fév. 1923		XV	308
Voir aussi :	INDEX N°s 2 et 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.			
1921, 30 sept.	Convention : Traite des femmes et des enfants.. ..	N° 269		
	Ratifications.			
	Liste		XV	310
	Adhésion.			
	Danemark : 12 mars 1923		XV	310
Voir aussi :	INDEX N° 3 : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 30 sept.			
1922, 5 juillet.	Accord : Certificats d'identité pour les Réfugiés Russes .	16 nov. 1922 N° 355	XIII	238
	Adhésions : listes		XIII XV	242 322

INDEX ALPHABÉTIQUE (pays et sujets).

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Abonnements postaux aux journaux, etc.				
Voir : POSTALES, CONVENTIONS.				
Abyssinie.				
Voir : ETHIOPIE.				
Accidents de travail.				
Voir : ASSURANCES.				
Accords généraux internationaux.				
Voir l'index spécial des ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX.				
Aérostation, Aéronefs.				
Voir : NAVIGATION AÉRIENNE.				
Afghanistan.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1921, 22 nov. ..	Grande-Bretagne	Traité. Relations de bon voisinage..	13 janv. 1923 N° 367	XIV : 66
Aland, îles.				
Convention les concernant :				
1921, 20 oct. ..	Allemagne, Danemark, Esthonie, etc.	Convention. Non-fortification et neutralisation des îles d'Aland. Ratification. Esthonie	N° 255	XV : 310
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 20 oct.				
Albanie.				
Déclaration la concernant :				
1921, 9 nov. ..	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon	Déclaration. Albanie	2 oct. 1922 N° 333	XII : 382
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1922, 4 déc. ..	Italie	Arrangement postal.	23 mars 1923 N° 394	XV : 204
		Protocole final : 5 déc. 1922		XV : 210
1922, 4 déc. ..	Italie	Convention télégraphique	23 mars 1923 N° 395	XV : 214
1922, 5 déc. ..	Italie	Protocole final. Arrangement postal du 4 déc. 1922	N° 394	XV : 210
Alcool.				
Voir : SPIRITUEUX, RÉGIME DES.				
Aliénés.				
1922, 25 mai'21-5 mai'22	Norvège, Suède	Notes. Echange de notifications concernant les aliénés	7 mars 1923 N° 390	XV : 166
1922, 28 juillet / 17 oct.	Mexique, Suède	Notes. Echange de notifications concernant les aliénés	7 mars 1923 N° 391	XV : 180

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Allemagne.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1918, 29 août	Pays-Bas	Traité. Exhaussement de l'ancienne embouchure du Rhin près de Lobith	9 oct. 1922 N° 346	XIII : 42
1920, 15 mars	Suisse	Notes prolongeant le Traité de douane et de commerce du 10 déc. 1891 (texte du 12 nov. 1904)	12 août 1922 N° 303	XII : 20
1920, 23 avril	Belgique	Transmission des affaires judiciaires des cercles d'Eupen et de Malmédy	12 août 1922 N° 305	XII : 30
1920, 9 juillet	Suisse	Arrangement. Charbons	12 août 1922 N° 304	XII : 26
1920, 9 juillet	Belgique	Convention. Exécution de l'art. 312 du Traité de Versailles, 28 juin 1919. (Assurances.)	12 août 1922 N° 307	XII : 47
		Notes des Gouv. allemand et belge du 4 décembre 1920		XII : 46
1920, 30 déc.'19 / 30 août'20	Danemark	Convention télégraphique	30 janv. 1923 N° 377	XIV : 258
1920, 16/17 déc.	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon	Notes. Frontière du Bassin de la Sarre	12 août 1922 N° 306	XII : 40
1921, 25 fév.	Belgique, Grande-Bretagne, France, Italie, Pays-Bas, Suisse	Disposition suppl. au Règlement de police du 14 sept. 1912. Navigation rhénane.	15 sept. 1922 N° 327	XII : 356
		Ratification et application au Rhin, au Wahal et au Lek : Ordonnance néerlandaise du 6 oct. 1921		XII : 356
1921, 21 avril	Pologne, Pologne, représentant Dantzig	Convention et Protocole. Transit entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne	12 août 1922 N° 308	XII : 62
1921, 6 mai	Russie (soviétique)	Accord complémentaire à l'accord du 19 avril 1920. Rapatriement des prisonniers de guerre et des internés civils	12 août 1922 N° 309	XII : 178
1921, 5 juillet	Pays-Bas	Protocole addit. au Traité du 29 août 1918. Exhaussement de l'embouchure du Vieux-Rhin près de Lobith	9 oct. 1922 N° 346	XIII : 44
1921, 25 août	Etats-Unis	Traité de paix	12 août 1922 N° 310	XII : 192
1921, 20 oct.	Danemark, Esthonie, Finlande, etc.	Convention. Non-fortification et neutralisation des îles d'Aland.	N° 255	
		Ratification. Esthonie		XV : 310
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 20 oct.				
1921, 3 déc.	Suisse	Traité et Protocole. Arbitrage et conciliation	13 sept. 1922 N° 320	XII : 272

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Allemagne *(suite)*.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)* à savoir :—				
1921, 16 déc.	Belgique, Grande-Bretagne, France, Italie, Pays-Bas, Suisse	Règlement de police. Présence de réservoirs à eau potable à bord des bâtiments et radeaux se trouvant sur le Rhin	9 oct. 1922 N° 347	VIII : 54
1922, 10 avril	Danemark	Traité. Slesvig du Nord. Notes du 10 avril 1922	N° 274 6 mars 1923	XV : 312
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 10 avril.				
1922, 29 sept.	Suisse	Arrangement prov. Engagements contractés en francs suisses par des sociétés allemandes d'assurances sur la vie	9 nov. 1922 N° 351	XIII : 194
Voir aussi : PRUSSE ORIENTALE.				
Alliance.				
1922, 31 août	Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des Tchécoslovaquie	Traité d'alliance	16 nov. 1922 N° 354	XIII : 232
Allumettes.				
1906, 26 sept.	Convention internationale	Emploi du phosphore blanc (jaune) pour les allumettes		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1906, 26 sept.				
Amérique (Etats-Unis d')				
Voir : ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.				
Amitié.				
Voir : PAIX ET AMITIÉ, COMMERCE ET NAVIGATION.				
Arbitrage.				
1917, 18 juillet	Pérou, Uruguay	Traité. Arbitrage obligatoire	20 fév. 1923 N° 384	XIV : 360
1921, 30 juin	Etats-Unis, Norvège	Convention d'arbitrage. Réclamation d'armateurs norvégiens contre les Etats-Unis	8 janv. 1923 N° 365	XIV : 20
1921, 3 déc.	Allemagne, Suisse	Traité et Protocole. Arbitrage et conciliation	13 sept. 1922 N° 320	XII : 272
1922, 1 mai	Grande-Bretagne, Danemark	Convention renouvelant la Convention d'arbitrage du 25 oct. 1905, renouvelée par les conventions des 3 mars 1911 et 3 mai 1916.	10 août 1922 N° 301	XII : 12
1922, 1 mai	Grande-Bretagne, Islande	Convention renouvelant la Convention d'arbitrage du 25 oct. 1905, renouvelée par les conventions des 3 mars 1911 et 3 mai 1916.	10 août 1922 N° 302	XII : 16
Argentine.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1918, 11 avril	Uruguay	Convention. Triangulation de la zone du fleuve Uruguay	20 fév. 1923 N° 385	XIV : 368
1920, 26 mars	Italie	Convention. Indemnités aux ouvriers en cas d'accident	10 avril 1923 N° 400	XV : 272

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Assurances.				
1920, 26 mars..	Argentine Italie	Convention. Indemnités aux ouvriers en cas d'accident	10 avril 1923 N° 400	XV : 272
1920, 9 juillet .	Allemagne Belgique	Convention. Exécution de l'art. 312 du Traité de Versailles, 28 juin 1919 (assurances).	12 août 1922 N° 307	XII : 47
		Notes des Gouv. allemand et belge du 4 déc. 1920		XII : 46
1922, 29 sept. .	Allemagne Suisse	Arrangement provisoire. Engagements contractés en francs suisses par des sociétés allemandes d'assurances sur la vie	9 nov. 1922 N° 351	XIII : 194
Autriche.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1920, 27 août / 2 oct.	Grande-Bretagne	Accord. Dettes ennemies (Section 3 et annexe de la partie X du Traité de Paix de St-Germain, du 10 sept. 1919)	5 oct. 1922 N° 337	XII : 414
1921, 4 mai ..	Tchécoslovaquie	Accord commercial	27 fév. 1923 N° 388	XV : 14
1922, 18 fév. ..	Tchécoslovaquie	Traité. Impôts	22 janv. 1923 N° 371	XIV : 130
1922, 4 oct. ..	Grande-Bretagne France Italie Tchécoslovaquie	Protocole N° I (Déclaration). Reconstruction de l'Autriche	4 oct. 1922 N° 334	XII : 386
		Adhésions.		
		Espagne : 3 nov. 1922..		XII : 388
		Belgique : 12 juin 1923.		XV : 320
1922, 4 oct. ..	Grande-Bretagne France Italie Tchécoslovaquie	Protocole N° II, Annexes et Note interprétative. Reconstruction de l'Autriche	4 oct. 1922 N° 335	XII : 392
		Adhésions.		
		Espagne : 3 nov. 1922..		XII : 396
		Pays-Bas : 11 juin 1923		XV : 320
		Danemark : 11 juin 1923		XV : 320
		Belgique : 12 juin 1923.		XV : 322
		Suède : 23 juin 1923		XV : 322
1922, 4 oct. ..	Autriche	Protocole N° III (Déclaration). Reconstruction de l'Autriche	4 oct. 1922 N° 336	XII : 406
Aviation.				
Voir : NAVIGATION AÉRIENNE.				
Bateaux.				
Voir : TONNAGE.				
Belgique.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1890, 27 déc. ..	France Pays-Bas	Convention télégraphique	N° 41 *a*	
		Abrogation : 1 août 1920	27 août 1923	XV : 340
1920, 23 avril .	Allemagne.. ..	Transmission des affaires judiciaires des cercles d'Eupen et de Malmédy	12 août 1922 N° 305	XII : 30
1920, 9 juillet .	Allemagne.. ..	Convention. Exécution de l'art. 312 du Traité de Versailles, 28 juin 1919 (Assurances).	12 août 1922 N° 307	XII : 47
		Notes des Gouv. allemand et belge du 4 déc. 1920.		XII : 46

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

Belgique *(suite)*. Traités, etc., avec des puissances étrangères, *(suite)* à savoir :—			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
1921, 14 fév.	France	Convention. Retraite des ouvriers mineurs	29 août 1922 N° 317	XII : 246
1921, 25 fév.	Allemagne, Grande-Bretagne, France, Italie, Pays-Bas, Suisse	Disposition suppl. au Règlement de police du 14 sept. 1912. Navigation rhénane	15 sept. 1922 N° 327	XII : 356
		Ratification et application au Rhin, au Wahal, et au Lek : Ordonnance néerlandaise du 6 oct. 1921		XII : 356
1921, 5 mai	France, Grande-Bretagne, Italie, Japon	Protocole. Modification de l'Annexe II de la Partie VIII du Traité de Versailles, 28 juin 1919. Commission des réparations	5 oct. 1922 N° 338	XII : 420
1921, 15 oct.	Pays-Bas	Convention postale	29 août 1922 N° 315	XII : 234
1921, 16 déc.	Allemagne, Grande-Bretagne, France, Italie, Pays-Bas, Suisse	Règlement de police. Présence de réservoirs à eau potable à bord des bâtiments et radeaux se trouvant sur le Rhin	9 oct. 1922 N° 347	XIII : 54
1921, 27 déc.	Luxembourg	Arrangement télégraphique.	29 août 1922 N° 318	XII : 254
1922, 27 déc. '21 / 30 mars '22	Etats-Unis	Arrangement addit. à la Convention du 19 nov. 1904. Colis postaux	29 août 1922 No. 319	XII : 260
1922, 13 juin	Suisse	Convention prov. Circulation aérienne	13 sept. 1922 N° 321	XII : 296
1922, 8 juillet	Pays-Bas	Arrangement prov. Circulation aérienne	6 déc. 1922 N° 358	XIII : 274
1922, 4 oct.	Grande-Bretagne, France, Italie, Tchécoslovaquie et Autriche	Protocole N° I (Déclaration). Reconstruction de l'Autriche	4 oct. 1922 N° 334	XII : 386
		Adhésions. Espagne : 3 nov. 1922		XII : 388
		Belgique : 12 juin 1923		XV : 320
1922, 4 oct.	Grande-Bretagne, France, Italie, Tchécoslovaquie et Autriche	Protocole N° II, Annexes et Note interprétative. Reconstruction de l'Autriche	4 oct. 1922 N° 335	XII : 392
		Adhésions. Espagne : 3 nov. 1922		XII : 396
		Pays-Bas : 11 juin, 1923		XV : 320
		Danemark : 11 juin, 1923		XV : 320
		Belgique : 12 juin, 1923		XV : 322
		Suède : 23 juin, 1923		XV : 322
1923, 12 juin	Belgique	Adhésion au Protocole N° I (Déclaration) du 4 oct. 1922. Reconstruction de l'Autriche	N° 334	XV : 320
1923, 12 juin	Belgique	Adhésion au Protocole N° II du 4 oct. 1922. Reconstruction de l'Autriche	N° 335	XV : 322

Biens.

Voir : SUCCESSIONS.

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Blessés de guerre.				
1906, 6 juillet	Convention internationale	Blessés de guerre.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1906, 6 juillet.				
1907, 18 oct.	Convention internationale	Adaptation des principes de la Convention de Genève à la guerre maritime		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1907, 18 oct.				
Boissons alcooliques.				
Voir : SPIRITUEUX, RÉGIME DES.				
Bulgarie.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1922, 5 août'21-11 juillet'22	Danemark	Notes. Traitement de la nation la plus favorisée. Marchandises et navigation	22 août 1922 N° 314	XII : 226
Câbles.				
Voir : TÉLÉGRAPHE ET TÉLÉPHONE.				
Canada.				
Traités le concernant :				
1921, 16 mars	Grande-Bretagne Russie (soviétique)	Accord commercial. Notes en date du 3 juillet 1922, relatives à l'extension de cet accord au Canada	5 oct. 1922 N° 345	XIII : 38
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1921, 16 mars.				
1921, 21 oct.	Etats-Unis Grande-Bretagne	Convention. Adhésion du Canada à la Convention du 2 mars 1899. Successions	5 oct. 1922 N° 339	XII : 426
1922, 3 juillet	Grande-Bretagne Russie (soviétique)	Notes. Extension au Canada de l'accord commercial anglo-russe du 16 mars 1921	5 oct. 1922 N° 345	XIII : 38
Voir aussi : GRANDE-BRETAGNE.				
Certificats d'identité pour les réfugiés russes.				
Voir : IDENTITÉ (CERTIFICATS D') POUR LES RÉFUGIÉS RUSSES.				
Charbon.				
1920, 9 juillet	Allemagne Suisse	Arrangement. Charbons	12 août 1922 N° 304	XII : 26
Chemins de fer.				
1886, 15 mai	Accord international	Unité technique des chemins de fer.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1886, 15 mai.				
1886, 15 mai	Accord international	Fermeture des wagons devant passer en douane.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1886, 15 mai.				
1890, 14 oct.	Convention internationale	Transport des marchandises par chemins de fer.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1890, 14 oct.				

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Page.
Chemins de fer *(suite)*.				
1907, 18 mai ..	Protocole international	Unité technique des chemins de fer.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1907, 18 mai.				
1907, 18 mai ..	Protocole international	Fermeture des wagons devant passer en douane.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1907, 18 mai.				
1912, 14 déc. ..	Procès-verbal international	Unité technique des chemins de fer.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1912, 14 déc.				
1920, 26 juillet / 16 sept.	France / Pays-Bas	Notes portant renouvellement de la Convention du 14 oct. 1890 et des Actes la complétant. Transport de marchandises par chemins de fer..	15 août 1922 N° 312	XII : 214
1921, 24 sept. .	Italie / Suisse	Accord. Chemin de fer du St-Gothard.	19 sept. 1922 N° 330	XII : 368
1922, 4 janv. / 20 fév.	Pays-Bas / Roumanie	Notes portant renouvellement de la Convention internationale du 14 oct. 1890 et des Actes la complétant. Transport de marchandises par chemins de fer	15 août 1922. N° 313	XII : 220
1922, 28 mars..	Chine / Japon	Accord. Evacuation, par les troupes japonaises, de la ligne de chemin de fer Tsingtao-Tsinanfou	13 nov. 1922 N° 353	XIII : 218
Voir aussi : TRANSIT ET COMMUNICATIONS.				
Chine.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1921, 26 sept. .	Mexique	Notes. Modification prov. du Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 14 déc. 1899. Immigration des travailleurs..	13 nov. 1922 N° 352	XIII : 202
1922, 28 mars..	Japon	Accord. Evacuation par les troupes japonaises de la ligne de chemin de fer Tsingtao-Tsinanfou	13 nov. 1922 N° 353	XIII : 218
Circulation aérienne.				
Voir : NAVIGATION AÉRIENNE.				
Cocaïne.				
Voir : OPIUM.				
Colis postaux.				
1920, 3 mars / 2 avril	Grande-Bretagne / Suède	Accord addit. à l'accord des 10/26 mai, 1904. Colis postaux. Présentation à l'enregistrement	N° 119	XV : 296
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1920, 3 mars. / 2 avril.				
1920, 30 nov. ..	Convention internationale	Colis postaux.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.				
1922, 27 déc. '21 / 30 mars '22	Etats-Unis / Belgique	Arrangement additionnel à la Convention du 19 nov. 1904. Colis postaux.	29 août 1922 N° 319	XII : 260

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Colis postaux *(suite)*.				
1922, 24 mars / 17 avril	Etats-Unis / Suède	Convention. Colis postaux..	30 janv. 1923 N° 380	XIV : 282
1922, 26 mai / 2 juin	Grande-Bretagne / Pays-Bas	Accord. Echange des Colis postaux entre les « Straits Settlements » et les Indes orientales néerlandaises.	6 déc. 1922 N° 357	XIII : 264
		Art. 4 revisé en date des 20 oct./ 14 nov. 1922..	4 juillet 1923	XV : 322
1922, 12 janv. / 21 juillet	Etats-Unis / Finlande	Convention. Colis postaux..	4 déc. 1922 N° 356	XIII : 244
1922, 20 oct. / 14 nov.	Grande-Bretagne / Pays-Bas	Art. 4 (revisé) de l'Accord des 26 mai/ 2 juin 1922. Echange des colis postaux entre les « Straits Settlements » et les Pays-Bas	4 juillet 1923 (N° 357)	XV : 322

Voir aussi : POSTALES, CONVENTIONS.

Commerce.

1920, 15 mars..	Allemagne / Suisse	Notes prolongeant le Traité de douane et de commerce du 10 déc. 1891 (texte du 12 nov. 1904)	12 août 1922 N° 303	XII : 20
1920, 20 juillet.	Grande-Bretagne / Esthonie	Accord : Relations commerciales. Retrait du Protectorat de Nyassaland : Notes en date des 12 et 22 mai 1922	5 oct. 1922 N° 344	XIII : 34

Voir aussi : INDEX N° 1 : 1920, 20 juillet.

1921, 16 mars..	Grande-Bretagne / Russie (soviétique)	Accord commercial. Notes en date du 3 juillet 1922 relatives à l'extension de cet accord au Canada	5 oct. 1922 N° 345	XIII : 38

Voir aussi : INDEX N° 2, 16 mars.

1921, 23 avril ..	Roumanie / Tchécoslovaquie	Convention commerciale	28 mars 1923 N° 397	XV : 236
1921, 4 mai ..	Autriche / Tchécoslovaquie	Accord commercial	27 fév. 1923 N° 388	XV : 14
1922, 18 fév. ..	Ethiopie / Grèce	Traité commercial.	9 avril 1923 N° 399	XV : 268
1922, 6 mai ..	Grande-Bretagne / Lituanie	Accord. Relations commerciales. ..	5 oct. 1922 N° 343	XIII : 26
1922, 12/22 mai	Grande-Bretagne / Esthonie	Notes. Retrait du Protectorat de Nyassaland de l'accord commercial du 20 juillet 1920	5 oct. 1922 N° 344	XIII : 34
1922, 26 juin ..	Pologne / Suisse	Convention et protocole. Commerce..	13 sept. 1922 N° 322	XII : 306
1922, 3 juillet ..	Grande-Bretagne / Russie (soviétique)	Notes. Extension au Canada de l'accord commercial anglo-russe du 16 mars 1921..	5 oct. 1922 N° 345	XIII : 38
1922, 5 août '21- 11 juillet '22	Bulgarie / Danemark	Notes. Traitement de la nation la plus favorisée. Marchandises et navigation	22 août 1922 N° 314	XII : 226

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Commerce *(suite)*.				
1922, 11 nov. / 18 déc.	Roumanie / Suède	Notes. Relations commerciales.. ..	15 fév. 1923 N° 383	XIV : 354
1922, 18/19 déc.	Pays-Bas / Roumanie	Notes. Relations commerciales.. ..	26 janv. 1923 N° 373	XIV : 192

Voir aussi : COMMERCE ET NAVIGATION.
: INDICATIONS D'ORIGINE.
: MARQUES DE FABRIQUE.

Commerce et navigation.

1921, 9 oct. ..	Esthonie / Finlande	Traité. Commerce et navigation ..	4 nov. 1922 N° 348	XIII : 60

Voir aussi : COMMERCE.
: NAVIGATION AÉRIENNE.
: PAIX ET AMITIÉ, COMMERCE ET NAVIGATION.
: TONNAGE.

Commission centrale pour la navigation sur le Rhin.

Voir : RHIN, COMMISSION DU (COMMISSION CENTRALE POUR LA NAVIAGTION SUR LE RHIN).

Commission des réparations.

Voir : RÉPARATIONS.

Commissions rogatoires.

Voir : JUDICIAIRES, QUESTIONS : 1915, 28 févr.

Communications.

Voir : CHEMINS DE FER.
: TRANSIT ET COMMUNICATIONS.
: VOIES NAVIGABLES.

Conciliation.

Voir : ARBITRAGE.

Consuls, Consulats.

1913, 31 déc. ..	Cuba / Pays-Bas	Convention. Fonctionnaires consulaires cubains dans les colonies néerlandaises	9 janv. 1923 N° 366	XIV : 30

Convention de Genève.

Voir : BLESSÉS DE GUERRE.

Conventions consulaires.

Voir : CONSULS, CONSULATS.

Coventions postales.

Voir : POSTALES, CONVENTIONS.

Cour permanente de Justice internationale.

1920, 13 déc. .. Statut : Cour permanente de Justice internationale.
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 13 déc.

Crédits.

Voir : DETTES.

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Cuba.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1913, 31 déc. ..	Pays-Bas	Convention. Fonctionnaires cubains dans les colonies néerlandaises. ..	9 janv. 1923 N° 366	XIV : 30
Danemark.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1883, 14/31 déc.	Grande-Bretagne ..	Convention concernant l'Islande, suppl. à la Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871. Mandats-poste. Abrogation : Notes en date des 28 sept. et 12 déc. 1921.	14 sept. 1922 N° 326	XII : 352
1920, 18 janv.	Norvège / Suède	Accord portant modification à la Convention du 15 déc. 1919. Communications postales.	14 sept. 1922 N° 323	XII : 322
1920, 14/26 janv.	Suède..	Accord. Communications par ferry-boat entre Elseneur et Helsingborg.	30 janv. 1923 N° 379	XIV : 274
1920, 19/26 juin	Islande	Convention addit. à la Convention des 28 oct./28 nov. 1919. Communications postales	14 sept. 1922 N° 324	XII : 340
1920, 30 déc.'19 / 30 août'20	Allemagne.. ..	Convention télégraphique	30 janv. 1923 N° 377	XIV : 258
1920, 16/23 déc.	Suède..	Convention. Télégraphe et téléphone.	27 janv. 1923 N° 374	XIV : 196
		Amendements : 6/8 juin 1921		XIV : 216
1920, 16-29 déc.	Norvège / Suède	Accord radiotélégraphique. Dérogations à l'Art. XXXV du Règlement de service de la Convention Radiotélégraphique internationale	8 déc. 1922 N° 359	XIII : 282
1920, 16-29 déc.	Norvège / Suède	Accord. Télégraphe et téléphone. ..	8 déc. 1922 N° 360	XIII : 290
1920, 23/29 déc.	Norvège	Convention. Télégraphe et téléphone.	8 déc. 1922 N° 362	XIII : 358
1921, Sept. 28'18 / Janv.21'21	Grande-Bretagne	Accord. Sinistres maritimes.	N° 125	
		Notes du 23 nov. 1922	13 janv. 1923	XV : 298
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1921, Sept. 28'18. / Janv. 21'21.				
1921, 6/8 juin .	Suède..	Amendements à la Convention des 16/23 déc. 1920. Télégraphe et téléphone	N° 374	XIV : 216
1921, 21 juillet / 8 juin/1 août	Norvège	Modifications. Convention du 23/29 déc. 1920. Télégraphe et téléphone.	8 déc. 1922 N° 362	XIII : 374
1921, 8/27 août	Islande	Convention addit. à la Convention des 28 oct./28 nov. 1919, et Convention compl. du 19/26 juin 1920. Communications postales	14 sept. 1922 N° 325	XII : 346
1921, 20 oct. ..	Allemagne / Esthonie / Finlande, etc.	Convention. Non-fortification et neutralisation des îles d'Aland. Ratification.	N° 255	
		Esthonie		XV : 310
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 20 oct.				

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

Danemark *(suite)*. Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
1921, 28 sept. / 12 déc.	Grande-Bretagne	Notes. Abrogation de la Convention des 14/31 déc. 1883 concernant l'Islande, suppl. à la Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871. Mandats-poste.	14 sept. 1922 N° 326	XII : 352
1922, 11 avril'21-16 janv. '22	Tchécoslovaquie	Notes. Exemption des ressortissants des deux pays de fournir la caution « judicatum solvi »	30 janv. 1923 N° 378	XIV : 268
1922, 8 mars'21 / 7 avril'22	Esthonie	Notes. Lettres de jauge.	27 janv. 1923 N° 375	XIV : 244
1922, 10 avril .	Allemagne . ..	Traité. Slesvig du Nord	N° 274	
		Notes du 10 avril 1922	6 mars 1923	XV : 312
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 10 avril.				
1922, 1 mai ..	Grande-Bretagne	Convention renouvelant la Convention d'arbitrage du 25 oct. 1905, renouvelée par les Conventions du 3 mars 1911, et du 3 mai 1916	10 août 1922 N° 301	XII : 12
1922, 17-22 mai	Japon	Notes. Lettres de jauge	27 janv. 1923 N° 376	XIV : 248
1922, 19/22 mai	Finlande	Arrangement postal et Règlement d'exécution	N° 270	
		Présentation à l'enregistrement		XV : 312
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 19/22 mai.				
1922, 5 août'21-11 juillet'22	Bulgarie	Notes. Traitement de la nation la plus favorisée. Marchandises et navigation	22 août 1922 N° 314	XII : 226
1922, 29 mars-18 août	Norvège Suède	Disposition addit. à l'Accord du 16-29 déc. 1920. Télégraphe et téléphone	8 déc. 1922 N° 360	XIII : 300
1922, oct. 4 ..	Grande-Bretagne France Italie Tchécoslovaquie et Autriche	Protocole N° II, Annexes et Note interprétative. Reconstruction de l'Autriche..	4 oct. 1922 N° 335	XII : 392
		Adhésions.		
		Espagne : 3 nov. 1922		XII : 396
		Pays-Bas : 11 juin 1923		XV : 320
		Danemark : 11 juin 1923		XV : 320
		Belgique : 12 juin 1923		XV : 322
		Suède : 23 juin 1923		XV : 322
1922, 9 oct. ..	Islande	Déclaration. Assistance aux marins indigents	2 janv. 1923 N° 364	XIV : 14
1922, 7 nov. ..	Suède	Convention. Navigation aérienne ..	19 janv. 1923 N° 370	XIV : 96
1922, 23 nov. .	Grande-Bretagne	Notes. Accord des 28 sept.'18/21 janv.'21. Sinistres maritimes.. ..	13 janv. 1923 (N° 125)	XV : 298
1923, 11 juin ..	Danemark . ..	Adhésion au Protocole N° II du 4 oct. 1922. Reconstruction de l'Autriche	N° 335	XV : 320

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Dantzig, Ville libre de				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir : —				
1921, 21 avril	Allemagne, Pologne, Pologne, représentant Dantzig	Convention et Protocole. Transit entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne	12 août 1922 N° 308	XII : 62
Dettes.				
1920, 27 août / 2 oct.	Autriche / Grande-Bretagne	Accord. Dettes ennemies (Section 3 et Annexe de la partie X du Traité de Paix de St-Germain du 10 sept. 1919)	5 oct. 1922 N° 337	XII : 414
1921, 31 janv.	France / Hongrie	Convention. Règlement des dettes hongroises envers les ressortissants français, visées par l'art. 231 du Traité de Trianon du 4 juin 1920	23 mars 1923 N° 396	XV : 222
Détroits, établissement des				
Voir : « STRAITS SETTLEMENTS ».				
Douanes.				
1920, 15 mars	Allemagne / Suisse	Notes prolongeant le Traité de douane et de commerce du 10 déc. 1891 (Texte du 12 nov. 1904)	12 août 1922 N° 303	XII : 20
Drapeaux.				
Voir : PAVILLONS.				
Droits de succession.				
Voir : SUCCESSIONS.				
Echange de prisonniers de guerre.				
Voir : PRISONNIERS DE GUERRE.				
Emigration.				
1921, 26 sept.	Chine / Mexique	Notes. Modification prov. du Traité d'Amitié, de commerce et de navigation du 14 déc. 1899. Immigration des travailleurs	13 nov. 1922 N° 352	XIII : 202
Empire britannique.				
Voir : GRANDE-BRETAGNE.				
Empire chérifien.				
Voir : MAROC.				
Espagne.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1922, 4 oct.	Grande-Bretagne, France, Italie, Tchécoslovaquie et Autriche	Protocole N° I (Déclaration). Reconstruction de l'Autriche	4 oct. 1922 N° 334	XII : 386
		Adhésions.		
		Espagne : 3 nov. 1922		XII : 388
		Belgique : 12 juin 1923.		XV : 320

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Espagne *(suite)*.				
Traités, etc., avec des puissances étangères *(suite)*, à savoir :—				
1922, 4 oct.	Grande-Bretagne, France, Italie, Tchécoslovaquie et Autriche	Protocole N° II, Annexes et Note interprétative. Reconstruction de l'Autriche.	4 oct. 1922 N° 335	XII : 392
		Adhésions.		
		Espagne : 3 nov. 1222		XII : 396
		Pays-Bas : 11 juin 1923		XV : 320
		Danemark : 11 juin 1923		XV : 320
		Belgique : 12 juin 1923		XV : 322
		Suède : 23 juin 1923		XV : 322
1922, 3 nov.	Espagne	Adhésion au Protocole N° I (Déclaration) du 4 oct. 1922. Reconstruction de l'Autriche	N° 334	XII : 388
1922, 3 nov.	Espagne	Adhésion au Protocole N° II du 4 oct. 1922. Reconstruction de l'Autriche	N° 335	XII : 396
Esthonie.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1920, 20 juillet	Grande-Bretagne	Accord. Relations commerciales. Retrait du Protectorat de Nyassaland. Notes en date des 12 et 22 mai 1922	5 oct. 1922 N° 344	XIII : 34
Voir aussi : INDEX N° 1 : 1920, 20 juillet.				
1921, 20 oct.	Allemagne, Danemark, Finlande, etc.	Convention. Non-fortification et neutralisation des îles d'Aland. Ratification.	N° 255	
		Esthonie		XV : 310
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 20 oct.				
1921, 29 oct.	Finlande	Traité. Commerce et Navigation	4 nov. 1922 N° 348	XIII : 60
1921, 29 oct.	Finlande	Accord. Droits de propriété des câbles sous-marins	4 nov. 1922 N° 349	XIII : 160
1921, 29 oct.	Finlande	Accord. Entretien et utilisation des câbles sous-marins, et communications télégraphiques et téléphoniques	4 nov. 1922 N° 350	XIII : 168
1922, 8 mars'21 / 7 avril'22	Danemark	Notes. Lettres de jauge	27 janv. 1923 N° 375	XIV : 244
1922, 12/22 mai	Grande-Bretagne	Notes. Retrait du Protectorat de Nyassaland de l'Accord commercial du 20 juillet 1920	5 oct. 1922 N° 344	XIII : 34
Etats-Unis d'Amérique.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1899, 2 mars	Grande-Bretagne	Convention. Successions. Adhésion du Canada par la Convention du 21 oct. 1921	5 oct. 1922 N° 339	XII : 426
1919, 9 déc.	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon et Roumanie	Traités. Minorités. Relations générales	N° 140	
		Ratification. Roumanie : 4 sept. 1920	2 juin 1923	XV : 300
Voir aussi : INDEX N° 2, 1919, 9 déc.				

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Etats-Unis d'Amérique *(suite)*.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—				
1921, 30 juin ..	Norvège	Convention d'arbitrage. Réclamations d'armateurs norvégiens contre les Etats-Unis	8 janv. 1923 N° 365	XIV : 20
1921, 25 août .	Allemagne . ..	Traité de paix	12 août 1922 N° 310	XII : 192
1921, 21 oct. ..	Grande-Bretagne	Convention. Adhésion du Canada à la Convention du 2 mars 1899. Successions	5 oct. 1922 N° 339	XII : 426
1922, 11 février	Japon	Traité et Notes. Ile de Yap et autres îles du Pacifique sous mandat ..	14 août 1922 N° 311	XII : 202
1922, 27 déc.'21 / 30 mars'22	Belgique	Arrangement additionnel à la Convention du 19 nov. 1904. Colis postaux	29 août 1922 N° 319	XII : 260
1922, 24 mars / 17 avril	Suède	Convention. Colis postaux	30 janv. 1923 N° 380	XIV : 282
1922, 15 mai ..	Grande-Bretagne	Convention compl. Extradition	13 janv. 1923 N° 369	XIV : 90
1922, 12 janvier / 21 juillet	Finlande	Convention. Colis postaux	4 déc. 1922 N° 356	XIII : 244

Etats-Unis du Mexique.

Voir : MEXIQUE.

Ethiopie.

Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—

1922, 18 fév. ..	Grèce	Traité commercial	9 avril 1923 N° 399	XV : 268

Eupen et Malmédy.

1920, 23 avril .	Allemagne / Belgique	Convention. Transmission des affaires judiciaires des cercles d'Eupen et de Malmédy	12 août 1922 N° 305	XII : 30

Extradition.

1922, 15 mai ..	Etats-Unis / Grande-Bretagne	Convention compl. Extradition . ..	13 janv. 1923 N° 369	XIV : 90

Falsifications.

Voir : INDICATIONS D'ORIGINE.

Femmes et enfants.

Voir : TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS.

Ferry boats.

Voir : TRANSIT ET COMMUNICATIONS.

Finlande.

Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—

1921, 19 sept. .	Norvège / Russie (Soviétique)	Arrangement spécial. Télégraphe ..	17 mars 1923 N° 392	XV : 192

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Finlande *(suite)*.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—				
1921, 20 oct. ..	Allemagne, Danemark, Esthonie, etc.	Convention. Non-fortification et neutralisation des îles d'Aland ..	N° 255	
		Ratification. Esthonie		XV : 310
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 20 oct.				
1921, 29 oct. ..	Esthonie	Traité. Commerce et Navigation ..	4 nov. 1922 N° 348	XIII : 60
1921, 29 oct. ..	Esthonie	Accord. Droits de propriété des câbles sous-marins	4 nov. 1922 N° 349	XIII : 160
1921, 29 oct. ..	Esthonie	Accord. Entretien et utilisation des câbles sous-marins, et communications télégraphiques et téléphoniques	4 Nov. 1922 N° 350	XIII : 168
1922, 3 mars ..	Norvège	Convention. Rennes	22 janv. 1923 N° 372	XIV : 158
1922, 19/22 mai	Danemark . ..	Arrangement postal et règlement d'exécution	N° 270	
		Présentation à l'enregistrement		XV : 312
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 19/22 mai.				
1922, 19/22 mai	Suède	Arrangement postal et règlement d'exécution	30 janv. 1923 N° 381	XIV : 298
1922, 19/23 mai	Norvège	Arrangement postal et règlement d'exécution	31 janv. 1923 N° 382	XIV : 324
1922, 12 janvier / 21 juillet	Etats-Unis . ..	Convention. Colis postaux	4 déc. 1922 N° 356	XIII : 244
1922, 7 sept. ..	Norvège	Arrangement. Service de presse par le télégraphe sans fil.	16 sept. 1922 N° 328	XII : 358
Flottes marchandes.				
Voir : TONNAGE.				
France.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1890, 27 déc. ..	Belgique, Pays-Bas	Convention télégraphique	N° 41 *a*	
		Abrogation : 1 août 1920	27 août 1923	XV : 340
1914, 11 juin ..	Suisse	Déclaration et Notes. Rapports entre la Suisse et la zone française de l'Empire Chérifien	19 sept. 1922 N° 329	XII : 362
1919, 9 déc. ..	Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Japon et Roumanie	Traité. Minorités. Relations générales	N° 140	
		Ratification. Roumanie : 4 sept. 1920	2 juin 1923	XV : 300
Voir aussi : INDEX N° 2, 1919, 9 déc.				
1920, 26 juillet / 16 sept.	Pays-Bas	Notes portant renouvellement de la Convention internationale du 14 oct. 1890 et des Actes la complétant. Transport de marchandises par chemins de fer	15 août 1922 N° 312	XII : 214

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

France *(suite)*.			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Traités, etc. avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—				
1920, 20 oct.	Grande-Bretagne	Accord prov. Navigation aérienne. Notes en date des 7 déc. 1921 et 30 janv. 1922 concernant l'amendement à l'art. 12 de cet Accord	5 oct. 1922 N° 341	XII : 450
Voir aussi : INDEX N° 1 : 1920, 20 oct.				
1920, 16/17 déc.	Grande-Bretagne, Italie, Japon et Allemagne	Notes. Frontière du Bassin de la Sarre	12 août 1922 N° 306	XII : 40
1921, 31 janv.	Hongrie	Convention. Règlement des dettes hongroises envers les ressortissants français, visées par l'art. 231 du Traité de Trianon du 4 juin 1920	23 mars 1923 N° 396	XV : 222
1921, 14 fév.	Belgique	Convention. Retraite des ouvriers mineurs	29 août 1922 N° 317	XII : 246
1921, 25 fév.	Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suisse	Disposition suppl. au Règlement de police du 14 sept. 1912, Navigation rhénane	15 sept. 1922 N° 327	XII : 356
		Ratification et application au Rhin, au Wahal et au Lek : Ordonnance néerlandaise du 6 oct. 1921		XII : 356
1921, 23 avril	Norvège	Convention. Vins et spiritueux	21 fév. 1923 N° 386	XIV : 376
1921, 5 mai	Belgique, Grande-Bretagne, Italie, Japon	Protocole. Modification de l'Annexe II de la Partie VIII du Traité de Versailles, 28 juin 1919. Commission des réparations	5 oct. 1922 N° 338	XII : 420
1921, 20 oct.	Allemagne, Danemark, Esthonie, etc.	Convention. Non-fortification et neutralisation des îles d'Aland	N° 255	
		Ratification. Esthonie		XV : 310
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 20 oct.				
1921, 9 nov.	Grande-Bretagne, Italie, Japon	Déclaration. Albanie	2 oct. 1922 N° 333	XII : 382
1921, 31 oct. 12 nov.	Grande-Bretagne, Italie et Hongrie	Notes. Dynastie des Habsbourg	24 fév. 1923 N° 387	XIV : 386
1921, 16 déc.	Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suisse	Règlement de police. Présence de réservoirs à eau potable à bord des bâtiments et radeaux se trouvant sur le Rhin	9 oct. 1922 N° 347	XIII : 54
1922, 18/24 jan.	Suisse	Arrangement. Taxes téléphoniques	19 sept. 1922 N° 331	XII : 372
1922, 7 déc. '21 / 30 janv. '22	Grande-Bretagne	Notes. Amendement à l'art. 12 de l'Accord prov. du 20 oct. 1920, concernant la navigation aérienne	5 oct. 1922 N° 341	XII : 450

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
France *(suite)*.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—				
1922, 20 mars	Suisse	Convention. Régime des spiritueux	19 sept. 1922 N° 332	XII : 378
1922, 4 oct.	Grande-Bretagne, Italie, Tchécoslovaquie et Autriche	Protocole N° I (Déclaration). Reconstruction de l'Autriche	4 oct. 1922 N° 334	XII : 386
		Adhésions. Espagne : 3 nov. 1922		XII : 388
		Belgique : 12 juin 1923		XV : 320
1922, 4 oct.	Grande-Bretagne, Italie, Tchécoslovaquie et Autriche	Protocole N° II, Annexes et Note interprétative. Reconstruction de l'Autriche	4 oct. 1922 N° 335	XII : 392
		Adhésions. Espagne : 3 nov. 1922		XII : 396
		Pays-Bas : 11 juin 1923		XV : 320
		Danemark : 11 juin 1923		XV : 320
		Belgique : 12 juin 1923		XV : 322
		Suède : 23 juin 1923		XV : 322
1923, 15 mars	Grande-Bretagne, Italie, Japon et Pologne	Décision. Frontières orientales de la Pologne	31 mars 1923 N° 398	XV : 260
Frontières.				
1918, 11 avril	Argentine, Uruguay	Convention. Triangulation de la zone du fleuve Uruguay	20 fév. 1923 N° 385	XIV : 368
1920, 16/17 déc.	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon et Allemagne	Notes. Frontière du Bassin de la Sarre	12 août 1922 N° 306	XII : 40
1923, 15 mars	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon et Pologne	Décision. Frontières orientales de la Pologne	31 mars 1923 N° 398	XV : 260
Genève, Convention de				
Voir : BLESSÉS DE GUERRE.				
Grande Bretagne.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1883, 14/31 déc.	Danemark	Convention concernant l'Islande, suppl. à la Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871. Mandats-poste. Abrogation : Notes en date des 28 sept. et 12 déc. 1921	14 sept. 1922 N° 326	XII : 352
1899, 2 mars	Etats-Unis	Convention. Successions. Adhésion du Canada par la Convention du 21 oct. 1921	5 oct. 1922 N° 339	XII : 426

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

Grande-Bretagne *(suite)*. Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—		Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
1919, 9 déc. .. Etats-Unis, France, Italie, Japon et Roumanie	Traité. Minorités. Relations générales. Ratification.	N° 140	
	Roumanie : 4 sept. 1920	2 juin 1923	XV : 300
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1919, 9 déc.			
1920, 3 mars / 2 avril } Suède	Accord addit. à l'Accord des 10/26 mai, 1904. Colis postaux	N° 119	
	Présentation à l'enregistrement..		XV : 296
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1920, 3 mars. / 2 avril.			
1920, 20 juillet Esthonie	Accord. Relations commerciales. Retrait du Protectorat de Nyassaland. Notes en date des 12 et 22 mai 1922	5 oct. 1922 N° 344	XIII : 34
Voir aussi : INDEX N° 1 : 1920, 20 juillet.			
1920, 27 août / 2 oct. } Autriche	Accord. Dettes ennemies (Section 3) et Annexe de la Partie X du Traité de Paix de St-Germain du 10 sept. 1919)	5 oct. 1922 N° 337	XII : 414
1920, 20 oct. .. France	Accord prov. Navigation aérienne. Notes en date des 7 déc. 1921 et 30 janv. 1922 concernant l'amendement à l'art. 12 de cet Accord	5 oct. 1922 N° 341	XII : 450
Voir aussi : INDEX N° 1 : 1920, 20 oct.			
1920, 16/17 déc. France, Italie, Japon et Allemagne	Notes. Frontière du Bassin de la Sarre	12 août 1922 N° 306	XII : 40
1921, sept. 28' 18 / janv. 21' 21 } Danemark . ..	Accord. Sinistres maritimes.	N° 125	
	Notes du 23 nov. 1922	13 janv. 1923	XV : 298
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1921, Sept. 28'18. / Janv. 21'21.			
1921, 25 fév. .. Allemagne, Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Suisse	Disposition suppl. au Règlement de police du 14 sept. 1912. Navigation rhénane	15 sept. 1922 N° 327	XII : 356
	Ratification et application au Rhin, au Wahal et au Lek : Ordonnance néerlandaise du 6 oct. 1921		XII : 356
1921, 16 mars . Russie (soviétique)	Accord commercial. Notes en date du 3 juillet 1922 relatives à l'extension de cet Accord au Canada	5 oct. 1922 N° 345	XIII : 38
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1921, 16 mars.			
1921, 5 mai . Belgique, France, Italie, Japon	Protocole. Modification de l'Annexe II de la Partie VIII du Traité de Versailles, 28 juin 1919. Commission des réparations	5 oct. 1922 N° 338	XII : 420

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Grande-Bretagne *(suite)*.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—				
1921, 1 juin	Italie	Accord compl. et Note. Accords du 25 sept. 1919 et des 13/15 oct. 1919. Répartition de la flotte marchande austro-hongroise	N° 163	
		Notes des 30 juin/11 juillet 1921 confirmant cet Accord	13 janv. 1923	XV : 302
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1921, 1 juin.				
1921, 30 juin / 11 juillet	Italie	Notes confirmant l'Accord du 1 juin 1921. Répartition de la flotte austro-hongroise	13 janv. 1923 N° 163	XV : 302
1921, 29 juillet	Serbes, Croates et Slovène, Royaume des	Accord. Tonnage ex-autrichien et ex-hongrois	N° 280	
		Notes des 5 oct. 1921 et 25 avril 1922	13 janv. 1923	XV : 318
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 29 juillet.				
1921, 20 oct.	Allemagne, Danemark, Esthonie, etc.	Convention. Non-fortification et neutralisation des îles d'Aland. Ratification. Esthonie	N° 255	XV : 310
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 20 oct.				
1921, 21 oct.	Etats-Unis	Convention. Adhésion du Canada à la Convention du 2 mars 1899. Successions	5 oct. 1922 N° 339	XII : 426
1921, 9 nov.	France, Italie, Japon	Déclaration. Albanie	2 oct. 1922 N° 333	XII : 382
1921, 31 oct.-12 nov.	France, Italie et Hongrie	Notes. Dynastie des Habsbourg	24 fév. 1923 N° 387	XIV : 386
1921, 22 nov.	Afghanistan	Traité. Relations de bon voisinage	13 janv. 1923 N° 367	XIV : 66
1921, 28 sept. / 12 déc.	Danemark	Notes. Abrogation de la Convention des 14/31 déc. 1883 concernant l'Islande, suppl. à la Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871 Mandats-poste	14 sept. 1922 N° 326	XII : 352
1921, 16 déc.	Allemagne, Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Suisse	Règlement de police. Présence de réservoirs à eau potable à bord des bâtiments et radeaux se trouvant sur le Rhin	9 oct. 1922 N° 347	XIII : 54
1922, 28 nov.' 21 / 16 janv.' 22	Irak	Accord. Mandats-poste	5 oct. 1922 N° 340	XII : 432
1922, 10/23 janv	Palestine	Accords. Mandats-poste	5 oct. 1922 N° 342	XIII : 10
1922, 7 déc.' 21 / 30 janv.' 22	France	Notes. Amendement à l'art. 12 de l'Accord prov. du 20 oct. 1920 concernant la navigation aérienne	5 oct. 1922 N° 341	XII : 450

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

Grande-Bretagne *(suite)*.

Traités, etc., avec puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
1922, 5 oct.'21 / 25 avril'22	Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Notes. Accord du 29 juillet 1921. Tonnage ex-autrichien et ex-hongrois	13 janv. 1923 (N° 280)	XV : 318
1922, 1 mai	Danemark	Convention renouvelant la Convention d'arbitrage du 25 oct. 1905, renouvelée par les Conventions du 3 mars 1911 et du 3 mai 1916	10 août 1922 N° 301	XII : 12
1922, 1 mai	Islande	Convention renouvelant la Convention d'arbitrage du 25 oct. 1905, renouvelée par les Conventions des 3 mars 1911 et 3 mai 1916	10 août 1922 N° 302	XII : 16
1922, 6 mai	Lituanie	Accord. Relations commerciales ..	5 oct. 1922 N° 343	XIII : 26
1922, 15 mai	Etats-Unis . ..	Convention compl. Extradition ..	13 janv. 1923 N° 369	XIV : 90
1922, 13/17 mai	Mexique	Notes. Valises diplomatiques	13 janv. 1923 N° 368	XIV : 84
1922, 12/22 mai	Esthonie	Notes. Retrait du Protectorat de Nyassaland de l'Accord anglo-esthonien du 20 juillet 1920.	5 oct. 1922 N° 344	XIII : 34
1922, 26 mai / 2 juin	Pays-Bas	Accord. Echange des colis postaux entre les « Straits Settlements » et les Indes orientales néerlandaises	6 déc. 1922 N° 357	XIII : 264
		Art. 4 revisé en date des 20 oct./ 14 nov. 1922..	4 juillet 1923	XV : 322
1922, 3 juillet .	Russie (soviétique)	Notes. Extension au Canada de l'Accord commercial anglo-russe du 16 mars 1921	5 oct. 1922 N° 345	XIII : 38
1922, 4 oct. ..	France, Italie, Tchécoslovaquie et Autriche	Protocole N° I (Déclaration). Reconstruction de l'Autriche	4 oct. 1922 N° 334	XII : 386
		Adhésions.		
		Espagne : 3 nov. 1922		XII : 388
		Belgique : 12 juin 1923		XV : 320
1922, 4 oct. ..	France, Italie, Tchécoslovaquie et Autriche	Protocol N° II, Annexes et Note interprétative. Reconstruction de l'Autriche, ...	4 oct. 1922 N° 335	XII : 392
		Adhésions.		
		Espagne : 3 nov. 1922		XII : 396
		Pays-Bas : 11 juin 1923		XV : 320
		Danemark : 11 juin 1923		XV : 320
		Belgique : 12 juin 1923		XV : 322
		Suède : 23 juin 1923		XV : 322
1922, 20 oct. / 14 nov.	Pays-Bas	Art. 4 (revisé) de l'Accord des 26 mai/ 2 juin 1922. Echange des colis postaux entre les « Straits Settlements » et les Indes orientales néerlandaises	4 juillet 1923 (N° 357)	XV : 322
1922, 23 nov. .	Danemark . ..	Notes. Accord des 28 sept.' 18/21 janv.' 21. Sinistres maritimes ..	13 janv. 1923 (N° 125)	XV : 298

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Grande-Bretagne *(suite)*.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)* à savoir :—				
1923, 22 fév. ..	Norvège	Arrangement suppl. à l'Accord prov. du 15 juillet 1921. Navigation aérienne	5 mars 1923 N° 389	XV : 160
1923, 15 mars .	France, Italie, Japon et Pologne	Décision. Frontières orientales de la Pologne	31 mars 1923 N° 398	XV : 260
Voir aussi : CANADA.				
Grèce.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1922, 18 fév. ..	Ethiopie	Traité commercial	9 avril 1923 N° 399	XV : 268
Guerre maritime.				
Voir : BLESSÉS DE GUERRE : 1907, 18 oct.				
Habsbourg, Dynastie des				
1921, 31 oct.-12 nov.	Grande-Bretagne, France, Italie et Hongrie	Notes. Dynastie des Habsbourg ..	24 fév. 1923 N° 387	XIV : 386
Héritages.				
Voir : SUCCESSIONS.				
Hongrie.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1921, 31 janv. .	France	Convention. Règlement des dettes hongroises envers les ressortissants français, visées par l'art. 231 du Traité de Trianon du 4 juin 1920	23 mars 1923 N° 396	XV : 222
1921, 31 oct.-12 nov.	Grande-Bretagne, France, Italie	Notes. Dynastie des Habsbourg ..	24 fév. 1923 N° 387	XIV : 386
Identité (Certificats d') pour les réfugiés russes.				
1922, 5 juillet .	Accord international	Certificats d'identité pour les réfugiés russes.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1922, 5 juillet.				
Immigration.				
Voir : EMIGRATION.				
Impots.				
1922, 18 fév. ..	Autriche, Tchécoslovaquie	Traité. Impôts	22 janv. 1923 N° 371	XIV : 130
Indes orientales néerlandaises.				
1922, 26 mai / 2 juin	Grande-Bretagne, Pays-Bas	Accord. Echange des colis postaux entre les « Straits Settlments » et les Indes orientales néerlandaises	6 déc. 1922 N° 357	XIII : 264
		Art. 4 revisé en date des 20 oct. et 14 nov. 1922	4 juillet 1923	XV : 322

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Indes orientales néerlandaises *(suite)*.				
1922, 20 oct. / 14 nov.	Grande-Bretagne / Pays-Bas	Art. 4 (revisé) de l'Accord des 26 mai/2 juin 1922. Echange des colis postaux entre les « Straits Settlements » et les Indes orientales néerlandaises	4 juillet 1923 (N° 357)	XV : 322

Indemnités.

Voir : ASSURANCES.

Indications d'origine.

1891, 14 avril .. Arrangement international — Répression des fausses indications de provenance sur les marchandises.

Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1891, 14 avril.

1911, 2 juin .. Arrangement international — Répression des fausses indications de provenance sur les marchandises.

Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1911, 2 juin.

Voir aussi : MARQUES DE FABRIQUE.

Irak.

Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—

1922, 28 nov. '21 / 16 janv. '22	Grande-Bretagne	Accord. Mandats-poste	5 oct. 1922 N° 340	XII : 432

Islande.

Traités, etc., la concernant :

1883, 14/31 déc.	Grande-Bretagne / Danemark	Convention concernant l'Islande, suppl. à la Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871. Mandats-poste Abrogation : Notes en date des 28 sept. et 12 déc. 1921.. ..	14 sept. 1922 N° 326	XII : 352
1921, 28 sept. / 12 déc.	Grande-Bretagne / Danemark	Notes. Abrogation de la Convention des 14/31 déc. 1883 concernant l'Islande, suppl. à la Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871 Mandats-poste	14 sept. 1922 N° 326	XII : 352

Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—

1920, 19/26 juin	Danemark . ..	Convention addit. à la Convention des 28 oct./28 nov. 1919. Communications postales	14 sept. 1922 N° 324	XII : 340
1921, 8/27 août	Danemark . ..	Convention addit. à la Convention des 28 oct./28 nov. 1919, et Convention compl. des 19/26 juin 1920. Communications postales	14 sept. 1922 N° 325	XII : 346
1922, 1 mai ..	Grande-Bretagne	Convention renouvelant la Convention d'arbitrage du 25 oct. 1905, renouvelée par les Conventions des 3 mars 1911 et 3 mai 1916..	10 août 1922 N° 302	XII : 16
1922, 1/17 août	Norvège	Accord postal	8 déc. 1922 N° 363	XIV : 10
1922, 9 oct. ..	Danemark . ..	Déclaration. Assistance aux marins indigents	2 janv. 1923 N° 364	XIV : 14

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Italie.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1919, 9 déc. ..	Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Japon et Roumanie	Traité. Minorités. Relations générales. Ratification Roumanie : 4 sept. 1920 ..	N° 140 2 juin 1923	XV : 300
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1919, 9 déc.				
1920, 26 mars..	Argentine . ..	Convention. Indemnités aux ouvriers en cas d'accident	10 avril 1923 N° 400	XV : 272
1920, 16/17 déc.	Grande-Bretagne, France, Japon et Allemagne	Notes. Frontière du Bassin de la Sarre	12 août 1922 N° 306	XII : 40
1921, 25 fév. ..	Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, France, Pays-Bas, Suisse	Disposition suppl. au Règlement de police du 14 sept. 1912. Navigation rhénane	15 sept. 1922 N° 327	XII : 356
		Ratification et application au Rhin, au Wahal et au Lek : Ordonnance néerlandaise du 6 oct 1921		XII : 356
1921, 5 mai ..	Belgique, France, Grande-Bretagne, Japon ..	Protocole. Modification de l'annexe II de la Partie VIII du Traité de Versailles, 28 juin 1919. Commission des réparations	5 oct. 1922 N° 338	XII : 420
1921, 1 juin ..	Grande-Bretagne	Accord compl. et Note. Accords du 25 sept. 1919 et des 13/15 oct. 1919. Répartition de la flotte marchande austro-hongroise.. ..	N° 163	
		Notes des 30 juin/11 juillet 1921 confirmant cet accord	13 janv. 1923	XV : 302
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1921, 1 juin.				
1921, 30 juin / 11 juillet	Grande-Bretagne	Notes confirmant l'Accord du 1 juin 1921. Répartition de la flotte marchande austro-hongroise	13 janv. 1923 N° 163	XV : 302
1921, 24 sept. .	Suisse	Accord. Chemin de fer du St-Gothard	19 sept. 1922 N° 330	XII : 368
1921, 20 oct. ..	Allemagne, Danemark, Esthonie etc.	Convention. Non-fortification et neutralisation des îles d'Aland	N° 255	
		Ratification. Esthonie		XV : 310
Voir aussi : INDEX N° 3, 1921, 20 oct.				
1921, 9 nov. ..	Grande-Bretagne, France, Japon	Déclaration. Albanie	2 oct. 1922 N° 333	XII : 382
1921, 31 oct.- 12 nov.	Grande-Bretagne, France et Hongrie	Notes. Dynastie des Habsbourg ..	24 fév. 1923 N° 387	XIV : 386

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Italie *(suite)*.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—				
1921, 16 déc.	Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, France, Pays-Bas, Suisse	Règlement de police. Présence de réservoirs à eau potable à bord des bâtiments et radeaux se trouvant sur le Rhin	9 oct. 1922 N° 347	XIII : 54
1922, 4 oct.	Grande-Bretagne, France, Tchécoslovaquie et Autriche	Protocole N° I (Déclaration). Reconstruction de l'Autriche	4 oct. 1922 N° 334	XII : 386
		Adhésions.		
		Espagne : 3 nov. 1922		XII : 388
		Belgique : 12 juin 1923		XV : 320
1922, 4 oct.	Grande-Bretagne, France, Tchécoslovaquie et Autriche	Protocole N° II. Annexes et Note interprétative. Reconstruction de l'Autriche	4 oct. 1922 N° 335	XII : 392
		Adhésions.		
		Espagne : 3 nov. 1922		XII : 396
		Pays-Bas : 11 juin 1923.		XV : 320
		Danemark : 11 juin 1923		XV : 320
		Belgique : 12 juin 1923		XV : 322
		Suède : 23 juin 1923		XV : 322
1922, 4 déc. ..	Albanie	Arrangement postal	23 mars 1923 N° 394	XV : 204
		Protocole final : 5 déc. 1922		XV : 210
1922, 4 déc. ..	Albanie	Convention télégraphique	23 mars 1923 N° 395	XV : 214
1922, 5 déc. ..	Albanie	Protocole final. Arrangement postal du 4 déc. 1922	N° 394	XV : 210
1923, 15 mars	Grande-Bretagne, France, Japon et Pologne	Décision. Frontières orientales de la Pologne	31 mars 1923 N° 398	XV : 260
Japon.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1919, 9 déc. ..	Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Italie et Roumanie	Traité. Minorités. Relations générales Ratification.	N° 140	
		Roumanie : 4 sept. 1920	2 juin 1923	XV : 300
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1919, 9 déc.				
1920, 16/17 déc.	Grande-Bretagne, France, Italie et Allemagne	Notes. Frontière du Bassin de la Sarre	12 août 1922 N° 306	XII : 40
1921, 5 mai ..	Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie	Protocole. Modification de l'Annexe II de la Partie VIII du Traité de Versailles, 28 juin 1919. Commission des réparations	5 oct. 1922 N° 338	XII : 420

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Japon *(suite)*.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—				
1921, 9 nov.	Grande-Bretagne, France, Italie	Déclaration. Albanie	2 oct. 1922 N° 333	XII : 382
1921, 12 nov.	Pays-Bas	Notes. Ligne de flottaison des navires	29 août 1922 N° 316	XII : 240
1922, 11 fév.	Etats-Unis	Traité et Notes. Ile de Yap et îles du Pacifique sous mandat	14 août 1922 N° 311	XII : 202
1922, 28 mars	Chine	Accord. Evacuation par les troupes japonaises de la ligne de chemin de fer Tsingtao-Tsinanfou	13 nov. 1922 N° 353	XIII : 218
1922, 17-22 mai	Danemark	Notes. Lettres de jauge	27 janv. 1923 N° 376	XIV : 248
1923, 15 mars	Grande-Bretagne, France, Italie et Pologne	Décision. Frontières orientales de la Pologne	31 mars 1923 N° 398	XV : 260
Jaugeage.				
Voir : TONNAGE.				
Journaux.				
Voir : POSTALES, CONVENTIONS.				
Judiciaires, Questions.				
1915, 28 fév.	Paraguay, Uruguay	Convention. Procédure en matière de commissions rogatoires	19 mars 1923 N° 393	XV : 196
1920, 23 avril	Allemagne, Belgique	Convention. Transmission des affaires judiciaires des cercles d'Eupen et de Malmédy	12 août 1922 N° 305	XII : 30
1922, 11 avril'21-16 janv.'22	Danemark, Tchécoslovaquie	Notes. Exemption des ressortissants des deux pays de fournir la caution « judicatum solvi »	30 janv. 1923 N° 378	XIV : 268
Justice.				
Voir : JUDICIAIRES, QUESTIONS.				
Lek.				
1921, 25 fév.	Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, France, Italie, Pays-Bas, Suisse	Disposition suppl. au Règlement de police du 14 sept. 1912. Navigation rhénane	15 sept. 1922 N° 327	XII : 356
		Ratification et application au Rhin, au Wahal et au Lek : Ordonnance néerlandaise du 6 oct. 1921		XII : 356
Lettonie.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1921, 20 oct.	Allemagne, Danemark, Esthonie, etc.	Convention. Non-fortification et neutralisation des îles d'Aland	N° 255	
		Ratification. Esthonie		XV : 310
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 20 oct.				

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

				Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Lettres de jauge.					
Voir : TONNAGE.					
Lettres, etc., valeurs déclarées.					
Voir : POSTALES, CONVENTIONS.					
Lettres rogatoires.					
Voir : JUDICIAIRES, QUESTIONS : 1915, 28 fév.					
Lituanie.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1922, 6 mai ..	Grande-Bretagne	Accord. Relations commerciales ..		5 oct. 1922 N° 343	XIII : 26
Lobith.					
Voir : RHIN.					
Luxembourg.					
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—					
1921, 27 déc. ..	Belgique	Arrangement télégraphique		29 août 1922 N° 318	XII : 254
Malmédy.					
Voir : EUPEN ET MALMÉDY.					
Mandats.					
1922, 11 fév. ..	Etats-Unis Japon	Traité et Notes. Ile de Yap et autres îles du Pacifique sous mandat ..		14 août 1922 N° 311	XII : 202
Mandats-poste.					
1883, 14/31 déc.	Grande-Bretagne Danemark	Convention concernant l'Islande, suppl. à la Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871. Mandats-poste. Abrogation : Notes en date des 28 sept. et 12 déc. 1921		14 sept. 1922 N° 326	XII : 352
1920, 30 nov. ..	Arrangement international	Mandats-poste.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.					
1921, 28 sept. / 12 déc.	Grande-Bretagne Danemark	Notes. Abrogation de la Convention des 14/31 déc. 1883 concernant l'Islande, suppl. à la Convention anglo-danoise des 22 avril/16 mai 1871. Mandats-poste		14 sept. 1922 N° 326	XII : 352
1922, 28 nov.'21-16 janv' 22	Grande-Bretagne Irak	Accord. Mandats-poste		5 oct. 1922 N° 340	XII : 432
1922, 10/23 janv.	Grande-Bretagne Palestine	Accord. Mandats-poste		5 oct. 1922 N° 342	XIII : 10
Voir aussi : POSTALES, CONVENTIONS.					
Marchandises.					
Voir : INDICATIONS D'ORIGINE.					
: MARQUES DE FABRIQUE.					
Marine marchande.					
Voir : TONNAGE.					

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Marins.				
1922, 9 oct. ..	Danemark Islande	Déclaration. Assistance aux marins indigents	2 janv. 1923 N° 364	XIV : 14
Maroc.				
1914, 11 juin ..	France Suisse	Déclaration et Notes. Rapports entre la Suisse et la zone française de l'Empire chérifien	19 sept. 1922 N° 329	XII : 362
Marques de fabrique.				
1891, 14 avril ..	Arrangement international	Enregistrement international des marques de fabrique.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1891, 14 avril.				
1900, 14 déc. ..	Acte international	Additionnel à l'Arrangement du 14 avril 1891. Enregistrement international des marques de fabrique.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1900, 14 déc.				
1911, 2 juin ..	Convention internationale	Enregistrement international des marques de fabrique.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1911, 2 juin.				
Voir aussi : INDICATIONS D'ORIGINE.				
Marques d'origine.				
Voir : INDICATIONS D'ORIGINE.				
Mésopotamie.				
Voir : IRAK.				
Mexique.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1921, 26 sept. ..	Chine	Notes. Modification prov. du Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 14 déc. 1899. Immigration des travailleurs	13 nov. 1922 N° 352	XIII : 202
1922, 13/17 mai	Grande-Bretagne	Notes. Valises diplomatiques	13 janv. 1923 N° 368	XIV : 84
1922, 28 juillet / 17 oct.	Suède	Notes. Echange de notifications concernant les aliénés	7 mars 1923 N° 391	XV : 180
Mines, mineurs.				
1921, 14 fév. ..	Belgique France	Convention. Retraite des ouvriers mineurs	29 août 1922 N° 317	XII : 246
Minorités.				
1919, 9 déc. ..	Etats-Unis Grande-Bretagne France Italie Japon et Roumanie	Traité. Minorités. Relations générales Ratification.	N° 140	
		Roumanie : 4 sept. 1920	2 juin 1923	XV : 300
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1919, 9 déc.				
Morphine.				
Voir : OPIUM.				

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Naufrages.				
Voir : SINISTRES MARITIMES.				
Navigation.				
Voir : COMMERCE ET NAVIGATION.				
: NAVIGATION AÉRIENNE.				
: PAIX ET AMITIÉ, COMMERCE ET NAVIGATION.				
: RHIN.				
: SINISTRES MARITIMES.				
: TONNAGE.				
: VOIES NAVIGABLES.				
Navigation aérienne.				
1920, 20 oct. ..	Grande-Bretagne, France	Accord prov. Navigation aérienne. Notes en date des 7 déc. 1921 et 30 janv. 1922, concernant l'amendement à l'art. 12 de cet Accord	5 oct. 1922 N° 341	XII : 450
Voir aussi : INDEX N° 1 : 1920, 20 oct.				
1921, 13 juin ..	Belgique, Suisse	Convention prov. Circulation aérienne	13 sept. 1922 N° 321	XII : 296
1922, 7 déc.'21-30 janv. 22	Grande-Bretagne, France	Notes. Amendement à l'art. 12 de l'Accord prov. du 20 oct. 1920 concernant la navigation aérienne	5 oct. 1922 N° 341	XII : 450
1922, 8 juillet ..	Belgique, Pays-Bas	Arrangement prov. Circulation aérienne	6 déc. 1922 N° 358	XIII : 274
1922, 7 nov. ..	Danemark, Suède	Convention. Navigation aérienne ..	19 janv. 1923 N° 370	XIV : 96
1923, 22 fév. ..	Grande-Bretagne, Norvège	Arrangement suppl. à l'Accord prov. du 15 juillet 1921. Navigation aérienne	5 mars 1923 N° 389	XV : 160
Navires.				
Voir : TONNAGE.				
Norvège.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1920, 18 janv. ..	Danemark, Suède	Accord portant modification à la Convention du 15 déc. 1919. Communications postales	14 sept. 1922 N° 323	XII : 322
1920, 16-29 déc	Danemark, Suède	Accord radiotélégraphique. Dérogations à l'art. XXXV du Règlement de service de la Convention radiotélégraphique internationale ..	8 déc. 1922 N° 359	XIII : 282
1920, 16-29 déc.	Danemark, Suède	Accord. Télégraphe et téléphone ..	8 déc. 1922 N° 360	XIII : 290
1920, 16/29 déc.	Suède	Convention. Télégraphe et téléphone	8 déc. 1922 N° 361	XIII : 312
1920, 23/29 déc.	Danemark . ..	Convention. Télégraphe et téléphone	8 déc. 1922 N° 362	XIII : 358
1921, 23 avril ..	France	Convention. Vins et spiritueux ..	21 fév. 1923 N° 386	XIV : 376
1921, 30 juin ..	Etats-Unis . ..	Convention d'arbitrage. Réclamation d'armateurs norvégiens contre les Etats-Unis	8 janv. 1923 N° 365	XIV : 20

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Norvège *(suite)*.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—				
1921, 6 juin / 21 juillet	Suède	Amendements. Convention des 16/29 déc. 1920. Télégraphe et téléphone	8 déc. 1922 N° 361	XIII : 330
1921, 21 juillet / 8 juin, 1 août	Danemark	Modifications. Convention des 23/29 déc. 1920. Télégraphe et téléphone	8 déc. 1922 N° 362	XIII : 374
1921, 19 sept.	Finlande / Russie (soviétique)	Arrangement spécial. Télégraphe	17 mars 1923 N° 392	XV : 192
1922, 3 mars	Finlande	Convention. Rennes	22 janv. 1923 N° 372	XIV : 158
1922, 15/29 mars	Suède	Règlement add. Convention des 16/29 déc. 1920. Télégraphe et téléphone	8 déc. 1922 N° 361	XIII : 331
1922, 25 mai'21-5 mai'22	Suède	Notes. Echange de notifications concernant les aliénés	7 mars 1923 N° 390	XV : 166
1922, 19/23 mai	Finlande	Arrangement postal et règlement d'exécution	31 janv. 1923 N° 382	XIV : 324
1922, 1/17 août	Islande	Accord postal.	8 déc. 1922 N° 363	XIV : 10
1922, 29 mars-18 août	Danemark / Suède	Disposition add. à l'Accord des 16-29 déc. 1920. Télégraphe et téléphone	8 déc. 1922 N° 360	XIII : 300
1922, 7 sept.	Finlande	Arrangement. Service de presse par le télégraphe sans fil	16 sept. 1922 N° 328	XII : 358
1923, 22 fév.	Grande-Bretagne	Arrangement suppl. à l'Accord prov. du 15 juillet 1921. Navigation aérienne	5 mars 1923 N° 389	XV : 160
Nyassaland, Protectorat				
1920, 20 juillet	Grande-Bretagne / Esthonie	Accord. Relations commerciales. Retrait du Protectorat de Nyassaland : Notes en date des 12 et 22 mai 1922	5 oct. 1922 N° 344	XIII : 34
1922, 12/22 mai	Grande-Bretagne / Esthonie	Notes. Retrait du Protectorat de Nyassaland de l'Accord commercial anglo-esthonien du 20 juillet 1920	5 oct. 1922 N° 344	XIII : 34
Opium.				
1912, 23 janv.	Convention internationale de l'opium.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1912, 23 janv.				
Origine.				
Voir : INDICATIONS D'ORIGINE.				
Pacifique, îles du.				
Traités, etc., les concernant :				
1922, 11 fév.	Etats-Unis / Japon	Traité et Notes. Ile de Yap et autres îles du Pacifique sous mandat	14 août 1922 N° 311	XII : 202
Paix.				
1921, 25 août	Allemagne / Etats-Unis	Traité de paix	12 août 1922 N° 310	XII : 192
Voir aussi : ARBITRAGE.				
: PAIX ET AMITIÉ, COMMERCE ET NAVIGATION.				

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Paix et Amitié, Commerce et Navigation.				
1921, 26 sept.	Chine / Mexique	Notes. Modification prov. du Traité d'Amitié, de commerce et de navigation du 14 déc. 1899. Immigration des travailleurs	13 nov. 1922 N° 352	XIII : 202
1921, 22 nov.	Afghanistan / Grande-Bretagne	Traité. Relations de bon voisinage ..	13 janv. 1923 N° 367	XIV : 66

Voir aussi : COMMERCE.
: COMMERCE ET NAVIGATION.
: TONNAGE.
: VOIES NAVIGABLES.

Palestine.

Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—

1922, 10/23 janv.	Grande-Bretagne	Accord. Mandats-poste	5 oct. 1922 N° 342	XIII : 10

Paraguay.

Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—

1915, 28 fév. ..	Uruguay	Convention. Procédure en matière de commissions rogatoires	19 mars 1923 N° 393	XV : 196

Pavillons.

1921, 20 avril ..	Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime.			

Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.

Pays-Bas.

Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—

1890, 27 déc. ..	Belgique / France	Convention télégraphique .. .. .. Abrogation : 1 août 1920	N° 41 *a* 27 août 1923	XV : 340
1913, 31 déc. ..	Cuba	Convention. Fonctionnaires cubains dans les colonies néerlandaises ..	9 janv. 1923 N° 366	XIV : 30
1918, 29 août ..	Allemagne	Traité. Exhaussement de l'ancienne embouchure du Rhin près de Lobith	9 oct. 1922 N° 346	XIII : 42
1920, 26 juillet / 16 sept.	France	Notes portant renouvellement de la Convention internationale du 14 oct. 1890 et des Actes la complétant. Transport de marchandises par chemins de fer	15 août 1922 N° 312	XII : 214
1921, 25 fév. ..	Allemagne / Belgique / Grande-Bretagne / France / Italie / Suisse	Disposition suppl. au Règlement de police du 14 sept. 1912. Navigation rhénane	15 sept. 1922 N° 327	XII : 356
		Ratification et application au Rhin, au Wahal et au Lek : Ordonnance néerlandaise du 6 oct. 1921 ..	.. .. ..	XII : 356
1921, 5 juillet ..	Allemagne	Protocole addit. au Traité du 29 août 1918. Exhaussement de l'embouchure du Vieux-Rhin près de Lobith	9 oct. 1922 N° 346	XIII : 44
1921, 15 oct. ..	Belgique	Convention postale	29 août 1922 N° 315	XII : 234
1921, 12 nov. ..	Japon	Notes. Ligne de flottaison des navires	29 août 1922 N° 316	XII : 240

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Pays-Bas *(suite)*.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—				
1921, 16 déc.	Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, France, Italie, Suisse	Règlement de police. Présence de réservoirs à eau potable à bord des bâtiments et radeaux se trouvant sur le Rhin	9 oct. 1922 N° 347	XIII : 54
1922, 4 janv. / 20 fév.	Roumanie . ..	Notes portant renouvellement de la Convention internationale du 14 oct. 1890 et des Actes la complétant. Transport de marchandises par chemins de fer	15 août 1922 N° 313	XII : 220
1922, 26 mai / 2 juin	Grande-Bretagne	Accord. Echange des colis postaux entre les « Straits Settlements » et les Indes orientales néerlandaises.	6 déc. 1922 N° 357	XIII : 264
		Art. 4 revisé en date des 20 oct./ 14 nov. 1922.	4 juillet 1923	XV : 322
1922, 8 juillet ..	Belgique	Arrangement provisoire. Circulation aérienne	6 déc. 1922 N° 358	XIII : 274
1922, 4 oct.	Grande-Bretagne, France, Italie, Tchécoslovaquie et Autriche	Protocole N° II, Annexes et Note interprétative. Reconstruction de l'Autriche	4 oct. 1922 N° 335	XII : 392
		Adhésions.		
		Espagne : 3 nov. 1922		XII : 396
		Pays-Bas : 11 juin. 1923		XV : 320
		Danemark : 11 juin 1923		XV : 320
		Belgique : 12 juin 1923		XV : 322
		Suède : 23 juin 1923		XV : 322
1922, 20 oct. / 14 nov.	Grande-Bretagne	Art. 4 (revisé) de l'Accord des 26 mai/ 2 juin 1922. Echange des colis postaux entre les « Straits Settlements » et les Indes orientales néerlandaises	4 juillet 1923 (N° 357)	XV : 322
1922, 18/19 déc.	Roumanie . ..	Notes. Relations commerciales	26 janv. 1923 N° 373	XIV : 192
1923, 11 juin ..	Pays-Bas	Adhésion au Protocole N° II du 4 oct. 1922. Reconstruction de l'Autriche	N° 335	XV : 320

Voir aussi : INDES ORIENTALES NÉERLANDAISES.

Pensions.

Voir : RETRAITES.

Pérou.

Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—

1917, 18 juillet .	Uruguay	Traité. Arbitrage obligatoire	20 fév. 1923 N° 384	XIV : 360

Phosphore.

1906, 26 sept. ..	Convention internationale	Emploi du phosphore blanc (jaune) pour les allumettes		

Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1906, 26 sept.

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

		Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Pologne.			
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—			
1921, 21 avril .. Allemagne, Pologne représentant Dantzig	Convention et Protocole. Transit entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne	12 août 1922 N° 308	XII : 62
1921, 20 oct. .. Allemagne, Danemark, Esthonie, etc.	Convention. Non-fortification et neutralisation des îles d'Aland .. .. Ratification. Esthonie	N° 255	XV : 310
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 20 oct.			
1922, 26 juin .. Suisse	Convention et Protocole. Commerce	13 sept. 1922 N° 322	XII : 306
1923, 15 mars .. Grande-Bretagne, France, Italie, Japon	Décision. Frontières orientales de la Pologne	31 mars 1923 N° 398	XV : 260
Postales, Conventions			
1920, 18 janv. .. Danemark, Norvège, Suède	Accord portant modification à la Convention du 15 déc. 1919. Communications postales	14 sept. 1922 N° 323	XII : 322
1920, 19/26 juin Danemark, Islande	Convention addit. à la Convention des 28 oct./28 nov. 1919. Communications postales	14 sept. 1922 N° 324	XII : 340
1920, 30 nov. .. Convention postale universelle.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.			
1920, 30 nov. .. Arrangement international	Lettres, etc. valeurs déclarées.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.			
1920, 30 nov. .. Arrangement international	Recouvrements.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.			
1920, 30 nov. .. Arrangement international	Abonnements postaux aux journaux, etc.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.			
1920, 30 nov. .. Arrangement international	Virements postaux.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1920, 30 nov.			
1921, 8/27 août Danemark, Islande	Convention addit. à la Convention des 28 oct./28 nov. 1919 et Convention compl. des 19/21 juin 1920. Communications postales	14 sept. 1922 N° 325	XII : 346
1921, 15 oct. .. Belgique, Pays-Bas	Convention postale	29 août 1922 N° 315	XII : 234
1922, 19/22 mai Danemark, Finlande	Arrangement postal et Règlement d'exécution .. .. Présentation à l'enregistrement	N° 270	XV : 312
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 19/22 mai.			
1922, 19/22 mai Finlande, Suède	Arrangement postal et Règlement d'exécution	30 janv. 1923 N° 381	XIV : 298

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Postales, Conventions *(suite)*.				
1922, 19/23 mai	Finlande, Norvège	Arrangement postal et Règlement d'exécution	31 janv. 1923 N° 382	XIV : 324
1922, 1/17 août	Islande, Norvège	Accord postal	8 déc. 1922 N° 363	XIV : 10
1922, 4 déc. ..	Albanie, Italie	Arrangement postal	23 mars 1923 N° 394	XV : 204
		Protocole final : 5 déc. 1922		XV : 210
1922, 5 déc. ..	Albanie, Italie	Protocole final. Arrangement postal du 4 déc. 1922	N° 394	XV : 210
Voir aussi : COLIS POSTAUX.				
: MANDATS-POSTE.				
Prisonniers de guerre.				
1921, 6 mai ..	Allemagne, Russie (soviétique)	Accord compl. à l'Accord du 19 avril 1920. Rapatriement des prisonniers de guerre et des internés civils	12 août 1922 N° 309	XII : 178
Propriété industrielle.				
1883, 20 mars ..	Convention internationale	Propriété industrielle		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1883, 20 mars.				
1900, 14 déc. ..	Acte international	Addit. à la Convention du 20 mars 1883 sur la propriété industrielle.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1900, 14 déc.				
1911, 2 juin ..	Convention internationale et Protocole final	Propriété industrielle.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1911, 2 juin.				
Protectorat de Nyassaland.				
Voir : NYASSALAND, PROTECTORAT.				
Prusse orientale.				
1921, 21 avril .	Allemagne, Pologne, Pologne représentant Dantzig	Convention et Protocole. Transit entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne..	12 août 1922 N° 308	XII : 62
Radiotélégraphie.				
1912, 5 juillet .	Convention internationale et Protocole final	Radiotélégraphie.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1912, 5 juillet.				
1920, 16-29 déc.	Danemark, Norvège, Suède	Accord radiotélégraphique. Dérogations à l'art. XXXV du Règlement de service de la Convention radiotélégraphique internationale .	8 déc. 1922 N° 359	XIII : 282
1922, 7 sept. ..	Finlande, Norvège	Arrangement. Service de presse par le télégraphe sans fil	16 sept. 1922 N° 328	XII : 358
Rapatriement.				
Voir : PRISONNIERS DE GUERRE.				

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Reconstruction de l'Autriche.				
Voir : AUTRICHE : Traités, etc. : 1922, 4 oct.				
Recouvrements.				
Voir : POSTALES, CONVENTIONS.				
Réfugiés russes.				
1922, 5 juillet	Accord international	Certificats d'identité pour les réfugiés russes		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1922, 5 juillet.				
Régime des spiritueux.				
Voir : SPIRITUEUX, RÉGIME DES.				
Relations de bon voisinage.				
Voir : PAIX ET AMITIÉ, COMMERCE ET NAVIGATION.				
Rennes.				
1922, 3 mars	Finlande, Norvège	Convention. Rennes	22 janv. 1923 N° 372	XIV : 158
Réparations.				
1921, 5 mai	Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon	Protocole. Modification de l'Annexe II de la Partie VIII du Traité de Versailles, 28 juin 1919. Commission des réparations..	5 oct. 1922 N° 338	XII : 420
Répartition des flottes marchandes.				
Voir : TONNAGE.				
Retraites.				
1921, 14 fév.	Belgique, France	Convention. Retraite des ouvriers mineurs	29 août 1922 N° 317	XII : 246
Rhin.				
1918, 29 août	Allemagne, Pays-Bas	Traité. Exhaussement de l'ancienne embouchure du Rhin près de Lobith	9 oct. 1922 N° 346	XIII : 42
1921, 25 fév.	Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, France, Italie, Pays-Bas, Suisse	Disposition suppl. au Règlement de police du 14 sept. 1912. Navigation rhénane.	15 sept. 1922 N° 327	XII : 356
		Ratification et application au Rhin, au Wahal et au Lek : Ordonnance néerlandaise du 6 oct. 1921		XII : 356
1921, 5 juillet	Allemagne, Pays-Bas	Protocole addit. au Traité du 29 août 1918. Exhaussement de l'embouchure du Vieux-Rhin près de Lobith	9 oct. 1922 N° 346	XIII : 44
1921, 16 déc.	Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, France, Italie, Pays-Bas, Suisse	Règlement de police. Présence de réservoirs à eau potable à bord des bâtiments et radeaux se trouvant sur le Rhin	9 oct. 1922 N° 347	XIII : 54

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Rhin, Commission du (Commission centrale pour la navigation sur le Rhin).				
1921, 25 fév.	Commission du Rhin	Disposition suppl. au Règlement de police du 14 sept. 1912. Navigation rhénane	15 sept. 1922 N° 327	XII : 356
		Ratification et application au Rhin, au Wahal et au Lek : Ordonnance néerlandaise du 6 oct. 1921		XII : 356
1921, 16 déc.	Commission du Rhin	Règlement de police. Présence de réservoirs à eau potable à bord des bâtiments et radeaux se trouvant sur le Rhin	9 oct. 1922 N° 347	XIII : 54
Roumanie.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1919, 9 déc.	Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Italie, Japon	Traité. Minorités. Relations générales. Ratification. Roumanie : 4 sept. 1920	N° 140 2 juin 1923	XV : 300
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1919, 9 déc.				
1921, 23 avril	Tchécoslovaquie	Convention commerciale	28 mars 1923 N° 397	XV : 236
1922, 4 janv. / 20 fév.	Pays-Bas	Notes portant renouvellement de la Convention internationale du 14 oct. 1890 et des Actes la complétant. Transport de marchandises par chemins de fer.	15 août 1922 N° 313	XII : 220
1922, 11 nov. / 18 déc.	Suède	Notes. Relations commerciales	15 fév. 1923 N° 383	XIV : 354
1922, 18/19 déc.	Pays-Bas	Notes. Relations commerciales	26 janv. 1923 N° 373	XIV : 192
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.				
Voir : SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, ROYAUME DES.				
Russie (Soviétique).				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1921, 16 mars	Grande-Bretagne	Accord commercial. Notes en date du 3 juillet 1922 relatives à l'extension de cet Accord au Canada	5 oct. 1922 N° 345	XIII : 38
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1921, 16 mars.				
1921, 6 mai	Allemagne	Accord complémentaire à l'Accord du 19 avril 1920. Rapatriement des prisonniers de guerre et des internés civils	12 août 1922 N° 309	XII : 178
1921, 19 sept.	Finlande, Norvège	Arrangement spécial. Télégraphe	17 mars 1923 N° 392	XV : 192
1922, 3 juillet	Grande-Bretagne	Notes. Extension au Canada de l'Accord commercial anglo-russe du 16 mars 1921	5 oct. 1922 N° 345	XIII : 38
Saint-Gothard, Chemin de fer du				
Voir : CHEMINS DE FER.				

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Sarre, Bassin de la				
1920, 16/17 déc.	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon et Allemagne	Notes. Frontière du Bassin de la Sarre	12 août 1922 N° 306	XII : 40
Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1921, 29 juillet	Grande-Bretagne	Accord. Tonnage ex-autrichien et ex-hongrois. Notes des 5 oct. 1921 et 25 avril 1922	N° 280 13 janv. 1923	XV : 318
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 29 juillet.				
1922, 5 oct. '21 / 25 avril '22	Grande-Bretagne	Notes. Accord du 29 juillet 1921. Tonnage ex-autrichien et ex-hongrois..	13 janv. 1923 (N° 280)	XV : 318
1922, 31 août	Tchécoslovaquie.	Traité d'alliance	16 nov. 1922 N° 354	XIII : 232
Service des recouvrements.				
Voir : POSTALES, CONVENTIONS.				
Sinistres maritimes.				
1921, sept. 28'18 / janv. 21'21	Grande-Bretagne, Danemark	Accord. Sinistres maritimes. .. .. Notes du 23 nov. 1922	N° 125 13 janv. 1923	XV : 298
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1921, sept. 28'18. / janv. 21'21.				
1922, 23 nov. ..	Grande-Bretagne, Danemark	Notes. Accord des 28 sept. '18/21 janv.'21. Sinistres maritimes.. ..	13 janv. 1923 (N° 125)	XV : 298
Slesvig du Nord.				
1922, 10 avril .	Allemagne, Danemark	Traité. Slesvig du Nord .. .. .. Notes du 10 avril 1922	N° 274 6 mars 1923	XV : 312
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1922, 10 avril.				
Spiritueux, Régime des				
1921, 23 avril .	France, Norvège	Convention. Vins et spiritueux	21 fév. 1923 N° 386	XIV : 376
1922, 20 mars..	France, Suisse	Convention. Régime des spiritueux..	19 sept. 1922 N° 332	XII : 378
« Straits Settlements ».				
1922, 26 mai / 2 juin	Grande-Bretagne, Pays-Bas	Accord. Echange des Colis postaux entre les « Straits Settlements » et les Indes orientales néerlandaises.	6 déc. 1922 N° 357	XIII : 264
		Art. 4 revisé en date des 20 oct. et 14 nov. 1922	4 juillet 1923	XV : 322
1922, 20 oct. / 14 nov.	Grande-Bretagne, Pays-Bas	Art. 4 (revisé), de l'Accord des 26 mai/2 juin 1922. Echange des colis postaux entre les « Straits Settlements » et les Indes orientales néerlandaises	4 juillet 1923 (N° 357)	XV : 322

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Successions.				
1899, 2 mars ..	Grande-Bretagne / Etats-Unis	Convention. Successions. Adhésion du Canada par la Convention du 21 oct. 1921.	5 oct. 1922 N° 339	XII : 426
1921, 21 oct. ..	Etats-Unis / Grande-Bretagne	Convention. Adhésion du Canada à la Convention du 2 mars 1899. Successions	5 oct. 1922 N° 339	XII : 426
Suède.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1920, janv. 18 .	Danemark / Norvège	Accord portant modification à la Convention du 15 déc. 1919. Communications postales	14 sept. 1922 N° 323	XII : 322
1920, 14/26 janv.	Danemark.. ..	Accord. Communications par ferry-boat entre Elseneur et Helsingborg.	30 janv. 1923 N° 379	XIV : 274
1920, 3 mars / 2 avril	Grande-Bretagne	Accord addit. à l'Accord des 10/26 mai, 1904. Colis postaux. Présentation à l'enregistrement	N° 119	XV : 296
Voir aussi : INDEX N° 2 : 1920, 3 mars. / 2 avril.				
1920, 16/23 déc.	Danemark.. ..	Convention. Télégraphe et téléphone.	27 janv. 1923 N° 374	XIV : 196
		Amendements : 6/8 juin 1921.		XIV : 216
1920, 16-29 déc.	Danemark / Norvège	Accord radiotélégraphique. Dérogations à l'Art. XXXV du Règlement de service de la Convention radiotélégraphique internationale . ..	8 déc. 1922 N° 359	XIII : 282
1920, 16-29 déc.	Danemark / Norvège	Accord. Télégraphe et téléphone. ..	8 déc. 1922 N° 360	XIII : 290
1920, 16/29 déc.	Norvège	Convention. Télégraphe et téléphone	8 déc. 1922 N° 361	XIII : 312
1921, 6/8 juin ..	Danemark.. ..	Amendements à la Convention des 16/23 déc. 1920. Télégraphe et téléphone	N° 374	XIV : 216
1921, 6 juin / 21 juillet	Norvège	Amendements. Convention des 16/29 déc. 1920. Télégraphe et téléphone.	8 déc. 1922 N° 361	XIII : 330
1921, 20 oct. ..	Allemagne, Danemark, Esthonie, etc.	Convention. Non-fortification et neutralisation des îles d'Aland. .. .. Ratification. Esthonie	N° 255	XV : 310
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 20 oct.				
1922, 15/29 mars	Norvège	Règlement addit. Convention des 16/29 déc. 1920. Télégraphe et téléphone	8 déc. 1922 N° 361	XIII : 331
1922, 24 mars / 17 avril	Etats-Unis . ..	Convention. Colis postaux..	30 janv. 1923 N° 380	XIV : 282
1922, 25 mai'21-5 mai'22	Norvège	Notes. Echange de notifications concernant les aliénés	7 mars 1923 N° 390	XV : 166
1922, 19/22 mai	Finlande	Arrangement postal et règlement d'exécution	30 janv. 1923 N° 381	XIV : 298

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Suède *(suite)*.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—				
1922, 29 mars-18 août	Danemark / Norvège	Disposition addit. à l'Accord des 16-29 déc. 1920. Télégraphe et téléphone.	8 déc. 1922 N° 360	XIII : 300
1922, 4 oct.	Grande-Bretagne, France, Italie, Tchécoslovaquie et Autriche	Protocole N° II, Annexes et Note interprétative. Reconstruction de l'Autriche	4 oct. 1922 N° 335	XII : 392
		Adhésions.		
		Espagne : 3 nov. 1922		XII : 396
		Pays-Bas : 11 juin 1923		XV : 320
		Danemark : 11 juin 1923		XV : 320
		Belgique : 12 juin 1923		XV : 322
		Suède : 23 juin 1923		XV : 322
1922, 28 juillet / 17 oct.	Mexique	Notes. Echange de Notifications concernant les aliénés	7 mars 1923 N° 391	XV : 180
1922, 7 nov.	Danemark	Convention. Navigation aérienne	19 janv. 1923 N° 370	XIV : 96
1922, 11 nov. / 18 déc.	Roumanie	Notes. Relations commerciales	15 fév. 1922 N° 383	XIV : 354
1923, 23 juin	Suède	Adhésion au Protocole N° II, du 4 oct. 1922. Reconstruction de l'Autriche	N° 335	XV : 322
Suisse.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1914, 11 juin	France	Déclaration et Notes. Rapports entre la Suisse et la zone française de l'Empire chérifien	19 sept. 1922 N° 329	XII : 362
1920, 15 mars	Allemagne	Notes prolongeant le Traité de douane et de commerce du 10 déc. 1891 (texte du 12 nov. 1904)	12 août 1922 N° 303	XII : 20
1920, 9 juillet	Allemagne	Arrangement. Charbon	12 août 1922 N° 304	XII : 26
1921, 25 fév.	Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, France, Italie, Pays-Bas	Disposition suppl. au Règlement de police du 14 sept. 1912. Navigation rhénane	15 sept. 1922 N° 327	XII : 356
		Ratification et application au Rhin, au Wahal et au Lek : Ordonnance néerlandaise du 6 oct. 1921		XII : 356
1921, 24 sept.	Italie	Accord. Chemin de fer du St-Gothard	19 sept. 1922 N° 330	XII : 368
1921, 3 déc.	Allemagne	Traité et Protocole. Arbitrage et conciliation	13 sept. 1922 N° 320	XII : 272
1921, 16 déc.	Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, France, Italie, Pays-Bas	Règlement de police. Présence de réservoirs à eau potable à bord des bâtiments et radeaux se trouvant sur le Rhin	9 oct. 1922 N° 347	XIII : 54
1922, 18/24 janv.	France	Arrangement. Taxes téléphoniques	19 sept. 1922 N° 331	XII : 372
1922, 20 mars	France	Convention. Régime des spiritueux	19 sept. 1922 N° 332	XII : 378

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Suisse *(suite)*.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères *(suite)*, à savoir :—				
1922, 13 juin	Belgique	Convention prov. Circulation aérienne	13 sept. 1922 N° 321	XII : 296
1922, 26 juin	Pologne	Convention et Protocole. Commerce	13 sept. 1922 N° 322	XII : 306
1922, 29 sept.	Allemagne	Arrangement provisoire. Engagements contractés en francs suisses par des sociétés allemandes d'assurances sur la vie	9 nov. 1922 N° 351	XIII : 194
T. S. F.				
Voir : RADIOTÉLÉGRAPHIE.				
Taxes.				
Voir : IMPÔTS.				
Tchécoslovaquie.				
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—				
1921, 23 avril	Roumanie	Convention commerciale	28 mars 1923 N° 397	XV : 236
1921, 4 mai	Autriche	Accord commercial	27 fév. 1923 N° 388	XV : 14
1922, 11 avril'21-16 janv.'22	Danemark	Notes. Exemption des ressortissants des deux pays de fournir la caution « judicatum solvi »	30 janv. 1923 N° 378	XIV : 268
1922, 18 fév.	Autriche	Traité. Impôts	22 janv. 1923 N° 371	XIV : 130
1922, 31 août	Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Traité d'alliance	16 nov. 1922 N° 354	XIII : 232
1922, 4 oct.	Grande-Bretagne, France, Italie et Autriche	Protocole N° I (Déclaration). Reconstruction de l'Autriche	4 oct. 1922 N° 334	XII : 386
		Adhésions.		
		Espagne : 3 nov. 1922		XII : 388
		Belgique : 12 juin 1923		XV : 320
1922, 4 oct.	Grande-Bretagne, France, Italie et Autriche	Protocole N° II, Annexes et Note interprétative. Reconstruction de l'Autriche	4 oct. 1922 N° 335	XII : 392
		Adhésions.		
		Espagne : 3 nov. 1922		XII : 396
		Pays-Bas : 11 juin 1923		XV : 320
		Danemark : 11 juin 1923		XV : 320
		Belgique : 12 juin 1923		XV : 322
		Suède : 23 juin 1923		XV : 322
Télégraphe et téléphone.				
1890, 27 déc.	Belgique, France, Pays-Bas	Convention télégraphique	N° 41 *a*	
		Abrogation : 1 août 1920	27 août 1923	XV : 340
1908, 11 juin	Convention internationale	Télégraphe.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1908, 11 juin.				
1920, 30 déc.'19 / 30 août'20	Allemagne, Danemark	Convention télégraphique	30 janv. 1923 N° 377	XIV : 258

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

Télégraphe et téléphone *(suite)*.			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
1920, 16/23 déc.	Danemark Suède	Convention. Télégraphe et téléphone.	27 janv. 1923 N° 374	XIV : 196
		Amendements : 6/8 juin 1921.		XIV : 216
1920, 16-29 déc.	Danemark Norvège Suède	Accord. Télégraphe et téléphone. ..	8 déc. 1922 N° 360	XIII : 290
1920, 16/29 déc.	Norvège Suède	Convention. Télégraphe et téléphone.	8 déc. 1922 N° 361	XIII : 312
1920, 23/29 déc.	Danemark Norvège	Convention. Télégraphe et téléphone.	8 déc. 1922 N° 362	XIII : 358
1921, 6/8 juin..	Danemark Suède	Amendements à la Convention des 16/23 déc. 1920. Télégraphe et téléphone	N° 374	XIV : 216
1921, 6 juin / 21 juillet	Norvège Suède	Amendements. Convention des 16/29 déc. 1920. Télégraphe et téléphone	8 déc. 1922 N° 361	XIII : 330
1921, 21 juillet / 8 juin/1 août	Danemark Norvège	Modifications. Convention des 23/29 déc. 1920. Télégraphe et téléphone	8 déc. 1922 N° 362	XIII : 374
1921, 19 sept...	Finlande Norvège Russie (soviétique)	Arrangement spécial. Télégraphe ..	17 mars 1923 N° 392	XV : 192
1921, 29 oct. ..	Esthonie Finlande	Accord. Droits de propriété des câbles sous-marins	4 nov. 1922 N° 349	XIII : 160
1921, 29 oct. ..	Finlande Esthonie	Accord. Entretien et utilisation des câbles sous-marins, et communications télégraphiques et téléphoniques	4 nov. 1922 N° 350	XIII : 168
1921, 27 déc. ..	Belgique Luxembourg	Arrangement télégraphique	29 août 1922 N° 318	XII : 254
1922, 18/24 janv.	France Suisse	Arrangement. Taxes téléphoniques..	19 sept. 1922 N° 331	XII : 372
1922, 15/29 mars	Norvège Suède	Règlement addit. Convention des 16/29 déc. 1920. Télégraphe et téléphone	8 déc. 1922 N° 361	XIII : 331
1922, 29 mars-18 août	Danemark Norvège Suède	Disposition addit. à l'Accord des 16-29 déc. 1920. Télégraphe et téléphone.	8 déc. 1922 N° 360	XIII : 300
1922, 4 déc. ..	Albanie Italie	Convention télégraphique	23 mars 1923 N° 395	XV : 214

Voir aussi : RADIOTÉLÉGRAPHIE.

Téléphone.

Voir : TÉLÉGRAPHE ET TÉLÉPHONE.

Tonnage.

1921, 1 juin .	Grande-Bretagne Italie	Accord compl. et Note. Accords du 25 sept. 1919 et des 13/15 oct. 1919. Répartition de la flotte marchande austro-hongroise.	N° 163	
		Notes des 30 juin/11 juillet 1921 confirmant cet Accord	13 janv. 1923	XV : 302

Voir aussi : INDEX N° 2 : 1921, 1 juin.

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Tonnage *(suite)*.				
1921, 30 juin ..	Etats-Unis / Norvège	Convention d'arbitrage. Réclamation d'armateurs norvégiens contre les Etats-Unis	8 janv. 1923 N° 365	XIV : 20
1921, 30 juin / 11 juillet	Grande-Bretagne / Italie	Notes confirmant l'Accord du 1 juin 1921. Répartition de la flotte marchande austro-hongroise.	13 janv. 1923 (N° 163)	XV : 302
1921, 29 juillet .	Grande-Bretagne / Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Accord. Tonnage ex-autrichien et ex-hongrois.	N° 280	
		Notes des 5 oct. 1921 et 25 avril 1922	13 janv. 1923	XV : 318
Voir aussi : INDEX N° 3 : 1921, 29 juillet.				
1921, 12 nov. ..	Japon / Pays-Bas	Notes. Ligne de flottaison des navires	29 août 1922 N° 316	XII : 240
1922, 8 mars'21 / 7 avril'22	Danemark / Esthonie	Notes. Lettres de jauge.	27 janv. 1923 N° 375	XIV : 244
1922, 5 oct.'21 / 25 avril'22	Grande-Bretagne / Serbes, Croates et Slovènes, Royaume des	Notes. Accord du 29 juillet 1921. Tonnage ex-autrichien et ex-hongrois. .	13 janv. 1923 (N° 280)	XV : 318
1922, 17-22 mai	Danemark / Japon	Notes. Lettres de jauge.	27 janv. 1923 N° 376	XIV : 248
Traite des femmes et des enfants.				
1921, 30 sept. .	Convention internationale	Traite des femmes et des enfants.		
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 30 sept.				
Transit et Communications.				
1920, 14/26 janv.	Danemark / Suède	Accord. Communications par ferry-boat entre Elseneur et Helsingborg.	30 janv. 1923 N° 379	XIV : 274
1921, 20 avril .	Convention et Statut : Liberté du Transit.			
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.				
1921, 21 avril .	Allemagne / Pologne / Pologne représentant Dantzig	Convention et Protocole. Transit entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne	12 août 1922 N° 308	XII : 62
Voir aussi : CHEMINS DE FER.				
Transports.				
Voir : CHEMINS DE FER.				
: TRANSIT ET COMMUNICATIONS.				
Travail, Travailleurs.				
1921, 26 sept. .	Chine / Mexique	Notes. Modification prov. du Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 14 déc. 1899. Immigration des travailleurs	13 nov. 1922 N° 352	XIII : 202
Voir aussi : ASSURANCES.				
Triangulation de la zone du fleuve Uruguay.				
Voir : FRONTIÈRES : 1918, 11 avril.				
Tribunaux d'arbitrage.				
Voir : ARBITRAGE.				

INDEX ALPHABÉTIQUE *(suite)*.

			Enregistrement Date et N°	Vol. Pages.
Troupes.				
1922, 28 mars..	Chine Japon	Accord. Evacuation par les troupes japonaises de la ligne de chemin de fer Tsingtao-Tsinanfou	13 nov. 1922 N° 353	XIII : 218

Tsingtao-Tsinanfou, Chemin de fer.
Voir : CHEMINS DE FER.

Uruguay.
Traités, etc., avec des puissances étrangères, à savoir :—

1915, 28 fév. ..	Paraguay	Convention. Procédure en matière de commissions rogatoires	19 mars 1923 N° 393	XV : 196
1917, 18 juillet .	Pérou..	Traité. Arbitrage obligatoire	20 fév. 1923 N° 384	XIV : 360
1918, 11 avril .	Argentine	Convention. Triangulation de la zone du fleuve Uruguay	20 fév. 1923 N° 385	XIV : 368

Valeurs déclarées.
Voir : POSTALES, CONVENTIONS.

Valises diplomatiques.

1922, 13/17 mai. ..	Grande-Bretagne Mexique	Notes. Valises diplomatiques	13 janv. 1923 N° 368	XIV : 84

Vins.
Voir : SPIRITUEUX, RÉGIME DES.

Virements postaux.
Voir : POSTALES, CONVENTIONS.

Voies ferrées.
Voir : CHEMINS DE FER.
: TRANSIT ET COMMUNICATIONS.

Voies navigables.

1921, 20 avril . Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international.
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.

1921, 20 avril . Protocole addit. à la Convention du 20 avril 1921 sur le régime des voies navigables d'intérêt international.
Voir : ACCORDS GÉNÉRAUX INTERNATIONAUX : 1921, 20 avril.

Wagons.
Voir : CHEMINS DE FER.

Wahal.

1921, 25 fév. ..	Allemagne Belgique Grande-Bretagne France Italie Pays-Bas Suisse	Disposition suppl. au Règlement de police du 14 sept. 1912. Navigation rhénane.	15 sept. 1922 N° 327	XII : 356
		Ratification et application au Rhin, au Wahal et au Lek : Ordonnance néerlandaise du 6 oct. 1921..		XII : 356

Yap, île de.
Traités, etc., la concernant :

1922, 11 fév. ..	Etats-Unis Japon	Traité et Notes. Ile de Yap et autres îles du Pacifique sous mandat. ..	14 août 1922 N° 311	XII : 202

Index to Volumes XII—XV

1. — Chronological Index of Treaties.
2. — General International Agreements (Chronological Order).
3. — Alphabetical Index (Countries and Subjects).

N. B. — It was considered more useful to make a separate Index of General International Agreements than to enter each agreement separately under each signatory State. International Agreements, therefore, and accessions to, or withdrawals from, such agreements, will not be found under the countries in the Alphabetical Index. Cross references, however, have been given to these agreements, from the subjects concerned in the Alphabetical Index, and also from the Chronological Index.

REFERENCES

References to the Treaties are to Volumes (Roman numerals), Pages (Arabic figures).
E.g. XII : 50 = Volume XII : page 50.

ABBREVIATIONS.

Addl.	=	additional.
Art.	=	article.
Provl.	=	provisional.
Suppl.	=	supplementary.
Temp.	=	temporary
U. S. A.	=	United States of America.

CHRONOLOGICAL INDEX

		Registration Date and No.	Vol.	Page.
1883				
March 20 .. International Convention. .. Industrial Property. *See :* GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1883, March 20.				
Dec. 14/31 .. Great Britain / Denmark — Suppl. Convention concerning Iceland — Anglo-Danish Agreement of April 22/May 16, 1871. Money Orders. Abrogation : Notes dated Sept. 28 and Dec. 12, 1921		1922, Sept. 14 No. 326	XII :	352
1886				
May 15 . .. International Agreement . .. Technical Unity of Railways. *See :* GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1886, May 15.				
May 15 . .. International Agreement . .. Sealing of Waggons having to pass through the Customs. *See :* GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1886, May 15.				
1890				
Oct. 14 . .. International Convention. .. Railways Goods Traffic. *See :* GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1890, Oct. 14.				
Dec. 27 . .. Belgium / France / Netherlands — Convention .. Telegraphs .. .. Abrogation : Aug. 1, 1920 ..		No. 41 *a* 1923, Aug. 27	XV :	340
1891				
April 14 .. International Agreement . .. International Registration of Trade Marks. *See :* GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1891, April 14.				
April 14 .. International Arrangement .. Prevention of False Indications of Origin on Goods. *See :* GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1891, April 14.				
1899				
March 2 .. U. S. A. / Great Britain — Convention .. Real and Personal Property. Accession of Canada by Convention of Oct. 21, 1921 ..		1922, Oct. 5 No. 339	XII :	426
1900				
Dec. 14 . .. International Act .. .. .. Addl. to Agreement of April 14, 1891. International Registration of Trade Marks. *See :* GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1900, Dec. 14.				
Dec. 14 . .. International Act .. .. .. Addl. to Industrial Property. Convention of March 20, 1883. *See :* GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1900, Dec. 14.				

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued)*.

				Registration Date and No.	Vol.	Page.
1906						
July 6 . .	. . International Convention.	. . Wounded in War.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1906, July 6.						
Sept. 26	. . International Convention.	. .	Use of White (Yellow) Phosphorus for Matches.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1906, Sept. 26.						
1907						
May 18 .	. . International Protocol	. . . .	Technical Unity of Railways.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1907, May 18.						
May 18 .	. . International Protocol	. .	Sealing of Waggons having to pass through the Customs.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1907, May 18.						
Oct. 18 .	. . International Convention.	. .	Adaptation of principles of Geneva Convention to Naval War.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1907, Oct. 18.						
1908						
June 11	. . International Convention.	. . Telegraphic.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1908, June 11.						
1911						
June 2 .	. . International Convention.	. .	International Registration of Trade Marks.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1911, June 2						
June 2 .	. . International Convention and Final Protocol		Industrial Property.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1911, June 2.						
June 2 .	. . International Agreement	. .	Prevention of False Indications of Origin on Goods.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1911, June 2.						
1912						
Jan. 23 .	. . International Opium Convention.					
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1912, Jan. 23.						
July 5 . .	. . International Convention and Final Protocol		Radiotelegraphy.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1912, July 5.						
Dec. 14 .	. . International Proces-verbal	. .	Technical Unity of Railways.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1912, Dec. 14.						
1913						
Dec. 31 .	. . Cuba / Netherlands	Convention	. . Cuban Consular officials in Netherlands colonies	1923, Jan. 9 No. 366	XIV	30
1914						
June 11	. . France / Switzerland	Declaration and Notes	Relations between Switzerland and French Zone of Sherifian Empire	1922, Sept. 19 No. 329	XII	362
1915						
Feb. 28 .	. . Paraguay / Uruguay	Convention	. . Procedure by way of Letters Rogatory	1923, March 19 No. 393	XV	196

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued)*.

				Registration Date and No.	Vol. Page
		1917			
July 18	Peru, Uruguay	Treaty	Compulsory Arbitration	1923, Feb. 20 No. 384	XIV : 360
		1918			
April 11	Argentine, Uruguay	Convention	Triangulation of zone of River Uruguay	1923, Feb. 20 No. 385	XIV : 368
Aug. 29	Germany, Netherlands	Treaty	Raising of former Mouth of Old Rhine near Lobith	1922, Oct. 9 No. 346	XIII : 42
		1919			
Dec. 9	U. S. A., Great Britain, France, Italy, Japan and Roumania	Treaty	Minorities. General Relations Ratification Roumania : Sept. 4, 1920	No. 140 1923, June 2	XV : 300
See also : INDEX No. 2 : 1919, Dec. 9.					
		1920			
Jan. 18	Denmark, Norway, Sweden	Agreement	Modifying Convention of Dec. 15, 1919. Postal Communications	1922, Sept. 14 No. 323	XII : 322
Jan. 14/26	Denmark, Sweden	Agreement	Ferry-boat communication between Elsinore and Helsingborg	1923, Jan. 30 No. 379	XIV : 274
March 15	Germany, Switzerland	Notes	Prolonging Customs and Commerce Treaty of Dec. 10, 1891. (Text of Nov. 12, 1904)	1922, Aug. 12 No. 303	XII : 20
March 26	Argentine, Italy	Convention	Workmen's Accident Compensation	1923, April 10 No. 400	XV : 272
March 3 / April 2	Great Britain, Sweden	Addl. Agreement	Agreement of May 10/26, 1904. Postal Parcels Presentation for registration	No. 119 XV : 296	
See also : INDEX No. 2 : 1920, March 3. / April 2.					
April 23	Germany, Belgium	Convention	Transfer of judicial proceedings in the Districts of Eupen and Malmédy	1922, Aug. 12 No. 305	XII : 30
June 19/26	Denmark, Iceland	Suppl. Convention	Convention of Oct. 28/Nov. 28, 1919. Postal Communications	1922, Sept. 14 No. 324	XII : 340
July 9	Germany, Switzerland	Agreement	Coal	1922, Aug. 12 No. 304	XII : 26
July 9	Germany, Belgium	Convention	Execution of Art. 312 of Treaty of Versailles, June 28, 1919. (Insurance.) Notes dated Dec. 4, 1920 from German and Belgian Governments	1922, Aug. 12 No. 307	XII : 47 XII : 46
July 20	Great Britain, Esthonia	Agreement	Commercial Relations. Withdrawal of Nyasaland Protectorate : Notes dated May 12 and 22, 1922	1922, Oct. 5 No. 344	XIII : 34
See also : INDEX No. 1 : 1920, July 20.					

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued).*

1920 *(cont.)*

				Registration Date and No.	Vol.	Page.
Dec. 30'19 / Aug. 30'20	Germany, Denmark	Convention	Telegraphic	1923, Jan. 30 No. 377	XIV	258
July 26 / Sept. 16	France, Netherlands	Notes	Renewing International Convention of Oct. 14, 1890 and relevant Acts. Railways Goods Traffic	1922, Aug. 15 No. 312	XII	214
Aug. 27 / Oct. 2	Austria, Great Britain	Agreement	Enemy Debts (Section 3 and Annex thereto of Part X of Peace Treaty of St-Germain of Sept. 10, 1919)	1922, Oct. 5 No. 337	XII	414
Oct. 20	Great Britain, France	Provl. Agreement	Air Navigation. Notes dated Dec. 7, 1921 and Jan. 30, 1922 concerning amendment to Art. 12 of this Agreement	1922, Oct. 5 No. 341	XII	450

See also : INDEX No. 1 : 1920, Oct. 20.

Nov. 30 .. Universal Postal Convention
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

Nov. 30 .. International Agreement . .. Letters, etc., Declared value.
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

Nov. 30 .. International Agreement . .. Money Orders.
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

Nov. 30 .. International Convention. .. Parcel Post.
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

Nov. 30 .. International Agreement . .. Payment on Delivery.
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

Nov. 30 .. International Agreement . .. Postal Subscriptions to Newspapers.
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

Nov. 30 .. International Agreement . .. Postal Cheques.
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

Dec. 13 . .. Statute : Permanent Court of International Justice
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Dec. 13.

				Registration Date and No.	Vol.	Page.
Dec. 16/17	Great Britain, France, Italy, Japan and Germany	Notes	Saar Basin frontier	1922, Aug. 12 No. 306	XII	40
Dec. 16/23	Denmark, Sweden	Convention	Telegraphs and Telephones	1923, Jan. 27 No. 374	XIV	196
			Amendments : June 6/8, 1921		XIV	216
Dec. 16-29	Denmark, Norway, Sweden	Agreement	Radiotelegraphy. Exceptions to Art. XXXV of Service Regulations of International Radiotelegraph Convention	1922, Dec. 8 No. 359	XIII	282
Dec. 16-29	Denmark, Norway, Sweden	Agreement	Telegraphs and Telephones	1922, Dec. 8 No. 360	XIII	290

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued).*

				Registration Date and No.	Vol. Page.
		1920 *(cont.)*			
Dec. 16/29	Norway, Sweden	Convention	Telegraphs and Telephones	1922, Dec. 8 No. 361	XIII : 312
Dec. 23/29	Denmark, Norway	Convention	Telegraphs and Telephones	1922, Dec. 8 No. 362	XIII : 358
		1921			
Sept. 28'18 / Jan. 21'21	Great Britain, Denmark	Agreement	Wrecks Notes dated Nov. 23, 1922.	No. 125 1923, Jan. 13	XV : 298
See also : INDEX No. 2 : 1921, Sept. 28'18. / Jan. 21'21.					
Jan. 31	France, Hungary	Convention	Settlement of Hungarian debts to French nationals as provided for by Art. 231 of Treaty of Trianon of June 4, 1920	1923, March 23 No. 396	XV : 222
Feb. 14	Belgium, France	Convention	Pensions for Miners	1922, Aug. 29 No. 317	XII : 246
Feb. 25	Germany, Belgium, Great Britain, France, Italy, Netherlands, Switzerland	Suppl. Provision	Police Regulations of Sept. 14, 1912. Navigation of the Rhine Ratification of and application to Rhine, Wahal and Lek : Netherlands Decree of Oct. 6, 1921	1922, Sept. 15 No. 327	XII : 356 XII : 356
March 16	Great Britain, Russia (Soviet)	Agreement	Commerce. Notes dated July 3, 1922 concerning application of this Agreement to Canada	1922, Oct. 5 No. 345	XIII : 38
See also : INDEX No. 2 : 1921, March 16.					
April 20	Convention and Statute : Freedom of Transit.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.					
April 20	Convention and Statute : Regime of Navigable Waterways of International Concern				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.					
April 20	Addl. Protocol to Convention of April 20, 1921 : Regime of Navigable Waterways of International Concern				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.					
April 20	Declaration recognising Right to a Flag of States having no Sea Coast				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.					
April 21	Germany, Poland, Poland on behalf of Danzig	Convention and Protocol.	Transit between East Prussia and rest of Germany	1922, Aug. 12 No. 308	XII : 62
April 23	France, Norway	Convention	Wines and spirits	1923, Feb. 21 No. 386	XIV : 376
April 23	Roumania, Czecho-slovakia	Convention	Commerce	1923, March 28 No. 397	XV : 236

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued)*.

1921 *(cont.)*

					Registration Date and No.	Vol.	Page.
May 4	Austria, Czecho-slovakia	Agreement	Commerce		1923, Feb. 27 No. 388	XV	14
May 5	Belgium, France, Great Britain, Italy, Japan	Protocol	Modifying Annex II to Part VIII of Treaty of Versailles, June 28, 1919. Reparations Commission		1922, Oct. 5 No. 338	XII	420
May 6	Germany, Russia (Soviet)	Agreement	Supplementary to Agreement of April 19, 1920. Repatriation of prisoners of war and interned civilians		1922, Aug. 12 No. 309	XII	178
June 1	Great Britain, Italy	Suppl. Agreement and Note	Agreements of Sept. 25, 1919 and Oct. 13/15, 1919. Disposal of Austro-Hungarian Merchant Ships		No. 163		
			Notes dated June 30/July 11, 1921 confirming this Agreement		1923, Jan. 13	XV	302
See also : INDEX No. 2 : 1921, June 1.							
June 6/8	Denmark, Sweden	Amendments	Convention of Dec. 16/23, 1920. Telegraphs and Telephones		No. 374	XIV	216
June 30	U. S. A., Norway	Convention	Arbitration. Claims of Norwegian Shipowners against U. S. A.		1923, Jan. 8 No. 365	XIV	20
July 5	Germany, Netherlands	Addl. Protocol	Treaty of Aug. 29, 1918. Raising of former Mouth of Old Rhine near Lobith		1922, Oct. 9 No. 346	XIII	44
June 30 / July 11	Great Britain, Italy	Notes	Confirmation of Agreement of June 1, 1921. Disposal of Austro-Hungarian Merchant Ships		1923, Jan. 13 (No. 163)	XV	302
June 6 / July 21	Norway, Sweden	Modifications	Convention of Dec. 16/29, 1920. Telegraphs and Telephones		1922, Dec. 8 No. 361	XIII	330
July 29	Great Britain, Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Agreement	Ex-Austrian and ex-Hungarian Tonnage		No. 280		
			Notes dated Oct. 5, 1921 and April 25, 1922		1923, Jan. 13	XV	318
See also : INDEX No. 3 : 1921, July 29.							
July 21 / June 8/Aug. 1	Denmark, Norway	Modifications	Convention of Dec. 23/29, 1920. Telegraphs and Telephones		1922, Dec. 8 No. 362	XIII	374
Aug. 25	Germany, U. S. A.	Treaty	Peace		1922, Aug. 12 No. 310	XII	192
Aug. 8/27	Denmark, Iceland	Suppl. Convention	Convention of Oct. 28/Nov. 28, 1919 and Addl. Convention of June 19/26, 1920. Postal Communications		1922, Sept. 14 No. 325	XII	346
Sept. 19	Finland, Norway, Russia (Soviet)	Special Agreement	Telegraphs		1923, March 17 No. 392	XV	192

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued)*.

1921 *(cont.)*

				Registration Date and No.	Vol. Page.
Sept. 24	Italy, Switzerland	Agreement	St-Gotthard Railway	1922, Sept. 19 No. 330	XII : 368
Sept. 26	China, Mexico	Notes	Provl. modification of Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of Dec. 14, 1899. Immigration of labourers	1922, Nov. 13 No. 352	XIII : 202
Sept. 30	International Convention.		Traffic in Women and Children.		
	See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, Sept. 30.				
Oct. 15	Belgium, Netherlands	Convention	Postal	1922, Aug. 29 No. 315	XII : 234
Oct. 20	Germany, Denmark, Esthonia, etc.	Convention	Non-fortification and neutralisation of Aaland Islands.	No. 255	
			Ratification. Esthonia		XV : 310
	See also : INDEX No. 3 : 1921, Oct. 20.				
Oct. 21	U. S. A., Great Britain	Convention	Accession of Canada to Real and Personal Property Convention of March 2, 1899	1922, Oct. 5 No. 339	XII : 426
Oct. 29	Esthonia, Finland	Treaty	Commerce and Navigation	1922, Nov. 4 No. 348	XIII : 60
Oct. 29	Esthonia, Finland	Agreement	Sub-marine Cables. Rights of ownership	1922, Nov. 4 No. 349	XIII : 160
Oct. 29	Esthonia, Finland	Agreement	Sub-marine Cables. Upkeep and use. Telegraphic and telephonic communication	1922, Nov. 4 No. 350	XIII : 168
Nov. 9	Great Britain, France, Italy, Japan	Declaration	Albania	1922, Oct. 2 No. 333	XII : 382
Nov. 12	Japan, Netherlands	Notes	Waterlines of vessels	1922, Aug. 29 No. 316	XII : 240
Oct. 31-Nov. 12	Great Britain, France, Italy and Hungary	Notes	Habsburg dynasty	1923, Feb. 24 No. 387	XIV : 386
Nov. 22	Afghanistan, Great Britain	Treaty	Neighbourly relations	1923, Jan. 13 No. 367	XIV : 66
Dec. 3	Germany, Switzerland	Treaty and Protocol.	Arbitration and Conciliation	1922, Sept. 13 No. 320	XII : 272
Sept. 28 / Dec. 12	Great Britain, Denmark	Notes	Abrogation of Suppl. Convention of Dec. 14/31, 1883 concerning Iceland, to Anglo-Danish Agreement of April 22/May 16, 1871. Money Orders	1922, Sept. 14 No. 326	XII : 352

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued)*.

				Registration Date and No.	Vol. Page.
		1921 *(cont.)*			
Dec. 16	Germany, Belgium, Great Britain, France, Italy, Netherlands, Switzerland	Police Regulations	Carrying of drinking water on vessels and rafts on Rhine	1922, Oct. 9 No. 347	XIII : 54
Dec. 27	Belgium, Luxemburg	Agreement	Telegraphic	1922, Aug. 29 No. 318	XII : 254
		1922			
Nov. 28'21 / Jan. 16'22	Great Britain, Iraq	Agreement	Money Orders	1922, Oct. 5 No. 340	XII : 432
April 11'21- Jan. 16'22.	Denmark, Czecho-slovakia	Notes	Exemption of nationals of both countries from giving security for cost	1923, Jan. 30 No. 378	XIV : 268
Jan. 10/23	Great Britain, Palestine	Agreement	Money Orders	1922, Oct. 5 No. 342	XIII : 10
Jan. 18/24	France, Switzerland	Agreement	Telephone charges	1922, Sept. 19 No. 331	XII : 372
Dec. 7'21 / Jan. 30'22	Great Britain, France	Notes	Amendment to Art. 12 of Provl. Air Navigation Agreement of Oct. 20, 1920	1922, Oct. 5 No. 341	XII : 450
Feb. 11	U. S. A., Japan	Treaty and Notes	Yap Island and Pacific Islands under mandate	1922, Aug. 14 No. 311	XII : 202
Feb. 18	Austria, Czecho-slovakia	Treaty	Taxation	1923, Jan. 22 No. 371	XIV : 130
Feb. 18	Ethiopia, Greece	Treaty	Commerce	1923, April 9 No. 399	XV : 268
Jan. 4 / Feb. 20	Netherlands, Roumania	Notes	Renewing International Convention of Oct. 14, 1890 and relevant Acts. Railway Goods Traffic	1922, Aug. 15 No. 313	XII : 220
March 3	Finland, Norway	Convention	Reindeer	1923, Jan. 22 No. 372	XIV : 158
March 20	France, Switzerland	Convention	Liquor Traffic	1922, Sept. 19 No. 332	XII : 378
March 28	China, Japan	Agreement	Withdrawal of Japanese Troops. Tsingtao-Tsinanfu Railway	1922, Nov. 13 No. 353	XIII : 218
March 15/29	Norway, Sweden	Addl. Regulation	Convention of Dec. 16/29, 1920. Telegraphs and Telephones	1922, Dec. 8 No. 361	XIII : 331
Dec. 27'21 / March 30'22	U. S. A., Belgium	Addl. Agreement	Convention of Nov. 19, 1904. Parcel Post	1922, Aug. 29 No. 319	XII : 260
March 8'21 / April 7'22	Denmark, Esthonia	Notes	Tonnage Measurement Certificates	1923, Jan. 27 No. 375	XIV : 244
April 10	Germany, Denmark	Treaty	Northern Sleswig Notes dated April 10, 1922	No. 274 1923, March 6	XV : 312
See also : INDEX No. 3 : 1922, April 10.					
March 24 / April 17	U. S. A., Sweden	Convention	Parcel Post	1923, Jan. 30 No. 380	XIV : 282

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued)*.

1922 *(cont.)*

				Registration Date and No.	Vol. Page.
Oct. 5'21 / April 25'22	Great Britain, Serbs, Croats and Slovenes, Kgd of	Notes	Agreement of July 29, 1921. Ex-Austrian and ex-Hungarian Tonnage	1923, Jan. 13 (No. 280)	XV : 318
May 1	Great Britain, Denmark	Convention	Renewing Arbitration Convention of Oct. 25, 1905 renewed by Conventions of March 3, 1911 and May 3, 1916	1922, Aug. 10 No. 301	XII : 12
May 1	Great Britain, Iceland	Convention	Renewing Arbitration Convention of Oct. 25, 1905 renewed by Conventions of March 3, 1911 and May 3, 1916	1922, Aug. 10 No. 302	XII : 16
May 25'21-May 5'22	Norway, Sweden	Notes	Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, March 7 No. 390	XV : 166
May 6	Great Britain, Lithuania	Agreement	Commercial relations	1922, Oct. 5 No. 343	XIII : 26
May 15	U. S. A., Great Britain	Suppl. Convention	Extradition	1923, Jan. 13 No. 369	XIV : 90
May 13/17	Great Britain, Mexico	Notes	Diplomatic Bags	1923, Jan. 13 No. 368	XIV : 84
May 12/22	Great Britain, Esthonia	Notes	Withdrawal of Nyasaland Protectorate from Anglo-Esthonian Commercial Agreement of July 20, 1920	1922, Oct. 5 No. 344	XIII : 34
May 19/22	Denmark, Finland	Agreement and Regulation	Postal	No. 270	
			Presentation for Registration		XV : 312

See also : INDEX NO. 3 : 1922, May 19/22.

May 17-22	Denmark, Japan	Notes	Tonnage Measurement Certificates	1923, Jan. 27 No. 376	XIV : 248
May 19/22	Finland, Sweden	Agreement and Regulations	Postal	1923, Jan. 30 No. 381	XIV : 298
May 19/23	Finland, Norway	Agreement and Regulations	Postal	1923, Jan. 31 No. 382	XIV : 324
May 26 / June 2	Great Britain, Netherlands	Agreement	Exchange of Postal Parcels between Straits Settlements and Netherlands East India	1922, Dec. 6 No. 357	XIII : 264
			Revised Art. 4 dated Oct. 20/Nov. 14, 1922	1923, July 4	XV : 322
June 13	Belgium, Switzerland	Provl. Convention	Air Traffic	1922, Sept. 13 No. 321	XII : 296
June 26	Poland, Switzerland	Convention and Protocol	Commercial	1922, Sept. 13 No. 322	XII : 306
July 3	Great Britain, Russia (Soviet)	Notes	Application to Canada of Anglo-Russian Trade Agreement of March 16, 1921	1922, Oct. 5 No. 345	XIII : 38
July 5	International Arrangement		Identity Certificates for Russian Refugees		

See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1922, July 5.

July 8	Belgium, Netherlands	Provl. Agreement	Air Navigation	1922, Dec. 6 No. 358	XIII : 274

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued)*.

					Registration Date and No.	Vol.	Page.
			1922 *(cont.)*				
Aug. 5,'21-July 11,'22	Bulgaria, Denmark	Notes	Most favoured nation treatment. Merchandise and Navigation		1922, Aug. 22 No. 314	XII	226
Jan. 12 / July 21	U. S. A., Finland	Convention	Parcel Post		1922, Dec. 4 No. 356	XIII	244
Aug. 1/17	Iceland, Norway	Agreement	Postal		1922, Dec. 8 No. 363	XIV	10
March 29-Aug. 18	Denmark, Norway, Sweden	Addl. Regulation	Agreement of Dec. 16-29, 1920. Telegraphs and Telephones		1922, Dec. 8 No. 360	XIII	300
Aug. 31	Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of, Czechoslovakia	Treaty	Alliance		1922, Nov. 16 No. 354	XIII	232
Sept. 7	Finland, Norway	Agreement	Wireless Press Service		1922, Sept. 16 No. 328	XII	358
Sept. 29	Germany, Switzerland	Provl. Agreement	Contracts made in Swiss francs by German Life Insurance Companies		1922, Nov. 9 No. 351	XIII	194
Oct. 4	Great Britain, France, Italy, Czechoslovakia and Austria	Protocol No. I (Declaration)	Restoration of Austria		1922, Oct. 4 No. 334	XII	386
			Adhesions.				
			Spain : Nov. 3, 1922			XII	388
			Belgium : June 12, 1923			XV	320
Oct. 4	Great Britain, France, Italy, Czechoslovakia and Austria	Protocol No. II Annexes and Explanatory Note	Restoration of Austria		1922, Oct. 4 No. 335	XII	392
			Adhesions.				
			Spain : Nov. 3, 1922			XII	396
			Netherlands : June 11, 1923			XV	320
			Denmark : June 11, 1923			XV	320
			Belgium : June 12, 1923			XV	322
			Sweden : June 23, 1923			XV	322
Oct. 4	Austria	Protocol No. III (Declaration)	Restoration of Austria		1922, Oct. 4 No. 336	XII	406
Oct. 9	Denmark, Iceland	Declaration	Assistance to necessitous Seamen		1923, Jan. 2 No. 364	XIV	14
July 28 / Oct. 17	Mexico, Sweden	Notes	Exchange of Notifications concerning Insane Persons		1923, March 7 No. 391	XV	180
Nov. 3	Spain	Adhesion	Protocol No. I (Declaration) of Oct. 4, 1922. Restoration of Austria		No. 334	XII	388
Nov. 3	Spain	Adhesion	Protocol No. II of Oct. 4, 1922. Restoration of Austria		No. 335	XII	396
Nov. 7	Denmark, Sweden	Convention	Air Navigation		1923, Jan. 19 No. 370	XIV	96
Oct. 20 / Nov. 14	Great Britain, Netherlands	Art.	Revised Art. 4 of Agreement of May 26/June 2, 1922. Exchange of Postal Parcels between Straits Settlements and Netherlands East India		1923, July 4 (No. 357)	XV	322

CHRONOLOGICAL INDEX *(continued)*.

				Registration Date and No.	Vol.	Page.
		1922 *(cont.)*				
Nov. 23	Great Britain / Denmark	Notes	Agreement of Sept. 28'18/Jan. 21'21. Wrecks	1923, Jan. 13 (No. 125)	XV	298
Dec. 4	Albania / Italy	Agreement	Postal	1923, March 23 No. 394	XV	204
			Final Protocol : Dec. 5, 1922		XV	210
Dec. 4	Albania / Italy	Convention	Telegraphic	1923, March 23 No. 395	XV	214
Dec. 5	Albania / Italy	Final Protocol.	Postal Agreement of Dec. 4, 1922	No. 394	XV	210
Nov. 11 / Dec. 18	Roumania / Sweden	Notes	Commercial relations	1923, Feb. 15 No. 383	XIV	354
Dec. 18/19	Netherlands / Roumania	Notes	Commercial relations	1923, Jan. 26 No. 373	XIV	192
		1923				
Feb. 22	Great Britain / Norway	Suppl. Agreement	Provl. Agreement of July 15, 1921. Air Navigation	1923, March 5 No. 389	XV	160
March 15	Great Britain, France, Italy, Japan and Poland	Decision	Eastern Frontiers of Poland	1923, March 31 No. 398	XV	260
June 11	Denmark	Adhesion	Protocol No. II of Oct. 4, 1922. Restoration of Austria	No. 335	XV	320
June 11	Netherlands	Adhesion	Protocol No. II of Oct. 4, 1922. Restoration of Austria	No. 335	XV	320
June 12	Belgium	Adhesion	Protocol No. I (Declaration) of Oct. 4, 1922. Restoration of Austria	No. 334	XV	320
June 12	Belgium.	Adhesion	Protocol No. II of Oct. 4, 1922. Restoration of Austria	No. 335	XV	322
June 23	Sweden	Adhesion	Protocol No. II of Oct. 4, 1922. Restoration of Austria	No. 335	XV	322

GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS

		Registration Date and No.	Vol.	Page.
1883, March 20.	Convention : Industrial Property	No. 7 *a*		
	Adhesions.			
	Canada : Sept. 1, 1923	1923, Sept. 2	XV	326
	See also : INDEXES Nos. 1 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1883, March 20.			
1886, May 15.	Agreement : Technical Unity of Railways	No. 26 *a*		
	Position of Hungary	1923, May 16	XV	332
	See also : INDEXES Nos. 1 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1886, May 15.			
1886, May 15.	Agreement : Sealing of Waggons having to pass through the Customs	No. 36 *a*		
	Position of Hungary	1923, May 16	XV	332-4, 338
	Adhesions.			
	Poland		XV	338
	See also : INDEXES Nos. 1 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1886, May 15.			
1890, Oct. 14.	Convention : Railway Goods Traffic.			
	Renewals.			
	France and Netherlands : July 26/Sept. 16, 1920	1922, Aug. 15 No. 312	XII	214
	Netherlands and Roumania : Jan. 4/Feb. 20, 1922	1922, Aug. 15 No. 313	XII	220
	See also : INDEXES Nos. 1, 2 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1890, Oct. 14.			
1891, April 14.	Agreement : International Registration of Trade Marks	No. 5 *a*		
	Adhesions.			
	Danzig : March 20, 1923	1923, Feb. 22	XV	324
	See also : INDEXES Nos. 1 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1891, April 14.			
1891, April 14.	Arrangement : Prevention of False Indications of Origin on Goods	No. 35 *a*		
	Adhesions.			
	Danzig : March 20, 1923	1923, Feb. 22	XV	324, 338
	See also : INDEX No. 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1891 , April 14.			
900, Dec. 14.	Addl. Act to Agreement of April 14, 1891 : International Registration of Trade Marks	No. 5 *a*		
	Adhesions.			
	Danzig : March 20, 1923	1923, Feb. 22	XV	324
	See also : INDEXES Nos. 1 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1900, Dec. 14.			
1900, Dec. 14.	Addl. Act to Industrial Property Convention of March 20, 1883	No. 7 *a*		
	Adhesions.			
	Canada : Sept. 1, 1923	1923, Sept. 2	XV	326
	See also : INDEXES Nos. 1 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1900, Dec. 14.			
1906, July 6.	Convention : Wounded in war	No. 23 *a*		
	Adhesions.			
	Equator : Dec. 7, 1922	1923, April 17	XV	326
	Afghanistan : April 4, 1923	1923, May 19	XV	328
	Latvia : April 8, 1923	1923, May 19	XV	328
	Position of Hungary	1923, May 16	XV	328
	See also : INDEX No. 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1906, July 6.			

GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS *(continued)*.

		Enregistrement Date et N°	Vol.	Page.
1906, Sept. 26.	Convention : Use of White (Yellow) Phosphorus for Matches..	No. 24 *a*		
	Adhesions.			
	Esthonia : Feb. 2, 1923	1923, Feb. 16	XV :	330
See also : INDEX No. 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1906, Sept. 26.				
1907, May 18.	Protocol : Technical Unity of Railways	No. 26 *a*		
	Position of Hungary	1923, May 16	XV :	332
See also : INDEXES Nos. 1 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1907, May 18.				
1907, May 18.	Protocol : Sealing of Waggons having to pass through the Customs..	No. 36 *a*		
	Position of Hungary	1923, May 16	XV :	332-4, 338
	Adhesions.			
	Poland		XV :	338
See also : INDEXES Nos. 1 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1907, May 18.				
1907, Oct. 18.	Convention : Adaptation of principles of Geneva Convention to Naval War	No. 40 *a*		
	Adhesions.			
	Latvia : March 24, 1922		XV :	340
1908, June 11.	Telegraph Convention	No. 39 *a*		
	Adhesions.			
	Latvia : Oct. 1, 1921	1923, July 21	XV :	340
1911, June 2.	Convention : International Registration of Trade Marks	No. 5 *a*		
	Adhesions.			
	Danzig : March 20, 1923	1923, Feb. 22	XV :	324
See also : INDEXES Nos. 1 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1891, April 14.				
1911, June 2.	Convention and Final Protocol : Industrial Property	No. 7 *a*		
	Adhesions.			
	Canada : Sept. 1, 1923	1923, Sept. 2	XV :	326
See also : INDEXES Nos. 1 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1911, June 2.				
1911, June 2.	Agreement : Prevention of False Indications of Origin on Goods	No. 35 *a*		
	Adhesions.			
	Danzig : March 20, 1923	1923, Feb. 22	XV :	324, 338
See also : INDEX No. 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1911, June 2.				
1912, Jan. 23.	Opium Convention	No. 222		
	Signatures and Ratifications : list		XV :	310
See also : INDEX No. 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1912, Jan. 23.				
1912, July 5.	Convention and Final Protocol : Radiotelegraphy ..	No. 13		
	Accessions.			
	Switzerland : Feb. 26, 1923	1923, April 9	XV :	282
	Cameroons (French Mandate) : March 7, 1923 ..			
See also : INDEXES Nos. 1 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, July 5.				
1912, Dec. 14.	Proces-Verbal : Technical Unity of Railways	No. 26 *a*		
	Position of Hungary	1923, May 16	XV :	332
See also : INDEX No. 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1912, Dec. 14.				

GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS *(continued)*.

		Registration Date and No.	Vol.	Page.
1920, Nov. 30.	Universal Postal Convention	No. 74		
	Ratifications.			
	List		XV	282-290

See also : INDEXES Nos. 1, 2 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

1920, Nov. 30.	Agreement : Letters, etc., Declared value	No. 75		
	Ratifications.			
	List		XV	292

See also : INDEXES Nos. 1, 2 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

1920, Nov. 30.	Agreement : Money Orders	No. 76		
	Ratifications.			
	List		XV	292

See also : INDEXES Nos. 1, 2 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

1920, Nov. 30.	Convention : Parcel Post	No. 77		
	Ratifications.			
	List		XV	292-4

See also : INDEXES Nos. 1, 2 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

1920, Nov. 30.	Agreement : Payment on Delivery	No. 78		
	Ratifications.			
	List		XV	294

See also : INDEXES Nos. 1, 2 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

1920, Nov. 30.	Agreement : Postal Subscriptions to Newspapers, etc.	No. 79		
	Ratifications.			
	List		XV	294
	Adhesions.			
	Esthonia : Feb. 1, 1923		XV	294

See also : INDEXES Nos. 1, 2 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

1920, Nov. 30.	Agreement : Postal Cheques	No. 80		
	Ratifications.			
	List		XV	296

See also : INDEXES Nos. 1, 2 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.

1920, Dec. 13.	Statute : Permanent Court of International Justice	No. 170		
	Protocole of Signature : Dec. 16, 1921			
	Signature.			
	Hungary : Aug. 1, 1923		XV	304
	Ratification.			
	Esthonia : May 2, 1923		XV	304
	Optional Clause.			
	Latvia : Sept. 11, 1923		XV	304
	Ratification.			
	Esthonia : May 2, 1923		XV	304

See also : INDEXES Nos. 2 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Dec. 13.

1921, April 20.	Convention and Stature : Freedom of Transit	No. 171		
	Ratifications : list		XV	304
	Accessions.			
	Malay States (Federated and unfederated) : Aug. 22, 1923		XV	306

See also : INDEXES Nos. 2 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.

GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS *(continued)*.

		Registration Date and No.	Vol.	Page.
1921, April 20.	Convention and Statute : Regime of Navigable Waterways of International Concern	No. 172		
	Ratifications : list		XV	306
	Adhesions.			
	Columbia : April 7, 1923		XV	306
	Roumania : June 19, 1923		XV	306
	Accessions.			
	Malay States (Federated and unfederated)		XV	306
See also : INDEXES Nos. 2 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.				
1921, April 20.	Addl. Protocol to Convention of April 20, 1921, on Regime of Navigable Waterways of International Concern	No. 173		
	Ratifications : list		XV	308
	Adhesions.			
	Austria : April 7, 1923		XV	308
	Accessions.			
	Malay States (Federated and unfederated)		XV	308
See also : INDEXES Nos. 2 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.				
1921, April 20.	Declaration : Right to a Flag of States having no Seacoast	No. 174		
	Entry into Force as regards Netherlands		XV	308
	Ratification by Norway		XV	308
	Adhesions.			
	Roumania : Feb. 22, 1923		XV	308
See also : INDEXES Nos. 2 and 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.				
1921, Sept. 30.	Convention : Traffic in Women and Children	No. 269		
	Ratifications.			
	List		XV	310
	Adhesions.			
	Denmark : March 12, 1923		XV	310
See also : INDEX No. 3 : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, Sept. 30.				
1922, July 5.	Arrangement : Identity Certificates for Russian Refugees	1922, Nov. 16 No. 355	XIII	238
	Adhesions : lists		XIII XV	242 322

ALPHABETICAL INDEX (Countries and Subjects).

Aaland Islands.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
1921, Oct. 20 ..	Germany, Denmark, Esthonia, etc.	Convention. Non-fortification and neutralisation of Aaland Islands..	No. 255		
		Ratification. Esthonia		XV	310

See also : INDEX No. 3 : 1921, Oct. 20.

Abyssinia.

See : ETHIOPIA.

Accident Compensation.

See : INSURANCE.

Aerial Navigation.

1920, Oct. 20 ..	Great Britain, France	Provl. Agreement. Air Navigation. Notes dated Dec. 7, 1921, and Jan. 30, 1922, concerning amendment to Art. 12 of this Agreement	1922, Oct. 5 No. 341	XII	450

See also : INDEX No. 1 : 1920, Oct. 20.

1921, June 13..	Belgium, Switzerland	Provl. Convention. Air Traffic.. ..	1922, Sept. 13 No. 321	XII	296
1922, Dec. 7'21 / Jan. 30'22	Great Britain, France	Notes. Amendment to Art. 12 of Provl. Air Navigation Agreement of Oct. 20, 1920	1922, Oct. 5 No. 341	XII	450
1922, July 8 ..	Belgium, Netherlands	Provl. Agreement. Air Navigation..	1922, Dec. 6 No. 358	XIII	274
1922, Nov. 7 ..	Denmark, Sweden	Convention. Air Navigation	1923, Jan. 19 No. 370	XIV	96
1923, Feb. 22 ..	Great Britain, Norway	Suppl. Agreement to Provl. Agreement of July 15, 1921. Air Navigation	1923, March 5 No. 389	XV	160

Afghanistan.

Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—

1921, Nov. 22..	Great Britain	Treaty. Neighbourly relations	1923, Jan. 13 No. 367	XIV	66

Air Navigation.

See : AERIAL NAVIGATION.

Albania.

Treaties, etc., concerning :

1921, Nov. 9 ..	Great Britain, France, Italy, Japan	Declaration. Albania	1922, Oct. 2 No. 333	XII	382

Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—

1922, Dec. 4 ..	Italy	Postal Agreement.	1923, March 23 No. 394	XV	204
		Final Protocol : Dec. 5, 1922		XV	210

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

				Registration Date and No.	Vol.	Page.
Albania *(continued)*.						
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—						
1922, Dec. 4	Italy	Telegraphic Convention		1923, March 23 No. 395	XV	214
1922, Dec. 5	Italy	Final Protocol. Postal Agreement of Dec. 4, 1922		No. 394	XV	210
Alcohol.						
See : LIQUOR TRAFFIC.						
Alliance.						
1922, Aug. 31	Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of the Czechoslovakia	Treaty. Alliance		1922, Nov. 16 No. 354	XIII	232
America, United States of.						
See : UNITED STATES OF AMERICA.						
Amity.						
See : PEACE AND AMITY, COMMERCE AND NAVIGATION.						
Arbitration.						
1917, July 18	Peru Uruguay	Treaty. Compulsory Arbitration.		1923, Feb. 20 No. 384	XIV	360
1921, June 30	U. S. A. Norway	Arbitration Convention. Claims of Norwegian Shipowners against U. S. A.		1923, Jan. 8 No. 365	XIV	20
1921, Dec. 3	Germany Switzerland	Arbitration and Conciliation Treaty and Protocol		1922, Sept. 13 No. 320	XII	272
1922, May 1	Great Britain Denmark	Convention renewing Arbitration Convention of Oct. 25, 1905, renewed by Conventions of March 3, 1911, and May 3, 1916		1922, Aug. 10 No. 301	XII	12
1922, May 1	Great Britain Iceland	Convention renewing Arbitration Convention of Oct. 25, 1905, renewed by Conventions of March 3, 1911 and May 3, 1916		1922, Aug. 10 No. 302	XII	16
Argentine.						
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—						
1918, April 11	Uruguay	Convention. Triangulation of zone of River Uruguay		1923, Feb. 20 No. 385	XIV	368
1920, March 26	Italy	Convention. Workmen's accident compensation		1923, April 10 No. 400	XV	272
Austria.						
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—						
1920, Aug. 27 / Oct. 2	Great Britain	Agreement. Enemy Debts. (Section 3 and Annex thereto of Part X of Peace Treaty of St-Germain. of Sept. 10, 1919.)		1922, Oct. 5 No. 337	XII	414
1921, May 4	Czechoslovakia	Commercial Agreement		1923, Feb. 27 No. 388	XV	14
1922, Feb. 18	Czechoslovakia	Treaty. Taxation		1923, Jan. 22 No. 371	XIV	130

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Austria *(continued)*.					
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—					
1922, Oct. 4	Great Britain, France, Italy, Czechoslovakia	Protocol No. I (Declaration). Restoration of Austria.	1922, Oct. 4 No. 334	XII	386
		Adhesions.			
		Spain : Nov. 3, 1922		XII	388
		Belgium : June 12, 1923		XV	320
1922, Oct. 4	Great Britain, France, Italy, Czechoslovakia	Protocol. No. II, Annexes and Explanatory Note. Restoration of Austria.	1922, Oct. 4 No. 335	XII	392
		Adhesions.			
		Spain : Nov. 3, 1922		XII	396
		Netherlands : June 11, 1923		XV	320
		Denmark : June 11, 1923		XV	320
		Belgium : June 12, 1923		XV	322
		Sweden : June 23, 1923		XV	322
1922, Oct. 4	Austria	Protocol No. III (Declaration). Restoration of Austria	1922, Oct. 4 No. 336	XII	406
Bags, Diplomatic.					
See : DIPLOMATIC BAGS.					
Belgium.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1890, Dec. 27	France, Netherlands	Telegraph Convention	No. 41 *a*		
		Abrogation : Aug. 1, 1920	1923, Aug. 27	XV	340
1920, April 23	Germany	Transfer of judicial proceedings in the Districts of Eupen and Malmedy	1922, Aug. 12 No. 305	XII	30
1920, July 9	Germany	Convention. Execution of Art. 312 of Treaty of Versailles, June 28, 1919. (Insurance.)	1922, Aug. 12 No. 307	XII	47
		Notes dated Dec. 4, 1920, from German and Belgian Governments		XII	46
1921, Feb. 14	France	Convention. Pensions for Miners	1922, Aug. 29 No. 317	XII	246
1921, Feb. 25	Germany, Great Britain, France, Italy, Netherlands, Switzerland	Suppl. Provision to Police Regulations of Sept. 14, 1912. Navigation of the Rhine.	1922, Sept. 15 No. 327	XII	356
		Ratification of and application to Rhine, Wahal and Lek : Netherlands Decree of Oct. 6, 1921		XII	356
1921, May 5	France, Great Britain, Italy, Japan	Protocol. Modifying Annex II to Part VIII of Treaty of Versailles, June 28, 1919. Reparations Commission	1922, Oct. 5 No. 338	XII	420
1921, Oct. 15	Netherlands	Postal Convention	1922, Aug. 29 No. 315	XII	234
1921, Dec. 16	Germany, Great Britain, France, Italy, Netherlands, Switzerland	Police Regulations. Carrying of drinking water on vessels and rafts on Rhine	1922, Oct. 9 No. 347	XIII	54

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Belgium *(continued)*.					
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—					
1921, Dec. 27	Luxemburg.	Telegraphic Agreement.	1922, Aug. 29 No. 318	XII	254
1922, Dec. 27'21 / March 30'22	U. S. A.	Addl. Agreement to Convention of Nov. 19, 1904. Parcel Post	1922, Aug. 29 No. 319	XII	260
1922, June 13	Switzerland	Provl. Convention. Air Traffic	1922, Sept. 13 No. 321	XII	296
1922, July 8	Netherlands	Provl. Agreement. Air Navigation	1922, Dec. 6 No. 358	XIII	274
1922, Oct. 4	Great Britain, France, Italy, Czechoslovakia and Austria	Protocol No. I (Declaration). Restoration of Austria.	1922, Oct. 4 No. 334	XII	386
		Adhesions.			
		Spain : Nov. 3, 1922		XII	388
		Belgium : June 12, 1923		XV	320
1922, Oct. 4	Great Britain, France, Italy, Czechoslovakia and Austria	Protocol No. II, Annexes and Explanatory Note. Restoration of Austria.	1922, Oct. 4 No. 335	XII	392
		Adhesions.			
		Spain : Nov. 3, 1922		XII	396
		Netherlands : June 11, 1923		XV	320
		Denmark : June 11, 1923		XV	320
		Belgium : June 12, 1923		XV	322
		Sweden : June 23, 1923		XV	322
1923, June 12	Belgium	Adhesion to Protocol No. I (Declaration) of Oct. 4, 1922. Restoration of Austria	No. 334	XV	320
1923, June 12	Belgium	Adhesion to Protocol No. II of Oct. 4, 1922. Restoration of Austria	No. 335	XV	322
Boundaries.					
1918, April 11	Argentine / Uruguay	Convention. Triangulation of zone of River Uruguay	1923, Feb. 20 No. 385	XIV	368
1920, Dec. 16/17	Great Britain, France, Italy, Japan and Germany	Notes. Saar Basin frontier	1922, Aug. 12 No. 306	XII	40
1923, March 15	Great Britain, France, Italy, Japan and Poland	Decision. Eastern Frontiers of Poland	1923, March 31 No. 398	XV	260
British Empire.					
See : GREAT BRITAIN.					
Bulgaria.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1922, Aug. 5,'21- / July 11,'22	Denmark	Notes. Most favoured nation treatment. Merchandise and navigation	1922, Aug. 22 No. 314	XII	226

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Cables.					
See : TELEGRAPHS AND TELEPHONES.					
Canada.					
Treaties, etc., concerning :					
1921, March 16.	Great Britain .. Russia (Soviet) .	Commercial Agreement. Notes dated July 3, 1922, concerning application of this Agreement to Canada	1922, Oct. 5 No. 345	XIII	38
See also : INDEX No. 2 : 1921, March 16.					
1921, Oct. 21 ..	U. S. A. Great Britain	Convention. Accession of Canada to Real and Personal Property Convention of March 2, 1899	1922, Oct. 5 No. 339	XII	426
1922, July 3 ..	Great Britain Russia	Notes. Application to Canada of Anglo-Russian Trade Agreement of March 16, 1921	1922, Oct. 5 No. 345	XIII	38
See also : GREAT BRITAIN.					
Central Commission for Navigation on the Rhine.					
See : RHINE COMMISSION (CENTRAL COMMISSION FOR NAVIGATION ON THE RHINE).					
China.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1921, Sept. 26 .	Mexico.	Notes. Provl. modification of Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of Dec. 14, 1899. Immigration of labourers	1922, Nov. 13 No. 352	XIII	202
1922, March 28.	Japan	Agreement. Withdrawal of Japanese Troops. Tsingtao-Tsinanfu Railway	1922, Nov. 13 No. 353	XIII	218
Claims.					
See : DEBTS.					
Coal.					
1920, July 9 ..	Germany Switzerland	Coal Agreement	1922, Aug. 12 No. 304	XII	26
Cocaine.					
See : OPIUM.					
Commerce.					
1920, March 15.	Germany Switzerland	Notes prolonging Customs and Commerce Treaty of Dec. 10, 1891 (Text of Nov. 12, 1904)	1922, Aug. 12 No. 303	XII	20
1920, July 20 .	Great Britain Esthonia	Agreement. Commercial relations. Withdrawal of Nyasaland Protectorate : Notes dated May 12 and 22, 1922	1922, Oct. 5 No. 344	XIII	34
See also : INDEX No. 1 : 1920, July 20.					
1921, March 16.	Great Britain Russia (Soviet)	Commercial Agreement. Notes dated July 3, 1922, concerning application of this Agreement to Canada	1922, Oct. 5 No. 345	XIII	38
See also : INDEX No. 2 : 1921, March 16.					

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Commerce *(continued)*.					
1921, April 23	Roumania / Czechoslovakia	Commercial Convention	1923, March 28 No. 397	XV	236
1921, May 4 ..	Austria / Czechoslovakia	Commercial Agreement.	1923, Feb. 27 No. 388	XV	14
1922, Feb. 18 .	Ethiopia / Greece	Commercial Treaty	1923, April 9 No. 399	XV	268
1922, May 6 ..	Great Britain / Lithuania	Agreement. Commercial Relations..	1922, Oct. 5 No. 343	XIII	26
1922, May 12/22	Great Britain / Esthonia	Notes. Withdrawal of Nyasaland Protectorate from Anglo-Esthonian Commercial Agreement of July 20, 1920	1922, Oct. 5 No. 344	XIII	34
1922, June 26..	Poland / Switzerland	Commercial Convention and Protocol.	1922, Sept. 13 No. 322	XII	306
1922, July 3 ..	Great Britain / Russia (Soviet)	Notes. Application to Canada of Anglo-Russian Trade Agreement of March 16, 1921	1922, Oct. 5 No. 345	XIII	38
1922, Aug. 5'21-July 11'22	Bulgaria / Denmark	Notes. Most favoured nation treatment. Merchandise and navigation.	1922, Aug. 22 No. 314	XII	226
1922, Nov. 11 / Dec. 18	Roumania / Sweden	Notes. Commercial relations	1923, Feb. 15 No. 383	XIV	354
1922, Dec. 18/19	Netherlands / Roumania	Notes. Commercial relations	1923, Jan. 26 No. 373	XIV	192

See also : COMMERCE AND NAVIGATION.
: MERCHANDISE MARKS.
: TRADE MARKS.

Commerce and Navigation.

1921, Oct. 9 ..	Esthonia / Finland	Treaty. Commerce and Navigation..	1922, Nov. 4 No. 348	XIII	60

See also : AERIAL NAVIGATION.
: COMMERCE.
: PEACE AND AMITY, COMMERCE AND NAVIGATION.
: SHIPS, SHIPPING.

Communications.

See : NAVIGABLE WATERWAYS.
: RAILWAYS.
: TRANSIT AND COMMUNICATIONS.

Compensation, Workmen's Accident.

See : INSURANCE.

Conciliation.

See : ARBITRATION.

Consuls, Consulates.

1913, Dec. 31 .	Cuba / Netherlands	Convention. Cuban Consular officials in Netherlands colonies	1923, Jan. 9 No. 366	XIV	30

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Court of International Justice, Permanent.					
1920, Dec. 13		Statute : Permanent Court of International Justice. *See :* GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Dec. 13.			
Cuba.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1913, Dec. 31	Netherlands	Convention. Cuban Consular officials in Netherlands colonies	1923, Jan. 9 No. 366	XIV	30
Customs.					
1920, March 15	Germany Switzerland	Notes prolonging Customs and Commerce Treaty of Dec. 10, 1891 (Text of Nov. 12, 1904)	1922, Aug. 12 No. 303	XII	20
Czechoslovakia.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1921, April 23	Roumania	Commercial Convention	1923, March 28 No. 397	XV	236
1921, May 4	Austria	Commercial Agreement	1923, Feb. 27 No. 388	XV	14
1922, April 11'21-Jan. 16'22	Denmark	Notes. Exemption of nationals of both countries from giving security for cost	1923, Jan. 30 No. 378	XIV	268
1922, Feb. 18	Austria	Treaty. Taxation	1923, Jan. 22 No. 371	XIV	130
1922, Aug. 31	Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Treaty. Alliance	1922, Nov. 16 No. 354	XIII	232
1922, Oct. 4	Great Britain France Italy and Austria	Protocol No. I (Declaration). Restoration of Austria	1922, Oct. 4 No. 334	XII	386
		Adhesions. Spain : Nov. 3, 1922		XII	388
		Belgium : June 12, 1923		XV	320
1922, Oct. 4	Great Britain France Italy and Austria	Protocol No. II, Annexes and Explanatory Note. Restoration of Austria	1922, Oct. 4. No. 335	XII	392
		Adhesions. Spain : Nov. 3, 1922		XII	396
		Netherlands : June 11, 1923		XV	320
		Denmark : June 11, 1923		XV	320
		Belgium : June 12, 1923		XV	322
		Sweden : June 23, 1923		XV	322
Danzig, Free City of					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1921, April 21	Germany Poland Poland, on behalf of Danzig	Convention and Protocol. Transit between East Prussia and rest of Germany	1922, Aug. 12 No. 308	XII	62
Debts.					
1920, Aug. 27 / Oct. 2	Austria Great Britain	Agreement. Enemy Debts (Section 3 and Annex thereto of Part X of Peace Treaty of St. Germain of Sept. 10, 1919)	1922, Oct. 5 No. 337	XII	414
1921, Jan. 31	France Hungary	Convention. Settlement of Hungarian debts to French nationals as provided for by Art. 231 of Treaty of Trianon of June 4, 1920	1923, March 23 No. 396	XV	222

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

Denmark.			Registration Date and No.	Vol. Page.
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1883, Dec. 14/31	Great Britain ..	Suppl. Convention concerning Iceland to Anglo-Danish Agreement of April 22/May 16, 1871. Money Orders. Abrogation : Notes dated Sept. 28 and Dec. 12, 1921	1922, Sept. 14 No. 326	XII : 352
1920, Jan. 18 ..	Norway Sweden	Agreement modifying Convention of Dec. 15, 1919. Postal Communications	1922, Sept. 14 No. 323	XII : 322
1920, Jan. 14/26	Sweden	Agreement. Ferry-boat communication between Elsinore and Helsingborg	1923, Jan. 30 No. 379	XIV : 274
1920, June 19/26	Iceland	Suppl. Convention to Convention of Oct. 28/Nov. 28, 1919. Postal Communications	1922, Sept. 14 No. 324	XII : 340
1920, Dec. 30'19 / Aug. 30'20	Germany	Telegraphic Convention	1923, Jan. 30 No. 377	XIV : 258
1920, Dec. 16/23	Sweden	Convention. Telegraphs and Telephones	1923, Jan. 27 No. 374	XIV : 196
		Amendments : June 6/8, 1921.		XIV : 216
1920, Dec. 16-29	Norway Sweden	Radiotelegraph Agreement. Exceptions to Art. XXXV of Service Regulations of Int. Radiotelegraph Convention	1922, Dec. 8 No. 359	XIII : 282
1920, Dec. 16-29	Norway Sweden	Agreement. Telegraphs and Telephones	1922, Dec. 8 No. 360	XIII : 290
1920, Dec. 23/29	Norway	Convention. Telegraphs and Telephones	1922, Dec. 8 No. 362	XIII : 358
1921, Sept. 28'18 / Jan. 21'21	Great Britain ..	Agreement. Wrecks.. .. .. .. Notes dated Nov. 23, 1922	No. 125 1923, Jan. 13	XV : 298
See also : INDEX No. 2 : 1921, Sept. 28'18 / Jan. 21'21				
1921, June 6/8	Sweden	Amendments to Convention of Dec. 16/23, 1920. Telegraphs and Telephones	No. 374	XIV : 216
1921, July 21 / June 8/Aug. 1	Norway	Modifications. Convention of Dec. 23/29, 1920. Telegraphs and Telephones	1922, Dec. 8 No. 362	XIII : 374
1921, Aug. 8/27	Iceland	Suppl. Convention to Convention of Oct. 28/Nov. 28, 1919, and Addl. Convention of June 19/26, 1920. Postal Communications	1922, Sept. 14 No. 325	XII : 346
1921, Oct. 20 ..	Germany Esthonia Finland, etc.	Convention. Non-fortification and neutralisation of Aaland Islands. Ratification. Esthonia	No. 255	XV : 310
See also : INDEX No. 3 : 1921, Oct. 20.				

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol. Page.
Denmark *(continued)*.				
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—				
1921, Sept. 28 / Dec. 12	Great Britain	Notes. Abrogation of Suppl. Convention of Dec. 14/31, 1883 concerning Iceland, to Anglo-Danish Agreement of April 22/May 16, 1871. Money Orders	1922, Sept. 14 No. 326	XII : 352
1922, April 11'21-Jan. 16'22	Czechoslovakia	Notes. Exemption of nationals of both countries from giving security for cost	1923, Jan. 30 No. 378	XIV : 268
1922, March 8'21 / April 7'22	Esthonia	Notes. Tonnage Measurement Certificates	1923, Jan. 27 No. 375	XIV : 244
1922, April 10	Germany	Treaty. Northern Sleswig Notes dated April 10, 1922	No. 274 1923, March 6	XV : 312
See also : INDEX No. 3 : 1922, April 10.				
1922, May 1	Great Britain	Convention renewing. Arbitration Convention of Oct. 25, 1905 renewed by Conventions of March 3, 1911 and May 3, 1916	1922, Aug. 10 No. 301	XII : 12
1922, May 17-22	Japan	Notes. Tonnage Measurement Certificates	1923, Jan. 27 No. 376	XIV : 248
1922, May 19/22	Finland	Postal Agreement and Regulations. Presentation for Registration	No. 270	XV : 312
See also : INDEX No. 3 : 1922, May 19/22.				
1922, Aug. 5'21-July 11'22	Bulgaria	Notes. Most favoured nation treatment. Merchandise and navigation.	1922, Aug. 22 No. 314	XII : 226
1922, March 29-Aug. 18	Norway Sweden	Addl. Regulation to Agreement of Dec. 16-29, 1920. Telegraphs and telephones	1922, Dec. 8 No. 360	XIII : 300
1922, Oct. 4	Great Britain, France, Italy, Czechoslovakia and Austria	Protocol No. II, Annexes and Explanatory Note. Restoration of Austria.	1922, Oct. 4 No. 335	XII : 392
		Adhesions.		
		Spain : Nov. 3, 1922		XII : 396
		Netherlands : June 11, 1923		XV : 320
		Denmark : June 11, 1923		XV : 320
		Belgium : June 12, 1923		XV : 322
		Sweden : June 23, 1923		XV : 322
1922, Oct. 9	Iceland	Declaration. Assistance to necessitous Seamen	1923, Jan. 2 No. 364	XIV : 14
1922, Nov. 7	Sweden	Convention. Air Navigation	1923, Jan. 19 No. 370	XIV : 96
1922, Nov. 23	Great Britain	Notes. Agreement of Sept. 28'18/Jan. 21'21. Wrecks	1923, Jan. 13 (No. 125)	XV : 298
1923, June 11	Denmark	Adhesion to Protocol No. II of Oct. 4, 1922. Restoration of Austria	No. 335	XV : 320
Diplomatic Bags.				
1922, May 13/17	Great Britain Mexico	Notes. Diplomatic Bags	1923, Jan. 13 No. 368	XIV : 84

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol. Page.
East India, Netherlands.				
1922, May 26 / June 2	Great Britain / Netherlands	Agreement. Exchange of Postal Parcels between Straits Settlements and Netherlands East India.	1922, Dec. 6 No. 357	XIII : 264
		Revised Art. 4, dated Oct. 20/ Nov. 14, 1922	1923, July 4	XV : 322
1922, Oct. 20 / Nov. 14	Great Britain / Netherlands	Revised Art. 4 of Agreement of May 26/June 2, 1922. Exchange of Postal Parcels between Straits Settlements and Netherlands East India	1923, July 4 (No. 357)	XV : 322
East Prussia.				
1921, April 21	Germany / Poland / Poland on behalf of Danzig	Convention and Protocol. Transit between East Prussia and rest of Germany	1922, Aug. 12 No. 308	XII : 62
Emigration.				
1921, Sept. 26	China / Mexico	Notes. Provl. modification of Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of Dec. 14, 1899. Immigration of labourers	1922, Nov. 13 No. 352	XIII : 202
Esthonia.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1920, July 20 .	Great Britain ..	Agreement. Commercial relations. Withdrawal of Nyasaland Protectorate : Notes dated May 12 and 22, 1922..	1922, Oct. 5 No. 344	XIII : 34
See also : INDEX No. 1 : 1920, July 20.				
1921, Oct. 20 ..	Germany / Denmark / Finland, etc.	Convention. Non-fortification and neutralisation of Aaland Islands. Ratification. Esthonia	No. 255	XV : 310
See also : INDEX No. 3 : 1921, Oct. 20.				
1921, Oct. 29 ..	Finland	Treaty. Commerce and Navigation..	1922, Nov. 4 No. 348	XIII : 60
1921, Oct. 29 ..	Finland	Agreement. Sub-marine Cables. Rights of ownership.	1922, Nov. 4 No. 349	XIII : 160
1921, Oct. 29 ..	Finland	Agreement. Sub-marine Cables. Upkeep and use. Telegraphic and telephonic communication	1922, Nov. 4 No. 350	XIII : 168
1922, March 8'21 / April 7'22	Denmark	Notes. Tonnage Measurement Certificates	1923, Jan. 27 No. 375	XIV : 244
1922, May 12/22	Great Britain ..	Notes. Withdrawal of Nyasaland Protectorate from Anglo-Esthonian Commercial Agreement of July 20, 1920	1922, Oct. 5 No. 344	XIII : 34
Ethiopia.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1922, Feb. 18 .	Greece	Commercial Treaty	1923, April 9 No. 399	XV : 268

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol. Page.
Eupen and Malmedy.				
1920, April 23	Germany / Belgium	Convention. Transfer of judicial proceedings in the Districts of Eupen and Malmedy	1922, Aug. 12 No. 305	XII : 30
Extradition.				
1922, May 15 ..	U. S. A. / Great Britain	Suppl. Extradition Convention.. ..	1923, Jan. 13 No. 369	XIV : 90
False Indications.				
See : MERCHANDISE MARKS.				
Ferry-Boat Communication between Elsinore and Helsingborg.				
See : TRANSIT AND COMMUNICATIONS.				
Finland.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1921, Sept. 19 .	Norway / Russia (Soviet)	Special Agreement. Telegraphs.. ..	1923, March 17 No. 392	XV : 192
1921, Oct. 20 ..	Germany / Denmark / Esthonia, etc.	Convention. Non-fortification and neutralisation of Aaland Islands. Ratification. Esthonia	No. 255	XV : 310
See also : INDEX No. 3 : 1921, Oct. 20.				
1921, Oct. 29 ..	Esthonia	Treaty. Commerce and Navigation..	1922, Nov. 4 No. 348	XIII : 60
1921, Oct. 29 ..	Esthonia	Agreement. Sub-marine Cables. Rights of ownership	1922, Nov. 4 No. 349	XIII : 160
1921, Oct. 29 ..	Esthonia	Agreement. Sub-marine Cables. Upkeep and use. Telegraphic and telephonic communication	1922, Nov. 4 No. 350	XIII : 168
1922, March 3..	Norway	Convention. Reindeer	1923, Jan. 22 No. 372	XIV : 158
1922, May 19/22	Denmark	Postal Agreement and Regulations Presentation for Registration.	No. 270	XV : 312
See also : INDEX No. 3 : 1922, May 19/22.				
1922, May 19/22	Sweden	Postal Agreement and Regulations..	1923, Jan. 30 No. 381	XIV : 298
1922, May 19/23	Norway	Postal Agreement and Regulations..	1923, Jan. 31 No. 382	XIV : 324
1922, Jan. 12 / July 21	U. S. A.	Convention. Parcel Post	1922, Dec. 4 No. 356	XIII : 244
1922, Sept. 7 ..	Norway	Agreement. Wireless Press Service ..	1922, Sept. 16 No. 328	XII : 358
Flags.				
1921, April 20 .	Declaration recognising Right to a Flag of States having no Seacoast.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.				
France.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1890, Dec. 27 .	Belgium / Netherlands	Telegraph Convention .. .. .. Abrogation : Aug. 1, 1920 ..	No. 41 *a* 1923, Aug. 27	XV : 340
1914, June 11..	Switzerland ..	Declaration and Notes. Relations between Switzerland and French zone of Sherifian Empire.	1922, Sept. 19 No. 329	XII : 362

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

France *(continued)*. Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—			Registration Date and No.	Vol. Page.
1919, Dec. 9 ..	U. S. A. / Great Britan / Italy / Japan / and / Roumania	Treaty. Minorities. General Relations. Ratifications. Roumania : Sept. 4, 1920	No. 140 / 1923, June 2	XV : 300
See also : INDEX No. 2 : 1919, Dec. 9.				
1920, July 26 / Sept. 16	Netherlands ..	Notes renewing International Convention of Oct. 14, 1890 and relevant Acts. Railway goods traffic	1922, Aug. 15 No. 312	XII : 214
1920, Oct. 20 ..	Great Britain ..	Provl. Agreement. Air Navigation. Notes dated Dec. 7, 1921 and Jan. 30, 1922 concerning amendment to Art. 12 of this Agreement	1922, Oct. 5 No. 341	XII : 450
See also : INDEX No. 1 : 1920, Oct. 20.				
1920, Dec. 16/17	Great Britain / Italy / Japan / and / Germany	Notes. Saar Basin frontier	1922, Aug. 12 No. 306	XII : 40
1921, Jan. 31 ..	Hungary	Convention. Settlement of Hungarian debts to French nationals as provided for by Art. 231 of Treaty of Trianon of June 4, 1920	1923, March 23 No. 396	XV : 222
1921, Feb. 14 .	Belgium	Convention. Pensions for Miners ..	1922, Aug. 29 No. 317	XII : 246
1921, Feb. 25 ..	Germany / Belgium / Great Britain / Italy / Netherlands / Switzerland	Suppl. Provision to Police Regulations of Sept. 14, 1912. Navigation of the Rhine	1922, Sept. 15 No. 327	XII : 356
		Ratification of and application to Rhine, Wahal and Lek : Netherlands Decree of Oct. 6, 1921		XII : 356
1921, April 23	Norway	Convention. Wines and spirits.. ..	1923, Feb. 21 No. 386	XIV : 376
1921, May 5 ..	Belgium / Great Britain / Italy / Japan	Protocol modifying Annex II to Part VIII of Treaty of Versailles, June 28, 1919. Reparations Commission	1922, Oct. 5 No. 338	XII : 420
1921, Oct. 20 ..	Germany / Denmark / Esthonia, / etc.	Convention. Non-fortification and neutralisation of Aaland Islands Ratification. Esthonia	No. 255	XV : 310
See also : INDEX No. 3 : 1921, Oct. 20.				
1921, Nov. 9 ..	Great Britain / Italy / Japan	Declaration. Albania	1922, Oct. 2 No. 333	XII : 382
1921, Oct. 31- Nov. 12	Great Britain / Italy / and / Hungary	Notes. Hapsburg dynasty	1923, Feb. 24 No. 387	XIV : 386

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
France *(continued)*.					
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—					
1921, Dec. 16	Germany, Belgium, Great Britain, Italy, Netherlands, Switzerland	Police Regulations. Carrying of drinking water on vessels and rafts on Rhine	1922, Oct. 9 No. 347	XIII	54
1922, Jan. 18/24	Switzerland	Agreement. Telephone charges	1922, Sept. 19 No. 331	XII	372
1922, Dec. 7' 21 / Jan. 30' 22	Great Britain	Notes. Amendment to Art. 12 of Provl. Air Navigation Agreement of Oct. 20, 1920.	1922, Oct. 5 No. 341	XII	450
1922, March 20	Switzerland	Convention. Liquor Traffic	1922, Sept. 19 No. 332	XII	378
1922, Oct. 4	Great Britain, Italy, Czechoslovakia and Austria	Protocol No. I (Declaration). Restoration of Austria.	1922, Oct. 4 No. 334	XII	386
		Adhesions.			
		Spain : Nov. 3, 1922		XII	388
		Belgium : June 12, 1923		XV	320
1922, Oct. 4	Great Britain, Italy, Czechoslovakia and Austria	Protocol No. II, Annexes and Explanatory Note. Restoration of Austria	1922, Oct. 4 No. 335	XII	392
		Adhesions.			
		Spain : Nov. 3, 1922		XII	396
		Netherlands : June 11, 1923		XV	320
		Denmark : June 11, 1923		XV	320
		Belgium : June 12, 1923		XV	322
		Sweden : June 23, 1923		XV	322
1923, March 15	Great Britain, Italy, Japan and Poland	Decision. Eastern Frontiers of Poland	1923, March 31 No. 398	XV	260

Friendship.

See : PEACE AND AMITY, COMMERCE AND NAVIGATION.

Frontiers.

See : BOUNDARIES.

General International Agreements.

See the separate Index of GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS.

Geneva Convention.

See : WOUNDED IN WAR.

Germany.

Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
1918, Aug. 29	Netherlands	Treaty. Raising of former Mouth of Old Rhine near Lobith	1922, Oct. 9 No. 346	XIII	42
1920, March 15.	Switzerland	Notes prolonging Customs and Commerce Treaty of Dec. 10, 1891. (Text of Nov. 12, 1904.)	1922, Aug. 12 No. 303	XII	20
1920, April 23	Belgium	Transfer of judicial proceedings in the Districts of Eupen and Malmedy	1922, Aug. 12 No. 305	XII	30

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

Germany *(continued)*. Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—			Registration Date and No.	Vol.	Page.
1920, July 9	Switzerland	Coal Agreement	1922, Aug. 12 No. 304	XII	26
1920, July 9	Belgium	Convention. Execution of Art. 312 of Treaty of Versailles, June 28, 1919. (Insurance.)	1922, Aug. 12 No. 307	XII	47
		Notes dated Dec. 4, 1920, from German and Belgian Governments		XII	46
1920, Dec. 30'19 / Aug. 30'20	Denmark	Telegraphic Convention	1923, Jan. 30 No. 377	XIV	258
1920, Dec. 16/17	Great Britain, France, Italy, Japan	Notes. Saar Basin frontier	1922, Aug. 12 No. 306	XII	40
1921, Feb. 25	Belgium, Great Britain, France, Italy, Netherlands, Switzerland	Suppl. Provision to Police Regulations of Sept. 14, 1912. Navigation of the Rhine.	1922, Sept. 15 No. 327	XII	356
		Ratification of and application to Rhine, Wahal and Lek : Netherlands Decree of Oct. 6, 1921		XII	356
1921, April 21	Poland / Poland on behalf of Danzig	Convention and Protocol. Transit between East Prussia and rest of Germany	1922, Aug. 12 No. 308	XII	62
1921, May 6	Russia (Soviet)	Suppl. Agreement to Agreement of April 19, 1920. Repatriation of prisoners of war and interned civilians	1922, Aug. 12 No. 309	XII	178
1921, July 5	Netherlands	Addl. Protocol to Treaty of Aug. 29, 1918. Raising of former Mouth of Old Rhine near Lobith	1922, Oct. 9 No. 346	XIII	44
1921, Aug. 25	U. S. A.	Peace Treaty	1922, Aug. 12 No. 310	XII	192
1921, Oct. 20	Denmark, Esthonia, Finland, etc.	Convention. Non-fortification and neutralisation of Aalands Islands. Ratification.	No. 255		
		Esthonia		XV	310
See also : INDEX No. 3 : 1921, Oct. 20.					
1921, Dec. 3	Switzerland	Arbitration and Conciliation Treaty and Protocol	1922, Sept. 13 No. 320	XII	272
1921, Dec. 16	Belgium, Great Britain, France, Italy, Netherlands, Switzerland	Police Regulations. Carrying of drinking water on vessels and rafts on Rhine	1922, Oct. 9 No. 347	XIII	54
1922, April 10	Denmark	Treaty. Northern Sleswig	No. 274		
		Notes dated April 10, 1922	1923, March 6	XV	312
See also : INDEX No. 3 : 1922, April 10.					
1922, Sept. 29	Switzerland	Provl. Agreement. Contracts made in Swiss francs by German Life Insurance Companies	1922, Nov. 9 No. 351	XIII	194

See also : EAST PRUSSIA.

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

Great Britain.		Registration Date and No.	Vol.	Page.
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1883, Dec. 14/31	Denmark .. .. Suppl. Convention concerning Iceland to Anglo-Danish Agreement of April 22/May 16, 1871. Money Orders. Abrogation : Notes dated Sept. 28 and Dec. 12, 1921	1922, Sept. 14 No. 326	XII	352
1899, March 2	U. S. A. .. .. Convention. Real and Personal Property. Accession of Canada by Convention of Oct. 21, 1921.	1922, Oct. 5 No. 339	XII	426
1919, Dec. 9	U. S. A., France, Italy, Japan and Roumania Treaty. Minorities. General Relations. Ratification. Roumania : Sept. 4, 1920	No. 140 1923, June 2	XV	300
See also : INDEX No. 2 : 1919, Dec. 9.				
1920, March 3 / April 2	Sweden .. .. Addl. Agreement to Agreement of May 10/26, 1904. Postal Parcels. Presentation for registration	No. 119	XV	296
See also : INDEX No. 2 : 1920, March 3. / April 2.				
1920, July 20	Esthonia .. .. Agreement. Commercial Relations. Withdrawal of Nyasaland Protectorate : Notes dated May 12 and 22, 1922..	1922, Oct. 5 No. 344	XIII	34
See also : INDEX No. 1 : 1920, July 20.				
1920, Aug. 27 / Oct. 2	Austria .. .. Agreement. Enemy Debts. (Section 3 and Annex thereto of Part X of Peace Treaty of St. Germain of Sept. 10, 1919)..	1922, Oct. 5 No. 337	XII	414
1920, Oct. 20	France .. .. Provl. Agreement. Air Navigation. Notes dated Dec. 7, 1921 and Jan. 30, 1922 concerning amendment to Art. 12 of this Agreement ..	1922, Oct. 5 No. 341	XII	450
See also : INDEX No. 1 : 1920, Oct. 20.				
1920, Dec. 16/17	France, Italy, Japan and Germany Notes. Saar Basin frontier	1922, Aug. 12 No. 306	XII	40
1921, Sept. 28'18 / Jan. 21'21	Denmark .. .. Agreement. Wrecks. Notes dated Nov. 23, 1922	No. 125 1923, Jan. 13	XV	298
See also : INDEX No. 2 : 1921, Sept. 28'18. / Jan. 21'21.				
1921, Feb. 25	Germany, Belgium, France, Italy, Netherlands, Switzerland Suppl. Provision to Police Regulations of Sept. 14, 1912. Navigation of the Rhine.	1922, Sept. 15 No. 327	XII	356
	Ratification of and application to Rhine, Wahal and Lek : Netherlands Decree of Oct. 6, 1921		XII	356

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

Great Britain *(continued)*. Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—			Registration Date and No.	Vol.	Page.
1921, March 16	Russia (Soviet)	Commercial Agreement. Notes dated July 3, 1922, concerning application of this Agreement to Canada	1922, Oct. 5 No. 345	XIII	38
See also : INDEX No. 2 : 1921, March 16.					
1921, May 5	Belgium, France, Italy, Japan	Protocol. Modifying Annex II to Part VIII of Treaty of Versailles, June 28, 1919. Reparations Commission	1922, Oct. 5 No. 338	XII	420
1921, June 1	Italy	Suppl. Agreement and Note. Agreements of Sept. 25, 1919 and Oct. 13/15, 1919. Disposal of Austro-Hungarian Merchant Ships.	No. 163		
		Notes dated June 30/July 11, 1921 confirming this Agreement	1923, Jan. 13	XV	302
See also : INDEX No. 2 : 1921, June 1.					
1921, June 30 / July 11	Italy	Notes confirming Agreement of June 1, 1921. Disposal of Austro-Hungarian Merchant Ships	1923, Jan. 13 (No. 163)	XV	302
1921, July 29	Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Agreement. Ex-Austrian and ex-Hungarian Tonnage.	No. 280		
		Notes dated Oct. 5, 1921 and April 25, 1922	1923, Jan. 13	XV	318
See also : INDEX No. 3 : 1921, July 29.					
1921, Oct. 20	Germany, Denmark, Esthonia, etc.	Convention. Non-fortification and neutralisation of Aaland Islands. Ratification. Esthonia	No. 255	XV	310
See also : INDEX No. 3 : 1921, Oct. 20.					
1921, Oct. 21	U. S. A.	Convention. Accession of Canada to Real and Personal Property Convention of March 2, 1899	1922, Oct. 5 No. 339	XII	426
1921, Nov. 9	France, Italy, Japan	Declaration. Albania	1922, Oct. 2 No. 333	XII	382
1921, Oct. 31-Nov. 12	France, Italy and Hungary	Notes. Hapsburg dynasty	1923, Feb. 24 No. 387	XIV	386
1921, Nov. 22	Afghanistan	Treaty. Neighbourly relations	1923, Jan. 13 No. 367	XIV	66
1921, Sept. 28 / Dec. 12	Denmark	Notes. Abrogation of Suppl. Convention of Dec. 14/31, 1883 concerning Iceland, to Anglo-Danish Agreement of April 22/May 16, 1871. Money Orders.	1922, Sept. 14 No. 326	XII	352
1921, Dec. 16	Germany, Belgium, France, Italy, Netherlands, Switzerland	Police Regulations. Carrying of drinking water on vessels and rafts on Rhine	1922, Oct. 9 No. 347	XIII	54

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

Great Britain *(continued)*. Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—			Registration Date and No.	Vol.	Page.
1922, Nov. 28'21 / Jan. 16'22	Iraq	Agreement. Money Orders	1922, Oct. 5 No. 340	XII	432
1922, Jan. 10/23	Palestine	Agreement. Money Orders	1922, Oct. 5 No. 342	XIII	10
1922, Dec. 7'21 / Jan. 30'22	France	Notes. Amendment to Art. 12 of Provl. Air Navigation Agreement of Oct. 20, 1920	1922, Oct. 5 No. 341	XII	450
1922, Oct. 5'21 / April 25'22	Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Notes. Agreement of July 29, 1921. Ex-Austrian and ex-Hungarian Tonnage	1923, Jan. 13 (No. 280)	XV	318
1922, May 1	Denmark	Convention renewing Arbitration Convention of Oct. 25, 1905, renewed by Conventions of March 3, 1911 and May 3, 1916	1922, Aug. 10 No. 301	XII	12
1922, May 1	Iceland	Convention renewing Arbitration Convention of Oct. 25, 1905, renewed by Conventions of March 3, 1911 and May 3, 1916	1922, Aug. 10 No. 302	XII	16
1922, May 6	Lithuania	Agreement. Commercial relations	1922, Oct. 5 No. 343	XIII	26
1922, May 15	U. S. A.	Suppl. Extradition Convention	1923, Jan. 13 No. 369	XIV	90
1922, May 13/17	Mexico.	Notes. Diplomatic Bags	1923, Jan. 13 No. 368	XIV	84
1922, May 12/22	Esthonia	Notes. Withdrawal of Nyasaland Protectorate from Anglo-Esthonian Commercial Agreement of July 20, 1920	1922, Oct. 5 No. 344	XIII	34
1922, May 26 / June 2	Netherlands	Agreement. Exchange of Postal Parcels between Straits Settlements and Netherlands East India.	1922, Dec. 6 No. 357	XIII	264
		Revised Art. 4, dated Oct. 20/Nov. 14, 1922	1923, July 4	XV	322
1922, July 3	Russia (Soviet)	Notes. Application to Canada of Anglo-Russian Trade Agreement of March 16, 1921	1922, Oct. 5 No. 345	XIII	38
1922, Oct. 4	France, Italy, Czechoslovakia and Austria	Protocol No. I (Declaration). Restoration of Austria.	1922, Oct. 4 No. 334	XII	386
		Adhesions. Spain : Nov. 3, 1922		XII	388
		Belgium : June 12, 1923		XV	320
1922, Oct. 4	France, Italy, Czechoslovakia and Austria	Protocol No. II, Annexes and Explanatory Note. Restoration of Austria.	1922, Oct. 4 No. 335	XII	392
		Adhesions. Spain : Nov. 3, 1922		XII	396
		Netherlands : June 11, 1923		XV	320
		Denmark : June 11, 1923		XV	320
		Belgium : June 12, 1923		XV	322
		Sweden : June 23, 1923		XV	322

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Great Britain *(continued)*.					
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—					
1922, Oct. 20 / Nov. 14	Netherlands	Revised Art. 4 of Agreement of May 26/June 2, 1922. Exchange of Postal Parcels between Straits Settlements and Netherlands East India	1923, July 4 (No. 357)	XV	322
1922, Nov. 23	Denmark	Notes. Agreement of Sept. 28'18/Jan. 21'21. Wrecks	1923, Jan. 13 (No. 125)	XV	298
1923, Feb. 22	Norway	Suppl. Agreement to Provl. Agreement of July 15, 1921. Air Navigation	1923, March 5 No. 389	XV	160
1923, March 15	France, Italy, Japan and Poland	Decision. Eastern Frontiers of Poland	1923, March 31 No. 398	XV	260
See also : CANADA.					
Greece.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1922, Feb. 18	Ethiopia	Commercial Treaty	1923, April 9 No. 399	XV	268
Hapsburg Dynasty.					
1921, Oct. 31-Nov. 12	Great Britain, France, Italy and Hungary	Notes. Hapsburg dynasty	1923, Feb. 24 No. 387	XIV	386
Hungary.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1921, Jan. 31	France	Convention. Settlement of Hungarian debts to French nationals as provided for by Art. 231 of Treaty of Trianon of June 4, 1920	1923, March 23 No. 396	XV	222
1921, Oct. 31-Nov. 12	Great Britain, France, Italy	Notes. Hapsburg dynasty	1923, Feb. 24 No. 387	XIV	386
Iceland.					
Treaties, etc., concerning :					
1883, Dec. 14/31	Great Britain, Denmark	Suppl. Convention concerning Iceland to Anglo-Danish Agreement of April 22/May 16, 1871. Money Orders. Abrogation :. Notes dated Sept. 28 and Dec. 12, 1921	1922, Sept. 14 No. 326	XII	352
1921, Sept. 28 / Dec. 12	Great Britain, Denmark	Notes. Abrogation of Suppl. Convention of Dec. 14/31, 1883 concerning Iceland, to Anglo-Danish Agreement of April 22/May 16, 1871. Money Orders	1922, Sept. 14 No. 326	XII	352

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol. Page.
Iceland *(continued)*.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1920, June 19/26	Denmark	Suppl. Convention to Convention of Oct. 28/Nov. 28, 1919. Postal Communications	1922, Sept. 14 No. 324	XII : 340
1921, Aug. 8/27	Denmark	Suppl. Convention to Convention of Oct. 28/Nov. 28, 1919, and Addl. Convention of June 19/26, 1920. Postal Communications	1922, Sept. 14 No. 325	XII : 346
1922, May 1	Great Britain	Convention renewing Arbitration Convention of Oct. 25, 1905, renewed by Conventions of March 3, 1911 and May 3, 1916	1922, Aug. 10 No. 302	XII : 16
1922, Aug. 1/17	Norway	Postal Agreement	1922, Dec. 8 No. 363	XIV : 10
1922, Oct. 9	Denmark	Declaration. Assistance to necessitous Seamen	1923, Jan. 2 No. 364	XIV : 14
Identity Certificates for Russian Refugees.				
1922, July 5	International Arrangement	Identity Certificates for Russian Refugees.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1922, July 5.				
Immigration.				
See : EMIGRATION.				
Industrial Property.				
See : PROPERTY, INDUSTRIAL.				
Insane Persons.				
1922, May 25' 21-May 5' 22	Norway Sweden	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, March 7 No. 390	XV : 166
1922, July 28 / Oct. 17	Mexico Sweden	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, March 7 No. 391	XV : 180
Insurance.				
1920, March 26	Argentine Italy	Convention. Workmen's accident compensation	1923, April 10 No. 400	XV : 272
1920, July 9	Germany Belgium	Convention. Execution of Art. 312 of Treaty of Versailles, June 28, 1919. (Insurance.)	1922, Aug. 12 No. 307	XII : 47
		Notes dated Dec. 4, 1920, from German and Belgian Governments		XII : 46
1922, Sept. 29	Germany Switzerland	Provl. Agreement. Contracts made in Swiss francs by German Life Insurance Companies	1922, Nov. 9 No. 351	XIII : 194
Iraq.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1922, Nov. 28' 21 / Jan. 16' 22	Great Britain	Agreement. Money Orders	1922, Oct. 5 No. 340	XII : 432

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

Italy.			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1919, Dec. 9	U. S. A., Great Britain, France, Japan and Roumania	Treaty. Minorities. General Relations. Ratification. Roumania : Sept. 4, 1920	No. 140 1923, June 2	XV:	300
See also : INDEX No. 2 : 1919, Dec. 9.					
1920, March 26	Argentine	Convention. Workman's accident compensation	1923, April 10 No. 400	XV :	272
1920, Dec. 16/17	Great Britain, France, Japan and Germany	Notes. Saar Basin frontier	1922, Aug. 12 No. 306	XII :	40
1921, Feb. 25	Germany, Belgium, Great Britain, France, Netherlands, Switzerland	Suppl. Provision to Police Regulations of Sept. 14, 1912. Navigation of the Rhine.	1922, Sept. 15 No. 327	XII :	356
		Ratification of and application to Rhine, Wahal and Lek: Netherlands Decree of Oct. 6, 1921		XII :	356
1921, May 5	Belgium, France, Great Britain, Japan	Protocol. Modifying Annex II to Part VIII of Treaty of Versailles, June 28, 1919. Reparations Commission	1922, Oct. 5 No. 338	XII :	420
1921, June 1	Great Britain	Suppl. Agreement and Note. Agreements of Sept. 25, 1919, and Oct. 13/15, 1919. Disposal of Austro-Hungarian Merchant Ships.	No. 163		
		Notes dated June 30/July 11, 1921, confirming this Agreement	1923, Jan. 13	XV :	302
See also : INDEX No. 2 : 1921, June 1.					
1921, June 30 / July 11	Great Britain	Notes confirming Agreement of June 1, 1921. Disposal of Austro-Hungarian Merchant Ships	1923, Jan. 13 (No. 163)	XV :	302
1921, Sept. 24	Switzerland	Agreement. St. Gotthard Railway	1922, Sept. 19 No. 330	XII :	368
1921, Oct. 20	Germany, Denmark, Esthonia, etc.	Convention. Non-fortification and neutralisation of Aaland Islands. Ratification.	No. 255		
		Esthonia		XV :	310
See also : INDEX No. 3 : 1921, Oct. 20.					
1921, Nov. 9	Great Britain, France, Japan	Declaration. Albania	1922, Oct. 2 No. 333	XII :	382
1921, Oct. 31-Nov. 12	Great Britain, France and Hungary	Notes. Hapsburg dynasty	1923, Feb. 24 No. 387	XIV :	386
1921, Dec. 16	Germany, Belgium, Great Britain, France, Netherlands, Switzerland	Police Regulations. Carrying of drinking water on vessels and rafts on Rhine	1922, Oct. 9 No. 347	XIII :	54

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Italy *(continued)*.					
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—					
1922, Oct. 4	Great Britain, France, Czechoslovakia and Austria	Protocol No. I (Declaration). Restoration of Austria	1922, Oct. 4 No. 334	XII	386
		Adhesions.			
		Spain : Nov. 3, 1922		XII	388
		Belgium : June 12, 1923		XV	320
1922, Oct. 4	Great Britain, France, Czechoslovakia and Austria	Protocol No. II, Annexes and Explanatory Note. Restoration of Austria	1922, Oct. 4 No. 335	XII	392
		Adhesions.			
		Spain : Nov. 3, 1922		XII	396
		Netherlands : June 11, 1923		XV	320
		Denmark : June 11, 1923		XV	320
		Belgium : June 12, 1923		XV	322
		Sweden : June 23, 1923		XV	322
1922, Dec. 4	Albania	Postal Agreement	1923, March 23 No. 394	XV	204
		Final Protocol : Dec. 5, 1922		XV	210
1922, Dec. 4	Albania	Telegraphic Convention	1923, March 23 No. 395	XV	214
1922, Dec. 5	Albania	Final Protocol. Postal Agreement of Dec. 4, 1922	No. 394	XV	210
1923, March 15	Great Britain, France, Japan and Poland	Decision. Eastern Frontiers of Poland	1923, March 31 No. 398	XV	260
Japan.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1919, Dec. 9	U. S. A., Great Britain, France, Italy and Roumania	Treaty. Minorities. General Relations. Ratification.	No. 140		
		Roumania : Sept. 4, 1920	1923, June 2	XV	300
See also : INDEX No. 2 : 1919, Dec. 9.					
1920, Dec. 16/17	Great Britain, France, Italy and Germany	Notes. Saar Basin frontier	1922, Aug. 12 No. 306	XII	40
1921, May 5	Belgium, France, Great Britain, Italy	Protocol. Modifying Annex II to Part. VIII of Treaty of Versailles, June 28, 1919. Reparations Commission	1922, Oct. 5 No. 338	XII	420
1921, Nov. 9	Great Britain, France, Italy	Declaration, Albania	1922, Oct. 2 No. 333	XII	382
1921, Nov. 12	Netherlands	Notes. Waterlines of vessels	1922, Aug. 29 No. 316	XII	240
1922, Feb. 11	U. S. A.	Treaty and Notes. Yap Island and Pacific Islands under mandate	1922, Aug. 14 No. 311	XII	202

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol. Page.
Japan *(continued)*.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, *(continued)* viz :—				
1922, March 28	China	Agreement. Withdrawal of Japanese Troops. Tsingtao-Tsinanfu Railway	1922, Nov. 13 No. 353	XIII : 218
1922, May 17-22	Denmark	Notes. Tonnage Measurement Certificates	1923, Jan. 27 No. 376	XIV : 248
1923, March 15	Great Britain, France, Italy and Poland	Decision. Eastern Frontiers of Poland	1923, March 31 No. 398	XV : 260
Judicial.				
1915, Feb. 28	Paraguay, Uruguay	Convention. Procedure by way of Letters Rogatory	1923, March 19 No. 393	XV : 196
1920, April 23	Germany, Belgium	Convention. Transfer of judicial proceedings in the Districts of Eupen and Malmedy	1922, Aug. 12 No. 305	XII : 30
1922, April 11'21-Jan. 16'22	Denmark, Czechoslovakia	Notes. Exemption of nationals of both countries from giving security for cost	1923, Jan. 30 No. 378	XIV : 268
Justice.				
See : JUDICIAL.				
Labour, Labourers.				
1921, Sept. 26	China, Mexico	Notes. Provl. modification of Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of Dec. 14, 1899. Immigration of labourers	1922, Nov. 13 No. 352	XIII : 202
See also : INSURANCE.				
Latvia.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1921, Oct. 20	Germany, Denmark, Esthonia, etc.	Convention. Non-fortification and neutralisation of Aaland Islands. Ratification. Esthonia	No. 255	XV : 310
See also : INDEX No. 3 : 1921, Oct. 20.				
Lek.				
1921, Feb. 25	Germany, Belgium, Great Britain, France, Italy, Netherlands, Switzerland	Suppl. Provision to Police Regulations of Sept. 14, 1912. Navigation of the Rhine	1922, Sept. 15 No. 327	XII : 356
		Ratification of and application to Rhine, Wahal and Lek : Netherlands Decree of Oct. 6, 1921		XII : 356
Letters, etc., of Declared Value.				
See : POSTAL CONVENTIONS, ETC.				
Letters Rogatory.				
See : JUDICIAL : 1915, Feb. 28.				

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol. Page.
Liquor Traffic.				
1921, April 23	France, Norway	Convention. Wines and spirits	1923, Feb. 21 No. 386	XIV : 376
1922, March 20	France, Switzerland	Convention. Liquor Traffic	1922, Sept. 19 No. 332	XII : 378
Lithuania.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1922, May 6 ..	Great Britain ..	Agreement. Commercial relations ..	1922, Oct. 5 No. 343	XIII : 26
Lobith.				
See : RHINE.				
Lunatics.				
See : INSANE PERSONS.				
Luxemburg.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1921, Dec. 27 .	Belgium	Telegraphic Agreement	1922, Aug. 29 No. 318	XII : 254
Malmedy.				
See : EUPEN AND MALMEDY.				
Mandates.				
1922, Feb. 11 ..	U. S. A., Japan	Treaty and Notes. Yap Island and Pacific Islands under mandate ..	1922, Aug. 14 No. 311	XII : 202
Matches.				
1906, Sept. 26 .	International Convention	Use of White (Yellow) Phosphorus for Matches.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1906, Sept. 26.				
Merchandise Marks.				
1891, April 14 .	International Arrangement	Prevention of False Indications of Origin on Goods.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1891, April 14.				
1911, June 2 ..	International Agreement	Prevention of False Indications of Origin on Goods.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1911, June 2.				
See also : TRADE MARKS.				
Merchant Ships.				
See : SHIPS, SHIPPING.				
Mesopotamia.				
See : IRAQ.				
Mexico.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz. :—				
1921, Sept. 26 .	China	Notes. Provl. modification of Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of Dec. 14, 1899. Immigration of labourers	1922, Nov. 13 No. 352	XIII : 202
1922, May 13/17	Great Britain ..	Notes. Diplomatic Bags	1923, Jan. 13 No. 368	XIV : 84
1922, July 28 / Oct. 17	Sweden	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, March 7 No. 391	XV : 180

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Mines, Miners.					
1921, Feb. 14	Belgium, France	Convention. Pensions for Miners	1922, Aug. 29 No. 317	XII	246
Minorities.					
1919, Dec. 9	U. S. A., Great Britain, France, Italy, Japan and Roumania	Treaty. Minorities. General Relations. Ratification. Roumania : Sept. 4, 1920.	No. 140 1923, June 2	XV	300
See also : INDEX No. 2 : 1919, Dec. 9.					
Money Orders.					
1883, Dec. 14/31	Great Britain, Denmark	Suppl. Convention concerning Iceland to Anglo-Danish Agreement of April 22/May 16, 1871. Money Orders. Abrogation : Notes dated Sept. 28 and Dec. 12, 1921	1922, Sept. 14 No. 326	XII	352
1920, Nov. 30	International Agreement	Money Orders.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.					
1921, Sept. 28 / Dec. 12	Great Britain, Denmark	Notes. Abrogation of Suppl. Convention of Dec. 14/31, 1883 concerning Iceland, to Anglo-Danish Agreement of April 22/May 16, 1871. Money Orders	1922, Sept. 14 No. 326	XII	352
1922, Nov. 28'21 / Jan. 16'22	Great Britain, Iraq	Agreement. Money Orders	1922, Oct. 5 No. 340	XII	432
1922, Jan. 10/23	Great Britain, Palestine	Agreement. Money Orders	1922, Oct. 5 No. 342	XIII	10
See also : POSTAL CONVENTIONS, ETC.					
Morocco.					
1914, June 11	France, Switzerland	Declarations and Notes. Relations between Switzerland and French Zone of Sherifian Empire	1922, Sept. 19 No. 329	XII	362
Morphine.					
See : OPIUM.					
Naval War.					
See : WOUNDED IN WAR : 1907, Oct. 18.					
Navigable Waterways.					
1921, April 20	Convention and Statute on Regime of Navigable Waterways of International Concern.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.					
1921, April 20	Addl. Protocol to Convention of April 20, 1921, on Regime of Navigable Waterways of International Concern.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.					

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Navigation.					
See : AERIAL NAVIGATION.					
: COMMERCE AND NAVIGATION.					
: NAVIGABLE WATERWAYS.					
: PEACE AND AMITY, COMMERCE AND NAVIGATION.					
: RHINE.					
: SHIPS, SHIPPING.					
: WRECKS.					
Neighbourly Relations.					
See : PEACE AND AMITY, COMMERCE AND NAVIGATION.					
Netherlands.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1890, Dec. 27 ..	Belgium France	Telegraph Convention	No. 41 *a*		
		Abrogation : Aug. 1, 1920	1923, Aug. 27	XV	340
1913, Dec. 31 ..	Cuba	Convention. Cuban Consular officials in Netherlands colonies	1923, Jan. 9 No. 366	XIV	30
1918, Aug. 29..	Germany	Treaty. Raising of former Mouth of Old Rhine near Lobith	1922, Oct. 9 No. 346	XIII	42
1920, July 26 / Sept. 16	France	Notes renewing International Convention of Oct. 14, 1890, and relevant Acts. Railway Goods Traffic	1922, Aug. 15 No. 312	XII	214
1921, Feb. 25 ..	Germany Belgium Great Britain France Italy Switzerland	Suppl. Provision to Police Regulations of Sept. 14, 1912. Navigation of the Rhine	1922, Sept. 15 No. 327	XII	356
		Ratification of and application to Rhine, Wahal and Lek : Netherlands Decree of Oct. 6, 1921 ..	.. .. ..	XII	356
1921, July 5 ..	Germany	Addl. Protocol to Treaty of Aug. 29, 1918. Raising of former Mouth of Old Rhine near Lobith	1922, Oct. 9 No. 346	XIII	44
1921, Oct. 15 ..	Belgium	Postal Convention	1922, Aug. 29 No. 315	XII	234
1921, Nov. 12 ..	Japan	Notes. Waterlines of vessels	1922, Aug. 29 No. 316	XII	240
1921, Dec. 16 ..	Germany Belgium Great Britain France Italy Switzerland	Police Regulations. Carrying of drinking water on vessels and rafts on Rhine	1922, Oct. 9 No. 347	XIII	54
1922, Jan. 4 / Feb. 20	Roumania.. ..	Notes renewing International Convention of Oct. 14, 1890, and relevant Acts. Railway Goods Traffic	1922, Aug. 15 No. 313	XII	220
1922, May 26 / June 2	Great Britain ..	Agreement. Exchange of Postal Parcels between Straits Settlements and Netherlands East India	1922, Dec. 6 No. 357	XIII	264
		Revised Art. 4, dated Oct. 20/ Nov. 14, 1922	1923, July 4	XV	322
1922, July 8 ..	Belgium	Provl. Agreement. Air Navigation ..	1922, Dec. 6 No. 358	XIII	274

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Netherlands *(continued)*.					
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—					
1922, Oct. 4	Great Britain, France, Italy, Czechoslovakia and Austria	Protocol No. II, Annexes and Explanatory Note. Restoration of Austria	1922, Oct. 4 No. 335	XII	392
		Adhesions.			
		Spain : Nov. 3, 1922		XII	396
		Netherlands : June 11, 1923		XV	320
		Denmark : June 11, 1923		XV	320
		Belgium : June 12, 1923		XV	322
		Sweden : June 23, 1923		XV	322
1922, Oct. 20 / Nov. 14	Great Britain	Revised Art. 4 of Agreement of May 26/June 2, 1922. Exchange of Postal Parcels between Straits Settlements and Netherlands East India	1923, July 4 (No. 357)	XV	322
1922, Dec. 18/19	Roumania	Notes. Commercial relations	1923, Jan. 26 No. 373	XIV	192
1923, June 11	Netherlands	Adhesion to Protocol No. II of Oct. 4, 1922. Restoration of Austria	No. 335	XV	320

See also : EAST INDIA, NETHERLANDS.

Newspapers.

See : POSTAL CONVENTIONS, ETC.

Norway.

Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—

1920, Jan. 18	Denmark, Sweden	Agreement modifying Convention of Dec. 15, 1919. Postal Communications	1922, Sept. 14 No. 323	XII	322
1920, Dec. 16-29	Denmark, Sweden	Radiotelegraph Agreement. Exceptions to Art. XXXV of Service Regulations of International Radiotele graph Convention	1922, Dec. 8 No. 359	XIII	282
1920, Dec. 16-29	Denmark, Sweden	Agreement. Telegraphs and Telephones	1922, Dec. 8 No. 360	XIII	290
1920, Dec. 16/29	Sweden	Convention. Telegraphs and Telephones	1922, Dec. 8 No. 361	XIII	312
1920, Dec. 23/29	Denmark	Convention. Telegraphs and Telephones	1922, Dec. 8 No. 362	XIII	358
1921, April 23	France	Convention. Wines and spirits	1923, Feb. 21 No. 386	XIV	376
1921, June 30	U. S. A.	Arbitration Convention. Claims of Norwegian Shipowners against U. S. A.	1923, Jan. 8 No. 365	XIV	20
1921, June 6 / July 21	Sweden	Modifications. Convention of Dec. 16/29, 1920. Telegraphs and Telephones	1922, Dec. 8 No. 361	XIII	330
1921, July 21 / June 8/Aug. 1	Denmark	Modifications. Convention of Dec. 23/29, 1920. Telegraphs and Telephones	1922, Dec. 8 No. 362	XIII	374
1921, Sept. 19	Finland, Russia (Soviet)	Special Agreement. Telegraphs	1923, March 17 No. 392	XV	192

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

				Registration Date and No.	Vol.	Page.
Norway *(continued)*.						
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—						
1922, March 3	Finland	Convention. Reindeer		1923, Jan. 22 No. 372	XIV	158
1922, March 15/29	Sweden	Addl. Regulation. Convention of Dec. 16/29, 1920. Telegraphs and Telephones		1922, Dec. 8 No. 361	XIII	331
1922, May 25'21-May 5'22	Sweden	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons		1923, March 7 No. 390	XV	166
1922, May 19/23	Finland	Postal Agreement and Regulations		1923, Jan. 31 No. 382	XIV	324
1922, Aug. 1/17	Iceland	Postal Agreement		1922, Dec. 8 No. 363	XIV	10
1922, March 29-Aug. 18	Denmark Sweden	Addl. Regulation to Agreement of Dec. 16-29, 1920. Telegraphs and Telephones		1922, Dec. 8 No. 360	XIII	300
1922, Sept. 7	Finland	Agreement. Wireless Press Service		1922, Sept. 16 No. 328	XII	358
1923, Feb. 22	Great Britain	Suppl. Agreement to Provl. Agreement of July 15, 1921. Air Navigation		1923, March 5 No. 389	XV	160
Nyasaland Protectorate.						
1920, July 20	Great Britain Esthonia	Agreement. Commercial relations. Withdrawal of Nyasaland Protectorate: Notes dated May 12 and 22, 1922		1922, Oct. 5 No. 344	XIII	34
1922, May 12/22	Great Britain Esthonia	Notes. Withdrawal of Nyasaland Protectorate from Anglo-Esthonian Commercial Agreement of July 20, 1920		1922, Oct. 5 No. 344	XIII	34
Opium.						
1912, Jan. 23	International Opium Convention.					
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1912, Jan. 23.						
Pacific Islands.						
Treaties, etc., concerning :						
1922, Feb. 11	U. S. A. Japan	Treaty and Notes. Yap Island and Pacific Islands under mandate		1922, Aug. 14 No. 311	XII	202
Palestine.						
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—						
1922, Jan. 10/23	Great Britain	Agreement. Money Orders		1922, Oct. 5 No. 342	XIII	10
Paraguay.						
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—						
1915, Feb. 28	Uruguay	Convention. Procedure by way of Letters Rogatory		1923, March 19 No. 393	XV	196
Parcel Post.						
1920, March 3 / April 2	Great Britain Sweden	Addl. Agreement to Agreement of May 10/26, 1904. Postal Parcels Presentation for registration		No. 119	XV	296
See also : INDEX N° 2 : 1920, March 3. / April 2.						

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Parcel Post *(continued)*.					
1920, Nov. 30..	International Convention	Parcel Post.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.					
1922, Dec.27'21 / March 30'22	U. S. A. Belgium	Addl. Agreement to Convention of Nov. 19, 1904. Parcel Post	1922, Aug. 29 No. 319	XII	260
1922, March 24 / April 17	U. S. A. Sweden	Parcel Post Convention	1923, Jan. 30 No. 380	XIV	282
1922, May 26 / June 2	Great Britain Netherlands	Agreement. Exchange of Postal Parcels between Straits Settlements and Netherlands East India.	1922, Dec. 6 No. 357	XIII	264
		Revised Art. 4 dated Oct. 20/ Nov. 14, 1922	1923, July 4	XV	322
1922, Jan. 12 / July 21	U. S. A. Finland	Convention. Parcel Post	1922, Dec. 4 No. 356	XIII	244
1922, Oct. 20 / Nov. 14	Great Britain Netherlands	Revised Art. 4 of Agreement of May 26/June 2, 1922. Exchange of Postal Parcels between Straits Settlements and Netherlands East India	1923, July 4 (No. 357)	XV	322
See also : POSTAL CONVENTIONS, ETC.					
Peace.					
1921, Aug. 25..	Germany U. S. A.	Peace Treaty	1922, Aug. 12 No. 310	XII	192
See also : ARBITRATION.					
: PEACE AND AMITY, COMMERCE AND NAVIGATION.					
Peace and Amity, Commerce and Navigation.					
1921, Sept. 26..	China Mexico	Notes. Provl. modification of Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of Dec. 14, 1899. Immigration of labourers	1922, Nov. 13 No. 352	XIII	202
1921, Nov. 22..	Afghanistan Great Britain	Treaty. Neighbourly relations . ..	1923, Jan. 13 No. 367	XIV	66
See also : COMMERCE.					
: COMMERCE AND NAVIGATION.					
: NAVIGABLE WATERWAYS.					
: SHIPS, SHIPPING.					
Pensions.					
1921, Feb. 14 ..	Belgium France	Convention. Pensions for Miners ..	1922, Aug. 29. No. 317	XII	246
Permanent Court of International Justice.					
See : COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE, PERMANENT.					
Persons of Unsound Mind.					
See : INSANE PERSONS.					
Peru.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1917, July 18 ..	Uruguay	Treaty. Compulsory Arbitration ..	1923, Feb. 20 No. 384	XIV	360

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Phosphorus.					
1906, Sept. 26..	International Convention	Use of White (Yellow) Phosphorus for Matches			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1906, Sept. 26.					
Poland.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1921, April 21..	Germany / Poland, on behalf of Danzig	Convention and Protocol. Transit between East Prussia and rest of Germany	1922, Aug. 12 No. 308	XII	62
1921, Oct. 20 ..	Germany / Denmark / Esthonia, etc.	Convention. Non-fortification and neutralisation of Aaland Islands .. Ratification. Esthonia	No. 255	XV	310
See also : INDEX No. 3 : 1921, Oct. 20.					
1922, June 26..	Switzerland ..	Commercial Convention and Protocol	1922, Sept. 13 No. 322	XII	306
1923, March 15.	Great Britain / France / Italy / Japan	Decision. Eastern Frontiers of Poland	1923, March 31 No. 398	XV	260
Post Office Orders.					
See : MONEY ORDERS.					
Postal Conventions, etc.					
1920, Jan. 18 ..	Denmark / Norway / Sweden	Agreement modifying Convention of Dec. 15, 1919. Postal Communications	1922, Sept. 14 No. 323	XII	322
1920, June 19/26	Denmark / Iceland	Suppl. Convention to Convention of Oct. 28/Nov. 28, 1919. Postal Communications	1922, Sept. 14 No. 324	XII	340
1920, Nov. 30..	Universal Postal Convention.				
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.					
1920, Nov. 30..	International Agreement	Letters, etc. Declared value.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.					
1920, Nov. 30..	International Agreement	Payment on Delivery.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.					
1920, Nov. 30..	International Agreement	Postal Subscriptions to Newspapers.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.					
1920, Nov. 30..	International Agreement	Postal Cheques.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1920, Nov. 30.					
1921, Aug. 8/27	Denmark / Iceland	Suppl. Convention to Convention of Oct. 28/Nov. 28, 1919 and Addl. Convention of June 19/26, 1920. Postal Communications..	1922, Sept. 14 No. 325	XII	346
1921, Oct. 15 ..	Belgium / Netherlands	Postal Convention	1922, Aug. 29 No. 315	XII	234

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

		Registration Date and No.	Vol. Page.
Postal Conventions, etc. *(continued)*.			
1922, May 19/22 Denmark / Finland	Postal Agreement and Regulations ..	No. 270	
	Presentation for Registration		XV : 312
See also : INDEX No. 3 : 1922, May 19/22.			
1922, May 19/22 Finland / Sweden	Postal Agreement and Regulations	1923, Jan. 30 No. 381	XIV : 298
1922, May 19/23 Finland / Norway	Postal Agreement and Regulations	1923, Jan. 31 No. 382	XIV : 324
1922, Aug. 1/17 Iceland / Norway	Postal Agreement	1922, Dec. 8 No. 363	XIV : 10
1922, Dec. 4 .. Albania / Italy	Postal Agreement	1923, March 23 No. 394	XV : 204
	Final Protocol : Dec. 5, 1922		XV : 210
1922, Dec. 5 .. Albania / Italy	Final Protocol. Postal Agreement of Dec. 4, 1922	No. 394	XV : 210
See also : MONEY ORDERS.			
: PARCEL POST.			
Prisoners of war.			
1921, May 6 .. Germany / Russia (Soviet)	Suppl. Agreement to Agreement of April 19, 1920. Repatriation of prisoners of war and interned civilians	1922, Aug. 12 No. 309	XII : 178
Property.			
1899, March 2.. Great Britain / U. S. A.	Convention. Real and Personal Property.		
	Accession of Canada by Convention of Oct. 21, 1921	1922, Oct. 5 No. 339	XII : 426
1921, Oct. 21 .. U. S. A. / Great Britain	Convention. Accession of Canada to Real and Personal Property Convention of March 2, 1899	1922, Oct. 5 No. 339	XII : 426
See also : PROPERTY, INDUSTRIAL.			
Property, Industrial.			
1883, March 20 International Convention	Industrial Property.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1883, March 20.			
1900, Dec. 14 .. International Act	Addl. to Industrial Property Convention of March 20, 1883.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1900, Dec. 14.			
1911, June 2 .. International Convention and Final Protocol	Industrial Property.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1911, June 2.			
See also : PROPERTY.			
Prussia, East.			
See : EAST PRUSSIA.			

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol. Page.
Radiotelegraphy.				
1912, July 5	International Convention and Final Protocol	Radiotelegraphy.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1912, July 5.				
1920, Dec. 16-29	Denmark, Norway, Sweden	Radiotelegraph Agreement. Exceptions to Art. XXXV of Service Regulations of Int. Radiotelegraph Convention	1922, Dec. 8 No. 359	XIII : 282
1922, Sept. 7	Finland, Norway	Agreement. Wireless Press Service	1922, Sept. 16 No. 328	XII : 358
Railways.				
1886, May 15	International Agreement	Technical Unity of Railways.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1886, May 15.				
1886, May 15	International Agreement	Sealing of Waggons having to pass through the Customs.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1886, May 15.				
1890, Oct. 14	International Convention	Railway Goods Traffic.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1890, Oct. 14.				
1907, May 18	International Protocol	Technical Unity of Railways.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1907, May 18.				
1907, May 18	International Protocol	Sealing of Waggons having to pass through the Customs.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1907, May 18.				
1912, Dec. 14	International Proces-Verbal	Technical Unity of Railways.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1912, Dec. 14.				
1920, July 26 / Sept. 16	France, Netherlands	Notes. Renewal of International Convention of Oct. 14, 1890, and relevant Acts. Railway Goods Traffic	1922, Aug. 15 No. 312	XII : 214
1921, Sept. 24	Italy, Switzerland	Agreement. St. Gotthard Railway	1922, Sept. 19 No. 330	XII : 368
1922, Jan. 4 / Feb. 20	Netherlands, Roumania	Notes. Renewal of International Convention of Oct. 14, 1890, and relevant Acts. Railway Goods Traffic	1922, Aug. 15 No. 313	XII : 220
1922, March 28	China, Japan	Agreement. Withdrawal of Japanese Troops. Tsingtao-Tsinanfu Railway	1922, Nov. 13 No. 353	XIII : 218
See also : TRANSIT AND COMMUNICATIONS.				
Refugees, Russian.				
1922, July 5	International Arrangement	Identity Certificates for Russian Refugees.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1922, July 5.				
Reindeer.				
1922, March 3	Finland, Norway	Convention. Reindeer	1923, Jan. 22 No. 372	XIV : 158

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol. Page.
Reparations.				
1921, May 5	Belgium, France, Great Britain, Italy, Japan	Protocol. Modifying Annex II to Part VIII of Treaty of Versailles, June 28, 1919. Reparations Commission	1922, Oct. 5 No. 338	XII : 420
Repatriation.				
See : PRISONERS OF WAR.				
Restoration of Austria.				
See : AUSTRIA : Treaties, etc. : 1922, Oct. 4.				
Rhine.				
1918, Aug. 29..	Germany, Netherlands	Treaty. Raising of former Mouth of Old Rhine near Lobith	1922, Oct. 9 No. 346	XIII : 42
1921, Feb. 25 ..	Germany, Belgium, Great Britain, France, Italy, Netherlands, Switzerland	Suppl. Provision to Police Regulations of Sept. 14, 1912. Navigation of the Rhine	1922, Sept. 15 No. 327	XII : 356
		Ratification of and application to Rhine, Wahal and Lek : Netherlands Decree of Oct. 6, 1921		XII : 356
1921, July 5 ..	Germany, Netherlands	Addl. Protocol to Treaty of Aug. 29, 1918. Raising of former Mouth of Old Rhine near Lobith	1922, Oct. 9 No. 346	XIII : 44
1921, Dec. 16 ..	Germany, Belgium, Great Britain, France, Italy, Netherlands, Switzerland	Police Regulations. Carrying of drinking water on vessels and rafts on Rhine	1922, Oct. 9 No. 347	XIII : 54
Rhine Commission. (Central Commission for Navigation on the Rhine.)				
1921, Feb. 25 ..	Rhine Commission	Suppl. Provision to Police Regulations of Sept. 14, 1912. Navigation of the Rhine	1922, Sept. 15 No. 327	XII : 356
		Ratification of and application to Rhine, Wahal and Lek : Netherlands Decree of Oct. 6, 1921		XII : 356
1921, Dec. 16 ..	Rhine Commission	Police Regulations. Carrying of drinking water on vessels and rafts on Rhine	1922, Oct. 9 No. 347	XIII : 54
Roumania.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1919, Dec. 9 ..	U. S. A., Great Britain, France, Italy, Japan	Treaty. Minorities. General Relations. Ratification. Roumania : Sept. 4, 1920	No. 140 1923, June 2	XV : 300
See also : INDEX No. 2 : 1919, Dec. 9.				
1921, April 23..	Czechoslovakia	Commercial Convention	1923, March 28 No. 397	XV : 236
1922, Jan. 4 / Feb. 20	Netherlands	Notes renewing International Convention of Oct. 14, 1890 and relevant Acts. Railway Goods Traffic	1922, Aug. 15 No. 313	XII : 220

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

				Registration Date and No.	Vol.	Page.
Roumania *(continued)*.						
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—						
1922, Nov. 11 / Dec. 18	Sweden	Notes. Commercial relations		1923, Feb. 15 No. 383	XIV	354
1922, Dec. 18/19	Netherlands	Notes. Commercial relations		1923, Jan. 26 No. 373	XIV	192
Russia (Soviet).						
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—						
1921, March 16.	Great Britain	Commercial Agreement. Notes dated July 3, 1922 concerning application of this Agreement to Canada		1922, Oct. 5 No. 345	XIII	38
See also : INDEX No. 2 : 1921, March 16.						
1921, May 6 ..	Germany	Suppl. Agreement to Agreement of April 19, 1920. Repatriation of prisoners of war and interned civilians		1922, Aug. 12 No. 309	XII	178
1921, Sept. 19..	Finland / Norway	Special Agreement. Telegraphs		1923, March 17 No. 392	XV	192
1922, July 3 ..	Great Britain	Notes. Application to Canada of Anglo-Russian Trade Agreement of March 16, 1921		1922, Oct. 5 No. 345	XIII	38
Saar Basin.						
1920, Dec. 16/17	Great Britain, France, Italy, Japan and Germany	Notes. Saar Basin frontier		1922, Aug. 12 No. 306	XII	40
Seamen.						
1922, Oct. 9 ..	Denmark / Iceland	Declaration. Assistance to necessitous Seamen		1923, Jan. 2 No. 364	XIV	14
Serbs, Croats and Slovenes, Kingdom of the.						
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—						
1921, July 29 .	Great Britain	Agreement. Ex-Austrian and ex-Hungarian Tonnage		No. 280		
		Notes dated Oct. 5, 1921 and April 25, 1922		1923, Jan. 13	XV	318
See also : INDEX No. 3 : 1921, July 29.						
1922, Oct. 5'21 / April 25'22	Great Britain	Notes. Agreement of July 29, 1921. Ex-Austrian and ex-Hungarian Tonnage		1923, Jan. 13 (No. 280)	XV	318
1922, Aug. 31 .	Czechoslovakia..	Treaty. Alliance		1922, Nov. 16 No. 354	XIII	232
Service des Recouvrements.						
See : POSTAL CONVENTIONS, ETC. (Payment on Delivery.)						
Sherifian Empire.						
See : MOROCCO.						

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Ships, Shipping.					
1921, June 1	Great Britain, Italy	Suppl. Agreement and Note. Agreements of Sept. 25, 1919 and Oct. 13/15, 1919. Disposal of Austro-Hungarian Merchant Ships	No. 163		
		Notes dated June 30/July 11, 1921 confirming this Agreement ..	1923, Jan. 13	XV	302
See also : INDEX No. 2 : 1921, June 1.					
1921, June 30	U. S. A., Norway	Arbitration Convention. Claims of Norwegian Shipowners against U. S. A.	1923, Jan. 8 No. 365	XIV	20
1921, June 30 / July 11	Great Britain, Italy	Notes confirming Agreement of June 1, 1921. Disposal of Austro-Hungarian Merchant Ships	1923, Jan. 13 (No. 163)	XV	302
1921, July 29	Great Britain, Serbs, Croats and Slovenes Kgd. of	Agreement. Ex-Austrian and ex-Hungarian Tonnage	No. 280		
		Notes dated Oct. 5, 1921 and April 25, 1922	1923, Jan. 13	XV	318
See also : INDEX No. 3 : 1921, July 29.					
1921, Nov. 12	Japan, Netherlands	Notes. Waterlines of Vessels	1922, Aug. 29 No. 316	XII	240
1922, March 8'21 / April 7'22	Denmark, Esthonia	Notes. Tonnage Measurement Certificates	1923, Jan. 27 No. 375	XIV	244
1922, Oct. 5'21 / April 25'22	Great Britain, Serbs, Croats and Slovenes, Kgd. of	Notes. Agreement of July 29, 1921. Ex-Austrian and ex-Hungarian Tonnage	1923, Jan. 13 (No. 280)	XV	318
1922, May 17-22	Denmark, Japan	Notes. Tonnage Measurement Certificates	1923, Jan. 27 No. 376	XIV	248
Shipwrecks.					
See : WRECKS.					
Sick and Wounded in War.					
See : WOUNDED IN WAR.					
Sleswig, Northern.					
1922, April 10	Germany, Denmark	Treaty. Northern Sleswig	No. 274		
		Notes dated April 10, 1922	1923, March 6	XV	312
See also : INDEX No. 3 : 1922, April 10.					
Spain.					
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—					
1922, Oct. 4	Great Britain, France, Italy, Czechoslovakia and Austria	Protocol No. I. (Declaration.) Restoration of Austria..	1922, Oct. 4 No. 334	XII	386
		Adhesions.			
		Spain : Nov. 3, 1922		XII	388
		Belgium : June 12, 1923		XV	320
1922, Oct. 4	Great Britain, France, Italy, Czechoslovakia and Austria	Protocol No. II, Annexes and Explanatory Note. Restoration of Austria	1922, Oct. 4 No. 335	XII	392
		Adhesions.			
		Spain : Nov. 3, 1922		XII	396
		Netherlands : June 11, 1923		XV	320
		Denmark : June 11, 1923		XV	320
		Belgium : June 12, 1923		XV	322
		Sweden : June 23, 1923		XV	322

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol. Page.
Spain *(continued)*.				
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—				
1922, Nov. 3	Spain	Adhesion to Protocol No. I (Declaration) of Oct. 4, 1922. Restoration of Austria	No. 334	XII : 388
1922, Nov. 3	Spain	Adhesion to Protocol No. II of Oct. 4, 1922. Restoration of Austria	No. 335	XII : 396
Spirits.				
See : LIQUOR TRAFFIC.				
St. Gotthard Railway.				
See : RAILWAYS.				
Straits Settlements.				
1922, May 26 / June 2	Great Britain / Netherlands	Agreement. Exchange of Postal Parcels between Straits Settlements and Netherlands East India	1922, Dec. 6 No. 357	XIII : 264
		Revised Art. 4, dated Oct. 20/Nov. 14, 1922	1923, July 4	XV : 322
1922, Oct. 20 / Nov. 14	Great Britain / Netherlands	Revised Art. 4 of Agreement of May 26/June 2, 1922. Exchange of Postals Parcels between Straits Settlements and Netherlands East India	1923, July 4 (No. 357)	XV : 322
Succession.				
See : PROPERTY.				
Sweden.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1920, Jan. 18	Denmark / Norway	Agreement modifying Convention of Dec. 15, 1919. Postal Communications	1922, Sept. 14 No. 323	XII : 322
1920, Jan. 14/26	Denmark	Agreement. Ferry-boat communication between Elsinore and Helsingborg	1923, Jan. 30 No. 379	XIV : 274
1920, March 3 / April 2	Great Britain	Addl. Agreement to Agreement of May 10/26, 1904. Postal Parcels. Presentation for registration	No. 119	XV : 296
See also : INDEX No. 2 : 1920, March 3 / April 2				
1920, Dec. 16/23	Denmark	Convention. Telegraphs and telephones	1923, Jan. 27 No. 374	XIV : 196
		Amendments : June 6/8, 1921		XIV : 216
1920, Dec. 16-29	Denmark / Norway	Radiotelegraph Agreement. Exceptions to Art. XXXV of Service Regulations of Int. Radiotelegraph Convention	1922, Dec. 8 No. 359	XIII : 282
1920, Dec. 16-29	Denmark / Norway	Agreement. Telegraphs and telephones	1922, Dec. 8 No. 360	XIII : 290
1920, Dec. 16/29	Norway	Convention. Telegraphs and telephones	1922, Dec. 8 No. 361	XIII : 312
1921, June 6/8	Denmark	Amendments to Convention of Dec. 16/23, 1920. Telegraphs and telephones	No. 374	XIV : 216

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol. Page.
Sweden *(continued)*.				
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—				
1921, June 6 / July 21	Norway	Modifications. Convention of Dec. 16/29, 1920. Telegraphs and telephones	1922, Dec. 8 No. 361	XIII : 330
1921, Oct. 20	Germany, Denmark, Esthonia, etc.	Convention. Non-fortification and neutralisation of Aaland Islands	No. 255	
		Ratification. Esthonia		XV : 310
See also : INDEX No. 3 : 1921, Oct. 20.				
1922, March 15/29	Norway	Addl. Regulation. Convention of Dec. 16/29, 1920. Telegraphs and telephones	1922, Dec. 8 No. 361	XIII : 331
1922, March 24 / April 17	U. S. A.	Parcel Post Convention	1923, Jan. 30 No. 380	XIV : 282
1922, May 25'21-May 5'22	Norway	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, March 7 No. 390	XV : 166
1922, May 19/22	Finland	Postal Agreement and Regulations	1923, Jan. 30 No. 381	XIV : 298
1922, March 29-Aug. 18	Denmark, Norway	Addl. Regulation to Agreement of Dec. 16-29, 1920. Telegraphs and telephones	1922, Dec. 8 No. 360	XIII : 300
1922, Oct. 4	Great Britain, France, Italy, Czechoslovakia and Austria	Protocol No. II, Annexes and Explanatory Note. Restoration of Austria	1922, Oct. 4 No. 335	XII : 392
		Adhesions. Spain : Nov. 3, 1922		XII : 396
		Netherlands : June 11, 1923		XV : 320
		Denmark : June 11, 1923		XV : 320
		Belgium : June 12, 1923		XV : 322
		Sweden : June 23, 1923		XV : 322
1922, July 28 / Oct. 17	Mexico	Notes. Exchange of Notifications concerning Insane Persons	1923, March 7 No. 391	XV : 180
1922, Nov. 7	Denmark	Convention. Air Navigation	1923, Jan. 19 No. 370	XIV : 96
1922, Nov. 11 / Dec. 18	Roumania	Notes. Commercial relations	1923, Feb. 15 No. 383	XIV : 354
1923, June 23	Sweden	Adhesion to Protocol No. II of Oct. 4, 1922. Restoration of Austria	No. 335	XV : 322
Switzerland.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1914, June 11	France	Declarations and Notes. Relations between Switzerland and French Zone of Sherifian Empire	1922, Sept. 19 No. 329	XII : 362
1920, March 15	Germany	Notes prolonging Customs and Commerce Treaty of Dec. 10, 1891 (Text of Nov. 12, 1904)	1922, Aug. 12 No. 303	XII : 20
1920, July 9	Germany	Coal Agreement	1922, Aug. 12 No. 304	XII : 26

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol. Page.
Switzerland *(continued)*.				
Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—				
1921, Feb. 25	Germany, Belgium, Great Britain, France, Italy, Netherlands	Suppl. Provision to Police Regulations of Sept. 14, 1912. Navigation of the Rhine	1922, Sept. 15 No. 327	XII : 356
		Ratification of and application to Rhine, Wahal and Lek : Netherlands Decree of Oct. 6, 1921		XII : 356
1921, Sept. 24	Italy	Agreement. St. Gotthard Railway	1922, Sept. 19 No. 330	XII : 368
1921, Dec. 3	Germany	Arbitration and Conciliation Treaty and Protocol	1922, Sept. 13 No. 320	XII : 272
1921, Dec. 16	Germany, Belgium, Great Britain, France, Italy, Netherlands	Police Regulations. Carrying of drinking water on vessels and rafts on Rhine	1922, Oct. 9 No. 347	XIII : 54
1922, Jan. 18/24	France	Agreement. Telephone charges	1922, Sept. 19 No. 331	XII : 372
1922, March 20	France	Convention. Liquor Traffic	1922, Sept. 19 No. 332	XII : 378
1922, June 13	Belgium	Prov. Convention. Air Traffic	1922, Sept. 13 No. 321	XII : 296
1922, June 26	Poland	Commercial Convention and Protocol	1922, Sept. 13 No. 322	XII : 306
1922, Sept. 29	Germany	Provl. Agreement. Contracts made in Swiss francs by German Life Insurance Companies	1922, Nov. 9 No. 351	XIII : 194
Taxation.				
1922, Feb. 18	Austria, Czechoslovakia	Treaty. Taxation	1923, Jan. 22 No. 371	XIV : 130
Telegraphs and Telephones.				
1890, Dec. 27	Belgium, France, Netherlands	Telegraph Convention	No. 41 *a*	
		Abrogation : Aug. 1, 1920	1923, Aug. 27	XV : 340
1908, June 11	International Convention	Telegraphic.		
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1908, June 11.				
1920, Dec. 30'19 / Aug. 30'20	Germany, Denmark	Telegraphic Convention	1923, Jan. 30 No. 377	XIV : 258
1920, Dec. 16/23	Denmark, Sweden	Convention. Telegraphs and telephones	1923, Jan. 27 No. 374	XIV : 196
		Amendments : June 6/8, 1921		XIV : 216
1920, Dec. 16-29	Denmark, Norway, Sweden	Agreement. Telegraphs and telephones	1922, Dec. 8 No. 360	XIII : 290
1920, Dec. 16/29	Norway, Sweden	Convention. Telegraphs and telephones	1922, Dec. 8 No. 361	XIII : 312

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

Telegraphs and Telephones *(continued)*.			Registration Date and No.	Vol.	Page.
1920, Dec. 23/29	Denmark, Norway	Convention. Telegraphs and telephones	1922, Dec. 8 No. 362	XIII	358
1921, June 6/8	Denmark, Sweden	Amendments to Convention of Dec. 16/23, 1920. Telegraphs and telephones	No. 374	XIV	216
1921, June 6 / July 21	Norway, Sweden	Modifications. Convention of Dec. 16/29, 1920. Telegraphs and telephones	1922, Dec. 8 No. 361	XIII	330
1921, July 21 / June 8/Aug. 1	Denmark, Norway	Modifications. Convention of Dec. 23/29, 1920. Telegraphs and telephones	1922, Dec. 8 No. 362	XIII	374
1921, Sept. 19 ..	Finland, Norway, Russia (Soviet)	Special Agreement. Telegraphs ..	1923, March 17 No. 392	XV	192
1921, Oct. 29 ..	Esthonia, Finland	Agreement. Sub-marine Cables. Rights of ownership	1922, Nov. 4 No. 349	XIII	160
1921, Oct. 29 ..	Finland, Esthonia	Agreement. Sub-marine Cables. Upkeep and use. Telegraphic and telephonic communication	1922, Nov. 4 No. 350	XIII	168
1921, Dec. 27 ..	Belgium, Luxemburg	Telegraphic Agreement	1922, Aug. 29 No. 318	XII	254
1922, Jan. 18/24	France, Switzerland	Agreement. Telephone charges ..	1922, Sept. 19 No. 331	XII	372
1922, March 15/29	Norway, Sweden	Addl. Regulation. Convention of Dec. 16/29, 1920. Telegraphs and telephones	1922, Dec. 8 No. 361	XIII	331
1922, March 29-Aug. 18	Denmark, Norway, Sweden	Addl. Regulation to Agreement of Dec. 16-29, 1920. Telegraphs and telephones	1922, Dec. 8 No. 360	XIII	300
1922, Dec. 4 ..	Albania, Italy	Telegraphic Convention	1923, March 23 No. 395	XV	214

See also : RADIOTELEGRAPHY.

Telephones.

See : TELEGRAPHS AND TELEPHONES.

Tonnage.

See : SHIPS, SHIPPING.

Trade.

See : COMMERCE.

See also : TRADE MARKS.

Trade Marks.

1891, April 14 ..	International Agreement	International Registration of Trade Marks.	

See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1891, April 14.

1900, Dec. 14 .	International Act	Addl. to Agreement of April 14, 1891. International Registration of Trade Marks.	

See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1900, Dec. 14.

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

		Registration Date and No.	Vol.	Page.
Trade Marks *(continued)*.				
1911, June 2 ..	International Convention — International Registration of Trade Marks.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1911, June 2.				
See also : MERCHANDISE MARKS.				
Traffic in Women and Children.				
See : WOMEN AND CHILDREN, TRAFFIC IN.				
Transit and Communications.				
1920, Jan. 14/26	Denmark / Sweden — Agreement. Ferry-boat communication between Elsinore and Helsingborg	1923, Jan. 30 No. 379	XIV	274
1921, April 20 .	Convention and Statute — Freedom of Transit.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, April 20.				
1921, April 21 .	Germany / Poland / Poland on behalf of Danzig — Convention and Protocol. Transit between East Prussia and rest of Germany	1922, Aug. 12 No. 308	XII	62
See also : RAILWAYS.				
Transport.				
See : RAILWAYS.				
: TRANSIT.				
Triangulation of zone of River Uruguay.				
See : BOUNDARIES : 1918, April 11.				
Troops.				
1922, March 28	China / Japan — Agreement. Withdrawal of Japanese Troops. Tsingtao-Tsinanfu Railway	1922, Nov. 13 No. 353	XIII	218
Tsingtao-Tsinanfu Railway.				
See : RAILWAYS.				
United States of America.				
Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1899, March 2 .	Great Britain .. — Convention. Real and Personal Property. Accession of Canada by Convention of Oct. 21, 1921	1922, Oct. 5 No. 339	XII	426
1919, Dec. 9 ..	Great Britain, France, Italy, Japan and Roumania — Treaty. Minorities. General Relations. Ratification. Roumania : Sept. 4, 1920	No. 140 1923, June 2	XV	300
See also : INDEX No. 2 : 1919, Dec. 9.				
1921, June 30 .	Norway .. .. — Arbitration Convention. Claims of Norwegian Shipowners against U. S. A.	1923, Jan. 8 No. 365	XIV	20
1921, Aug. 25 .	Germany .. .. — Peace Treaty	1922, Aug. 12 No. 310	XII	192

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*.

			Registration Date and No.	Vol. Page.
United State of America *(continued)*. Treaties, etc., with Foreign Powers *(continued)*, viz :—				
1921, Oct. 21 ..	Great Britain ..	Convention. Accession of Canada to Real and Personal Property Convention of March 2, 1899	1922, Oct. 5 No. 339	XII : 426
1922, Feb. 11 .	Japan	Treaty and Notes. Yap Island and Pacific Islands under mandate ..	1922, Aug. 14 No. 311	XII : 202
1922, Dec. 27'21 / March 30'22	Belgium	Addl. Agreement to Convention of of Nov. 19, 1904. Parcel Post ..	1922, Aug. 29 No. 319	XII : 260
1922, March 24 / April 17	Sweden	Parcel Post Convention	1923, Jan. 30 No. 380	XIV : 282
1922, May 15 .	Great Britain ..	Suppl. Extradition Convention . ..	1923, Jan. 13 No. 369	XIV : 90
1922, Jan. 12 / July 21	Finland	Convention. Parcel Post	1922, Dec. 4 No. 356	XIII : 244
United States of Mexico. *See :* MEXICO.				
Uruguay. Treaties, etc., with Foreign Powers, viz :—				
1915, Feb. 28 .	Paraguay	Convention. Procedure by way of Letters Rogatory	1923, March 19 No. 393	XV : 196
1917, July 18 .	Peru	Treaty. Compulsory Arbitration ..	1923, Feb. 20 No. 384	XIV : 360
1918, April 11 .	Argentine	Convention. Triangulation of zone of River Uruguay	1923, Feb. 20 No. 385	XIV : 368
Waggons. *See :* RAILWAYS.				
Wahal.				
1921, Feb. 25 .	Germany, Belgium, Great Britain, France, Italy, Netherlands, Switzerlands	Suppl. Provision to Police Regulations of Sept. 14, 1912. Navigation of the Rhine..	1922, Sept. 15 No. 327	XII : 356
		Ratification of and application to Rhine, Wahal and Lek : Netherlands Decree of Oct. 6, 1921		XII : 356
Waterways, Navigable. *See :* NAVIGABLE WATERWAYS.				
White Slave Traffic. *See :* WOMEN AND CHILDREN, TRAFFIC IN.				
Wines. *See :* LIQUOR TRAFFIC.				
Wireless Telegraphy. *See :* RADIOTELEGRAPHY.				

ALPHABETICAL INDEX *(continued)*:

			Registration Date and No.	Vol.	Page.
Women and Children : Traffic in.					
1921, Sept. 30	International Convention	Traffic in Women and Children.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1921, Sept. 30.					
Workmen's Accident Compensation.					
See : INSURANCE.					
Wounded in War.					
1906, July 6 ..	International Convention	Wounded in War.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1906, July 6.					
1907, Oct. 18 ..	International Convention	Adaptation of principles of Geneva Convention to Naval War.			
See : GENERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS : 1907, Oct. 18.					
Wrecks.					
1921, Sept. 28'18 / Jan. 21'21	Great Britain / Denmark	Agreement. Wrecks .. .. Notes dated Nov. 23, 1922 . ..	No. 125 1923, Jan. 13	XV	298
See also : INDEX No. 2 : 1921, Sept. 28'18 / Jan. 21'21					
1922, Nov. 23	Great Britain / Denmark	Notes. Agreement of Sept. 28'18/ Jan. 21'21, Wrecks	1923, Jan. 13 (No. 125)	XV	298
Yap, Island of.					
Treaties, etc., concerning :					
1922, Feb. 11	U. S. A. / Japan	Treaty and Notes. Yap Island and Pacific Islands under Mandate ..	1922, Aug. 14 No. 311	XII	202

Imprimé pour la "SOCIÉTÉ DES NATIONS" par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. Lausanne (Suisse).

Printed for the "LEAGUE OF NATIONS" by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A. Lausanne (Switzerland).